

**RECUEIL DE JURISPRUDENCE
DE LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE
DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES
AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

PREMIÈRE ÉDITION
OCTOBRE 2021

PRÉFACE

Parmi les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ayant reçu compétence pour juger les hauts dirigeants du Kampuchéa Démocratique et les principaux responsables des crimes commis par le régime, la Chambre préliminaire est probablement la moins apparente.

Son positionnement, entre la phase d’instruction et la phase de jugement, la confine entre deux pôles majeurs de visibilité des procédures. Elle a rendu son ultime décision, en toute discrétion, le 29 septembre 2021.

À peine mentionnée dans l’Accord et la Loi créant les Chambres, elle fonctionne même dans un premier temps de manière intermittente avant d’être assemblée en permanence à Phnom Penh, compte tenu du volume du contentieux lui parvenant, à partir du 23 février 2010. Alors que sa tâche essentielle de règlement des désaccords entre co-procureurs ou co-juges d’instruction est restée marginale, son intervention a été appelée sur des aspects beaucoup plus variés de la procédure pénale, par la voie de l’appel ou des requêtes en annulation.

En effet, en 14 ans d’activité, la Chambre préliminaire a couvert tous les stades de l’investigation criminelle, depuis le déclenchement de l’enquête préliminaire jusqu’à clôture de l’instruction. Elle s’est penchée sur tous les domaines de la procédure pénale, passant des désignations et des récusations au contentieux de la détention provisoire, de l’examen de la recevabilité ou de la validité des preuves à la théorie de l’entreprise criminelle commune, etc. Les propres règles de compétence et de fonctionnement de la Chambre préliminaire ont suscité l’analyse de la juridiction, en tant que juge de dernier ressort au stade de l’instruction. La Chambre préliminaire a ainsi rendu plus de 260 décisions.

Au fil des ans, il est apparu qu’une compilation de la jurisprudence s’imposait, à la fois pour rendre compte de l’activité globale de la juridiction, pour en isoler les points forts et peut être aussi des matières à réfléchir. Elle constitue le cœur de son héritage judiciaire, pour ceux qui l’ont réalisé. Ce travail illustre la cohérence sur plus de dix ans d’un modèle procédural qui, tout en se proposant au bilan des commentateurs, se développe déjà dans d’autres tribunaux. Il se conçoit par conséquent, sinon comme fondateur, du moins explorateur des procédures criminelles, en particulier dans le système hybride francophone.

Le lecteur trouvera dans les pages à suivre le nom des juges ayant forgé cette jurisprudence. Le travail de compilation des décisions publiques, organisé et supervisé par les juges, a été rendu possible par des dizaines de stagiaires, de consultants et de juristes. Qu’ils trouvent tous ici l’expression du souvenir reconnaissant des juges préfaciers. Sans eux et leur dévouement à la diffusion du droit, ce recueil n’aurait pas été possible.

Phnom Penh, le 19 octobre 2021

Olivier BEAUVALLET

BAIK Kang Jin

Juges à la Chambre préliminaire,

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

LISTE DES JUGES DE LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE DEPUIS SA CRÉATION

Juges Actuels de la Chambre Préliminaire

Monsieur le Juge PRAK Kimsan – Président de la Chambre, Cambodge

Monsieur le Juge NEY Thol – Juge, Cambodge

Monsieur le Juge HUOT Vuthy – Juge, Cambodge

Monsieur le Juge BAIK Kang Jin – Juge, République de Corée

Monsieur le Juge Oliver BEAUVALLET – Juge, France

Monsieur le Juge PEN Pichsaly – Juge de Réserve, Cambodge

Monsieur le Juge Steven J. BWANA – Juge de Réserve, Tanzanie

Anciens Juges de la Chambre Préliminaire

Monsieur le Juge Chang-ho CHUNG – République de Corée

Monsieur le Juge Rowan DOWNING, Q.C. – Australie

Madame la Juge Katinka LAHUIS – Pays-Bas

Madame la Juge Catherine MARCHI-UHEL – France

Ce recueil a été développé et compilé grâce aux efforts de nombreux officiers juridiques, consultants et stagiaires qui ont travaillé au sein de la Chambre préliminaire durant ces 14 dernières années. Les personnes mentionnées ci-après ont apporté une contribution essentielle à la dernière phase de finalisation du recueil avant sa publication :

Juliette ESNEAU, Léo JOLIVET, Hyuree KIM, Nathalie TRAN, ainsi que Sherine AL SHALLAH, Lucía BURILLO MICHÓ, Lauren McKINNEY, Charlotte RUZZICA-DE LA CHAUSSÉE, Yasuaki TAKEUCHI, Marie WILMET, sous la supervision des Juges Olivier BEAUVALLET et BAIK Kang Jin.

Citation : *Recueil de jurisprudence de la Chambre préliminaire des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, sous la direction d’Olivier Beauvallet et Kang Jin Baik (Phnom Penh, première édition : 2021) [316 pages]*

TABLE DES MATIÈRES

I.	Compétence des CETC et Droit Applicable	1
A.	Nature des CETC et Droit Applicable	1
1.	Création, Nature des CETC et Relations avec le Système Judiciaire National	1
2.	Droit Applicable	5
3.	Interprétation	6
i.	Général	6
ii.	Références	7
a.	Référence au Sens Ordinaire, Contexte, Objet et But.....	7
b.	Référence au Travaux Préparatoires.....	8
c.	Référence au Règlement Intérieur	8
d.	Référence aux Directives Pratiques	9
e.	Référence au Droit Pénal et à la Procédure Pénale Cambodgiens	9
f.	Référence à la Procédure Pénale Française	10
g.	Référence aux Règles de Procédure Établies au Niveau International	10
h.	Référence à d’Autres Instruments	11
i.	Référence à d’Autres Domaines Juridiques	12
j.	Règle 21 du Règlement Intérieur	12
iii.	Interprétation d’Autres Instruments	13
4.	Divers.....	13
i.	Droit Coutumier et Principes Généraux du Droit.....	13
ii.	Prohibition de l’Analogie et Règle d’Interprétation Ejusdem Generis.....	14
5.	Principe de Légalité	15
i.	Général	15
ii.	Application du Principe de Légalité	17
a.	Crimes Nationaux et Délais de Prescription	17
b.	Génocide et Violations Graves des Conventions de Genève	18
c.	Crimes contre l’Humanité	18
d.	Violations Graves des Conventions de Genève.....	20
e.	Modes de Participation	20
B.	Compétence des CETC.....	22
1.	Compétence Temporelle	22
2.	Compétence Personnelle.....	22
3.	Compétence Matérielle	23
i.	Général	23
ii.	Crimes relevant de la Compétence des Chambres	24
a.	Crimes Nationaux.....	24
b.	Génocide	24
c.	Crimes contre l’Humanité	25
d.	Violations Graves des Conventions de Genève.....	26
iii.	Modes de Participation.....	27
a.	Responsabilité du Supérieur Hiérarchique	27
b.	Entreprise Criminelle Commune	27
iv.	Amnistie et Grâce	28
v.	Prescription et Possibilité de Poursuite	28
II.	Droit au Procès Equitable	30
A.	General.....	30
B.	Droits	32

1. Droits Particuliers	32
i. Principe du Contradictoire	32
ii. Principe du Traitement Egal et de l'Egalité devant la Loi	33
iii. Principe de l'Egalité des Armes	35
iv. Principe « In Dubio Pro Reo »	36
v. Principe de Légalité	37
vi. Principe « Ne bis In Idem »	37
vii. Principe de la Présomption d'Innocence	38
viii. Protection contre la Torture	39
ix. Droit d'Accès à la Justice	39
x. Droit d'Accès du Public aux Procédures Judiciaires	39
xi. Droit à un Remède Effectif	40
xii. Droit à un Tribunal Indépendant et Impartial	40
xiii. Droit d'Être Informé des Charges à son Encontre	43
xiv. Droit à la Traduction de Documents	45
xv. Droit d'Être Présent	47
xvi. Droit d'Être Jugé dans un Délai Reasonnable	47
xvii. Droit d'Avoir les Moyens Nécessaires à la Préparation de la Défense	49
xviii. Droit à l'Assistance Juridique et à la Représentation par un Avocat	51
xix. Droit à la Sécurité Juridique	54
xx. Droit à la Liberté	55
xxi. Droit de Garder le Silence	57
xxii. Droit à la Vie Privée et à la Réputation	57
2. Renonciation aux Droits	58
3. Aptitude à Suivre les Débats	59
4. Mort de la Personne Mise en Examen	60
C. Abus de Procédure	61
1. Général	61
2. Distinction avec l'Annulation	61
3. Recevabilité des Demandes d'Interruption pour Abus de Procédure	62
4. Critère d'Examen et Bien-Fondé des Demandes d'Interruption pour Abus de Procédure	62
III. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire	64
A. Général	64
1. Compétence sur la Phase de l'Instruction	64
2. Autorité et Pouvoirs au stade de l'Ordonnance de Clôture	65
3. Détermination de Questions d'Intérêt Général	67
4. Compétence Inhérente	67
5. Rôle de la Chambre d'Instruction Cambodgienne	69
6. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire d'Ordonner des Actes d'Instruction	69
7. Limites de la Compétence de la Chambre	70
i. Général	70
ii. Avis Consultatifs et Spéculation	71
iii. Preuve durant la Phase Préliminaire	73
8. Relation de la Chambre Préliminaire avec les Autres Chambres	73
B. Compétence Expresse de la Chambre Préliminaire	75
1. Règlement des Désaccords	75
2. Appels contre les Décisions des Co-Juges d'Instruction en vertu de la Règle 74 du Règlement Intérieur	75
3. Requête en Nullité en vertu de la Règle 76 du Règlement Intérieur	75
C. Procédure de Récusation	76
1. Compétence de la Chambre Préliminaire	76
2. Droits des Parties selon la Règle 34 du Règlement Intérieur	76
3. Recevabilité selon la Règle 34 du Règlement Intérieur	77
4. Test de Partialité	78

5.	Preuve de Partialité	79
6.	Autres Questions liées à la Récusation	81
D.	Entrave à l'Administration de la Justice et Inconduite	83
1.	Entrave à l'Administration de la Justice	83
i.	Recevabilité.....	83
ii.	Critère d'Examen en Appel	84
iii.	Examen du Bien-Fondé et Norme de Preuve Requise pour les Demandes selon la Règle 35 du Règlement Intérieur	84
iv.	Décisions selon la Règle 35 du Règlement Intérieur.....	87
2.	Inconduite d'un Avocat selon la Règle 38 du Règlement Intérieur	88
E.	Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense (y compris les Décisions relatives aux Appels selon la Règle 11).....	89
1.	Appels contre les Décisions de la Section d'Appui à la Défense	89
i.	Appels selon la Règle 11 5) du Règlement Intérieur.....	89
ii.	Appels selon la Règle 11 6) Du Règlement Intérieur	89
iii.	Appels selon la Règle 21 du Règlement Intérieur	89
2.	Inscription des Avocats Étrangers sur la Liste des Avocats	90
3.	Désignation d'un Avocat de la Défense et Conflit d'Intérêt	90
IV.	Instruction devant les CETC.....	93
A.	Ouverture de l'Instruction	93
1.	Exercice de l'Action Publique et Enquêtes Préliminaires	93
i.	Rôle des Co-Procureurs.....	93
ii.	Confidentialité des Enquêtes Préliminaires	94
iii.	Conséquences des Désaccords entre Co-Procureurs.....	95
2.	Ouverture de l'Instruction	95
i.	Réquisitoire Introductif.....	95
a.	Rôle des Co-Procureurs.....	95
b.	Conditions de Délivrance	95
c.	Précision du Réquisitoire Introductif	96
d.	Langue.....	98
e.	Qualification Juridique des Faits	99
f.	Distinction entre le Réquisitoire Introductif et les Réquisitoires Supplétifs	99
ii.	Réquisitoires Supplétifs	99
a.	Conditions de Délivrance	99
b.	Précision des Réquisitoires Supplétifs.....	101
c.	Réquisitoire Supplétif Clarifiant la Portée de l'Instruction	102
d.	Réquisitoire Supplétif Signé par un Seul des Co-Procureurs.....	103
B.	Principes Généraux de l'Instruction	104
1.	Portée de l'Instruction	104
i.	Portée de l'Instruction (Général)	104
ii.	Ordonnance de Soit-Communiqué selon la Règle 55 3) du Règlement Intérieur	108
iii.	Identification de Suspects par les Co-Juges d'Instruction (Règle 55 4) du Règlement Intérieur)	108
iv.	Décision portant Réduction de la Portée de l'Instruction (Règle 66bis du Règlement Intérieur)	108
2.	Rôle et Devoir des Co-Juges d'Instruction dans la Conduite de l'Instruction	109
i.	Rôle et Pouvoirs des Co-Juges d'Instruction.....	109
a.	Responsabilité des Co-Juges d'Instruction dans la Conduite de l'Instruction.....	109
b.	Distinction avec les Co-Procureurs	109
c.	Discrétion et Indépendance des Co-Juges d'Instructions dans la Conduite de l'Instruction .	110
d.	Autorité et Pouvoirs des Co-Juges d'Instruction	111
e.	Délégation de Pouvoir.....	112
f.	Désignation des Co-Juges d'Instruction de Réserve.....	112
ii.	Décisions des Co-Juges d'Instruction	113

a.	Devoir des Co-Juges d’Instruction de Rendre une Décision.....	113
b.	Motivation des Décisions.....	113
c.	Notification des Décisions.....	113
d.	Réexamen des Décisions des Co-Juges d’Instruction.....	113
iii.	Devoirs des Co-Juges d’Instruction.....	114
a.	Devoirs Éthiques et Judiciaires des Co-Juges d’Instruction.....	114
b.	Principe de la Conduite Conjointe de l’Instruction par les Co-Juges d’Instruction.....	114
c.	Devoir de Conduire une Instruction et d’Instruire Tous les Faits.....	115
d.	Devoir d’Enquêter à Décharge.....	116
e.	Diligence des Co-Juges d’Instruction.....	117
f.	Obligation de Motiver les Décisions.....	117
g.	Devoirs concernant les Victimes.....	120
h.	Absence de Devoir de Divulguer tous les Détails de l’Instruction.....	120
iv.	Fin de la Compétence des Co-Juges d’Instruction.....	121
3.	Rôle des Parties dans l’Instruction.....	121
i.	Participation des Parties.....	121
a.	Général.....	121
b.	Participation des Co-Procureurs.....	122
c.	Participation des Victimes.....	122
d.	Participation de la Défense et Accès au Dossier.....	123
ii.	Enquêtes et Démarches par les Parties.....	124
4.	Questions relatives à la Mise en Examen et aux Charges.....	125
i.	Pouvoir des Co-Juges d’Instruction de Mettre en Examen (Règle 55 4) du Règlement Intérieur) 125	
ii.	Procédure de Mise en Examen.....	127
a.	Première Comparution et Notification des Mises en Examen.....	127
b.	Convocation à la Première Comparution.....	128
c.	Mise en Examen et Notification en l’Absence de la Personne Mise en Examen.....	128
iii.	Statut de Suspect et de Personne Mise en Examen.....	130
iv.	Charges.....	132
a.	Qualification Juridique des Faits.....	132
b.	Principe de <i>Ne Bis In Idem</i>	134
c.	Cumul de Qualifications.....	134
d.	Divers : Qualifications Retenues.....	134
5.	Questions liées à la Preuve.....	135
i.	Dossier.....	135
ii.	Évaluation et Recevabilité des Preuves.....	135
a.	Évaluation et Recevabilité des Preuves au Stade Préliminaire.....	135
b.	Principe de la Liberté de la Preuve.....	136
c.	Présomption de Fiabilité des Actes d’Instruction.....	138
d.	Déclarations de la Personne Mise en Examen.....	138
e.	Preuve des Parties Civiles.....	138
f.	Preuve des Témoins.....	139
g.	Corroboration.....	140
h.	Ouï-Dire.....	140
i.	Recevabilité et Effet Cumulatif.....	141
iii.	Preuve Obtenue en Violation de Droits.....	141
iv.	Autres questions liées à la Preuve.....	142
a.	Notion de Preuve à Décharge.....	142
b.	Suffisance de la Preuve.....	142
c.	Notion d’Audition.....	142
d.	Notion de « Piste d’Enquête ».....	143
6.	Confidentialité de l’Instruction.....	143
i.	Principe de la Confidentialité de l’Instruction.....	143
ii.	Confidentialité de l’Instruction et Droits de la Défense.....	143
iii.	Confidentialité de l’Instruction et Droits des Victimes.....	144
iv.	Information du Public.....	144

v.	Classification	144
vi.	Décisions relatives à la « Communication »	145
7.	Divers : Interrogatoire de la Personne Mise en Examen	146
C.	Demandes Particulières des Parties	147
1.	Demandes d'Actes d'Instruction selon les Règles 55 10) et 58 6) du Règlement Intérieur	147
i.	Recevabilité des Appels des Décisions concernant les Demandes d'Actes d'Instruction (Règles 74 3) b) et 74 4) a) du Règlement Intérieur)	147
a.	Général.....	147
b.	Qualité à Agir dans le cadre de Demandes d'Actes d'Instruction	149
c.	Moment des Demandes d'Actes d'Instruction	149
ii.	Critère d'Examen des Décisions concernant des Demandes d'Actes d'Instruction.....	150
iii.	Bien-Fondé des Demandes d'Actes d'Instruction	152
a.	Général.....	152
b.	Précision et Pertinence des Demandes d'Actes d'Instruction	155
c.	Consultation des Parties	159
d.	Suffisance des Preuves.....	159
e.	Droit de Non-Divulgateion	160
2.	Appel de Décisions concernant d'Autres Demandes selon la Règle 55 10) du Règlement Intérieur 160	
i.	Général	160
ii.	Demande d'Ajout de Preuves au Dossier	161
3.	Demande d'Expertise selon les Règles 31 et 32 du Règlement Intérieur	163
i.	Recevabilité.....	163
a.	Désignation d'un Expert Supplémentaire et Réexamen	163
b.	Désignation d'un Expert Psychiatrique	163
c.	Moment de la Demande	163
ii.	Critère d'Examen et Bien-Fondé.....	164
a.	Général.....	164
b.	Expert Psychiatrique	165
c.	Moment de la Décision	165
iii.	Indépendance et Impartialité des Experts	166
D.	Clôture de l'Instruction	167
1.	Devoirs des Co-Juges d'Instruction de Chercher et d'Analyser les Éléments de Preuve	167
2.	Clôture de l'Instruction selon la Règle 66 du Règlement Intérieur	167
i.	Avis de Fin d'Instruction selon la Règle 66 1) du Règlement Intérieur	167
a.	Général.....	167
b.	Demandes Supplémentaires des Parties.....	167
ii.	Ordonnance de Soit-Communiqué selon la Règle 66 4) du Règlement Intérieur	168
3.	Réquisitoire Définitif des Co-Procureurs selon la Règle 66 du Règlement Intérieur	169
i.	Contenu	169
ii.	Degré de Précision	169
iii.	Traductions	169
iv.	Réponse au Réquisitoire Définitif	169
4.	Ordonnance de Clôture selon la Règle 67 du Règlement Intérieur	170
i.	Général	170
ii.	Validité.....	171
iii.	Devoir de Rendre une Ordonnance de Clôture dans un Délai Raisonnable	173
iv.	Devoir de Rendre une Décision sur tous les Faits	173
v.	Motivation de l'Ordonnance.....	174
vi.	Langue de l'Ordonnance de Clôture	176
vii.	Classification de l'Ordonnance de Clôture.....	176
5.	Norme de Preuve au Stade de l'Ordonnance de Clôture.....	177
i.	Charges Suffisantes.....	177
ii.	Chiffrage du Nombre de Victimes.....	177
6.	Délivrance Simultanée de Deux Ordonnances de Clôture.....	178

7.	Autorité et Pouvoirs de la Chambre au Stade de l'Ordonnance de Clôture	178
8.	Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture	180
i.	Recevabilité des Appels contre les Ordonnances de Clôture	180
a.	Appels Interjetés par les Co-Procureurs	180
b.	Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen selon la Règle 74 3) a)	181
c.	Délai d'Appel selon la Règle 74 3) a)	181
d.	Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen concernant des Vices de Forme	182
e.	Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen selon la Règle 21	182
f.	Appels Interjetés par les Parties Civiles selon la Règle 74 4) f) du Règlement Intérieur	183
ii.	Portée et Critère d'Examen	183
9.	Annulation de l'Ordonnance de Clôture	184
10.	Transfert du Dossier à la Chambre de Première Instance et Archivage	185
V.	Mesures de Sûreté	186
A.	Mandats d'Arrêt	186
B.	Détention Provisoire	188
1.	Général	188
2.	Conditions de la Détention Provisoire selon la Règle 63	188
i.	Raisons plausibles	188
ii.	Conditions de Nécessité (Règle 63 3) b) du Règlement Intérieur)	189
a.	Nécessité de Prévenir les Pressions sur les Témoins ou les Victimes et la Concertation entre Mis en Examen et Complice, et de Préserver les Preuves ou Prévenir leur Destruction (Règle 63 3) b) i) et ii) du Règlement Intérieur)	189
b.	Nécessité de Garantir le Maintien de la Personne Mise en Examen à la Disposition de la Justice (Règle 63 3) b) iii) du Règlement Intérieur)	190
c.	Nécessité de Protéger la Sécurité de la Personne Mise en Examen (Règle 63 3) b) iv) du Règlement Intérieur)	190
d.	Nécessité de Préserver l'Ordre Public (Règle 63 3) b) v) du Règlement Intérieur)	191
3.	Ordonnance sur la Détention Provisoire	193
i.	Ordonnance Initiale de Placement en Détention Provisoire	193
ii.	Appels contre une Ordonnance de Placement en Détention Provisoire	193
iii.	Prolongation de la Détention Provisoire	193
a.	Conditions de Prolongation de la Détention Provisoire	194
b.	Durée de la Détention Provisoire	195
c.	Détention Provisoire après une Ordonnance de Renvoi	196
iv.	Appels contre une Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire	196
v.	Divers	197
4.	Conditions de Détention	198
i.	Général	198
ii.	Appels concernant les Conditions de Détention	199
5.	Libération sous Caution et Libération	199
VI.	Témoins, Victimes et Parties Civiles	202
A.	Définition du terme « Victime »	202
B.	Parties Civiles	203
1.	Objectif de l'Action Civile	203
2.	Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile	203
i.	Procédure	203
ii.	Conditions	204
a.	Général	204
b.	Condition d'un « Lien de Causalité »	204
c.	Condition d'un Préjudice	206
d.	Preuve d'Identité	208
3.	Divers	208

C.	Ordonnance de Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile des Co-Juges d'Instruction	209
1.	Décision Motivée	209
2.	Moment de la Délivrance de l'Ordonnance	209
3.	Reconsidération de la Recevabilité	210
D.	Appels contre l'Ordonnance de Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile	211
E.	Droits des Victimes et Parties Civiles	212
1.	Général	212
2.	Participation	212
3.	Réparations	214
F.	Audition des Témoins et des Personnes ayant Formé des Demandes de Constitution de Partie Civile	216
G.	Protection des Victimes et des Témoins.....	217
VII.	<i>Procédures devant la Chambre Préliminaire.....</i>	218
A.	Règlement des Désaccords	218
1.	Procédure de Règlement des Désaccords selon les Règles 71 et 72 du Règlement Intérieur	218
i.	Général	218
ii.	Rôle de la Chambre Préliminaire	219
iii.	Confidentialité des Désaccords.....	220
iv.	Motivation des Décisions.....	221
v.	Renonciation à la Procédure de Règlement des Désaccords.....	221
2.	Possibilité d'Agir Seul	221
i.	Co-Procureurs	221
ii.	Co-Juges d'Instruction	222
3.	Position par Défaut	224
4.	Évitement de la Procédure de Règlement des Désaccords	225
B.	Appels (Général)	227
1.	Général	227
i.	Rôle en Appel de la Chambre Préliminaire	227
ii.	Distinction avec l'Annulation	227
2.	Recevabilité des Appels	228
i.	Qualité pour Interjeter Appel	228
a.	Général.....	228
b.	Co-Procureurs	228
c.	Défense	229
d.	Parties Civiles	232
e.	Autres.....	232
ii.	Décisions et Ordonnances Susceptibles d'Appel	232
a.	Notions de Décision et d'Ordonnances.....	232
b.	Refus Implicite.....	234
iii.	Délai pour l'Appel	236
a.	Expiration et Prorogation du Délai d'Appel	236
b.	Appels Prématurs et Spéculatifs	240
iv.	Dépôt de Déclaration d'Appel, de Mémoire en Appel et d'Écritures	244
v.	Obligation de Mentionner le Fondement Juridique d'un Appel	246
3.	Recevabilité selon la Règle 74 du Règlement Intérieur	246
i.	Appels contre les Ordonnances ou Décisions Confirmant la Compétence des CETC (Règle 74) 3)	
a)	du Règlement Intérieur)	246
ii.	Appels contre les Ordonnances ou les Décisions Rejetant une Demande d'Actes d'Instruction Autorisée selon le Règlement intérieur (Règles 74 3) b) et 74 4) a) du Règlement Intérieur)	253

iii.	Appels contre les Ordonnances et les Décisions Rejetant les Demandes d'Expertise Autorisées selon le Règlement Intérieur (Règles 74 3) d) et 74 4) d) du Règlement Intérieur)	253
iv.	Appels contre les Ordonnances et les Décisions Rejetant une Demande de Complément d'Expertise ou de Contre-Expertise autorisée selon le Règlement Intérieur (Règles 74 3) e) et 74 4) e) du Règlement Intérieur)	254
v.	Appel contre les Ordonnances et Décisions concernant la Détention Provisoire ou la Libération sous Caution (Règle 74 3) f) du Règlement Intérieur)	254
vi.	Appel contre les Ordonnances et Décisions rejetant une demande de Saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'Annulation d'un Acte d'Instruction (Règle 74 3) g) et 74 4) g) du Règlement Intérieur)	254
vii.	Appel contre les Ordonnances et Décisions relatives à des Mesures de Protection (Règle 74 3) h) et 74 4) h) du Règlement Intérieur)	255
viii.	Appel d'Ordonnances ou de Décisions relatives à des Demandes de Constitution de Partie Civile	255
ix.	Appels contre les Ordonnances ou Décisions Réduisant la Portée de l'Instruction en Application de la Règle 66 bis (Règles 74 3) j) et 74 4) i) du Règlement Intérieur)	256
4.	Recevabilité des Appels selon les Règles 11 5) et 6), 35 6), 38 3) et 77 bis du Règlement Intérieur	256
5.	Recevabilité selon des Considérations d'Équité (Règle 21 du Règlement Intérieur)	256
i.	Principe de Droit	256
ii.	Appels Recevables sous des Considérations d'Équité	257
iii.	Appels Irrecevables sous des Considérations d'Équité	258
6.	Recevabilité selon d'Autres Considérations	260
i.	Considération des Intérêts de la Justice	260
ii.	Considération de l'Intérêt de Préserver le Temps et les Ressources Judiciaires	261
iii.	Considération des Questions d'Intérêt Général	261
7.	Renonciation et Désistement d'Appel	262
8.	Rejet des Appels	262
i.	Rejet Sommaire des Appels et Arguments Infondés ou Non-Etayés	262
ii.	Autorité de la Chose Jugée (Res Judicata) et Réouverture de Litiges	263
iii.	Appel sans Cause	264
iv.	Questions Soulevées pour la Première Fois en Appel	264
9.	Effets des Appels	265
i.	Absence d'Effet Suspensif	265
ii.	Suspension Ordonnée par la Chambre Préliminaire	265
10.	Portée et Critère d'Examen en Appel (Général)	266
i.	Général	266
ii.	Décisions Discrétionnaires	267
iii.	Décisions Non-Discrétionnaires	267
11.	Recours	267
i.	Général	267
ii.	Infirmation des Décisions	268
iii.	Renvoi aux Co-Juges d'Instruction pour Réexamen	268
iv.	Substitution de Motivation	268
C.	Annulation	269
1.	Compétence Exclusive de la Chambre Préliminaire	269
2.	But de l'Annulation	269
3.	Procédure d'Annulation	271
i.	Droit Applicable	271
ii.	Général : Processus à Deux Etapes	271
iii.	Critère devant les Co-Juges d'Instruction	272
iv.	Critère devant la Chambre Préliminaire	273
a.	Général	273
b.	Décision Susceptible d'Appel	274
c.	Motivation Suffisante de la Demande	274
v.	Divers	275

a.	Qualité à Demander l'Annulation	275
b.	Moment de la Demande	276
c.	Renonciation	276
d.	Autres Considérations relatives à la Recevabilité	276
e.	Réponse à une Requête en Annulation.....	277
4.	Bien-Fondé de la Requête en Annulation	277
i.	Général	277
ii.	Annulation pour Motif de Partialité.....	279
5.	Portée de l'Annulation.....	280
6.	Appels selon les Règles 74 3) g) et 74 4) g) du Règlement Intérieur	281
i.	Recevabilité.....	281
ii.	Critère d'Examen	281
D.	Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire	282
1.	Transparence, Rapidité et Intégrité des Procédures	282
i.	Pouvoir et Devoirs de la Chambre Préliminaire.....	282
ii.	Audiences devant la Chambre Préliminaire.....	282
iii.	Communication et Confidentialité.....	284
a.	Général.....	284
b.	Classification des Documents.....	284
c.	Version Expurgée	285
iv.	Transcription des Audiences.....	285
v.	Langues Utilisées à l'Audience.....	286
vi.	Personnes, Questions et Autres Dossiers en Lien avec un Dossier Principal.....	286
a.	Intervention des Tiers et d'Autres Personnes Mises en Examen	286
b.	Jonction et Appels Consolidés.....	287
c.	Disjonction	288
vii.	Amicus Curiae	288
2.	Décisions de la Chambre Préliminaire.....	289
i.	Droit Applicable	289
ii.	Règle de la Majorité Qualifiée	289
iii.	Unanimité	290
iv.	Motivation des Décisions.....	291
v.	Publicité des Décisions.....	292
vi.	Réexamen des Décisions.....	292
vii.	Exécution des Décisions.....	293
Liste des Décisions Citées		i
DOSSIER 001 (DOUCH).....		i
DOSSIER 002 (IENG Sary, IENG Thirith, KHIEU Samphân, NUON Chea)		i
DOSSIER 003 (MEAS Muth)		iv
DOSSIER 004 (AO An, IM Chaem, YIM Tith)		vi
DOSSIER 004/1 (IM Chaem)		viii
DOSSIER 004/2 (AO An).....		viii
AFFAIRES SPECIALES		viii
DESACCORDS		ix

I. Compétence des CETC et Droit Applicable

A. Nature des CETC et Droit Applicable

1. Création, Nature des CETC et Relations avec le Système Judiciaire National

1.	<p>001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007</p> <p><i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i></p>	<p>« Il n'existe aucune disposition établissant une interaction entre les CETC et un autre organe judiciaire de la structure des tribunaux cambodgiens. » (par. 17)</p> <p>« Les CETC sont distinctes des autres tribunaux cambodgiens à plusieurs égards. Leur structure judiciaire comprend à la fois des juges nationaux et des juges étrangers. [...] Les CETC agissent en pleine autonomie du début de l'instruction jusqu'à la décision de l'appel. Il n'existe aucun droit d'appel d'une décision des CETC auprès d'un tribunal externe à leur structure et, de même, elles n'ont aucun droit de réviser une décision externe. » (par. 18)</p> <p>« À toutes fins pratiques et juridiques, les CETC constituent une entité indépendante à l'intérieur de la structure judiciaire cambodgienne [...]. » (par. 19)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire réfère également à la décision rendue par la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone dans l'affaire <i>Taylor</i>, où celle-ci a considéré que les caractéristiques d'un tribunal international comprenaient le fait que le tribunal est établi par une convention, qu'il est "l'expression de la volonté de la communauté internationale", qu'il est considéré comme s'insérant "dans les rouages de la justice internationale" et que sa compétence porte sur les crimes internationaux les plus graves. » (par. 20)</p>
2.	<p>002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008</p> <p><i>Décision publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que les CETC, bien que faisant partie du système judiciaire cambodgien, constituent un tribunal séparé et indépendant dépourvu de tout lien institutionnel avec tout autre tribunal au Cambodge. Un juge des CETC est sélectionné sur la base de critères internationalement définis et prête un serment séparé et distinct. A cet égard, les CETC sont un nouveau tribunal internationalisé appliquant des normes et critères internationaux. » (par. 30)</p>
3.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« [Q]ue les CETC "présentent les caractéristiques d'un tribunal international qui applique le droit international", [...] comme l'a déclaré la Chambre préliminaire [...], qu'elles soient "une juridiction indépendante et internationalisée établie de façon séparée", comme l'a déclaré la Chambre de première instance [...], ou qu'elles soient une juridiction interne cambodgienne, comme allégué par l'Appelant, ne saurait, [...] avoir d'incidence sur le bien-fondé de l'applicabilité de l'entreprise criminelle commune devant les CETC [...]. Il en est ainsi à la lumière des termes évidents des articles 1 et 2 de la Loi relative aux CETC [...]. » (par. 47)</p> <p>« L'allégation selon laquelle les co-juges d'instruction se sont mépris en considérant que les CETC pouvaient appliquer directement le droit international coutumier, alors qu'aucune exception ne permet une telle application sous un régime juridique autonome [...] est en contradiction avec le libellé de l'article 2 de la Loi relative aux CETC dont il appert que les Chambres extraordinaires sont compétentes pour appliquer les formes de responsabilité relevant du droit international coutumier au moment des faits. Pour la même raison, même s'il s'avérait que les co-juges d'instruction s'étaient trompés sur la question du régime juridique autonome, cette erreur serait sans conséquence sur la</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		validité de leur reconnaissance de l'applicabilité de l'entreprise criminelle commun devant les CETC. » (par. 48)
4.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L]a question de savoir si les Chambres extraordinaires constituent une juridiction nationale [...] ou internationalisée, comme l'ont précédemment conclu la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance, est sans incidence sur leur compétence. Tant l'ONU que le Gouvernement cambodgien étant clairement convenus de conférer aux CETC la compétence pour connaître des crimes retenus dans l'Ordonnance contestée, cette compétence ne saurait dépendre de la nature cambodgienne ou internationalisée des Chambres extraordinaires [...]. Dans un cas comme dans l'autre, les CETC sont habilitées à connaître des crimes énumérés dans la Loi relative aux CETC, et lorsqu'elle applique le droit international, la Chambre est liée par le principe international de légalité. » (par. 99)</p>
5.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Les CETC étant, comme indiqué ci-dessous une juridiction internationalisée opérant séparément de l'appareil judiciaire cambodgien, la Chambre conclut que le "principe <i>ne bis in idem</i> interne" tel que le consacre l'article 14 7) du Pacte international ne s'applique pas aux poursuites devant les CETC. » (par. 131)</p> <p>« [L]a nature des CETC en tant que juridiction est sans incidence sur leur compétence pour connaître des crimes et modes de participation énumérés dans la Loi relative aux CETC, puisque cette Loi leur confère cette compétence. Conçu avec soin, ce texte dispose manifestement que les CETC peuvent poursuivre les auteurs des faits visés pour autant que ceux-ci aient été qualifiés par le droit en vigueur au moment des faits. Même si les CETC devaient être considérées comme une juridiction purement nationale, leur compétence ne serait pas mise en cause tant qu'il existe une loi les reconnaissant et que les exigences concernées sont remplies. » (par. 112)</p> <p>« Les CETC ont été créées d'un commun accord entre le Gouvernement royal cambodgien [...] et l'ONU, le Cambodge reconnaissant à cet accord la qualité de loi du Royaume. La Loi relative aux CETC confère explicitement compétence aux Chambres extraordinaires pour appliquer les traités reconnus par le Cambodge et le droit international coutumier, pour autant qu'elles respectent le principe de légalité. [...] La nature des CETC n'a pas d'incidence sur leur compétence au regard des termes clairs de la Loi relative aux CETC. La Loi relative aux CETC n'a pas habilité le Gouvernement cambodgien à poursuivre les hauts responsables du Kampuchéa démocratique ou ceux qui auraient été les principaux responsables des crimes internationaux concernés. Il n'en était pas besoin. Le Cambodge n'était pas seulement libre, en vertu de sa compétence fondamentale, de poursuivre de tels crimes commis sur le territoire relevant de sa juridiction, mais il y était obligé par le droit international. Cependant, plutôt que de recourir à l'appareil judiciaire en place, le Gouvernement cambodgien est convenu avec l'ONU de créer des chambres extraordinaires dotées d'une expertise internationale et de leur déférer les dossiers en question. » (par. 213)</p> <p>« La Chambre rappelle sa conclusion récurrente selon laquelle les CETC sont une juridiction internationalisée. » (par. 215)</p> <p>« [L]a Chambre a adopté l'approche des tribunaux ad hoc pour déterminer ce qui constitue une exception d'incompétence recevable. Elle a considéré que les CETC étaient "dans une situation comparable à celle des tribunaux ad hoc, ceux-ci se caractérisant, à la différence des systèmes juridiques internes de droit romano-germanique, par des statuts où les crimes et les modes de participation imputables sont définis en des termes très larges, par un droit applicable ouvert et par le fait que "le principe de la légalité exige que le Tribunal applique le droit qui était en vigueur au moment où les actes reprochés ont été commis [...] ces règles de droit [devant] se retrouver dans le droit international coutumier". » (par. 217)</p> <p>« Les co-avocats de Ieng Sary n'ayant pas fait valoir de raison convaincante justifiant que soit réexaminée la nature internationalisée des CETC [...]. » (par. 221)</p> <p>« Vu la nature extraordinaire et spécifique des CETC en tant que juridiction internationalisée créée d'un commun accord entre l'ONU et les autorités cambodgiennes, il y a lieu pour la Chambre de rechercher, en considérant explicitement les instruments fondateurs des Chambres extraordinaires que sont la Loi et l'Accord relatifs aux CETC, quels critères doivent s'appliquer devant elles au regard du principe de légalité. » (par. 222)</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		<p>« Les CETC ne sont pas habilitées à examiner la légalité, au regard du droit cambodgien, des prolongations de délais de prescription adoptées par l'Assemblée nationale, ni de la décision rendue par le Conseil constitutionnel. En principe, donc, l'article 3 (nouveau) de la Loi relative aux CETC confère compétence aux Chambres extraordinaires pour connaître des crimes relevant du droit cambodgien. Cela étant, comme rappelé dans la section ci-dessus consacrée à l'examen au fond du troisième moyen d'appel, les Chambres extraordinaires "exerce[nt] [leur] compétence conformément aux normes internationales de justice, d'équité et de respect des formes régulières, tel que mentionné aux Articles 14 et 15 du Pacte International de 1966 relatif aux Droits Civils et Politiques". » (par. 280)</p> <p>« En outre, il y a des motifs objectifs et raisonnables à l'octroi d'une compétence personnelle et temporelle limitée aux CETC en tant que "Chambres extraordinaires" dans le système juridique cambodgien. Le Comité des droits de l'homme a déclaré que selon l'article 14 du Pacte international, "si, pour certaines catégories d'infractions, l'affaire est soumise à une procédure pénale exceptionnelle ou examinée par des tribunaux ou cours de justice spécialement constitués, la distinction doit être fondée sur des motifs objectifs et raisonnables". La Chambre considère que la décision de circonscrire la compétence des CETC n'a pas été prise arbitrairement ou par le seul Gouvernement cambodgien, mais sur la recommandation d'un Groupe d'experts et moyennant l'assentiment de l'ONU. Cette décision est conforme à un principe fondamental qui sous-tend le droit pénal international, à savoir que les responsables des violations les plus graves des droits de l'homme, qui se sont traduits par la commission d'atrocités de masse constitutives de crimes relevant du droit international, doivent répondre de leurs actes. Vu la nature de ces crimes, qui supposent une mobilisation, une planification et une exécution à une échelle massive, il était raisonnable, au regard des impératifs de justice rétributive et de dissuasion, de limiter la compétence des CETC au châtement des hauts dirigeants et des principaux responsables des atrocités de masse commises pendant cette période courte et bien circonscrite de l'histoire du Cambodge. Il est raisonnable de mettre sur pied une juridiction spécialement constituée comme les Chambres extraordinaires pour juger ceux que l'on soupçonne d'être les auteurs, au niveau le plus élevé, de ces catégories de crimes lorsque le régime juridique normal risque de ne pas disposer des capacités et des ressources pour ce faire en toute équité et impartialité, ou lorsqu'il existe un risque important que des procès locaux puissent donner lieu à une instabilité postconflictuelle. Enfin, vu les ressources limitées dont disposent les CETC, il était raisonnable de concentrer les efforts de cette juridiction sur les procès des principaux responsables des atrocités de masse commises entre 1975 et 1979. » (par. 291)</p>
6.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143- 144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« [S]elon l'Accord relatif aux CETC, un des principes fondamentaux de la création des CETC est la "réconciliation nationale". Cet objectif engage les juges et les Chambres des CETC non seulement à établir la vérité sur ce qui s'est passé au Cambodge, mais aussi à prêter une attention particulière et à assurer une participation significative aux victimes des crimes poursuivis. » (par. 65)</p> <p>« De par leur nature propre et spécifique, les CETC poursuivent non seulement les violations du droit cambodgien, mais aussi, d'une part, les crimes internationaux [...] et [...] modes de participation du droit international [...]. » (par. 66)</p>
7.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« [L]es CETC constituent une entité indépendante <i>au sein</i> de la structure judiciaire cambodgienne et [...] elles n'ont pas compétence pour juger les activités des autres instances. Les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire n'ont donc pas compétence pour statuer sur les décisions ou actions d'autres juridictions évoluant au sein du système judiciaire cambodgien. Il en résulte qu'en jugeant que les tribunaux cambodgiens de droit commun n'ont pas compétence pour statuer sur des affaires relatives à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges, les co-juges d'instruction ont outrepassé leur mandat. » (par. 72)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que la Loi relative aux CETC ne prévoit aucun mécanisme de renvoi des affaires dont les CETC sont déjà saisies. Ces affaires ne peuvent pas être transférées aux tribunaux cambodgiens. » (par. 74)</p>

		<p>« La Chambre préliminaire estime que le Cambodge jouit d'une compétence inhérente à l'égard de toutes les affaires se rapportant à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges dont les CETC ne sont pas saisies. Avant la création des CETC, le Gouvernement royal cambodgien n'avait pas seulement le loisir, dans l'exercice élémentaire de sa compétence, mais était même tenu en vertu du droit international de poursuivre les hauts dirigeants du Kampuchéa démocratique ou ceux qui seraient les principaux responsables de crimes internationaux. En accord avec les Nations Unies, il n'a fait que déléguer aux CETC la compétence pour juger un seul type d'auteurs, plutôt que de recourir à son système judiciaire déjà en place. Ainsi, au moment de la création des CETC, les tribunaux cambodgiens étaient en train de diligenter des procédures envers certains individus qui répondaient (ou auraient pu répondre) au critère de déclenchement de la compétence personnelle des CETC. » (par. 75)</p> <p>« [L]e texte explicite des instruments fondateurs des CETC n'étaye pas la conclusion selon laquelle les CETC dépouillent les tribunaux cambodgiens de droit commun de leur compétence inhérente à connaître de toutes les affaires se rapportant à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges. [...] Rien dans le droit applicable ne tend à indiquer que les CETC jouiraient d'une compétence exclusive à l'égard d'autres affaires concernant des faits survenus à l'époque des Khmers rouges. » (par. 76)</p> <p>« Les travaux préparatoires des textes fondamentaux étayaient également la conclusion selon laquelle les CETC n'ont pas privé les tribunaux cambodgiens de droit commun de leur compétence. » (par. 77)</p> <p>« Un examen minutieux des travaux préparatoires disponibles montre plutôt que, pour des raisons liées à l'aptitude, à la légitimité et à la trace dans l'histoire que laisseraient les CETC, le Gouvernement royal cambodgien considérerait que l'entité appropriée pour juger une catégorie restreinte d'auteurs de haut rang serait un tribunal spécial intégrant une composante internationale et investi d'un mandat limité, auquel la communauté internationale prêterait assistance. Rien n'étaye l'affirmation soutenant que la limitation de la compétence personnelle des CETC puisse être interprétée comme traduisant l'intention des rédacteurs de la Loi et de l'Accord relatifs aux CETC de voir les autres auteurs de faits criminels nécessairement échapper à la justice. » (par. 78)</p> <p>« Comme mentionné précédemment, les CETC n'ont pas compétence pour juger les activités d'autres instances et les co-juges d'instruction ont jugé, sans fondement légal, que les tribunaux cambodgiens de droit commun n'ont pas compétence pour statuer sur les affaires relatives à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges. Si rien dans le droit applicable des CETC ne fait obstacle à ce que la catégorie de dossiers qui aurait relevé de sa compétence limitée revienne aux tribunaux cambodgiens de droit commun lorsqu'elles auront cessé d'exister, il ne leur incombe pas, en revanche, de se prononcer sur le point de savoir si le droit cambodgien interdit d'engager d'autres poursuites pénales. La seule question pertinente qui se pose devant les CETC est celle de savoir si le droit applicable des CETC exclut la compétence des tribunaux cambodgiens. La réponse est non. » (par. 79)</p> <p>« Les tribunaux cambodgiens de droit commun ont, par nature, plénitude de juridiction pour connaître de toutes les affaires pénales. » (par. 80)</p> <hr/> <p>« L'incapacité de cette Chambre de parvenir à un consensus sur la compétence personnelle des CETC pour juger IM Chaem ne doit pas faire obstacle à l'examen des allégations graves portées à son encontre par un tribunal cambodgien, le Cambodge ayant une compétence inhérente pour connaître de tous les faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges dont les CETC ne sont pas ou ne peuvent pas être saisies. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 340)</p>
8.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [E]n créant les CETC, le Gouvernement royal du Cambodge s'était acquitté d'au moins une partie des obligations qui lui incombait en vertu du droit international d'enquêter sur les crimes commis par les Khmers rouges et d'en poursuivre les auteurs. Tant le droit cambodgien que le droit international applicable aux CETC exigent que les efforts déployés pour enquêter sur ces crimes et en poursuivre les auteurs soient réels, ce qui signifie que les organes des CETC doivent veiller à ce que les crimes relevant de la compétence des CETC fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites efficaces en respectant toutes les procédures existantes en vigueur. » (par. 110)</p> <hr/> <p>« [L]es juges internationaux rejettent catégoriquement et sans équivoque l'argument de la co-procureure cambodgienne selon lequel le Gouvernement royal du Cambodge serait assimilable au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et pourrait exercer "une influence sur la portée de la compétence personnelle et des affaires judiciaires". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, para. 651)</p> <p>« Les juges internationaux ne relèvent aucun fondement en droit qui autoriserait le Gouvernement</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		<p>royal du Cambodge, en tant que l'une des deux parties ayant créé le Tribunal, à exercer un pouvoir unilatéral en vue de redéfinir le sens de la compétence personnelle et/ou exercer son « influence » sur le fonctionnement judiciaire indépendant du Tribunal. En renvoyant à l'historique des négociations sur les CETC, la co-procureure cambodgienne ne fait qu'exprimer son point de vue sur le Gouvernement royal du Cambodge et ne présente aucun fondement pertinent pour l'interprétation de l'Accord et de la Loi relatifs aux CETC aux fins de la compétence personnelle. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, para. 652)</p> <p>« Deuxièmement, les juges internationaux rappellent que le Préambule de l'Accord relatif aux CETC stipule que « l'Assemblée générale a reconnu le souci légitime du Gouvernement et du peuple cambodgien d'œuvrer pour la justice et la réconciliation nationale, la stabilité, la paix et la sécurité ». Ils ne sont pas convaincus par l'argument de la co-procureure cambodgienne selon lequel établir un équilibre entre "justice" et "réconciliation nationale" permet de conclure que justice a été rendue aux victimes du dossier n° 004/2 avec les procès dans les dossiers n°s 001 et 002. Les juges internationaux ne sont pas plus convaincus que l'exercice de la compétence personnelle du Tribunal dans le dossier n° 004/2 allongera la durée de la procédure et accroîtra les dépenses de manière inutile. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, para. 653)</p> <p>« Il ressort de l'article 1 de l'Accord relatif aux CETC que ce dernier vise à régir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge <i>aux fins de traduire en justice</i> les dirigeants du Kampuchéa démocratique et les principaux responsables des crimes. Par conséquent, il faut comprendre du Préambule que "la réconciliation nationale, la stabilité, la paix et la sécurité" sont la résultante de la justice, rendue possible par le jugement des hauts dirigeants et des principaux responsables, plutôt qu'il ne compromet la justice en permettant l'impunité et l'oblitération de la voix des victimes. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, para. 654)</p>
--	--	--

2. Droit Applicable

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire estime que les dispositions du Code pénal de 1956 relatives à la torture peuvent toujours être appliquées étant donné qu'elles ne sont pas contraires à l'esprit du texte de la Loi pénale de l'APRONUC de 1992, et conclut dès lors que le crime de torture est toujours punissable en vertu de ce Code. Il est donc possible d'inscrire, dans l'Ordonnance de renvoi, le crime de torture tel que défini par le Code pénal de 1956. » (par. 93)</p> <p>« Les dispositions du Code pénal de 1956 traitant du crime d'assassinat ne s'écarteront pas, dans leur lettre ou leur esprit, de celles inscrites dans la Loi pénale de l'APRONUC de 1992. Le crime d'assassinat est donc toujours punissable en vertu de cette loi pénale et ce, même si les peines qui y sont prévues varient quant à leur durée. Par conséquent, toujours en application de l'article 73 de la Loi pénale de l'APRONUC de 1992, la Chambre préliminaire conclut qu'il est possible d'inscrire, dans l'Ordonnance de renvoi, le crime d'assassinat tel que défini en droit interne cambodgien. » (par. 95)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« Le droit pénal applicable à l'époque des faits était le Code pénal cambodgien de 1956. » (par. 41)</p> <p>« [Q]ue les CETC "présentent les caractéristiques d'un tribunal international qui applique le droit international", [...] comme l'a déclaré la Chambre préliminaire [...], qu'elles soient "une juridiction indépendante et internationalisée établie de façon séparée", comme l'a déclaré la Chambre de première instance [...], ou qu'elles soient une juridiction interne cambodgienne, comme allégué par l'Appelant, ne saurait, [...] avoir d'incidence sur le bien-fondé de l'applicabilité de l'entreprise criminelle commune devant les CETC [...]. Il en est ainsi à la lumière des termes évidents des articles 1 et 2 de la Loi relative aux CETC [...]. » (par. 47)</p> <p>« L'allégation selon laquelle les co-juges d'instruction se sont mépris en considérant que les CETC pouvaient appliquer directement le droit international coutumier, alors qu'aucune exception ne permet une telle application sous un régime juridique autonome [...] est en contradiction avec le libellé de l'article 2 de la Loi relative aux CETC dont il appert que les Chambres extraordinaires sont compétentes pour appliquer les formes de responsabilité relevant du droit international coutumier au moment des faits. » (par. 48)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial</p>	<p>« Pour ce qui est de la prévisibilité de la procédure pénale, [...] elle a conclu que "le Règlement intérieur constitue [...] un cadre autonome de droit procédural spécifique aux CETC". [...] [L]e droit procédural</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<p>Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphan aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>applicable aux CETC n'est pas inexistant, bien au contraire. En outre, le Règlement intérieur a été établi préalablement au commencement des procédures et était donc prévisible. KHIEU Samphan n'a pas, en tout état de cause, étayé en quoi l'application du Règlement intérieur lui était préjudiciable, le priverait d'un procès équitable ou aurait résulté en une violation flagrante de ses droits. » (par. 20)</p>
4.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L']article 3 (nouveau) de la Loi relative aux CETC confère compétence aux Chambres extraordinaires pour connaître des crimes d'homicide, de torture et de persécution religieuse visés dans le Code pénal de 1956. Celui-ci était en vigueur pendant la période relevant de la compétence temporelle des CETC, soit du 17 avril 1975 au 6 janvier 1979. » (par. 170)</p>
5.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L']étendue de la compétence personnelle des CETC est définie dans l'Accord relatif aux CETC qui a été conclu entre l'ONU et le Gouvernement royal du Cambodge. Cet Accord constitue un traité international qui, conformément au principe "<i>pacta sunt servanda</i>" tel qu'il est codifié à l'article 26 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi. Il s'ensuit que l'Accord relatif aux CETC "<i>peut être amendé par accord entre les parties</i>". Les juges internationaux estiment donc que toute modification apportée unilatéralement à l'Accord relatif aux CETC emporterait violation du principe établi susmentionné. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 194)</p>

3. Interprétation

i. Général

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Selon le principe général inscrit article de l'Accord relatif aux CETC, "[l]a Convention de Vienne sur le droit des traités, en particulier ses articles 26 et 27, s'applique à l'Accord". L'article 26 de la Convention de Vienne dispose que tout traité doit être exécuté de bonne foi par les parties qu'il lie, et l'article 27 qu'une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution du traité. » (par. 59)</p> <p>« Un principe plus spécifique se trouve consacré à l'article 12 2) de l'Accord relatif aux CETC et à l'article 33 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, à savoir qu'"en cas d'incertitude quant à l'interprétation ou à l'application [des dispositions existantes], ou encore si se pose la question de la compatibilité de cel[les]-ci avec les normes internationales, référence peut être faite aux règles de procédure établies au niveau international". La Chambre note que la CPI est référée aux principes consacrés par la Convention de Vienne sur le droit des traités pour éclairer sur application de son propre Règlement. [...] La Chambre juge pertinentes ces indications sur la bonne application des règles. » (par. 60)</p> <p>« De par sa nature spécifique, la Chambre fait du Règlement intérieur une lecture qui prend en compte la nature, l'ampleur, les modes de participation et les éléments constitutifs des crimes allégués, ainsi que les besoins de la communauté affectée tels que les expriment les textes fondateurs des CETC. » (par. 67)</p> <p>« La nature des Chambres extraordinaires est telle que bien que régies par un Règlement intérieur inspiré du Code de procédure pénale cambodgien, lui-même inspiré du droit français, elles se</p>
----	--	---

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		distinguent de ces sources en ce que celles-ci concernent principalement des crimes ordinaires appelant des réparations individuelles et mesurables. » (par. 68)
2.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [S]i une question soulevée n'est pas traitée par le Règlement intérieur, les textes des CETC l'autorisent à se prononcer conformément au droit cambodgien et au droit international. Concrètement, en raison du peu de pratique devant les tribunaux cambodgiens, la Chambre se réfère également à d'autres systèmes inquisitoires de procédure pénale, en particulier le Code de procédure pénale français, qui a inspiré la procédure pénale du Cambodge. Quant aux normes internationales, la Chambre accorde une attention particulière aux sources qui reflètent les particularités du système de procédure pénale inquisitoire, auquel adhèrent les textes des CETC et le droit cambodgien au stade préliminaire de l'affaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 122)</p> <p>« [E]n tant que juridiction "hybride", les CETC sont régies par leur Règlement intérieur, le droit cambodgien et les normes internationales. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 151)</p>
3.	004 TIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle tout d'abord que, comme dans tout autre système juridique, le droit régissant les CETC ne résout pas nécessairement toutes les incertitudes susceptibles de surgir sur des questions de procédure ou de fond. Cependant, ce droit non seulement prévoit des procédures à appliquer en cas de lacune du cadre juridique, mais envisage aussi expressément la possibilité de désaccords dans le contexte hybride des CETC et édicte des procédures spécifiques pour traiter et régler ces désaccords, notamment pour éviter toute impasse procédurale. En application de l'Accord relatif aux CETC, la fonction principale confiée à la Chambre préliminaire consiste précisément à fournir un mécanisme permettant de résoudre de manière effective et définitive les désaccords entre les co-procureurs et entre les co-juges d'instruction. » (para. 96)</p>

ii. Références

a. Référence au Sens Ordinaire, Contexte, Objet et But

1.	002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143- 144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	<p>« [S]elon l'Accord relatif aux CETC, un des principes fondamentaux de la création des CETC est la "réconciliation nationale". Cet objectif engage les juges et les Chambres des CETC non seulement à établir la vérité sur ce qui s'est passé au Cambodge, mais aussi à prêter une attention particulière et à assurer une participation significative aux victimes des crimes poursuivis. » (par. 65)</p>
2.	004 YIM Tith PTC 29 D193/91/7 15 février 2017 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative à ses Demandes (D193/76 et D193/77) de Réexamen concernant la</i>	<p>« La Chambre préliminaire considère que les conclusions du co-juge d'instruction international vont de concert avec : i) le principe fondamental énoncé à la règle 21 du Règlement intérieur selon lequel un équilibre doit être trouvé entre les droits et les intérêts des parties à une instance portée devant les CETC ; et ii) une lecture des règles du Règlement intérieur dans leur "contexte et en accord avec leur objet et leur but", tels que définis dans la Loi relative aux CETC et l'Accord. » (par. 33)</p>

	<p><i>Communication de Documents et à la Demande du Co-Procureur International (D193/72) visant à la Communication de Documents et contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative aux Demandes du Co-Procureur International visant à la Communication de Documents Tirés du Dossier N° 004 pour les Besoins du Dossier N° 002 (D193/70, D193/72 Et D193/75)</i></p>	
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]e Préambule de l'Accord relatif aux CETC stipule que : "[L]'Assemblée générale [des Nations Unies] a reconnu le souci légitime du Gouvernement et du peuple cambodgiens d'œuvrer pour la justice et la réconciliation nationale, la stabilité, la paix et la sécurité". Ayant examiné le texte selon son sens littéral, les juges internationaux constatent que la phrase en question place sur un pied d'égalité les différents objectifs énumérés, plutôt qu'elle ne préconise un équilibre entre deux objectifs arbitrairement sélectionnés comme le fait la co-procureure cambodgienne. Les juges internationaux ne sont donc pas convaincus par l'affirmation de la co-procureure cambodgienne que l'Accord relatif aux CETC, par cette phrase du Préambule, imposerait de "trouver un équilibre" entre justice et réconciliation. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 196)</p>

b. Référence au Travaux Préparatoires

1.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Les travaux préparatoires des textes fondamentaux étayent également la conclusion selon laquelle les CETC n'ont pas privé les tribunaux cambodgiens de droit commun de leur compétence. » (par. 77)</p>
----	---	--

c. Référence au Règlement Intérieur

1.	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i></p>	<p>« Le Règlement intérieur constitue donc un cadre autonome de droit procédural spécifique aux CETC, formulé et adopté par l'Assemblée plénière des CETC. Ce cadre réglementaire n'est pas à mettre en opposition avec le Code de procédure pénale cambodgien mais le centre de l'attention des Chambres extraordinaires se distingue suffisamment de l'activité ordinaire des tribunaux pénaux cambodgiens pour qu'elles soient régies par un système particulier. Le Règlement intérieur est donc le premier texte auquel il convient de se référer quand on règle un point de procédure pour lequel le Règlement intérieur et le Code de procédure pénale diffèrent. » (par. 14)</p>
----	--	--

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

2.	002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/I/20 20 février 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction</i>	« Le Règlement ne définit pas explicitement ce que recouvrent les termes "actes d'instruction". Toutefois, leur signification peut être déduite d'une lecture conjointe de différentes dispositions de ce Règlement. » (par. 23)
----	---	--

d. Référence aux Directives Pratiques

1.	002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	« Quand bien même la directive pratique contiendrait une telle définition restrictive – ce qui n'est pas le cas –, elle ne s'aurait imposer cette restriction au Règlement intérieur ou la Loi relative aux CETC. » (par. 46)
----	--	---

e. Référence au Droit Pénal et à la Procédure Pénale Cambodgiens

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	« Dans l'Accord [et la Loi relative aux CETC], on ne trouve pas de disposition visant expressément les appels contre les ordonnances de placement en détention provisoire rendues par les co-juges d'instruction. L'article 12(1) de l'Accord dispose spécifiquement que la procédure est régie par le droit cambodgien. Le Règlement intérieur prévoit spécifiquement un droit d'appel relatif aux ordonnances de placement en détention provisoire, sachant que le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge comporte une telle disposition en ce qui concerne la Chambre d'instruction. La Chambre préliminaire remplit ce rôle au sein des CETC. Par conséquent, la manière dont la Chambre préliminaire doit traiter les appels en matière de placement en détention provisoire est régie par le <i>Livre IV: L'Instruction ; Titre 2: La Chambre d'instruction</i> . » (par. 7)
2.	002 NUON Chea/Parties Civiles PTC 01 C11/53 20 mars 2008 <i>Décision relative à la Participation des Parties Civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire</i>	« Selon l'article 12 de l'Accord des CETC, la Chambre préliminaire, si elle veut se guider sur le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge pour la présente question, a l'obligation de vérifier si le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge est compatible avec les normes internationales. » (par. 39)

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

3.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	« Les dispositions du Code de procédure pénale ne devraient s'appliquer que quand se pose une question qui n'est pas réglée par le Règlement intérieur. » (par. 15)
----	--	---

f. Référence à la Procédure Pénale Française

1.	004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1 ^{er} mars 2016 <i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i>	« Les juges soussignés font observer en outre que le Règlement intérieur reprend le droit cambodgien et le code de procédure pénale français. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 21) « [L]e Code de procédure pénale français, qui a inspiré les rédacteurs du Code de procédure pénale cambodgien, apporte un éclairage utile. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 25)
----	--	---

g. Référence aux Règles de Procédure Établies au Niveau International

1.	002 NUON Chea/Parties Civiles PTC 01 C11/53 20 mars 2008 <i>Décision relative à la Participation des Parties Civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire</i>	« Selon l'article 12 de l'Accord des CETC, la Chambre préliminaire, si elle veut se guider sur le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge pour la présente question, a l'obligation de vérifier si le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge est compatible avec les normes internationales. » (par. 39)
2.	002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire note que ni le Règlement intérieur ni le droit cambodgien ne précisent les prérequis pour qu'une demande en désignation d'un expert aboutisse. Par conséquent, la Chambre préliminaire va se référer aux règles de procédures établies au niveau international. » (par. 31)
3.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010	« Le Règlement et le Code de procédure cambodgien ne fournissent pas d'autres indications sur la façon dont l'ordonnance de renvoi doit être motivée. Dans ces circonstances, la Chambre appliquera les normes internationales. » (par. 31) « Cette jurisprudence est pertinente dans le contexte des CETC dès lors qu'elle est née d'un cadre juridique soumis à des exigences d'information comparables à celles que connaissent les Chambres extraordinaires, même s'il n'y a pas de juges d'instruction au TPIY. » (par. 93)

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	
4.	002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010 <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire note que le droit à la possibilité d'une ordonnance de réparations tel que prévu dans le Règlement intérieur est beaucoup plus limité que le cadre des réparations à la CPI. [...] Le cadre juridique des CETC ne donne compétence à aucun organe du Tribunal pour exécuter une ordonnance de réparation. Enfin, la Chambre préliminaire note que les procédures liées au cadre des réparations devant la CPI reflètent la nature conventionnelle du système du Statut de Rome dans la mesure où les actes judiciaires doivent prendre la forme de demandes de coopération auprès des États. La position des CETC au sein du système judiciaire domestique du Royaume du Cambodge est tout à fait différente des fondements juridiques de la CPI. Les différences entre le cadre juridique et la compétence de la CPI et ceux des CETC dans le cadre des réparations pour les victimes sont substantielles et significatives. La Chambre préliminaire note qu'elle est liée par les règles et principes inscrits dans le cadre juridique des CETC. A cet égard, la Chambre préliminaire ne peut se référer pour cette question à la pratique de la CPI. Le Statut de Rome et les règles applicables devant la CPI ne ressemblent en rien aux dispositions pertinentes des documents régissant les CETC. » (par. 25)
5.	002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	« [C]omme le prévoient les dispositions de la Loi relative aux CETC, se référer aux <i>principes</i> d'application des règles établies au niveau international, c'est avec prudence qu'elle se référera à l'application <i>particulière</i> , dans la pratique, de telle ou telle règle <i>spécifique</i> qui pourrait ne pas cadrer avec le Règlement intérieur de[s] CETC. Les règles établies au niveau international [...] ne s'appliquent pas nécessairement à des circonstances identiques à celles que connaissent les Chambres extraordinaires. » (par. 47)
6.	004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1 ^{er} mars 2016 <i>Considérations relatives à l'appel de IM Chaem à l'encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i>	« Les juges soussignés soulignent la situation unique que connaissent les CETC, aucun autre tribunal pénal à caractère international n'appliquant le système inquisitoire et la procédure de l'instruction. [...] [L]es tribunaux pénaux internationaux ne connaissant pas de procédure correspondant à la " <i>mise en examen</i> ", les règles de ces tribunaux ne peuvent être calquées et adaptées à la procédure en vigueur aux CETC. Ceci ayant été rappelé, les CETC peuvent néanmoins se référer aux principes généraux que ces tribunaux appliquent, en particulier en ce qu'ils disposent de diverses mesures permettant de poursuivre la procédure quand un mandat d'arrêt n'est pas exécuté dans un délai raisonnable. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 29)

h. Référence à d'Autres Instruments

1.	002 KHIEU Samphân PTC 02 Spécial Doc. N° 7 14 décembre 2009	« Le Code d'éthique judiciaire des CETC donne des indications supplémentaires dans ce domaine. » (par. 26)
----	---	--

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<i>Décision relative à la Demande de Récusation du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par KHIEU Samphan</i>	« L'article 2.2 des Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire est rédigé comme suit : "Le juge veillera à ce que sa conduite, [...] maintienne et augmente la confiance du public, du barreau et des plaideurs dans l'impartialité du juge et de l'appareil judiciaire." » (par. 27)
2.	002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	« Les principes généraux du droit international relatifs aux victimes peuvent fournir des indications utiles [...]. » (par. 32)

i. Référence à d'Autres Domaines Juridiques

1.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	« [L]’interdiction frappant la torture existe dans plusieurs sphères du droit international, et [...] il faut prendre soin de ne pas transposer aux crimes contre l’humanité une responsabilité pénale attachée à la torture importée par simple analogie du droit des droits de l’homme ou du droit des crimes de guerre. Les différentes moutures que connaît l’interdiction de la torture peuvent toutefois éclairer en la matière et, s’agissant du justiciable, contribuer à rendre plus accessible et prévisible le fait que le comportement interdit est passible de poursuites pénales. » (par. 341)
----	---	--

j. Règle 21 du Règlement Intérieur

1.	004 YIM Tith PTC 38 D344/1/6 25 juillet 2017 <i>Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation de l'Instruction sur le Mariage Forcé dans le District De Sangkae (Secteur 1)</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]es dispositions de la règle 21 du Règlement intérieur énoncent des principes régissant les procédures devant les CETC au regard de l'équité du procès et des droits fondamentaux des parties, et [...] elles ne sauraient servir, en tant que telles, à interpréter les exigences procédurales strictes du Règlement intérieur en matière de validité des actes d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 57)
2.	003 Parties Civiles PTC 36 D269/4 10 juin 2021	« La règle 21 du Règlement intérieur, qui encadre l'interprétation des règles précitées, se lit comme suit en sa partie pertinente : La Loi sur les CETC, le Règlement intérieur [...] doivent être interprétés de manière à toujours protéger les intérêts des suspects, des personnes mises en examen, des accusés et des victimes, et de manière à garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 57)

	<p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Les juges internationaux rappellent en outre que la règle 23 bis 1) du Règlement intérieur "n'a pas pour objet ou pour but de restreindre les notions de victime et d'action civile devant les CETC." Cette interprétation est conforme aux principes fondamentaux applicables aux procédures engagées devant les CETC, tels qu'ils sont consacrés à la règle 21 1) dudit Règlement et dont l'objet consiste à protéger les intérêts des parties ; il s'ensuit qu'il incombe à la Chambre préliminaire de protéger tant les intérêts de l'accusé que ceux des victimes. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 75)</p>
--	--	--

iii. Interprétation d'Autres Instruments

<p>1.</p>	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre fait observer que selon son libellé, l'article 12 du Code de procédure pénale cambodgien s'applique à toute personne "acquittée". Selon les principes d'interprétation communément admis, "tous textes de droit et instruments s'interprètent selon la grammaire et le sens des mots ordinaires, à moins qu'il n'en résulte quelque absurdité ou incohérence par rapport au reste du texte, auquel cas la grammaire et le sens des mots ordinaires peuvent être interprétés différemment à l'effet d'éviter telle absurdité ou incohérence, mais pas davantage" [traduction non officielle]. » (par. 122)</p>
<p>2.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 33 D253/1/8 13 décembre 2017</p> <p><i>Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d'Annulation de D114/164, D114/167, D114/170 et D114/171</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire a déjà constaté que l'article 15 de la Convention contre la torture était applicable aux procédures engagées devant les CETC et que son application devait être rigoureuse. La Chambre interprète l'article 15 suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes de la Convention contre la torture dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. » (par. 27)</p>

4. Divers

i. Droit Coutumier et Principes Généraux du Droit

<p>1.</p>	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« [U]ne juridiction qui est appelée à considérer l'état du droit international coutumier pour déterminer l'existence de tel crime ou de telle forme de responsabilité doit vérifier l'existence et la nature "commune, uniforme et concordante" de la pratique ou de l'<i>opinio juris</i> des États en la matière. Cela signifie que ce que les États font et disent représente le droit. Une abondante pratique ne suffit pas, habituellement, à présumer de l'existence d'une <i>opinio juris</i> : "Non seulement les actes considérés doivent représenter une pratique constante, mais en outre ils doivent témoigner, par leur nature ou la manière dont ils sont accomplis, de la conviction que cette pratique est rendue obligatoire par l'existence d'une règle de droit." Ainsi sont-ce les États qui déterminent le contenu du droit international, les décisions de justice étant à l'évidence « un moyen auxiliaire de détermination des règles de droit ». La Chambre note qu'il n'apparaît pas clairement si "les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées" doivent être considérés comme une source principale ou secondaire du droit international, mais il reste qu'ils ont été pris en compte, par le TPIY notamment, pour définir les éléments d'un crime de droit international ou la portée d'une forme de responsabilité faisant partie du droit international coutumier. » (par. 53)</p> <p>« L'utilité exacte des principes généraux du droit en tant que sources primaires et secondaires du droit n'est pas évidente. Il demeure que la Chambre d'appel du TPIY a déclaré ou donné à penser dans certaines de ses décisions qu'il est acceptable de recourir à ces principes pour définir non seulement les éléments d'un crime international, mais aussi la portée de la responsabilité porteuse de culpabilité pour un tel crime. » (par. 84)</p>
-----------	--	---

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		« La façon correcte de procéder pour déterminer l'existence d'un principe général de droit est illustrée dans les Jugements <i>Furundžija</i> et <i>Kunarac</i> : "... on ne peut se limiter à un seul système juridique national comme, par exemple, celui d'un pays de la <i>common law</i> ou de tradition civiliste" à l'exclusion des autres, quoique l'élaboration d'un principe général de droit ne requière pas l'examen exhaustif de tous les systèmes juridiques de la planète. Il importe également d'éviter "une transposition mécanique du droit interne dans les procédures du droit pénal international". » (par. 86)
2.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	« Quoique la Chambre accepte que la pratique des États ne doive pas être parfaitement uniforme pour être réputée générale, l'on ne saurait dire que cette Convention eût atteint le seuil d'approbation nécessaire pour constituer une pratique générale. » (par. 309) « [L]e viol ne saurait être transposé tel quel en droit international, en tant que crime contre l'humanité autonome, par simple invocation des principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées. Conformément à la jurisprudence du TPIY, ces principes serviront plutôt à préciser l'élément moral et l'élément matériel du viol une fois établie l'existence du crime. » (par. 370)
3.	003 MEAS Muth PTC 30 D87/2/1.7/1/1/7 10 avril 2017 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Concernant les Crimes contre l'Humanité et le Lien avec un Conflit Armé</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire note que, nonobstant un taux d'approbation relativement faible des deux Conventions à l'Assemblée générale des Nations Unies, la position exprimée par les gouvernements et les déclarations faites au cours des négociations peuvent attester de la pratique des États. » (par. 56)

ii. Prohibition de l'Analogie et Règle d'Interprétation *Ejusdem Generis*

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	« [A]u vu du sens ordinaire de l'expression "autres actes inhumains", le mot "autres" appelle l'application de la règle d'interprétation " <i>ejusdem generis</i> " [de la <i>common law</i>]. Selon cette règle, la catégorie considérée ne peut inclure que des actes "inhumains" qui soient d'une nature et d'une gravité similaires à celles des actes effectivement énumérés que sont le meurtre, l'extermination, la réduction en esclavage et la déportation. » (par. 160) « En concluant à l'utilité de la doctrine <i>ejusdem generis</i> pour déterminer le contenu des "autres actes inhumains", la Chambre souligne que cette approche ne porte pas atteinte au principe d'interprétation stricte de la loi pénale des systèmes de droit romano-germanique. Elle note qu'il convient de faire la distinction entre, d'une part, le fait d'interpréter par analogie pour qualifier de crime un comportement qui n'est pas visé par la loi, et d'autre part, le fait – comme ici dans le cas des "autres actes inhumains" – d'appliquer une sous-catégorie d'infractions par analogie à une autre, qui relève du même crime, à l'effet de préciser la définition de la première. Dans ce second cas, si le comportement visé relève effectivement du crime, il sera réputé <i>prévu par la loi</i> et ne porte pas atteinte au principe d'interprétation stricte de la loi pénale. Cette distinction s'impose d'autant plus que la catégorie des "autres actes inhumains" constitutifs de crimes contre l'humanité a été spécifiquement conçue à titre résiduel, pour prévenir les lacunes dans la loi, et que faute de lui appliquer le critère d'interprétation <i>ejusdem generis</i> , elle perdrait sa raison d'être. D'où il suit que la prohibition frappant l'interprétation analogique ne trouve pas à s'appliquer dans le cas des "autres actes inhumains". » (par. 161)
2.	004 AO An PTC 21 D257/1/8	« Il était manifeste que le fait de contraindre autrui à agir contre sa volonté d'une manière ou d'une autre pouvait, aux termes d'une précision apportée par les tribunaux, fondée sur la règle <i>ejusdem generis</i> , et d'un examen au cas par cas, relever de la définition d'"autres actes inhumains". Le principe

17 mai 2016	de légalité n'empêche pas un tribunal, qu'il soit national ou international, de trancher une question à travers un processus d'interprétation et de précision des éléments constitutifs d'un crime donné ou de déterminer le sens à donner à certains éléments d'un crime. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 13)
<i>Considérations relatives à la Requête de AO An tendant à la Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction concernant les Faits de Mariage Forcé</i>	

5. Principe de Légalité

i. Général

1.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« L'article 15 1) du Pacte international consacre le principe <i>nullum crimen sine lege</i> en ces termes : "Nul ne sera condamné pour des actions ou des omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises." [...] [L]a Chambre d'appel du TPIY a articulé quatre conditions préalables auxquelles doit satisfaire toute forme de responsabilité pour relever de la compétence de la juridiction internationale. Ces conditions peuvent se résumer comme suit aux fins des procédures devant les CETC :</p> <ul style="list-style-type: none"> "i) elle doit être, explicitement ou implicitement, prévue dans [la Loi relative aux CETC] ; ii) elle devait être établie en droit international coutumier à l'époque des faits ; iii) la législation prévoyant cette forme de responsabilité doit, à l'époque des faits, avoir été suffisamment accessible à qui agissait de la sorte ; et iv) l'intéressé doit avoir été en mesure de prévoir qu'il pourrait être tenu pénalement responsable de ses actes s'il venait à être appréhendé." » (par. 43) <p>« [C]ertaines décisions du TPIY donneraient à conclure que dès lors qu'une forme de responsabilité était reconnue en droit international coutumier à l'époque des faits, l'on peut présumer que les conditions de prévisibilité et d'accessibilité étaient remplies. [...] [I]l est plus sûr de vérifier non seulement que l'entreprise criminelle commune existait en droit international coutumier au moment des faits et était donc punissable au regard du droit international humanitaire, mais aussi qu'elle constituait, pour les personnes mises en examen, une norme de droit suffisamment accessible dont l'application était suffisamment prévisible. S'agissant de la prévisibilité, la personne mise en examen doit pouvoir se rendre compte que son comportement est criminel, au sens général du terme, sans devoir se référer à une disposition particulière. S'agissant de l'accessibilité, elle peut reposer sur une loi relevant de la coutume. [...] [L]a question de savoir si l'entreprise criminelle commune était une forme de responsabilité reconnue en droit interne peut s'avérer pertinente lorsqu'il s'agit de s'assurer que la personne mise en examen pouvait prévoir la responsabilité pénale découlant de son comportement. Cela dit, pour trouver application devant les CETC, l'entreprise criminelle commune ne devait pas nécessairement être réprimée par le droit interne dès lors qu'elle existait en droit international coutumier. » (par. 45)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre</i></p>	<p>« [Le principe de légalité] est énoncé à l'article 33 2) (nouveau) de la Loi relative aux CETC [...]. » (par. 95)</p> <p>« La Loi relative aux CETC confère explicitement compétence aux Chambres extraordinaires pour appliquer les traités reconnus par le Cambodge et le droit international coutumier, pour autant qu'elles respectent le principe de légalité. [...] [I]l ne fait pas de doute que le principe de légalité envisagé dans le cas des crimes internationaux est le principe international de légalité. » (par. 96)</p> <p>« La Chambre note qu'en exigeant, dans la Loi relative aux CETC, que les Chambres extraordinaires appliquent directement les règles et coutumes des traités visant les principaux crimes internationaux</p>

l'Ordonnance de Clôture	<p>et étendent leur compétence à ces crimes conformément au principe international de légalité, le Cambodge a suivi la pratique d'un certain nombre d'États qui, s'alignant sur les termes du Pacte international et de la Convention européenne des droits de l'homme, ont inclus l'exception des crimes relevant du droit international dans la formulation du principe de légalité aux fins de leur droit interne. » (par. 97)</p> <p>« Comme le principe international de légalité ne requiert pas que les crimes et modes de participation relevant du droit international soient mis en œuvre par des dispositions internes pour qu'un auteur puisse en être déclaré coupable, la nature moniste ou dualiste de l'ordre juridique cambodgien est indifférente pour la validité du droit applicable devant les CETC. » (par. 98)</p> <p>« [L]e même raisonnement vaut pour les modes de participation aux crimes prévus à l'article 29 (nouveau) de la Loi relative aux CETC. » (par. 100)</p> <p>« Pour relever de la compétence matérielle des CETC, les infractions ou modes de participation reprochées doivent être 1) "explicitement ou implicitement" prévus dans la Loi relative aux CETC et avoir été 2) "reconnus par le droit interne cambodgien ou par le droit international entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979". Comme l'a dit la Chambre de première instance, "[l]e Code pénal de 1956 était l'instrument de droit national applicable en vigueur pendant la période allant de 1975 à 1979". En outre, "[q]uant aux sources de droit international pertinentes et applicables à l'époque des faits, la Chambre [...] peut se fonder à la fois sur le droit international coutumier et conventionnel, y compris sur les principes généraux du droit reconnus par la communauté des nations". Si la Chambre peut recourir au "droit international conventionnel lorsque le traité auquel elle fait référence i) lie incontestablement les parties à la date de la commission du crime allégué et ii) ne s'oppose pas ou ne déroge pas aux normes impératives du droit international", en pratique, "les tribunaux internationaux s'assurent cependant que la disposition de la convention en question consacre une règle du droit coutumier". » (par. 105)</p> <p>« De plus, pour respecter le principe de légalité, il faut s'assurer que l'infraction ou le mode de participation reproché à l'accusé était "suffisamment prévisible et qu'à l'époque des faits, la législation pertinente permettant d'engager sa responsabilité [...] lui était suffisamment accessible". "S'agissant de la prévisibilité, la personne mise en examen doit pouvoir se rendre compte que son comportement est criminel, au sens général du terme, sans devoir se référer à une disposition particulière. S'agissant de l'accessibilité, elle peut reposer sur une loi relevant de la coutume" ou de principes généraux, en plus du droit législatif ou conventionnel, pour autant que la norme soit suffisamment accessible à la personne mise en examen. "En outre, '[b]ien que le caractère immoral ou atroce d'un acte ne soit pas un élément suffisant pour garantir son incrimination [...], il peut avoir une incidence dans la mesure où il peut permettre de réfuter l'argument d'un accusé faisant valoir qu'il ignorait le caractère criminel de ses actes'". » (par. 106)</p> <p>« Pour ce qui est du critère d'accessibilité, la Chambre rappelle que le seul fait de ne pas savoir qu'un acte est criminel ne suffit pas à placer un accusé sous la protection du principe de légalité. » (par. 109)</p> <p>« [M]ême s'ils n'avaient pas pu prendre connaissance de la nature criminelle des faits allégués par le biais de la législation nationale, cette connaissance leur aurait malgré tout été accessible, et ce, même en 1975, en raison des traités signés par le Cambodge. Ni l'un ni l'autre des appelants n'a fait valoir [...] de raison [...] en justification d'une distinction à opérer, en matière d'accessibilité, entre le droit interne et le droit conventionnel. » (par. 110)</p> <p>« Le principe international de légalité n'exige pas seulement que la source de droit incriminant les actes allégués ait été accessible aux accusés, mais aussi que les conséquences pénales de ces actes aient été prévisibles. » (par. 120)</p> <p>« [P]our autant que la peine ne dépasse pas le maximum applicable au moment du crime, il n'y aura pas violation du principe <i>nulla poena sine lege</i> tel qu'il est consacré par l'article 15 1) du Pacte international. » (par. 121)</p> <p>« [P]our relever de la compétence <i>ratione materiae</i> des CETC et être poursuivi dans le respect du principe de légalité pris en son <i>sens strict</i>, le crime reproché doit à la fois être visé par la Loi relative aux CETC et avoir existé au regard du droit international ou interne au moment des faits. » (par. 186)</p>
-------------------------	--

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

3.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre considère que pour être conformes au principe de légalité tel qu'il s'applique devant les CETC, les accusations retenues doivent répondre aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'acte criminel ou le mode de participation aux crimes sont visés dans la Loi relative aux CETC ; 2) Au moment où ils sont survenus, l'acte criminel ou le mode de participation étaient reconnus comme tels : <ol style="list-style-type: none"> a) par le droit interne ;ou b) par le droit international ;ou c) parce qu'ils revêtaient un caractère criminel au regard des principes généraux du droit reconnus par la communauté des nations au moment des faits ; 3) La peine prononcée à raison de l'acte criminel ou du mode de participation est égale ou – si, postérieurement à l'infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère – inférieure à celle qui était applicable au moment des faits. » (par. 226) <p>« S'il est établi que le crime ou le mode de participation n'existaient qu'au regard du droit conventionnel, les conditions à remplir sont les suivantes : i) le traité liait les parties à la date de l'infraction et ii) ne s'opposait ni ne dérogeait aux normes impératives du droit international. Le principe de légalité est respecté lorsqu'un État est déjà lié par une convention donnée et que la juridiction applique une disposition de cette convention, que celle-ci fasse ou non partie du droit international coutumier. Il suffit d'établir qu'un État partie a ratifié un traité pour pouvoir le considérer comme lié par ce texte. » (par. 227)</p> <p>« La Chambre décide qu'à ce stade de la procédure, elle ne considérera les exigences de prévisibilité et d'accessibilité que sur le plan objectif. Une application subjective de ces critères la conduirait à se prononcer sur les faits, ce qui ne relève pas de sa compétence. Les critères objectifs d'accessibilité et de prévisibilité sont conformes aux décisions antérieures de la Chambre et à la division systémique entre les compétences de la Chambre préliminaire et de la Chambre de première instance telle que la considère le Règlement intérieur. Sans considérer les faits du dossier, la Chambre s'attachera simplement à déterminer si les co-juges d'instruction ont présenté des éléments permettant de conclure qu'il était raisonnablement vraisemblable que les personnes mises en examen avaient été conscientes de l'état du droit en vigueur à l'époque des faits relativement aux crimes et modes de participation reprochés. » (par. 237)</p> <p>« La Chambre considère que pour que le principe de légalité soit respecté devant les CETC, le fait que le droit cambodgien ait prévu un crime n'est pas une exigence absolue, mais facultative. » (par. 238)</p>
----	---	--

ii. Application du Principe de Légalité

a. Crimes Nationaux et Délais de Prescription

Voir aussi [I. B. 3. V. Prescription et Possibilité de Poursuite](#)

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « Duch »</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire estime que les dispositions du Code pénal de 1956 relatives à la torture peuvent toujours être appliquées étant donné qu'elles ne sont pas contraires à l'esprit du texte de la Loi pénale de l'APRONUC de 1992, et conclut dès lors que le crime de torture est toujours punissable en vertu de ce Code. Il est donc possible d'inscrire, dans l'Ordonnance de renvoi, le crime de torture tel que défini par le Code pénal de 1956. » (par. 93)</p> <p>« Les dispositions du Code pénal de 1956 traitant du crime d'assassinat ne s'écarteront pas, dans leur lettre ou leur esprit, de celles inscrites dans la Loi pénale de l'APRONUC de 1992. Le crime d'assassinat est donc toujours punissable en vertu de cette loi pénale et ce, même si les peines qui y sont prévues varient quant à leur durée. Par conséquent, toujours en application de l'article 73 de la Loi pénale de l'APRONUC de 1992, la Chambre préliminaire conclut qu'il est possible d'inscrire, dans l'Ordonnance de renvoi, le crime d'assassinat tel que défini en droit interne cambodgien. » (par. 95)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p>	<p>« Une lecture littérale de l'article 15 1) du Pacte international ne révèle aucun élément qui permette d'étendre les effets du principe de légalité, dans le cadre des poursuites, au-delà de la non-rétroactivité des modifications substantielles qui auraient été apportées à un crime ou à une peine entre le moment où les faits se sont produits et le moment où les poursuites s'engagent. [...] Conformément à sa finalité, qui est de sauvegarder l'équité et la sécurité juridique, le principe de légalité veut qu'au moment des faits, la criminalité du comportement de l'accusé soit pour lui un fait suffisamment accessible dont les</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	conséquences sont suffisamment prévisibles. Comme le principe de légalité au <i>sens strict</i> n'étend pas ces garanties de prévisibilité et d'accessibilité à la situation de l'accusé qui pourrait ou non être poursuivi selon que lui sera appliqué tel ou tel délai de prescription, ou encore selon que ce délai sera suspendu ou abrogé à l'avenir, la Chambre juge sans fondement l'argument de l'appelante. » (par. 183)
3.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« La Chambre rappelle que l'article 3 (nouveau) de la Loi relative aux CETC confère compétence aux CETC pour juger les personnes accusées d'homicide, de torture et de persécution religieuse, crimes visés dans le Code pénal de 1956. Celui-ci était en vigueur pendant la période relevant de la compétence temporelle des CETC, soit du 17 avril 1975 au 6 janvier 1979. » (par. 278)</p> <p>« La Chambre considère que la prolongation du délai de prescription avant son expiration est une question de politique au niveau l'État et qu'elle ne met pas en cause le principe de légalité. » (par. 282)</p> <p>« La Chambre considère que le délai de prescription de 10 ans prévu par le Code pénal de 1956, qui a donc commencé à courir le 24 septembre 1993, n'était pas expiré en 2001. Par conséquent, la prolongation de 20 ans d'abord, portée à 30 ans ensuite, adoptée par l'Assemblée nationale respectivement en 2001 et 2004, ne constituait pas une violation du principe de légalité. » (par. 287)</p>

b. Génocide et Violations Graves des Conventions de Genève

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« Il est incontesté que les crimes de génocide et les violations graves des Conventions de Genève faisaient déjà partie du droit international applicable au Cambodge au moment des faits. » (par. 108)</p> <p>« En conclusion, la Chambre considère que, pendant toute la période visée par l'Ordonnance contestée, les crimes de génocide définis dans la Convention sur le génocide de 1948 et les violations graves des Troisième et Quatrième Conventions de Genève de 1949 constituaient des crimes de droit international. Il s'ensuit que les CETC sont compétentes pour juger les appelants à raison des violations de ces traités qui leur sont reprochées dans l'Ordonnance contestée. » (par. 124)</p>
----	---	---

c. Crimes contre l'Humanité

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [A] défaut d'une pratique des États et d'une <i>opinio juris</i> établissant clairement que le droit international coutumier en vigueur entre 1975 et 1979 affranchissait les crimes contre l'humanité du lien avec un conflit armé, le principe <i>in dubio pro reo</i> commande que toute ambiguïté soit levée en faveur de l'accusé. Par conséquent, la Chambre considère qu'entre 1975 et 1979, la définition des crimes contre l'humanité en droit international coutumier incluait la condition d'un lien de connexité avec un conflit armé, c'est-à-dire avec des crimes de guerre ou des crimes contre la paix, conformément au Statut et aux Principes de Nuremberg, et qu'il fallait donc que les actes sous-jacents imputés en tant que crimes contre l'humanité présentent un lien avec un conflit armé. » (par. 144)</p> <p>« Il est donc clair [que le viol] constituait un crime de guerre avant 1975 [...]. » (par. 151)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction ont commis une erreur en ce qu'ils ont retenu l'accusation de viol constitutif de crime contre l'humanité au regard du droit international coutumier en vigueur entre 1975 et 1979. "[L]es faits qualifiés de crimes contre l'humanité sous forme de viols peuvent être subsidiairement qualifiés de crimes contre l'humanité constitués d'autres actes inhumains" et être retenus comme tels. » (par. 154)</p> <p>« En premier lieu, la Chambre note d'emblée que "les 'autres actes inhumain' constituent <i>un crime</i> au regard du droit pénal international". » (par. 156)</p> <p>« [L]es crimes contre l'humanité existaient en droit international coutumier entre 1975 et 1979 conformément à la définition qu'en donnaient les Principes de Nuremberg de 1950. [...] [L]a catégorie</p>
----	---	--

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

		<p>des "autres actes inhumains" constitutifs de crimes contre l'humanité relevait déjà du droit international coutumier en 1975. » (par. 157)</p> <p>« [La] définition de l'élément [matériel] des "autres actes inhumains" en droit international coutumier était suffisamment précise au moment des faits pour que l'appelante pût y avoir accès et prévoir que certains types de comportement, en sus du meurtre, de l'extermination, de la réduction en esclavage ou de la déportation, pouvaient constituer des crimes contre l'humanité. » (par. 165)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L]’infraction d’emprisonnement constitutif de crime contre l’humanité était prévue par le droit entre 1975 et 1979 [...]. La règle étant accessible et les conséquences de sa transgression prévisibles, l’Accusé pouvait prévoir que le fait d’emprisonner arbitrairement des citoyens cambodgiens ou des citoyens sous son contrôle, de façon généralisée ou systématique, était susceptible d’engager sa responsabilité pénale. » (par. 332)</p> <p>« [E]ntre 1975 et 1979, il était suffisamment clair au regard du droit international coutumier que la torture en tant que crime contre l’humanité apparenté à un crime de guerre recouvrait les deux éléments consistant à 1) infliger une douleur ou des souffrances (physiques ou mentales) aiguës à une personne ii) dans le but spécifique d’obtenir des renseignements ou des aveux, de punir ou d’intimider. [...] À ce stade, le comportement visé était donc considéré comme criminel au sens général du terme et répondait de ce fait au critère de prévisibilité. » (par. 355)</p> <p>« [E]ntre 1975 et 1979, s’il réunissait les éléments communs aux crimes contre l’humanité et présentait l’élément moral requis, un comportement – acte ou omission – constituait un "autre acte inhumain" au sens de la définition des crimes contre l’humanité s’il était <i>d’une nature et d’une gravité similaires</i> à celles des crimes figurant sur la liste des crimes contre l’humanité, à savoir le meurtre, l’extermination, la réduction en esclavage ou la déportation, en ce sens 1) qu’il affectait gravement la vie ou la liberté des personnes, notamment <i>en portant gravement atteinte à leur intégrité physique ou morale</i>, ou 2) qu’il présentait <i>un lien avec un des crimes contre l’humanité énumérés</i>. À cet égard, il était prévisible que les actes interdits par les règles internationales de la guerre <i>en raison de leur caractère inhumain pussent également être interdits en tant que crimes contre l’humanité</i>. » (par. 395)</p> <p>« La Chambre conclut non seulement que le crime contre l’humanité d’"autres actes inhumains" était sanctionné par le droit en 1975, mais aussi que ce fait était accessible à Ieng Sary et qu’il pouvait prévoir sa mise en accusation pour de tels crimes commis pendant la période allant de 1975 à 1979. » (par. 398)</p>
3.	<p>004 AO An PTC 21 D257/1/8 17 mai 2016</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de AO An tendant à la Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d’Annulation des Actes d’Instruction concernant les Faits de Mariage Forcé</i></p>	<p>« Il était manifeste que le fait de contraindre autrui à agir contre sa volonté d’une manière ou d’une autre pouvait, aux termes d’une précision apportée par les tribunaux, fondée sur la règle <i>ejusdem generis</i>, et d’un examen au cas par cas, relever de la définition d’"autres actes inhumains". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 13)</p> <p>« [I]l n’est possible d’examiner si les actes allégués présentent le degré de gravité requis qu’une fois établis tous les éléments permettant de juger de la gravité des comportements considérés. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 18)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 30 D87/2/1.7/1/1/7 10 avril 2017</p> <p><i>Décision relative à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction International Concernant les Crimes</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ayant conclu que l’exclusion progressive en droit international coutumier de la condition d’un lien avec un conflit armé à compter de 1945 ressortait clairement d’une série d’instruments de droit international public et de décisions de tribunaux internationaux, la Chambre préliminaire estime que le co-juge d’instruction international a considéré à bon droit qu’il était prévisible pour l’Appelant, au besoin en obtenant un conseil juridique, qu’il pourrait être poursuivi à raison de tels crimes. La Chambre considère, en outre, que la définition des crimes contre l’humanité telle qu’elle existait entre 1975 et 1979 était suffisamment précise "au sens général du terme", ce qui, associé au caractère atroce de tels crimes, exclut toute possibilité de prétendre qu’un accusé aurait été dans l’ignorance de la criminalité des actes ou de la responsabilité pénale encourue. » (par. 65)</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<i>contre l'Humanité et le Lien avec un Conflit Armé</i>	
5.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« [L]es disparitions forcées ne s'étaient pas encore cristallisées en catégorie distincte de crimes contre l'humanité entre 1975 et 1979, et estimant que de tels actes peuvent être qualifiés d'autres actes inhumains conformément à l'article 5 de la Loi relative aux CETC s'ils réunissent les éléments constitutifs de ce crime. [...] La question pertinente est plutôt, comme la Chambre de la Cour suprême l'a expressément constaté, de savoir si le comportement en cause répond effectivement, compte tenu des circonstances de l'espèce, à la définition d'autres actes inhumains. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 272)

d. Violations Graves des Conventions de Genève

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	« Il est incontesté que les crimes de génocide et les violations graves des Conventions de Genève faisaient déjà partie du droit international applicable au Cambodge au moment des faits. » (par. 108) « En conclusion, la Chambre considère que, pendant toute la période visée par l'Ordonnance contestée, les crimes de génocide définis dans la Convention sur le génocide de 1948 et les violations graves des Troisième et Quatrième Conventions de Genève de 1949 constituaient des crimes de droit international. Il s'ensuit que les CETC sont compétentes pour juger les appelants à raison des violations de ces traités qui leur sont reprochées dans l'Ordonnance contestée. » (par. 124)
----	---	--

e. Modes de Participation

1.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	« [L]es catégories élémentaire et systémique d'entreprise criminelle commune trouvaient appui en droit cambodgien à l'époque des faits [...], mais en sachant qu'au cœur de ces notions se trouvait le but criminel commun et l'intention partagée par les membres de l'entreprise criminelle commune de voir commettre le ou les crimes relevant de ce but. Quant à la troisième catégorie d'entreprise criminelle commune, étant donné qu'elle permet de retenir la responsabilité de l'accusé pour des crimes étrangers au but commun, qui étaient la conséquence naturelle de la réalisation de ce but commun et dont la commission était prévisible pour l'accusé, le principe de légalité s'oppose à ce qu'elle soit appliquée dans les procédures devant les CETC. » (par. 87)
2.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre</i>	« [L]e principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique [...] existait au regard du droit international coutumier entre 1975 et 1979. À la lumière de la jurisprudence internationale de l'après-Seconde Guerre mondiale [...] et de la gravité des crimes contre l'humanité, le principe selon lequel elle engageait sa responsabilité pénale en tant que supérieure hiérarchique, militaire ou non, à raison des crimes contre l'humanité perpétrés par ses subordonnés entre 1975 et 1979 était prévisible et accessible à Ieng Thirith. » (par. 232)

Compétence des CETC et Droit Applicable - Nature des CETC et Droit Applicable

	<i>l'Ordonnance de Clôture</i>	
3.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]es juges internationaux font leurs conclusions [...] selon lesquelles les dispositions de l'article 29 (nouveau) de la Loi relative aux CETC — y compris la planification en tant que mode de participation — constituent du droit international coutumier [...]. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 583)</p> <p>« Il ressort du Code pénal cambodgien de 1956 que la planification constituait un mode de participation entre 1975 et 1979, et que l'accusé pouvait prévoir et savoir que sa responsabilité pouvait être engagée à ce titre. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 587)</p>

B. Compétence des CETC

1. Compétence Temporelle

1.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [L]es co-avocats reprochent aux co-juges d'instruction de prendre en compte des actes qui échappent à la compétence temporelle des CETC. Ce sont donc des griefs se rapportant à des questions de fait et de droit à examiner au procès. Cela étant, la Chambre fait observer que l'examen de questions dépassant la période des faits telle que fixée dans l'Ordonnance de clôture peut s'avérer pertinente pour éclairer le contexte et la continuité d'un comportement. » (par. 88)</p>
----	---	---

2. Compétence Personnelle

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [L]es conclusions des co-juges d'instruction sur la question de savoir si une personne faisait ou non partie des "principaux responsables" relevaient de l'exercice de leur pouvoir d'appréciation [...]. » (par. 44)</p> <p>« [L]e pouvoir d'appréciation dont jouissent les co-juges d'instruction pour statuer sur la compétence personnelle des CETC est une faculté juridique qui ne permet pas d'actes arbitraires, mais qui doit au contraire être exercée conformément aux principes juridiques admis. Dans cette perspective, les termes "hauts dirigeants" et "principaux responsables" marquent les limites de la compétence personnelle des CETC [...]. » (par. 45)</p> <p>« [L]e pouvoir d'appréciation qu'ils peuvent exercer pour conclure si une personne fait ou non partie des "hauts dirigeants" et des "principaux responsables" n'est pas illimité et peut faire l'objet d'un examen en appel par la Chambre préliminaire. » (par. 46)</p> <p>« [L]a conclusion des co-juges d'instruction [peut] être infirmée à la demande d'une partie, pour autant que cette dernière démontre que la décision en question i) repose sur une interprétation erronée du droit applicable (erreur de droit) qui invalide la décision ; et/ou ii) se fonde sur une constatation manifestement erronée (erreur de fait) entraînant un déni de justice ; et/ou iii) est à ce point injuste ou déraisonnable qu'elle est constitutive d'un abus du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction obligeant à conclure qu'ils n'ont pas exercé à bon escient le pouvoir d'appréciation qui leur est reconnu. » (par. 47)</p> <p>« S'agissant des exceptions d'incompétence <i>ratione personae</i>, la Chambre préliminaire rappelle que la compétence personnelle des CETC se borne aux "hauts dirigeants" et aux "principaux responsables" des crimes relevant de la compétence des CETC. La Chambre ajoute que, bien que l'expression "principaux responsables" ne soit pas définie dans l'Accord relatif aux CETC, [...] il convient de se livrer à un examen quantitatif et qualitatif tant de la gravité des crimes (allégués ou imputés) que du niveau de responsabilité du suspect [...]. » (par. 65)</p> <hr/> <p>« [L]'étendue de la compétence personnelle des CETC est définie dans l'Accord relatif aux CETC qui a été conclu entre l'ONU et le Gouvernement royal du Cambodge. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 194)</p> <p>« [L]'identification des "principaux responsables" implique d'évaluer à la fois quantitativement et qualitativement la gravité des crimes allégués ou reprochés et le niveau de responsabilité du suspect. Il n'existe pas de liste exhaustive des facteurs à prendre en considération pour procéder à cette évaluation, pas plus qu'il n'existe de seuil numérique s'agissant des victimes, ni de critères de tri pour ce qui est de la position hiérarchique du suspect. L'appréciation de la compétence personnelle du</p>
----	---	---

		<p>tribunal passe au contraire par un examen au cas par cas, prenant en compte le contexte général et la situation personnelle du suspect. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 286)</p> <p>« Les juges internationaux rappellent que l'examen de la gravité des crimes allégués ou reprochés implique de prendre en considération différents facteurs parmi lesquels le nombre de victimes, le cadre géographique et temporel, la manière dont auraient été commis les crimes, le nombre d'épisodes distincts, la nature et l'ampleur des crimes allégués ou reprochés, ainsi que leurs conséquences pour les victimes. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 287)</p> <p>« Les juges internationaux réitèrent que le niveau de responsabilité d'un suspect peut être apprécié sur la base d'éléments tels que son degré de participation aux crimes, sa position hiérarchique, notamment en fonction du nombre de personnes qui lui étaient subordonnées ou hiérarchiquement supérieures, et le caractère permanent ou non de sa position. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 300)</p>
--	--	--

3. Compétence Matérielle

i. Général

Voir aussi [I. A. 5. II. Application du Principe de Légalité](#)

1.	<p>002 IENG Thirith PTC 02 C20/I/27 9 juillet 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre observe que, conformément à l'Article 29 de la [Loi sur les CETC], le terme "commis" inclut commis, planifié, incité, ordonné de commettre, qui s'est rendu complice et la responsabilité du supérieur hiérarchique. » (par. 24)</p>
2.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« De par leur nature propre et spécifique, les CETC poursuivent non seulement les violations du droit cambodgien, mais aussi, d'une part, les crimes internationaux que sont le génocide, qui ne vise pas que des individus, mais des groupes entiers, et les crimes contre l'humanité, qui sont des actes commis dans le cadre d'une "attaque généralisée et systématique" dirigée contre la population, et, d'autre part, les modes de participation du droit international que sont l'entreprise criminelle commune, la responsabilité du supérieur hiérarchique, la planification, l'incitation, le fait d'ordonner et l'aide et l'assistance, qui, lorsqu'ils sont établis, accroissent encore sensiblement la gravité des crimes, attestant que des atrocités de masse ont été commises d'une façon organisée, pouvant aller jusqu'à viser, outre des groupes ou des lieux donnés, toute la population, dans le pays tout entier. » (par. 66)</p>

ii. Crimes relevant de la Compétence des Chambres

a. Crimes Nationaux

1.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav Alias « DUCH »</i>	<p>« [L]es éléments constitutifs du crime de torture sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exercer des actes de torture sur une personne • Dans les buts suivants : <ul style="list-style-type: none"> i) obtenir d'elle, sous l'empire de la douleur, la révélation de renseignements utiles à la perpétration d'un crime ou d'un délit, <i>ou</i> ii) par esprit de représailles, <i>ou</i> iii) par barbarie. » (par. 62)
----	--	---

b. Génocide

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [L]a définition du crime de génocide s'est caractérisée par son universalité, sa prévisibilité et sa constance [...]. » (par. 115)</p> <p>« Comme pour le génocide, le caractère odieux des actes constitutifs de violations graves des Conventions de Genève tend à les classer dans la catégorie de l'infraction <i>malum in se</i>, c'est-à-dire de l'infraction [...] dont le caractère intrinsèquement mauvais est tel qu'il réfute tout argument faisant valoir que les auteurs des actes visés en ignoraient le caractère criminel. » (par. 117)</p> <p>« Comme les crimes imputés des chefs de génocide et de violations graves des Conventions de Genève, par leur nature même, impliquent des violations graves des droits de l'homme fondamentaux des victimes, [...] ils mettent l'État dans l'obligation d'engager des poursuites dans le cadre du recours utile garanti aux victimes par l'article 2 3) du Pacte international, signé par le Cambodge le 17 octobre 1980 et ratifié de même le 26 mai 1992. » (par. 118)</p>
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [S]'agissant de la définition des Chams en tant que groupe protégé comme tel, les juges internationaux rappellent le caractère essentiel de cette condition, laquelle est inscrite à l'article 2 de la Convention sur le génocide et à l'article 4 de la Loi relative aux CETC qui définit les groupes protégés comme des "groupe[s] nationa[ux], ethnique[s], racia[ux] ou religieux, comme tel[s]". L'intention destructrice de l'auteur doit se fonder spécifiquement sur l'appartenance de la victime au groupe, et non sur l'individualité de la victime. Par conséquent, le groupe protégé doit être doté d'une identité distincte et être défini comme tel par ses caractéristiques communes, plutôt que par l'absence de caractéristiques. Un groupe protégé ne saurait être défini à partir de critères négatifs. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 619)</p> <p>« [P]our établir l'élément moral du génocide, "il faut prouver non seulement que l'auteur était animé de l'intention de commettre l'acte sous-jacent, mais également prouver qu'il était animé de l'intention spécifique de détruire le groupe, en tout ou en partie". Cette intention spécifique est également connue sous le nom d'intention génocidaire, <i>dolus specialis</i> ou dol spécial. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 623)</p> <p>« "[D]e par sa nature même, l'intention est généralement difficile à établir de façon directe" et qu'elle doit plutôt être déduite de faits et circonstances pertinents comme, <i>inter alia</i>, "le contexte général, la perpétration d'autres actes répréhensibles systématiquement dirigés contre le même groupe, l'ampleur des atrocités commises, le fait de viser systématiquement certaines victimes en raison de leur appartenance à un groupe particulier, ou la récurrence d'actes de destruction et discriminatoires". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 624)</p>
3.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021	<p>« La jurisprudence internationale reconnaît communément qu'il n'existe aucune hiérarchie des crimes les plus graves devant les juridictions internationales ou hybrides. Mais il est pareillement admis que l'intention criminelle constitutive du crime de génocide revêt une gravité exceptionnelle du fait de la</p>

Compétence des CETC et Droit Applicable - Compétence des CETC

	<i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	ferme détermination à détruire un groupe humain en tant que tel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 293)
4.	004 TIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]es CETC ont considéré que chacun des groupes protégés devait être défini à la lumière du contexte politique, social, historique et culturel particulier; [...] au cas par cas, en appliquant des critères tant objectifs que subjectifs pour apprécier si un groupe en question bénéficiait d'une protection. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 185) « [B]ien que des critères subjectifs puissent être pris en considération [...], une approche <i>purement</i> subjective a été rejetée en raison de son insuffisance ou de son incompatibilité avec le but et l'objet de la Convention contre le génocide, à savoir la protection de groupes relativement stables et permanents. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 186)

c. Crimes contre l'Humanité

1.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav Alias « Duch »</i>	« L'élément matériel constitutif des crimes de meurtre, en tant que crime contre l'humanité, et d'homicide intentionnel, en tant que violation grave des Conventions de Genève, est constitué par le décès de la victime, résultant d'un acte ou d'une omission de l'accusé ou de son subordonné. » (par. 80) « Pour que l'élément moral de ces crimes soit constitué, il faut établir que l'accusé ou son subordonné était animé de "l'intention de tuer la victime ou de porter volontairement des atteintes graves à son intégrité physique, dont il ne pouvait que raisonnablement prévoir qu'elles étaient susceptibles d'entraîner la mort". » (par. 81)
2.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	« La Chambre considère par conséquent que la définition des crimes contre l'humanité retenue dans le Statut et les Principes de Nuremberg était encore celle qui s'appliquait pendant la période allant de 1975 à 1979, et que le lien avec des crimes contre la paix ou des crimes de guerre continuait d'en être un élément nécessaire. » (par. 311) « "[...] [L]es 'autres actes inhumains' constituent un crime [en soi] au regard du droit pénal international". » (par. 378) « [E]ntre 1975 et 1979, s'il réunissait les éléments communs aux crimes contre l'humanité et présentait l'élément moral requis, un comportement – acte ou omission – constituait un "autre acte inhumain" au sens de la définition des crimes contre l'humanité s'il était <i>d'une nature et d'une gravité similaires</i> à celles des crimes figurant sur la liste des crimes contre l'humanité, à savoir le meurtre, l'extermination, la réduction en esclavage ou la déportation, en ce sens 1) qu'il affectait gravement la vie ou la liberté des personnes, notamment <i>en portant gravement atteinte à leur intégrité physique ou morale</i> , ou 2) qu'il présentait <i>un lien avec un des crimes contre l'humanité énumérés</i> . À cet égard, il était prévisible que les actes interdits par les règles internationales de la guerre <i>en raison de leur caractère inhumain pussent également être interdits en tant que crimes contre l'humanité</i> . Il était donc probable que la notion d'"autres actes inhumains" recouvrait des actes susceptibles de constituer des violations graves d'instruments tels que les Règlements de La Haye de 1899 et de 1907, la Convention de Genève de 1929 et les Conventions de Genève de 1949, pour autant que toutes les autres conditions propres à ces textes fussent remplies. » (par. 395)
3.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur</i>	« [L]e crime de persécution peut être défini comme la perpétration délibérée d'un acte ou d'une omission qui introduisent une discrimination de fait et qui dénie ou bafouent un droit fondamental reconnu par le droit international coutumier ou conventionnel (élément matériel) dans le but d'exercer une discrimination pour motifs raciaux, politiques ou religieux (élément moral). » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 148) « [L]a définition du crime contre l'humanité de torture, à savoir tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales (élément matériel), sont délibérément infligées à une

	<p><i>International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>personne (éléments moral), par des agents de la fonction publique ou à leur instigation, aux fins notamment d'obtenir des renseignements ou des aveux, de punir ou d'intimider. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 190)</p> <p>« Parmi ces autres actes inhumains reconnus comme constituant des crimes contre l'humanité figurent notamment les "conditions de vie atroces et déplorables imposées aux détenus". Les juges soussignés estiment que l'examen minutieux des conditions de vie en détention est un élément inhérent à l'instruction de crimes qui auraient été commis dans un centre de sécurité. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 203)</p> <p>« Les éléments constitutifs du crime contre l'humanité d'extermination ont été exposés par la Chambre de la Cour suprême dans le dossier n° 002. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 255)</p> <p>« Les juges soussignés rappellent que les éléments constitutifs du crime d'extermination ne comprennent pas l'exigence que la <i>mens rea</i> soit formée avant la commission des actes pertinents. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 258)</p> <p>« Ce critère de meurtres à "grande échelle" fait partie intégrante aussi bien de l'<i>actus reus</i> que de la <i>mens rea</i> du crime d'extermination [...]. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 260)</p> <p>« "[H]abituellement, un acte inhumain dont le degré de gravité atteint celui des autres crimes contre l'humanité violera aussi les préceptes fondamentaux des droits de l'homme". À cet égard, les droits à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, l'interdiction des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'arrestation, la détention ou l'exil arbitraires ainsi que les immixtions arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance présentent un intérêt particulier. Le comportement allégué doit en fait causer de grandes souffrances physiques ou mentales ou porter gravement atteinte à la dignité humaine. La gravité des actes ou omissions incriminés doit être appréciée eu égard aux circonstances de l'espèce, lesquelles peuvent comprendre la nature de l'acte ou de l'omission, sa durée et/ou sa répétition, la situation personnelle de la ou les victime(s), ainsi que les effets physiques, mentaux et moraux de cet acte ou omission sur la ou les victime(s). » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 277)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 30 D87/2/1.7/1/1/7 10 avril 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International concernant les Crimes contre l'Humanité et le Lien avec un Conflit Armé</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e co-juge d'instruction n'a commis aucune erreur en constatant que le lien avec un conflit armé n'était pas un élément constitutif des crimes contre l'humanité en droit international coutumier entre 1975 et 1979. En conséquence, le premier moyen d'appel est rejeté dans son intégralité. » (par. 59)</p>

d. Violations Graves des Conventions de Genève

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier</i></p>	<p>« L'élément matériel constitutif des crimes de meurtre, en tant que crime contre l'humanité, et d'homicide intentionnel, en tant que violation grave des Conventions de Genève, est constitué par le décès de la victime, résultant d'un acte ou d'une omission de l'accusé ou de son subordonné. » (par. 80)</p> <p>« Pour que l'élément moral de ces crimes soit constitué, il faut établir que l'accusé ou son subordonné était animé de "l'intention de tuer la victime ou de porter volontairement des atteintes graves à son intégrité physique, dont il ne pouvait que raisonnablement prévoir qu'elles étaient susceptibles d'entraîner la mort". » (par. 81)</p>
----	--	--

Compétence des CETC et Droit Applicable - Compétence des CETC

	<i>KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	
2.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« Comme pour le génocide, le caractère odieux des actes constitutifs de violations graves des Conventions de Genève tend à les classer dans la catégorie de l'infraction <i>malum in se</i>, c'est-à-dire de l'infraction [...] dont le caractère intrinsèquement mauvais est tel qu'il réfute tout argument faisant valoir que les auteurs des actes visés en ignoraient le caractère criminel. » (par. 117)</p> <p>« Comme les crimes imputés des chefs de génocide et de violations graves des Conventions de Genève, par leur nature même, impliquent des violations graves des droits de l'homme fondamentaux des victimes, [...] ils mettent l'État dans l'obligation d'engager des poursuites dans le cadre du recours utile garanti aux victimes par l'article 2 3) du Pacte international, signé par le Cambodge le 17 octobre 1980 et ratifié de même le 26 mai 1992. » (par. 118)</p>

iii. Modes de Participation

a. Responsabilité du Supérieur Hiérarchique

1.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« En d'autres mots, pour qu'un accusé puisse être déclaré pénalement responsable du comportement criminel d'un subordonné en application de l'article 29 (nouveau) de la Loi relative aux CETC et de la doctrine de la responsabilité du supérieur hiérarchique, l'existence de trois éléments doit être établie : premièrement, qu'il existait un lien de subordination entre l'accusé et les auteurs du crime", le premier exerçant effectivement un commandement et un contrôle ou une autorité et un contrôle sur les seconds ; deuxièmement, que "l'accusé savait ou avait des raisons de savoir que le crime en question était sur le point d'être commis ou avait été commis", ce qui constitue l'élément moral de connaissance explicite ou implicite ; troisièmement, que "l'accusé n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher la commission du crime ou en punir les auteurs", ce qui constitue l'élément matériel d'omission. » (par. 420)</p>
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [L]es juges internationaux confirment que [...] l'application de la théorie de la responsabilité du supérieur hiérarchique est sans rapport avec la question de savoir si les faits reprochés à des civils au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique s'inscrivent dans le cadre d'un conflit armé international mais qu'au contraire, elle concerne essentiellement la responsabilité individuelle. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 592)</p> <p>« La responsabilité du supérieur hiérarchique ne s'articule pas autour du lien entre un accusé et le conflit armé, voir même l'existence d'un conflit, mais elle concerne plutôt la responsabilité individuelle, y compris, entre autres, le rôle qu'une personne a joué dans la hiérarchie, ce qu'elle savait, les obligations qui étaient les siennes et/ou le fait qu'elle n'ait pas agi. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 594)</p>

b. Entreprise Criminelle Commune

1.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	<p>« [L]'entreprise criminelle commune constitu[e] "un mode possible de participation permettant de rendre compte d'une situation factuelle où des crimes sont commis conjointement par deux ou plusieurs auteurs, [est] pertinente pour déterminer si ce mode de participation [peut] être retenu dans le cadre de procédures devant les CETC". [...] [On peut] distinguer trois catégories d'entreprise criminelle commune [...]. L'entreprise criminelle commune est dite élémentaire (première catégorie) lorsque les participants ont agi en exécution d'un dessein commun ou d'une entreprise commune et étaient animés d'une intention commune de commettre un crime. L'entreprise criminelle commune est dite systémique (deuxième catégorie) lorsque les participants sont impliqués dans un projet criminel mis en œuvre au sein d'un système organisé, tel qu'un camp d'internement, visant à maltraiter les détenus. [...] L'entreprise criminelle commune est dite élargie (troisième catégorie) lorsqu'un des participants commet des actes qui, quoique débordant le cadre du plan commun, sont une conséquence naturelle et prévisible de sa réalisation. » (par. 37)</p>
----	--	---

		<p>« Les éléments objectifs (constituant l'élément matériel ou l'<i>actus reus</i>) sont les mêmes pour les trois catégories d'entreprise criminelle commune, à savoir : i) le plan commun (la Chambre note que ce plan doit se traduire par la commission d'un crime prévu par la loi ou engendrer la commission d'un tel crime), ii) l'implication d'une pluralité de personnes et iii) la contribution individuelle de la personne mise en examen ou de l'accusé à la réalisation du plan commun. La Chambre note que s'il n'est pas nécessaire que l'accusé ait commis quelque partie de l'élément matériel du crime perpétré, "il faut qu'il ait pris part à la réalisation du but commun qui est au cœur de cette entreprise". Tout type de comportement ne constitue pas une contribution suffisante au crime pour engager la responsabilité pénale individuelle de l'accusé en raison de sa participation à une entreprise criminelle commune. » (par. 38)</p> <p>« L'élément subjectif (constituant l'élément moral ou la <i>mens rea</i>) varie selon la catégorie d'entreprise criminelle commune. La première catégorie requiert l'intention partagée de commettre le ou les crimes. Pour la deuxième catégorie II, il faut que l'intéressé ait personnellement connaissance du système de mauvais traitements et l'<i>intention de servir ce système</i>. La troisième catégorie requiert l'intention de participer au plan ou au but criminel de l'entreprise criminelle commune et de contribuer à sa réalisation, "la responsabilité pour un crime autre que celui envisagé par le projet [étant engagée] s'il était prévisible qu'un tel crime était susceptible d'être commis et que l'accusé concerné a délibérément pris ce risque" ou, en d'autres termes, si "l'accusé, sachant qu'un tel crime était la conséquence possible de l'exécution du but de cette entreprise, y a néanmoins pris part". » (par. 39)</p> <p>« [A]ucun des arguments avancés [...] ne permet de conclure que les co-juges d'instruction ont fait erreur en considérant dans l'Ordonnance contestée que, devant les CETC, l'entreprise criminelle commune, en tant que forme de responsabilité reconnue par le droit international coutumier, s'appliquait aux crimes internationaux et non aux crimes de droit interne. » (par. 102)</p>
--	--	---

iv. Amnistie et Grâce

1.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre a conclu plus haut qu'au regard du principe <i>ne bis in idem</i>, le procès de 1979 et la condamnation qui en avait résulté n'empêchaient pas les poursuites actuellement engagées à l'encontre de Ieng Sary. Étant donné que ce volet de l'amnistie accordée par le Roi se rapporte uniquement aux condamnations irrégulièrement prononcées en 1979, il est sans effet sur la compétence des CETC pour juger Ieng Sary du chef des crimes retenus dans l'Ordonnance de clôture. » (para. 194)</p> <p>« À la lecture littérale du Décret royal, celui-ci étant considéré conjointement avec la Loi de 1994, la Chambre conclut que l'amnistie accordée à Ieng Sary ne le mettait à l'abri des poursuites que pour les infractions contre la sécurité de l'État visées à l'article 4 de la Loi, et peut-être pour l'infraction d'appartenance au groupe du Kampuchéa démocratique, pour autant qu'elle fût effectivement instaurée par les articles 1 et 2 de la Loi. Rien n'indique que l'objet du Décret royal était de couvrir toute infraction par lui commise, quelle qu'en fût la source. Rien n'indique non plus que le Décret royal visait les actes constitutifs de génocide, de crimes contre l'humanité et de violations graves des Conventions de Genève. » (par. 200)</p>
----	---	--

v. Prescription et Possibilité de Poursuite

1.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Les Conventions de Genève, érigées en droit applicable par l'article 6 de la Loi relative aux CETC, disposent que les crimes de guerre sont imprescriptibles, ce qui veut dire qu'aucune prescription n'est applicable. » (par. 73)</p> <p>« La raison d'être de la prescription est d'instaurer un cadre temporel dans lequel les procédures pénales doivent être engagées. Elle présuppose donc que les juridictions fonctionnent effectivement, de sorte que les procédures puissent être engagées. La pratique des États fournit plusieurs exemples de suspension de la prescription faute d'institutions judiciaires en état de fonctionner, notamment en raison d'un conflit prolongé ou d'un régime dictatorial. La suspension de la prescription lorsque l'appareil judiciaire ne fonctionne pas est également perçue comme nécessaire pour sauvegarder le droit à réparation des victimes, en poursuivant les responsables de violations graves des droits de l'homme résultant de crimes tels que ceux relevant de la compétence des CETC. C'est pourquoi la Chambre partage la conclusion de la Chambre de première instance selon laquelle les délais de</p>
----	---	---

Compétence des CETC et Droit Applicable - Compétence des CETC

	<p>prescription ne courent pas lorsque les institutions judiciaires ne sont pas en état de fonctionner. » (par. 285)</p> <p>« La Chambre considère que le délai de prescription de 10 ans prévu par le Code pénal de 1956, qui a donc commencé à courir le 24 septembre 1993, n'était pas expiré en 2001. Par conséquent, la prolongation de 20 ans d'abord, portée à 30 ans ensuite, adoptée par l'Assemblée nationale respectivement en 2001 et 2004, ne constituait pas une violation du principe de légalité. » (par. 287)</p>
--	--

II. Droit au Procès Equitable

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#) ; [IV. B. 5. III. Preuve Obtenue en Violation de Droits](#) ; [VII. B. 5. Recevabilité selon des Considérations d'Équité](#) ; [I. A. 3. II. J. Règle 21 du Règlement Intérieur](#)

A. General

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« La règle 65 du Règlement intérieur sera lue à la lumière de ces principes, qui exigent que toute décision de refus de mise en liberté d'une personne mise en examen soit prise après avoir apprécié si les exigences de l'intérêt public [...] l'emportent sur la nécessité de veiller au respect du droit à la liberté de cette personne. Il faut prendre en compte le principe de proportionnalité pour trouver un juste équilibre entre ces intérêts antagoniques. Il est généralement reconnu qu'"une mesure en droit international public n'est proportionnée que si elle est 1) appropriée, 2) nécessaire, et 3) si son degré et sa portée restent raisonnables par rapport à l'objectif envisagé. Des mesures procédurales ne devraient jamais être arbitraires ou excessives. Si une mesure plus douce suffit, elle doit être appliquée." » (par. 91)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Suspension de l'Instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i></p>	<p>« Pour les besoins du présent tribunal, les dispositions des articles 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (le Pacte international) s'appliquent à tous les stades de la procédure devant les CETC. En outre, l'article 14 du Pacte international traite des droits primordiaux qui transcendent les procédures locales déclarées et suivies. Les dispositions des articles 14 et 15 du Pacte international sont également reprises à la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 13)</p> <p>« L'équité est l'élément primordial à prendre en compte dans toute procédure engagée devant les CETC, ainsi que l'indique la règle 21 1) a) du Règlement intérieur. » (par. 14)</p> <p>« Il ressort des articles 33 (nouveau) et 35 (nouveau) de la Loi relative à la création des CETC et de la règle 21 du Règlement intérieur que la Personne mise en examen a droit à certaines garanties, dont le droit à un procès équitable. » (par. 20)</p> <p>« La Chambre n'a pas seulement l'obligation de respecter les droits énumérés à la règle 21 du Règlement intérieur, elle attache également une grande importance au respect des droits de l'homme et à la régularité de la procédure. La Chambre préliminaire est d'accord avec d'autres juridictions pour estimer que "la question de la régularité de la procédure va au-delà du simple devoir d'assurer un procès équitable à l'accusé" et touche notamment à "la manière dont les parties se sont comportées dans les circonstances de l'espèce". » (par. 21)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Pour apprécier le caractère équitable de cette procédure préalable au procès, les différents actes d'instruction ne peuvent être considérés seulement en isolation mais également au regard de la totalité de la procédure. » (par. 23)</p>
4.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171</p>	<p>« La règle 21 du Règlement intérieur fait obligation à la Chambre de veiller à l'équité de la procédure devant les CETC et, notamment, à ce que des personnes se trouvant dans des situations similaires puissent ester en toute égalité. Selon les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC, tels que les consacre la règle 21 du Règlement intérieur, la loi doit être interprétée de manière à toujours "protéger les intérêts" de toutes les parties en présence, la procédure doit</p>

	<p>D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>"préserver l'équilibre des droits des parties" et "[i]l doit être statué sur l'accusation portée devant les CETC dans un délai raisonnable". » (par. 35)</p>
5.	<p>004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]orsque l'on examine concrètement les droits attachés au statut de "personne mise en examen", l'expression "visée par les poursuites" doit primer sur le processus formel de mise en examen, cela afin de garantir le respect des principes fondamentaux énoncés à la règle 21 du Règlement intérieur et régissant les procédures devant les CETC. Ces principes fondamentaux visent en particulier à protéger les intérêts des suspects et des personnes mises en examen, à garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures, à s'assurer que les procédures soient équitables et contradictoires et à préserver l'équilibre des droits des parties, et à s'assurer que toute personne suspectée ou poursuivie soit informée des charges retenues contre elle et assistée d'un défenseur de son choix. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 19)</p>
6.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« La mise en examen est également un acte qui ouvre un certain nombre de droits à la personne mise en examen. C'est un moyen pour les co-juges d'instruction, qui sont saisis <i>in rem</i> et non <i>in personam</i>, de permettre au mis en examen de participer à l'instruction. Celui-ci est pleinement informé des accusations qui pèsent contre lui, comme l'exige la règle 21 d) du Règlement intérieur, et peut à partir de ce moment jouer un rôle actif dans la procédure en application des règles 55 10), 58 6), 74 et 76. » (Opinion des juges BEAUVALLET et BAIK, par. 13)</p>

B. Droits

1. Droits Particuliers

i. Principe du Contradictoire

Voir aussi [VII. D. Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire](#)

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L']Ordonnance de renvoi correspond à l'aboutissement de la procédure d'instruction. Pour apprécier le caractère équitable de cette procédure préalable au procès, les différents actes d'instruction ne peuvent être considérés seulement en isolation mais également au regard de la totalité de la procédure. Y compris dans les systèmes à l'origine de caractère inquisitoire, comme le Code de procédure pénale cambodgien et le Règlement, un débat contradictoire est possible à différents stades de la procédure. Le fait que l'Ordonnance de renvoi ait été rendue sans que l'Appelant réponde au Réquisitoire définitif signifie indéniablement que la dernière partie de ce processus n'a pas été entièrement contradictoire à son égard mais ne signifie pas que l'Ordonnance de renvoi n'a été précédée d'aucun débat contradictoire [...]. Les différents appels qui ont été interjetés par les parties ont permis à la Chambre de s'assurer que celles-ci, y compris l'Appelant, ont pu faire valoir leur vues de manière contradictoire sur de nombreuses questions de fait et de droit au cours de la procédure d'instruction. L'instruction n'est donc pas rendue inéquitable par le défaut de réponse de l'Appelant au Réquisitoire définitif. Enfin, la procédure qui régit la phase du procès à venir est entièrement contradictoire. » (par. 23)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 21 D257/1/8 17 mai 2016</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de AO An tendant à la Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction concernant les Faits de Mariage Forcé</i></p>	<p>« Les Instructions [...] se fondent sur le principe fondamental, consacré à la règle 21 1) a) du Règlement intérieur, voulant que "[l]a procédure des CETC doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties". Le principe du contradictoire a directement trait aux exigences d'un procès équitable tel que prévu à l'article 14 du [PIDCP] et "requiert que chaque partie se voie offrir une possibilité raisonnable de présenter sa cause dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire". [...] [L]a règle 21 du Règlement intérieur ne prévoit aucune exception au principe selon lequel les procédures se déroulant devant les CETC doivent être contradictoires. À cet égard, la Chambre préliminaire a expressément constaté ce qui suit :</p> <p>"Les communications <i>ex parte</i> doivent être strictement limitées afin de garantir les droits des parties aux procédures se déroulant devant les CETC qui, conformément à la règle 21 1) a) du Règlement intérieur doivent être équitables et contradictoires et préserver l'équilibre des droits des parties. [...]". » (par. 19)</p> <p>« De surcroît, le fait que la règle 77 2) du Règlement intérieur fasse expressément mention des décisions prévues par la règle 76 3) indique que, si la règle 76 définit la procédure d'annulation en général, la règle 77 est la disposition pertinente pour disposer des requêtes en nullité. Selon la règle 77, la procédure applicable aux appels et aux requêtes visées par cette disposition est une procédure contradictoire. En d'autres termes, le Règlement intérieur invite à la tenue de débats ou au dépôt de réponses et de répliques par les autres parties. » (par. 21)</p> <p>« La Chambre souligne par ailleurs que la demande tendant à autoriser IM Chaem à déposer à présent les observations proposées se fonde en particulier sur la règle 21 1) a) du Règlement intérieur qui vise à garantir le droit à un procès équitable et contradictoire dans le cadre duquel toutes les parties sont placées sur un pied d'égalité. En ce sens, IM Chaem demande à être entendue dans une procédure dans le cadre de laquelle d'autres parties à l'instruction se sont déjà vu reconnaître ce droit. » (par. 28)</p> <p>« Par conséquent, la Chambre préliminaire a tenu compte des éléments suivants, comme militant en faveur de la demande de IM Chaem d'être autorisée à déposer des observations : 1) la Chambre préliminaire a déjà reconnu à d'autres parties au dossier n° 004 le droit d'être entendues dans cette procédure, à savoir les co-procureurs et les parties civiles ; 2) dans les observations qu'elle se propose de présenter, IM Chaem n'avance pas de nouveaux arguments ou des arguments distincts de ceux déjà avancés par AO An ; 3) les observations de IM Chaem n'ont pas été déposées dans les délais pour des raisons dont on ne peut lui tenir rigueur ; 4) IM Chaem a agi avec la diligence voulue dès qu'elle a eu connaissance de la procédure en cours ; 5) AO An ne s'est pas expressément opposé à la demande formulée par IM Chaem (dans le délai imparti pour présenter le cas échéant pareille réponse) ; et 6)</p>

		<p>le Bureau des co-procureurs ne s'oppose pas à la recevabilité des observations de IM Chaem. » (par. 29)</p> <p>« Par ces motifs, la Chambre préliminaire, se fondant sur les dispositions 1) de la règle 39 4) b) du Règlement intérieur, qui l'habilite à exercer son pouvoir discrétionnaire pour admettre la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit et 2) de la règle 21 du Règlement intérieur, selon laquelle la procédure des CETC doit être équitable et contradictoire, a décidé d'autoriser IM Chaem à présenter les observations proposées à l'appui de la Requête de AO An. » (par. 30)</p>
--	--	--

ii. Principe du Traitement Egal et de l'Égalité devant la Loi

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 03 C22/I/46 1er juillet 2008</p> <p><i>Décision sur les Questions Préliminaires Soulevées par les Avocats des Parties Civiles dans le cadre de l'Appel de IENG Sary à l'Encontre de l'Ordonnance sur la Détention</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Pendant l'audience, aucun argument nouveau n'a été soulevé à l'exception d'une référence à un principe selon lequel toutes les parties doivent être traitées de la même manière. La Chambre préliminaire considère qu'aucun principe de ce type n'existe par rapport à la longueur des conclusions orales. Quand bien même il existerait, un tel principe signifierait simplement que, dans la mesure où leur situation serait égale, les parties civiles devraient être traitées de la même manière. » (par. 4)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 71 D390/1/2/4 20 septembre 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre la Décision des Co-Juges d'Instruction lui Refusant l'Autorisation de Déposer sa Réponse et des Observations Supplémentaires au Réquisitoire Définitif soumis par les Co-Procureurs en Application de la Règle 66 du Règlement et rejetant sa Demande de Suspension de la Procédure</i></p>	<p>« Le principe de traitement égal devant la loi ne saurait impliquer qu'une erreur commise dans un cas soit répétée dans les suivants même si cette erreur sert les intérêts du Mis en examen. » (par. 15)</p> <p>« Ayant estimé que les co-juges d'instruction n'avaient pas commis d'erreur en acceptant le dépôt de la Réponse [...] par la Défense de KAING Guek Eav dans le dossier n° 001, la Chambre préliminaire fait observer que le rejet motivé de la Réponse au Réquisitoire définitif présentée par les Co avocats s'il était confirmé aurait pour conséquence d'imposer au Mis en examen IENG Sary un traitement inégal devant la loi. » (par. 19)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L]a décision des co-juges d'instruction de reconnaître la compétence des CETC pour juger les crimes [...] en application du Code pénal de 1956 constitue une violation du droit de IENG Sary à l'égalité devant la justice, parce que la prolongation du délai de prescription de ces crimes sous l'empire de l'article 3 (nouveau) ne trouve application que lorsque ces crimes sont imputés devant les CETC. » (par. 288)</p> <p>« Étant donné que l'article 3 (nouveau) de la Loi relative aux CETC s'applique de façon générale à toutes les personnes qui relèvent de la compétence des CETC, la Chambre considère que le grief soulevé par IENG Sary à l'encontre de la compétence matérielle des Chambres extraordinaires pour connaître des crimes nationaux visés par le Code pénal de 1956, selon lequel il en résulterait une inégalité de traitement, est en fait une contestation de la compétence personnelle et temporelle limitée des CETC vis-à-vis de ces crimes. [...] Aussi appartient-il à la Chambre de déterminer si l'exercice de cette compétence particulière emporte pour les CETC manquement à l'obligation que lui fait l'article 33</p>

		<p>(nouveau) de la Loi relative aux CETC d'exercer sa compétence "conformément aux normes internationales de justice, d'équité et de respect des formes régulières, tel que mentionné [à l'] Articl[e] 14 [...] du Pacte international", et de rechercher en particulier s'il y a eu violation de l'article 14 1) du Pacte international aux termes duquel "[t]ous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice" et discrimination injuste envers l'Accusé. » (par. 289)</p> <p>« [L]e Comité des droits de l'homme a estimé que "[l]'égalité devant les tribunaux et les cours de justice veut aussi que des affaires du même ordre soient jugées devant des juridictions du même ordre", et non que les juridictions "extraordinaire" ou "spéciales" dotées d'une compétence limitée ou sélective sont de ce fait, de par leur nature même, en violation de l'article 14 1) du Pacte international : ce qui importe, comme pour les autres tribunaux, c'est qu'elles "garantissent le respect des conditions d'un procès équitable prévues à l'article 14". À l'examen de la Loi relative aux CETC et du Règlement intérieur, il ressort que les Chambres extraordinaires présentent effectivement cette garantie. » (par. 290)</p> <p>« En outre, il y a des motifs objectifs et raisonnables à l'octroi d'une compétence personnelle et temporelle limitée aux CETC en tant que "Chambres extraordinaires" dans le système juridique cambodgien. Le Comité des droits de l'homme a déclaré que selon l'article 14 du Pacte international, "si, pour certaines catégories d'infractions, l'affaire est soumise à une procédure pénale exceptionnelle ou examinée par des tribunaux ou cours de justice spécialement constitués, la distinction doit être fondée sur des motifs objectifs et raisonnables". » (par. 291)</p>
4.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143- 144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« La règle 21 du Règlement intérieur fait obligation à la Chambre de veiller à l'équité de la procédure devant les CETC et, notamment, à ce que des personnes se trouvant dans des situations similaires puissent ester en toute égalité. Selon les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC, tels que les consacre la règle 21 du Règlement intérieur, la loi doit être interprétée de manière à toujours "protéger les intérêts" de toutes les parties en présence, la procédure doit "préserver l'équilibre des droits des parties" et "[i]l doit être statué sur l'accusation portée devant les CETC dans un délai raisonnable". Compte tenu de ces préceptes et du nombre inhabituel de recours formés en l'espèce, la Chambre, [...] a relevé un certain nombre d'erreurs fondamentales se rapportant à toutes les personnes dont la demande de constitution de partie civile a été rejetée. Pour éviter qu'il n'en résulte une grande injustice pour les demandeurs n'ayant pas soulevé ces erreurs, la Chambre a décidé, en ses deux formations saisies, de joindre tous les recours ainsi intentés dans l'intérêt de la justice, de sorte à pouvoir aussi, dans ses décisions, considérer les erreurs fondamentales communes à toutes les ordonnances contestées et, sur la base des conclusions ainsi dégagées, procéder à un nouvel examen de toutes les demandes de constitution de partie civile dont le rejet a été porté en appel. » (par. 35)</p>
5.	<p>004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015</p> <p><i>Décision sur l'Appel Formé par AO An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Enfin, la Chambre préliminaire ne trouve aucun fondement aux arguments de l'appelant selon lesquels refuser de fournir les informations demandées viole ses droits à l'égalité devant la loi et à la préparation de sa défense. Comme rappelé ci-dessus, les désaccords entre les co-juges d'instruction sont confidentiels, non seulement pour l'Appelant, mais en règle générale. Il n'y a donc pas de différence de traitement avec les autres suspects dans la même affaire qui, de la même manière, n'ont pas accès aux désaccords, ni de droit d'accès automatique qui découlerait d'un droit à la préparation d'une défense. À cet égard, [...] l'appelant [...] n'a pas été officiellement mis en examen. » (par. 12)</p>
6.	<p>004 YIM Tith PTC 29 D193/91/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision Jointe du Co- Juge d'Instruction</i></p>	<p>« [S]elon les règles établies au niveau international, une inégalité de traitement n'est tolérée que si "elle se fonde sur des raisons objectives et suffisantes n'entraînant pas de réel préjudice ou autre iniquité". » (par. 36)</p> <p>« La Chambre préliminaire relève d'abord que [...] aux yeux de l'ancien co-juge d'instruction international YIM Tith était un "suspect" alors que AO An et IM Chaem étaient des "personnes mises en examen". [...] il est admis que tous les "suspects" dans le cadre du dossier n° 004 ont toujours été considérés de façon égale par les co-juges d'instruction internationaux, car aucun d'entre eux n'a eu le droit de prendre part à la procédure d'instruction avant d'être "mis en examen". [...] la différence de</p>

<p><i>International relative à ses Demandes (D193/76 et D193/77) de Réexamen concernant la Communication de Documents et à la Demande du Co-Procureur International (D193/72) visant à la Communication de Documents et contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative aux Demandes du Co-Procureur International visant à la Communication de Documents Tirés du Dossier N° 004 pour les Besoins du Dossier N° 002 (D193/70, D193/72 et D193/75)</i></p>	<p>traitement qui a été exposée est fondée sur des raisons objectives et suffisantes et [...] ne place pas YIM Tith dans une position désavantageuse ou injuste par rapport à d'autres "suspects". (par. 37)</p>
--	--

iii. Principe de l'Égalité des Armes

<p>1. 004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ce sont les co-juges d'instruction qui diligentent l'instruction mais les parties peuvent y prendre part activement [...] Pour produire tous leurs effets, ces droits doivent être accordés aussitôt que possible à toutes les parties, pour autant qu'il n'existe aucun intérêt légitime à procéder différemment. Ainsi, en application du Règlement intérieur, ces droits sont accordés aux co-procureurs dès l'ouverture de l'instruction et aux personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile à compter du moment où elles déposent une telle demande. Aux termes du Règlement intérieur, ces droits sont exercés "[à] tout moment durant l'instruction". Une lecture cohérente du Règlement intérieur fait apparaître qu'à l'instar des autres parties, les personnes qui sont susceptibles d'être renvoyées en jugement puisqu'elles sont visées par des poursuites doivent avoir la possibilité de participer dès que possible à l'instruction. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 20)</p> <p>« Les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif encourent le risque particulier d'être finalement renvoyées en jugement. [...] En vertu du principe de l'égalité des armes, consacré à l'article 14 3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et reproduit à la règle 21 1) a) du Règlement intérieur, ces personnes doivent bénéficier de la même possibilité raisonnable de présenter leur cause dans des conditions qui n'entraînent pas pour elles un <i>désavantage considérable</i> vis-à-vis des autres parties. [...] Dans le cadre des CETC, la différence qui existe entre les co-procureurs, les parties civiles et les personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile, d'une part, et le suspect d'autre part, quant au moment où ils peuvent participer à l'instruction et consulter le dossier, peut être juridiquement justifiée par leur qualité différente ; cette différence peut aussi servir des intérêts légitimes, en particulier celui de l'intégrité de l'instruction. Quoi qu'il en soit, cette situation risque, au fil du temps, de créer un déséquilibre, réel ou ressenti, entre la capacité respective des parties de faire valoir leur cause, un déséquilibre qu'il serait malaisé de combler ou de compenser par quelque garantie procédurale que ce soit. Lorsqu'une personne est expressément visée par l'Accusation et que les parties civiles ou les personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile ont elles-mêmes la possibilité d'influer sur l'issue de l'instruction (notamment en présentant des demandes d'actes d'instruction) et de solliciter des réparations morales et collectives, la personne en question devrait avoir la possibilité de connaître les allégations portées à son encontre, de les contester et d'influer sur l'instruction de la même manière que les autres parties. Par conséquent, les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif étant "visée[s] par les poursuites", elles doivent bénéficier des droits découlant du statut de personne mise en examen,</p>
---	---

		<p>qu'elles aient ou non été formellement mises en examen par les co-juges d'instruction et convoquées à une audience de première comparution. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 21)</p> <p>« De ce fait, aucune garantie procédurale ne pourrait à ce stade remédier à la différence de traitement entre les parties, et TA An pourrait voir compromise sa capacité d'invoquer des éléments à décharge et de faire valoir sa position en vue d'influencer la décision des co-juges d'instruction de prononcer un non-lieu ou au contraire de le renvoyer en jugement. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 27)</p> <p>« [I]l peut exister des raisons légitimes de surseoir à accorder l'accès au dossier ou de restreindre la communication d'informations à TA An et à ses avocats. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 29)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/16 19 février 2014</p> <p><i>Seconde Décision sur la Demande de Mesures Provisoires</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [E]n l'absence d'accès aux documents de preuve utilisés par le co-juge d'instruction international [...] les co-avocats ne sont pas en position d'appeler de manière effective les conclusions factuelles de ladite décision. Ils sont aussi placés en situation de désavantage significatif <i>vis-à-vis</i> des co-procureurs dans la présente procédure d'appel [...]. La Chambre préliminaire considère par conséquent qu'il est nécessaire de donner accès au Dossier aux co-avocats [...] pour éviter que le droit d'appel [...] soit vidé de son sens et pour garantir le caractère équitable de la procédure à travers l'égalité des armes. [...] [I]l est dans l'intérêt de la justice d'exercer sa compétence inhérente pour ordonner, en tant que mesure <i>provisoire</i> [...] aux co-juges d'instruction d'accorder l'accès au Dossier aux co-avocats [...], avec toute restriction qu'il pourrait considérer nécessaire pour éviter tout préjudice porté à l'instruction ou à la sécurité des témoins et tenant compte du fait que les co-avocats sont tenus d'une obligation de confidentialité dans le cadre de cet accès. » (par. 15)</p>
3.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Les différences procédurales qui existent entre les droits des co-procureurs et ceux d'un accusé en appel ne violent pas en soi le principe d'égalité des armes. » (par. 143)</p>

iv. Principe « In Dubio Pro Reo »

1.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [À] défaut d'une pratique des États et d'une <i>opinio juris</i> établissant clairement que le droit international coutumier en vigueur entre 1975 et 1979 affranchissait les crimes contre l'humanité du lien avec un conflit armé, le principe <i>in dubio pro reo</i> commande que toute ambiguïté soit levée en faveur de l'accusé. Par conséquent, la Chambre considère qu'entre 1975 et 1979, la définition des crimes contre l'humanité en droit international coutumier incluait la condition d'un lien de connexité avec un conflit armé [...] ». (par. 144)</p>
2.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés</i></p>	<p>« [E]n ce qui concerne le principe <i>in dubio pro reo</i>, les juges internationaux affirment qu'il ne s'agit principalement d'une règle de preuve et non pas d'une règle d'interprétation juridique, et ils considèrent que l'interprétation de l'expression "principaux responsables" est bien établie et claire. Les juges internationaux considèrent donc comme infondé l'argument des co-avocats selon lequel le co-juge d'instruction international aurait dû, en vertu du principe <i>in dubio pro reo</i>, appliquer la définition juridique la plus étroite qui soit à l'expression "principaux responsables". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 354)</p>

	<i>contre les Ordonnances de Clôture</i>	
3.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]a situation dans laquelle deux juges indépendants rendent des décisions contradictoires quant à l'opportunité d'un renvoi en jugement n'emporte pas application du principe <i>in dubio pro reo</i> , dans la mesure où ce principe découle de la présomption d'innocence, au nom de laquelle MEAS Muth demeure innocent même après son renvoi en jugement, et le restera jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie. » (par. 77)
4.	004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]es juges internationaux rejettent la thèse selon laquelle les co-juges d'instruction étaient tenus d'appliquer le principe <i>in dubio pro reo</i> après être arrivés à des conclusions opposées quant à la compétence personnelle des CETC en l'espèce. Premièrement, la Chambre préliminaire a déjà souligné que les co-juges d'instruction avaient l'obligation de porter leur désaccord devant elle plutôt que de le soustraire à son intervention au cas où ils ne pouvaient pas convenir d'une ligne de conduite conforme à la position par défaut. Deuxièmement, le principe <i>in dubio pro reo</i> est avant tout une règle de preuve et non d'interprétation juridique ». (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 163)

v. Principe de Légalité

Voir [I. A. 5. Principe de Légalité](#)

vi. Principe « Ne bis In Idem »

1.	002 IENG Sary PTC 03 C22/1/74 17 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i>	[Traduction Non-Officielle] « Le principe de <i>ne bis in idem</i> prévoit qu'un tribunal ne peut pas initier de procédure à l'encontre d'une personne pour un crime qui a déjà fait l'objet de procédures pénales et pour lequel une personne a déjà été condamnée ou acquittée. Le principe de <i>ne bis in idem</i> , qui découle du droit civil, est similaire à la notion de double incrimination [en anglais, <i>double jeopardy</i>] qui est plus fréquemment utilisée en <i>common law</i> . Le principe de <i>ne bis in idem</i> a été interprété comme signifiant que l'accusé "ne doit pas être poursuivi à deux reprises pour le même crime". » (par. 41) « Le principe de <i>ne bis in idem</i> peut être considéré comme étroitement lié à la doctrine de <i>res judicata</i> puisque la conséquence de cette doctrine est que personne ne peut être condamné à nouveau pour les mêmes accusations après qu'une décision est devenue finale. » (par. 47)
2.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	« [R]etenir plus d'une qualification juridique à raison d'un même comportement dans un acte d'accusation ne porte pas intrinsèquement atteinte au principe <i>non bis in idem</i> puisque la responsabilité finalement attribuée et la peine prononcée ne sont pas tributaires de ce que les accusations portant sur des mêmes faits sont formulées cumulativement ou alternativement. » (par. 88)
3.	002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011	« La Chambre a précédemment déclaré que "[l]e principe <i>ne bis in idem</i> [...] " [...] "a[vait] été interprété comme signifiant que l'accusé 'ne saurait être jugé deux fois pour la même infraction'". Dans le cadre d'un appel contre un placement en détention provisoire, la Chambre a donc considéré que le principe <i>ne bis in idem</i> relève des questions de compétence. » (par. 61)

	<p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [N]i l'Accord relatif aux CETC, ni la Loi relative aux CETC, ni le Règlement intérieur ne prévoient de protection au titre du <i>ne bis in idem</i> ou n'envisagent les effets d'une condamnation antérieure sur la procédure devant les CETC. Conformément à l'article 12 de l'Accord et à l'article 33 (nouveau) de la Loi, la Chambre porte donc son examen sur le Code de procédure pénale cambodgien [...]. » (par. 118)</p> <p>« La Chambre conclut que le Pacte international ne fournit aucune protection internationale au titre du principe <i>ne bis in idem</i>. Les CETC étant, comme indiqué ci-dessous une juridiction internationalisée opérant séparément de l'appareil judiciaire cambodgien, la Chambre conclut que le "principe <i>ne bis in idem</i> interne" tel que le consacre l'article 14 7) du Pacte international ne s'applique pas aux poursuites devant les CETC. » (par. 131)</p> <p>« La Chambre considère qu'il ressort des indications essentielles fournies par les règles de procédure établies au niveau international qu'une juridiction internationale ou internationalisée ne sera compétente pour juger des personnes qui ont déjà été poursuivies pour les mêmes actes devant des instances nationales que s'il est établi que la procédure nationale n'a pas été menée de façon indépendante et impartiale, dans le respect des garanties prévues par le droit. Étant donné que les CETC sont dans une situation similaire à celle de ces juridictions et que les motifs sous-tendant le principe exposé ci-dessus valent également devant les Chambres extraordinaires, la Chambre se référera à la même norme pour trancher la question en litige. » (par. 157)</p> <p>« La Chambre considère également que l'exercice de la compétence des CETC ne sera justifié que si la procédure nationale était entachée de vices fondamentaux. » (par. 158)</p>
--	--	--

vii. Principe de la Présomption d'Innocence

1.	<p>002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Bien que la limite fixée pour l'avancement de l'instruction soit que le temps passé est "raisonnable", la limite établie pour le temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est très précise. Le Règlement intérieur fixe clairement ces limites. Dans le cas où une personne mise en examen est détenue, les enjeux sont plus élevés car le risque posé à la liberté d'une personne toujours présumée innocente est en jeu. Par conséquent, une analyse des démarches entreprises par les autorités d'instruction et des conséquences sur la situation de la personne mise en examen est continuellement nécessaire. » (par. 45)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« Aux termes de l'article 35 nouveau de la Loi relative aux CETC et la règle 21 1) d) du Règlement intérieur, toute personne poursuivie doit être présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Cette disposition reprend la norme internationale consacrée à l'article 14 2) du [PIDCP]. » (par. 90)</p> <p>« La règle 65 du Règlement intérieur sera lue à la lumière de ces principes, qui exigent que toute décision de refus de mise en liberté d'une personne mise en examen soit prise après avoir apprécié si les exigences de l'intérêt public, telles que définies à la règle 63 3) b), nonobstant la présomption d'innocence, l'emportent sur la nécessité de veiller au respect du droit à la liberté de cette personne. Il faut prendre en compte le principe de proportionnalité pour trouver un juste équilibre entre ces intérêts antagoniques. Il est généralement reconnu qu'"une mesure en droit international public n'est proportionnée que si elle est 1) appropriée, 2) nécessaire, et 3) si son degré et sa portée restent raisonnables par rapport à l'objectif envisagé. Des mesures procédurales ne devraient jamais être arbitraires ou excessives. Si une mesure plus douce suffit, elle doit être appliquée". » (par. 91)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphan PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphan aux fins d'Interruption</i></p>	<p>« KHIEU Samphan sollicite l'interruption de la procédure sur la base d'une allégation de présomption publique de sa culpabilité émanant du Bureau de l'Administration, en raison d'une part de la publication sur le site internet des CETC d'une "note informative relative aux dossiers judiciaires" [...]. Quand bien même ces allégations s'avéreraient fondées, elles n'ont aucune influence sur la procédure judiciaire et ne constitueraient en aucun cas des violations flagrantes et graves des droits de la défense justifiant une suspension de celle-ci. » (par. 23)</p>

	<i>Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i>	
4.	<p>004/1 IM Chaem PTC 49 D309/2/1/7 8 juin 2018</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision concernant l'Expurgation ou, Subsidairement, la Demande de Reclassement de l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>«[U]ne personne mise en examen n'a pas "un droit inhérent à une bonne administration de l'instruction, à une instruction secrète ou à la protection de sa réputation". » (par. 30)</p> <p>« Accessoirement, la Chambre préliminaire fait remarquer que les co-avocats se sont permis de commenter l'Ordonnance de clôture (Motifs) dans la presse après son prononcé. Fait plus important encore, IM Chaem a elle-même fait un certain nombre de déclarations publiques dans les interviews qu'elle a données à la presse. » (par. 32)</p> <p>« Au vu de ce qui précède, la Chambre préliminaire estime que le préjudice pouvant être causé par l'ordonnance de non-lieu au droit d'IM Chaem à la présomption d'innocence et à la protection de sa réputation reste incertain et hypothétique. » (par. 33)</p>

viii. Protection contre la Torture

Voir aussi [IV. B. 5. III. Preuve Obtenue en Violation de Droits](#)

ix. Droit d'Accès à la Justice

1.	<p>003 MEAS MUTH PTC 11 D56/19/16 19 février 2014</p> <p><i>Seconde Décision sur la Demande de Mesures Provisoires</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire adopte les conclusions de la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour le Liban dans le dossier <i>El Sayed</i>, suivant lesquelles le droit d'accès à la justice, qui a acquis le statut de <i>jus cogens</i>, peut exiger qu'une autorité judiciaire accorde l'accès aux documents qui sont nécessaire à l'exercice d'un droit devant le tribunal. En particulier, la Chambre d'Appel a conclu qu'il convient de faire droit à une demande d'accès à des documents qui vise à soutenir une demande devant le tribunal ou à exercer un droit "si cela est nécessaire pour éviter un risque réel que le demandeur subisse une injustice qui l'emporterait sur les intérêts contraires, si elle est déclinée" et seulement "dans les proportions requises pour ce but." » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère par conséquent qu'il est nécessaire de donner accès au Dossier aux co-avocats [...] pour éviter que le droit d'appel [...] soit vidé de son sens et pour garantir le caractère équitable de la procédure à travers l'égalité des armes. [...] [I]l est dans l'intérêt de la justice d'exercer sa compétence inhérente pour ordonner, en tant que mesure <i>provisoire</i> [...] aux co-juges d'instruction d'accorder l'accès au Dossier aux co-avocats [...], avec toute restriction qu'ils pourraient considérer nécessaire pour éviter tout préjudice porté à l'instruction ou à la sécurité des témoins et tenant compte du fait que les co-avocats sont tenus d'une obligation de confidentialité dans le cadre de cet accès. » (par. 15)</p>
----	---	---

x. Droit d'Accès du Public aux Procédures Judiciaires

Voir aussi [IV. B. 6. Confidentialité de l'Instruction](#) ; [VII. D. 1. Transparence, Rapidité et Intégrité des Procédures](#)

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire</i></p>	<p>« Tout en reconnaissant que, en principe, et comme cela est également inscrit dans les conventions internationales applicables, la publicité de la procédure judiciaire est un principe fondamental du droit à un procès équitable, la Chambre préliminaire note que les dispositions des règles spécifiques du Règlement intérieur indiquent clairement qui, dans quelles circonstances et à quel stade de la procédure, est autorisé à faire des déclarations publiques relative à une procédure en cours. » (par. 31)</p>
----	--	---

	<i>relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i>	
--	---	--

xi. Droit à un Remède Effectif

1.	002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009 <i>Décision Relative à l'Appel de la Défense de Khieu SAMPHAN contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i>	<p>« On ne saurait conclure, en l'absence de faits établis, que les institutions internes ne possèdent pas les capacités nécessaires ou l'impartialité requise pour traiter de la question en litige [...]. » (par. 37)</p> <p>« La Chambre préliminaire note qu'il existe un critère strict, fixé au niveau international, pour déterminer si les procédures nationales sont inopérantes. Les règles ou la jurisprudence des tribunaux <i>ad hoc</i> ne sont pas d'un grand secours en la matière puisque ceux-ci ont la primauté sur les juridictions nationales respectives, mais la jurisprudence du Comité des droits de l'homme des Nations Unies peut servir de référence. » (par. 38)</p> <p>« Quand un recours interne est toujours pendant, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies va soit suspendre sa procédure de recevabilité soit déclarer la communication irrecevable. Dans pareils cas, si un requérant prétend que certaines voies de recours sont inopérantes, futiles ou risqueraient d'être déraisonnablement longues, c'est sur lui que pèse la charge de démontrer à première vue le bien-fondé de ses allégations. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a indiqué que de simples doutes émis quant à l'efficacité d'une voie de recours n'exonèrent pas le requérant de l'obligation d'aller jusqu'au bout de son action, et que ce dernier doit soumettre des informations suffisantes ou pertinentes concernant la jurisprudence du tribunal accusé d'offrir une voie de recours inefficace afin de permettre au Comité de se prononcer sur la question. » (par. 39)</p> <p>« [L]es autres possibilités de plainte ou de recours offertes aux co-avocats par le Règlement et les dispositions du droit cambodgien protègent suffisamment les intérêts de la Personne mise en examen. » (par. 41)</p> <p>« [L]e droit de la Personne mise en examen à un tribunal indépendant et impartial est garanti tant par les textes fondateurs des CETC que par le Règlement et les instruments internationaux auxquels le Gouvernement royal cambodgien est partie. » (par. 42)</p> <p>« Pour ce qui est de l'impartialité des juges des CETC, [...] toute partie peut avoir recours, au cas par cas, à la règle 34 du Règlement pour faire valoir toute préoccupation quant à une conduite particulière ou une apparence de partialité de leur part. » (par. 45)</p>
----	--	---

xii. Droit à un Tribunal Indépendant et Impartial

Voir aussi [III. C. Procédure de Récusation](#) ; [III. D. Entrave à l'Administration de la Justice et Inconduite](#) ; [IV. C. 3. III. Indépendance et Impartialité des Experts](#)

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008 <i>Décision Publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que "le point de départ pour tout examen d'une allégation de partialité" est qu'"un juge bénéficie d'une présomption d'impartialité". "Cette présomption découle de leur serment de prise de fonction et des qualifications nécessaires à leur nomination et place une charge lourde sur la partie requérant la récusation pour renverser cette présomption". » (par. 15)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que cette présomption d'impartialité s'applique aux juges des CETC. » (par. 16)</p>
----	--	---

	<p><i>l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i></p>	<p>« Il revient à l'appelant d'apporter suffisamment d'éléments de preuve pour satisfaire la Chambre préliminaire que le juge en question peut objectivement être perçu comme partial. Un seuil élevé s'applique pour renverser la présomption d'impartialité. » (par. 19)</p> <p>« La jurisprudence des tribunaux internationaux est conforme au critère de partialité appliqué ici. La Chambre d'appel du TPIY a jugé dans le cas <i>Furundzija</i> que :</p> <p>Un Juge n'est pas impartial si l'existence d'un parti pris réel est démontrée.</p> <p>Il existe une apparence de partialité inacceptable :</p> <p>i) si un juge est partie à l'affaire, s'il a un intérêt financier ou patrimonial dans son issue ou si sa décision peut promouvoir une cause dans laquelle il est engagé aux côtés de l'une des parties. Dans ces circonstances, le juge est automatiquement récusé de l'affaire ;</p> <p>ii) si les circonstances suscitent chez un observateur raisonnable et dûment informé une crainte légitime de partialité. » (par. 20)</p> <p>« L'observateur raisonnable selon ce test doit être 'une personne bien renseignée, au courant de l'ensemble des circonstances pertinentes, y compris des traditions historiques d'intégrité et d'impartialité, et consciente aussi du fait que l'impartialité est l'une des obligations que les juges ont fait le serment de respecter'. » (par. 21)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision Relative à l'Appel de la Défense de Khieu SAMPHAN contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« [L]e droit de la Personne mise en examen à un tribunal indépendant et impartial est garanti tant par les textes fondateurs des CETC que par le Règlement et les instruments internationaux auxquels le Gouvernement royal cambodgien est partie. » (par. 42)</p> <p>« Pour ce qui est de l'impartialité des juges des CETC, [...] toute partie peut avoir recours, au cas par cas, à la règle 34 du Règlement pour faire valoir toute préoccupation quant à une conduite particulière ou une apparence de partialité de leur part. » (par. 45)</p>
3.	<p>002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel interjeté par IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Suspension de l'Instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i></p>	<p>« [P]ar mesure d'équité et pour corriger toute perception négative découlant du conflit systémique, il sera procédé à un réexamen complet de la question. Il convient, par conséquent, de procéder comme si l'Appelante avait directement saisi la Chambre préliminaire en première instance de la Demande de suspension pour abus de procédure et des pièces justificatives. » (par. 18)</p> <p>« [La Chambre préliminaire] est consciente du fait que dans les affaires où sont alléguées des violations résultant principalement d'un parti pris ou d'un manque d'intégrité de l'un des juges ou de son bureau comme c'est le cas en l'espèce, il se peut qu'aucune preuve directe ne puisse être rapportée, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir l'intention de l'auteur d'une telle violation. Il se peut donc que l'Appelante soit dans l'incapacité de prouver ce qu'elle avance faute d'un aveu de la personne taxée de parti pris ou sans un recours à des preuves indiciaires. La conclusion tirée des preuves indiciaires quant à l'intention du juge doit être la seule possible vu les preuves présentées. » (par. 26)</p>
4.	<p>002 IENG Sary PTC 72 D402/1/4 30 novembre 2010</p> <p><i>Décision relative 1) à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation</i></p>	<p>« Le droit à être jugé équitablement par un tribunal impartial est reconnu par l'article 14 du Pacte international La Chambre préliminaire a déjà déterminé qu'une violation avérée d'un droit d'une personne mise en examen reconnu par le Pacte international était considérée comme un vice de procédure lézant les intérêts de cette personne. Dans pareil cas, l'acte d'instruction ou l'acte judiciaire à l'origine de la violation constatée est susceptible d'être annulé. » (par. 28)</p> <p>« Que ces individus soient des experts dans leur domaine et qu'ils aient au cours de leur carrière exprimé des opinions fondées sur le résultat de leurs recherches et sur leur connaissance d'un sujet spécifique sans plus ne fait pas d'eux des employés partiaux du Bureau des co-juges d'instruction. » (par. 33)</p>

	<p><i>de Tous les Actes d'Instruction Conduits par ou avec le Concours de Stephen HEDER et David BOYLE ainsi que sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire afin qu'elle Prononce la Nullité de tous les Éléments de Preuve Tirés des Documents Recueillis par le Centre de Documentation du Cambodge, et 2) au Recours Formé par le Biais d'une Procédure d'Appel Simplifiée contre le Refus des Co-Juges d'Instruction de Suspendre la Procédure</i></p>	
5.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La garantie d'indépendance veut que le juge soit libre de toutes pressions et interventions extérieures. Elle s'entend généralement des conditions suivantes, telles que les énonce le Comité des droits de l'homme dans son Observation générale n° 32 relative à l'article 14 de Pacte international [...]. » (par. 163)</p> <p>« Quant à la garantie d'impartialité, il ressort de la jurisprudence constante des CETC et d'autres juridictions internationales qu'elle sera compromise lorsqu'un juge fait preuve d'un parti pris réel ou donne lieu à une apparence de partialité. Il y a apparence de partialité "a) si un juge est partie à l'affaire, s'il a un intérêt financier ou patrimonial dans son issue ou si sa décision peut promouvoir une cause dans laquelle il est engagé, ou b) si les circonstances susciteraient chez un observateur raisonnable et dûment informé un crainte légitime de partialité" [traduction non officielle]. L'observateur raisonnable doit être "une personne bien renseignée, au courant de l'ensemble des circonstances pertinentes, y compris des traditions historiques d'intégrité et d'impartialité, et consciente aussi du fait que l'impartialité est l'une des obligations que les juges ont fait le serment de respecter". [traduction non officielle] » (par. 164)</p> <p>« [V]u les faits susmentionnés relatifs au procès par contumace de 1979, et nonobstant qu'il eût pu y avoir une volonté de poursuivre et de condamner IENG Sary, celui-ci n'a pas été jugé par un tribunal impartial et indépendant, dans le respect des garanties d'équité prévues par la loi, et que, par conséquent, les poursuites engagées et la condamnation prononcée par le Tribunal populaire ne font aujourd'hui obstacle ni à la compétence des CETC pour juger l'intéressé, ni aux charges retenues à son encontre dans l'Ordonnance de clôture. » (par. 175)</p>
6.	<p>004 YIM Tith PTC 40 D351/1/4 25 août 2017</p> <p><i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Documents d'Enquête Etablis par Paolo STOCCHI</i></p>	<p>« [U]ne violation avérée d'un droit de la personne mise en examen reconnu par le PIDCP constituerait un vice de procédure et porterait atteinte aux intérêts de la personne mise en examen et que la violation du principe d'impartialité, par un juge d'instruction ou un enquêteur, si elle était avérée, constituerait un motif de nullité substantielle des actes d'instruction diligentés par ces derniers. La Chambre préliminaire a défini le critère d'examen à appliquer aux requêtes en nullité pour défaut d'impartialité et souligne que le seuil à atteindre pour renverser la présomption d'impartialité est élevé. Il appartient au requérant de produire des preuves suffisantes pour convaincre la Chambre de l'existence d'un vice de procédure et d'un parti pris réel (objectif) ou ressenti (subjectif). » (par. 14)</p>

xiii. Droit d’Être Informé des Charges à son Encontre

1.	<p>002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l’Appel de NUON Chea concernant la Désignation d’un Expert</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [D]ès le début de l’instruction devant les CETC, les personnes mises en examen bénéficient de droits procéduraux [...]. Parmi ces droits, on compte le droit d’être informé des charges portées contre elles, le droit de préparer sa défense et de se défendre. Un certain nombre de dispositions dans le Règlement intérieur confirme aussi que les personnes mises en examen ont l’opportunité de jouer un rôle actif pendant la phase d’instruction des procédures devant les CETC. » (par. 25)</p>
2.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l’Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l’Ordonnance de renvoi Rendue dans le Dossier KAINING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« En application des normes internationales pertinentes, un acte d’accusation (en l’espèce, l’ordonnance de renvoi) doit exposer de manière suffisamment circonstanciée les faits essentiels pour informer clairement un accusé des accusations portées contre lui afin qu’il puisse préparer sa défense. L’acte d’accusation doit exposer chaque chef d’accusation spécifiquement et séparément et doit identifier les actes particuliers sous une forme suffisamment claire pour informer l’accusé des accusations contre lesquelles il doit se défendre. Lorsqu’un accusé doit répondre de modes de participation invoqués à titre cumulatif dans l’acte d’accusation, cet acte doit énoncer clairement chacun des modes allégués. » (par. 47)</p> <p>« [L]e degré de précision requis d’un acte d’accusation varie selon la forme de responsabilité qui y est visée, puisque c’est nécessairement le lien allégué de l’accusé avec les faits. » (par. 48)</p> <p>« Les règles régissant la conduite de l’instruction devant les CETC, telles qu’énoncées dans le Règlement, visent à garantir une procédure équitable à la personne mise en examen, en veillant à ce qu’elle soit informée de la nature et de la portée des faits faisant l’objet d’une instruction et dont elle est susceptible de devoir répondre devant une juridiction de jugement. [...] [L]a personne mise en examen a le droit d’être informée des charges retenues contre elle au stade de l’instruction, de manière à ce qu’elle reçoive des informations suffisantes pour pouvoir exercer tous les droits qui lui sont accordés pendant cette phase du procès [...]. » (par. 138)</p> <p>« Les dispositions de la règle 21 1) d) du Règlement sont censées s’appliquer à partir du moment de l’arrestation et, par conséquent, elles sont applicables pendant la phase de l’instruction [...]. » (par. 140)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 32 C22/9/14 30 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l’Appel Interjeté par M. IENG Sary contre l’Ordonnance portant Prolongation de sa Détention Provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [I]l est possible d’affirmer que les autres crimes sont inclus dans les charges seulement lorsque les éléments factuels sont exactement les mêmes ; lorsque les éléments diffèrent, les autres crimes ne sont pas inclus. [...] [C]onformément aux standards internationaux, la personne mise en examen doit être informée de toute et toutes les différentes charges portées contre elle dès qu’elles sont justifiées "de manière à ce qu’elle reçoive des informations suffisantes pour pouvoir exercer tous les droits qui lui sont accordés pendant cette phase du procès, y compris celui de demander aux co-juges d’instruction d’accomplir tout acte prévu par la règle 58 6) du Règlement". » (par. 26)</p>
4.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction sur</i></p>	<p>« Selon les normes internationales, toute personne contre laquelle des accusations sont portées a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et, plus spécifiquement, a le droit d’être informée de la nature et des motifs des accusations portées contre elle, ainsi que de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense. Ce droit "impose dès lors à l’Accusation de présenter les faits essentiels qui fondent les accusations portées dans l’acte d’accusation". "[U]n acte d’accusation sera réputé suffisamment précis s’il expose les faits matériels que compte prouver l’Accusation de manière concise mais suffisamment circonstanciée pour que l’accusé soit clairement informé de ce qu’on lui reproche afin de pouvoir préparer sa défense" effectivement et efficacement. Le Procureur n’est [...] pas tenu de présenter les éléments de preuve qui doivent établir ces faits et le caractère essentiel de tel ou tel fait dépendra de sa thèse. » (par. 32)</p>

	<p><i>l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« L'acte d'accusation qui, en tant que principal instrument de mise en accusation, ne présente pas de manière suffisamment détaillé les points essentiels de l'argumentation du Procureur est entaché d'un vice grave. [Les] TPIY et [...] TPIR ont adopté une approche stricte du degré de précision avec lequel les faits essentiels devaient être présentés dans l'acte d'accusation. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre rappelle que toute personne a le droit d'être informée des charges retenues contre elle. Ce droit fondamental prend naissance au moment de l'arrestation et a notamment pour vocation de garantir la pleine participation de la personne mise en examen à l'instruction. La Chambre se réfère au Règlement et relève [...] que l'ordonnance de clôture [...] doit contenir "les faits reprochés" et leur qualification juridique. [...] À la lumière du droit fondamental de la personne mise en examen rappelé ci-dessus, la Chambre estime que les faits résumés dans le réquisitoire introductif peuvent – doivent même – être circonstanciés dans l'ordonnance de clôture de sorte que la Défense soit suffisamment informée des accusations sur la base desquelles se tiendra le procès. » (par. 92)</p> <p>« [L]e TPIY a précisé les faits essentiels qui devaient être présentés dans un acte d'accusation lorsque l'accusé se voyait imputer la commission d'un crime du fait de sa participation à une entreprise criminelle commune. Cette jurisprudence est pertinente dans le contexte des CETC [...]. Cela étant, en l'espèce, la Chambre doit encore déterminer si ces exigences s'appliquent aussi bien au réquisitoire introductif qu'à l'ordonnance de clôture. Il ressort tout d'abord des précédents du TPIY que l'existence d'une entreprise criminelle commune est un fait essentiel qui doit être présenté dans l'acte d'accusation moyennant certaines précisions que la Chambre de première instance du TPIY a énoncées comme suit dans l'affaire <i>Krnojelac</i> :</p> <p>"[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la nature ou l'objectif de l'entreprise criminelle commune [...], b) le moment auquel ou la période pendant laquelle l'entreprise est censée avoir existé, c) l'identité des participants à cette entreprise [...], et d) la nature de sa propre participation à cette entreprise." » (par. 93) <p>« La nature de la participation de l'accusé dans l'entreprise criminelle commune doit donc être précisée, et lorsqu'il entend établir la nature de cette participation par déduction, le Procureur doit recenser dans l'acte d'accusation les faits et circonstances qui fondent sa déduction. À cet égard, la Chambre note que la jurisprudence du TPIY semble laisser au Procureur l'alternative soit d'alléguer directement l'existence de l'élément moral requis, soit d'alléguer les faits particuliers dont cet élément moral devrait être déduit, et que lorsque c'est le "comportement de l'accusé" qui doit servir à établir l'élément moral requis, ce comportement constitue un fait essentiel qui doit figurer dans l'acte d'accusation. Comme l'a noté [...] l'affaire <i>Milutinović et consorts</i>, "[l]a <i>mens rea</i> étant presque toujours déduite de faits et de circonstances établis à l'aide de preuves, l'accent mis sur l'exposé des faits sur lesquels l'Accusation entend se fonder pour établir la <i>mens rea</i> requise est révélateur de l'importance qu'il y a, aux yeux de la Chambre d'appel, à veiller à ce que l'accusé soit clairement informé de la nature et des motifs des accusations portées contre lui". » (par. 94)</p> <p>« Au plus tard, les co-juges d'instruction peuvent particulariser la ou les formes de participation dans leur ordonnance de clôture. » (par. 95)</p>
5.	<p>004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1^{er} mars 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>« [L]a notification des chefs d'inculpation est faite en personne car c'est normalement la première fois qu'elle prend connaissance de la procédure. [...] Les juges soussignés concluent néanmoins que la notification aux co-avocats était régulière et appropriée dans les conditions exceptionnelles de l'espèce. [...] Les juges soussignés relèvent aussi que l'objectif de la Notification des chefs d'inculpation à IM Chaem a été atteint en passant par l'intermédiaire de ses co-avocats. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 43)</p> <p>« [L]a diffusion dans les médias est envisagée quand le suspect est introuvable, et non quand il est représenté par un conseil. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 44)</p> <p>« [L]e co-juge d'instruction international n'a pas commis d'erreur en mettant en examen IM Chaem sans tenir de première comparution en application de la règle 57 du Règlement intérieur et en l'avisant des chefs d'inculpation à son encontre dans un document délivré aux co-avocats. Cette procédure exceptionnelle était une mesure conforme au droit et appropriée aux circonstances, lesquelles sont inhabituelles et sans précédent et donc non prévues par le droit applicable aux CETC. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 45)</p>

6.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La décision de mise en examen est laissée à l'appréciation des co-juges d'instruction, qui peuvent inculper toute personne citée dans un réquisitoire introductif ou supplétif, mais aussi des personnes qui ne sont pas nommément désignées dans un tel réquisitoire. La seule condition à laquelle est subordonnée la mise en examen est l'existence, selon eux, d'"indices précis et concordants [que l'intéressé a] participé à la commission des faits visés dans un réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif". [...] Du point de vue de l'accusation, la mise en examen délimite clairement les faits qui, parmi toutes les allégations initiales, sont effectivement retenus. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 109)</p>
----	---	---

xiv. Droit à la Traduction de Documents

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/1/20 20 février 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire fait observer que la règle 21) 1) d) du Règlement confère le droit à la personne mise en examen d'être informée des accusations portées contre elle. Toutefois, ni la Loi relative aux CETC ni le Règlement n'autorisent expressément un mis en examen à obtenir tous les documents versés au dossier qui le concerne dans sa langue ou celle de son ou ses avocat(s). Que la langue visée soit une des trois langues officielles des CETC ne constitue pas, en tant que tel, un droit dont peut se prévaloir la personne mise en examen pour exiger que tous les documents de son dossier soient traduits dans cette langue. » (par. 40)</p> <p>« [L]a jurisprudence tirée des affaires jugées par les tribunaux internationaux a établi à plusieurs reprises que le droit de tout accusé à obtenir la traduction de documents dans une langue qu'il comprend ne s'étendait pas à tous les documents de son dossier, même dans le cadre d'affaires où l'accusé se défend lui-même. » (par. 41)</p> <p>« [L]es circonstances spécifiques d'un dossier peuvent rendre nécessaire la traduction d'un ou plusieurs document(s), afin de faire en sorte que le mis en examen puisse exercer ses droits au cours de l'instruction. En déclarant que l'exigence essentielle consiste à permettre à la personne mise en examen "d'avoir connaissance de ce qu'on lui reproche et de se défendre, notamment en livrant au tribunal sa version des événements", les co-juges d'instruction ont fixé un critère permettant de garantir que cette personne soit bien en mesure d'exercer ses droits pendant l'instruction et donc d'assurer l'équité des procédures à ce stade du procès. » (par. 43)</p> <p>« [C]ette mesure est conforme à la jurisprudence internationale, dont il ressort que la mise à disposition d'un interprète pour assister un accusé constitue une mesure de remplacement adéquate à la fourniture de traductions pour certains documents. » (par. 47)</p> <p>« [L]e TPIY et le TPIR ont déterminé que les éléments de preuve à décharge devaient être communiqués à l'accusé dans une langue qu'il comprend, de manière à lui permettre de préparer sa défense. » (par. 49)</p> <p>« La mise à disposition d'un traducteur, chargé d'assister une équipe multilingue de juristes, permet de satisfaire aux exigences nécessaires en termes d'emploi de langues à ce stade de la procédure devant les CETC. » (par. 50)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 30 D197/5/8 4 mai 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphân contre l'Ordonnance sur le Recours en Annulation pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« Quels que soient les arguments présentés par les co-avocats de la personne mise en examen concernant les droits en matière de traduction à d'autres stades de la procédure, ces conclusions restent les mêmes, car les exigences au cours de la phase préliminaire sont de nature différente, particulièrement pour ce qui est des droits en matière de traduction. » (par. 22)</p>

<p>3.</p>	<p>002 KHIEU Samphân PTC 16 Spécial Doc. N° 2 15 décembre 2010</p> <p><i>Décision relative à la Requête visant à Obtenir la Traduction de l'Ensemble des Documents sur lesquels se Fonde l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [U]n acte d'accusation (une ordonnance de clôture en l'occurrence) est un document qui "exige qu'une attention particulière soit prêtée à la notification de 'l'accusation' à l'intéressé[e]". Cette exigence en matière de notification se justifie au vu du droit de tout accusé à être informé – dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée – des accusations portées contre lui. [...] Les co-juges d'instruction ont déclaré que l'acte d'accusation jouait "un rôle déterminant dans les poursuites pénales" du fait qu'à compter de sa signification, l'accusé est officiellement avisé par écrit des faits et des règles de droit sur lesquels reposent les accusations portées contre lui. » (par. 7)</p> <p>« [L]'Ordonnance de clôture doit être disponible dans une version intégralement en français, c'est-à-dire une version où les notes de bas de page sont également consultables en français et renvoient aux bons numéros de pages de la version française des documents figurant au dossier qui sont cités en référence. » (par. 8)</p> <p>« Le droit reconnu à l'Accusé d'obtenir une version traduite en français des documents constituant des éléments de preuve qui viennent étayer les accusations portées dans l'Ordonnance de clôture ne signifie pas que ce dernier a le droit de recevoir immédiatement, ni même avant le début du procès, ces documents en français. La Chambre préliminaire rappelle que si l'Accusé a certes le droit d'obtenir la traduction de ces documents, les membres de son équipe de Défense n'en sont pas moins tenus de coopérer de façon constructive à la gestion efficace des priorités en matière de traduction. [...] La Chambre préliminaire convient avec les co-juges d'instruction qu'une coopération constructive et efficace de tous les membres de l'équipe de Défense passe par l'exigence, pour ces membres : i) de s'organiser en interne pour optimiser leurs ressources linguistiques, ii) d'évaluer quels sont leurs besoins prioritaires en matière de traduction et de transmettre leurs demandes en ce sens à la Section d'administration judiciaire et 3) de collaborer activement avec la Section d'administration judiciaire pour gérer au mieux ces priorités. Par ailleurs, dans le cas particulier de la traduction de documents qui existent déjà en khmer et dans une autre langue que le khmer, la Chambre préliminaire rappelle que dans le souci de protéger les droits de tout accusé à un procès équitable – dont celui à ce que sa cause soit entendue sans retard inutile – les parties ont l'obligation de réfléchir à des moyens d'éviter de demander la traduction d'un document dans une troisième langue, par exemple en utilisant au mieux les propres ressources linguistiques dont elles disposent, en limitant leurs demandes de traductions à des extraits de documents à chaque fois que possible, et en ayant recours aux services du traducteur mis à leur disposition sans frais et à temps plein par les CETC. » (par. 10)</p> <p>« [C]'est à la Défense qu'il incombe de déterminer, en interne, ses choix en termes de priorités en matière de traduction et de s'adresser ensuite à l'Unité d'interprétation et de traduction pour qu'elle lui fournisse les services nécessaires pour répondre à ses besoins à ce stade de la procédure, c'est-à-dire pour lui permettre de préparer le procès. En n'effet, la Chambre préliminaire n'est pas l'organe compétent pour donner pareille instruction à l'Unité d'interprétation et de traduction, et ce d'autant moins que la Défense est la seule à savoir la stratégie qu'elle entend suivre dans le cadre du procès. » (par. 11)</p>
<p>4.</p>	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« [I]l n'y a pas de droit absolu à recevoir la traduction en français de tous les documents. » (par. 11)</p> <p>« [L]e droit de recevoir la traduction française des conclusions des parties, tel que mentionné dans l'Ordonnance en matière de traduction et la Décision en matière de traduction est limité aux conclusions relatives aux requêtes et appels concernant directement l'équipe de défense ayant demandé à recevoir les documents dans cette langue. En outre, ce droit ne s'étend pas à tous les « documents des parties ». » (par. 12)</p> <p>« [L]'absence temporaire de traductions peut être remédiée d'une part grâce aux ressources linguistiques de chaque équipe, dont au moins l'un des avocats maîtrise le Khmer [...]. L'équipe de défense [...] peut, d'autre part, se prévaloir des services d'un traducteur, tel que préconisé dans l'Ordonnance en matière de traduction. L'équipe pourrait enfin demander la traduction prioritaire des documents qu'elle aurait identifiés comme essentiels à sa défense et qui ne sont pas encore traduits. » (par. 13)</p> <p>« [A] l'exception de l'Ordonnance de clôture et du réquisitoire définitif, qui sont maintenant traduits, l'absence temporaire de traductions des documents recensés par les co-juges d'instruction comme devant être traduits ne constituerait pas, si elle était avérée, une violation suffisamment grave ou flagrante des droits de KHIEU Samphan pour justifier une suspension de la procédure. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre conclut que la simple possibilité d'erreurs de traduction, qui peut être remédiée sur simple demande au service des traductions, n'est pas suffisamment grave pour constituer une violation</p>

Droit au Procès Equitable - Droits

		flagrante des droits de KHIEU Samphan susceptible de justifier l'interruption de la procédure. » (par. 16)
5.	002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011 <i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« Quant au délai dans lequel cette traduction [de l'ordonnance de renvoi] doit être mise à la disposition de la défense, il doit permettre à l'Appelant d'exercer utilement son droit d'appel. » (par. 25)</p> <p>« Dans une situation optimale, il conviendrait que la traduction en français de la totalité desdits documents ou des passages [...] soit disponible en même temps que l'ordonnance elle-même. Le volume du dossier ne le permet pas et la Chambre est d'avis que compte tenu du domaine restreint de la compétence de la Chambre préliminaire cette exigence ne s'impose pas. » (par. 26)</p>

xv. Droit d'Être Présent

Voir aussi [II. B. 2. Renonciation aux Droits](#) ; [IV. B. 4. II. C. Mise en Examen et Notification en l'Absence de la Personne Mise en Examen](#)

1.	004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1 mars 2016 <i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i>	<p>« "<i>In absentia</i>" signifie "en l'absence de". En droit, cette expression latine est généralement utilisée pour désigner un "procès par défaut", c'est-à-dire le prononcé de la culpabilité ou de l'innocence d'un accusé, et le cas échéant d'une peine, en son absence. Pour commencer, les juges soussignés soulignent que la procédure en l'espèce en est à la phase de l'instruction et que la mise en examen en application de la règle 55 4) du Règlement intérieur ne concerne en aucune manière un prononcé de culpabilité ou d'innocence. Par conséquent, toute référence à des règles de procédure concernant des procès par défaut doit être analysée avec prudence, en prenant en compte les différences entre les phases de la procédure et leurs conséquences pour le défendeur. Les juges soussignés soulignent ensuite que la simple utilisation de la formule "<i>in absentia</i>" est inapplicable en l'espèce [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 13)</p>
----	--	--

xvi. Droit d'Être Jugé dans un Délai Raisonnable

Voir aussi [VII. D. Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire](#)

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008 <i>Décision Publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a règle 34 prévoit un certain nombre d'options procédurales pour examiner une requête en récusation. En l'espèce, la Chambre préliminaire conclut qu'elle dispose d'informations suffisantes pour examiner la requête, et qu'il est dans l'intérêt de la justice de procéder sans délai à son examen sans tenir d'audience publique ou solliciter de mémoires d'<i>amicus curiae</i>. De plus, dans l'intérêt de la justice, la Chambre préliminaire ne va pas examiner la question des possible vices techniques de la requête elle-même. » (par. 8)</p>
2.	002 IENG Thirith PTC 16 C20/5/18 11 mai 2009	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Bien que la limite fixée pour la progression de l'instruction soit que le temps passé doit être "raisonnable", la limite de temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est établie de manière très spécifique. » (par. 55)</p>

	<p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« Les tribunaux internationaux ont considéré que le droit d'être jugé dans un délai raisonnable nécessite que les autorités judiciaires fassent en sorte que la durée de la détention provisoire soit raisonnable en tenant compte des circonstances de chaque dossier. » (par. 57)</p> <p>« Le caractère raisonnable de la durée de la détention et la diligence des co-juges d'instruction dans la conduite de l'instruction sont des facteurs qui doivent être pris en compte lorsque le pouvoir discrétionnaire de prolonger la détention provisoire est exercé. » (par. 61)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« [I]l ressort implicitement du texte de la règle 55 10) du Règlement intérieur, qui doit être lu conjointement avec celui de la règle 58 6), qu'une partie qui soumet une demande en application de la règle 55 10) est tenue d'indiquer quels sont précisément les actes d'instruction qu'elle sollicite et d'expliquer en quoi elle estime que ces actes sont utiles à la conduite de l'instruction. » (par. 43)</p> <p>« [L]a Défense [est tenue], dans l'exercice de ces droits, de procéder de manière à ne pas retarder la procédure, en faisant en sorte, notamment, que leurs demandes soient suffisamment précises afin que les co-juges d'instruction sachent clairement ce qu'ils doivent rechercher et en quoi les investigations sollicitées s'avèrent pertinentes. » (par. 44)</p>
4.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« Si le droit à être jugé dans un délai raisonnable est effectivement un droit dont bénéficie l'accusé, les juges n'en ont pas moins l'obligation aux divers stades de la procédure de s'assurer qu'aucun délai non justifié par les besoins de la procédure ou l'exercice des droits respectifs des parties à celle-ci n'en vienne retarder le cours. La Chambre note que là encore il n'est pas démontré en quoi les délais allégués seraient déraisonnables, et qu'en tout état de cause, une durée totale de trois ans pour achever l'instruction d'une affaire d'une telle ampleur n'est pas excessive. Ces violations alléguées ne présentent donc pas un caractère suffisamment grave ou flagrant pour justifier l'interruption de la procédure. » (par. 22)</p>
5.	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction International portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« Pour évaluer la durée raisonnable de la procédure pénale, le point de départ se situe au moment où le suspect est officiellement informé qu'il pourra être poursuivi même si sa mise en examen formelle intervient beaucoup plus tard. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 35)</p> <p>« Les juges soussignés font leur l'opinion de la Cour européenne des droits de l'homme selon laquelle l'évaluation de la durée d'une procédure doit tenir compte de "la complexité de l'affaire, de la conduite de l'accusé et de la manière dont les autorités administratives et judiciaires ont traité l'affaire". Le caractère raisonnable de la durée de la procédure doit être apprécié au cas par cas, selon les circonstances particulières de chaque affaire. Ainsi, [...] les juges soussignés tiendront compte des facteurs suivants : 1) la complexité de l'affaire, 2) la conduite du requérant et 3) la conduite des autorités compétentes. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 37)</p> <p>« Eu égard à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, les éléments à prendre en considération comprennent, notamment, le nombre de chefs d'accusations, le nombre de personnes concernées par la procédure (à savoir les accusés et les témoins), le nombre d'éléments de preuve, la dimension internationale du dossier et la complexité des faits et du droit applicable. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 41)</p> <p>« La Cour européenne des droits de l'homme a examiné de manière approfondie le comportement de l'accusé. Les éléments pertinents comprennent le fait de savoir si, par sa conduite, l'accusé a contribué de manière substantielle à la longueur de la procédure, et s'il a fait preuve de comportement dilatoire ou s'il a contribué de quelque autre manière à perturber le bon déroulement du procès. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 44)</p>

		« La Cour européenne des droits de l'homme a dit que le caractère raisonnable de la durée des procédures doit être évalué à la lumière des circonstances particulières de l'ensemble du dossier. Par conséquent, les juges soussignés examineront la conduite des autorités compétentes tout au long de la procédure. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 46)
6.	004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [L]a règle 21 4) du Règlement intérieur prévoit qu'il doit être statué "dans un délai raisonnable" sur les accusations portées. Bien que le Règlement intérieur ne fixe pas de délai précis pour la délivrance d'une ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction n'en sont pas moins tenus de rendre ces ordonnances dans un délai raisonnable, dans la mesure où ce principe, qui a son pendant dans l'article 35 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, est un principe fondamental consacré par l'article 14 3 c) du [PIDCP]. » (par. 73)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle avoir conclu dans les dossiers n^{os} 004/1 et 004/2 que le délai de 18 et 16 mois, respectivement, pour rédiger les ordonnances de clôture après la fin de l'instruction était excessif, notamment en comparaison avec les ordonnances de clôture des dossiers n^{os} 001 et 002, rendues respectivement trois et huit mois après la clôture de l'instruction [...]. » (par. 75)</p> <p>« Ayant dûment tenu compte de la complexité et de la taille du dossier n^o 004, en comparaison avec les [autres] dossiers, la Chambre préliminaire conclut que les co-juges d'instruction n'ont pas rendu les ordonnances de clôture dans un délai raisonnable [...]. [...] [L]es difficultés liées au personnel et aux traductions étaient prévisibles compte tenu de leur expérience dans d'autres dossiers portés devant les CETC et que ces retards auraient donc pu être limités. » (par. 76)</p>

xvii. *Droit d'Avoir les Moyens Nécessaires à la Préparation de la Défense*

1.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	<p>« L'article 35 (nouveau) de la Loi relative aux CETC dispose que la personne mise en examen a droit à disposer du temps nécessaire à la préparation de sa défense, conformément à l'article 14 du Pacte, auquel il est fait explicitement référence. » (par. 46)</p> <p>« [C]e droit fondamental participe des droits inhérents à un "procès équitable" et vise à donner à l'accusé le temps suffisant pour qu'il puisse préparer son procès. [...] Le droit de disposer du temps nécessaire pour se préparer au procès ne vaut donc pas pour la préparation d'un interrogatoire. » (par. 47)</p>
2.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	<p>« En application des normes internationales pertinentes, un acte d'accusation [...] doit exposer de manière suffisamment circonstanciée les faits essentiels pour informer clairement un accusé des accusations portées contre lui afin qu'il puisse préparer sa défense. » (par. 47)</p>
3.	002 IENG Sary PTC 31 D130/7/3/5 10 mai 2010 <i>Décision relative à la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary contre le Rejet Implicite, par les Co-Juges d'Instruction, des Demandes Formées par</i>	<p>« [N]i le droit applicable devant les CETC ni la jurisprudence des tribunaux internationaux [...] ne prévoient que des "informations relatives à la procédure ou [au] protocole suivi par les autorités d'enquête au cours de l'enquête" doivent être mises à la disposition de la défense afin de faciliter la préparation d'une défense. » (par. 30)</p> <p>« [L]e droit à disposer des facilités nécessaires à la préparation de sa défense comprend, outre le droit de communiquer avec son avocat, la possibilité, pour l'accusé, de prendre connaissance des résultats de l'enquête ainsi que le droit à disposer d'un temps suffisant à la préparation de sa défense. [...] [P]ar les termes "résultats de l'enquête", il faut comprendre les fruits de l'enquête tels que les documents et les procès-verbaux versés au dossier. » (par. 31)</p>

	<i>IENG Sary concernant l'Identification et l'Utilisation par les Co-Juges d'Instruction d'Éléments de Preuve Obtenus sous la Torture</i>	« Lorsqu'une ordonnance de clôture aura été rendue, les co-avocats de la personne mise en examen, si cette dernière est renvoyée devant la juridiction de jugement, auront le temps de préparer leur défense pour la phase de jugement en examinant les éléments de preuve versés au dossier auxquels ils ont accès. » (par. 33)
4.	<p>002 IENG Sary PTC 64 A371/2/12 11 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant les Demandes d'Autorisation des Enregistrements Audio/Visuel des Réunions avec IENG Sary au Centre de Détention</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a question de savoir si une requête [...] est nécessaire à une préparation adéquate doit être évaluée au cas par cas, selon les circonstances. Evaluer l'adéquation et la nécessité requiert de procéder à un examen et non pas seulement de se reposer sur le fait que certains moyens ou un certain temps ont été fournis. » (par. 32)</p> <p>« Une mesure qui facilite la préparation de la défense, y compris en permettant la communication entre l'avocat et une personne mise en examen, ne peut pas être restreinte injustement simplement parce que la personne réside au Centre de détention. » (par. 33)</p> <p>« [L]a Chambre conclut que l'utilisation de moyens d'enregistrement audiovisuels dans le but de préparer la défense de la personne mise en examen au stade préliminaire constitue un moyen de préparation de la défense. [...] C'est seulement en fournissant les moyens adéquats pour la préparation de la défense et avec les moyens de communications effectifs en place que ce tribunal peut garantir que le droit au procès équitable de la personne mise en examen est pleinement respecté. » (par. 35)</p>
5.	<p>002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17 27 septembre 2010</p> <p><i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Les traductions [...], qui touchent à la capacité des co-avocats de préparer leur défense peuvent, selon les circonstances, être nécessaires pour garantir que la personne mise en examen est capable d'exercer ses droits pendant l'instruction. » (par. 46)</p>
6.	<p>004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En outre, nous jugeons nécessaire au stade actuel de donner à TA An la possibilité de participer à l'instruction et de consulter le dossier, sous réserve d'éventuelles restrictions, en vue de protéger son droit fondamental à un procès équitable. [...] En l'espèce, lorsqu'il a reçu la Notification du 29 février, TA An a officiellement été informé par les autorités compétentes [...] qu'il était visé par une enquête [...]. Il doit donc bénéficier du droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, en application de l'article 14 3) b) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en plus du droit de bénéficier du même traitement que les autres parties [...]. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 25)</p> <p>« S'agissant [...] du droit de préparer sa défense, il faut concrètement que TA An puisse "prendre connaissance des observations ou éléments de preuve produits par l'autre partie, ainsi que [...] les discuter" avant d'être renvoyé en jugement le cas échéant. [...] au moment d'évaluer la nécessité d'accorder à TA An le droit de consulter le dossier, le droit [...] préconise d'examiner les actes accomplis par les co-juges d'instruction ainsi que les effets que ces actes sont susceptibles de produire, à terme,</p>

		<p>sur le déroulement de la procédure [...]–TA An doit pouvoir consulter le dossier et participer à l’instruction suffisamment longtemps avant qu’il ne soit statué sur son éventuel renvoi en jugement. Il aura ainsi une <i>véritable</i> possibilité d’examiner tous les éléments de preuve versés au dossier, et il sera pleinement en mesure de demander que soient recueillis des éléments à décharge et de faire connaître sa position. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 26)</p> <p>« [A]u stade actuel de la procédure, il peut exister des raisons légitimes de surseoir à accorder l’accès au dossier ou de restreindre la communication d’informations à TA An et à ses avocats. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 29)</p>
7.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l’Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l’Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La procédure de mise en examen, dans un système inquisitoire, constitue donc une décision judiciaire par laquelle le suspect se voit non seulement officiellement notifier les charges rassemblées à son encontre, mais aussi est informé de ce qu’un certain nombre d’éléments de preuve à charge ont été recueillis à son encontre. [...] le suspect est mis en situation de répondre aux allégations formulées à son encontre et de préparer sa défense en lui permettant de jouer un rôle actif dans la procédure et d’exercer ses droits. Du point de vue de l’accusation, la mise en examen délimite clairement les faits qui, parmi toutes les allégations initiales, sont effectivement retenus. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 109)</p>
8.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire a déjà confirmé le droit à disposer du temps nécessaire à la préparation de sa défense, en rappelant qu’aux termes de la Règle 66 1) du Règlement intérieur, le délai de 15 jours dont disposent les parties pour solliciter de nouveaux actes d’instruction s’appliquait à compter d’"une notification de fin d’instruction, peu importe que la notification soit la "première" ou une "deuxième" opérée à l’issue d’un supplément d’informations". » (par. 63)</p>

xviii. Droit à l’Assistance Juridique et à la Représentation par un Avocat

Voir aussi [III. E. Décisions concernant la Section d’Appui à la Défense](#) ; [II. B. 2. Renonciation aux Droits](#)

1.	<p>001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007</p> <p><i>Décision sur l’Appel de l’Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KANG Guek Eav, alias « DUCH »</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire s’est en outre demandé si la personne mise en examen était assistée par un défenseur de son choix [...]. [L]a personne mise en examen a indiqué clairement qu’elle souhaitait être assistée par un avocat international et par un avocat national [...]. Bien que cela ne ressorte pas clairement du procès-verbal de l’audience contradictoire, les avocats de la Défense et les co-procureurs ont indiqué clairement à la Chambre préliminaire que l’avocat international était présent et qu’il était autorisé à défendre la personne mise en examen par l’intermédiaire de l’avocat national [...] [L]e droit de la personne mise en examen a été respecté [...]. » (par. 11)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 04 C26/1/25 23 avril 2008</p> <p><i>Décision relative à la Demande d’Ajournement de l’Audience Consacrée à l’Examen de l’Appel Interjeté contre l’Ordonnance de</i></p>	<p>« En annonçant, le jour de l’audience, son refus de continuer à exercer, sans avoir soulevé le problème auparavant, le co-avocat étranger a agi d’une manière qui a empêché que son client voie son recours entendu promptement. C’est là une violation des droits fondamentaux de la personne mise en examen à être entendue sans délai et à être représentée par un avocat de son choix, droits qui sont internationalement reconnus et d’application devant les CETC. » (par. 11)</p>

	<i>Placement en Détention Provisoire</i>	
3.	<p>002 IENG Sary PTC 10 A189/1/8 21 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel d'IENG Sary concernant la Désignation d'un Expert Psychiatrique</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a capacité d'une personne mise en examen à coopérer avec son conseil revêt une importance particulière pendant la phase d'instruction de la procédure. » (par. 34)</p>
4.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L]a manière dont les membres du Tribunal ont mené la procédure – notamment en admettant sans contre-interrogatoire des déclarations [de témoins], en permettant que le procès se poursuive par contumace en présence d'avocats de la Défense qui non seulement n'ont pas défendu réellement les accusés mais ont contribué à les accabler, et en déclarant les intéressés coupables de crimes d'une ampleur considérable à l'issue de cinq jours de procès et quelques heures de délibération – démontre que les magistrats n'ont pas réalisé l'équilibre entre les droits des parties en présence. » (par. 174)</p>
5.	<p>003 PTC 01 Spécial Doc. N° 3 15 décembre 2011</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Demande de la Section d'Appui à la Défense tendant à ce que la Chambre Préliminaire Suspende les Poursuites dont elle est Saisie dans le Dossier N° 003 afin que Puissent être Prises des Mesures Destinées à Garantir la Représentation Efficace des Suspects dans de cadre de ce Dossier</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire convient que le moment où il est possible de se prévaloir de ces droits dépend de la manière dont progresse l'instruction. Cette question est laissée à la discrétion des co-juges d'instruction dès lors que ce sont eux qui sont chargés de la conduite de l'instruction. Comme l'ont également expliqué les co-juges d'instruction, au Cambodge – dont le système de procédure est similaire à celui de nombreux pays et des tribunaux internationaux – c'est à l'autorité en charge de l'instruction qu'il incombe de s'assurer qu'une fois qu'une personne <i>comparaît devant</i> elle, cette personne est informée, avant d'être interrogée, dans une langue qu'elle comprend, qu'elle a notamment droit à être assistée d'un défenseur de son choix ou à se voir commettre d'office un conseil à titre gratuit si elle n'a pas les moyens de financer sa défense . Cela signifie que c'est au suspect, et à lui seul, qu'il appartient de décider d'exercer ou non son droit à la représentation juridique, qui relève de son libre arbitre. Ce n'est à personne d'autre de décider au nom du suspect à cet égard. Le suspect peut choisir de se défendre lui-même. Lorsque le suspect informe le Juge ou la Chambre devant lequel ou laquelle il comparaît qu'il a engagé un conseil, il doit déposer une procuration auprès du Greffier, et, dès lors que ledit conseil satisfait aux conditions requises, ce dernier est habilité à représenter son client. Les suspects qui sont indigents se voient commettre un conseil d'office, à condition que "l'intérêt de la justice l'exige". Bien que les directives pour de telles commissions d'office soient énoncées par le Greffier, elles doivent être <i>approuvées par les juges</i>. Ce sont les juges qui peuvent, "s'[ils] estime[nt] que l'intérêt de la justice le requiert", ordonner au Greffier de désigner un conseil pour défendre les intérêts de l'accusé. » (par. 11)</p> <p>« Dès lors que ce sont les co-juges d'instruction qui restent saisis et responsables des enquêtes pénales en cours dans le cadre du dossier n° 003, les questions ayant trait à la représentation juridique des suspects relèvent directement d'eux et n'entrent dès lors pas dans le champ de compétence de la Chambre préliminaire. » (par. 13)</p>
6.	<p>003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/8 31 janvier 2014</p> <p><i>Décision sur les Demandes de Mesures Provisoires</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a déclaration d'appel a été déposée par les co-avocats au nom de MEAS Muth, sans avoir pu obtenir ses instructions. La Chambre préliminaire considère qu'avant de poursuivre, il est d'abord nécessaire d'établir si MEAS Muth veut poursuivre l'Appel initié en son nom et de garantir qu'il dispose des moyens nécessaires pour prendre une telle décision. En particulier, avant de décider s'il veut ou non poursuivre l'Appel, MEAS Muth doit recevoir une information adéquate et des conseils juridiques afin de prendre une décision éclairée sur le fait de savoir s'il veut continuer à être représenté par les co-avocats à la lumière des conclusions des co-juges d'instruction dans la Décision attaquée. » (par. 10)</p> <p>« Le droit fondamental de MEAS Muth d'être représenté par un avocat de son choix signifie que son choix actuel d'avocat doit être respecté et qu'il ne doit pas faire l'objet d'interférence, sauf à</p>

		<p>démontrer qu'une restriction de ce droit est nécessaire pour protéger un intérêt légitime et qu'elle est proportionnée dans les circonstances actuelles. » (par. 11)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère qu'il n'y a pas de fondement légal pour ordonner à la SAD [Section d'Appui à la Défense] de fournir des conseils indépendants à MEAS Muth quant à la question de sa représentation légale, puisqu'il n'a pas été démontré que les co-avocats ne peuvent pas agir au nom de MEAS Muth dans le cadre de la présente procédure d'appel. En particulier, la Chambre préliminaire note que la Décision attaquée conclut que, en raison du devoir de loyauté des co-avocats envers IENG Sary, "il est raisonnablement prévisible qu'un conflit d'intérêt puisse émerger et que les co-avocats désignés <i>puissent ne pas être</i> dans une position de pouvoir fournir des conseils au suspect au sujet de <i>lignes de défense</i> et de poursuivre ces lignes" s'ils continuent à représenter MEAS Muth dans sa défense contre les allégations criminelles dont il fait l'objet dans le Dossier 003. Cette conclusion ne signifie pas, en soi, que les co-avocats pourraient avoir un conflit d'intérêt dans le cadre de la présente procédure d'appel lorsque, par exemple, ils informent MEAS Muth des conclusions du co-juges d'instruction international, ils discutent des conséquences qu'elles peuvent avoir sur sa défense et sur la possibilité de former un recours contre elles, ils informent MEAS Muth de ses droits, ils explorent les différentes options qui s'offrent à lui par rapport à sa représentation légale et lorsqu'ils lui fournissent un avis juridique à ce sujet. Si le co-procureur international soutient que les co-avocats n'agiraient pas de manière indépendante parce que leurs "intérêts personnels sont directement touchés par la Décision [attaquée]", la Chambre préliminaire rappelle qu'en l'absence de tout élément de preuve démontrant le contraire, il est présumé que les co-avocats vont se conformer à leurs obligations professionnelles et éthiques en fournissant de tels conseils ou informations, y compris en se comportant dans le meilleur intérêt de leur client. Dans l'éventualité où MEAS Muth considérerait que les co-avocats ne sont pas dans la meilleure position pour pouvoir répondre complètement à toutes ses préoccupations relatives à sa représentation légale et aux stratégies de défense possibles, il lui appartiendrait d'en informer la SAD et de demander des conseils juridiques supplémentaires ou séparés. » (par. 13)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère qu'il est fondamental pour MEAS Muth de pouvoir communiquer avec les avocats de son choix afin d'obtenir l'information et les conseils nécessaires pour décider s'il veut ou non poursuivre l'Appel. [...] L'Article 14 3) b) du [PIDCP] énonce clairement que le droit d'être représenté par l'avocat de son choix comprend le droit de communiquer avec cet avocat. La Chambre préliminaire note qu'aucune justification n'a été donnée par le co-juge d'instruction international lorsqu'il a ordonné la suspension des communications en premier lieu, de sorte que la restriction continue du droit fondamental de MEAS Muth n'est justifiée par aucun intérêt légitime. [...] En l'absence de toute disposition dans le cadre juridique des CETC ou en droit cambodgien traitant du pouvoir d'ordonner la mesure provisoire demandée par les co-avocats, la Chambre préliminaire conclut qu'il est nécessaire, afin de garantir le caractère équitable de la procédure et de respecter le droit fondamental de MEAS Muth de communiquer avec l'avocat de son choix, d'utiliser son pouvoir discrétionnaire pour lever, en partie, l'Ordonnance suspendant les communications et d'autoriser les communications entre les co-avocats et MEAS Muth dans le cadre de la procédure d'appel de la Décision attaquée. » (par. 15)</p>
7.	<p>PTC Spécial 10-07-2013-ECCC/CP Doc. N° 8 6 février 2014</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'« Appel contre le Rejet de la Demande de Richard ROGERS à Être Inscrit sur la Liste des Co- Avocats Étrangers »</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Aux CETC, l'affectation d'un avocat à un client découle de la sélection d'avocats faite par un suspect, une personne mise en examen ou un accusé et cette sélection est faite librement et sous la supervision des CETC. Durant le processus de sélection, le rôle du Directeur de la SAD est celui d'un <i>facilitateur</i>. » (par. 76)</p> <p>« [L]es questions relatives aux "conflits d'intérêts" sont, principalement, sujette à la relation client-avocat et aux obligations d'un avocat d'adhérer aux standards reconnus et à l'éthique de la profession juridique. » (par. 79)</p>
8.	<p>003 MEAS MUTH PTC 11 D56/19/14 11 février 2014</p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Bien que la désignation d'un avocat temporaire pourrait, pour un certain temps, restreindre le droit fondamental de MEAS Muth d'être représenté par un avocat de son choix, le co-juge d'instruction international a conclu que cette mesure est justifiée par le besoin d'éviter que MEAS Muth ne soit pas représenté au cours de la procédure d'instruction, compte-tenu de sa conclusion selon laquelle les co-</p>

	<i>Décision relative à la Demande des Co-Avocats de Suspendre l'Exécution de l'Ordonnance sur la Désignation d'un Avocat Temporaire pour MEAS Muth</i>	avocats ne peuvent pas le représenter en raison de conflits d'intérêt. Cette décision relève de la compétence des co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire ne dispose pas de l'autorité pour suspendre son exécution dans le contexte actuel, sauf à démontrer que le droit d'appel de la Décision attaquée serait vidé de son sens. » (par. 18)
9.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Cet Appel soulève une question concernant le droit de l'appelant à l'avocat de son choix. [...] Considérant que l'appelant a choisi d'être représenté par les co-avocats et que le Directeur de la SAD les a désignés, après avoir déterminé qu'ils remplissaient les conditions du schéma d'aide juridictionnelle des CETC, la Décision attaquée, en ayant démis les co-avocats, a des conséquences sur le droit de l'appelant à l'avocat de son choix. L'argument des co-avocats selon lequel cette restriction n'est pas juridiquement fondée rend nécessaire un examen en appel car "la désignation d'un avocat d'office ne devait être révoquée que si le but poursuivi – une défense adéquate de l'accusé et la bonne marche de la procédure – se trouvait gravement menacé". A cet égard, la Chambre préliminaire note que les demandes de certification de décisions d'appel rejetant la désignation d'un avocat ont généralement été accordée au [TPIY]. » (par. 32)</p> <p>« Les tribunaux pénaux internationaux ont généralement reconnu que les conflits d'intérêt peuvent avoir des conséquences sur l'effectivité de la représentation par un avocat et, par conséquent, mettre en péril l'équité générale de la procédure. Considérant le devoir inhérent du Tribunal d'assurer l'équité de ses procédures, il a été jugé que "la question de la qualification, de la nomination et de la commission d'office d'un conseil est susceptible d'être soumise à un examen judiciaire" lorsqu'elle est soulevée en tant que question touchant à l'équité procédurale et à la bonne administration de la justice. La Chambre préliminaire ne voit aucune erreur dans le fait que le CJII, en tant qu'organe judiciaire également soumis à l'obligation d'assurer l'équité de son instruction, s'est référé à ces principes pour évaluer sa propre compétence pour examiner la question des conflits d'intérêt soulevée dans la Demande de rejet. Le pouvoir du BCJI d'examiner les décisions de la SAD sur la désignation d'un avocat est non seulement inhérent à son devoir de garantir l'équité de la procédure mais est aussi présent dans les règles régissant les procédures devant les CETC. En effet, un conflit d'intérêt est certainement une raison légitime pour qu'un organe judiciaire décide de ne pas admettre un avocat pour représenter un défendeur devant les CETC selon l'Article 21 1) de l'Accord sur les CETC ou pour le ou la révoquer conformément à l'Article 7 du Règlement interne de la SAD. [...] [L]es organes judiciaires des CETC, considérant leur familiarité avec les dossiers, sont dans la meilleure position pour examiner des conflits d'intérêt qui peuvent toucher l'équité des procédures. » (par. 40)</p> <p>« Il n'y a pas de risque réel que la représentation par les co-avocats de l'Appelant les place dans une position qui affaiblirait leur mandat vis-à-vis de IENG Sary, ou les mettrait dans la situation précaire de devoir choisir entre l'intérêt de leur ancien client et celui de leurs clients actuels, faisant d'eux des avocats inadéquats pour l'appelant. La possibilité d'un conflit d'intérêt dans ce cas est trop hypothétique et spéculative pour mettre en péril les intérêts de la justice ou l'emporter sur le droit de l'appelant d'être représenté par l'avocat de son choix. » (par. 69)</p>

xix. Droit à la Sécurité Juridique

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre</i>	« Conformément à sa finalité, qui est de sauvegarder l'équité et la sécurité juridique, le principe de légalité veut qu'au moment des faits, la criminalité du comportement de l'accusé soit pour lui un fait suffisamment accessible dont les conséquences sont suffisamment prévisibles. » (par. 183)
----	---	---

	<i>l'Ordonnance de Clôture</i>	
2.	004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « Lorsque la Chambre préliminaire n'a pas pu se prononcer sur une question soulevée devant elle, le réexamen d'une question qui est substantiellement la même, en fait et en droit, par le biais d'une nouvelle requête ou d'un nouvel appel déposé par la même partie, serait contraire aux principes de sécurité juridique et d'économie judiciaire. » (par. 20)
3.	004 YIM Tith PTC 11 D205/1/1/2 13 novembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification</i>	[Traduction Non-Officielle] « Les droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas des organes judiciaires qu'ils règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, en dehors de leur contexte factuel et contextuel. La Chambre préliminaire n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs. » (par. 8)
4.	004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i>	« Rappelant que toutes les décisions judiciaires doivent être déposées au moins en Khmer et dans une autre langue des CETC [...] la Chambre préliminaire constate non sans préoccupation que le fait de rendre des décisions uniquement en anglais sans en déposer ensuite diligemment la traduction en khmer est source d'insécurité judiciaire. Dans le contexte particulier des CETC, où les décisions judiciaires doivent être notifiées dans la langue officielle pour que les délais commencent à courir, les parties peuvent se voir obligées de déposer leurs appels avant cette notification afin de sauvegarder leurs intérêts, ou risquer d'attendre indéfiniment qu'une décision soit traduite. » (par. 14)

xx. Droit à la Liberté

Voir aussi [V. Mesures de Sûreté](#)

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« Tant le débat contradictoire sur le placement en détention provisoire que la possibilité d'interjeter appel de la décision prise à son issue permettent à la personne mise en examen de faire contrôler la légalité de sa détention par un tribunal, un droit inscrit à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lequel exige en outre que cette légalité soit examinée "sans délai". » (par. 11)
2.	002 KHIEU Samphân PTC 15 C26/5/13 6 février 2013	« Étant consciente de l'importance des appels, qui ont trait à la liberté de la personne mise en examen, et notant que la défense a demandé à être entendue oralement, la Chambre estime approprié de tenir une audience avant de statuer sur ces appels. » (par. 7)

	<i>Décision relative à la Requête des Co-Procureurs visant à ce que l'Appel soit Tranché sur la Seule Base des Observations Ecrites et Ordonnance portant Calendrier</i>	
3.	<p>002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Bien que la limite fixée pour l'avancement de l'instruction est que le temps passé est "raisonnable", la limite établie pour le temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est très précise. Le Règlement intérieur fixe clairement ces limites. Dans le cas où une personne mise en examen est détenue, les enjeux sont plus élevés car le risque posé à la liberté d'une personne toujours présumée innocente est en jeu. Par conséquent, une analyse des démarches entreprises par les autorités d'instruction et des conséquences sur la situation de la personne mise en examen est continuellement nécessaire. » (par. 45)</p> <p>« Il est possible de se référer à la jurisprudence de la CEDH qui a déterminé qu'un critère de "diligence spéciale" s'applique lorsque les autorités nationales conduisent des enquêtes. Quand un tribunal détermine que les motifs donnés par les autorités nationales justifient de prolonger la détention, le tribunal va alors examiner si les autorités nationales ont fait preuve de diligence dans la conduite de leurs procédures. » (par. 47)</p>
4.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« [L'] article 9 3) [du PIDCP], dispose que "la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être la règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience". » (par. 90)</p> <p>« La règle 65 du Règlement intérieur sera lue à la lumière de ces principes, qui exigent que toute décision de refus de mise en liberté d'une personne mise en examen soit prise après avoir apprécié si les exigences de l'intérêt public, telles que définies à la règle 63 3) b), nonobstant la présomption d'innocence, l'emportent sur la nécessité de veiller au respect du droit à la liberté de cette personne. Il faut prendre en compte le principe de proportionnalité pour trouver un juste équilibre entre ces intérêts antagoniques. Il est généralement reconnu qu'"une mesure en droit international public n'est proportionnée que si elle est 1) appropriée, 2) nécessaire, et 3) si son degré et sa portée restent raisonnables par rapport à l'objectif envisagé. Des mesures procédurales ne devraient jamais être arbitraires ou excessives. Si une mesure plus douce suffit, elle doit être appliquée". » (par. 91)</p>
5.	<p>002 IENG Sary PTC 152 D427/5/10 21 janvier 2011</p> <p><i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Extension de sa Détention Provisoire par l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La détention provisoire constitue une exception au droit à la liberté et à la règle générale selon laquelle une personne ne doit pas être détenue provisoirement. » (par. 34)</p>

xxi. Droit de Garder le Silence

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	« Il appert que la personne mise en examen n'a été informée de son droit de garder le silence qu'au début de la première audience à laquelle elle était présente. Elle n'a pas été informée de ce droit avant l'audience contradictoire ni durant les entrevues. [...] Les avocats de la Défense considèrent que la personne mise en examen a été informée de son droit lors de la première audience des co-juges d'instruction, qui constitue, selon eux, le début du "stade" de l'instruction. Ceci aurait pu soulever la question de savoir ce que veut dire l'expression "à tous les stades de la procédure, est informée de son droit de garder le silence" si les avocats de la Défense n'avaient pas fait les déclarations mentionnées ci-haut. » (par. 10)
2.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« La Chambre préliminaire note que, pendant le débat contradictoire, la personne en examen n'a pas été interrogée et a eu la possibilité – dont elle a tiré parti – de répondre aux arguments contenus dans la requête des co-procureurs. Il n'était donc pas nécessaire de lui rappeler son droit de garder le silence. » (par. 40)
3.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	« Il ressort clairement du procès-verbal que tant l'avocat que la personne mise en examen elle-même ont demandé un ajournement de l'interrogatoire. Pareille demande ne peut être comprise comme visant à invoquer le droit à garder le silence. » (par. 54)

xxii. Droit à la Vie Privée et à la Réputation

1.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats</i>	[Traduction Non-Officielle] « Le droit à la réputation protège les individus contre les "atteintes illicites" à leur réputation, c'est-à-dire, les "fausses allégations faites intentionnellement". » (par. 62)
2.	003 MEAS Muth PTC 31 D100/32/1/7 15 février 2017	« [L']article 17 du Pacte international est formulé de manière à permettre les immixtions dans la vie privée, pour autant que celles-ci ne soient pas "arbitraires" ou "illégalles". L'adjectif "illégal" signifie qu'aucune immixtion ne peut avoir lieu, sauf dans les cas envisagés par la loi. L'expression "immixtions arbitraires" peut aussi s'étendre aux immixtions prévues par la loi, et la notion d'arbitraire a pour objet de garantir que même une immixtion prévue par la loi soit raisonnable eu égard aux circonstances particulières. Dans un premier temps, la Chambre préliminaire rappelle que le droit applicable ne

	<i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Consolidée du Co-Juge d'Instruction International portant sur les Demandes de Communication de Documents Tirés du Dossier N° 003 dans le cadre du Dossier N° 002 (D100/25 et D100/29)</i>	confère pas à une personne mise en examen le "droit inhérent" à la protection de sa réputation et fait observer que, dans tous les cas, il n'existe aucune preuve manifeste que lesdites communications porteraient préjudice au droit à la protection de la vie privée et à de la réputation de MEAS Muth. » (par. 19)
3.	004/2 AO An PTC 59 D360/3 5 septembre 2018 <i>Décision sur la Requête Urgente de AO An aux fins d'Expurgation et de Mesures Provisoires</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire observe que la Requête visant à expurger l'adresse d'AO An dans l'Ordonnance de clôture (Renvoi) est intimement liée au droit à la vie privée et, plus généralement, à la protection des intérêts de la personne mise en examen, conformément à la Règle 21. Bien que la loi devant les CETC ne se réfère pas directement à la protection de la vie privée et de la réputation, la Chambre préliminaire est consciente des préoccupations exprimées par les co-avocats concernant les conséquences de la publication de l'adresse actuelle de AO An sur son droit à la vie privée. » (par. 11)

2. Renonciation aux Droits

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	<p>« Une question soulevée dans l'appel est celle de savoir si la décision de la personne mise en examen de laisser le débat contradictoire se tenir sans se faire assister par un avocat peut être considérée comme une renonciation juridiquement valide au droit à une représentation légale. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire constate que la règle 58 2) ne s'applique pas au débat contradictoire sur le placement ou le maintien en détention provisoire. » (par. 17)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut que la possibilité de renoncer au droit à l'assistance d'un avocat lors du débat contradictoire peut être déduite de la règle 63 1). En effet, cette règle dispose que la personne mise en examen qui n'a pas encore d'avocat doit être informée de son droit à en avoir un; il s'ensuit qu'elle peut renoncer à ce droit. » (par. 18)</p> <p>« La Chambre préliminaire retient des décisions rendues par les deux chambres que, pour être valide, la décision de renoncer au droit d'être assisté par un conseil doit être non équivoque et volontaire, et que pour être volontaire, cette décision doit être prise en connaissance de cause ['knowing'] et à bon escient ['intelligent']. » (par. 26)</p> <p>« Pour renoncer en connaissance de cause et à bon escient à son droit à être assisté d'un avocat, la personne mise en examen doit pouvoir apprécier de manière rationnelle les conséquences d'un tel choix. » (par. 31)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que la personne mise en examen, à savoir un homme instruit qui a occupé par le passé une fonction politique élevée et qui, de surcroît, connaissait les informations qui lui ont été fournies [...], pouvait apprécier rationnellement et en pleine connaissance de cause les conséquences de sa décision de poursuivre sans avocat. » (par. 37)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire constate que, compte tenu des conditions attachées à une renonciation au droit d'être assisté par un avocat et des circonstances en l'espèce, la personne en examen a renoncé à ce droit de manière non équivoque et volontaire, et par conséquent valide. » (par. 39)</p>
2.	004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1 ^{er} mars 2016	« S'agissant de la renonciation à être présent, les juges soussignés font observer que les règles établies au niveau international exigent que l'accusé ait au préalable été notifié de la procédure pour pouvoir expressément, et par écrit, renoncer à être présent. En application des règles des tribunaux internationaux, une renonciation implicite ne suffit pas pour que le tribunal puisse décider de poursuivre la procédure en l'absence de l'accusé. Il faut encore que toutes les mesures raisonnables

	<p><i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>aient été prises pour s'assurer de sa présence. [...] La jurisprudence des juridictions chargées de la protection des droits de l'homme n'en est pas moins utile pour déterminer si, en l'absence d'une renonciation expresse, le tribunal a pris toutes les mesures raisonnables pour informer l'accusé des procédures à son encontre [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 37)</p> <p>« Le droit international ne précise pas ce que sont des mesures raisonnables prises pour s'assurer de la présence de l'accusé. Chaque cas doit être examiné au vu de l'ensemble des circonstances de l'espèce. À cet égard, les juges soussignés notent que la publication de l'acte d'accusation dans les médias n'est envisagée qu'une fois que l'accusé est introuvable ou en fuite. Elle n'est pas nécessaire, par exemple, si l'accusé est représenté par un conseil qu'il a nommé. En outre, la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire <i>Sejdovic c. Italie</i> a établi qu'un tribunal peut considérer que "certains faits avérés p[eu]vent démontrer sans équivoque que l'accusé sait qu'une procédure pénale est dirigée contre lui et connaît la nature et la cause de l'accusation et qu'il n'a pas l'intention de prendre part au procès ou entend se soustraire aux poursuites", même si la personne n'a pas été officiellement avisée des poursuites à son encontre. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 39)</p>
--	---	---

3. Aptitude à Suivre les Débats

Voir aussi [IV. C. 3. Demande d'Expertise selon les Règles 31 et 32 du Règlement Intérieur](#)

1.	<p>002 IENG Sary PTC 03 C22/I/49 2 juillet 2008</p> <p><i>Version Rédigée de la Décision Orale du 30 juin 2008 sur la Demande des Co-Avocats d'AJourner l'Audience sur les Questions liées à la Compétence</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Le simple fait qu'ils aient noté que la personne mise en examen n'était pas capable de complètement comprendre les questions très techniques liées à la compétence, n'est pas suffisant pour mener à la conclusion, à ce stade, que la Chambre préliminaire devrait nommer un expert pour examiner sa capacité mentale dans ces procédures. » (par. 7)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 10 A189/I/8 21 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel d'IENG Sary concernant la Désignation d'un Expert Psychiatrique</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire observe en outre que les documents constitutifs des CETC, le Règlement intérieur et le droit cambodgien ne définissent pas le sens précis de l'expression "aptitude à être jugée". Il n'y a pas non plus d'indication quant au moment où un examen psychiatrique peut être demandé, ou si question de la capacité mentale de la personne mise en examen peut être soulevée au stade préliminaire du procès. Comme le prescrit l'article 12 de l'Accord, la Chambre préliminaire recherchera par conséquent des orientations dans les règles procédurales établies au niveau international. » (par. 28)</p> <p>« [D]ès le début de l'instruction judiciaire devant les CETC, les personnes mises en examen jouissent de droits procéduraux [...]. » (par. 33)</p> <p>« [L]a question de la capacité d'une personne mise en examen à participer efficacement à la procédure se pose dès le moment où un individu est mis en examen pour crime devant les CETC. » (par. 34)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire juge que la demande n'est pas prématurée » (par. 35)</p> <p>« La Chambre préliminaire examinera par conséquent l'appel en déterminant s'il existe une raison suffisante de mettre en doute la capacité de la personne mise en examen à participer, avec l'aide de ses co-avocats, à la procédure et à exercer ses droits de manière suffisante pendant l'instruction. » (par. 41)</p>

3.	<p>002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]es personnes mises en examen ont en principe le droit d'avoir leur capacité à exercer de manière effective leurs droits procéduraux pendant l'instruction et la phase préliminaire évaluée par un expert si leur demande est adéquatement justifiée. » (par. 27)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire va examiner l'Appel en déterminant s'il existe une raison valable de douter de la capacité de la personne mise en examen à participer, avec l'assistance de ses co-avocats, dans les procédures et à exercer suffisamment ses droits pendant l'instruction. » (par. 35)</p> <p>« Bien que [...] les experts n'étaient pas des spécialistes en psychiatrie ou psychologie, leurs rapports mènent tous à la conclusion selon laquelle les capacités de la personne mise en examen ne sont pas significativement affectées [...]. » (par. 39)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que la personne mise en examen a fait des déclarations calmes, pertinentes, bien structurées et complètes pendant les audiences [...]. Le comportement de la personne mise en examen ne laisse aucune raison de douter de l'opinion formulée par les cardiologues. » (par. 41)</p> <p>« [L]es plaintes subjectives de la personne mise en examen sur ses capacités mentales ne permettent pas de dévier de cette conclusion ou ne justifient pas en elles-mêmes la désignation d'un expert supplémentaire. » (par. 42)</p>
----	--	--

4. Mort de la Personne Mise en Examen

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En droit cambodgien "[l]es personnes naturelles acquièrent la capacité juridique par la naissance et la perdent à leur mort". Les "droits personnels" peuvent seulement être exercés pendant la durée de la vie d'un individu et ne s'héritent pas. En l'absence de tout dommage avant le décès de IENG Sary, ses héritiers n'ont pas de droit de faire valoir un préjudice en son nom. » (par. 63)</p> <p>« Dans ces circonstances, la Chambre préliminaire peut seulement identifier un intérêt potentiel au nom des proches de IENG Sary de préserver leur mémoire du défunt, selon les principes établis dans la jurisprudence française et en matière de droits de l'homme qui ne semblent pas contredire le droit cambodgien. » (par. 64)</p> <p>« Les intérêts distants des proches de IENG Sary dans la procédure devant les CETC pourraient potentiellement placer les co-avocats en situation de conflit d'intérêt s'il y a une indication concrète que l'appelant a l'intention de suivre une ligne de défense visant à faire porter la responsabilité des crimes allégués dans le Deuxième Réquisitoire Introductif à IENG Sary de sorte que les co-avocats pourraient être amenés à affaiblir la défense qu'ils ont construite au nom de IENG Sary. » (par. 65)</p>
----	---	--

C. Abus de Procédure

1. Général

1.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	« La Chambre préliminaire est d'avis qu'elle ne peut prendre en considération une violation [de l'Article 14 du PIDCP] que si l'organe responsable de cette violation était lié aux CETC, ou avait agi au nom d'un organe des CETC ou de concert avec un organe des CETC. » (par. 15)
2.	002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Suspension de l'Instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i>	« La Demande de suspension pour abus de procédure et l'Appel qui s'y rapporte sont fondés sur le pouvoir inhérent qu'ont les juges de veiller à ce que toute personne ait un procès équitable. La théorie de l'abus de procédure qui trouve son origine dans la common law est désormais acceptée comme faisant partie intégrante du droit et de la pratique internationaux, l'idée étant de garantir qu'il ne puisse être permis que les violations les plus graves des règles de conduite ou que des procédures, tout à fait irrégulières ou illégales, bafouent le droit au procès équitable reconnu aux personnes mises en examen ou aux accusés devant une juridiction. » (par. 10)

2. Distinction avec l'Annulation

Voir aussi [VII. C. Annulation](#)

1.	002 IENG Thirith PTC 41 D263/2/6 25 juin 2010 <i>Décision sur l'Appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Instructions (D263/1)</i>	[Traduction Non-Officielle] « Même si la requête en nullité et l'appel pour abus de procédure sont chacun fondés sur des motifs d'appel similaires, les conséquences des demandes sont différentes, l'annulation entraînant l'expurgation d'éléments du dossier de l'affaire, alors que la suspension permanente de la procédure est la mesure adaptée quand il est conclu à un abus de procédure. » (par. 1) « Si une annulation est prononcée, même de la totalité de l'instruction, rien n'empêche une nouvelle investigation de verser au dossier de l'affaire de nouveaux éléments, non entachés par ces vices. Dans le cas d'une suspension de la procédure, l'ensemble de la procédure cesserait parce que l'abus a été jugé si flagrant qu'il nuit à l'intégrité du processus dans son ensemble, il n'y aura plus d'affaire à juger. » (par. 27)
----	--	---

3. Recevabilité des Demandes d'Interruption pour Abus de Procédure

1.	<p>002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande de Suspension de l'Instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i></p>	<p>« Notant que le droit cambodgien ne prévoit pas de mécanisme pour couvrir l'abus de procédure, la Chambre préliminaire est tenue de suivre la pratique internationale, les traités et conventions d'application pertinents. [...] L'équité est l'élément primordial à prendre en compte dans toute procédure engagée devant les CETC, ainsi que l'indique la règle 21 1) a) du Règlement intérieur. La Chambre préliminaire note que le présent appel soulève une question sérieuse d'équité et qu'elle a dès lors compétence pour en connaître. » (par. 14)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« La question de savoir si la Chambre est compétente pour connaître de la Demande revient à déterminer si celle-ci soulève de sérieuses questions d'équité qu'il y a lieu d'examiner afin de garantir le droit à un procès équitable en vertu de la Règle 21 1) a) et auxquelles il ne pourrait autrement être remédié. » (par. 6)</p> <p>« Avant de pouvoir procéder à l'examen au fond des allégations présentées dans la Demande, la Chambre doit donc considérer si, dans l'hypothèse où elles s'avéreraient fondées, ces violations alléguées soulèveraient des questions sérieuses d'équité présentant un caractère suffisamment grave et flagrant pour justifier l'interruption de la procédure pour abus de procédure. S'il s'avérait que tel n'était pas le cas, il n'y aurait pas lieu d'examiner ces allégations au fond. » (par. 8)</p>

4. Critère d'Examen et Bien-Fondé des Demandes d'Interruption pour Abus de Procédure

1.	<p>002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel interjeté par IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande de Suspension de l'Instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i></p>	<p>« Au surplus, la Chambre préliminaire est d'accord avec la jurisprudence internationale antérieure selon laquelle la théorie de l'abus de procédure ne peut être invoquée que s'il apparaît clairement que les droits de l'accusé ont été violés de manière flagrante. Elle est consciente du fait que dans les affaires où sont alléguées des violations résultant principalement d'un parti pris ou d'un manque d'intégrité de l'un des juges ou de son bureau comme c'est le cas en l'espèce, il se peut qu'aucune preuve directe ne puisse être rapportée, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir l'intention de l'auteur d'une telle violation. Il se peut donc que l'Appelante soit dans l'incapacité de prouver ce qu'elle avance faute d'un aveu de la personne taxée de parti pris ou sans un recours à des preuves indiciaires. La conclusion tirée des preuves indiciaires quant à l'intention du juge doit être la seule possible vu les preuves présentées. En fin de compte, le pouvoir de suspendre la procédure sur cette base est un pouvoir discrétionnaire impliquant une appréciation judiciaire sur le point de savoir si les violations des droits de la Personne accusée ou mise en examen sont à ce point flagrantes qu'elles empêcheraient les juges d'exercer leur compétence. » (par. 26)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire aura à apprécier si l'Appelante a souffert de graves irrégularités ou s'il y a eu d'autre violation flagrante de ses droits. Elle devra être convaincue que la faute alléguée a entraîné une violation du droit de la Personne mise en examen à un procès équitable et que cette violation est à ce point flagrante que la Chambre ne peut que suspendre à titre permanent la procédure. » (par. 27)</p> <p>« La suspension de la procédure est une mesure extrême qui ne devrait assurément s'appliquer que dans des cas exceptionnels et gravissimes de violations des droits de la Personne mise en examen auxquelles il ne peut être remédié ou qui va à l'encontre de l'idée que le tribunal se fait de la justice. [...] la Chambre préliminaire a le pouvoir discrétionnaire de tenter de trouver un juste milieu entre les droits fondamentaux de la Personne mise en examen et l'intérêt de la communauté nationale et</p>
----	--	---

		<p>internationale dans la poursuite des personnes mises en examen pour violations graves du droit international humanitaire et du droit interne. » (par. 28)</p> <p>« [S]eul un cas avéré de violations flagrantes pourrait amener la Chambre préliminaire à conclure à la nécessité de suspendre la procédure pour abus de procédure. » (par. 33)</p> <p>« Les règles à appliquer en cas d'entrave à l'administration de la justice étant énoncées à la règle 35, la Chambre note qu'une telle entrave ne pourrait mener à une suspension de la procédure pour abus de procédure que si elle était telle qu'il ne pourrait y être remédié par l'application de la règle 35 2). » (par. 38)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« [A] l'exception de l'Ordonnance de clôture et du réquisitoire définitif, qui sont maintenant traduits, l'absence temporaire de traductions des documents recensés par les co-juges d'instruction comme devant être traduits ne constituerait pas, si elle était avérée, une violation suffisamment grave ou flagrante des droits de KHIEU Samphan pour justifier une suspension de la procédure. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre conclut que la simple possibilité d'erreurs de traduction, qui peut être remédiée sur simple demande au service des traductions, n'est pas suffisamment grave pour constituer une violation flagrante des droits de KHIEU Samphan susceptible de justifier l'interruption de la procédure. » (par. 16)</p> <p>« KHIEU Samphan sollicite l'interruption de la procédure sur la base d'une allégation de présomption publique de sa culpabilité émanant du Bureau de l'Administration, en raison d'une part de la publication sur le site internet des CETC d'une "note informative relative aux dossiers judiciaires" [...], et d'autre part d'une "véritable propagande en faveur des CETC et contre les personnes mises en examen". Quand bien même ces allégations s'avéreraient fondées, elles n'ont aucune influence sur la procédure judiciaire et ne constitueraient en aucun cas des violations flagrantes et graves des droits de la défense justifiant une suspension de celle-ci. » (par. 23)</p>

III. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire

A. Général

1. Compétence sur la Phase de l'Instruction

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« La Chambre note que la Demande ne constitue ni un appel ni une requête en nullité pour laquelle elle aurait compétence en vertu de la Règle 73 du Règlement intérieur. La règle 21 1) a) du Règlement intérieur stipule cependant que "la procédure des CETC doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties". [...] Dans [la décision D264/2/6], « notant que le droit cambodgien ne prévoit pas de mécanisme pour couvrir l'abus de procédure » et se fondant sur la pratique internationale, la Chambre a considéré que "l'équité est l'élément primordial à prendre en compte dans toute procédure engagée devant les CETC". Elle a conclu qu'elle avait compétence pour connaître de l'appel, qui soulevait une question sérieuse d'équité, et l'a examiné comme si elle avait été directement saisie en première instance. » (par. 5)</p> <p>« En l'espèce, la Chambre note que les co-juges d'instruction ayant rendu l'Ordonnance de clôture ne sont plus saisis du dossier et que, saisie des appels formés contre cette ordonnance, la Chambre préliminaire est la seule instance à connaître du dossier à ce stade de la procédure et en mesure d'examiner une requête de la nature de la Demande. La question de savoir si la Chambre est compétente pour connaître de la Demande revient à déterminer si celle-ci soulève de sérieuses questions d'équité qu'il y a lieu d'examiner afin de garantir le droit à un procès équitable en vertu de la Règle 21 1) a) et auxquelles il ne pourrait autrement être remédié. La Chambre considère que cette question est étroitement liée à la recevabilité de la Demande et va l'examiner dans ce contexte. » (par. 6)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Dans des décisions antérieures, la Chambre préliminaire a confirmé les responsabilités et pouvoirs dont elle est investie dans l'ordre juridique des CETC. Il ressort clairement, en particulier de la règle 73 a) du Règlement intérieur, que la compétence de la Chambre englobe la fonction de juridiction du second degré. La Chambre a également précisé que sa fonction de juridiction du second degré l'habilitait à dire le droit qui régit le stade préliminaire des dossiers de manière définitive et faisant autorité. Elle a également conclu que, dans le cas particulier d'appels visant des ordonnances de clôture, elle avait le pouvoir de délivrer une nouvelle ordonnance de clôture ou une ordonnance de clôture révisée, y compris une ordonnance de renvoi en application de la règle 79 1) du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 121)</p> <p>« Sur ce point, la Chambre préliminaire a systématiquement conclu que, si une question soulevée n'est pas traitée par le Règlement intérieur, les textes des CETC l'autorisent à se prononcer conformément au droit cambodgien et au droit international. Concrètement, en raison du peu de pratique devant les tribunaux cambodgiens, la Chambre se réfère également à d'autres systèmes inquisitoires de procédure pénale, en particulier le Code de procédure pénale français, qui a inspiré la procédure pénale du Cambodge. Quant aux normes internationales, la Chambre accorde une attention particulière aux sources qui reflètent les particularités du système de procédure pénale inquisitoire, auquel adhèrent les textes des CETC et le droit cambodgien au stade préliminaire de l'affaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 122)</p> <p>« [L]e Règlement intérieur confère à la Chambre préliminaire une compétence générale pour les "ordonnances" et les "décisions" des co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 123)</p>

2. Autorité et Pouvoirs au stade de l'Ordonnance de Clôture

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a Chambre [...] a jusqu'à présent exercé différents pouvoirs, y compris : l'examen en appel d'erreurs alléguées de droit, de fait et d'appréciation ; le règlement de questions d'importance générale concernant la jurisprudence et l'héritage des CETC ; les pouvoirs inhérents ou la compétence inhérente ; et le pouvoir d'instruire à titre subsidiaire découlant, en cas de lacunes dans le Règlement intérieur des CETC, du rôle de la Chambre de l'instruction cambodgienne. En l'espèce, la Chambre préliminaire peut faire appel à certains ou à l'ensemble de ces différents pouvoirs. » (par. 32)</p> <p>« [L]es trois premiers pouvoirs recensés ci-dessus sont bien établis dans la jurisprudence de la Chambre préliminaire ainsi que dans la jurisprudence des tribunaux pénaux internationaux. Si, jusqu'à présent, la Chambre n'a que très peu fait appel au quatrième pouvoir — le pouvoir d'instruire à titre subsidiaire — ou dans des contextes procéduraux limités, les circonstances exceptionnelles de l'espèce justifient que la Chambre l'exerce de manière plus ample. » (par. 33)</p> <p>« [L]es pouvoirs que la Chambre préliminaire pourra estimer nécessaire d'exercer en l'espèce en tant que juridiction d'instruction du second degré [...] découle[nt] de la fonction d'instance d'appel exercée au stade de l'instruction judiciaire dans les ordres juridiques de droit civil comme ceux que l'on trouve au Cambodge et en France [...]. » (par. 34)</p> <p>« Compte tenu du mécanisme et du mandat <i>sui generis</i> des CETC, la Chambre préliminaire considère que le système et la structure judiciaires des CETC sont entre autres clairement modelés sur un système inquisitoire de procédure pénale, comme cela est prévu dans le Code de procédure pénale cambodgien, lequel est à son tour inspiré du Code français de procédure pénale. » (par. 38)</p> <p>« Sur ce point, la Chambre fait observer qu'aux termes de l'article 55 du Code de procédure pénale cambodgien, "[i]l existe au sein de la Cour d'Appel une formation appelée la Chambre de l'instruction" et que, comme c'est le cas dans de nombreux autres systèmes inquisitoires, la Chambre de l'instruction est une composante essentielle et à part entière de la phase d'instruction d'une affaire. » (par. 39)</p> <p>« En tant qu'organe assimilable à la Chambre de l'instruction cambodgienne, la Chambre préliminaire des CETC tire son pouvoir de révision, en vertu de l'ordre juridique des CETC, de l'article 261 du Code cambodgien de procédure pénale, qui est libellé comme suit : "<i>Chaque fois qu'elle est saisie, la chambre de l'instruction examine la régularité de la procédure et s'assure du bon déroulement de celle-ci.</i> Elle peut, d'office, lorsqu'elle constate des causes de nullité, annuler tout ou partie de la procédure. Elle procède ainsi qu'il est dit à l'article 280 (Effet de l'annulation) de ce code." Des dispositions semblables se retrouvent dans de nombreux codes de procédure pénale d'autres systèmes inquisitoires, y compris en France. » (par. 40)</p> <p>« Quelle que soit son appellation — la Chambre de l'instruction en deuxième instance, la Chambre des mises en accusation ou la Chambre préliminaire — la présente Chambre est investie d'une compétence de dernier ressort sur la phase d'instruction devant les CETC. » (par. 41)</p> <p>« Sur ce point, la Chambre préliminaire se réfère à d'éminents auteurs qui ont notamment écrit ce qui suit : La Chambre de l'instruction peut donc être définie comme une chambre de la cour d'appel [...] dont la mission est, non seulement de connaître des appels formés contre les décisions de juridictions du premier degré que sont le juge d'instruction [...], mais aussi d'exercer un contrôle permanent sur la régularité des informations et de remplir un rôle tutélaire auprès des magistrats instructeurs aux défaillances éventuelles desquels elle peut être appelée à obvier. C'est en ce sens qu'elle peut être qualifiée de juridiction supérieure de l'instruction. » (par. 42)</p> <p>« La Chambre préliminaire fait observer que d'autres mécanismes de contrôle comparables existent dans d'autres tribunaux hybrides [...]. » (par. 43)</p> <p>« Par conséquent, la Chambre préliminaire précise que les fonctions qu'elle exerce au sein du système judiciaire des CETC inclut celles de la chambre de l'instruction, ce qui comprend à la fois une juridiction d'appel compétente pour les actes et les décisions du juge d'instruction et une juridiction d'instruction du second degré. » (par. 44)</p> <p>« S'agissant de l'espèce [...], la Chambre préliminaire ajoute que son pouvoir de révision en tant que chambre de l'instruction du second degré peut englober i) les pouvoirs de la chambre de l'instruction</p>
----	---	---

	<p>de purger de leurs irrégularités les procédures dont elle est saisie avant que l'affaire ne soit jugée ; ii) le pouvoir de la chambre de l'instruction ou de la Chambre préliminaire des CETC, dans les affaires dont elle est saisie, d'examiner complètement le dossier et de le réformer, y compris de corriger les erreurs de qualification commises par les des juges d'instruction et de relever toutes les circonstances légales qui accompagnent les faits ; et iii) <i>le droit d'examiner et de réviser le travail des juges d'instruction en procédant aux mêmes actes nécessaires à la manifestation de la vérité</i>. En d'autres termes, le pouvoir de révision permet à une telle chambre de connaître de tout ce qui se rattache à l'affaire et qu'il appartient au parquet ou au juge d'instruction de faire pour que l'instruction soit complète et régulière. » (par. 47)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire souligne que, lorsqu'elle est saisie de la procédure d'instruction finale, "l'objet de la saisine de la chambre de l'instruction n'est pas particulier, mais général. C'est l'affaire elle-même qui lui est soumise et non le dispositif d'une ordonnance". Ainsi, la chambre de l'instruction a un pouvoir de révision qui lui permet de mener à son terme l'instruction avec des actes d'instruction supplémentaires et d'évaluer la régularité de la procédure lorsque les circonstances l'exigent. » (par. 48)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que, lorsqu'elle intervient en tant que chambre de l'instruction des CETC, elle exerce le pouvoir de dernier ressort sur la phase d'instruction. Elle rappelle que l'un des objectifs importants de la Chambre préliminaire est donc d'évaluer l'ensemble de la phase d'instruction et de rendre ses conclusions définitives sur la question. La Chambre préliminaire conserve une vaste compétence matérielle sur les questions dont elle peut être saisie et détient de vastes pouvoirs pour évaluer l'intégrité des investigations et le fond de l'affaire en préservant le principe d'impartialité. » (par. 49)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que l'exercice de son pouvoir de révision en tant que chambre de l'instruction vise, avant toute chose, à garantir que la délivrance de l'ordonnance de clôture et l'instruction préparatoire remplissent les conditions énoncées aux Règles 21 et 76 du Règlement intérieur et à l'article 261 du Code de procédure pénale cambodgien. Ainsi, dans les appels visant des ordonnances de clôture, la Chambre préliminaire pourra être amenée à examiner de nombreuses questions préjudicielles avant de statuer sur les arguments des parties au fond, y compris ce que la Chambre préliminaire a identifié au fil des ans comme des questions d'importance générale pour la jurisprudence et l'héritage des CETC et/ou ses pouvoirs inhérents lorsqu'elle examine une ordonnance de clôture. » (par. 50)</p> <p>« Sur ce point, quelles que soient ses attributions particulières au titre des Règles 71 à 78 du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire est entre autres également tenue de s'assurer que la Loi relative aux CETC, le Règlement intérieur, les directives pratiques et les réglementations internes soient "interprétés de manière à toujours protéger les intérêts des suspects, des personnes mises en examen, des accusés et des victimes, et de manière à garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures" tout au long de la phase préliminaire. Elle a donc la compétence inhérente de connaître "de la diligence raisonnable des co-juges d'instruction", lorsqu'elle constitue "un facteur pertinent lorsque sont considérés les droits garantis aux victimes dans le cadre de la procédure". Elle a également la compétence inhérente « de trancher des questions juridiques incidentes découlant directement de questions dont elle est saisie », dans les cas où les textes en vigueur ne lui confèrent ni expressément ni tacitement le pouvoir de se prononcer sur une question. Cette compétence inhérente est rendue nécessaire par la nécessité absolue d'une bonne et équitable administration de la justice. » (par. 51)</p> <p>« La Chambre préliminaire fait observer que le pouvoir de révision dont elle jouit découle aussi de la Règle 76 7) du Règlement intérieur, aux termes de laquelle "[l]'ordonnance de clôture devenue définitive couvre, s'il en existe, les nullités de la procédure antérieure". Ce pouvoir de révision est à ce point important et décisif qu'"[a]ucune nullité de cette procédure ne peut plus être invoquée devant la Chambre de première instance ou la Chambre de la Cour suprême". Par conséquent, la Chambre préliminaire a la responsabilité de s'assurer, au stade de l'instruction, que soient respectés les principes fondamentaux sur lesquels repose la procédure pénale devant les CETC. » (par. 52)</p>
--	---

3. Détermination de Questions d'Intérêt Général

1.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« [L]es CETC constituent une entité indépendante <i>au sein</i> de la structure judiciaire cambodgienne et qu'elles n'ont pas compétence pour juger les activités des autres instances. Les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire n'ont donc pas compétence pour statuer sur les décisions ou actions d'autres juridictions évoluant au sein du système judiciaire cambodgien. Il en résulte qu'en jugeant que les tribunaux cambodgiens de droit commun n'ont pas compétence pour statuer sur des affaires relatives à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges, les co-juges d'instruction ont outrepassé leur mandat. » (par. 72)</p> <p>« Ceci dit, la Chambre préliminaire juge nécessaire, en sa qualité de chambre d'appel, de considérer que la question soulevée est une question d'intérêt général pour la jurisprudence et l'héritage que laisseront les CETC. » (par. 73)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Les juges internationaux considèrent que l'Appel ne contient aucun élément pouvant leur servir de fondement aux fins de réviser l'Ordonnance de renvoi. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 192)</p> <p>« Nonobstant ce qui précède, les juges internationaux rappellent que la Chambre préliminaire est habilitée, entre autres, à aborder des questions d'importance générale qui concernent la jurisprudence des CETC et l'héritage qu'elles laisseront mais qui cependant ne relèvent pas de son pouvoir d'examen en appel. Il s'agit là d'un pouvoir discrétionnaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 193)</p> <p>« [L]a question de la compétence personnelle, qui constitue une « exception péremptoire » et une question "d'intérêt général" pour la jurisprudence et l'héritage que laisseront les CETC, doit être traitée à la présente étape de la phase préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 285)</p>

4. Compétence Inhérente

Voir aussi [VII. B. 5. Recevabilité selon des Considérations d'Équité](#)

1.	<p>003 PTC 01 Spécial Doc. N° 3 15 décembre 2011</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Demande de la Section d'Appui à la Défense tendant à ce que la Chambre Préliminaire Suspende les Poursuites dont elle est Saisie dans le Dossier N° 003 afin que Puissent être Prises des Mesures Destinées à Garantir la Représentation Efficace des Suspects dans de cadre de ce Dossier</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire a précédemment invoqué sa compétence intrinsèque pour admettre des appels portant sur des demandes de suspension des poursuites et, lorsque des circonstances particulières le justifiaient, elle a également réexaminé ces demandes, quand les questions en litige dont elle était saisie touchaient à l'équité de la procédure. Un exercice accessoire de la compétence intrinsèque est conforme à la pratique en vigueur devant d'autres tribunaux internationaux ou hybrides à composante internationale [...]. » (par. 7)</p> <p>« La Chambre préliminaire peut invoquer sa compétence intrinsèque au cas par cas, à condition non seulement qu'un appel ou une demande y afférente touche à des questions fondamentales, mais également que ledit appel ou ladite demande ait été dûment soulevé. » (par. 8)</p>
2.	<p>003 Parties Civiles PTC 01 D11/1/4/2 28 février 2012</p>	<p>« [N]ous renvoyons [...] aux considérations émises par la Chambre préliminaire [...] concernant sa compétence inhérente à connaître de la diligence raisonnable des co-juges d'instruction [...]. [L]a diligence raisonnable à laquelle sont tenus les co-juges d'instruction est un facteur pertinent lorsque sont considérés les droits garantis aux victimes dans le cadre de la procédure. Il convient donc d'examiner les dispositions prises par les magistrats instructeurs et la mesure dans laquelle elles ont affecté la situation des victimes. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 6)</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Général

	<p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par SENG Chan Theary</i></p>	
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/14 11 février 2014</p> <p><i>Décision relative à la Demande des Co-Avocats de Suspendre l'Exécution de l'Ordonnance sur la Désignation d'un Avocat Temporaire pour MEAS Muth</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En l'absence de toute disposition légale dans le cadre juridique des CETC ou dans le droit cambodgien conférant expressément à la Chambre préliminaire la compétence de suspendre l'exécution d'une ordonnance rendue par les co-juges d'instruction dans l'attente de la résolution des procédures d'appel, les co-avocats sollicitent de la Chambre préliminaire qu'elle use de sa "compétence inhérente" pour faire droit à la demande de suspension, au motif qu'"elle est intrinsèquement liée à l'Appel imminent de la Décision attaquée". La Chambre préliminaire a déterminé antérieurement que, dans les cas où les dispositions légales ne prévoient pas de manière explicite ou implicite son pouvoir de statuer sur une question, elle dispose de la compétence inhérente de "trancher des questions juridiques incidentes découlant directement de questions dont [elle est] saisi[e] en rapport avec l'affaire relevant de [sa] compétence principale". La compétence inhérente est "le corollaire ou la conséquence de la compétence principale, [laquelle] est rendue nécessaire par le principe d'une bonne et équitable administration de la justice". [...] Concrètement, la Chambre préliminaire doit examiner si l'exécution immédiate de l'Ordonnance viderait de son sens le droit d'Appel de la Décision attaquée de MEAS Muth, si un tel droit existe, ou aurait des conséquences sur l'équité du processus d'appel. » (par. 16)</p>
4.	<p>003 MEAS MUTH PTC 23 C2/4 23 septembre 2015</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire de la Requête Urgente de MEAS Muth tendant au Sursis à Exécution du Mandat d'Amener Emis contre lui</i></p>	<p>« Nous relevons qu'il existe une distinction fondamentale entre la compétence inhérente <i>des CETC</i> et la compétence de la Chambre préliminaire, en tant qu'instance d'appel au sein du système judiciaire des CETC. Si la Chambre préliminaire examinait en première instance toute question incidente découlant de la compétence des CETC [...] elle usurperait le pouvoir des co-juges d'instruction, voire même celui des autres chambres des CETC. Par conséquent, pour qu'une demande présentée en première instance relève de la compétence inhérente de la Chambre préliminaire, elle doit impérativement être en rapport direct avec la procédure en appel dont est saisie la Chambre préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 11)</p> <p>« Par conséquent, nous considérons qu'une requête n'est recevable que si elle est susceptible d'avoir des conséquences sur l'équité de la procédure d'appel ou de porter atteinte à un droit reconnu d'interjeter appel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 13)</p>
5.	<p>003 MEAS Muth PTC 27 D158/1 28 avril 2016</p> <p><i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth visant à ce que la Chambre Préliminaire Retienne une Interprétation Large de la Recevabilité des Appels Interjetés contre l'Ordonnance de Clôture et Donne des Eclaircissements quant à la Procédure à suivre pour Présenter - le Cas Echéant - des Demandes en Annulation de Tout ou</i></p>	<p>« Dans le passé, la Chambre préliminaire a fait usage de sa compétence inhérente pour examiner des questions qui étaient en rapport avec des <i>appels devant être prochainement déposés</i> dans des cas où était invoqué le fait que le non-respect de droits <i>spécifiques</i> des parties puisse rendre inopérant le <i>droit d'appel conféré par les textes en vigueur</i>. Ainsi, les conditions pour faire usage de sa compétence inhérente, avant l'exercice de sa compétence principale, sont les suivantes : i) il doit exister un <i>droit d'appel conféré par les textes en vigueur</i> ; et ii) ce droit d'appel <i>peut devenir inopérant</i> en raison d'une <i>atteinte portée à des droits fondamentaux précis</i>. » (par. 12)</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Général

	<i>Partie de ladite Ordonnance</i>	
--	------------------------------------	--

5. Rôle de la Chambre d'Instruction Cambodgienne

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	<p>« Dans l'Accord [...] et dans la Loi [relatifs aux CETC] [...], on ne trouve pas de disposition visant expressément les appels contre les ordonnances de placement en détention provisoire rendues par les co-juges d'instruction. L'article 12(1) de l'Accord dispose spécifiquement que la procédure est régie par le droit cambodgien. Le Règlement intérieur prévoit spécifiquement un droit d'appel relatif aux ordonnances de placement en détention provisoire, sachant que le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge comporte une telle disposition en ce qui concerne la Chambre d'instruction. La Chambre préliminaire remplit ce rôle au sein des CETC. Par conséquent, la manière dont la Chambre préliminaire doit traiter les appels en matière de placement en détention provisoire est régie par le Livre IV: L'Instruction ; Titre 2: La Chambre d'instruction. » (par. 7)</p>
2.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs Contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	<p>« La Chambre préliminaire a déjà [...] conclu qu'au sein des CETC, elle remplissait le rôle attribué à la Chambre d'instruction dans le système de droit cambodgien. [...] [L]e Code de procédure pénale cambodgien [...] confère, de manière générale, de larges pouvoirs à la Chambre d'instruction lorsqu'elle est saisie d'un appel. » (par. 41)</p>

6. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire d'Ordonner des Actes d'Instruction

1.	002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009 <i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i>	<p>« Lorsqu'elle se prononce sur la recevabilité d'un élément de preuve produit devant elle, chaque Chambre possède le pouvoir inhérent de mener des investigations supplémentaires si cet élément de preuve suscite des questions touchant au caractère équitable du procès. » (par. 35)</p>
2.	002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la</i>	<p>« La Chambre préliminaire fait observer que le Règlement intérieur ne lui confère pas le droit d'ordonner des actes d'instruction supplémentaires mais limite plutôt son rôle en la matière en l'habilitant seulement à statuer sur les appels interjetés contre les décisions des co-juges d'instruction. Cette dérogation aux dispositions pertinentes du Code de procédure pénale cambodgien se justifie à la fois par la nature unique des affaires dont ont à connaître les CETC – qui commande de conduire des investigations à grande échelle et donne lieu à la constitution de dossiers extrêmement volumineux – et par le fait que la Chambre préliminaire n'a pas été établie ni dotée de ressources pour mener des travaux d'instruction. Puisqu'une décision concernant une demande d'actes d'instruction est une décision de nature discrétionnaire portant sur des points de fait, la Chambre préliminaire estime que compte tenu du caractère spécifique des affaires portées devant les CETC, les co-juges</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Général

	<i>Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i>	d'instruction sont les mieux placés pour apprécier s'il y a lieu de donner suite à pareille demande, en tenant compte de l'ensemble de leurs attributions et en se fondant sur leur connaissance du dossier. Dans ces circonstances, il ne serait pas opportun que la Chambre préliminaire substitue son pouvoir discrétionnaire à celui des co-juges d'instruction lorsqu'elle a à statuer sur un appel interjeté contre une ordonnance rejetant une demande d'actes d'instruction. » (par. 24)
--	---	--

7. Limites de la Compétence de la Chambre

i. Général

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	<p>« La question consiste à déterminer si les autorités judiciaires autres que les CETC ont violé [l'article 9 du Pacte relatif aux droits civils et politiques] et si cette violation peut avoir des conséquences sur les décisions prises par les organes des CETC, tels les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire. La Chambre préliminaire est d'avis qu'elle ne peut prendre en considération une violation de cette disposition que si l'organe responsable de cette violation était lié aux CETC, ou avait agi au nom d'un organe des CETC ou de concert avec un organe des CETC. » (par. 15)</p> <p>« La question de la relation entre les CETC et le Tribunal militaire est donc pertinente lorsqu'il s'agit de déterminer si les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire ont compétence pour évaluer la légalité de la détention antérieure. » (par. 16)</p> <p>« Comme les CETC n'ont aucune relation directe avec le Tribunal militaire, elles n'ont pas directement compétence pour assurer le contrôle judiciaire des actes de ce tribunal ou de la conformité de ces actes au regard du droit cambodgien. De même, il n'existe aucune preuve que le Tribunal militaire ait agi au nom des CETC en détendant la personne mise en examen ou qu'il y ait eu une action concertée entre un organe des CETC et le Tribunal militaire. » (par. 21)</p> <p>« [I]l est demandé [qu'] une réparation financière soit attribuée à M. Kaing en réparation, d'une part, des plus de huit années passées en détention provisoire et, d'autre part, du préjudice subi par lui du fait de la violation de son droit d'être jugé dans un délai raisonnable [...]. » (par. 62)</p> <p>« [I]l ne serait pas approprié pour la Chambre préliminaire de se prononcer comme on lui demande de le faire alors qu'un autre organe judiciaire pourra très bien se trouver saisi de l'affaire pour en faire le procès [...]. » (par. 63)</p>
2.	002 IENG Sary PTC 06 Spécial Doc. N° 5 29 mars 2010 <i>Décision relative à la Demande de Dessaisissement du Juge Marcel LEMONDE Présentée par IENG Sary en Application de la Règle 35 du Règlement Intérieur</i>	<p>« On ne trouve aucune disposition concernant la compétence d'aucune chambre des CETC en matière disciplinaire relativement à aucun des juges des CETC. » (par. 11)</p>
3.	002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010 <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a règle 113 ne confère pas aux parties civiles le droit d'initier l'exécution des réparations au stade préliminaire de la procédure pénale. La règle 23 <i>quinquies</i> précise que les réparations peuvent seulement être octroyées à l'encontre d'une personne condamnée. Les réparations ne pouvant être demandées qu'à une personne condamnée, elles ne peuvent être <i>exécutées</i> à l'encontre d'une personne non-accusée, non-jugée et non-condamnée. Il ne relève pas de la compétence de cette Chambre de prendre des mesures visant à exécuter une ordonnance potentielle de réparation avant qu'une chambre ne détermine la culpabilité, après un procès et sur la base de charges, qu'elle</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Général

	<p><i>Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles Concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>n'enregistre une condamnation et qu'elle ne rende une ordonnance de réparations, si nécessaire. Bien que, comme décrit plus bas, les parties civiles ont un intérêt dans les biens de la personne mise en examen, ni cet intérêt, ni aucun droit relatif à cet intérêt ne s'est cristallisé. Conformément au cadre juridique de ce Tribunal, le fait qu'aucun intérêt ou droit ne se soit cristallisé est crucial. Accorder les demandes formulées reviendrait pour la Chambre préliminaire et les co-juges d'instruction à agir au-delà de leur compétence commune. » (par. 23)</p> <p>« Conformément à la [Loi relative aux CETC], le seul pouvoir du Tribunal pour saisir des biens qui ont été illégalement acquis, ou plus particulièrement acquis à travers une conduite criminelle, revient à la Chambre de première instance. » (par. 35)</p> <p>« Une ordonnance de réparation, si elle est rendue par la Chambre de première instance, peut inclure que les frais associés sont supportés par la personne condamnée. Ceci peut exiger un accès aux biens de cette personne. [...] Ce Tribunal n'a pas l'autorité pour prendre des mesures visant à préserver les biens d'une personne mise en examen dans ce but. [...] Les CETC n'ont pas la compétence d'ordonner des dommages et intérêts ou une compensation. Ce Tribunal ne pouvant accorder ce remède, il ne dispose pas non plus des moyens procéduraux utilisés par les autres cours pour prendre des mesures visant à préserver les biens dans le cadre de décisions potentielles futures. » (par. 39)</p>
4.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre [...] rappelle qu'en tout état de cause, cette question [de la constitutionnalité de la Loi relative aux CETC] n'est pas de son ressort. » (par. 98)</p>

ii. Avis Consultatifs et Spéculation

1.	<p>002 NUON Chea/Parties Civiles PTC 01 C11/53 20 mars 2008</p> <p><i>Décision relative à la Participation des Parties civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire</i></p>	<p>« Les co-avocats prétendent que des problèmes peuvent surgir dans l'avenir si le nombre de parties civiles augmente. La Chambre préliminaire a réfléchi aux implications de sa décision pour l'avenir. Dans l'exercice de sa compétence, la Chambre préliminaire ne peut pas spéculer sur des faits qui pourraient ou ne pourraient pas lui être soumis dans l'avenir, vu que sa compétence se limite à ce qui est et non à ce qui pourrait être. » (par. 48)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 60 D345/5/11 9 juin 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary Contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Requête s'Opposant à l'Application devant les CETC de la Théorie de la</i></p>	<p>« À ce stade, l'examen que feront, le cas échéant, les co-juges d'instruction de la question de la compétence des CETC en matière de responsabilité du supérieur hiérarchique relève de la spéculation. Les co-juges d'instruction ne sont pas tenus de rendre des décisions déclaratoires [...] et la Chambre préliminaire ne donne pas d'opinions consultatives et ne peut restreindre la liberté d'appréciation des co-juges d'instruction s'agissant de décisions qu'ils rendront dans l'ordonnance de clôture. » (par. 11)</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Général

	Responsabilité du Supérieur Hiérarchique	
3.	<p>004 YIM Tith PTC 11 D205/1/1/2 13 novembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire constate que l'appelant n'a pas démontré en l'espèce que la Décision attaquée, en refusant de fournir des clarifications juridiques, met en péril son droit à un procès équitable. [...] [L]e scénario envisagé dans la Demande et réitéré dans l'Appel est hypothétique à ce stade. Quand bien même ce scénario devait se réaliser, il n'est pas clairement établi quel préjudice l'appelant subirait concrètement. Les droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas des organes judiciaires qu'ils règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, en dehors de leur contexte factuel et contextuel. La Chambre préliminaire n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs. » (par. 8)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 27 D158/1 28 avril 2016</p> <p><i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth visant à ce que la Chambre Préliminaire Retienne une Interprétation Large de la Recevabilité des Appels Interjetés contre l'Ordonnance de Clôture et Donne des Eclaircissements quant à la Procédure à suivre pour Présenter - le Cas Echéant - des Demandes en Annulation de Tout ou Partie de ladite Ordonnance</i></p>	<p>« Pour ce qui est des demandes visant à ce que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur soit interprétée largement, <i>sans que le demandeur fasse état d'une violation d'un droit fondamental</i>, la Chambre préliminaire a considéré qu'elle n'était pas compétente pour connaître <i>en général</i> de demandes d'éclaircissements concernant le Règlement intérieur. Lorsque les situations envisagées par les parties dans des demandes sont <i>hypothétiques</i>, ou bien même si de telles situations venaient à se concrétiser mais qu'il est <i>difficile de déterminer le préjudice qui serait réellement porté à la partie requérante</i>, "le droit à la sécurité juridique et le droit à la transparence de la procédure n'exigent pas que les instances judiciaires règlent des questions de droit avant même qu'elles ne se présentent, sans lien avec les faits et la procédure de l'espèce. La Chambre préliminaire n'est pas compétente pour examiner des cas hypothétiques ou donner des avis consultatifs". » (par. 14)</p>
5.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/25 3 novembre 2020</p> <p><i>Décision relative à la Requête de la Co-Procureure Internationale aux fins de Dépôt de Conclusions Supplémentaires relatives à son Appel contre l'Ordonnance de Non-Lieu en Faveur de MEAS Muth</i></p>	<p>« La procédure est à présent close en l'espèce et la Chambre préliminaire examine les arguments des parties et délibère sur les appels en vertu de la règle 77 du Règlement intérieur. » (par. 30)</p> <p>« Quant à la conjecture selon laquelle la présente espèce pourrait conduire à "un autre dilemme judiciaire compromettant la bonne administration de la justice et l'obligation fondamentale des juges de résoudre les questions dont ils sont saisis", la Chambre préliminaire rappelle qu'elle a pour position constante de ne pas statuer sur la base de conjectures. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que la Requête appelle en fait la Chambre à rendre des conclusions définitives sur la procédure en cours. Cependant, les conclusions visées seront rendues en temps voulu. Il n'y a aucune raison pour que la Chambre préliminaire statue de façon prématurée sur une question qui relève du cadre d'appels en cours. » (par. 34)</p>

iii. Preuve durant la Phase Préliminaire

Voir aussi [IV. B. 5. Questions liées à la Preuve](#)

1.	002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009 <i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co- Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i>	« La Chambre note encore que, de façon générale, elle n'est pas compétente pour examiner les questions touchant à l'admissibilité de la preuve en tant que telle. Selon le Règlement, ces questions relèvent de la phase du procès. De même, le Code de procédure pénale cambodgien ne contient que très peu de dispositions régissant l'admissibilité de la preuve et celles-ci se rapportent au procès, phase du processus judiciaire à laquelle un large pouvoir d'appréciation est reconnu aux juges pour ce qui est d'admettre ou non tel ou tel élément de preuve. » (par. 20)
----	---	--

8. Relation de la Chambre Préliminaire avec les Autres Chambres

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/25 3 novembre 2020 <i>Décision relative à la Requête de la Co- Procureure Internationale Aux Fins de Dépôt de Conclusions Supplémentaires relatives à son Appel contre l'Ordonnance de Non-Lieu en Faveur de MEAS Muth</i>	« D'emblée, la Chambre préliminaire considère qu'une décision rendue par la Chambre de la Cour suprême dans un autre dossier ne saurait avoir d'incidence directe sur l'affaire en cause, notamment en raison du fait que la Chambre préliminaire est la seule instance habilitée à statuer en dernier recours sur les questions préliminaires. » (par. 31)
2.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« La Chambre de la Cour suprême a reconnu la rigoureuse séparation des pouvoirs qui caractérise l'architecture judiciaire des CETC. Tout comme la Chambre de la Cour suprême exerce incontestablement sa compétence de dernier ressort pour les phases du procès et de l'appel, la Chambre préliminaire exerce l'autorité en dernier ressort sur la phase d'instruction, soit un pouvoir découlant de son rôle de chambre d'instruction des CETC "investie d'une compétence de dernier ressort sur la phase d'instruction" et dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 267)</p> <p>« Il ne fait par conséquent aucun doute que la Chambre de la Cour suprême n'est pas compétente pour invalider une ordonnance de non-lieu ou de renvoi qui, en application d'une décision de la Chambre préliminaire, aurait été confirmée ou n'aurait pas été infirmée. La règle 76 7) du Règlement intérieur dispose en effet comme suit : "L'ordonnance de clôture devenue définitive couvre, s'il en existe, les nullités de la procédure antérieure. <i>Aucune nullité de cette procédure ne peut plus être invoquée devant la Chambre de première instance ou la Chambre de la Cour suprême.</i>" Les juges internationaux rejettent catégoriquement l'idée selon laquelle la validité juridique d'un document concernant la phase préliminaire pourrait être altérée rétrospectivement par la Chambre de la Cour suprême. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 268)</p> <p>« La Chambre de la Cour suprême n'as pas compétence non plus pour imposer à la Chambre préliminaire le contenu d'une décision par défaut prise par celle-ci aux termes de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Une semblable atteinte à la séparation des pouvoirs judiciaires au sein des CETC</p>

	<p>nuirait gravement au bon fonctionnement de ces dernières. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 269)</p> <p>« En résumé, les décisions de la Chambre préliminaire sur les questions afférentes à la phase préliminaire sont contraignantes et absolues, notamment concernant la validité ou la nullité des documents relevant de cette phase et concernant le fonctionnement de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Ses décisions ne sont pas susceptibles de voies de recours et ne sauraient être altérées rétrospectivement par une autre instance judiciaire des CETC. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 270)</p> <p>« Nonobstant son statut d'instance de dernier ressort pour les phases de procès et d'appel, la Chambre de la Cour suprême ne possède indubitablement aucune autorité pour mettre un terme à des poursuites qui en sont encore au stade préliminaire de la procédure. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 278)</p> <p>« De plus, comme cela ressort clairement du Règlement intérieur des CETC, et compte tenu de la logique encadrant la répartition des pouvoirs judiciaires en leur sein, la Chambre de la Cour suprême n'est absolument pas compétente pour ordonner l'arrêt des poursuites en invoquant des vices de procédure qui auraient entaché la phase préliminaire. La Chambre de la Cour suprême n'avait pas davantage le pouvoir d'invalider rétrospectivement une ordonnance de clôture rendue dans le dossier n° 004/2 dès lors que celle-ci n'avait pas été invalidée en application de la décision par défaut de la Chambre préliminaire. Enfin, la Chambre de la Cour suprême n'aurait pas pu mettre fin aux poursuites engagées dans le dossier n° 004/2 puisque, selon sa propre logique, ce dossier en était toujours à la phase préliminaire et n'avait donné lieu à aucune ordonnance de clôture valide. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 282)</p> <p>« Compte tenu de la rigoureuse séparation des compétences judiciaires prévue par le cadre juridique des CETC, et au vu des erreurs de raisonnement identifiées ci-dessus, il n'existe tout simplement aucune justification en droit pouvant conduire la Chambre préliminaire à adopter la position de la Chambre de la Cour suprême dans le dossier n° 004/2 en tant que jurisprudence déterminante ou même convaincante pour le dossier n° 003. Par conséquent, les juges internationaux considèrent que la conclusion dégagée par la Chambre de la Cour suprême dans le dossier n° 004/2 ne constitue pas une autorisation pour la Chambre préliminaire de mettre automatiquement fin aux dossiers restants ayant fait l'objet d'ordonnances de clôture contradictoires. Chaque dossier doit être soigneusement examiné sur le fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 283)</p>
--	---

B. Compétence Expresse de la Chambre Préliminaire

1.	003 PTC 01 Spécial Doc. N° 3 15 décembre 2011 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Demande de la Section d'Appui à la Défense Tendant à ce que la Chambre Préliminaire Suspende les Poursuites dont elle est Saisie dans le Dossier N° 003 afin que Puissent être Prises des Mesures Destinées à Garantir la Représentation Efficace des Suspects dans de cadre de ce Dossier</i>	« Comme le prévoit le Règlement intérieur, la Chambre préliminaire a notamment expressément compétence pour connaître des règlements des désaccords entre les co-procureurs, des règlements des désaccords entre les co-juges d'instruction, des appels interjetés contre des décisions des co-juges d'instruction, telles que visées par la règle 74, des requêtes en nullité pour vices de procédure, telles que visées par la règle 76, et des appels prévus aux règles 11 5) et 6), 35 6), 38 3) et 77 bis. » (par. 6)
----	--	--

1. Règlement des Désaccords

Voir aussi [VII. A. Règlement des Désaccords](#)

2. Appels contre les Décisions des Co-Juges d'instruction en vertu de la Règle 74 du Règlement Intérieur

Voir aussi [VII. B. Appels \(Général\)](#)

3. Requête en Nullité en vertu de la Règle 76 du Règlement Intérieur

Voir aussi [VII. C. Annulation](#)

C. Procédure de Récusation

1. Compétence de la Chambre Préliminaire

1.	<p>002 IENG Sary PTC 03 Doc. N° 5 30 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Demande de IENG Sary tendant à ce que des Mesures Appropriées Soient Prises à la suite de Certaines Déclarations du Premier Ministre HUN Sen Mettant en Cause l'Indépendance des Juges Katinka LAHUIS Et Rowan DOWNING, de la Chambre Préliminaire</i></p>	<p>« La mesure envisagée à la règle 34, règle [...] est la récusation. Or, dans pareil cas, c'est au demandeur qu'il incombe de démontrer que, pour un observateur objectif, le juge concerné laisse entrevoir une apparence de partialité. [L]a Chambre préliminaire n'est pas tenue d'agir quand le demandeur ne satisfait pas cette obligation. Le Règlement intérieur n'autorise pas la Chambre préliminaire à entreprendre une enquête aussi générale, pas plus qu'il ne l'habilite à ordonner une enquête sur des allégations d'apparence de partialité ou de parti pris réel qui ne sont pas étayées par des preuves suffisantes. Conclure autrement reviendrait à renverser la lourde charge de la preuve qui pèse sur le demandeur pour réfuter la présomption d'impartialité dont bénéficie un juge. » (par. 10)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 01 Spécial Doc. N° 7 9 décembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Demande de Dessaisissement du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par IENG Sary</i></p>	<p>« [Les règles 34 2) et 34 5)], lues conjointement, indiquent que la Chambre préliminaire est compétente pour examiner la Demande [de récusation]. » (par. 10)</p>

2. Droits des Parties selon la Règle 34 du Règlement Intérieur

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« [L]e droit de la Personne mise en examen à un tribunal indépendant et impartial est garanti tant par les textes fondateurs des CETC que par le Règlement et les instruments internationaux auxquels le Gouvernement royal cambodgien est partie. » (par. 42)</p> <p>« [T]oute partie peut avoir recours, au cas par cas, à la règle 34 du Règlement pour faire valoir toute préoccupation quant à une conduite particulière ou une apparence de partialité de [certains juges]. » (par. 45)</p>
----	--	--

3. Recevabilité selon la Règle 34 du Règlement Intérieur

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 02 Spécial Doc. N° 7 14 décembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Demande de Récusation du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par KHIEU Samphan</i></p>	<p>« Selon les termes de la règle 34 3), le requérant doit joindre tous les éléments de preuve pertinents à la requête en récusation. » (par. 22)</p>
2.	<p>002 NUON Chea PTC 09 Spécial Doc. N° 8 10 septembre 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Demande de Récusation du Juge YOU Bunleng</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Une requête en récusation doit être déposée "dès que la partie a connaissance de l'un des motifs en question" et "présentée [...] avant l'ordonnance de clôture". » (par. 12)</p> <p>« La Chambre préliminaire doit d'abord déterminer les "motifs" de la requête dans le sens de la règle 34 3). La Chambre préliminaire considère qu'il n'existe pas de différence juridique entre les termes "causes" dans l'article 557 du Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge et "motifs" sous la règle 34 3). » (par. 15)</p> <p>« La règle 34 3) n'exige pas qu'une requête en récusation soit déposée dès qu'une partie a pris connaissance des "éléments de preuve" [...]. Au contraire, la règle 34 3) énonce qu'une telle requête doit être présentée dès que la partie a connaissance des "motifs". [...] » (par. 18)</p> <p>« La règle 34 3) requiert généralement qu'une partie dépose une requête dès qu'elle a connaissance des éléments de preuve en question. La Chambre préliminaire considère également que sous la règle 34 3) une partie peut avoir connaissance "des éléments de preuve" avant qu'elle n' "[ait] connaissance" des motifs de récusation. » (par. 19)</p> <p>« La Chambre préliminaire n'a pas toujours reçu les "éléments de preuve anciens" fournis par un requérant en tant que "preuves" sous-tendant une requête en récusation. Sinon, la condition de requête déposée dans les délais conformément à la règle 34 3) perdrait son sens et il n'y aurait aucune limite concernant le caractère ancien des éléments de preuve pouvant être présentés par un requérant. La Chambre préliminaire statuera sur la recevabilité de tels éléments de preuve anciens au cas par cas conformément au Règlement intérieur. » (par. 20)</p> <p>« [E]n vertu de la règle 34 3), une requête en récusation est irrecevable si elle "n'indique pas clairement les motifs". » (par. 24)</p> <p>« [I]l y a lieu de vérifier si une requête en récusation présente des motifs clairs avant l'examen sur le fond dont une telle vérification est distincte. Pour remplir la condition de motivation claire dans le cadre de l'examen de la recevabilité, la requête ne doit identifier qu'un seul motif de récusation de manière claire pour permettre à la Chambre de conduire son propre examen du ou des motifs. » (par. 26)</p> <p>« La règle 34 3) ne nécessite pas que les éléments de preuve sous-tendant la requête proviennent du même dossier devant les CETC ou d'un quelconque autre dossier des CETC. La règle 34 2) requiert que le ou les motifs de récusation, y compris les preuves afférentes, soient "dans" ou "concernent" [le dossier en question]. » (par. 27)</p>

4. Test de Partialité

1.	<p>002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008</p> <p><i>Décision Publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que "le point de départ pour tout examen d'une allégation de partialité" est qu'"un juge bénéficie d'une présomption d'impartialité". "Cette présomption découle de leur serment de prise de fonction et des qualifications nécessaires à leur nomination et place une charge lourde sur la partie requérant la récusation pour renverser cette présomption". » (par. 15)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que cette présomption d'impartialité s'applique aux juges des CETC. » (par. 16)</p> <p>« Il revient à l'appelant d'apporter suffisamment d'éléments de preuve pour satisfaire la Chambre préliminaire que le juge en question peut objectivement être perçu comme partial. Un seuil élevé s'applique pour renverser la présomption d'impartialité. » (par. 19)</p> <p>« La jurisprudence des tribunaux internationaux est conforme au critère de partialité appliqué ici. La Chambre d'appel du TPIY a jugé dans le dossier <i>Furundzija</i> que :</p> <p style="padding-left: 40px;">Un Juge n'est pas impartial si l'existence d'un parti pris réel est démontrée.</p> <p style="padding-left: 40px;">Il existe une apparence de partialité inacceptable :</p> <p style="padding-left: 40px;">i) si un juge est partie à l'affaire, s'il a un intérêt financier ou patrimonial dans son issue ou si sa décision peut promouvoir une cause dans laquelle il est engagé aux côtés de l'une des parties. Dans ces circonstances, le juge est automatiquement récusé de l'affaire ;</p> <p style="padding-left: 40px;">ii) si les circonstances suscitent chez un observateur raisonnable et dûment informé une crainte légitime de partialité. » (par. 20)</p> <p>« L'observateur raisonnable selon ce test doit être "une personne bien renseignée, au courant de l'ensemble des circonstances pertinentes, y compris des traditions historiques d'intégrité et d'impartialité, et consciente aussi du fait que l'impartialité est l'une des obligations que les juges ont fait le serment de respecter". » (par. 21)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« [L]'allégation selon laquelle certains membres du personnel auraient versé de l'argent à un supérieur hiérarchique ne saurait permettre de conclure que lesdits membres du personnel peuvent influencer les juges de manière à manipuler l'issue du procès et à ainsi porter atteinte à l'impartialité et à l'indépendance des CETC et des juges. » (par. 47)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC Spécial Doc. N° 3 22 septembre 2009</p> <p><i>Décision sur la Requête de la Personne Mise en Examen en Récusation des Drs Sephen HEDER et David Boyle</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que [la règle 34] doit être appliquée de manière stricte quand les allégations sont portées à l'encontre de juges et qu'elle ne s'applique pas au personnel. » (par. 14)</p> <p>« Les règles de procédures établies au niveau international concernant la récusation s'appliquent exclusivement aux juges et ne s'étendent pas au personnel d'un tribunal. Contrairement aux allégations des co-avocats, les décisions des tribunaux internationaux concernant les officiers de justice indique que leur manque d'impartialité peut constituer un motif de récusation d'un juge avec lequel ils sont associés, pas de récusation de l'officier lui-même ou elle-même. La récusation d'un juge dans ces circonstances peut être possible quand le "critère objectif de partialité" est rempli par le requérant. La Chambre préliminaire considère que la procédure en récusation prévue à la Règle 34 du Règlement intérieur est conforme aux règles de procédure établies au niveau international. » (par. 15)</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Procédure de Récusation

		« [L]e rôle et les fonctions des enquêteurs ou juristes sont distincts de ceux des co-juges d'instruction. Conformément à [l'Accord], la [Loi sur les CETC] et le Règlement intérieur, les co-juges d'instruction ont seuls l'autorité et la responsabilité de conduire l'instruction et de déterminer ce sur quoi ils vont baser leurs décisions et ordonnances. » (par. 20)
4.	002 NUON Chea PTC 04 Spécial Doc. N° 4 23 March 2010 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Requête en Récusation du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par NUON Chea</i>	« Pour qu'un acte puisse servir à étayer une demande de récusation d'un juge, il doit être imputable à ce seul juge et pas à plusieurs. Par conséquent, les actes dont il est ici question, accomplis conjointement par les co-juges d'instruction, ne peuvent servir de fondement à une demande de récusation visant un seul de ces juges. » (par. 21)
5.	002 IENG Sary et IENG Thirith PTC 05 et 07 Spécial Docs N° 6 et 8 15 juin 2010 <i>Décision sur les Demandes d'IENG Sary et d'IENG Thirith de Récuser le Juge Marcel LEMONDE en vertu de l'Article 34 du Règlement Intérieur</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]e seuil à retenir pour renverser la présomption d'impartialité est très élevée et en l'espèce, elle ne peut l'être sur la base d'une simple différence d'opinion comme constituant un motif de récusation." (par. 53) « [D]es éléments tels que des "spéculations, croyances, conclusions, suspicions, opinions et tout autre élément non-factuel similaire" ne sont généralement pas suffisants pour fonder une récusation. La récusation judiciaire nécessite qu'une partie en faisant la demande démontre que le juge en question soit objectivement partial ou qu'il existe une apparence de parti pris. [...] [L]e seuil pour renverser la présomption d'impartialité est élevée ; il s'en suit que la Chambre préliminaire n'est pas sous obligation d'agir lorsque le requérant ne remplit la charge de la preuve. » (par. 63)

5. Preuve de Partialité

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008 <i>Décision Publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire considère que le Juge NEY Thol n'occupe pas son poste de juge de la Chambre préliminaire des CETC dans sa capacité d'officier des FARK, mais dans sa capacité personnelle. Le juge NEY Thol a été nommé conformément aux articles 3.3 et 7.2 de l'Accord et à l'article 10 <i>nouveau</i> de la Loi sur les CETC. » (par. 24) « Les éléments de preuve apportés par la Défense sur la position du Juge NEY Thol en tant que Président du Tribunal militaire et les conclusions tirées de cette position n'atteignent dès lors pas le seuil de preuve requis pour renverser la présomption d'impartialité. » (par. 26) « La Chambre préliminaire note que le simple fait qu'un juge soit un membre d'un parti politique ne mène pas nécessairement à la conclusion que ses décisions sont politiquement motivées ou influencées. Quand un juge prête serment pour prendre ses fonctions, il est présumé qu'il ou elle peut et va libérer son esprit de toutes croyances ou prédispositions personnelles inutiles. » (par. 28) « Beaucoup des moyens de preuve fournis par la Défense sont des commentaires de tiers et formulent en des termes généraux des observations sur la compétence alléguée et les motivations du corps judiciaire cambodgien en général, et pas seulement du Juge NEY Thol. Ces observations générales et ces allégations ne constituent pas des preuves pour l'appréciation d'un parti pris du Juge NEY Thol dans le cas de NUON Chea. » (par. 32) « Aucun moyen de preuve fourni par la Défense ne démontre l'existence qu'une instruction d'un parti politique a été donné au Juge NEY Thol ou qu'il agit pour le compte du PPC ou de toute autre personne. » (par. 33)
----	---	--

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Procédure de Récusation

		<p>« Considérant le seuil élevé que doit atteindre la Défense, la qualité des moyens de preuve soumis ne remplit pas le critère élevé nécessaire pour mener à la conclusion que le Juge NEY Thol a agi sous les instructions d'une organisation politique ou qu'il soit motivé politiquement. Il ne peut y avoir de conclusion de parti pris par un observateur objective informé de toutes les circonstances et questions portées devant la Chambre préliminaire. » (par. 34)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 03 Doc. N° 5 30 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Demande de IENG Sary tendant à ce que des Mesures Appropriées Soient Prises à la suite de Certaines Déclarations du Premier Ministre HUN Sen Mettant en Cause l'Indépendance des Juges Katinka LAHUIS Et Rowan DOWNING, de la Chambre Préliminaire</i></p>	<p>« Une accusation de partialité doit être étayée par des faits. Il n'y a pas lieu de récuser un juge pour la simple raison qu'il a fait l'objet de critiques dans la presse. S'il est vrai que la publication de fausses allégations de partialité peut autant ébranler la confiance du public que la publication d'allégations qui s'avèrent véridiques, il n'en demeure pas moins qu'en règle générale, les demandes de récusation ne se fondent pas sur "les rumeurs, les insinuations et les informations erronées présentées comme des faits par les journaux, pas plus que sur les menaces ou d'autres tentatives d'intimider le juge" [...]. Sont également généralement considérés comme insuffisants pour justifier une récusation : "les hypothèses, les impressions, les conclusions, les suspicions, les opinions et autres éléments non factuels", ainsi que "les rumeurs présentées comme des faits par les médias, par exemple les propos qu'on attribue à un juge ou à une autre personne et qui s'avèrent en fait erronés, déformés par rapport à la réalité ou trompeurs" [...]. » (par. 8)</p> <p>« Quiconque met en cause l'impartialité d'un juge en se fondant sur une décision de celui-ci ne peut se contenter de faire valoir que cette décision contient, le cas échéant, une erreur sur un point de droit. Ce qu'il y a lieu de démontrer, c'est que la décision en question découle, ou pourrait raisonnablement être perçue comme découlant, d'un parti pris contre le demandeur, et est effectivement sans aucun rapport avec l'application d'une règle de droit susceptible de donner lieu à différentes interprétations, ou avec l'appréciation des faits pertinents. » (par. 9)</p> <p>« S'agissant du critère applicable en la matière, à savoir celui consistant à se demander si, au vu des circonstances pertinentes, "un observateur raisonnable dûment informé" pourrait avoir une crainte légitime de partialité, la Chambre estime que, pour répondre à cette question, l'observateur raisonnable et dûment informé serait tenu de prendre en compte le serment qu'ont prêté les juges internationaux de la Chambre préliminaire quand ils ont pris leurs fonctions, les critères de qualification auxquels ils ont dû satisfaire pour être nommés à leur poste, leurs observations par rapport à la Demande, la réponse faite à l'époque par l'Organisation des Nations Unies aux allégations du Premier Ministre, les faits à l'origine de ces allégations et le contexte dans lequel celles-ci ont été formulées. » (par. 12)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 01 Spécial Doc. N° 7 9 décembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Demande de Dessaisissement du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par IENG Sary</i></p>	<p>« Replacés dans leur contexte, les propos attribués au juge Lemonde, exprimés au cours d'une réunion privée qu'il a eue avec des membres de son Bureau, ont moins de poids, en tant qu'indices de parti pris ou d'apparence de partialité, que s'ils avaient été tenus par un juge dans un lieu public. [...] [L']anglais [...] n'est ni sa première langue ni sa langue de travail [...] On ne peut donc pas donner [...] plein sens aux propos qu'il aurait tenus en anglais. » (par. 22)</p> <p>« [Le] poids [de ces éléments de preuve] est encore moindre si la phrase a été exprimée sur le ton de la plaisanterie [...]. » (par. 23)</p> <p>« Par nature, l'instruction est un processus continu de recherche et d'évaluation des preuves, à l'issue duquel les magistrats prennent une décision de renvoi ou de non lieu au regard des faits énumérés dans le réquisitoire. [...] Quand ils se forment finalement une opinion sur l'instruction, il est peu probable que les co-juges d'instruction n'aient pas une préférence quant à la nature des preuves qu'ils recherchent, et on ne peut attendre d'eux qu'il en soit autrement, étant donné qu'à ce moment, ils doivent alors avoir une idée sur les conclusions auxquelles ils pourraient aboutir au vu des preuves déjà réunies. » (par. 24)</p> <p>« Il y a lieu de différencier le cas où un juge d'instruction exprime cette préférence à son équipe de celui où il donne des instructions explicites à ses enquêteurs de ne rechercher que des éléments à charge et d'exclure les éléments à décharge de leur enquête. » (par. 25)</p>
4.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 02 Spécial Doc. N° 7 14 décembre 2009</p>	<p>« [Un] juge fonde sa conduite sur les règles de droit et sur les circonstances propres à chaque espèce et [...] "[l]e moment où les décisions sont rendues dépend de nombreux éléments". » (par. 33)</p> <p>« La Chambre [...] "est tenue d'examiner le contenu des décisions judiciaires citées comme preuve de parti pris" et [...] "l'objectif de cet examen n'est pas de détecter des erreurs, mais de déterminer si d'éventuelles erreurs démontrent que le ou les juges visés nourrissent réellement un parti pris ou qu'il</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Procédure de Récusation

	<p><i>Décision relative à la Demande de Récusation du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par KHIEU Samphan</i></p>	<p>existe objectivement une apparence de partialité à leur encontre" [traductions]. Elle fait en outre observer qu'"une éventuelle erreur sur un point de droit ne suffit pas : il faut montrer que la décision découle ou pourrait raisonnablement être perçue comme découlant d'un parti pris contre le requérant, et non de l'application légitime d'une règle de droit (ouverte à différentes interprétations) ou de l'appréciation des faits pertinents". » (par. 34)</p> <p>« [L]e travail d'un juge est de rendre des décisions et que celles-ci sont forcément susceptibles de provoquer le mécontentement d'une partie. Cette situation n'est pas en soi un motif de récusation, mais plutôt une raison d'interjeter appel ou d'utiliser une autre voie de recours à la disposition des parties aux stades de l'instruction, du procès et de l'appel. » (par. 35)</p>
5.	<p>002 IENG Sary et IENG Thirith PTC 05 et 07 Spécial Docs N° 6 et 8 15 juin 2010</p> <p><i>Décision sur les Demandes d'IENG Sary et d'IENG Thirith de Récuser le Juge Marcel LEMONDE en vertu de l'Article 34 du Règlement Intérieur</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e fait pour un juge d'exprimer son opinion sur l'évaluation d'un membre du personnel ne peut être interprété, par une personne familière avec le contexte, comme démontrant l'existence d'une partialité qui doit mener à la récusation de ce juge, sauf si des éléments de preuve sont fournies pour prouver que cet incident est lié au dossier et affecte les droits de la défense à un procès équitable. » (par. 52)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire ne peut comprendre pourquoi une politique relative à l'accès à une base de données du Bureau des co-juges d'instruction pourrait illustrer la partialité objective ou subjective existant à l'encontre des personnes mises en examen. » (par. 59)</p>
6.	<p>002 IENG Thirith PTC 42 D264/2/6 10 août 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Thirith Contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande de Suspension de l'instruction pour Abus de Procédure (D264/1)</i></p>	<p>« [La Chambre préliminaire] est consciente du fait que dans les affaires où sont alléguées des violations résultant principalement d'un parti pris ou d'un manque d'intégrité de l'un des juges ou de son bureau comme c'est le cas en l'espèce, il se peut qu'aucune preuve directe ne puisse être rapportée, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir l'intention de l'auteur d'une telle violation. Il se peut donc que l'Appelante soit dans l'incapacité de prouver ce qu'elle avance faute d'un aveu de la personne taxée de parti pris ou sans un recours à des preuves indiciaires. La conclusion tirée des preuves indiciaires quant à l'intention du juge doit être la seule possible vu les preuves présentées. » (par. 26)</p>

6. Autres Questions liées à la Récusation

1.	<p>002 NUON Chea PTC 04 Spécial Doc. N° 4 23 March 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à la Requête en Récusation du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire n'est pas habilitée à ordonner la moindre enquête sur des allégations d'apparence de partialité ou de parti pris réel qui ne sont pas étayées par des preuves suffisantes. » (par. 20)</p>
2.	<p>002 IENG Sary et IENG Thirith PTC 05 et 07 Spécial Docs N° 6 et 8</p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que les co-procureurs n'ont pas qualité pour agir de plein droit dans le cadre de ce type de demande. Si la Chambre préliminaire considère que les co-procureurs peuvent</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Procédure de Récusation

	<p>15 juin 2010</p> <p><i>Décision sur les Demandes d'IENG Sary et d'IENG Thirith de Récuser le Juge Marcel LEMONDE en vertu de l'Article 34 du Règlement Intérieur</i></p>	<p>être une partie intéressée, ils peuvent participer ou être autrement appelés à aider en commentant ou en déposant des observations dans les cas où la Chambre croit approprié que des points de vue soient exprimés. » (par. 20)</p>
--	---	---

D. Entrave à l'Administration de la Justice et Inconduite

1. Entrave à l'Administration de la Justice

i. Recevabilité

<p>1.</p>	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire constate que les CETC tirent leur compétence de leurs textes fondateurs, à savoir l'Accord et la Loi relative à la création des CETC. Ces instruments ne visent que "les crimes commis pendant la période du Kampuchéa démocratique". Ni l'Accord ni la Loi relative à la création des CETC ne font la moindre référence à des "agissements" qui seraient constitutifs d'"entraves à l'administration de la justice" ou de « pratiques de corruption" [...]. » (par. 24)</p> <p>« Les règles 55 10) et 58 6) du Règlement ne peuvent pas servir de fondement juridique à une demande d'actes d'instruction concernant des faits susceptibles de constituer des entraves à l'administration de la justice ou des pratiques de corruption au sein des CETC. » (par. 25)</p> <p>« La Chambre préliminaire relève en outre que des "agissements" qui seraient constitutifs d'"entraves à l'administration de la justice" sont pris en compte à la règle 35 du Règlement. Dans le préambule du Règlement, il est précisé que son objet n'est pas de définir les pouvoirs des CETC [...]. » (par. 26)</p> <p>« La règle 35 du Règlement [...] permet donc de traiter une "question particulière", comme il prévu dans le préambule du Règlement, en ce qu'elle vise à assurer le bon déroulement des procédures devant les CETC en offrant des garanties contre tout agissement inapproprié de nature à porter atteinte à l'équité des procès. La règle 35 du Règlement ne confère pas une compétence principale supplémentaire aux CETC car, en pareil cas, elle irait clairement au-delà du champ d'application du Règlement. Le pouvoir dont disposent les co-juges d'instruction ou les Chambres pour traiter les agissements susceptibles de constituer des "entraves à l'administration de la justice" est manifestement une forme de compétence subsidiaire conférée aux CETC, qui est totalement différente de celle dont il est question aux règles 55 10) et 58 6) du Règlement. » (par. 27)</p> <p>« [L]a règle 35 du Règlement ne dit pas que la procédure qu'elle prévoit peut être déclenchée à la demande d'une partie. La décision en la matière est plutôt laissée à l'appréciation des co-juges d'instruction ou de la Chambre. Par conséquent, la règle 35 du Règlement ne saurait servir de fondement aux actes d'instruction ici sollicités, et elle ne peut donc être invoquée à l'appui de l'Appel interjeté en application de la règle 74 3) b). » (par. 28)</p>
<p>2.</p>	<p>002 IENG Sary PTC 06 Spécial Doc. N° 5 29 mars 2010</p> <p><i>Décision relative à la Demande de Dessaisissement du Juge Marcel LEMONDE Présentée par IENG Sary en Application de la Règle 35 du Règlement Intérieur</i></p>	<p>« Les immunités dont jouissent les juges internationaux des CETC et les juges nationaux des CETC découlent, respectivement, de l'article 19 et de l'article 20 de [l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal cambodgien] [...]. La Loi relative [aux CETC] prévoit des dispositions analogues. » (par. 8)</p> <p>On ne trouve aucune disposition concernant la compétence d'aucune chambre des CETC en matière disciplinaire relativement à aucun des juges des CETC. La seule disposition relative à la compétence de connaître du comportement des juges dans leurs propres affaires est la règle 34 du Règlement relative aux requêtes en récusation d'un juge qui est ou a été impliqué personnellement ou financièrement dans une affaire, ou qui est ou a été associé à une affaire dans des conditions de nature à porter objectivement atteinte à son impartialité ou à donner l'apparence d'un préjugé. » (par. 11)</p> <p>« La Chambre préliminaire n'a trouvé dans le Code cambodgien de procédure pénale aucune disposition portant sur la compétence de connaître d'actes que des juges auraient commis et qui seraient constitutifs d'entraves à l'administration de la justice du fait du comportement des juges dans leurs propres affaires. » (par. 12)</p> <p>« [I]l n'existe aucune disposition dans les règles internationales de procédure et [...] aucune jurisprudence des tribunaux internationaux concernant la compétence de sanctionner des juges pour un comportement constitutif d'entraves à l'administration de la justice. » (par. 13)</p> <p>« La Demande de dessaisissement [d'un juge] visant à sanctionner celui-ci sur la base de la règle 35 du Règlement au motif de son comportement dans ses propres affaires, comportement que les co-avocats</p>

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Entrave à l'Administration de la Justice et Inconduite

		<p>qualifient comme constitutif d'entraves à l'administration de la justice, n'est donc pas recevable. » (par. 14)</p> <p>« Ce faisant, les co-avocats [en requérant le dessaisissement d'un juge] tentent d'étendre la compétence des CETC, et leur demande est rejetée. » (par. 15)</p>
3.	<p>002 NUON Chea et IENG Sary PTC 50 et 51 D314/1/12 et D314/2/10 9 septembre 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Seconde Décision sur l'Appel de NUON Chea et de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges Internationaux sur les Requêtes en Convocation de Témoins</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire a compétence pour connaître de cette question en vertu de la règle 73 c) du Règlement intérieur [...] » (par. 18)</p> <p>« De plus, la Chambre préliminaire peut examiner et statuer sur les allégations d'entrave à l'administration de la justice <i>proprio motu</i> en vertu de la règle 35 2) [...]. » (par. 20)</p>

ii. Critère d'Examen en Appel

4.	<p>002 NUON Chea et IENG Sary PTC 50 et 51 D314/1/12 et D314/2/10 9 septembre 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Seconde Décision sur l'Appel de NUON Chea et de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges Internationaux sur les Requêtes en Convocation de Témoins</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Les juges des [CETC] doivent envisager d'agir lorsqu'une action menée par un individu présente un risque pour la bonne administration de la justice. Tout juge des CETC est lié par l'article 1 du Code d'éthique judiciaire, lequel précise que "[l]es juges défendent l'indépendance de leur charge et l'autorité des [CETC] et se comportent en conséquence dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires." Dès lors qu'un juge est satisfait que des informations portées à son attention établissent un motif pour croire qu'une entrave à la justice, telle que définie par le Règlement intérieur, a eu lieu, son pouvoir d'appréciation s'en trouve restreint. Le juge ne dispose plus d'un pouvoir d'appréciation large concernant la marche à suivre. Sur ce point, l'exercice du pouvoir d'appréciation n'est aucunement comparable au pouvoir d'appréciation exercé par les co-juges d'instruction et les juges de la présente Chambre lorsqu'ils sont saisis d'autres types de requêtes ou d'appels y afférents, telle qu'une requête déposée en vertu de la règle 55 10). » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 11)</p>
----	---	---

iii. Examen du Bien-Fondé et Norme de Preuve Requise pour les Demandes selon la Règle 35 du Règlement Intérieur

1.	<p>002 NUON Chea et IENG Sary PTC 50 et 51 D314/1/12 et D314/2/10 9 septembre 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Seconde Décision sur l'Appel de NUON Chea et de IENG Sary contre</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Considérant les similitudes évidentes entre les règles concernant les entraves à l'administration de la justice dans le cadre des procédures devant les CETC et le TPIY, la Chambre préliminaire s'est fondée sur l'approche adoptée par le TPIY quand cela a été pertinent. » (par. 32)</p> <p>« L'élément de <i>mens rea</i> à la règle 35 requiert que l'individu ait commis l'entrave <i>consciemment</i> et <i>délibérément</i>. La présente chambre a précédemment observé qu' "[e]n établissant le <i>mens rea</i>, il doit être démontré que l'accusé ait agi délibérément et en connaissance de cause que cette conduite dissuaderait ou influencerait probablement un témoin ou un témoin potentiel". » (par. 35)</p>
----	---	--

<p><i>l'Ordonnance des Co-Juges Internationaux sur les Requêtes en Convocation de Témoins</i></p>	<p>« Il y a trois standards de preuve distincts devant être pris en considération pour l'examen d'une entrave à l'administration de la justice selon la règle 35. Ces standards sont (i) existence de raisons de croire ; (ii) des motifs suffisants ; et (iii) preuve au-delà du doute raisonnable. Le standard de l'existence de <i>raisons de croire</i> est établi à la règle 35 2) qui prévoit trois actions possibles lorsque "les co-juges d'instruction ou les chambres ont <i>des raisons de croire</i> qu'une personne a pu commettre l'un des actes" énumérés à la règle 35 1). Le standard <i>des motifs suffisants</i> doit être satisfait pour initier une procédure, régler la question de manière sommaire ou pour référer le litige aux autorités cambodgiennes ou aux Nations unies. Le standard de la <i>preuve au-delà du doute raisonnable</i> doit être satisfait avant qu'une sanction ne puisse être imposée à un individu ayant commis une violation de la règle 35 1). » (par. 36)</p> <p>« Le Règlement interne échoue à définir les différents standards de preuve, cependant, ils peuvent être différenciés selon le stade de l'enquête. Le standard de l'existence de <i>raisons de croire</i> comporte un seuil très bas et ne permet que d'attirer l'attention des co-juges d'instruction ou d'une chambre. La large nature de ce seuil est renforcé par l'inclusion du terme <i>peuvent</i> dans la règle 35 2). La constatation qu'il existe des raisons de croire ne requiert ou n'implique pas une conclusion sur le fond d'une allégation ou d'une suspicion d'entrave. La conclusion que le standard des raisons de croire a été satisfait et requiert en revanche que les co-juges d'instruction ou que la chambre ait déterminé qu'il existe une base matérielle ou un <i>motif</i> qui fonde leur <i>croissance</i>. Cette base matérielle ou ce <i>motif</i> doit être établi sur la base de l'examen d'une allégation ou d'une suspicion qui peut être subjectif par nature. » (par. 37)</p> <p>« Le second standard de preuve des <i>motifs suffisants</i> a été le plus correctement décrit par la Chambre d'appel du TPIY. La Chambre d'appel a observé que le standard des motifs suffisants "requiert que la Chambre de jugement établisse si les preuves devant elle donne lieu <i>prima facie</i> à un cas d'outrage au tribunal mais n'oblige pas à une conclusion sur la commission ou non d'un outrage au tribunal". La Chambre préliminaire a retenu par le passé la comparaison entre les <i>motifs suffisants</i> et le seuil <i>prima facie</i>. » (par. 38)</p> <p>« Le standard de la preuve <i>au-delà du doute raisonnable</i> doit être satisfait pour imposer une sanction contre une personne pour violation de la règle 35 1). Il s'agit d'un standard de preuve universellement accepté en matière pénale. » (par. 39)</p> <hr/> <p>« En outre, les co-juges d'instruction arrivent à la conclusion dans les Reconsidérations attaquées qu'ils "laisseront la Chambre préliminaire qui est en possession de tous les faits matériels décider si elle doit ordonner de telles investigations en vertu de la règle 35 2)...". Ce déferrement de responsabilité n'est pas satisfaisant. La règle 35 6) permet à la Chambre préliminaire de connaître et d'examiner des appels contre des décisions délivrées par les co-juges d'instruction concernant les violations alléguées de la règle 35 1). En outre, la règle 35 2) donne à la Chambre préliminaire le pouvoir d'agir indépendamment si celle-ci est satisfaite de l'existence d'une "raison de croire" qu'un individu ait "pu" commettre un acte d'entrave, cependant, le Règlement intérieur n'offre aucune base juridique sur laquelle les co-juges d'instruction peuvent rejeter une demande d'acte d'instruction ou une requête en vertu de la règle 35 et, au lieu de cela, référer ou déferer la question à la Chambre préliminaire. Il est également nécessaire de remarquer qu'une décision sur la base de la règle 35 n'est aucunement connectée au stade de la procédure comme les co-juges d'instruction semblent l'insinuer à travers leur remarque selon laquelle cette règle ne trouve application "à ce stade de la procédure". » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 4)</p> <p>« Du fait des échecs répétés des co-juges d'instruction à agir, nous estimons que la nature sérieuse des allégations d'entrave oblige la Chambre préliminaire à intervenir. Comme noté précédemment, les co-juges d'instruction doivent agir conformément à la règle 35 2) lorsqu'ils ont "des raisons de croire qu'une personne a pu commettre l'un des actes mentionnés à la sous-Règle 1 ci-dessus". Les co-juges d'instruction n'auront compétence à agir que lorsqu'une allégation relative à une conduite violant la règle 35 1) leur fournit suffisamment une "raison de croire" qu'un individu a "pu" commettre l'acte allégué. Il est important de noter que le terme « pu » abaisse le seuil du test des "raisons de croire". En examinant l'existence d'une entrave, les co-juges d'instruction n'ont seulement besoin que d'une "raison de croire" qu'un acte prohibé par la règle 35 1) a) à g) ait "pu" avoir lieu. Ce seuil peu élevé peut être contrasté avec le test des "motifs suffisants" qui n'est que marginalement plus élevé et celui du standard de justice pénale de la preuve "au-delà du doute raisonnable" qui doit être satisfait pour établir qu'une personne a violé la règle 35 1). » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 5)</p>
---	--

	<p>« Nous avons examiné les faits apportés à la Chambre soutenant les allégations d'entrave possible avec l'administration de la justice. En étudiant ces faits, nous sommes d'avis qu'aucun juge raisonnable n'aurait pu échouer à considérer que les faits mentionnés plus haut et leur déroulement constituent une raison de croire qu'un ou plusieurs membres du Gouvernement royal du Cambodge aient pu, sciemment et intentionnellement, interférer avec des témoins qui pourraient présenter un témoignage devant les co-juges d'instruction. Cette conclusion demeure valide indépendamment du fait que les témoins en cause pourraient ou ne pourraient pas avoir plus d'une raison de témoigner. Le fait le plus important est le commentaire émis par Khieu Kanharith, publié dans le Phnom Penh Post, « que [la] position du gouvernement était qu'ils ne devaient pas témoigner » en faisant référence aux six officiels. Le contexte dans lequel cette déclaration a été faite a grandement contribué à la croyance que cela pourrait correspondre à une entrave ou refléter d'autres efforts pour empêcher le témoignage des six officiels. Les circonstances formant cette "raison de croire" inclut (i) la convocation des six officiels ; (ii) le poste des personnes convoquées telles que [EXPURGÉ] ; (iii) les commentaires publics selon lesquels ils ne « doivent pas témoigner » ; (iv) l'absence subséquente de prise de contact par quiconque des six officiels avec les co-juges d'instruction pour arranger une date de rencontre ; et (v) l'absence de témoignage des six officiels. Le commentaire fait par Khieu Kanharith nous est convaincant : il existe une raison de croire qu'il, ou que ceux qui parlent en son nom, ont pu consciemment et délibérément tenter de menacer ou d'intimider les six officiels, ou d'interférer de toute autre manière avec la décision des six officiels concernant l'invitation d'entretien avec le co-juge d'instruction international. » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 6)</p> <p>« En arrivant à cette conclusion, il est important de noter qu'il ne s'agit pas d'une détermination finale sur l'occurrence ou non de la conduite alléguée, il s'agit seulement d'établir qu'il y a une raison de croire qu'une entrave a eu lieu et, par conséquent, il existe une base suffisante pour justifier d'une action, y compris en mettant en œuvre la procédure prévue par la règle 35 2) b). En outre, il est à noter que les six officiels remplissent les conditions pour être considérés comme des "témoins potentiels" tel que décrit à la règle 35 1) d). » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 7)</p> <p>« En arrivant à notre conclusion concernant l'allégation d'entrave, nous sommes d'avis que la ligne de conduite la plus appropriée serait de "mener des investigations supplémentaires pour s'assurer qu'il existe des motifs suffisants pour tenter une procédure" conformément à la règle 35 2) b). Si elle avait obtenu une supermajorité concernant la nécessité de mener une investigation, la Chambre préliminaire aurait fait face à une question de méthodologie. Selon nous, la ligne de conduite la plus appropriée aurait été pour la Chambre préliminaire de mener une investigation. Cela s'explique par le fait que, même si le Bureau des co-juges d'instruction est l'organe naturel d'enquête au sein des CETC, il a refusé de manière répétée d'enquêter sur le sujet et pourrait, dans ces circonstances, ne pas être l'organe le plus approprié pour mener une investigation sur ces allégations d'entrave. » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 8)</p> <p>« Une entrave à l'administration de la justice peut dénoter un mépris de l'indépendance de la justice. Etant donné la nature grave de ces allégations et l'origine possible des entraves alléguées, nous observons que si une quelconque partie aurait refusé de coopérer dans le cadre de l'investigation, la Chambre pourrait utiliser la règle 35 2) c) en dernier recours. Cette disposition prévoit que lorsque les co-juges d'instruction ou les chambres ont une raison de croire qu'une personne a pu avoir commis un acte d'entrave tel que décrit à la règle 35 1), ils peuvent "en référer aux autorités compétentes du Royaume du Cambodge ou de l'Organisation des Nations Unies" » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 9)</p> <p>« [L]a Chambre a le devoir de s'assurer que l'intégrité de la procédure soit préservée. » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 10)</p> <p>« Les juges des [CETC] doivent envisager d'agir lorsqu'une action menée par un individu présente un risque pour la bonne administration de la justice. Tout juge des CETC est lié par l'article 1 du Code d'éthique judiciaire, lequel précise que "[l]es juges défendent l'indépendance de leur charge et l'autorité des [CETC] et se comportent en conséquence dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires." Dès lors qu'un juge est satisfait que des informations portées à son attention établissent un motif pour croire qu'une entrave à la justice, telle que définie par le Règlement intérieur, a eu lieu, son pouvoir d'appréciation s'en trouve restreint. Le juge ne dispose plus d'un pouvoir d'appréciation large concernant la marche à suivre. Sur ce point, l'exercice du pouvoir d'appréciation n'est aucunement comparable au pouvoir d'appréciation exercé par les co-juges d'instruction et les juges de la présente Chambre lorsqu'ils sont saisis d'autres types de requêtes ou d'appels y afférents, tels qu'une requête déposée en vertu de la règle 55 10). » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 11)</p>
--	---

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Entrave à l'Administration de la Justice et Inconduite

		<p>“Empêcher que l'émergence de témoignages considérés comme pouvant favoriser la manifestation de la vérité peut contrevenir au principe de procès équitable. [...] Il est impératif que cette Chambre <i> fasse le maximum </i> pour garantir que les personnes mises en examen bénéficient d'un procès équitable. » (Opinion des Juges DOWNING et MARCHI-UHEL, par. 12)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International Contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire considère que le droit du co-procureur international de faire une déclaration publique ou d'exprimer publiquement une opinion sur l'instruction menée par les co-juges d'instruction n'est pas prévu en droit, mais qu'il est plutôt limité par les dispositions du Règlement intérieur des CETC, auxquelles il a l'obligation de se conformer. La justification de ses actes alléguée par le co-procureur international dans l'appel ne constitue pas une excuse et ne tient pas compte du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction en matière de publication d'informations à ce stade de l'instruction. Tout en reconnaissant que, en principe, et comme cela est également inscrit dans les conventions internationales applicables, la publicité de la procédure judiciaire est un principe fondamental du droit à un procès équitable, la Chambre préliminaire note que les dispositions des règles spécifiques du Règlement intérieur indiquent clairement qui, dans quelles circonstances et à quel stade de la procédure, est autorisé à faire des déclarations publiques relative à une procédure en cours. » (par. 31)</p> <p>« De surcroît, si le co-procureur international estimait que des informations relatives à l'instruction devaient être publiées il aurait dû demander aux co-juges d'instruction de le faire et en cas de refus de leur part, il aurait pu faire appel de cette décision en saisissant la Chambre préliminaire. » (par. 33)</p>

iv. Décisions selon la Règle 35 du Règlement Intérieur

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International Contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i></p>	<p>« [L]ue en contexte et conjointement avec la règle 73 du Règlement intérieur, il est clair que la règle 74 2) du Règlement intérieur prévoit le droit pour les co-procureurs d'interjeter appel des ordonnances des co-juges d'instruction qui ont trait à l'instruction. L'ordonnance attaquée ne relève pas strictement de l'instruction ; elle est plutôt liée à l'action de l'un des magistrats des CETC. Par conséquent un appel interjeté en application de la règle 74 2) du Règlement intérieur constituerait un amalgame impropre entre la situation de fait et la disposition juridique sur laquelle se fonde le co-procureur international pour établir la compétence concernant l'Appel. » (par. 16)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que ni le Règlement intérieur, ni le Code de procédure pénale cambodgien ne donnent la moindre indication quant au fondement juridique d'un appel interjeté contre une ordonnance demandant à une partie ou à un magistrat des CETC de retirer des informations. » (par. 17)</p> <p>« Dans l'Ordonnance, les co-juges d'instruction avancent que l'action du co-procureur international est en partie dépourvue de fondement juridique et constitue de surcroît une violation de l'obligation de confidentialité énoncée à la règle 56 1) du Règlement intérieur. Les dispositions juridiques sur lesquelles est fondée cette ordonnance ne se trouvent pas dans les règles du Règlement intérieur mentionnées par les co-juges d'instruction dans leur ordonnance, mais à la règle 35 du Règlement intérieur. La règle 35 1), relative aux entraves à l'administration de la justice emploie les termes "notamment la personne qui" et elle ne se limite pas aux actions spécifiquement mentionnées dans cette partie de la règle qui sont des exemples de cas susceptibles de constituer une entrave à l'administration de la justice. Le fait d'agir sans fondement juridique et de violer la confidentialité prescrite par la loi doit être considéré comme une entrave délibérée à l'administration de la justice. Les co-juges d'instruction, qui sont chargés de l'instruction, étaient fondés à adresser au co-procureur international une ordonnance concernant, ne serait-ce que ce qu'ils pensaient être, une violation de l'obligation de confidentialité, puisque la règle 35 2) du Règlement intérieur dispose qu'ils peuvent se prononcer immédiatement. » (par. 27)</p> <p>« Vu que la règle 35 6) du Règlement intérieur prévoit le droit de faire appel de ce type de décisions, l'appel du co-procureur international est recevable en vertu de cette règle du Règlement intérieur. Vu les antécédents de l'Ordonnance, apparemment fondée sur la règle 35 du Règlement intérieur, le problème n'est pas de savoir si le procureur international est autorisé à déposer seul l'appel. » (par. 28)</p> <p>« Comme elle l'a précédemment conclu, la Chambre préliminaire décidera si les co-juges d'instruction ont commis une erreur de droit ou de fait ou un abus de pouvoir discrétionnaire en rendant l'Ordonnance aux fins de rétractation. » (par. 29)</p>
----	---	--

2. Inconduite d'un Avocat selon la Règle 38 du Règlement Intérieur

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 04 C26/1/25 23 avril 2008</p> <p><i>Décision relative à la Demande d'Ajournement de l'Audience Consacrée à l'Examen de l'Appel Interjeté Contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i></p>	<p>« En refusant de continuer de participer à l'audience, le co-avocat étranger s'est indirectement retiré de la procédure en appel, ce qui porte directement atteinte au droit fondamental de la personne mise en examen à être représentée devant la Chambre préliminaire. » (par. 9)</p> <p>« Placée dans les circonstances telles que décrites ci-dessus, la personne mise en examen s'est retrouvée dans impossibilité de jouir de ce droit fondamental. C'est la raison pour laquelle la Chambre préliminaire a fait droit à la demande d'ajournement de l'audience à une date encore à préciser. » (par. 10)</p> <p>« En annonçant, le jour de l'audience, son refus de continuer à exercer, sans avoir soulevé le problème auparavant, le co-avocat étranger a agi d'une manière qui a empêché que son client voie son recours entendu promptement. C'est là une violation des droits fondamentaux de la personne mise en examen à être entendu sans délai et être représenté par un avocat de son choix, droits qui sont internationalement reconnus et d'application devant les CETC. » (par. 11)</p> <p>« [U]n avertissement [a été] donné [au co-avocat étranger] en application de la règle 38 du Règlement intérieur pour avoir adopté une conduite abusive devant la Chambre préliminaire et [pour] avoir porté atteinte aux droits de la personne mise en examen. » (par. 15)</p>
----	---	---

E. Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense (y compris les Décisions relatives aux Appels selon la Règle 11)

Voir aussi [II. B. 1. VIII. Droit à l'Assistance Juridique et à la Représentation par un Avocat](#)

1. Appels contre les Décisions de la Section d'Appui à la Défense

i. Appels selon la Règle 11 5) du Règlement Intérieur

1.	004 SON Arun PTC 18 D198/3/1/2 19 février 2015 <i>Décision de la Chambre Préliminaire sur l'Appel de SON Arun contre la Décision du Bureau des Co-Juges d'Instruction relative à l'Accréditation d'Avocat</i>	[Traduction Non-Officielle] « Conformément à la règle 11 5), la Chambre préliminaire a compétence sur les appels contre les décisions de la Section d'appui à la défense relatifs à une "demande d'inscription sur la liste des avocats". [...] SON Arun est un avocat qui représente déjà des clients devant les CETC et, conformément aux dispositions du Règlement intérieur et à la Réglementation interne de la Section d'appui à la défense concernant les demandes d'inscription d'avocats sur la liste d'avocats de la Section d'appui à la défense, la Chambre préliminaire considère que la Demande d'accréditation n'est pas une demande pour un placement aléatoire sur la liste d'avocats de la Section d'appui à la défense. Par conséquent, la Demande d'accréditation ne rentre pas dans le champ de la règle 11 5) et les décisions qui y sont liées ne sont donc pas de la compétence en appel de la Chambre préliminaire. » (par. 21)
----	--	--

ii. Appels selon la Règle 11 6) Du Règlement Intérieur

1.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats</i>	[Traduction Non-Officielle] « La règle 11 6) est applicable aux appels contre les décisions du Directeur de la SAD sur "la désignation des avocats des personnes indigentes, sur la base des critères énoncés dans la règlement interne de la Section" [...] qui concernent l'expérience et la qualification des avocats mais n'inclut pas de considération relative aux conflits d'intérêt. Le rôle de la SAD, lorsqu'elle désigne un avocat pour un suspect ou une personne mise en examen devant les CETC, se limite à examiner si les critères et conditions énoncés dans la Réglementation de la SAD sont remplis. Comme précédemment énoncé par la Chambre préliminaire "[l]e Directeur de la SAD n'a pas de pouvoir statutaire, selon le droit applicable, pour tirer des conclusions concernant les questions de conflit d'intérêt dans le processus de désignation d'avocats pour représenter les suspects, personnes mises en examen ou les accusés devant les CETC". Par conséquent, l'examen d'une décision administrative de la SAD selon la règle 11 6) n'est pas une voie de recours pour soulever des questions de conflit d'intérêts comme soumis dans la Demande de rejet. » (par. 29)
----	---	--

iii. Appels selon la Règle 21 du Règlement Intérieur

1.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael</i>	[Traduction Non-Officielle] « Cet Appel soulève une question concernant le droit de l'appelant à l'avocat de son choix. [...] Considérant que l'appelant a choisi d'être représenté par les co-avocats et que le Directeur de la SAD les a désignés, après avoir déterminé qu'ils remplissaient les conditions du schéma d'aide juridictionnelle des CETC, la Décision attaquée, en ayant démis les co-avocats, a des conséquences sur le droit de l'appelant à l'avocat de son choix. L'argument des co-avocats selon lequel cette restriction n'est pas juridiquement fondée rend nécessaire un examen en appel car "la désignation d'un avocat d'office ne devait être révoquée que si le but poursuivi – une défense adéquate de l'accusé et la bonne marche de la procédure – se trouvait gravement menacé". A cet égard, la Chambre préliminaire not que les demandes de certification de décisions d'appel rejetant la désignation d'un avocat ont généralement été accordée au [TPIY]. » (par. 32)
----	---	--

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense (y compris les Décisions relatives aux Appels selon la Règle 11)

	KARNAVAS en tant que Co-Avocats	<p>« La Chambre préliminaire conclut dès lors que l'Appel est recevable selon la règle 21. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre d'appel du TPIY a jugé dans <i>Gotovina</i> que les décisions sur la désignation d'un avocat impliquent l'exercice de discrétion, qui est examiné avec retenue. La Chambre préliminaire juge qu'aucune raison en l'espèce ne justifie de s'éloigner de ce principe. Par conséquent, la Décision attaquée ne sera infirmée que si la Chambre préliminaire juge que la décision (1) repose sur une interprétation erronée du droit applicable ; (2) repose sur une conclusion de fait manifestement erronée ; ou (3) est si injuste ou déraisonnable qu'elle constitue un abus de discrétion du CJII. » (par. 35)</p>
--	---------------------------------	--

2. Inscription des Avocats Étrangers sur la Liste des Avocats

1.	<p>17-02-2015-ECCC/PTC PTC Spécial Doc. N° 2 17 juin 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par Neville SORAB Contre la Décision de la Section d'Appui à la Défense En Réponse à sa Demande d'Inscription sur la Liste des Avocats Étrangers</i></p>	<p>« D'emblée, la Chambre préliminaire relève que le Règlement intérieur ne pose pas, en soi, les critères d'éligibilités des avocats étrangers à représenter des suspects, personnes mises en examen et accusés indigents devant les CETC ; il délègue plutôt à la Section d'appui à la défense l'autorité de définir ces critères, dans le cadre fixé par la règle 11 4). [...] Il ne fait donc aucun doute que la Section d'appui à la défense était non seulement habilitée, mais également dans l'obligation, d'adopter un règlement interne qui définisse les critères d'admission sur la liste des avocats. La question en l'espèce est de savoir si la Section a excédé le cadre qui lui était fixé par la règle 11(4)(c) iii) du Règlement intérieur. » (par. 10)</p> <p>« Considérant à la lecture même de la lettre de la Section d'appui à la défense que celle-ci ne s'est pas fondée sur la seule date de délivrance en juillet 2004 du premier diplôme universitaire du candidat mais également sur l'évaluation de chacune des fonctions qu'il a remplies pour apprécier l'expérience de l'appelant, la Chambre est en mesure d'apprécier que l'appréciation du point de départ du calcul de l'expérience de l'appelant n'a pas compromis son inscription sur la liste des avocats. » (par. 24)</p>
----	---	---

3. Désignation d'un Avocat de la Défense et Conflit d'Intérêt

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/38 17 juillet 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Les tribunaux pénaux internationaux ont généralement reconnu que les conflits d'intérêt peuvent avoir des conséquences sur l'effectivité de la représentation par un avocat et, par conséquent, mettre en péril l'équité générale de la procédure. Considérant le devoir inhérent du Tribunal d'assurer l'équité de ses procédures, il a été jugé que "la question de la qualification, de la nomination et de la commission d'office d'un conseil est susceptible d'être soumise à un examen judiciaire" lorsqu'elle est soulevée en tant que question touchant à l'équité procédurale et à la bonne administration de la justice. La Chambre préliminaire ne voit aucune erreur dans le fait que le CJII, en tant qu'organe judiciaire également soumis à l'obligation d'assurer l'équité de son instruction, s'est référé à ces principes pour évaluer sa propre compétence pour examiner la question des conflits d'intérêt soulevée dans la Demande de rejet. Le pouvoir du BCJI d'examiner les décisions de la SAD sur la désignation d'un avocat est non seulement inhérent à son devoir de garantir l'équité de la procédure mais est aussi présent dans les règles régissant les procédures devant les CETC. En effet, un conflit d'intérêt est certainement une raison légitime pour qu'un organe judiciaire décide de ne pas admettre un avocat pour représenter un défendeur devant les CETC selon l'Article 21 1) de l'Accord sur les CETC ou pour le ou la révoquer conformément à l'Article 7 du Règlement interne de la SAD. La compétence concurrente du Barreau du Royaume du Cambodge pour connaître des plaintes relatives aux conflits d'intérêt dans le cadre de procédures disciplinaires ne diminue pas la compétence des CETC pour connaître des questions de conflit d'intérêt si "[elles] affect[ent] ou [sont] susceptible d'[affecter] le droit de l'accusé à un procès équitable et rapide ou l'intégrité de la procédure". Dans des termes pratiques, les organes judiciaires des CETC, considérant leur familiarité avec les dossiers, sont dans la meilleure position pour examiner des conflits d'intérêt qui peuvent toucher l'équité des procédures. » (par. 40)</p> <p>« Le critère pour déterminer si un avocat peut représenter un nouveau client devant un tribunal international ou internationalisé lorsque la représentation d'un ancien client a cessé est exprimé dans des termes différents dans la procédure établie au niveau international, y compris au TPIY. Le critère dans ces circonstances n'est pas de savoir si le jugement de l'avocat est susceptible d'être modifié par</p>
----	---	---

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense
(y compris les Décisions relatives aux Appels selon la Règle 11)

	<p>la représentation d'un autre client [...] mais si "[c]ette affaire est la même ou étroitement liée à une autre affaire dans laquelle le conseil a auparavant représenté un autre client [...] et les intérêts du client <i>sont</i> sensiblement contraires à ceux du client antérieur [...]". Dans le cadre de représentations successives, c'est le fait que les intérêts des clients actuel et antérieur <i>soient</i> sensiblement contraires qui crée un risque que le jugement de l'avocat soit négativement altéré ; sinon, il n'y aurait aucune raison d'envisager que le jugement de l'avocat soit altéré par la représentation d'un client antérieur. » (par. 52)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire souligne que la portée des obligations d'un avocat envers un client est plus limitée après l'expiration de son mandat, de sorte qu'il est moins probable qu'un conflit d'intérêt se présente lorsque sa représentation a cessé. Tandis que le devoir de confidentialité d'un avocat est inaltéré par l'expiration du mandat, la survie de l'obligation est très controversée. Il est clair qu'après la fin du mandat de représentation, le conseil n'a plus le devoir d'<i>agir</i> dans le meilleur intérêt de son ancien client. Tout au plus, dans des affaires pénales, un avocat peut être empêché de causer un préjudice à un ancien client en affaiblissant le travail accompli en son nom. La logique de ce devoir éthique a deux aspects. D'une part, le mandat crée une attente pour le client selon laquelle l'avocat ne va pas plus tard affaiblir le travail pour lequel il ou elle a été engagé(e). D'autre part, le fait qu'un avocat agisse contre un ancien client peut créer une "apparence d'inconvenance" qui peut mener le public à perdre confiance dans le système judiciaire. L'obligation de loyauté, telle que définie, peut persister après la mort du client si les intérêts spécifiques que l'avocat avait auparavant la charge de représenter existent toujours. » (par. 53)</p> <p>« Le fait que le risque de conflit d'intérêt dans le cadre de représentations successives est plus éloigné requiert l'application d'un standard de preuve plus élevé pour révoquer un avocat dans ces circonstances, tel que reflété par la formulation utilisée dans les dispositions concernant la représentation successive dans les codes de conduite des tribunaux internationaux et internationalisés. De manière similaire, d'autres institutions internationales et juridictions domestiques ont requis un risque "significatif", "réel" ou "sérieux" pour révoquer un avocat dans le cadre de représentations successives. Cela justifie aussi donner plus de poids au consentement ou à la renonciation donnés par les clients concernés lorsque l'on examine l'existence d'un conflit d'intérêt ou la possibilité qu'il y ait été renoncé. A cet égard, il est noté que les dispositions tenant à la représentation successive de défendeurs au TPIR, au TSSL et à la CPI prévoient spécifiquement la possibilité pour les clients concernés de consentir à la représentation dans cette situation particulière. Le même principe est reflété dans un certain nombre de juridictions internationales et domestiques. » (par. 54)</p> <p>« [L]e CJII a commis une erreur en basant sa décision sur les principes établis par le TPIY dans des affaires concernant la représentation concurrente de deux défendeurs et, dans une large mesure, en appliquant le critère de l'Article 14 D) i) du Code de conduite du TPIY, étant donné que IENG Sary est aujourd'hui décédé. Le critère de la "prévoyance raisonnable" appliqué par le CJII ne trouve non seulement aucun support dans la jurisprudence du TPIY pour des affaires impliquant des représentations successives, mais ce test de la "prévoyance raisonnable" utiliser un critère beaucoup plus bas que celui des règles établies au niveau international dans ces circonstances, qui nécessitent un risque "réel" "significatif", ou "sérieux" de conflit d'intérêt. Comme le reflète la jurisprudence du TPIY, le fait que deux défendeurs soient poursuivis pour les mêmes actes criminels ou par rapport aux mêmes événements, même s'il existe une relation alléguée de supérieur-subordonné entre les deux, ne rend pas nécessairement leurs intérêts sensiblement contraires. Leurs intérêts seraient contraires seulement si l'un de défendeurs souhaitait faire porter la responsabilité à l'autre ou autrement cherchait à impliquer l'autre dans les crimes allégués. Cette situation peut être difficile à anticiper aux premiers stades de la procédure, lorsque les lignes de défense de chaque défendeur sont toujours indéfinies ou inconnues. La Chambre préliminaire reconnaît que dans le cadre d'affaires concernant des crimes de masse tels que ceux devant les CETC, compte tenu de la complexité et de la durée des procédures et de la nécessité de rendre la justice dans un temps raisonnable, les intérêts de la justice peuvent exiger que les conflits d'intérêt soient anticipés et que l'on empêche qu'ils surviennent. En même temps, le Tribunal doit rester conscient du droit fondamental des défendeurs à être représentés par l'avocat de leur choix. Pour équilibrer ces intérêts divergents et à la lumière des règles de procédure établies au niveau international, la Chambre préliminaire conclut que les organes judiciaires des CETC peuvent seulement révoquer la représentation d'un défendeur par un avocat qui a, par le passé, représenté un autre défendeur devant les CETC dans une affaire étroitement liée s'il existe un risque réel que les intérêts du nouveau client deviennent sensiblement contraires à ceux de l'ancien client. En effectuant cet examen, le Tribunal ne peut pas spéculer à propos des stratégies de défense qui peuvent ou non être adoptées. Il doit examiner s'il existe des éléments de preuve concrets que les deux défendeurs ont l'intention de présenter des défenses contraires ou d'impliquer l'autre dans les</p>
--	--

Pouvoirs de la Chambre Préliminaire - Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense
(y compris les Décisions relatives aux Appels selon la Règle 11)

	<p>crimes allégués. A cet égard, le Tribunal doit considérer toute déclaration ou consentement donné par le(s) client(s) concerné(s), qui peut indiquer la manière dont ils perçoivent leurs propres intérêts ou la manière dont ils envisagent de construire leur défense. Enfin, la Chambre préliminaire souligne que la décision de révoquer un avocat n'est pas automatique et requiert un examen général des circonstances de l'espèce, et un équilibre entre les facteurs pour déterminer si les intérêts de la justice nécessitent de restreindre le droit d'un défendeur à l'avocat de son choix. » (par. 57)</p> <p>« Il convient de noter que les parties ne remettent pas en question la conclusion du CJII selon laquelle il existe un lien de connexité entre les crimes allégués contre l'appelant dans le Second Réquisitoire introductif et les crimes pour lesquels IENG Sary a été antérieurement poursuivi dans le Dossier 002. Ainsi, il est suffisant pour la Chambre préliminaire d'examiner si les intérêts de l'Appelant sont "sensiblement contraires" à ceux de IENG Sary, ou s'il existe un risque réel, soutenu par des éléments de preuve concrets, qu'ils le deviennent, avant d'examiner si les circonstances de l'espèce nécessitent d'empêcher les co-avocats de représenter l'appelant. » (par. 58)</p> <p>« Les intérêts distants des proches de IENG Sary dans la procédure devant les CETC pourraient potentiellement placer les co-avocats en situation de conflit d'intérêt s'il y a une indication concrète que l'appelant a l'intention de suivre une ligne de défense visant à faire porter la responsabilité des crimes allégués dans le Deuxième Réquisitoire Introductif à IENG Sary de sorte que les co-avocats pourraient être amenés à affaiblir la défense qu'ils ont construite au nom de IENG Sary. » (par. 65)</p> <p>« Il n'y a pas de risque réel que la représentation par les co-avocats de l'Appelant les place dans une position qui affaiblirait leur mandat avec IENG Sary, ou qui les placerait dans la situation précaire de devoir choisir entre l'intérêt de leur ancien client et celui de leurs clients actuels de manière à les rendre des conseils inefficaces pour l'appelant. La possibilité d'un conflit d'intérêt dans ce cas est trop hypothétique et spéculative pour mettre en péril les intérêts de la justice ou l'emporter sur le droit de l'appelant d'être représenté par l'avocat de son choix. » (par. 69)</p>
--	--

IV. Instruction devant les CETC

A. Ouverture de l'Instruction

1. Exercice de l'Action Publique et Enquêtes Préliminaires

i. Rôle des Co-Procureurs

1.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Selon la loi sur les CETC, les co-procureurs sont "chargés des poursuites" tandis que les co-juges d'instruction "dirigent l'instruction". En déposant les Réquisitoires introductif et supplétifs, les co-procureurs définissent la portée de l'instruction, comme le montrent les règles 53, 55 2) et 3). » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 5)</p>
2.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« D'après la procédure en place aux Chambres extraordinaires, qui résulte à la fois de la Loi relative aux CETC et du Règlement intérieur, l'exercice de l'action publique à l'encontre d'un auteur présumé d'un crime relevant de la compétence des CETC ne peut être enclenché que par les co-procureurs, d'office ou sur la base d'une plainte. Les co-procureurs peuvent ouvrir une enquête préliminaire et ensuite une information par réquisitoire introductif, s'ils ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis. Comme nous l'avons déjà indiqué dans la présente décision, les co-juges d'instruction doivent non seulement se borner à instruire les crimes relevant de la compétence des CETC, mais ils doivent également s'en tenir, dans leurs travaux d'instruction, aux faits visés par le réquisitoire introductif ou les réquisitoires supplétifs. » (par. 51)</p> <p>« La Chambre préliminaire a connaissance du fait que l'actuel champ de l'instruction, tel qu'il est défini dans le Réquisitoire introductif et dans les réquisitoires supplétifs, peut ne pas refléter toute l'ampleur des crimes commis par les Khmers rouges [...]. Comme indiqué plus haut, conformément au droit applicable devant les CETC, c'est uniquement aux co-procureurs qu'il appartient de déterminer la portée de l'instruction, et la Chambre préliminaire n'a pas à épiloguer sur le fait de savoir si leur décision à cet égard peut avoir une répercussion sur leur capacité à prouver ce qu'ils avancent [...]. » (par. 60)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co- Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique</i></p>	<p>« [U]ne lecture attentive des règles 56 et 66 du Règlement intérieur justifie la conclusion énoncée [...], à savoir [...] que les obligations qui incombent aux co-procureurs aux termes de la règle 54 du Règlement intérieur s'appliquent <u>uniquement</u> au stade de l'enquête <i>préliminaire</i> et pas au stade de <i>l'instruction</i>, stade auquel en était l'affaire lorsque la Déclaration publique a été faite. » (par. 23)</p> <p>« De surcroît, la règle 56 du Règlement intérieur dispose que, au stade de l'instruction, les co-juges d'instruction ont seuls la responsabilité et l'obligation juridique de s'assurer que le public dispose des informations essentielles [...]. » (par. 25)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que le droit du co-procureur international de faire une déclaration publique ou d'exprimer publiquement une opinion sur l'instruction menée par les co-juges d'instruction n'est pas prévu en droit, mais qu'il est plutôt limité par les dispositions du Règlement intérieur des CETC, auxquelles il a l'obligation de se conformer. » (par. 31)</p>

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

	concernant le Dossier N° 003	
4.	003 MEAS Muth PTC 10 D87/2/2 23 avril 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de Quatorze des Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d'Instruction]</i>	[Traduction Non-Officielle] « En premier lieu, la Chambre préliminaire note que "[d]ès lors que les crimes allégués relèvent de la compétence des CETC, les co-juges d'instruction et les co-procureurs disposent d'un <i>large pouvoir d'appréciation</i> pour exercer leur <i>mandat</i> ". Le mandat des co-procureurs selon le régime des CETC est de rendre un Réquisitoire introductif s'ils ont "des raisons de penser que des <i>crimes</i> relevant de la compétence des CETC ont été commis". Lorsqu'ils parviennent à cette conclusion au cours de leur <i>enquête préliminaire</i> , les co-procureurs doivent ouvrir une instruction en déposant un réquisitoire introductif auprès des co-juges d'instruction. La Chambre préliminaire observe qu'il découle du cadre juridique des CETC que l'objet principal des enquêtes préliminaires des co-procureurs est de déterminer si des preuves indiquent que des <i>crimes</i> relevant de la compétence des CETC ont été commis, <i>l'identification de suspects</i> constituant une préoccupation secondaire voire optionnelle. » (par. 38)

ii. Confidentialité des Enquêtes Préliminaires

Voir aussi [IV. B. 6. Confidentialité de l'Instruction](#) ; [VII. D. 1. Transparence, Rapidité et Intégrité des Procédures](#)

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	« [L]a règle 78 du Règlement, relative la publication des décisions de la Chambre préliminaire dispose que "[l]es décisions et décisions par défaut de la Chambre préliminaire, y compris les opinions dissidentes, sont intégralement publiées, sauf si la Chambre préliminaire décide que la publication serait contraire aux intérêts de l'enquête préliminaire ou de l'instruction, selon le cas". » (par. 50) « Conformément à la règle 78 du Règlement, la Chambre préliminaire peut décider qu'une décision ne doit pas être publiée intégralement si sa publication risque d'être contraire aux intérêts de l'enquête préliminaire ou de l'instruction. » (par. 52)
2.	003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i>	« [C]onformément à la règle 54 du Règlement intérieur, le devoir des co-procureurs d'informer le public de l'instruction en cours se limite uniquement à i) rendre un compte-rendu objectif des réquisitoires introductifs, supplétifs et définitifs ; et ii) à rectifier toute information erronée ou de nature à induire en erreur, <i>lorsque l'affaire se trouve toujours au stade de l'enquête préliminaire</i> . » (par. 24) « [L]e droit du co-procureur international de faire une déclaration publique ou d'exprimer publiquement une opinion sur l'instruction menée par les co-juges d'instruction n'est pas prévu en droit, mais qu'il est plutôt limité par les dispositions du Règlement intérieur des CETC, auxquelles il a l'obligation de se conformer. [...] Tout en reconnaissant que, en principe, et comme cela est également inscrit dans les conventions internationales applicables, la publicité de la procédure judiciaire est un principe fondamental du droit à un procès équitable, la Chambre préliminaire note que les dispositions des règles spécifiques du Règlement intérieur indiquent clairement qui, dans quelles circonstances et à quel stade de la procédure, est autorisé à faire des déclarations publiques relative à une procédure en cours. » (par. 31)

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

iii. Conséquences des Désaccords entre Co-Procureurs

Voir aussi [VII. A. Règlement des Désaccords](#)

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	[Traduction Non-Officielle] « L'Article 6 4) de l'Accord prévoit que les co-procureurs doivent coopérer afin de parvenir à une approche commune des poursuites. [...] Lorsqu'un désaccord est porté devant la Chambre préliminaire, un co-procureur peut continuer à exécuter l'action contestée dans l'attente d'une décision de la Chambre préliminaire sauf si une des questions particulières envisagées à la règle 71 3) est en jeu. Une enquête préliminaire selon la règle 50 1) ne fait pas partie de ces questions. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 3)
----	---	--

2. Ouverture de l'Instruction

i. Réquisitoire Introductif

a. Rôle des Co-Procureurs

1.	004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « Aux CETC, comme c'est le cas en droit cambodgien, c'est aux co-procureurs qu'il incombe d'engager des poursuites ou d'entamer une action au pénal. Sur le plan juridique, ils ouvrent "une information par réquisitoire introductif qui peut être pris contre des personnes dénommées ou contre X", ce qui déclenche automatiquement l'ouverture d'une instruction concernant des crimes dont les suspects désignés, pour autant qu'il y en ait, pourraient être responsables. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 18)
----	--	--

b. Conditions de Délivrance

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	[Traduction Non-Officielle] « Il est observé que la règle 53 1) dispose que "[s]i les co-procureurs ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis, ils ouvrent une information". Par contraste, la règle 50 1) prévoit que "[l]es co-procureurs peuvent ouvrir une enquête préliminaire pour déterminer s'il existe des indices de crimes relevant de la compétence des chambres extraordinaires". La règle 53 1) emploie le mot "ouvrent", contrairement à la règle 50 1) qui utilise le terme plus discrétionnaire de "peuvent". A la lumière de ces dispositions, nous sommes d'avis qu'aucune discrétion n'a à être exercée par les co-procureurs selon la règle 53 1), contrairement à ce qui est soutenu par le co-procureur national. Une fois qu'il est conclu qu'il existe "des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis", il est fait obligation aux co-procureurs d'ouvrir une information en déposant un réquisitoire introductif. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 23)
----	---	--

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

		<p>« Conformément à la règle 53 1), les co-procureurs ouvrent une information en déposant un réquisitoire introductif, s'ils "ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis". Aucune autre condition procédurale n'est requise [...]. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 25)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« Aux termes de la règle 53 2) du Règlement intérieur, un réquisitoire introductif "est accompagné du dossier et de tout élément de preuve en possession des co-procureurs, y compris toute pièce à décharge dont ils ont une connaissance effective". Dans le Glossaire du Règlement intérieur, il est spécifié que le terme "dossier" désigne "l'ensemble des documents rendant compte des actes accomplis par procès-verbal au cours d'une enquête préliminaire ou d'une instruction, ainsi que, à tous les stades de la procédure, les demandes des parties, les décisions prises et les pièces annexes, y compris les notes d'audience". Lorsqu'ils sont lus conjointement avec la définition donnée au terme "dossier" dans le Glossaire du Règlement intérieur, les termes "tout élément de preuve en possession des co-procureurs", tels qu'énoncés à la règle 53 2), semblent désigner des documents autres que ceux décrits dans cette définition et que les co-procureurs considèrent comme éléments de preuve en ce qu'ils étayaient les faits visés dans leur réquisitoire introductif ou sont de nature à disculper un mis en examen. » (par. 32)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	<p>« Les conditions de délivrance d'un réquisitoire introductif sont posées à la Règle 53 1). » (par. 33)</p> <p>« La Chambre préliminaire relève que les dispositions régissant le Réquisitoire introductif sont incluses dans la Règle 53. La Règle 53 présente en somme deux sortes de règle concernant la validité du réquisitoire introductif. En effet, la seconde partie de la Règle 53 1) présente un certain nombre de conditions de forme prescrites pour la rédaction du réquisitoire introductif. Ainsi, le réquisitoire introductif contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Un exposé sommaire des faits ; b) La qualification juridique retenue ; c) L'indication des textes de loi qui définissent et répriment l'infraction ; d) Le cas échéant, l'identité de la personne ou des personnes contre qui l'instruction est ouverte ; e) La date et la signature des deux co-procureurs. » (par. 36) <p>« La rédaction de la première partie de la Règle 53 1) présente une autre condition de validité que l'on doit déduire de l'extrait suivant : "[s]i les co-procureurs ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis, ils ouvrent une information par réquisitoire introductif qui peut être pris contre des personnes dénommées ou contre X". Il s'agit ici plutôt d'une condition de fond. » (par. 37)</p> <p>« La Chambre préliminaire observe que la Règle 53 1) est explicitement prescrite à peine de nullité, sans distinguer entre conditions de forme ou de fond. Elle s'applique donc également à ces deux critères. » (par. 38)</p>

c. Précision du Réquisitoire Introductif

Voir aussi [II. B. 1. XIII. Droit d'Être Informé des Charges à son Encontre](#)

1.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008-ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ce sont les faits mentionnés dans les réquisitoires introductifs et supplétifs qui définissent la portée de l'instruction [...]. Un réquisitoire introductif ou supplétif se doit de mentionner les faits précis qui concernent les actes criminels allégués, la qualification juridique de ceux-ci ayant conduit les co-procureurs à avoir des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis. Il doit être suffisamment précis et faire état des actes criminels particuliers, définis par leur situation temporelle et géographique. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 7)</p> <p>« Un réquisitoire introductif si large qu'il inclurait toutes les infractions relevant de la compétence des CETC commises au Cambodge entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979, sans référence à des situations</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

	<i>Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	factuelles précises, ne serait pas suffisamment précis pour satisfaire aux conditions de la règle 53 1). » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 8)
2.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« [T]oute personne a le droit d'être informée des charges retenues contre elle. Ce droit fondamental prend naissance au moment de l'arrestation et a notamment pour vocation de garantir la pleine participation de la personne mise en examen à l'instruction. La Chambre se réfère au Règlement et relève, à la lecture comparée des dispositions de ses règles 53 1) a) et b) d'une part et 67 2) d'autre part, que le réquisitoire introductif ne doit contenir qu' "un exposé sommaire des faits" ainsi que leur qualification juridique, tandis que l'ordonnance de clôture, plus complète, doit contenir "les faits reprochés" et leur qualification juridique. Aux termes des règles 55 2) et 3) du Règlement, "[l]es co-juges d'instruction sont tenus d'instruire sur les seuls faits visés par le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif". Ils n'instruisent pas sur les faits nouveaux portés à leur connaissance au cours de l'instruction, à moins que ces faits se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire ou qu'ils aient fait l'objet d'un réquisitoire supplétif. À la lumière du droit fondamental de la personne mise en examen rappelé ci-dessus, la Chambre estime que les faits résumés dans le réquisitoire introductif peuvent – doivent même – être circonstanciés dans l'ordonnance de clôture de sorte que la Défense soit suffisamment informée des accusations sur la base desquelles se tiendra le procès. » (par. 92)</p> <p>« [L]e TPIY a précisé les faits essentiels qui devaient être présentés dans un acte d'accusation lorsque l'accusé se voyait imputer la commission d'un crime du fait de sa participation à une entreprise criminelle commune. Cette jurisprudence est pertinente dans le contexte des CETC [...]. Cela étant, en l'espèce, la Chambre doit encore déterminer si ces exigences s'appliquent aussi bien au réquisitoire introductif qu'à l'ordonnance de clôture. Il ressort tout d'abord des précédents du TPIY que l'existence d'une entreprise criminelle commune est un fait essentiel qui doit être présenté dans l'acte d'accusation moyennant certaines précisions que la Chambre de première instance du TPIY a énoncées comme suit dans l'affaire <i>Krnojelac</i> :</p> <p>" [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la nature ou l'objectif de l'entreprise criminelle commune [...], b) le moment auquel ou la période pendant laquelle l'entreprise est censée avoir existé, c) l'identité des participants à cette entreprise [...], et d) la nature de sa propre participation à cette entreprise." » (par. 93) <p>« [C]ette obligation d'informer doit, dans une certaine mesure, s'appliquer au réquisitoire introductif, de sorte que la personne mise en examen puisse exercer son droit de participer à l'instruction. Cela étant, le degré de précision exigé d'un acte d'accusation ne saurait être directement transposé à un réquisitoire introductif établi par les co-procureurs sans le bénéfice d'une enquête complète. Aussi [...] s'il est préférable que le réquisitoire introductif dénonçant la responsabilité de la personne mise en examen en tant que participante à une entreprise criminelle commune précise la ou les catégories d'entreprise criminelle commune alléguées (élémentaire ou systémique), les co-procureurs ne sont pas privés de la possibilité d'apporter cette précision au stade du réquisitoire définitif. Au plus tard, les co-juges d'instruction peuvent particulariser la ou les formes de participation dans leur ordonnance de clôture. » (par. 95)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 10 D87/2/2 23 avril 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de Quatorze des Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d'Instruction]</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Un tel Réquisitoire introductif peut, <i>si applicable</i>, contenir les noms des suspects <i>identifiés</i>. A nouveau, le contenu d'un Réquisitoire introductif est suffisant pour comprendre comment les co-procureurs ont exercé leur discrétion. » (par. 41)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p>	<p>« L'absence de précision des faits dans un réquisitoire introductif ne fait pas obstacle à l'information judiciaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 152)</p> <p>« Les juges soussignés rappellent que les dispositions régissant les réquisitoires introductif et supplétif</p>

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

	<p><i>Décision Relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>sont incluses dans la Règle 53 du Règlement intérieur. Cette disposition présente deux types de conditions concernant la validité d'un réquisitoire. La seconde partie de la Règle 53 1) porte sur les conditions de forme prescrites pour la rédaction d'un réquisitoire introductif. Ainsi, il doit contenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Un exposé sommaire des faits ; b) La qualification juridique retenue ; c) L'indication des textes de loi qui définissent et répriment l'infraction ; d) Le cas échéant, l'identité de la personne ou des personnes contre qui l'instruction est ouverte ; e) La date et la signature des deux co-procureurs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 219) <p>« La prohibition de toute auto-saisine par le co-juge d'instruction implique que le réquisitoire introductif décrive les faits qui font l'objet de la saisine. [...] L'exposé <i>sommaire</i> des faits et la qualification juridique retenue ne signifie pas, à ce stade de la procédure, que tous les éléments des crimes et les liens entre eux doivent être démontrés par les co-procureurs. En effet, le niveau de spécificité requis n'est pas aussi élevé que celui d'une ordonnance de clôture prévue à la Règle 67 2), sinon l'instruction serait vidée de son sens, le but d'une information étant précisément de vérifier ou d'exclure les raisons ayant justifié son ouverture. Les juges soussignés considèrent qu'au stade de l'ouverture de l'information judiciaire, il n'est pas nécessaire que les liens de rattachement entre les actes sous-jacents et les éléments constitutifs du chapeau du crime contre l'humanité soient étayés. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 221)</p>
5.	<p>004 YIM Tith PTC 39 D345/1/6 11 août 2017</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation des Actes d'Instruction et des Ordonnances concernant le Barrage de Kang Hort</i></p>	<p>« [A]u regard des alinéas <i>a</i> et <i>b</i> de la règle 53 1) du Règlement intérieur, les réquisitoires doivent seulement contenir un exposé sommaire des faits et la qualification retenue. La règle 53 ne contient aucune obligation faite aux co-procureurs de circonscrire les faits reprochés à "un espace géographique limité", comme le voudrait la Défense. En ce qui concerne le droit des personnes mises en examen de voir prendre à leur encontre des réquisitoires présentant un certain degré de spécificité, la Chambre préliminaire a précédemment jugé, face à l'absence de précisions supplémentaires concernant les faits visés dans un réquisitoire introductif, qu'"[i]l n'en résult[ait] toutefois pas de défaut d'information à ce stade de la procédure". Par ailleurs, si "cette obligation d'informer doit, dans une certaine mesure, s'appliquer au réquisitoire introductif, de sorte que la personne mise en examen puisse exercer son droit de participer à l'instruction [...], le degré de précision exigé d'un acte d'accusation ne saurait être directement transposé à un réquisitoire introductif établi par les co-procureurs sans le bénéfice d'une enquête complète". » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 39)</p>

d. Langue

Voir aussi [II. B. 1. XIV. Droit à la Traduction de Documents](#)

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i></p>	<p>« [I]l n'y a pas de droit absolu à recevoir la traduction en français de tous les documents. [...] [L]a traduction française doit être fournie pour l'ordonnance de clôture, les éléments de preuve sur lesquels s'appuie ce document, les réquisitoires introductif et définitif, ainsi que toutes les décisions et ordonnances rendues par des juges. » (par. 11)</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

e. Qualification Juridique des Faits

1.	004 AO An PTC 23 D263/1/5 15 décembre 2016 <i>Considérations relatives à la Requête formée par AO An aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction relatifs à Wat Ta Meak</i>	<p>« La Chambre préliminaire a également déclaré que si les qualifications juridiques proposées par les co-procureurs n'ont pas pour effet d'"étendre le champ des investigations", elles peuvent permettre de comprendre que les co-procureurs ont "des raisons de penser" qu'un crime en particulier a pu être commis, même si "le Réquisitoire introductif ne contient pas d'allégations factuelles spécifiques relatives à [ces qualifications] ", dès lors que des allégations figurant dans la partie "Crimes" et dans la partie précisant les modes de participation aux crimes permettent de telles qualifications. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 47)</p>
----	--	---

f. Distinction entre le Réquisitoire Introductif et les Réquisitoires Supplétifs

1.	003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016 <i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i>	<p>« Le supplétif diffère du réquisitoire introductif uniquement par le fait qu'il est délivré postérieurement. Il vient ajouter des éléments à celui-ci. Par conséquent, le fait que les co-juges d'instruction soient saisis des faits relatifs à un conflit armé ou à une attaque par un réquisitoire introductif et de faits relatifs aux actes sous-jacents par un supplétif ne constitue pas un problème pour qualifier un crime contre l'humanité, le cas échéant. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 222)</p>
----	---	--

ii. Réquisitoires Supplétifs

a. Conditions de Délivrance

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Il n'y a pas d'indication claire dans le Règlement intérieur concernant les conditions pour déposer un réquisitoire supplétif. Bien que la règle 55 3) suggère que les co-procureurs peuvent ajouter de nouveaux faits à une instruction en cours en déposant un réquisitoire supplétif, le Règlement intérieur ne les empêche pas de déposer à la place un réquisitoire introductif. A cet égard, nous notons que la dernière phrase de la règle 55 3) qui mentionne "[e]n l'absence de réquisitoire supplétif, le juge d'instruction n'a pas le pouvoir d'instruire sur les faits nouveaux" doit être compris comme une limite au pouvoir des co-juges d'instruction d'étendre de manière indépendante la portée de l'instruction à des faits nouveaux, plutôt que comme une obligation faite aux co-procureurs de choisir de déposer un réquisitoire supplétif. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 26)</p> <p>« A la lumière des règles 53 1), 55 2) et 55 3) et de la définition du Glossaire, nous concluons que le choix entre le dépôt d'un réquisitoire introductif ou d'un réquisitoire supplétif est, à ce stade, laissé à la discrétion des co-procureurs. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 27)</p> <p>« Compte tenu des problèmes potentiels qui sont soulevés par le dépôt d'un réquisitoire supplétif, [...] nous considérons le raisonnement soutenant l'idée que le Nouveau Réquisitoire n'est pas nécessaire [...] suffisant pour bloquer le dépôt de ce Nouveau Réquisitoire [...]. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 29)</p>
----	---	---

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

<p>2.</p>	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« [...] [L]e fait pour les co-juges d'instruction d'annoncer aux parties qu'ils estiment que l'instruction est close fait courir des délais pour la présentation d'actes d'instruction. Le Règlement intérieur ne donne pas expressément aux co-procureurs la possibilité de déposer un réquisitoire supplétif à ce stade de la procédure, mais il ne l'exclut pas non plus. » (par. 14)</p> <p>« Une lecture conjointe des règles 55 3) et 55 10) montre que, bien que les Parties civiles et les Demandeurs puissent demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles, le champ de l'instruction est défini par le réquisitoire introductif et le réquisitoire supplétif. Pour la Chambre préliminaire, la restriction qu'impose la règle 55 3) aux co-juges d'instruction – qui ne les autorise à instruire des faits nouveaux que lorsque ceux-ci se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire ou lorsqu'ils ont été visés dans un réquisitoire supplétif déposé par les co-procureurs – vaut également pour les Parties civiles et les Demandeurs. En effet, si ces derniers peuvent porter des faits nouveaux à l'attention des co-juges d'instruction ou des co-procureurs, ils ne sont pas habilités à demander la conduite d'actes d'instruction sur ces faits, à moins que ceux-ci n'aient été inclus dans un réquisitoire supplétif des co-procureurs. » (par. 17)</p> <p>« [D]evant les CETC, c'est aux co-procureurs qu'appartient exclusivement la responsabilité de décider d'étendre l'instruction au-delà de son champ initial et de celui des réquisitoires supplétifs existants. » (par. 18)</p> <p>« La règle 55 3) limite le champ de l'instruction à celui qui est défini par le réquisitoire introductif et les réquisitoires supplétifs. Dès lors, si, en l'espèce, au cours de l'instruction, des faits nouveaux sont portés à la connaissance des co-juges d'instruction, ces derniers doivent en informer les co-procureurs (qui sont les seuls habilités à déposer des réquisitoires supplétifs), à moins que ces faits nouveaux se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire introductif ou supplétif. En effet, les co-juges d'instruction ne peuvent pas instruire ces faits à moins d'avoir reçu un réquisitoire supplétif les exposant. » (par. 30)</p> <p>« Si, en principe, les co-procureurs peuvent déposer un réquisitoire supplétif jusqu'à l'Ordonnance de clôture et donc élargir le champ de l'instruction tel qu'il a été défini dans le Réquisitoire introductif et éventuellement dans les réquisitoires supplétifs antérieurs, on ne peut pas dire que le champ de l'instruction soit "indéfini" jusqu'à ce que l'Ordonnance de clôture soit rendue. À tout moment jusqu'à la délivrance de l'Ordonnance de clôture, le champ de l'instruction est défini par les documents susmentionnés déposés par les co-procureurs. » (par. 48)</p>
<p>3.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« Selon le Glossaire du Règlement intérieur, est appelé réquisitoire supplétif "le réquisitoire écrit des co-procureurs demandant aux co-juges d'instruction de rendre une ordonnance ou d'accomplir des actes supplémentaires au cours d'une instruction". À première vue, le libellé exact de la définition laisse entendre que seules les demandes visant à ce que les co-juges d'instruction accomplissent un acte, qu'il s'agisse de prononcer une décision ou d'étendre les enquêtes en cours, peuvent constituer des réquisitoires supplétifs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 13)</p> <p>« Les juges soussignés considèrent que les formalités énoncées à la règle 53 1) du Règlement intérieur s'appliquent également aux réquisitoires supplétifs [...]. Hormis la règle 53 qui porte exclusivement sur les réquisitoires introductifs, les règles 54, 55 2), 55 3), 55 4), 63 3) a), 66 bis 1) et 71 3) portent sur les réquisitoires aussi bien introductif que supplétif. Étant donné que c'est l'ensemble de ces réquisitoires qui définissent la portée de l'instruction et qu'ils doivent être examinés ensemble, les juges soussignés considèrent que ces conditions formelles s'appliquent aussi bien aux réquisitoires introductifs que supplétifs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 16)</p> <p>« La règle 53 3) du Règlement intérieur prévoit que les formalités énoncées à la règle 53 1) a) - e) doivent être respectées rigoureusement sous peine de rendre le réquisitoire introductif nul et non avenue. Comme la Chambre préliminaire l'a indiqué précédemment, la règle 53 1) présente également une autre condition de validité des réquisitoires qu'il faut déduire de la disposition suivante : "[s]i les co-procureurs ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis, ils ouvrent une information par réquisitoire introductif qui peut être pris contre des personnes dénommées ou contre X". Il s'agit ici d'une condition de fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 17)</p> <p>« Compte tenu de ce qui précède, un réquisitoire supplétif est régulier si les formalités énoncées à la règle 53 1) a) - e) sont respectées et si les co-procureurs ont des raisons de penser que d'autres crimes</p>

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

		relevant de la compétence des CETC ont été commis. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 18)
4.	003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016 <i>Décision Relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i>	<p>« Les co-avocats contestent la validité de la saisine des co-juges d'instruction concernant les mariages forcés en soutenant que le co-procureur international n'a pas fait état d'un lien entre les mariages forcés et, d'une part, l'attaque, et, d'autre part, le conflit armé. Les juges soussignés en déduisent que leur analyse doit porter sur les critères d'ouverture de l'information judiciaire du chef de mariages forcés. Ils doivent donc apprécier si, au moment de la signature des Réquisitoires introductif et supplétif, les conditions visées à la Règle 53 1) étaient remplies, c'est-à-dire si le co-procureur international avait à juste titre des raisons de penser que le crime de mariages forcés en tant qu'autres actes inhumains constitutifs de crimes contre l'humanité avait pu être commis. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 218)</p> <p>« Les juges soussignés rappellent que les dispositions régissant les réquisitoires introductif et supplétif sont incluses dans la Règle 53 du Règlement intérieur. Cette disposition présente deux types de conditions concernant la validité d'un réquisitoire. La seconde partie de la Règle 53 1) porte sur les conditions de forme prescrites pour la rédaction d'un réquisitoire introductif. Ainsi, il doit contenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Un exposé sommaire des faits ; b) La qualification juridique retenue ; c) L'indication des textes de loi qui définissent et répriment l'infraction ; d) Le cas échéant, l'identité de la personne ou des personnes contre qui l'instruction est ouverte ; e) La date et la signature des deux co-procureurs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 219) <p>« [L]a rédaction de la première partie de la Règle 53 1) présente une autre condition de validité que l'on doit déduire de l'extrait suivant : "[s]i les co-procureurs ont des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis, ils ouvrent une information par réquisitoire introductif qui peut être prise contre des personnes dénommées ou contre X". Il s'agit ici d'une condition de fond. Les juges soussignés rappellent que la Règle 53 1) est explicitement prescrite à peine de nullité, sans distinguer entre conditions de forme ou de fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 220)</p> <p>« Les juges soussignés rappellent en outre que la qualification juridique des faits sera déterminée par le co-juge d'instruction au moment de la clôture de l'instruction, à charge d'appel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 226)</p>

b. Précision des Réquisitoires Supplétifs

Voir aussi [II. B. 1. XIII. Droit d'Être Informé des Charges à son Encontre](#)

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008-ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ce sont les faits mentionnés dans les réquisitoires introductifs et supplétifs qui définissent la portée de l'instruction [...]. Un réquisitoire introductif ou supplétif se doit de mentionner les faits précis qui concernent les actes criminels allégués, la qualification juridique de ceux-ci ayant conduit les co-procureurs à avoir des raisons de penser que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis. Il doit être suffisamment précis et faire état des actes criminels particuliers, définis par leur situation temporelle et géographique. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 7)</p>
2.	003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016	<p>« Les juges soussignés rappellent que les dispositions régissant les réquisitoires introductif et supplétif sont incluses dans la Règle 53 du Règlement intérieur. Cette disposition présente deux types de conditions concernant la validité d'un réquisitoire. La seconde partie de la Règle 53 1) porte sur les conditions de forme prescrites pour la rédaction d'un réquisitoire introductif. Ainsi, il doit contenir les</p>

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

	<p><i>Décision Relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Un exposé sommaire des faits ; b) La qualification juridique retenue ; c) L'indication des textes de loi qui définissent et répriment l'infraction ; d) Le cas échéant, l'identité de la personne ou des personnes contre qui l'instruction est ouverte ; e) La date et la signature des deux co-procureurs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 219) <p>« La prohibition de toute auto-saisine par le co-juge d'instruction implique que le réquisitoire introductif décrive les faits qui font l'objet de la saisine. Toutefois, les juges soussignés considèrent que les co-avocats ont une mauvaise interprétation du niveau de précision exigé dans les réquisitoires introductif et supplétif. L'exposé <i>sommaire</i> des faits et la qualification juridique retenue ne signifie pas, à ce stade de la procédure, que tous les éléments des crimes et les liens entre eux doivent être démontrés par les co-procureurs. En effet, le niveau de spécificité requis n'est pas aussi élevé que celui d'une ordonnance de clôture prévue à la Règle 67 2), sinon l'instruction serait vidée de son sens, le but d'une information étant précisément de vérifier ou d'exclure les raisons ayant justifié son ouverture. Les juges soussignés considèrent qu'au stade de l'ouverture de l'information judiciaire, il n'est pas nécessaire que les liens de rattachement entre les actes sous-jacents et les éléments constitutifs du chapeau du crime contre l'humanité soient étayés. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 221)</p> <p>« Les juges soussignés notent par ailleurs qu'un réquisitoire supplétif ne doit pas reprendre tous les faits et éléments développés dans le réquisitoire introductif car les co-juges d'instruction sont saisis de l'ensemble des réquisitions des co-procureurs. Le supplétif diffère du réquisitoire introductif uniquement par le fait qu'il est délivré postérieurement. Il vient ajouter des éléments à celui-ci. Par conséquent, le fait que les co-juges d'instruction soient saisis des faits relatifs à un conflit armé ou à une attaque par un réquisitoire introductif et de faits relatifs aux actes sous-jacents par un supplétif ne constitue pas un problème pour qualifier un crime contre l'humanité, le cas échéant. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 222)</p>
3.	<p>004 YIM Tith PTC 39 D345/1/6 11 août 2017</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation des Actes d'Instruction et des Ordonnances concernant le Barrage de Kang Hort</i></p>	<p>« [A]u regard des alinéas <i>a</i> et <i>b</i> de la règle 53 1) du Règlement intérieur, les réquisitoires doivent seulement contenir un exposé sommaire des faits et la qualification retenue. La règle 53 ne contient aucune obligation faite aux co-procureurs de circonscrire les faits reprochés à "un espace géographique limité", comme le voudrait la Défense. En ce qui concerne le droit des personnes mises en examen de voir prendre à leur encontre des réquisitoires présentant un certain degré de spécificité, la Chambre préliminaire a précédemment jugé, face à l'absence de précisions supplémentaires concernant les faits visés dans un réquisitoire introductif, qu'"[i]l n'en résult[ait] toutefois pas de défaut d'information à ce stade de la procédure". Par ailleurs, si "cette obligation d'informer doit, dans une certaine mesure, s'appliquer au réquisitoire introductif, de sorte que la personne mise en examen puisse exercer son droit de participer à l'instruction [...], le degré de précision exigé d'un acte d'accusation ne saurait être directement transposé à un réquisitoire introductif établi par les co-procureurs sans le bénéfice d'une enquête complète". » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 39)</p>

c. Réquisitoire Supplétif Clarifiant la Portée de l'Instruction

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« [L]es juges soussignés font observer que la Chambre préliminaire n'a jamais eu à statuer sur l'annulation d'un réquisitoire supplétif. Leur analyse sera donc fondée sur les normes que la Chambre applique habituellement, à savoir celles énoncées dans la Loi relative aux CETC, le droit cambodgien, le Code de procédure pénale cambodgien, la jurisprudence internationale et, s'agissant des particularités de la procédure d'annulation d'un réquisitoire supplétif, le Code de procédure pénale français. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 9)</p> <p>« [I]l convient de faire une distinction entre la partie du Réquisitoire supplétif qui précise la portée de l'instruction et explique les faits considérés comme relevant du champ d'application du réquisitoire introductif et la deuxième partie où certains faits relatifs aux mariages forcés font l'objet de nouvelles poursuites judiciaires. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 11)</p> <p>« Dans une certaine mesure, s'il est vrai que la question de la régularité d'actes instructions dépend du fait qu'ils entrent ou non dans le champ de la saisine du réquisitoire introductif, la question ne peut se poser en ces termes pour la régularité des réquisitoires supplétifs. Les juges soussignés se</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Ouverture de l'Instruction

		<p>concentreront donc sur la régularité du Réquisitoire supplétif, dans la mesure où il réaffirme les éclaircissements apportés antérieurement et ne se borne pas à saisir les co-juges d'instruction de faits nouveaux. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 12)</p> <p>« [U]n réquisitoire supplétif est régulier si les formalités énoncées à la règle 53 1) a) - e) sont respectées et si les co-procureurs ont des raisons de penser que d'autres crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 18)</p> <p>« [L]e caractère superfluet et répétitif de la partie du réquisitoire réservée aux précisions n'a aucun effet sur sa validité. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 20)</p> <p>« Le fait que le co-procureur international a précisé la portée du Réquisitoire introductif aide les co-juges d'instruction à respecter [la règle 55 2)], lors des investigations portant sur les faits relevant des Réquisitoires introductif et supplétif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 21)</p>
--	--	---

d. Réquisitoire Supplétif Signé par un Seul des Co-Procureurs

Voir aussi [VII. A. Règlement des Désaccords](#)

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« Il ressort clairement des articles 6 1) et 6 4) de l'Accord relatif aux CETC, de l'article 20 (nouveau) de la Loi relative aux CETC et de la règle 71 3) du Règlement intérieur qu'en cas de désaccord, un co-procureur peut agir sans le consentement de l'autre si aucun d'eux ne saisit la Chambre préliminaire de leur différend dans un délai donné. En ce qui concerne en particulier le Réquisitoire supplétif, la règle 71 3) b) prévoit expressément qu'aucun acte relatif à la question litigieuse ne peut être accompli tant que la Chambre préliminaire n'a pas résolu le désaccord ou, si elle n'a pas été saisie, avant un délai de 30 jours, à moins que les co-procureurs ne parviennent à un consensus. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 26)</p> <p>« Suivant la jurisprudence de la Chambre préliminaire, les juges soussignés considèrent que le co-procureur international était habilité à déposer le Réquisitoire supplétif seul après le délai de trente jours ou à l'issue de la procédure de règlement des désaccords prévue à la règle 71 du Règlement intérieur. Les juges soussignés estiment qu'il n'a pas enfreint la procédure de règlement des désaccords telle que l'ont conçue les auteurs de l'Accord et de la Loi relatifs aux CETC. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 27)</p>
----	---	--

B. Principes Généraux de l'Instruction

1. Portée de l'Instruction

i. Portée de l'Instruction (Général)

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« Les règles 53 1) et 2) et 55 1), 2) et 3) du Règlement précisent la portée de l'information et de l'instruction pouvant être conduites devant les CETC. » (par. 34)</p> <p>« En application des [...] règles 55 et 53, lues conjointement, les co-juges d'instruction sont tenus d'instruire tous les faits allégués dans le réquisitoire introductif ou dans tout réquisitoire supplétif éventuel [...]. La règle 55 3) du Règlement précise que les co-juges d'instruction sont également saisis des circonstances qui entourent les faits visés dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif. Les circonstances dans lesquelles les faits incriminés ont été commis, et dont il est tenu compte pour qualifier juridiquement ces faits, ne sont pas considérées comme des faits nouveaux et font donc partie intégrante de l'instruction. Les co-juges d'instruction, lorsqu'ils déterminent la portée de leur saisine, sont guidés par la qualification juridique donnée aux faits incriminés par les co-procureurs. » (par. 35)</p> <p>« Les co-juges d'instruction ne sont pas habilités à instruire des faits s'ils n'en ont pas été saisis par les co-procureurs, comme le confirment les dispositions de la règle 55 3) du Règlement. [E]n application de cette même règle 55 3), les éventuels faits nouveaux allégués dans le réquisitoire définitif ne font pas partie de l'instruction. » (par. 36)</p> <p>« [La Chambre préliminaire est] tenue de respecter les mêmes règles que celles qui s'imposent aux co-juges d'instruction, notamment en ce qui concerne la portée de l'instruction. » (par. 44)</p>
2.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Emises par la Chambre Préliminaire Touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En déposant les Réquisitoires introductifs et supplétifs, les co-procureurs ont défini la portée de l'instruction, tel qu'il apparaît aux règles 53, 55 2) et 3). » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 5)</p> <p>« Ce sont les faits définis dans les réquisitoires introductifs et supplétifs qui définissent la portée de l'instruction [...]. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 7)</p> <p>« [L]e Nouveau Réquisitoire fait référence à la fois à des faits nouveaux et à des faits qui recoupent ceux déjà compris dans la portée de l'instruction [...]. Conformément à la règle 55 2), ces faits nouveaux ne pouvaient pas être instruits par les co-juges d'instruction avant qu'un nouveau réquisitoire introductif ou supplétif ne soit déposé par les co-procureurs. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 22)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« Le répertoire partagé est une base de données consultable par toutes les parties à la procédure et toutes les sections des Chambres extraordinaires [qui] contient [des] documents [...] qui n'ont pas encore été analysés mais dont on affirme qu'ils sont susceptibles de contenir des informations présentant un intérêt pour les procès devant les CETC. » (par. 27)</p> <p>« Lorsqu'ils sont lus conjointement avec la définition donnée au terme "dossier" dans le Glossaire du Règlement intérieur, les termes "tout élément de preuve en possession des co-procureurs", tels qu'énoncés à la règle 53 2), semblent désigner des documents autres que ceux décrits dans cette définition et que les co-procureurs considèrent comme éléments de preuve en ce qu'ils étaient les faits visés dans leur réquisitoire introductif ou sont de nature à disculper un mis en examen. » (par. 32)</p> <p>« [L]es documents placés dans le répertoire partagé n'entrent pas dans le champ d'application de la règle 53 2) [...]. Les co-procureurs ont agi avec un souci d'équité en rendant ces documents accessibles afin que les co-juges d'instruction et les parties puissent les consulter. Cette démarche entreprise par les co-procureurs n'a en rien créé une obligation pour les co-juges d'instruction</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		d'examiner les documents figurant dans le répertoire partagé puisque ces documents ne faisaient clairement pas partie du réquisitoire introductif ni de tout autre réquisitoire supplétif. » (par. 34)
4.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« Une lecture conjointe des règles 55 3) et 55 10) montre que, bien que les Parties civiles et les Demandeurs puissent demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles, le champ de l'instruction est défini par le réquisitoire introductif et le réquisitoire supplétif. Pour la Chambre préliminaire, la restriction qu'impose la règle 55 3) aux co-juges d'instruction [...] vaut également pour les Parties civiles et les Demandeurs. » (par. 17)</p> <p>« La règle 55 3) limite le champ de l'instruction à celui qui est défini par le réquisitoire introductif et les réquisitoires supplétifs. Dès lors, si, en l'espèce, au cours de l'instruction, des faits nouveaux sont portés à la connaissance des co-juges d'instruction, ces derniers doivent en informer les co-procureurs (qui sont les seuls habilités à déposer des réquisitoires supplétifs), à moins que ces faits nouveaux se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire introductif ou supplétif. En effet, les co-juges d'instruction ne peuvent pas instruire ces faits à moins d'avoir reçu un réquisitoire supplétif les exposant. » (par. 30)</p> <p>« Si, en principe, les co-procureurs peuvent déposer un réquisitoire supplétif jusqu'à l'Ordonnance de clôture et donc élargir le champ de l'instruction tel qu'il a été défini dans le Réquisitoire introductif et éventuellement dans les réquisitoires supplétifs antérieurs, on ne peut pas dire que le champ de l'instruction soit "indéfini" jusqu'à ce que l'Ordonnance de clôture soit rendue. À tout moment jusqu'à la délivrance de l'Ordonnance de clôture, le champ de l'instruction est défini par les documents susmentionnés déposés par les co-procureurs. » (par. 48)</p>
5.	<p>002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010</p> <p><i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles Concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Devant les CETC, la portée de l'instruction est déterminée par les réquisitoires des co-procureurs, c'est-à-dire le Réquisitoire introductif ou tout réquisitoire supplétif. Lorsqu'ils considèrent des demandes formulées selon la règle 55 10), les co-juges d'instruction sont limités par la règle 55 2), qui restreint leur instruction aux faits décrits dans le Réquisitoire introductif ou dans un réquisitoire supplétif. Si une demande d'acte d'instruction concerne des faits en dehors du cadre des faits décrits dans le Réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif (ces faits étant des "faits nouveaux"), les co-juges d'instruction n'ont pas l'autorité pour faire droit à la demande. Si une demande auprès des co-juges d'instruction concerne des faits nouveaux, la règle 55 3) exige que les co-juges d'instruction porte ces faits nouveaux à l'attention des co-procureurs. Les co-juges d'instruction ne peuvent instruire que si les co-procureurs déposent un réquisitoire supplétif relatif aux faits nouveaux. Les règles 55 3) et 10) lues conjointement limite le pouvoir des co-juges d'instruction de faire droit à une demande aux seules questions qui relèvent de la portée de l'instruction, telle que définie par le Réquisitoire introductif ou tout réquisitoire supplétif. » (par. 14)</p>
6.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« [L]a portée de l'instruction n'est pas limitée aux faits mentionnés sous le titre "Crimes" du Réquisitoire [...] mais est élargie tous les faits renvoyant [aux Réquisitoires introductif et supplétifs] pour autant que ces derniers revêtent une pertinence pour mettre en évidence : a) les éléments nécessaires pour déterminer si les faits énoncés [...] constituent des crimes relevant de la compétence des CETC, ou b) le mode de participation des Suspects mentionnés dans le Réquisitoire introductif. » (Opinion de la Juge MARCHI-UHEL, par. 32)</p> <p>« Dans le contexte de la participation des parties civiles, au stade de l'instruction, la portée de l'instruction permet, en particulier, de déterminer si des actes peuvent être entrepris d'office par les juges ou sur requête d'une partie. Au cours de l'instruction, une partie civile peut demander aux co-juges d'instruction d'accomplir les actes qu'il juge utiles, même au-delà des faits dont les co-procureurs allèguent qu'ils constituent des crimes, à condition de rester dans la portée générale de l'instruction. Contrairement au champ relativement large de questions qui entrent dans la portée de l'instruction et qui peuvent faire l'objet de demandes d'actes d'instruction, la recevabilité d'une demande de constitution de partie civile dépend directement de la possibilité d'établir que le préjudice subi est une conséquence directe d'au moins un des crimes allégués. » (Opinion de la Juge MARCHI-UHEL, par. 33)</p>
7.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p>	<p>« [S]eul l'examen du Réquisitoire introductif et de ses annexes permettra de vérifier si les investigations ultérieures et actes litigieux ont été réalisés dans le cadre de la saisine des co-juges d'instruction. Si tel n'est pas le cas, alors les investigations sont sans support. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 4) « Il serait inexact de soutenir que, n'étant nullement mentionnés</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	<p>spécifiquement, les faits prétendument commis en ces lieux se situent manifestement hors de la saisine des co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 6)</p> <p>« Les dispositions pertinentes en la matière figurent à la Règle 55 2) qui dispose que "[l]es co-juges d'instruction sont tenus d'instruire sur les seuls faits visés par le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif". Ces "seuls faits" constituent donc l'objet de l'information judiciaire confiée aux co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 8)</p> <p>« Il est ainsi défendu aux co-juges d'instruction d'instruire sur des faits qui ne sont pas inclus dans le réquisitoire introductif. La Règle 55 3) prévoit que "[s]i, au cours de l'instruction, des faits nouveaux sont portés à la connaissance des co-juges d'instruction, ils en informent les co-procureurs, à moins que les faits nouveaux se bornent à aggraver les éléments visés dans un précédent réquisitoire". En l'absence de réquisitoire supplétif, le juge d'instruction n'a pas le pouvoir d'instruire sur les faits nouveaux. Tout fait non visé dans le réquisitoire introductif à moins d'un élargissement ultérieur de l'enquête par un réquisitoire supplétif, se trouve par conséquent hors de la compétence des co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 9)</p> <p>« Il n'existe pas de définition juridique précise [de la notion de fait nouveau] qui est issue d'une interprétation judiciaire des textes susmentionnés. Les juges internationaux envisagent, dans la présente décision, un "fait nouveau" comme un événement survenu ou révélé postérieurement au réquisitoire introductif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 11)</p> <p>« La question de la détermination du cadre de l'instruction judiciaire est une question spécifique au système inquisitorial, méconnue dans la jurisprudence internationale. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 12)</p> <p>« En d'autres termes, les co-juges d'instruction sont limités dans leur enquête par les faits potentiellement criminels définis par les co-procureurs. En revanche, il appartient au juge de manifester les circonstances de leur commission, en particulier le lieu dans lequel ils sont survenus. L'absence de précision des faits dans le réquisitoire introductif ne fait pas obstacle à l'information judiciaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 14)</p> <p>« En effet, le fait qu'un lieu de commission de crime ne soit pas cité dans les réquisitoires, introductif ou supplétif, ne suffit pas à déterminer si les faits prétendument commis à cet endroit, ou parfois même les faits commis sans localisation précise, entrent dans le cadre de la saisine du juge d'instruction. En somme, le lieu de commission est une circonstance locative du fait, non pas le fait lui-même. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 19)</p> <p>« Les juges internationaux doivent ainsi examiner si, même non mentionnés dans le Réquisitoire introductif, les faits commis dans les lieux en question entrent dans la saisine des co-juges d'instruction. [...] Les juges internationaux doivent donc, avant que de se prononcer, se livrer à un examen soigneux et précis du Réquisitoire introductif pour vérifier ou exclure que les sites en question entrent dans la base criminelle définie dans le Réquisitoire introductif du co-procureur international. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 20)</p> <p>« Le fait que le co-procureur international n'ait pas eu connaissance de ces témoignages au moment de la signature de son Réquisitoire introductif ne signifie pas que ces faits ne sont pas compris dans la saisine des co-juges d'instruction. En effet, sans connaître l'intégralité des lieux de commissions, le co-procureur international avait des raisons de croire que les crimes dont il saisissait les co-juges d'instruction avaient été perpétrés non seulement dans les lieux mentionnés dans le Réquisitoire introductif mais aussi dans d'autres lieux qu'il incombait aux co-juges d'instruction de découvrir. [...] Il ne s'agit pas de faits nouveaux mais d'éléments de preuve régulièrement recueillis dans le cours de l'information judiciaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 32)</p>
8.	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p> <p><i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la</i></p>	<p>« La requalification des chefs d'inculpation ne saurait avoir d'incidence sur l'étendue de la saisine initiale du juge d'instruction délimitée par un réquisitoire introductif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 145)</p> <p>« Les juges soussignés considèrent que seul l'examen du Réquisitoire introductif et de ses annexes permettra de vérifier si les investigations ultérieures et actes litigieux ont été réalisés dans le cadre de la saisine des co-juges d'instruction. Si tel n'est pas le cas, alors les investigations sont sans support. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 150)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<p><i>Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>« [I]l appartient au juge de manifester les circonstances de leur réalisation, en particulier le lieu, le moment et les personnes impliquées lors de leur commission. L'absence de précision des faits dans un réquisitoire introductif ne fait pas obstacle à l'information judiciaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 152)</p> <p>« Il va de soi que pour entrer dans le champ de l'instruction judiciaire, les faits [concernés] doivent entrer dans les allégations factuelles du co-procureur international. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 153)</p> <p>« La prohibition de toute auto-saisine par le co-juge d'instruction implique que le réquisitoire introductif décrive les faits qui font l'objet de la saisine. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 221)</p> <p>« Le supplétif diffère du réquisitoire introductif uniquement par le fait qu'il est délivré postérieurement. Il vient ajouter des éléments à celui-ci. Par conséquent, le fait que les co-juges d'instruction soient saisis des faits relatifs à un conflit armé ou à une attaque par un réquisitoire introductif et de faits relatifs aux actes sous-jacents par un supplétif ne constitue pas un problème pour qualifier un crime contre l'humanité, le cas échéant. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 222)</p>
9.	<p>004 AO An PTC 27 D299/3/2 14 décembre 2016</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de AO An aux fins d'Annulation de l'Instruction portant sur Tuol Beng et Wat Angkuonh Dei et des Accusations Relatives à Tuol Beng</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire a déjà fait remarquer que "les co-juges d'instruction sont tenus d'instruire tous les faits allégués dans le réquisitoire introductif ou dans tout réquisitoire supplétif éventuel" et, ce qui est plus important encore, que "les co-juges d'instruction sont également saisis des circonstances qui entourent les faits visés dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif". La Chambre a précisé par ailleurs que par "circonstances qui entourent les faits", elle entend "[l]es circonstances dans lesquelles les faits incriminés ont été commis [...] et dont il est tenu compte pour qualifier juridiquement ces faits". [...] [C]es circonstances "ne sont pas considérées comme des faits nouveaux et font donc partie intégrante de l'instruction". » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 49)</p> <p>« En conséquence, les juges soussignés confirment que, lorsque des sites qui ne sont pas cités dans le Réquisitoire introductif contribuent à la qualification des faits reprochés en les identifiant et en les décrivant en détail, ces sites ne correspondent pas à des faits nouveaux exigeant le dépôt d'un réquisitoire supplétif : il s'agit de circonstances entourant les faits eux-mêmes et les juges d'instruction en sont pleinement saisis. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 51)</p> <p>« Qui plus est, le "Réquisitoire introductif et [...] ses annexes" permettent, l'un et les autres, de vérifier si les actes d'instruction exécutés par les co-juges d'instruction ont été réalisés dans le cadre de leur saisine. Si les sites "ne sont pas explicitement inscrits dans le Réquisitoire introductif, les faits commis en ces lieux peuvent toutefois être inclus dans la saisine s'ils sont <i>implicitement visés</i> dans ledit Réquisitoire". En conséquence, les co-juges d'instruction sont pleinement saisis des faits qui sont présentés en annexe du Réquisitoire [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 52)</p>
10.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction [sont] saisis des faits (<i>in rem</i>) et non à l'égard de personnes (<i>in personam</i>), [...] ». » (par. 36)</p> <p>« Les co-juges d'instruction sont donc liés par leur saisine, mais ils ont aussi le devoir d'instruire sur tous les faits dont ils sont saisis, ce qui signifie qu'ils sont tenus de statuer dans l'Ordonnance de clôture sur tous les faits qui leur ont été déférés et non seulement sur ceux qui ont été formellement retenus contre la personne mise en examen. » (par. 37)</p> <hr/> <p>« [L]es co-juges d'instruction ne sont pas autorisés à mettre en examen un suspect pour des faits criminels ne relevant pas de la portée de l'instruction, et il ne saurait leur être demandé d'élargir les chefs d'accusation, au moment de l'Ordonnance de clôture, par le biais d'un réquisitoire définitif des co-procureurs. De même, la Chambre préliminaire n'est pas autorisée à élargir la portée des charges retenues contre la personne mise en examen sur la base de faits tardivement allégués dans un appel interjeté contre l'ordonnance de clôture. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 128)</p>
11.	<p>004 TIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43</p>	<p>« Selon les juges internationaux, les faits ne relevant pas de la portée d'une instruction judiciaire peuvent néanmoins être pris en considération pour autant qu'ils présentent une pertinence au regard d'autres faits qui en relèvent, aux fins d'apprécier la responsabilité d'un suspect dans le cadre de la</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	détermination de la compétence personnelle du tribunal (étant entendu que ces faits externes ne peuvent en soi servir de fondement à des charges pénales). » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 406)
--	--	---

ii. Ordonnance de Soit-Communiqué selon la Règle 55 3) du Règlement Intérieur

1.	004 AO An PTC 23 D263/1/5 15 décembre 2016 <i>Considérations relatives à la Requête formée par AO An aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction relatifs à Wat Ta Meak</i>	<p>« La règle 55 3) du Règlement intérieur dispose en outre que si, au cours de l'instruction, des faits nouveaux sont portés à la connaissance des co-juges d'instruction, ils en informent les co-procureurs. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 56)</p> <p>« En conséquence, les co-juges d'instruction doivent informer les co-procureurs qu'ils ont réuni des éléments de preuve d'une certaine importance relatifs à des "faits" susceptibles de constituer une infraction pénale. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 76)</p> <p>« [L]orsqu'un juge d'instruction, ou des officiers de police judiciaire exécutant une commission rogatoire, "acquièrent la connaissance de faits nouveaux, ils peuvent avant toute communication au procureur effectuer d'urgence les vérifications sommaires qui s'imposent pour en apprécier la vraisemblance". Ces vérifications peuvent parfois durer quelques mois. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 77)</p> <p>« Les co-juges d'instruction peuvent effectuer des vérifications préliminaires avant de communiquer des éléments de preuve aux procureurs afin que ce dernier décide s'il existe "des raisons de penser" que des faits <i>susceptibles d'être qualifiés de crimes</i> ont été commis. S'agissant de l'ampleur des vérifications que les co-juges d'instruction, ou les enquêteurs agissant sous leur supervision, peuvent effectuer, les juges soussignés considèrent qu'elles ne peuvent avoir pour objectif de confirmer un niveau de probabilité plus élevé que "des raisons de penser" sans être entachées d'irrégularité. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 78)</p>
----	--	---

iii. Identification de Suspects par les Co-Juges d'Instruction (Règle 55 4) du Règlement Intérieur)

Voir [IV. B. 4. Pouvoir des Co-Juges d'Instruction de Mettre en Examen \(Règle 55 4\) du Règlement Intérieur\)](#)

iv. Décision portant Réduction de la Portée de l'Instruction (Règle 66bis du Règlement Intérieur)

1.	003 Parties Civiles PTC 36 D269/4 10 juin 2021 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	<p>« [Les juges internationaux] relèvent en outre que, aux termes de la règle 23 <i>ter</i> 2) du Règlement intérieur, "[l]orsqu'une partie civile est représentée par un avocat, ses droits sont exercés par l'intermédiaire de ce dernier" et que, aux termes de la règle 74 4) i) du Règlement intérieur, les parties civiles peuvent faire appel d'une décision des co-juges d'instruction "[r]éduisant la portée de l'instruction en application de la règle 66 bis". » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 83)</p> <p>« S'agissant du préjudice qu'aurait entraîné la Décision de réduction de la portée de l'instruction réduisant l'étendue des faits susceptibles de servir de fondement à une demande de constitution de partie civile, les juges internationaux affirment qu'une personne peut toujours être accueillie en sa demande même si les faits sur lesquels elle se fonde ont été exclus de la portée de l'instruction, si les autres conditions de recevabilité énoncées aux règles 23 <i>bis</i> 1) et 4) du Règlement intérieur sont remplies. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 87)</p>
----	---	---

2. Rôle et Devoir des Co-Juges d'Instruction dans la Conduite de l'Instruction

i. Rôle et Pouvoirs des Co-Juges d'Instruction

a. Responsabilité des Co-Juges d'Instruction dans la Conduite de l'Instruction

1.	002 IENG Sary PTC Spécial Doc. N° 3 22 septembre 2009 <i>Décision sur la Requête de la Personne Mise en Examen en Récusation des Drs Sephen HEDER et David BOYLE</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire observe que le rôle et les fonctions des enquêteurs ou juristes sont distincts de ceux des co-juges d'instruction. Conformément à [l'Accord], la [Loi sur les CETC] et le Règlement intérieur, les co-juges d'instruction ont seuls l'autorité et la responsabilité de conduire l'instruction et de déterminer ce sur quoi ils vont baser leurs décisions et ordonnances. Dans ces circonstances, l'indépendance et l'impartialité des co-juges d'instruction garantit le droit à un procès équitable de la Personne mise en examen. » (par. 20)
2.	004/2 AO An PTC 37 D338/1/5 11 mai 2017 <i>Décision relative à la Requête de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Audition Établis par Trois Enquêteurs</i>	« [A] la différence des tribunaux internationaux où ce sont les parties qui enquêtent, aux CETC les enquêtes sont menées par des autorités judiciaires telles que les co-juges d'instruction, qui ont le devoir légal "d'instruire [de manière impartiale], tant à charge qu'à décharge". Les co-juges d'instruction sont ainsi investis d'un large pouvoir d'appréciation dans la conduite de l'instruction et, partant, dans la manière d'auditionner les témoins et parties civiles au service de la manifestation de la vérité. » (par. 16)

b. Distinction avec les Co-Procureurs

1.	003 MEAS Muth PTC 04 D20/4/4 2 novembre 2011 <i>Considérations de la Chambre préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative à la Prorogation de Délai et aux Demandes d'Actes d'Instruction dans le Dossier 003</i>	« Nous estimons que la façon dont les deux co-procureurs travaillent ensemble est une question interne au Bureau des co-procureurs, lequel est indépendant. [...] Jusqu'à preuve du contraire, le monde extérieur peut s'attendre à ce que les co-procureurs travaillent ensemble et donc présumer qu'ils sont au courant de leurs actes respectifs. [...] Il n'appartient pas aux co-juges d'instruction, ni à personne d'autre, de superviser le Bureau des co-procureurs. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 8)
2.	003 MEAS Muth PTC 10 D87/2/2 23 avril 2014 <i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de Quatorze des</i>	[Traduction Non-Officielle] « [I]l est important d'avoir à l'esprit que selon le régime juridique des CETC, distinct du régime de la <i>common law</i> , c'est aux co-juges d'instruction et non aux co-procureurs qu'appartient le <i>pouvoir final de décider de renvoyer des personnes en jugement</i> ou non et que, dans l'exercice de ce pouvoir, ils "ne sont pas liés par les réquisitions des co-procureurs". Bien qu'ils doivent consulter les co-procureurs avant de mettre en examen toute personne non nommée dans le Réquisitoire introductif, le <i>pouvoir final de renvoyer en jugement</i> appartient aux co-juges d'instruction. [...] [L]a discrétion initialement exercée par les co-procureurs pour décider qui est suspect et qui doit faire l'objet de charges préliminaires est finalement transféré aux co-juges d'instruction qui, à la fin de l'instruction, décident

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d'Instruction]</i>	de qui <i>doit être renvoyé en jugement, si cela est nécessaire</i> , si : 1) les actes en question sont des crimes relevant de la compétence des CETC, et si 2) ils décident de ne renvoyer qu'un nombre limité de personnes parmi le nombre de personnes identifiées comme responsables de ces actes. » (par. 43)
3.	003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i>	« [L]e principe de la séparation des fonctions assignées aux co-procureurs et aux co-juges d'instruction est un élément fondamental du système inquisitoire. [...] Les tâches assignées à chacun d'eux sont clairement définies. Le fait que le co-procureur international a précisé la portée du Réquisitoire introductif aide les co-juges d'instruction à respecter ce principe, lors des investigations portant sur les faits relevant des Réquisitoires introductif et supplétif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 21)

c. Discrétion et Indépendance des Co-Juges d'Instructions dans la Conduite de l'Instruction

1.	002 IENG Thirith PTC 16 C20/5/18 11 mai 2009 [Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i>	[Traduction Non-Officielle] « [C]onformément à la règle 55 5), les co-juges d'instruction peuvent, dans la conduite de leur instruction, "accomplir tous les actes d'instruction qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité". Ils sont indépendants dans la conduite de leur instruction. » (par. 63)
2.	004 YIM Tith PTC 45 D360/1/1/6 26 octobre 2017 <i>Décision relative à la Requête Présentée par YIM Tith aux fins d'Annulation du Versement au Dossier N° 004 de Dépositions Orales Recueillies dans le cadre du Dossier N° 002</i>	« [La règle 60 1)] confirme la grande latitude qu'ont les co-juges d'instruction quant à la façon dont ils entendent recueillir des éléments de preuve, que ce soit en procédant eux-mêmes à une audition, en déléguant ces pouvoirs par commission rogatoire à des enquêteurs, ou encore en accomplissant tout autre acte d'instruction qu'ils jugent utile à la manifestation de la vérité. » (par. 8) « [L]a Requête concerne le transfert d'éléments de preuve régulièrement admis dans le cadre d'une procédure judiciaire, [...] et relève du pouvoir discrétionnaire des co-juges d'instruction d'accomplir tous les actes d'instruction qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité. La règle 60 du Règlement intérieur n'oblige les co-juges d'instruction ni à procéder à des auditions ni à recueillir eux-mêmes des preuves testimoniales en procédant à des auditions confidentielles. » (par. 10)
3.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« Les juges internationaux rappellent qu'une instruction judiciaire n'est pas un exercice discrétionnaire. Au contraire, les co-juges d'instruction sont tenus de procéder conformément au droit applicable et d'exercer leurs pouvoirs avec circonspection. L'article 23 (nouveau) de la Loi sur les CETC impose expressément aux co-juges d'instruction d'agir "selon les procédures en vigueur." Ainsi, les co-juges d'instruction sont tenus de diligenter leur instruction conformément aux textes applicables devant les CETC au sein desquelles la Chambre préliminaire joue le rôle de juridiction d'appel et contribue dûment de par sa jurisprudence. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 138) « [L]a décision d'accomplir — ou, en l'espèce, de ne pas accomplir — un acte d'instruction relève du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction. Cependant, ce pouvoir d'appréciation n'est pas illimité, dans la mesure où il doit être exercé en application de principes juridiques bien établis et où il

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		peut faire l'objet d'un examen en appel par la Chambre préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 240)
--	--	---

d. Autorité et Pouvoirs des Co-Juges d'Instruction

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i></p>	« De surcroît, la règle 56 du Règlement intérieur dispose que, au stade de l'instruction, les co-juges d'instruction ont seuls la responsabilité et l'obligation juridique de s'assurer que le public dispose des informations essentielles [...]. » (par. 25)
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« La mise en examen relève du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction mais ne peut être effectuée que si une condition précise est remplie. En application de la règle 55 4), les co-juges d'instruction disposent du pouvoir discrétionnaire de mettre en examen un suspect ou toute autre personne, qu'elle soit ou non désignée dans le réquisitoire introductif, à condition qu'il existe des indices <i>précis et concordants</i> indiquant que cette personne peut être tenue pénalement responsable d'avoir commis un crime mentionné dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif. Cette règle permet de dégager une condition de fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 12)</p> <p>« Il n'est pas possible d'interjeter appel de la mise en examen. En effet, le juge est investi de deux types de pouvoir : l'<i>imperium</i> et la <i>juridictio</i>. Seuls les actes pris dans le cadre de la <i>juridictio</i> sont susceptibles d'appel. Dans ce contexte, les mots "pouvoir" et "faire connaître", utilisés aux règles 55 4) et 57 1), à propos de la mise en examen, indiquent que la mise en examen relève de l'<i>imperium</i> et n'est donc pas susceptible d'appel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 15)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p> <p><i>Décision Relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises</i></p>	« Les juges soussignés constatent par conséquent que les conditions de la Règle 53 1) sont remplies et que le co-procureur international avait, au moment de déposer son Réquisitoire supplétif, des raisons de penser que des mariages forcés, en tant qu'autres actes inhumains, constitutifs de crimes contre l'humanité tel que défini à l'Article 5 de la loi sur les CETC, avaient pu être commis. Les juges soussignés rappellent en outre que la qualification juridique des faits sera déterminée par le co-juge d'instruction au moment de la clôture de l'instruction, à charge d'appel. Les co-procureurs suggèrent une qualification juridique mais ne la déterminent pas. Les co-juges d'instruction ont été saisis d'un certain nombre de faits et il leur appartiendra de qualifier juridiquement les faits et d'établir tous les liens entre les différents éléments des crimes, le cas échéant, au stade de l'ordonnance de clôture. Il appartiendra alors aux parties d'exercer éventuellement toutes les voies de recours à l'encontre de l'ordonnance des co-juges d'instruction, et notamment des qualifications juridiques. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 226)

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>par le Co-Juge d'Instruction International</i>	
4.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	<p>« Les co-juges d'instruction [sont] saisis des faits (<i>in rem</i>) et non à l'égard de personnes (<i>in personam</i>) [...]. » (par. 36)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que l'ensemble du dossier est placé sous le contrôle judiciaire des co-juges d'instruction et pas seulement les éléments de preuve générés par leur Bureau. » (par. 50)</p>

e. Délégation de Pouvoir

1.	004 AO An PTC 31 D296/1/1/4 30 novembre 2016 <i>Décision relative à la Demande de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Auditions Non Enregistrées</i>	<p>« [L]es enquêteurs chargés de l'exécution des commissions rogatoires agissent sous l'autorité des co-juges d'instruction. Ainsi, il incombe aux co-juges d'instruction de donner instruction aux enquêteurs, même si la loi ne le prévoit pas, d'enregistrer des auditions de témoins par exemple. » (par. 24)</p> <p>« Toutefois, ces instructions données par les co-juges d'instruction dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation ne se substituent pas au droit applicable. Autrement dit, le non-respect de ces mémorandums ne constitue pas un vice de procédure dès lors qu'il ne contredit pas le Règlement intérieur, le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge ou toute autre disposition juridique applicable. » (par. 25)</p>
2.	004 YIM Tith PTC 39 D345/1/6 11 août 2017 <i>Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation des Actes d'Instruction et des Ordonnances concernant le Barrage de Kang Hort</i>	<p>« [L]es circonstances mises à jour lors d'auditions de témoins menées sur commission rogatoire relèvent dûment de la saisine des co-juges d'instruction tant qu'elles restent liées aux faits visés dans le réquisitoire introductif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 45)</p> <p>« [L]es seules exigences posées par la règle 62 2) du Règlement intérieur portent, d'une part, sur la clarté avec laquelle doit être spécifiée "la nature des actes d'instruction à accomplir", lesquels "doivent être en relation directe avec le ou les crime(s) objet(s) de l'instruction, et d'autre part, le délai dans lequel la commission rogatoire doit être exécutée. La première phrase de la règle 62 2), qui dispose que la commission rogatoire "ne peut pas être générale", doit être lue en conjonction avec le reste de ce paragraphe et ne saurait être comprise comme ajoutant une exigence de clarté quant aux lieux géographiques objets de l'instruction [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 47)</p> <p>« [L]'interdiction de délivrer des commissions rogatoires qui auraient une portée générale vise à ce que le Bureau des co-juges d'instruction, agissant directement ou par le truchement de ceux à qui il délègue des missions, maintienne l'instruction dans le champ qui lui est fixé. Le fait que, de temps en temps, le co-juge d'instruction international délivre à sa discrétion des commissions rogatoires modifiées ne signifie pas qu'il impose des limites géographiques aux lieux sur lesquels il doit informer, ni surtout qu'il faille y voir l'introduction de quelque nouvelle exigence découlant de la règle 62 du Règlement intérieur. Ceci indique plutôt qu'il exerce son pouvoir de conduire l'instruction conformément aux dispositions de la règle 62 du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 48)</p>

f. Désignation des Co-Juges d'Instruction de Réserve

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés</i>	<p>« [L]'article 5 5) de l'Accord relatif aux CETC et l'article 26 4) de la Loi relative aux CETC énoncent les modalités de désignation d'un co-juge d'instruction international suppléant. En outre, les articles 5 6) de l'Accord relatif aux CETC et 26 2) de la Loi relative aux CETC précisent que les co-juges d'instruction suppléants remplacent les juges d'instruction titulaires en leur absence. Plus précisément, aux termes de l'article 27 (nouveau) 3) de la Loi relative aux CETC, "[e]n cas d'absence du co-juge d'instruction</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>contre les Ordonnances de Clôture</i>	international, il ou elle est remplacé(e) par le co-juge d'instruction suppléant international." » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 234) « [C]ontrairement aux juges internationaux suppléants de la Chambre de première instance ou de la Chambre de la Cour suprême qui doivent être expressément désignés par le président de la Chambre concernée "au cas par cas [pour] remplace[r] un juge international en cas d'empêchement", il n'y a pas d'exigence procédurale autre qu'une nomination initiale pour qu'un co-juge d'instruction international suppléant exerce ses fonctions. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 235)
--	--	--

ii. Décisions des Co-Juges d'Instruction

a. Devoir des Co-Juges d'Instruction de Rendre une Décision

Voir [IV. B. 2. III. A. Devoirs Ethiques et Judiciaires des Co-Juges d'Instruction](#)

b. Motivation des Décisions

Voir [IV. B. 2. III. F. Obligation de Motiver les Décisions](#)

c. Notification des Décisions

1.	004 Parties Civiles PTC 02 D5/2/4/3 14 février 2012 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel de la Décision relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par Robert HAMILL</i>	« Selon la règle 46 1) du Règlement, "[l]es décisions des co-juges d'instruction [...] sont notifiées aux parties et à leurs conseils, oralement ou à leur dernière adresse connue, par le greffier, [...] par tout moyen approprié". [...] L'obligation de signification vise à garantir que toutes les personnes concernées par la procédure soient directement informées du contenu des documents déposés. Cette formalité n'est pas seulement essentielle pour garantir l'intégrité de la procédure; elle correspond également au principe fondamental de l'équité et du respect des normes de procédure, car elle empêche un organe judiciaire d'agir à l'abri du regard des parties et des personnes visées par ses décisions. En l'espèce, la notification entraîne des conséquences juridiques très concrètes dès lors qu'elle déclenche la capacité d'exercer le droit de faire appel de la décision des co-juges d'instruction durant la phase préliminaire, et qu'elle marque également le point de départ du délai imparti pour le dépôt des documents dans ce contexte, sous peine d'invalidité. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 11)
----	--	--

d. Réexamen des Décisions des Co-Juges d'Instruction

1.	003/16-12/2011-ECCC/PTC 10 février 2012 [Version Publique Expurgée] <i>Opinion des Juges de la Chambre Préliminaire DOWNING et CHUNG relative au Désaccord entre les Co-Juges d'Instruction selon la Règle 72</i>	[Traduction Non-Officielle] « [I]l est possible pour les co-juges d'instruction de réexaminer leurs décisions antérieures. Dans sa jurisprudence antérieure, la Chambre préliminaire a appliqué le critère de réexamen suivant : "25. La Chambre d'appel du TPIY a déterminé qu'une Chambre peut 'toujours réexaminer une décision qu'elle a précédemment rendue, pas seulement dans le cas d'un changement de circonstances mais aussi lorsqu'il apparaît que la décision précédente était erronée ou a causé une injustice.'" » (Opinion des Juges DOWNING et CHUNG, par. 46)
----	--	--

iii. Devoirs des Co-Juges d'Instruction

a. Devoirs Éthiques et Judiciaires des Co-Juges d'Instruction

1.	<p>004 IM Chaem PTC 20 D236/1/1/8 9 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IM Chaem contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International relative à sa Demande de Réexaminer et Annuler la Convocation du 29 juillet 2014</i></p>	<p>« [F]aute d'élément en sens contraire, les co-juges d'instruction sont présumés, en raison de leurs obligations judiciaires et éthiques, avoir veillé à agir conformément aux exigences définies à l'article 5 4) de l'Accord, à l'article 23 <i>nouveau</i> de la Loi et à la règle 72 du Règlement intérieur. » (par. 29)</p> <p>« Bien au contraire, le Règlement intérieur dispose que les deux co-juges d'instruction ont le droit et le devoir de s'assurer que les actes exécutés par l'un d'eux entrent dans le cadre d'un désaccord ou ont fait l'objet d'une délégation de pouvoir. Ils sont présumés remplir ces obligations et agir conformément à leur devoir éthique. » (par. 30)</p>
2.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« L'obligation qui incombe au juge de prononcer une décision sur le différend dont il est saisi, fondée sur le droit (<i>jurisdictio</i>), est au cœur des responsabilités et fonctions les plus élevées d'un juge. En tant que tel, le prononcé qui règle ou tranche les questions litigieuses a un caractère et un effet juridiquement obligatoires (<i>imperium</i>), contrairement aux écritures des parties. » (par. 122)</p>

b. Principe de la Conduite Conjointe de l'Instruction par les Co-Juges d'Instruction

Voir aussi, [VII. A. Règlement des Désaccords](#)

1.	<p>004 TIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire rappelle premièrement l'importance de la responsabilité conjointe des deux co-juges d'instruction dans la conduite de l'instruction judiciaire aux CETC, comme en dispose dans sa partie pertinente le 1^{er} paragraphe de l'article 14 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, à savoir que "[l]es juges s'efforcent de rendre leurs décisions à l'unanimité". » (par. 85)</p> <p>« [L]a conduite conjointe de l'instruction par le co-juge d'instruction cambodgien et le co-juge d'instruction international est un principe fondamental devant les CETC, comme le prévoit l'article 5 1) de l'Accord relatif aux CETC : "Deux juges d'instruction, un juge cambodgien et un juge international, siègent conjointement. Ils sont chargés de diriger l'instruction". » (par. 98)</p> <p>« La Loi relative aux CETC, en son article 14 (nouveau) 1), renforce ce principe fondamental : "[l]es juges s'efforcent de rendre leurs décisions à l'unanimité". L'article 23 (nouveau) de cette Loi précise les modalités d'application du principe en question : "Deux juges d'instruction, un cambodgien et un international, appelés ci-après 'co-juges d'instruction', dirigent l'instruction menée selon les procédures en vigueur". La Chambre préliminaire a considéré que cette disposition, calquée sur l'article 1^{er} du Code de procédure pénale cambodgien (selon lequel ce Code "a pour finalité d'énoncer les règles à respecter et appliquer de manière rigoureuse afin de déterminer clairement l'existence d'une infraction pénale"), imposait aux co-juges d'instruction de mener l'instruction conjointement et dans le respect des règles de droit applicables aux CETC. » (par. 99)</p> <p>« [E]n pareilles circonstances, les co-juges d'instruction doivent toujours agir en leur nom propre et conformément au principe de coopération énoncé à l'article 5 4) de l'Accord relatif aux CETC, lequel traduit l'égalité de statut entre les co-juges d'instruction international et cambodgien dans le système hybride des CETC. La Chambre réitère en outre que le cadre juridique des CETC fait obligation aux co-juges d'instruction de continuer à rechercher une position commune pendant que la procédure de règlement du désaccord suit son cours. Considérant la manière dont le système juridique des CETC a</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		<p>été conçu et structuré, les co-juges d'instruction instruisent conjointement les dossiers dont ils sont saisis et peuvent ainsi parvenir à un accord à chaque étape. Il leur est permis d'être en désaccord au sujet des dossiers dont ils sont saisis, mais uniquement à condition que les procédures en vigueur soient respectées et que ne soit pas contredite la position par défaut inhérente au système juridique des CETC, laquelle constitue une solution efficace en cas d'impasse procédurale potentielle. » (par. 106)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction ont l'obligation légale de statuer sur les questions litigieuses dont ils sont saisis. Lorsque leur désaccord les empêche de parvenir à une décision finale commune sur ces questions, ils sont néanmoins tenus de s'acquitter de cette obligation légale conjointe en se conformant aux procédures prévues par le système juridique des CETC, de manière à veiller à ce que soit rendue une décision finale concernant les questions relevant de leur compétence. » (par. 111)</p>
--	--	--

c. Devoir de Conduire une Instruction et d'Instruire Tous les Faits

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier <i>KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« En application des dispositions pertinentes des règles 55 et 53, lues conjointement, les co-juges d'instruction sont tenus d'instruire tous les faits allégués dans le réquisitoire introductif ou dans tout réquisitoire supplétif éventuel, comme le prévoit également le droit cambodgien. » (par. 35)</p>
2.	<p>002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17 27 septembre 2010</p> <p><i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande Visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire partage l'avis des co-juges d'instruction selon lequel ils n'ont pas l'obligation d'établir la vérité sur des "questions manifestement non pertinentes". La Chambre préliminaire partage aussi l'avis que, pour que les enquêteurs établissent la vérité, ils doivent "uniquement se concentrer sur les questions objet de la saisine pour lesquelles la vérité est requise". » (par. 60)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS</i></p>	<p>« Les juges internationaux relèvent également que les co-juges d'instruction sont liés par leur saisine [...] ce qui signifie que les co-juges ont le devoir d'instruire sur tous les faits dont ils sont saisis par réquisitoire introductif. Au fond, les co-juges d'instruction ont l'obligation d'instruire sur tous les faits, mais rien que sur les faits qui leur sont soumis. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 13)</p> <p>« En d'autres termes, les co-juges d'instruction sont limités dans leur enquête par les faits potentiellement criminels définis par les co-procureurs. En revanche, il appartient au juge de manifester les circonstances de leur commission, en particulier le lieu dans lequel ils sont survenus.</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i>	<p>L'absence de précision des faits dans le réquisitoire introductif ne fait pas obstacle à l'information judiciaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 14)</p> <p>« En effet, le fait qu'un lieu de commission de crime ne soit pas cité dans les réquisitoires, introductif ou supplétif, ne suffit pas à déterminer si les faits prétendument commis à cet endroit, ou parfois même les faits commis sans localisation précise, entrent dans le cadre de la saisine du juge d'instruction. En somme, le lieu de commission est une circonstance locative du fait, non pas le fait lui-même. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 19)</p>
4.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Aux termes de la règle 53 1) du Règlement intérieur, les co-procureurs ouvrent une information "par réquisitoire introductif qui peut être pris contre des personnes dénommées ou contre X". Selon la règle 55 2) de ce même Règlement, "[l]es co-juges d'instruction sont tenus d'instruire sur les seuls faits visés par le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif". Les co-juges d'instruction sont donc liés par leur saisine, mais ils ont aussi le devoir d'instruire sur tous les faits dont ils sont saisis, ce qui signifie qu'ils sont tenus de statuer dans l'Ordonnance de clôture sur tous les faits qui leur ont été déférés et non seulement sur ceux qui ont été formellement retenus contre la personne mise en examen. » (par. 37)</p>

d. Devoir d'Enquête à Décharge

Voir aussi [IV. B. 5. IV. A. Notion de Preuve à Décharge](#)

1.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire note que les co-juges d'instruction ont le devoir, en application de la règle 55 5) du Règlement intérieur, d'instruire tant à charge qu'à décharge. Pour s'acquitter de cette dernière obligation, les co-juges d'instruction doivent examiner les documents et autres pièces pour lesquels il y a des raisons de présumer qu'ils peuvent contenir des éléments à décharge. Cet examen doit avoir lieu avant que les co-juges d'instruction ne décident de clôturer leur instruction et ce, sans tenir compte du fait que ces derniers disposent ou non de suffisamment de preuves pour renvoyer le dossier devant la juridiction de jugement. [...] Pour se prononcer en faveur du renvoi du dossier devant la Chambre de première instance ou du non-lieu, les co-juges d'instruction doivent accorder une attention égale aux éléments à charge et à décharge. » (par. 35)</p> <p>« En adoptant le raisonnement selon lequel "l'instruction [peut] cesser lorsque le magistrat instructeur est à même de se déclarer convaincu de la suffisance des charges à l'encontre [du mis en examen]", les co-juges d'instruction ont fait fi de cette obligation préliminaire qui leur incombe de d'abord terminer leur instruction avant de déterminer s'il y a lieu ou non de renvoyer le dossier devant la juridiction de jugement. Cette première étape est nécessaire pour garantir que les co-juges d'instruction se sont bien acquittés de leur obligation de rechercher et d'examiner des éléments de preuve à décharge, afin que la Chambre de première instance dispose également de ces éléments. » (par. 36)</p> <p>« En l'absence de toute indication précise tendant à montrer que l'un quelconque des documents et/ou vidéos placés dans le répertoire partagé pourrait renfermer des éléments à décharge, la Chambre préliminaire conclut que l'obligation d'instruire à décharge ne contraint pas, en elle-même, les co-juges d'instruction à examiner l'ensemble des pièces figurant dans ce répertoire. » (par. 39)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 01 Spécial Doc. N° 7 9 décembre 2009</p> <p><i>Décision relative à la Dessaisissement du Co-Juge d'Instruction Marcel LEMONDE présentée par IENG Sary</i></p>	<p>« Par nature, l'instruction est un processus continu de recherche et d'évaluation des preuves, à l'issue duquel les magistrats prennent une décision de renvoi ou de non lieu au regard des faits énumérés dans le réquisitoire. [...] Quand ils se forment finalement une opinion sur l'instruction, il est peu probable que les co-juges d'instruction n'aient pas une préférence quant à la nature des preuves qu'ils recherchent, et on ne peut attendre d'eux qu'il en soit autrement, étant donné qu'à ce moment, ils doivent alors avoir une idée sur les conclusions auxquelles ils pourraient aboutir au vu des preuves déjà réunies. » (par. 24)</p> <p>« Il y a lieu de différencier le cas où un juge d'instruction exprime cette préférence à son équipe de celui où il donne des instructions explicites à ses enquêteurs de ne rechercher que des éléments à charge et d'exclure les éléments à décharge de leur enquête. » (par. 25)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

3.	004/2 AO An PTC 34 D277/1/1/4 3 avril 2017 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Décision concernant sa Septième Demande d'Actes d'Instruction</i>	<p>« Les juges soussignés rappellent que "les co-juges d'instruction ont le devoir, en application de la règle 55 5) du Règlement intérieur, d'instruire tant à charge qu'à décharge. Pour s'acquitter de cette dernière obligation, [ils] doivent examiner les documents [...] pour lesquels il y a des raisons de présumer qu'ils peuvent contenir des éléments à décharge". Le facteur déterminant est donc de savoir si les co-juges d'instruction sont convaincus que la partie requérante a démontré qu'il existe, <i>prima facie</i>, des raisons de présumer que l'acte d'instruction demandé conduira à la découverte d'éléments à décharge. La Défense ne doit pas se contenter d'affirmer que les documents visés sont "pertinents" et "nécessaires à la défense" et qu'ils contiennent des éléments de preuve à décharge sans expliquer davantage en quoi pareils éléments seraient de nature à disculper la personne mise en examen ou à atténuer sa responsabilité individuelle. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 30)</p>
----	--	--

e. Diligence des Co-Juges d'Instruction

1.	002 IENG Sary PTC 32 C22/9/14 30 avril 2010 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par M. IENG Sary contre l'Ordonnance portant Prolongation de sa Détention Provisoire</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e caractère raisonnable de la durée de la détention provisoire et la diligence des co-juges d'instruction dans la conduite de l'instruction sont des facteurs qui doivent être pris en compte lors de l'exercice du pouvoir discrétionnaire d'étendre la détention provisoire. » (par. 59)</p> <p>« [L]a gravité et la nature des crimes qui sont reprochés à la personne mise en examen nécessite des actes d'instruction de large portée, qui ont été entrepris, et [...] considérant la portée et le stade actuel de l'instruction, les co-juges d'instruction ont exercé leur discrétion raisonnablement lorsqu'ils ont ordonné la prolongation de la détention provisoire. » (par. 61)</p>
2.	003 Parties Civiles PTC 01 D11/1/4/2 28 février 2012 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par SENG Chan Theary</i>	<p>« [L]a diligence raisonnable à laquelle sont tenus les co-juges d'instruction est un facteur pertinent lorsque sont considérés les droits garantis aux victimes dans le cadre de la procédure. Il convient donc d'examiner les dispositions prises par les magistrats instructeurs et la mesure dans laquelle elles ont affecté la situation des victimes. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 6)</p>

f. Obligation de Motiver les Décisions

1.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	<p>« [L]es organes judiciaires doivent motiver toutes leurs décisions conformément la norme internationale existant en la matière. Dans toute ordonnance qu'ils rendent concernant une requête visant à saisir la Chambre préliminaire, les co-juges d'instruction doivent donc énoncer les motifs pour lesquels ils acceptant ou rejettent cette requête. » (par. 21)</p>
2.	002 IENG Sary PTC 03	<p>[Traduction Non-officielle]</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<p>C22/I/74 17 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire considère qu'"une autorité est toujours tenue de justifier ses activités en motivant ses décisions". » (par. 64)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que les co-juges d'instruction ne sont pas dans l'obligation d'indiquer leur point de vue sur tous les facteurs étant donné que l'obligation de motiver ses décisions indique seulement qu'ils doivent donner les motifs légaux et faits pris en considération pour parvenir à leur décision. » (par. 66)</p>
3.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier <i>KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« La décision des co-juges d'instruction de prononcer le non-lieu ou de renvoyer la personne mise en examen devant la juridiction de jugement doit être motivée, comme le prévoit tout spécialement la règle 67 4) du Règlement. [...] [I]l existe une norme internationale en application de laquelle les organes judiciaires sont tenus de motiver toutes leurs décisions. » (par. 38)</p> <p>« En application des normes internationales pertinentes, un acte d'accusation (en l'espèce, l'ordonnance de renvoi) doit exposer de manière suffisamment circonstanciée les faits essentiels pour informer clairement un accusé des accusations portées contre lui afin qu'il puisse préparer sa défense. L'acte d'accusation doit exposer chaque chef d'accusation spécifiquement et séparément et doit identifier les actes particuliers sous une forme suffisamment claire pour informer l'accusé des accusations contre lesquelles il doit se défendre. Lorsqu'un accusé doit répondre de modes de participation invoqués à titre cumulatif dans l'acte d'accusation, cet acte doit énoncer clairement chacun des modes allégués. » (par. 47)</p> <p>« [L]e degré de précision requis d'un acte d'accusation varie selon la forme de responsabilité qui y est visée, puisque c'est nécessairement le lien allégué de l'accusé avec les faits, c'est-à-dire le mode de participation en cause engageant sa responsabilité, qui détermine si l'identité de la victime, les lieux et date des crimes dont l'accusé est présumé responsable, ainsi que la description même des faits incriminés, sont ou non des faits essentiels. » (par. 48)</p>
4.	<p>002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [C]onformément à la règle 63 7), les co-juges d'instructions doivent motiver leur ordonnance de prolongation. La Chambre préliminaire a déterminé dans [D55/I/8] que "les organes judiciaires doivent motiver toutes leurs décisions, conformément à la norme internationale existant en la matière". Une ordonnance des co-juges d'instruction prolongeant la détention provisoire doit dès lors être motivée. » (par. 21)</p>
5.	<p>002 IENG Thirith PTC 45 D300/2/2 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance relative aux Demandes D153, D172, D173, D174, D178 et D284 rendue par les Co-Juges d'Instruction</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction n'étaient pas tenus de préciser leurs raisons en raison de l'obscurité, de l'inintelligibilité et de l'imprécision de la demande. » (par. 21)</p>
6.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée]</p>	<p>« La question à laquelle doit répondre la Chambre préliminaire est la suivante : quel degré de précision la règle 55 10) impose-t-elle aux co-juges d'instruction dans l'exposé de leurs motifs. Le Règlement intérieur donne quelques indications à ce sujet. Premièrement, pour que le droit de la personne mise en examen à interjeter appel sur la base de la règle 74 3) b) ait un sens, celle-ci doit savoir pourquoi les co-juges d'instruction ont rejeté sa demande. Les co-juges d'instruction doivent donc exposer les motifs de leur rejet de façon suffisamment détaillée pour faire connaître les fondements de leur décision et ainsi permettre à la personne mise en examen de décider d'interjeter appel ou non et, si</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>oui, contre quel motif se pourvoir en appel et de rédiger un mémoire d'appel. Deuxièmement, la règle 77 14) impose à la Chambre préliminaire de rendre une décision "motivée[...]" s'il est interjeté appel de la décision prise par les co-juges d'instruction sur la base de la règle 55 10). La Chambre préliminaire ne saurait confirmer la décision de rejet des co-juges d'instruction si elle n'en connaît pas les motifs. C'est également la raison pour laquelle les co-juges d'instruction doivent motiver leur rejet avec suffisamment de précision pour permettre à la Chambre préliminaire d'exercer un contrôle efficace en appel. » (par. 23)</p> <p>« Tant la partie dont la demande a été rejetée par les co-juges d'instruction que la Chambre préliminaire doivent connaître les motifs de ce rejet avec un degré de précision suffisant pour permettre à cette partie de décider d'interjeter appel ou non et, si oui, sur quelle base et permettre à la Chambre préliminaire de déterminer si les co-juges d'instruction ont ou non commis une erreur. » (par. 28)</p> <p>« Les co-juges d'instruction ont le pouvoir – dont l'exercice est soumis au contrôle de la Chambre préliminaire en cas d'appel recevable – de déterminer le degré de précision imposé par le cadre juridique des CETC. Dans l'exercice de ce pouvoir, les co-juges d'instruction doivent être guidés par l'obligation que leur fait la règle 55 10) de rendre une décision de rejet motivée [...]. La Chambre préliminaire n'est pas d'avis que les co-juges d'instruction auraient dû donner absolument tous les détails possibles [...]. Elle estime en revanche que les co-juges d'instruction auraient au moins dû fournir un échantillon représentatif de ces informations [...]. » (par. 30)</p>
7.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« [U]ne ordonnance portant rejet d'une demande de constitution de partie civile doit être motivée. [...] Cette obligation existe, notamment, pour faciliter l'appel par la personne dont la demande a été rejetée. Un demandeur doit savoir, avec suffisamment de précision, ce qui a motivé le rejet de sa demande, doit pouvoir décider d'interjeter appel ou non et doit pouvoir choisir des moyens d'appel. Cette obligation permet également à la juridiction du deuxième degré de mener un réel examen en appel. » (Opinion de la Juge MARCHI-UHEL, par. 14)</p>
8.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire a toujours considéré que l'Ordonnance des co-juges d'instruction statuant sur une requête aux fins de saisir la Chambre préliminaire en vue d'une annulation devait déclarer les raisons pour lesquelles elle saisissait ou refusait de saisir la Chambre préliminaire. » (par. 18)</p>
9.	<p>004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016</p>	<p>« L'Ordonnance contestée [...] porte sur les modalités de communication d'éléments issues d'une instruction en cours. En tant que telle, elle relève du large pouvoir d'appréciation dont jouissent les co-juges d'instruction en vertu de la règle 56 du Règlement intérieur pour décider des questions relatives au secret de l'instruction et communiquer, dans certaines limites, des éléments de l'instruction. La Chambre préliminaire fait observer que, contrairement à la règle 55 10) du Règlement intérieur qui oblige expressément les co-juges d'instruction à motiver le rejet d'une demande d'acte d'instruction,</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International Concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i>	les dispositions régissant l'instruction devant les CETC n'obligent pas les magistrats instructeurs à faire de même dans le cas d'une ordonnance de communication. » (par. 38)
10.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« Si la délivrance des motifs à une date postérieure peut dans certaines circonstances répondre à l'obligation de motiver les décisions, la Chambre préliminaire estime que cette façon de procéder ne saurait valoir pour les ordonnances de clôture, compte tenu de l'exigence explicite énoncée à la règle 67 4) du Règlement intérieur, d'une part, et des particularités de cet acte de procédure qui met officiellement fin à l'instruction, d'autre part. La Chambre préliminaire rappelle que les co-juges d'instruction sont dessaisis du dossier immédiatement après la signature du dispositif d'une ordonnance de clôture. » (par. 33) « [L]a Chambre préliminaire n'estime pas, en l'espèce, que les intérêts de la personne mise en examen et des victimes, garantis par les règles 21 1) et 4) du Règlement intérieur, étaient mieux protégés par la délivrance de deux ordonnances distinctes [...]. » (par. 34)

g. Devoirs concernant les Victimes

1.	004 YIM Tith PTC 62 D384/7 29 septembre 2021 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i>	« Comme les juges internationaux l'ont déjà dit, "pour remplir l'obligation qu'ils ont d'informer les victimes adéquatement et en temps voulu, les co-juges d'instruction doivent faire preuve de toute la diligence voulue pour protéger les intérêts des victimes, <i>tout au long</i> de l'instruction dans son ensemble." » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 111) « [L]es juges internationaux ne considèrent pas que [les doutes des co-juges d'instruction concernant la compétence] constitue[nt] un motif valable pour entretenir les victimes dans l'ignorance quant aux questions faisant l'objet de l'instruction, compte tenu de l'obligation des co-juges d'instruction de tenir les victimes informées en vertu de la règle 21 1) c) du Règlement intérieur. [...] [I]l incombait aux co-juges d'instruction de partager des informations pour permettre aux victimes intéressées de commencer à préparer adéquatement leurs demandes de constitution de partie civile. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 112)
----	---	--

h. Absence de Devoir de Divulguer tous les Détails de l'Instruction

1.	002 IENG Sary PTC 72 D402/1/4 30 novembre 2010 <i>Décision relative 1) à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de tous les Actes d'Instruction Conduits par ou avec le Concours de Stephen HEDER et David BOYLE ainsi que sa Demande Visant à</i>	« Durant la phase préalable au procès, c'est aux co-juges d'instruction qu'il appartient de se prononcer sur la crédibilité d'un document. [...] Si, au cours de la phase de l'instruction, ces juges doivent s'acquitter de nombreuses obligations, ils ne sont en aucun cas tenus de fournir des "précisions" ou autres "éclaircissements" concernant le recueil d'éléments de preuve, pas même lorsque ces éléments proviennent de sources spécifiques. » (par. 25) « [L]es co-juges d'instruction ne sont nullement tenus d'expliquer dans les moindres détails la conduite de l'instruction judiciaire, et ils le sont d'autant moins dans le cas où les informations que l'on sollicite d'eux nécessiteraient qu'ils révèlent la part exacte de travail fournie par des membres particuliers de leur Bureau ainsi que leur identité. » (par. 31)
----	--	---

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Saisir la Chambre Préliminaire afin qu'elle Prononce la Nullité de tous les Éléments de Preuve Tirés des Documents Recueillis par le Centre de Documentation du Cambodge, et 2) au Recours Formé par le Biais d'une Procédure d'Appel Simplifiée contre le Refus des Co-Juges d'Instruction de Suspendre la Procédure</i>	
--	--	--

iv. Fin de la Compétence des Co-Juges d'Instruction

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [L]orsqu'un appel recevable contre l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction est déposé devant la Chambre, elle n'est pas seulement saisie du dispositif d'une ordonnance ou d'une décision particulière, mais du dossier dans son intégralité, la Chambre acquérant [...] un pouvoir sur l'ensemble du dossier. À partir de ce stade, les co-juges d'instruction sont dessaisis de l'affaire objet du litige et dépourvus de tout pouvoir concernant tous les aspects de l'instruction du dossier. La compétence de la Chambre préliminaire, y compris ses pouvoirs étendus, est mise en œuvre dès qu'elle est saisie d'un appel contre une ordonnance de clôture. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 126)</p> <p>« [L]e Bureau des co-juges d'instruction ne peut être saisi que d'un réquisitoire déposé par le Bureau des co-procureurs. En outre, le Bureau des co-juges d'instruction est dessaisi de ses fonctions immédiatement après la délivrance d'une ordonnance de clôture, à l'exception de ses fonctions administratives explicitement prévues dans les textes applicables devant les CETC. [...] [L]a Chambre préliminaire [...] est la juridiction de dernier ressort en matière d'instruction, y compris pour toute demande en rapport avec le stade préliminaire une fois que le Bureau des co-juges d'instruction a été dessaisi. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 132)</p>
----	---	---

3. Rôle des Parties dans l'Instruction

i. Participation des Parties

Voir aussi [IV. C. Demandes Particulières des Parties](#) ; [VII. B. Appels \(Général\)](#) ; [VII. C. Annulation](#)

a. Général

1.	004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ce sont les co-juges d'instruction qui diligentent l'instruction mais les parties peuvent y prendre part activement, notamment des manières suivantes : i) en demandant aux co-juges d'instruction "de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles" ; ii) en demandant aux co-juges d'instruction "de [les] entendre, d'interroger un témoin, de se transporter sur les lieux, d'ordonner une expertise ou de recueillir d'autres preuves en [leur] nom " ; iii) en interjetant appel d'un certain nombre de décisions rendues par les co-juges d'instruction qui sont susceptibles d'appel ou en contestant les appels interjetés par d'autres parties ; iv) en demandant l'annulation d'actes d'instruction pour vices de procédure. Pour produire tous leurs effets, ces droits doivent être accordés aussitôt que possible à toutes les parties, pour autant qu'il n'existe aucun intérêt légitime à procéder différemment. Ainsi, en application du Règlement intérieur, ces droits sont accordés aux co-procureurs dès l'ouverture de l'instruction et aux personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile à compter du moment où elles déposent une telle demande. Aux termes du Règlement intérieur, ces droits sont exercés "[à] tout moment durant l'instruction". Une lecture cohérente du Règlement</p>
----	--	---

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		intérieur fait apparaître qu'à l'instar des autres parties, les personnes qui sont susceptibles d'être renvoyées en jugement puisqu'elles sont visées par des poursuites doivent avoir la possibilité de participer dès que possible à l'instruction. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 20)
--	--	---

b. Participation des Co-Procureurs

Voir aussi [IV. A. 1. I. Rôle des Co-Procureurs](#)

1.	004 YIM Tith PTC 46 D361/4/1/10 13 novembre 2017 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision sur la Requête de YIM Tith pour un Temps de Préparation Adéquat</i>	[Traduction Non-Officielle] « S'agissant de l'allégation de la Défense relative au caractère inéquitable lié au "risque" que le juge privilégie les intérêts du CPI par rapport à ceux de la défense, ce qui, selon la Défense, illustre l'inégalité procédurale dans le présent cas, la Chambre note les déclarations sans équivoques du CJI selon lesquelles "[i]l ressort de la nature même du mécanisme des CETC et de la charge de la preuve pesant sur le CPI que le CPI a un 'temps d'avance' sur l'instruction" et que "[u]ne fois que le dossier se trouve devant le BCJI, le droit de l'Accusation à participer à ou à mener des enquêtes n'est plus supérieur à celui de la Défense ou de toute autre partie". En tout état de cause, à moins que des preuves soient fournies pour renverser la présomption d'impartialité du Juge, la Chambre préliminaire ne considérera aucune des allégations selon lesquelles les intérêts du CPI ont pu avoir été privilégiés. » (par. 31)
2.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« Bien que la décision de mettre en examen un suspect soit une décision non contradictoire, les co-procureurs ont le droit de participer à l'instruction. Le Règlement intérieur leur fournit divers moyens leur permettant d'intervenir dans la procédure, notamment en demandant, en application de la règle 55 10) du Règlement intérieur, aux co-juges d'instruction de "rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 113) « Il était, par conséquent, loisible aux co-procureurs de requérir, à tout moment durant l'instruction, la mise en examen supplétive, sous forme de demandes d'actes d'instruction présentées en application de la règle 55 10) du Règlement intérieur et d'interjeter appel contre toute éventuelle décision de rejet en application de la règle 74 2) de ce même Règlement – que la décision soit explicite ou implicite en raison d'un rejet tacite. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 114)

c. Participation des Victimes

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

1.	003 Parties Civiles PTC 02 D11/2/4/4 24 octobre 2011 [Version Publique Expurgée] <i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance Statuant sur la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Robert HAMILL</i>	« Nous soulignons également que les victimes – qui, en application du Règlement intérieur, sont autorisées à participer à l'instruction à divers titres, en tant que plaignants ou en se constituant partie civile – peuvent fournir des informations importantes sur les faits visés par l'instruction, y compris sur le rôle éventuel qu'ont pu jouer les suspects dans le cadre de la commission des crimes allégués. En refusant aux victimes la possibilité de participer à l'instruction, les co-juges d'instruction se privent peut-être d'informations importantes qui auraient pu les aider dans la recherche de la vérité, ce qui compromet l'exhaustivité de l'instruction et suscite des doutes quant à son impartialité. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 5) « À notre avis, la règle 23 bis 2) du Règlement intérieur, lue conjointement avec les paragraphes 6) et 11) de la règle 55, autorise les personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile à consulter le dossier par l'entremise de leurs avocats, et ce à compter de la date de dépôt de leur demande et jusqu'au moment où celle-ci est rejetée à titre définitif. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 6)
----	--	---

d. Participation de la Défense et Accès au Dossier

Voir aussi [IV. B. 4. III. Statut de Suspect et de Personne Mise en Examen](#) ; [II. Droit au Procès Equitable](#)

1.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« [L]’obligation d’informer doit, dans une certaine mesure, s’appliquer au réquisitoire introductif, de sorte que la personne mise en examen puisse exercer son droit de participer à l’instruction. Cela étant, le degré de précision exigé d’un acte d’accusation ne saurait être directement transposé à un réquisitoire introductif établi par les co-procureurs sans le bénéfice d’une enquête complète. » (par. 95)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l’Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d’Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l’Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e Règlement intérieur réserve aux "personnes mises en examen", considérées comme "parties à la procédure" devant les CETC, le droit de participer à l’instruction et de consulter le dossier par l’intermédiaire d’un avocat. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 14)</p> <p>« Les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif encourent le risque particulier d’être finalement renvoyées en jugement. [...] En vertu du principe de l’égalité des armes, consacré à l’article 14 3) du [PIDCP] et reproduit à la règle 21 1) a) du Règlement intérieur, ces personnes doivent bénéficier de la même possibilité raisonnable de présenter leur cause dans des conditions qui n’entraînent pas pour elles un <i>désavantage considérable</i> vis-à-vis des autres parties. [...] Lorsqu’une personne est expressément visée par l’Accusation et que les parties civiles ou les personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile ont elles-mêmes la possibilité d’influer sur l’issue de l’instruction (notamment en présentant des demandes d’actes d’instruction) et de solliciter des réparations morales et collectives, la personne en question devrait avoir la possibilité de connaître les allégations portées à son encontre, de les contester et d’influer sur l’instruction de la même manière que les autres parties. Par conséquent, les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif étant "visée[s] par les poursuites", elles doivent bénéficier des droits découlant du statut de personne mise en examen, qu’elles aient ou non été formellement mises en examen par les co-juges d’instruction et convoquées à une audience de première comparution. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 21)</p> <p>« Il convient de rappeler que le droit des droits de l’homme "milite pour une conception ‘matérielle’, et non ‘formelle’, de l’‘accusation’ [et] commande à la Cour de regarder au-delà des apparences et d’analyser les réalités de la procédure en jeu pour savoir s’il y avait ‘accusation’". [...] En l’espèce, lorsqu’il a reçu la Notification [...], TA An a officiellement été informé par les autorités compétentes [...] qu’il était visé par une enquête portant sur des crimes dont il pourrait être responsable. Il doit donc bénéficier du droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, en application de l’article 14 3) b) du [PIDCP], en plus du droit de bénéficier du même traitement que les autres parties [...]. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 25)</p> <p>« Compte tenu de la place centrale qu’occupe l’instruction dans la procédure des CETC, TA An doit pouvoir consulter le dossier et participer à l’instruction suffisamment longtemps avant qu’il ne soit statué sur son éventuel renvoi en jugement. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 26)</p> <p>« [A]u stade actuel de la procédure, il peut exister des raisons légitimes de surseoir à accorder l’accès au dossier ou de restreindre la communication d’informations à TA An et à ses avocats. [...] Sur le plan des droits de l’homme, la limitation d’une garantie procédurale comme le droit d’accéder au dossier est acceptable pour autant : i) qu’elle serve un intérêt légitime ; ii) qu’à la lumière de l’ensemble de la procédure, le défendeur ne soit pas privé de son droit à ce que sa cause soit entendue équitablement. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 29)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

3.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/16 19 février 2014 <i>Seconde Décision sur la Demande de Mesures Provisoires</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire adopte les conclusions de la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour le Liban dans le dossier <i>El Sayed</i> , suivant lesquelles le droit d'accès à la justice, qui a acquis le statut de <i>jus cogens</i> , peut exiger qu'une autorité judiciaire accorde l'accès aux documents qui sont nécessaire à l'exercice d'un droit devant le tribunal. En particulier, la Chambre d'Appel a conclu qu'il convient de faire droit à une demande d'accès à des documents qui vise à soutenir une demande devant le tribunal ou à exercer un droit "si cela est nécessaire pour éviter un risque réel que le demandeur subisse une injustice qui l'emporterait sur les intérêts contraires, si elle est déclinée" et seulement "dans les proportions requises pour ce but." » (par. 14)
4.	003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i>	« [L]a mise en examen est l'acte par lequel les co-juges d'instruction, après avoir informé la personne des faits dont ils ont été saisis et leur qualification juridique à ce stade de la procédure, notifient à la personne mise en examen l'existence d'indices précis et concordant indiquant qu'elle peut être tenue responsable pour la commission de ces crimes. Le suspect devient alors personne mise en examen pouvant consulter le dossier et participer à l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 14)

ii. Enquêtes et Démarches par les Parties

1.	002 NUON Chea PTC 67 D365/2/10 15 juin 2010 <i>Décision relative à l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Requête visant à Verser au Dossier des Preuves Supplémentaires tendant à Prouver la Connaissance des Crimes par les Personnes Mises en Examen</i>	« Ils prétendent que la démarche [des co-procureurs] visant à réunir les [...] documents entre dans la catégorie des actes d'instruction et est dès lors prohibée. » (par. 10) « La Chambre préliminaire trouve que la conduite des Appelants ne constitue pas un acte d'instruction prohibé. [...] Ils n'ont pas effectué un acte d'instruction et leur action s'apparente plutôt à une demande d'admission de pièces identifiées grâce à une démarche autorisée, l'analyse de sources publiques. De telles démarches sont expressément autorisées par les co-juges d'instruction [...]. » (par. 12)
2.	003 MEAS Muth PTC 10 D87/2/2 23 avril 2014	[Traduction Non-Officielle] « [I]l n'existe aucune disposition dans le droit applicable qui autorise les parties ou des tiers à accomplir des actes d'instruction à la place des co-juges d'instruction, qui ont la charge de l'instruction. De plus,

	<i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de Quatorze des Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d'Instruction]</i>	s'agissant des parties, la Chambre préliminaire a rejoint l'opinion des co-juges d'instruction en soulignant que "la capacité des parties à intervenir est par conséquent <i>limitée aux démarches préliminaires qui sont strictement nécessaires pour exercer de manière effective leur droit de demander des actes d'instruction</i> " [...]. » (par. 46)
--	---	---

4. Questions relatives à la Mise en Examen et aux Charges

i. Pouvoir des Co-Juges d'Instruction de Mettre en Examen (Règle 55 4) du Règlement Intérieur)

1.	<p>004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Ainsi, la règle 55 4) du Règlement intérieur prévoit expressément que les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif peuvent être formellement mises en examen sans que les co-juges d'instruction aient au préalable établi s'il existait des "indices précis et concordants" donnant à penser qu'elles pourraient être pénalement responsables d'un crime visé par le réquisitoire introductif, ce qui n'est pas le cas pour les personnes qui ne sont pas nommément désignées. [...] Dès lors qu'elles sont "visée[s] par les poursuites", les personnes désignées nommément dans un réquisitoire introductif sont automatiquement englobées par la définition de la "personne mise en examen" retenue dans le glossaire du Règlement intérieur, tant que les co-juges d'instruction n'ont pas décidé qu'elles n'étaient plus mises en examen. [...] [L]a règle 55 4) du Règlement intérieur n'impose nullement, pour considérer comme "mise en examen" une personne <i>déjà nommément désignée</i> dans un réquisitoire introductif, que les co-juges d'instruction décident qu'il existe des indices suffisants, puisque cette obligation concerne uniquement les personnes qui <i>ne sont pas nommément désignées</i>, comme indiqué plus haut. De même, il ne ressort pas de la règle 57 1) du Règlement intérieur qu'une première comparution soit une condition préalable à remplir pour qu'une personne soit considérée comme "mise en examen"; au contraire, cette règle confirme qu'une personne nommément désignée dans un réquisitoire introductif est déjà considérée comme telle [...]. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 18)</p> <p>« [L]e co-juge d'instruction international actuel a expliqué ne pas encore avoir mis TA An en examen parce qu'il n'avait pas statué sur l'existence d'"indices précis et concordants" donnant à penser que l'intéressé pourrait être responsable des faits visés dans le Réquisitoire introductif. Le co-juge d'instruction international a ainsi décidé d'appliquer le même critère que celui expressément envisagé à la règle 55 4) <i>pour les personnes qui ne sont pas nommément désignées dans un réquisitoire introductif</i>, c'est-à-dire les personnes au sujet desquelles les co-procureurs n'ont pas encore invoqué des raisons de penser qu'elles pourraient avoir commis des crimes relevant de la compétence des CETC, soit un cas de figure qui n'est pas celui de TA An. Ce critère est presque aussi exigeant que celui imposé pour rendre une ordonnance de renvoi devant les CETC [...]. L'adoption de ce critère pourrait donc avoir pour effet qu'une décision de mise en examen en bonne et due forme soit prise à un stade avancé de l'instruction. [...] [D]ès lors qu'il est nommément désigné dans le Réquisitoire introductif, et à défaut de toute information selon laquelle il ne serait plus visé par les poursuites, TA An est une "personne mise en examen" au sens de la définition du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 24)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 13 D117/1/1/2 3 décembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre l'Ordonnance du Co-Juges d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Quant au critère de mise en examen, il est expressément établi à la règle 55 4). La question de savoir si ce critère est rempli ou non dans un cas particulier est une question de fait qui ne peut être examinée de manière abstraite. » (par. 16)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>International sur la Requête du Suspect concernant la Convocation Signée par un Co-Juge d'Instruction</i>	
3.	<p>004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1^{er} mars 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>« [L]a procédure en l'espèce en est à la phase de l'instruction et que la mise en examen en application de la règle 55 4) du Règlement intérieur ne concerne en aucune manière un prononcé de culpabilité ou d'innocence. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 13)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« [L]es règles 55 4) et 57 ne fournissent pas de définition de mise en examen. En revanche, ces règles indiquent les conditions qui doivent être remplies pour qu'une personne soit mise en examen, et fixent les étapes procédurales que doivent suivre les co-juges d'instruction pour mettre quelqu'un en examen. Ni le cadre juridique applicable aux CETC ni le Code de procédure pénale cambodgien ne fournissent de définition de la mise en examen. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 11)</p> <p>« La mise en examen relève du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction mais ne peut être effectuée que si une condition précise est remplie. En application de la règle 55 4), les co-juges d'instruction disposent du pouvoir discrétionnaire de mettre en examen un suspect ou toute autre personne, qu'elle soit ou non désignée dans le réquisitoire introductif, à condition qu'il existe des indices <i>précis et concordants</i> indiquant que cette personne peut être tenue pénalement responsable d'avoir commis un crime mentionné dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif. Cette règle permet de dégager une condition de fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 12)</p> <p>« La mise en examen est également un acte qui ouvre un certain nombre de droits à la personne mise en examen. C'est un moyen pour les co-juges d'instruction, qui sont saisis <i>in rem</i> et non <i>in personam</i>, de permettre au mis en examen de participer à l'instruction. Celui-ci est pleinement informé des accusations qui pèsent contre lui, comme l'exige la règle 21 d) du Règlement intérieur, et peut à partir de ce moment jouer un rôle actif dans la procédure en application des règles 55 10), 58 6), 74 et 76. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 13)</p> <p>« [L]a mise en examen est l'acte par lequel les co-juges d'instruction, après avoir informé la personne des faits dont ils ont été saisis et leur qualification juridique à ce stade de la procédure, notifient à la personne mise en examen l'existence d'indices précis et concordant indiquant qu'elle peut être tenue responsable pour la commission de ces crimes. Le suspect devient alors personne mise en examen pouvant consulter le dossier et participer à l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 14)</p> <p>« Il n'est pas possible d'interjeter appel de la mise en examen. En effet, le juge est investi de deux types de pouvoir : l'<i>imperium</i> et la <i>juridictio</i>. Seuls les actes pris dans le cadre de la <i>juridictio</i> sont susceptibles d'appel. Dans ce contexte, les mots "pouvoir" et "faire connaître", utilisés aux règles 55 4) et 57 1), à propos de la mise en examen, indiquent que la mise en examen relève de l'<i>imperium</i> et n'est donc pas susceptible d'appel. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 15)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

ii. Procédure de Mise en Examen

Voir aussi [II. B. 1. XIII. Droit d'Être Informé des Charges à son Encontre](#)

a. Première Comparution et Notification des Mises en Examen

1.	<p>004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1^{er} mars 2016</p> <p><i>Considérations Relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>« La règle 57 pose le principe selon lequel un suspect doit recevoir notification des faits qui lui sont reprochés quand il comparaît pour la première fois devant les co-juges d'instruction, c'est-à-dire lors de sa première comparution. Les juges soussignés conviennent avec les co-avocats qu'une première comparution doit se tenir en présence du suspect [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 20)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« [L]es règles 55 4) et 57 [...] indiquent les conditions qui doivent être remplies pour qu'une personne soit mise en examen, et fixent les étapes procédurales que doivent suivre les co-juges d'instruction pour mettre quelqu'un en examen. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 11)</p> <p>« La mise en examen relève du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction mais ne peut être effectuée que si une condition précise est remplie. En application de la règle 55 4), les co-juges d'instruction disposent du pouvoir discrétionnaire de mettre en examen un suspect ou toute autre personne, qu'elle soit ou non désignée dans le réquisitoire introductif, à condition qu'il existe des indices <i>précis et concordants</i> indiquant que cette personne peut être tenue pénalement responsable d'avoir commis un crime mentionné dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif. Cette règle permet de dégager une condition de fond. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 12)</p> <p>« La mise en examen est également un acte qui ouvre un certain nombre de droits à la personne mise en examen. C'est un moyen pour les co-juges d'instruction, qui sont saisis <i>in rem</i> et non <i>in personam</i>, de permettre au mis en examen de participer à l'instruction. Celui-ci est pleinement informé des accusations qui pèsent contre lui, comme l'exige la règle 21 d) du Règlement intérieur, et peut à partir de ce moment jouer un rôle actif dans la procédure en application des règles 55 10), 58 6), 74 et 76. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 13)</p> <p>« Il n'est pas possible d'interjeter appel de la mise en examen. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 15)</p>
3.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La règle 57 1) de ce même Règlement [...] traite de la procédure de mise en examen. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 107)</p> <p>« La procédure de mise en examen, dans un système inquisitoire, constitue donc une décision judiciaire par laquelle le suspect se voit non seulement officiellement notifier les charges rassemblées à son encontre, mais aussi est informé de ce qu'un certain nombre d'éléments de preuve à charge ont été recueillis à son encontre. C'est aussi par la mise en examen que le suspect est mis en situation de répondre aux allégations formulées à son encontre et de préparer sa défense en lui permettant de jouer un rôle actif dans la procédure et d'exercer ses droits. Du point de vue de l'accusation, la mise en examen délimite clairement les faits qui, parmi toutes les allégations initiales, sont effectivement retenus. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 109)</p> <p>« En conséquence, les juges soussignés estiment qu'un suspect doit d'abord être mis en examen avant de pouvoir être renvoyé en jugement. Le fait que les co-avocats aient présenté des arguments juridiques sur les faits qui auraient été commis sur des sites de crimes autres que ceux ayant formellement fait l'objet de la mise en examen n'atténue pas cette exigence procédurale [...]. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 112)</p>

b. Convocation à la Première Comparution

<p>1.</p>	<p>004 IM Chaem PTC 09 A122/6.1/3 15 août 2014</p> <p><i>Décision relative à la Requête Urgente d'IM Chaem tendant au Sursis à l'Exécution de sa Convocation pour Première Comparution</i></p>	<p>« [E]n l'absence de toute disposition [...] [la Chambre préliminaire] pouvait exercer sa "compétence inhérente" pour ordonner qu'il soit sursis à l'exécution d'une ordonnance [...]. [...] [I]l doit être établi que l'exécution de cet acte ou de cette ordonnance "aurait une incidence directe sur la procédure en appel dont elle est saisie [traduction non officielle], tout en précisant que les trois conditions suivantes devaient également être remplies :</p> <p>"a. la suspension sollicitée est bien fondée; b. la durée de la suspension sollicitée est raisonnable; et c. l'appel en soi a, eu égard à son bien-fondé, des chances raisonnables de succès." » (par. 10)</p> <p>« Premièrement, la Défense n'a pas démontré qu'IM Chaem subirait un préjudice "irréparable" si elle se présentait devant le co-juge d'instruction international en vue de se voir notifier les accusations retenues contre elle et si cette audition de première comparution devait être déclarée nulle par la suite. D'une part, rien n'oblige l'intéressée à faire une déclaration lors de sa première comparution et, d'autre part, si sa convocation et/ou sa mise en examen venaient à être annulées ultérieurement, ces actes seraient déclarés nuls et non avenue. Dans ce cas de figure, la situation d'IM Chaem serait identique à celle antérieure aux actes en question. » (par. 13)</p> <p>« Dans ce contexte, il ressort clairement de l'Accord relatif aux CETC, de la Loi relative aux CETC et du Règlement intérieur que le co-juge d'instruction international était bien habilité à délivrer à lui seul une convocation. De surcroît, la Chambre préliminaire a confirmé par le passé qu'un co-procureur ou un co-juge d'instruction pouvait agir seul lorsqu'un désaccord avait été consigné au registre du bureau concerné et que le délai fixé pour la saisir de la question s'était écoulé. Par conséquent, la Chambre préliminaire ne saurait envisager d'ordonner qu'il soit sursis à l'exécution [...]. » (par. 14)</p>
-----------	---	---

c. Mise en Examen et Notification en l'Absence de la Personne Mise en Examen

<p>1.</p>	<p>004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1^{er} mars 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>« [L]a formule "<i>charging in absentia</i>" employée en anglais dans la Décision attaquée et traduite en français par "mettre en examen en l'absence de l'intéressé(e)" a pu être source de confusion. "<i>In absentia</i>" signifie "en l'absence de". En droit, cette expression latine est généralement utilisée pour désigner un "procès par défaut", c'est-à-dire le prononcé de la culpabilité ou de l'innocence d'un accusé, et le cas échéant d'une peine, en son absence. [...] [L]a procédure en l'espèce en est à la phase de l'instruction et que la mise en examen en application de la règle 55 4) du Règlement intérieur ne concerne en aucune manière un prononcé de culpabilité ou d'innocence. Par conséquent, toute référence à des règles de procédure concernant des procès par défaut doit être analysée avec prudence, en prenant en compte les différences entre les phases de la procédure et leurs conséquences pour le défendeur. [...] [L]a simple utilisation de la formule "<i>in absentia</i>" est inapplicable en l'espèce [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 13)</p> <p>« Le Règlement intérieur ne fixe aux co-juges d'instruction aucune condition devant être remplie pour décider de mettre en examen un suspect nommé dans un réquisitoire introductif, pas plus qu'il n'exige d'étapes procédurales avant de prendre cette décision. [...] [L]e co-juge d'instruction international a considéré qu'il devait être convaincu qu'il existait suffisamment d'éléments de preuve avant de décider de mettre en examen un suspect, fût-il nommé dans un réquisitoire introductif. Quoi qu'il en soit, il lui paraissait évident qu'il devait procéder à cet examen <i>ex parte</i>, et que le suspect ne participerait à la procédure qu'après avoir été formellement mis en examen lors de la première comparution. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 19)</p> <p>« La règle 57 pose le principe selon lequel un suspect doit recevoir notification des faits qui lui sont reprochés quand il comparaît pour la première fois devant les co-juges d'instruction, c'est-à-dire lors de sa première comparution. Les juges soussignés conviennent avec les co-avocats qu'une première comparution doit se tenir en présence du suspect [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 20)</p> <p>« Le Règlement intérieur ne pose pas la première comparution comme un acte procédural devant être nécessairement accompli avant que le co-juge d'instruction puisse <i>décider</i> de mettre en examen un suspect, et dispose expressément qu'une telle décision est indépendante de l'acte concret de notification des chefs d'inculpation, qui se produit ensuite. Les règles 55 4) et 57 du Règlement intérieur disposent clairement que la décision de mettre en examen un suspect désigné dans un</p>
-----------	---	--

	<p>réquisitoire introductif est une décision non contradictoire prise par les co-juges d'instruction, ou par un seul en cas de désaccord entre eux. Le suspect ne bénéficie pas d'un droit d'être entendu avant que cette décision soit prise. Lors de la comparution initiale, le suspect reçoit uniquement <i>notification</i> des chefs d'inculpation. À cet égard, les juges soussignés font observer que s'il est évident que la "personne mise en examen" a la faculté de faire une déclaration, on ne peut pour autant en conclure qu'elle a le droit d'être entendue avant que la décision de la mettre en examen soit prise. En réalité, la déclaration visée au premier paragraphe de la règle 57 représente la première possibilité qui est donnée à la personne mise en examen de présenter sa version des faits dans le cadre de l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 21)</p> <p>« [L]'impossibilité de tenir une première comparution en application de la règle 57 du Règlement intérieur n'interrompt pas la procédure. Il semble évident qu'en application du Règlement intérieur les co-juges d'instruction ont l'obligation de diligenter une instruction quand ils sont saisis par un réquisitoire introductif et de vider leur saisine en prenant une décision de non-lieu ou de renvoi. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 23)</p> <p>« [U]ne première comparution ne doit pas nécessairement être tenue avant de mettre en examen un suspect aux CETC [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 26)</p> <p>« [L]es règles de procédure établies au niveau international autorisent les mesures exceptionnelles permettant de poursuivre la procédure au stade préalable au procès, lorsque : a) une personne a expressément et par écrit renoncé à son droit à être présente ou b) toutes les mesures raisonnables ont été prises pour assurer sa comparution devant le tribunal compétent et pour l'informer des faits qui lui sont reprochés, mais que ces efforts sont demeurés vains [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 36)</p> <p>« S'agissant de la renonciation à être présent, les juges soussignés font observer que les règles établies au niveau international exigent que l'accusé ait au préalable été notifié de la procédure pour pouvoir expressément, et par écrit, renoncer à être présent. En application des règles des tribunaux internationaux, une renonciation implicite ne suffit pas pour que le tribunal puisse décider de poursuivre la procédure en l'absence de l'accusé. Il faut encore que toutes les mesures raisonnables aient été prises pour s'assurer de sa présence. Il convient de faire une distinction entre, d'une part, les critères fixés par la procédure des tribunaux pénaux internationaux pour que des mesures exceptionnelles puissent être prises suite à l'inexécution d'un mandat d'arrêt ; et, d'autre part, les critères visant à garantir que le droit à être présent à son procès, consacré par les instruments relatifs aux droits de l'homme, est respecté. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 37)</p> <p>« S'agissant de la question de savoir si des mesures suffisantes ont été prises pour s'assurer que l'accusé soit arrêté et que les chefs d'inculpation lui aient été notifiés, les juges soussignés notent que la question qui doit être résolue, pour poursuivre la procédure en l'absence de l'accusé, n'est pas de savoir si les autorités nationales ont pris toutes les mesures raisonnables, mais bien de savoir si le tribunal les a prises. Dans le contexte des tribunaux à caractère international, on s'accorde à dire que les obstacles à l'exécution d'un mandat d'arrêt peuvent venir du manque de coopération des autorités de l'État sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle duquel l'intéressé réside ou a eu sa dernière résidence connue. Dans ces conditions, les mesures raisonnables comprennent les tentatives d'obtenir la coopération des autorités compétentes, qui peuvent être vaines. [...] En réalité, l'absence de rapport des autorités compétentes peut, après un délai raisonnable, être considérée comme signifiant que le mandat d'arrêt n'est pas exécuté. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 38)</p> <p>« Le droit international ne précise pas ce que sont des mesures raisonnables prises pour s'assurer de la présence de l'accusé. Chaque cas doit être examiné au vu de l'ensemble des circonstances de l'espèce. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 39)</p> <p>« [L]a notification des chefs d'inculpation est faite en personne car c'est normalement la première fois qu'elle prend connaissance de la procédure. [...] [L]a notification aux co-avocats était régulière et appropriée dans les conditions exceptionnelles de l'espèce. [...] [L]'objectif de la Notification des chefs d'inculpation à IM Chaem a été atteint en passant par l'intermédiaire de ses co-avocats. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 43)</p> <p>« [L]a diffusion dans les médias est envisagée quand le suspect est introuvable, et non quand il est représenté par un conseil. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 44)</p>
--	---

iii. Statut de Suspect et de Personne Mise en Examen

<p>1. 004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e Règlement intérieur réserve aux "personnes mises en examen", considérées comme "parties à la procédure" devant les CETC, le droit de participer à l'instruction et de consulter le dossier par l'intermédiaire d'un avocat. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 14)</p> <p>« [L]e Règlement intérieur manque de clarté quant à la définition des termes "personne mise en examen" et "suspect" et quant à la signification et aux conséquences précises du processus de "mise en examen" envisagé aux règles 55 4) et 57. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 15)</p> <p>« [N]ous estimons que doit prévaloir l'interprétation [...] en vertu de laquelle un suspect désigné dans un réquisitoire introductif doit être considéré comme une "personne mise en examen". » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 16)</p> <p>« [L]es statuts de "suspect" et de "personne mise en examen" ne sont pas définis l'un par rapport à l'autre, et que, par conséquent, rien ne permet de penser qu'ils sont inconciliables. Ainsi, une personne pourrait correspondre aux deux définitions en même temps pendant une période donnée, ce qui lui permettrait de bénéficier non seulement des droits plus limités reconnus à un "suspect", mais également de ceux qui sont reconnus à une "personne mise en examen". [...] Pour déterminer si une personne remplit ou non les conditions requises pour être considérée comme une "personne mise en examen", il faut se demander si elle est "visée par les poursuites". De toute évidence, une personne qui a été mise en examen en bonne et due forme par les co-juges d'instruction lors de sa première comparution est "visée par les poursuites", mais cela n'est pas une condition préalable. Le sens de l'expression « visée par les poursuites » est plus large. Cette expression désigne en effet une personne contre laquelle des poursuites pénales ont été engagées. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 17)</p> <p>« Ainsi, la règle 55 4) du Règlement intérieur prévoit expressément que les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif peuvent être formellement mises en examen sans que les co-juges d'instruction aient au préalable établi s'il existait des "indices précis et concordants" donnant à penser qu'elles pourraient être pénalement responsables d'un crime visé par le réquisitoire introductif, ce qui n'est pas le cas pour les personnes qui ne sont pas nommément désignées. [...] Dès lors qu'elles sont "visée[s] par les poursuites", les personnes désignées nommément dans un réquisitoire introductif sont automatiquement englobées par la définition de la "personne mise en examen" retenue dans le glossaire du Règlement intérieur, tant que les co-juges d'instruction n'ont pas décidé qu'elles n'étaient plus mises en examen. Contrairement à ce qu'a estimé le co-juge d'instruction international, la règle 55 4) du Règlement intérieur n'impose nullement, pour considérer comme "mise en examen" une personne <i>déjà nommément désignée</i> dans un réquisitoire introductif, que les co-juges d'instruction décident qu'il existe des indices suffisants, puisque cette obligation concerne uniquement les personnes qui <i>ne sont pas nommément désignées</i>, comme indiqué plus haut. De même, il ne ressort pas de la règle 57 1) du Règlement intérieur qu'une première comparution soit une condition préalable à remplir pour qu'une personne soit considérée comme "mise en examen" ; au contraire, cette règle confirme qu'une personne nommément désignée dans un réquisitoire introductif est déjà considérée comme telle [...]. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 18)</p> <p>« Deuxièmement, nous considérons que, lorsque l'on examine concrètement les droits attachés au statut de "personne mise en examen", l'expression "visée par les poursuites" doit primer sur le processus formel de mise en examen, cela afin de garantir le respect des principes fondamentaux énoncés à la règle 21 du Règlement intérieur et régissant les procédures devant les CETC. Ces principes fondamentaux visent en particulier à protéger les intérêts des suspects et des personnes mises en examen, à garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures, à s'assurer que les procédures soient équitables et contradictoires et à préserver l'équilibre des droits des parties, et à s'assurer que toute personne suspectée ou poursuivie soit informée des charges retenues contre elle et assistée d'un défenseur de son choix. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 19)</p> <p>« Ce sont les co-juges d'instruction qui diligentent l'instruction mais les parties peuvent y prendre part activement [...]. Une lecture cohérente du Règlement intérieur fait apparaître qu'à l'instar des autres parties, les personnes qui sont susceptibles d'être renvoyées en jugement puisqu'elles sont visées par</p>
---	---

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		<p>des poursuites doivent avoir la possibilité de participer dès que possible à l'instruction. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 20)</p> <p>« Les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif encourrent le risque particulier d'être finalement renvoyées en jugement. [...] En vertu du principe de l'égalité des armes, consacré à l'article 14 3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et reproduit à la règle 21 1) a) du Règlement intérieur, ces personnes doivent bénéficier de la même possibilité raisonnable de présenter leur cause dans des conditions qui n'entraînent pas pour elles un <i>désavantage considérable</i> vis-à-vis des autres parties. [...] Lorsqu'une personne est expressément visée par l'Accusation et que les parties civiles ou les personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile ont elles-mêmes la possibilité d'influer sur l'issue de l'instruction (notamment en présentant des demandes d'actes d'instruction) et de solliciter des réparations morales et collectives, la personne en question devrait avoir la possibilité de connaître les allégations portées à son encontre, de les contester et d'influer sur l'instruction de la même manière que les autres parties. Par conséquent, les personnes nommément désignées dans un réquisitoire introductif étant "visée[s] par les poursuites", elles doivent bénéficier des droits découlant du statut de personne mise en examen, qu'elles aient ou non été formellement mises en examen par les co-juges d'instruction et convoquées à une audience de première comparution. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 21)</p> <p>« Une personne nommément désignée dans un réquisitoire introductif devient une "personne mise en examen" dès que ce réquisitoire introductif est déposé devant les co-juges d'instruction, à moins que les co-juges d'instruction décident qu'elle n'est plus visée par les poursuites. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 23)</p> <p>« [D]ès lors qu'il est nommément désigné dans le Réquisitoire introductif, et à défaut de toute information selon laquelle il ne serait plus visé par les poursuites, TA An est une "personne mise en examen" au sens de la définition du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 24)</p>
2.	<p>004 YIM Tith PTC 06 D192/1/1/2 31 octobre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un "Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. » (par. 31)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations Relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle</i></p>	<p>« [L]es règles 55 4) et 57 ne fournissent pas de définition de mise en examen. En revanche, ces règles indiquent les conditions qui doivent être remplies pour qu'une personne soit mise en examen, et fixent les étapes procédurales que doivent suivre les co-juges d'instruction pour mettre quelqu'un en examen. Ni le cadre juridique applicable aux CETC ni le Code de procédure pénale cambodgien ne fournissent de définition de la mise en examen. Le droit français, qui a influencé le droit cambodgien, pourrait être utile en l'espèce, mais les articles [...] du Code de procédure pénale français fixant les règles de la mise en examen ne définissent pas ce concept non plus. Toutes ces dispositions fixent néanmoins de manière rigoureuse les conditions qui doivent être remplies et les droits garantis aux personnes mises en examen. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 11)</p> <p>« La mise en examen est également un acte qui ouvre un certain nombre de droits à la personne mise en examen. C'est un moyen pour les co-juges d'instruction, qui sont saisis <i>in rem</i> et non <i>in personam</i>, de permettre au mis en examen de participer à l'instruction. Celui-ci est pleinement informé des accusations qui pèsent contre lui, comme l'exige la règle 21 d) du Règlement intérieur, et peut à partir de ce moment jouer un rôle actif dans la procédure [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 13)</p> <p>« [L]a mise en examen est l'acte par lequel les co-juges d'instruction, après avoir informé la personne des faits dont ils ont été saisis et leur qualification juridique à ce stade de la procédure, notifient à la</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i>	personne mise en examen l'existence d'indices précis et concordant indiquant qu'elle peut être tenue responsable pour la commission de ces crimes. Le suspect devient alors personne mise en examen pouvant consulter le dossier et participer à l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 14)
4.	<p>004 YIM Tith PTC 29 D193/91/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative à ses Demandes (D193/76 et D193/77) de Réexamen Concernant la Communication de Documents et à la Demande du Co-Procureur International (D193/72) visant à la Communication de Documents et contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative aux Demandes du Co-Procureur International visant à la Communication de Documents Tirés du Dossier N° 004 pour les Besoins du Dossier N° 002 (D193/70, D193/72 et D193/75)</i></p>	<p>« [S]elon les règles établies au niveau international, une inégalité de traitement n'est tolérée que si "elle se fonde sur des raisons objectives et suffisantes n'entraînant pas de réel préjudice ou autre iniquité". » (para. 36)</p> <p>« [A]ux yeux de l'ancien co-juge d'instruction international YIM Tith était un "suspect" alors que AO An et IM Chaem étaient des "personnes mises en examen". [...] La Chambre préliminaire considère que la différence de traitement qui a été exposée est fondée sur des raisons objectives et suffisantes et, en tout état de cause, ne place pas YIM Tith dans une position désavantageuse ou injuste par rapport à d'autres "suspects". » (par. 37)</p> <p>« [L]a règle 55 4) du Règlement intérieur ne fixe pas une durée pendant laquelle les suspects cités dans un réquisitoire introductif doivent être mis en examen. [...] [A] part se contenter d'affirmer que le co-juge d'instruction international a pris un temps considérable avant de mettre YIM Tith en examen et que cette période "ne tenait pas à des raisons objectives" ou n'était pas "justifiée", la Défense ne présente aucun élément qui mettrait en évidence un usage erroné du pouvoir d'appréciation de la part du co-juge d'instruction international dans la mise en examen tardive qui est invoquée. » (par. 40)</p>

iv. Charges

a. Qualification Juridique des Faits

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire souligne que les faits tels qu'établis par l'instruction sont décisifs pour déterminer la qualification juridique à retenir dans l'Ordonnance de clôture et ce, quelle que soit la qualification qui leur aurait été initialement donnée par les co-procureurs. » (par. 39)</p> <p>« Au vu des dispositions de l'article 79 1) du Règlement et des règles pertinentes énoncées dans le Code de procédure pénale cambodgien, la Chambre préliminaire estime que dans le cadre de sa décision quant à l'opportunité d'inclure les crimes et le mode de participation suggérés par les co-procureurs dans l'Ordonnance de renvoi, elle est habilitée à se prononcer, de manière indépendante, sur la qualification juridique à donner aux faits incriminés. Elle est certes tenue de respecter les mêmes règles que celles qui s'imposent aux co-juges d'instruction, notamment en ce qui concerne la portée de l'instruction. » (par. 44)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p>	<p>« Quant à savoir si les faits énoncés dans l'Ordonnance de clôture peuvent effectivement être qualifiés d'homicide, de torture et de persécution religieuse au sens du Code pénal de 1956, c'est en définitive une question de qualification qui doit être tranchée par la Chambre de première instance et qui est</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i>	sans incidence, à ce stade, sur la compétence des CETC pour renvoyer l'Accusé en jugement pour lesdits crimes. » (par. 296)
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations Relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Decision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« En second lieu, les juges soussignés soulignent que les chefs d'inculpation sont provisoires au stade de l'instruction, puisque les chefs indiqués dans le Procès-verbal d'interrogatoire de première comparution sont des qualifications <i>possibles</i> de faits qui sont toujours sous enquête, et les co-juges d'instruction ne se prononceront de manière définitive que dans l'ordonnance de clôture. Les co-juges d'instruction peuvent modifier la qualification des faits tant qu'ils n'ont pas rendu l'ordonnance de clôture. [...] Ce n'est que dans l'ordonnance de clôture que les co-juges d'instruction doivent se prononcer définitivement sur la qualification qu'ils donnent aux faits, par une décision de non-lieu ou de renvoi. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 22)</p> <p>« Les juges soussignés considèrent que toute décision de leur part concernant des chefs d'inculpation et des crimes possibles serait fondée sur des spéculations. Dans ce contexte, ils rappellent que les co-juges d'instruction doivent motiver en droit toutes décisions concernant les crimes et les modes de participation qu'ils prononceront dans l'ordonnance de clôture, laquelle est susceptible d'appel. À l'heure actuelle, il n'est possible de formuler que des hypothèses sur les décisions que pourraient prendre les co-juges d'instruction sur la question de savoir si les CETC sont compétentes pour connaître de certains crimes et certains modes de participation. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 23)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p> <p><i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>« La requalification des chefs d'inculpation ne saurait avoir d'incidence sur l'étendue de la saisine initiale du juge d'instruction délimitée par un réquisitoire introductif. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 145)</p> <p>« Les juges soussignés constatent par conséquent que les conditions de la Règle 53 1) sont remplies et que le co-procureur international avait, au moment de déposer son Réquisitoire supplétif, des raisons de penser que des mariages forcés, en tant qu'autres actes inhumains, constitutifs de crimes contre l'humanité tel que défini à l'Article 5 de la loi sur les CETC, avaient pu être commis. Les juges soussignés rappellent en outre que la qualification juridique des faits sera déterminée par le co-juge d'instruction au moment de la clôture de l'instruction, à charge d'appel. Les co-procureurs suggèrent une qualification juridique mais ne la déterminent pas. Les co-juges d'instruction ont été saisis d'un certain nombre de faits et il leur appartiendra de qualifier juridiquement les faits et d'établir tous les liens entre les différents éléments des crimes, le cas échéant, au stade de l'ordonnance de clôture. Il appartiendra alors aux parties d'exercer éventuellement toutes les voies de recours à l'encontre de l'ordonnance des co-juges d'instruction, et notamment des qualifications juridiques. La Requête relative aux mariages forcés est par conséquent rejetée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 226)</p>
5.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« De même, la Chambre préliminaire n'est pas autorisée à élargir la portée des charges retenues contre la personne mise en examen sur la base de faits tardivement allégués dans un appel interjeté contre l'ordonnance de clôture. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 128)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

b. Principe de *Ne Bis In Idem*

1.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre a précédemment déclaré que "[l]e principe <i>ne bis in idem</i> interdi[sai]t à une juridiction de poursuivre une personne pour un crime dont celle-ci a[vait] déjà été déclarée coupable ou acquittée à l'issue d'une procédure pénale" et que ce principe "a[vait] été interprété comme signifiant que l'accusé 'ne saurait être jugé deux fois pour la même infraction'". Dans le cadre d'un appel contre un placement en détention provisoire, la Chambre a donc considéré que le principe <i>ne bis in idem</i> relève des questions de compétence. » (par. 61)</p> <p>« La Chambre fait observer que ni l'Accord relatif aux CETC, ni la Loi relative aux CETC, ni le Règlement intérieur ne prévoient de protection au titre du <i>ne bis in idem</i> ou n'envisagent les effets d'une condamnation antérieure sur la procédure devant les CETC. » (par. 118)</p> <p>« La Chambre considère qu'il ressort des indications essentielles fournies par les règles de procédure établies au niveau international qu'une juridiction internationale ou internationalisée ne sera compétente pour juger des personnes qui ont déjà été poursuivies pour les mêmes actes devant des instances nationales que s'il est établi que la procédure nationale n'a pas été menée de façon indépendante et impartiale, dans le respect des garanties prévues par le droit. Étant donné que les CETC sont dans une situation similaire à celle de ces juridictions et que les motifs sous-tendant le principe exposé ci-dessus valent également devant les Chambres extraordinaires, la Chambre se référera à la même norme pour trancher la question en litige. » (par. 157)</p> <p>« La Chambre considère également que l'exercice de la compétence des CETC ne sera justifié que si la procédure nationale était entachée de vices fondamentaux. » (par. 158)</p>
----	---	---

c. Cumul de Qualifications

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« [N]i le Règlement ni le droit interne cambodgien ne contiennent de disposition traitant de la possibilité de retenir deux qualifications juridiques différentes dans une ordonnance de renvoi à raison d'un même comportement criminel. » (par. 86)</p> <p>« Il ressort de la jurisprudence des tribunaux internationaux <i>ad hoc</i> qu'il est permis, en droit international, de donner des qualifications juridiques différentes à des mêmes faits allégués dans un acte d'accusation. » (par. 87)</p>
----	--	---

d. Divers : Qualifications Retenues

Voir aussi [I. B. 3. Compétence Matérielle](#)

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« Afin de déterminer si les crimes relevant du droit national sont englobés dans ceux relevant du droit international déjà retenus dans l'Ordonnance de renvoi, la Chambre préliminaire va examiner si les premiers crimes contiennent des éléments constitutifs que ne possèdent pas les derniers. Pour ce faire, la Chambre préliminaire est seulement tenue de comparer les éléments constitutifs des crimes relevant du droit national à ceux qui sous-tendent les crimes relevant du droit international, et elle n'envisagera donc pas les éléments contextuels propres aux crimes contre l'humanité et aux violations graves des Conventions de Genève. Comme l'ont énoncé les Chambres d'appel du [TPIY et du TPIR], "un élément est nettement distinct s'il exige la preuve d'un fait que n'exigent pas les autres". » (par. 59)</p>
----	--	--

5. Questions liées à la Preuve

Voir aussi [IV. D. 5. Norme de Preuve au Stade de l'Ordonnance de Clôture](#) ; [VII. C. Annulation](#) ; [IV. D. 10. Transfert du Dossier à la Chambre de Première Instance et Archivage](#)

i. Dossier

1.	002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i>	« Dans le Glossaire du Règlement intérieur, il est spécifié que le terme "dossier" désigne "l'ensemble des documents rendant compte des actes accomplis par procès-verbal au cours d'une enquête préliminaire ou d'une instruction, ainsi que, à tous les stades de la procédure, les demandes des parties, les décisions prises et les pièces annexes, y compris les notes d'audience". » (par. 32)
2.	004/2 AO An PTC 36 D343/4 26 avril 2017 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Décision concernant sa Dixième Demande d'Actes d'Instruction</i>	« [A]ux CETC, en revanche, les <i>juges</i> d'instruction sont investis d'un large pouvoir d'appréciation au moment de déterminer quels actes d'instruction sont utiles à la conduite de l'instruction et quels éléments de preuve seront versés au dossier. Il convient de rappeler que, devant les CETC, les éléments de preuve destinés à être utilisés au procès sont versés au dossier et que ce versement est l'unique acte procédural par lequel est consignée la pièce en question. Si les règles pertinentes accordent aux parties la possibilité de déposer des demandes d'actes d'instruction auprès des co-juges d'instruction, il n'existe toutefois aucune règle prévoyant un quelconque droit de solliciter la communication de pièces. Par conséquent, toute norme de droit ou pratique existant devant ces autres tribunaux internationaux en matière de communication de pièces ne saurait être comparée aux normes et pratiques en vigueur aux CETC en ce qui concerne la participation de la Défense à l'instruction ainsi que son accès au dossier. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 29)
3.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« La Chambre préliminaire rappelle que l'ensemble du dossier est placé sous le contrôle judiciaire des co-juges d'instruction et pas seulement les éléments de preuve générés par leur Bureau. » (par. 50)

ii. Évaluation et Recevabilité des Preuves

a. Évaluation et Recevabilité des Preuves au Stade Préliminaire

1.	002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009 <i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel</i>	« La Chambre note encore que, de façon générale, elle n'est pas compétente pour examiner les questions touchant à l'admissibilité de la preuve en tant que telle. Selon le Règlement, ces questions relèvent de la phase du procès. De même, le Code de procédure pénale cambodgien ne contient que très peu de dispositions régissant l'admissibilité de la preuve et celles-ci se rapportent au procès, phase du processus judiciaire à laquelle un large pouvoir d'appréciation est reconnu aux juges pour ce qui est d'admettre ou non tel ou tel élément de preuve. » (par. 20)
----	--	--

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i>	
2.	<p>002 IENG Sary PTC 72 D402/1/4 30 novembre 2010</p> <p><i>Décision relative 1) à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de tous les Actes d'Instruction Conduits par ou avec le Concours de Stephen HEDER et David BOYLE ainsi que sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire afin qu'elle Prononce la Nullité de tous les Éléments de Preuve Tirés des Documents Recueillis par le Centre de Documentation du Cambodge, et 2) au Recours Formé par le Biais d'une Procédure d'Appel Simplifiée contre le Refus des Co-Juges d'Instruction de Suspendre la Procédure</i></p>	« Durant la phase préalable au procès, c'est aux co-juges d'instruction qu'il appartient de se prononcer sur la crédibilité d'un document. » (par. 25)

b. Principe de la Liberté de la Preuve

1.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Devant les CETC, le rassemblement des preuves est régi par le principe de la liberté de la preuve, qui est propre aux systèmes de droit romano-germanique. En d'autres termes, la preuve en matière pénale est libre, comme l'énonce la règle 87 du Règlement intérieur. De surcroît, toutes les preuves sont admissibles et ont généralement la même valeur probante. L'article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC se fait l'écho de ce principe en énonçant que "[l]es co-juges d'instruction mènent l'instruction sur la base d'informations <i>recueillies de toute institution</i>". L'article 321 du Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge énonce en outre que sauf disposition contraire de la loi, la preuve en matière pénale est libre. Le tribunal apprécie souverainement la valeur des preuves qui lui sont soumises, en fonction de son intime conviction. L'article 427 du Code de procédure pénale français prévoit, de même, que les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve et que le juge décide d'après son intime conviction. » (par. 44)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction évaluent librement la valeur probante des éléments de preuve recueillis au cours de l'instruction et que le droit applicable devant les CETC n'édicte pas de règle pour apprécier si les éléments de preuve sont suffisants pour étayer les faits allégués. Rien ne justifie en fait de</p>
----	---	---

		<p>différencier les déclarations en fonction de leur provenance. Toutes les preuves sont recevables et bénéficient généralement de la même présomption de fiabilité, sous réserve d'avoir été recueillies régulièrement. » (par. 51)</p> <p>« [I]l est juridiquement erroné, dans un système inquisitoire reposant sur la preuve écrite, de se livrer à des assertions générales sur la valeur de certaines catégories de preuve, créant ainsi une hiérarchie des preuves fondée sur leur nature et non sur leur contenu, et, en conséquence, d'accorder, pour des raisons purement formelles, un poids moindre à celles recueillies par d'autres entités. Le seul critère pertinent doit être l'influence que le contenu de l'élément de preuve peut avoir sur l'intime conviction des co-juges d'instruction lorsqu'il s'agit de décider si, au vu des éléments de preuve disponibles, il existe des charges suffisantes contre la personne mise en examen. » (par. 52)</p> <p>« [S]i la valeur probante d'éléments de preuve donnés pris isolément peut être minime, le seul fait qu'ils présentent une certaine pertinence signifie que l'on doit pouvoir en disposer. » (par. 53)</p> <p>« [L]a hiérarchisation des preuves réalisée par les co-juges d'instruction, refusant la présomption de fiabilité et accordant généralement moins de poids aux demandes de constitution de partie civile, est de nature à faire apparaître de graves lacunes dans la conduite de l'information judiciaire, en violation de la règle 55 9) du Règlement intérieur. De surcroît, pareille hiérarchisation a pour effet de limiter l'effectivité du droit des victimes d'avoir accès à un tribunal au sens de l'article 33 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, de la règle 21 du Règlement intérieur et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies par lesquelles elle a adopté les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, alors même que les CETC figurent parmi les premiers tribunaux internationalisés à permettre aux victimes de jouer un rôle dans la procédure. » (par. 56)</p> <p>« [I]l est erroné d'évaluer la valeur probante des éléments de preuve en se fondant sur leur provenance et non sur leur valeur intrinsèque et, d'une manière générale, de hiérarchiser les catégories de preuves. » (par. 58)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [E]n tant que juridiction "hybride", les CETC sont régies par leur Règlement intérieur, le droit cambodgien et les normes internationales. Le principe de la liberté de la preuve et son corollaire, le principe de l'intime conviction du juge, sont consacrés par l'article 321 du Code de procédure pénale cambodgien et par la règle 87 1) du Règlement intérieur, selon laquelle "[s]auf dispositions contraires du présent Règlement [intérieur], la preuve en matière pénale est libre." » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 151)</p> <p>« [L]'article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, [...] exclut toute catégorisation subjective des preuves en fonction de leur provenance et précise que tous les éléments de preuve, à moins que la loi ne le préconise spécifiquement, bénéficient en droit de la même présomption de force probante, pour autant qu'ils aient été recueillis légalement. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 153)</p> <p>« [A] la lumière de la règle 67 du Règlement intérieur, "[l]e seul critère pertinent [pour apprécier les éléments de preuve] au stade préliminaire est "l'influence que le contenu de l'élément de preuve peut avoir sur l'intime conviction des co-juges d'instruction lorsqu'il s'agit de décider si, au vu des éléments de preuve disponibles, il existe des charges suffisantes contre la personne mise en examen." [...] À la lumière de leur obligation de prendre en considération tous les éléments de preuve inclus dans le dossier, les co-juges d'instruction ne peuvent pas arbitrairement écarter ou dévaloriser des catégories entières d'éléments de preuve avant que les parties n'aient eu la possibilité de débattre pleinement de chacun de ces éléments au stade des débats contradictoires. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 155)</p> <p>« [S]i la valeur probante d'éléments de preuve donnés pris isolément peut à première vue sembler minime, le seul fait qu'ils présentent une certaine pertinence implique que l'on doit pouvoir en disposer. En effet, un examen complet de tous les éléments de preuve figurant au dossier peut notamment permettre de relever et d'analyser les tendances ou les contextes de crimes caractéristiques de ceux commis à grande échelle, ce qui peut, par voie de conséquence, avoir une incidence sur l'appréciation initiale de la valeur probante de certains éléments de preuve en les corroborant, par exemple. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 157)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

c. Présomption de Fiabilité des Actes d'Instruction

1.	004 AO An PTC 31 D296/1/1/4 30 novembre 2016 <i>Décision relative à la Demande de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Auditions Non Enregistrées</i>	<p>« [L]’enregistrement audio ou vidéo des auditions de témoins n’est pas obligatoire. À cet égard, la Chambre préliminaire rappelle le principe lié à la présomption de fiabilité attachée aux actes d’instruction et notamment aux auditions de témoins. Cette présomption est réfutable ; un requérant peut contester la véracité d’une audition en établissant que le contenu des procès-verbaux a été altéré et que la présomption ne s’applique plus. » (par. 22)</p>
----	--	---

d. Déclarations de la Personne Mise en Examen

Voir aussi [IV. B. 7. Divers : Interrogatoire de la Personne Mise en Examen](#)

1.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	<p>« [I]l est erroné d’apprécier la valeur probante d’un élément de preuve sur la base de sa provenance et non de sa valeur intrinsèque, et par conséquent d’accorder moins de poids aux déclarations de IM Chaem [...] qu’aux déclarations généralement recueillies par le Bureau des co-juges d’instruction. [...] [L]a Chambre de la Cour suprême a soutenu que des déclarations à charge de l’accusé, corroborées par d’autres éléments de preuve, peuvent être invoquées en justice. [...] [L]es déclarations publiques de la personne mise en examen fournissent des éléments probatoires suffisants au regard du critère d’appréciation de la preuve applicable au stade de l’examen de l’ordonnance de clôture. IM Chaem est, de fait, le meilleur témoin susceptible de fournir des informations sur les fonctions et les responsabilités qui ont été les siennes dans la zone Sud-Ouest, et ses déclarations concernant son rôle et ses relations ont été invoquées par le Bureau des co-juges d’instruction ailleurs dans l’Ordonnance de clôture (Motifs). » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 294)</p>
----	---	---

e. Preuve des Parties Civiles

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

1.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	<p>« La Chambre préliminaire juge particulièrement problématique d’exclure d’une manière générale les demandes de constitution de partie civile du bénéfice de la présomption de fiabilité, et de leur attribuer une "valeur probante faible voire inexistante" en raison des circonstances dans lesquelles elles ont été enregistrées. Les CETC sont le premier tribunal à juger des crimes de masse internationaux offrant aux victimes la possibilité de participer directement aux poursuites pénales en qualité de partie civile. [...] Les demandes de constitution de partie civile [exigent] un examen minutieux de la part des co-juges d’instruction. » (par. 54)</p> <p>« [S]i les co-juges d’instruction devaient priver à première vue les demandes de constitution de partie civile du bénéfice de la présomption de fiabilité et leur accorder moins de poids qu’aux autres éléments de preuve recueillis par leur Bureau, ils se verraient dans l’obligation, soit personnellement, soit sur commission rogatoire, d’entendre toute personne ayant demandé à se constituer partie civile en qualité de témoin, étant donné qu’elle possède des informations utiles à la manifestation de la vérité. En effet, les victimes et les personnes qui demandent à se constituer partie civile possèdent des informations de première main sur les faits pertinents, de sorte que la crédibilité de leurs déclarations devrait être appréciée au cas par cas. Le fait qu’elles aient un intérêt personnel dans l’issue de la procédure ne devrait pas <i>ipso facto</i> conduire à la présomption que leurs témoignages sont moins crédibles. » (par. 55)</p>
2.	004 YIM Tith PTC 51 D370/1/1/6 20 août 2018	<p>« Toute incertitude quant à la fiabilité des informations complémentaires obtenues n’aurait aucune incidence sur la validité des demandes de constitution de partie civile en soi, mais uniquement sur leur valeur probante, laquelle doit être examinée de façon approfondie à un stade ultérieur. » (par. 22)</p>

	<i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Demandes d'Obtention et d'Utilisation de Renseignements Complémentaires de Parties Civiles et d'Éléments Connexes de l'Instruction dans le Dossier N° 004</i>	
--	---	--

f. Preuve des Témoins

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

1.	003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016 <i>Décision Relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i>	<p>« L'enregistrement d'une audition de témoin est donc laissé à la discrétion absolue du juge d'instruction. Il est uniquement encouragé à enregistrer l'audition de personnes particulièrement vulnérables, sans que cela ne constitue une obligation. Il incombe toutefois aux co-juges d'instruction, en vertu de la Règle 55 7), d'établir un procès-verbal pour chaque audition ou interrogatoire. Cette obligation de dresser un procès-verbal conforme aux propos de la personne interrogée est par ailleurs garantie par la relecture du procès-verbal et l'apposition par cette dernière de sa signature ou de ses empreintes digitales sur chacune des pages. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 232)</p> <p>« [L]es procès-verbaux d'auditions ou d'interrogatoires ne devaient pas être des retranscriptions <i>verbatim</i>. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 239)</p> <p>« De plus, conformément à la présomption de fiabilité attachée aux actes d'instruction, tel que mentionnée précédemment, le procès-verbal est présumé refléter les réponses données par le témoin à moins qu'une distorsion volontaire de ses propos ne soit démontrée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 240)</p>
2.	004 AO An PTC 31 D296/1/1/4 30 novembre 2016 <i>Décision relative à la Demande de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Auditions Non Enregistrées</i>	<p>« [L]enregistrement audio ou vidéo des auditions de témoins n'est pas obligatoire. À cet égard, la Chambre préliminaire rappelle le principe lié à la présomption de fiabilité attachée aux actes d'instruction et notamment aux auditions de témoins. Cette présomption est réfutable ; un requérant peut contester la véracité d'une audition en établissant que le contenu des procès-verbaux a été altéré et que la présomption ne s'applique plus. » (par. 22)</p>
3.	004 YIM Tith PTC 40 D351/1/4 25 août 2017 <i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Documents d'Enquête Établis par Paolo STOCCHI</i>	<p>« La Chambre préliminaire considère en outre que l'existence de conversations non consignées au procès-verbal d'audition, même si elle était prouvée, n'entamerait pas la validité des auditions contestées, mais uniquement leur valeur probante. » (par. 24)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

4.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Plus précisément, en ce qui concerne les dépositions de témoins, les incohérences relevées n'exigent pas en soi qu'un juge du fait raisonnable rejette le témoignage comme étant non fiable, étant donné que celui-ci "peut accepter certaines parties de la déposition d'un témoin et en rejeter d'autres" après avoir examiné l'ensemble de cette déposition. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 381)</p> <p>« "[T]outes les preuves sont recevables et bénéficient généralement de la même présomption de fiabilité" et que le "seul critère pertinent doit être l'influence que le contenu de l'élément de preuve peut avoir sur l'intime conviction des co-juges d'instruction lorsqu'il s'agit de décider si, au vu des éléments de preuve disponibles, il existe des charges suffisantes contre la personne mise en examen". [...] [R]ien n'exige que les déclarations d'un témoin sur des faits essentiels soient corroborées par des éléments provenant d'autres sources et [...] les propos non corroborés d'un seul témoin peuvent étayer une déclaration de culpabilité même au stade du procès. [...] Toutefois, il reste que si une corroboration n'est pas requise en soi, le fait que les propos du témoin soient corroborés par d'autres éléments de preuve peut être un facteur important lors de l'examen de leur fiabilité. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 426)</p>
----	---	--

g. Corroboration

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a corroboration des preuves n'est pas une exigence, bien qu'elle constitue l'un des nombreux facteurs importants à prendre en compte pour apprécier la fiabilité des éléments de preuve. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 425)</p> <p>« Premièrement, les juges internationaux rappellent que "[t]outes les preuves sont recevables et bénéficient généralement de la même présomption de fiabilité" et que le "seul critère pertinent doit être l'influence que le contenu de l'élément de preuve peut avoir sur l'intime conviction des co-juges d'instruction lorsqu'il s'agit de décider si, au vu des éléments de preuve disponibles, il existe des charges suffisantes contre la personne mise en examen". [...] [R]ien n'exige que les déclarations d'un témoin sur des faits essentiels soient corroborées par des éléments provenant d'autres sources et que les propos non corroborés d'un seul témoin peuvent étayer une déclaration de culpabilité même au stade du procès. Si les co-avocats soulignent que le niveau de preuve consistant en des "éléments de preuve suffisamment sérieux et concordants" renvoie en soi à la corroboration, les juges internationaux considèrent que les "éléments de preuve concordants" dont il s'agit ici se rapportent à la question de savoir <i>s'il existe globalement des preuves permettant d'étayer les faits qui sont reprochés</i>, et non à celle de savoir si chaque constatation est étayée par deux ou plusieurs éléments de preuve. Toutefois, il reste que si une corroboration n'est pas requise en soi, le fait que les propos du témoin soient corroborés par d'autres éléments de preuve peut être un facteur important lors de l'examen de leur fiabilité. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 426)</p> <p>« Dès lors que la valeur probante des éléments de preuve dépend de nombreux facteurs, les juges internationaux refusent d'exiger systématiquement que soient corroborés les propos émanant de témoins qualifiés de "non crédibles" comme entendent le faire les co-avocats. Pour évaluer les éléments de preuve, un co-juge d'instruction peut exercer son pouvoir d'appréciation au cas par cas et conclure que d'autres éléments concordants sont nécessaires avant d'accepter qu'un fait donné soit suffisamment étayé. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 427)</p>
----	---	---

h. Oûi-Dire

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Il est de jurisprudence constante — ce que les parties ne contestent pas — que les preuves par oûi-dire sont admissibles et peuvent être utilisées. En effet, le co-juge d'instruction international dispose d'un "large pouvoir discrétionnaire" pour se fonder sur des preuves par oûi-dire. La valeur probante des preuves par oûi-dire, comme pour toutes formes de preuves, varie en fonction de leur nature et de leur contenu, et, en définitive, "dépendra des circonstances extrêmement variables qui entourent [ces] témoignage[s]". » Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 433)</p> <p>« "[T]outes les preuves sont recevables et bénéficient généralement de la même présomption de fiabilité" et que le seul critère pertinent doit être l'influence que le contenu de l'élément de preuve peut avoir sur l'intime conviction des co-juges d'instruction lorsqu'il s'agit de décider si, au vu des éléments de preuve disponibles, il existe des charges suffisantes contre la personne mise en examen". Par conséquent, les juges internationaux rejettent l'argument des co-avocats selon lequel le oûi-dire</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		de source anonyme ou le double ouï-dire ne peuvent pas, en droit, étayer des charges suffisantes. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 434)
--	--	--

i. Recevabilité et Effet Cumulatif

1.	002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17 27 septembre 2010 <i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande Visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i>	« La Chambre préliminaire a conclu que les conditions pour que les co-procureurs obtiennent l'ajout des articles de presse sur le fondement de l'effet cumulatif des preuves analogues ne peut pas être moins exigeant que l'admission pour d'autres motifs. Le fait que les co-procureurs ne remplissent pas la condition préliminaire de pertinence dans le contexte de demande selon la règle 55 10), c'est-à-dire la pertinence <i>prima facie</i> , [...] ne peut pas être surmonté en notant que d'autres tribunaux ont conclu que certains "éléments de preuve, pris individuellement, soient sans doute insuffisants pour remplir la charge de la preuve imposée à l'Accusation" mais que l'effet cumulatif des preuves doit être pris en compte. » (par. 91)
----	---	---

iii. Preuve Obtenue en Violation de Droits

Voir aussi [II. Droit au Procès Equitable](#) ; [VII. C. Annulation](#)

1.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	« Quand un élément de preuve est obtenu en violation d'un droit, cet élément de preuve n'est pas automatiquement considéré comme irrecevable, pas plus en droit international que dans les législations nationales. "[M]ais son admissibilité sera déterminée en fonction de la manière dont il a été obtenu et des circonstances entourant cette obtention, ainsi que de sa fiabilité et de son effet sur l'intégrité de la procédure". La Chambre préliminaire conclut qu'elle doit prendre ces facteurs en compte au moment de décider d'annuler un acte de procédure pour réparer une violation d'un droit. » (par. 41)
2.	002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009 <i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i>	« [L]e Règlement donne à la personne mise en examen la possibilité de contester l'admissibilité des éléments de preuve au stade du procès. Référence est faite à cet égard à la règle 87. » (par. 26) « La Chambre note également que la procédure établie devant la Chambre de première instance pour apprécier la preuve est conforme aux normes internationales de droit et qu'elle préserve le droit de la personne mise en examen à un procès équitable. À l'instar des instances de jugement d'autres tribunaux internationaux, la Chambre de première instance des CETC a le pouvoir de déclarer des éléments de preuve irrecevables (ce qui revient à exclure la preuve invoquée), notamment lorsqu'ils sont "contraires à la loi", la "loi" en vigueur au Cambodge s'entendant notamment des instruments internationaux tels que la Convention contre la torture. » (par. 27) « La Chambre note également qu'en raison de cette incohérence, l'application de l'article 15 de la Convention contre la torture aux éléments visés en l'espèce, telle que la considérait l'Ordonnance, ne ressortait pas clairement de celle-ci. » (par. 30)
3.	003 MEAS Muth PTC 33 D253/1/8 13 décembre 2017	« La Chambre préliminaire a déjà constaté que l'article 15 de la Convention contre la torture était applicable aux procédures engagées devant les CETC et que son application devait être rigoureuse. » (par. 27)

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<p><i>Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d'Annulation de D114/164, D114/167, D114/170 et D114/171</i></p>	<p>« [L]a règle d'exclusion énoncée à l'article 15 a notamment pour fondement "l'objectif des politiques publiques consistant à éliminer toute raison de pratiquer la torture où que ce soit dans le monde en dissuadant les organes chargés de l'application des lois d'y recourir. En outre, les aveux et les autres renseignements obtenus par la torture ou des mauvais traitements ne sont pas considérés comme des éléments de preuve suffisamment fiables dans une procédure judiciaire quelle qu'elle soit. Enfin, le fait de déclarer ces renseignements recevables constitue une violation des garanties d'une procédure régulière et du droit à un procès équitable". » (par. 28)</p> <p>« Il s'ensuit que toute allégation spécifique selon laquelle des déclarations relèveraient de la règle d'exclusion prévue à l'article 15 de la Convention contre la torture doit être examinée au cas-par-cas, en s'appuyant sur une interprétation des termes "obtenus par la torture" dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but, et non en décidant que l'article 15 de la Convention s'applique aux "éléments de preuve dérivés" en général. » (par. 35)</p>
4.	<p>004 YIM Tith PTC 53 D372/1/7 27 septembre 2018</p> <p><i>Décision relative à la Requête de YIM Tith en Annulation d'Éléments du Dossier Obtenus par la Torture</i></p>	<p>« L'article 15 de la Convention contre la torture ne saurait toutefois exiger l'exclusion générale de tous les documents se rapportant à l'interrogatoire de victimes de torture. La Chambre préliminaire a jugé que certains renseignements contenus dans des aveux faits à S-21 non susceptibles d'avoir été obtenus par la torture ne tombaient pas sous le coup de la règle d'exclusion et pouvaient de ce fait être invoqués en preuve, tels que les renseignements provenant de personnes autres que la victime et les renseignements objectifs comme l'identité du détenu et les dates de son arrestation, incarcération, exécution. Étant donné la légitimité de ces utilisations, la simple présence dans le dossier d'éléments susceptibles d'avoir été obtenus par la torture, sans égard aux circonstances dans lesquelles ces aveux ont été recueillis et au fait que le Requérant soit ou non poursuivi pour torture, ne saurait constituer une violation de l'article 15 de la Convention contre la torture. » (par. 21)</p>

iv. Autres questions liées à la Preuve

a. Notion de Preuve à Décharge

1.	<p>004 AO An PTC 24 D260/1/1/3 16 juin 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Cinquième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An</i></p>	<p>« Les juges soussignés font leur le critère retenu par la Chambre d'appel du TPIR, tel que rappelé par l'Appelant, selon lequel "pour savoir si les informations 'sont de nature à disculper en tout ou en partie l'accusé', il faut chercher à savoir s'il existe l'une quelconque possibilité, à la lumière des arguments présentés par les parties, que ces informations puissent revêtir un intérêt pour la défense de l'accusé" [traduction non officielle]. Pour autant, les juges soussignés soulignent que ce critère d'examen est cohérent et n'est pas moins élevé que l'"obligation de démontrer <i>prima facie</i> que les éléments de preuve visés sont probablement à décharge" [traduction non officielle]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 48)</p>
----	--	---

b. Suffisance de la Preuve

Voir [IV. C. III. D. Suffisance des Preuves](#)

c. Notion d'Audition

1.	<p>004 YIM Tith PTC 39 D345/1/6 11 août 2017</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation des Actes d'Instruction et des Ordonnances</i></p>	<p>« Les juges soussignés ne sont pas d'avis qu'une brève conversation téléphonique destinée à vérifier l'orthographe d'un seul mot doive nécessairement se concevoir comme une audition. Ils rappellent que l'appel téléphonique en question n'avait pas pour but de recueillir des éléments supplémentaires, mais de vérifier si "une faute d'orthographe" s'était glissée "dans le document original en khmer et dans sa traduction en anglais" quant au nom d'un lieu de crime déjà dénoncé. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 60)</p> <p>« [S]i la règle 24 du Règlement intérieur met en place un cadre légal clair pour la conduite des auditions de témoins, elle n'interdit pas explicitement de recourir à d'autres moyens d'interaction avec les témoins afin de vérifier telle ou telle information dont ils pourraient disposer. [...] Ils ne trouvent dans le Règlement intérieur aucune disposition qui régie ce type de prises de contact. Le point de vue de</p>
----	--	---

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

	<i>concernant le Barrage de Kang Hort</i>	la Défense, qui assimile la conversation téléphonique en question à une audition officielle portant sur le fond du dossier, est donc pure conjecture. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 62)
--	---	---

d. Notion de « Piste d'Enquête »

1.	003 MEAS Muth PTC 33 D253/1/8 13 décembre 2017 <i>Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d'Annulation de D114/164, D114/167, D114/170 et D114/171</i>	« La Chambre préliminaire estime qu'en général le terme "piste d'enquête" n'est pas inclus dans le sens ordinaire à attribuer aux éléments de preuve. Une piste d'enquête n'établit ou ne réfute la véracité d'aucun des faits allégués se rapportant aux crimes faisant l'objet de l'instruction. » (par. 30) « La Chambre préliminaire estime qu'en général le terme "piste d'enquête" n'est pas inclus dans le sens ordinaire à attribuer aux éléments de preuve. Une piste d'enquête n'établit ou ne réfute la véracité d'aucun des faits allégués se rapportant aux crimes faisant l'objet de l'instruction. » (par. 31)
----	--	--

6. Confidentialité de l'Instruction

Voir aussi [IV. A. 1. II. Confidentialité des Enquêtes Préliminaires](#) ; [VII. D. 1. Transparence, Rapidité et Intégrité des Procédures](#) ; [VII. A. 1. II. Confidentialité des Désaccords](#)

i. Principe de la Confidentialité de l'Instruction

1.	004/1 IM Chaem PTC 49 D309/2/1/7 8 juin 2018 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision concernant l'Expurgation ou, Subsidairement, la Demande de Reclassement de l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« La Chambre préliminaire rappelle que le secret de l'instruction est maintenu pendant toute la durée de celle-ci, et ce, afin d'en garantir l'intégrité et de protéger les intérêts des parties. Il convient de trouver un juste équilibre entre ces intérêts et l'obligation de "garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures". » (par. 36)
----	---	--

ii. Confidentialité de l'Instruction et Droits de la Défense

Voir aussi [II. Droit au Procès Equitable](#)

1.	004 AO An PTC 25 D284/1/4 31 mars 2016 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative aux Réponses de AO An N° D193/47, D193/49, D193/51, D193/53, D193/56 et D193/60</i>	« La Chambre préliminaire considère en outre que l'Appelant n'a pas démontré que le fait de ne pas annuler l'Ordonnance attaquée créerait un risque d'atteinte irréversible aux droits consacrés à la règle 21 du Règlement intérieur. En particulier, la Chambre préliminaire trouve infondé l'argument de l'Appelant selon lequel les articles 83 et 121 du Code de procédure pénale cambodgien et les règles 21 et 56 1) du Règlement intérieur doivent être interprétés comme lui conférant un droit inhérent à une bonne administration de l'instruction, à une instruction secrète ou à la protection de sa réputation. La Chambre préliminaire souligne que le droit applicable aux CETC, en particulier les dispositions de la règle 56 du Règlement intérieur, attribue un large pouvoir d'appréciation aux co-juges d'instruction pour traiter les questions de confidentialité et communiquer certains éléments de l'instruction. L'Appelant n'a pas démontré qu'il existait des circonstances impérieuses justifiant l'intervention de la Chambre préliminaire en l'espèce. » (par. 23)
----	---	---

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

iii. Confidentialité de l'Instruction et Droits des Victimes

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

1.	003 Parties Civiles PTC 02 D11/2/4/4 24 octobre 2011 [Version Publique Expurgée] <i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance Statuant sur la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Robert HAMILL</i>	<p>« [I]l est essentiel de communiquer en temps utile suffisamment d'informations sur la portée de l'Instruction pour permettre aux victimes d'exercer les droits qui leur sont reconnus à la règle 23 <i>bis</i> du Règlement intérieur, et ce d'autant plus que les victimes souhaitant se constituer partie civile doivent démontrer, entre autres choses, l'existence d'un lien entre le préjudice subi et au moins l'un des crimes reprochés à une personne mise en examen. Or apporter une telle preuve est impossible lorsqu'on ne dispose d'absolument aucune information. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 4)</p>
----	--	--

iv. Information du Public

1.	003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i>	<p>« [L]a Chambre préliminaire estime qu'une lecture attentive des règles 56 et 66 du Règlement intérieur justifie la conclusion énoncée [...], à savoir [...] que les obligations qui incombent aux co-procureurs aux termes de la règle 54 du Règlement intérieur s'appliquent <u>uniquement</u> au stade de l'enquête préliminaire et pas au stade de l'Instruction, stade auquel en était l'affaire lorsque la Déclaration publique a été faite. » (par. 23)</p> <p>« De surcroît, la règle 56 du Règlement intérieur dispose que, au stade de l'Instruction, les co-juges d'Instruction ont seuls la responsabilité et l'obligation juridique de s'assurer que le public dispose des informations essentielles [...]. » (par. 25)</p> <p>« [L]e droit du co-procureur international de faire une déclaration publique ou d'exprimer publiquement une opinion sur l'Instruction menée par les co-juges d'Instruction n'est pas prévu en droit, mais qu'il est plutôt limité par les dispositions du Règlement intérieur des CETC, auxquelles il a l'obligation de se conformer. » (par. 31)</p> <p>« [I]l [...] est rappelé [au co-procureur international] que le Règlement intérieur ne demande pas et n'exige pas de lui qu'il fasse un résumé [général] au public. » (par. 32)</p> <p>« De surcroît, si le co-procureur international estimait que des informations relatives à l'Instruction devaient être publiées il aurait dû demander aux co-juges d'Instruction de le faire et en cas de refus de leur part, il aurait pu faire appel de cette décision en saisissant la Chambre préliminaire. » (par. 33)</p>
----	---	--

v. Classification

1.	003 MEAS Muth PTC 24 D147/1 19 février 2016 <i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth de Classer Publics certains Documents Présentés à la Chambre Préliminaire</i>	<p>« En application des principes mentionnés ci-dessus, l'article 3.12 de la Directive pratique relative au dépôt et l'article 5 h) de la Directive pratique relative au classement disposent que les documents déposés auprès de la Chambre préliminaire par les parties sont classés "confidentiels" sauf si la Chambre préliminaire en décide autrement. [...] [L]a Chambre préliminaire a énoncé les conditions de publication des documents dont elle est saisie en cours d'Instruction comme suit :</p> <p>"La Chambre a déjà indiqué qu'en décidant du classement ou de la modification de classement de documents déposés par les parties, elle tenait compte de 'l'intérêt de la justice, de l'enquête préliminaire ou de l'Instruction, du droit à bénéficier d'un procès équitable, de l'ordre public, de la transparence et toute mesure de protection ordonnée par le tribunal'. Concrètement, la Chambre examine si le document contient des informations touchant à 'la conduite de l'Instruction', notamment sa portée et son objet, des éléments de preuve versés au dossier, des</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

		<p>plaintes de victimes, des demandes de constitution de partie civile, l'identité de témoins, de victimes ou de parties civiles ayant demandé que leur identité ne soit pas communiquée à ce stade de la procédure, des demandes d'actes d'instruction ou des informations touchant à l'état de santé de personnes particulières. Les arguments relatifs à des questions de procédure pénale ou de droit pénal figurant dans des appels ou des requêtes déposées auprès de la Chambre préliminaire ne sont généralement pas considérés comme des informations relatives à l'instruction. Sauf à avoir été rendues publiques par les co-juges d'instruction, les informations concernant l'instruction sont considérées par la Chambre préliminaire comme 'confidentielles'. Quand un document contient des informations confidentielles, la Chambre préliminaire le classe 'confidentiel' et il revient à la partie qui en demande la publication de fournir une version expurgée à la Chambre préliminaire, qui exerce un contrôle en application des critères énoncés ci-dessus." [Traduction non officielle]. » (par. 7)</p> <p>« La Chambre préliminaire a également dit que, tant qu'une ordonnance de clôture n'a pas été rendue et que tous les éventuels appels contre cette ordonnance n'ont pas été tranchés, elle peut modifier la classification d'un document dans le cadre de son pouvoir d'appréciation et que, dans le cas où la Chambre a déterminé qu'un observateur objectif pourrait raisonnablement considérer que la modification de classement porterait atteinte à l'un des critères énoncés, <i>elle donne l'occasion</i> à la partie qui a déposé le document d'être entendue à cet égard. La Chambre <i>peut également rendre "publiques" des informations figurant dans un document "confidentiel" ou "strictement confidentiel", par exemple en reproduisant ces informations dans une ordonnance ou une décision publique</i>. En ce qui concerne la classification de ses propres décisions, la Chambre relève qu'il est régi par des principes différents. La règle 78 du Règlement interne dispose qu'à de rares exceptions près, les décisions de la Chambre préliminaire sont publiées intégralement [...]. » (par. 8)</p>
--	--	--

vi. Décisions relatives à la « Communication »

1.	<p>004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle également que le cadre juridique des CETC, et en particulier la règle 56 de leur Règlement intérieur, accorde un large pouvoir d'appréciation aux co-juges d'instruction pour traiter les questions de confidentialité, et communiquer, dans certaines limites, des éléments de l'instruction. » (par. 20)</p> <p>« La Chambre préliminaire fait observer que, contrairement à la règle 55 10) du Règlement intérieur qui oblige expressément les co-juges d'instruction à motiver le rejet d'une demande d'acte d'instruction, les dispositions régissant l'instruction devant les CETC n'obligent pas les magistrats instructeurs à faire de même dans le cas d'une ordonnance de communication. » (par. 38)</p> <p>« [R]ien ne vient étayer la prétention selon laquelle le principe de la publicité du procès aurait dû être pris en compte, à ce stade de la procédure, dans l'appréciation par les co-juges d'instruction [...] de l'opportunité de maintenir ou non le secret de l'instruction. » (par. 48)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 31 D100/32/1/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Consolidée du Co-Juge d'Instruction International portant sur les Demandes de Communication de Documents tirés du Dossier N° 003 dans le cadre du Dossier N° 002 (D100/25 et D100/29)</i></p>	<p>« [D]ans le cadre des décisions portant communication, s'agissant des communications autorisées, la fonction du co-juge d'instruction international se limite à donner une orientation éclairée à la Chambre de première instance, qui est seule compétente pour rendre les décisions concernant les dépositions à huis clos. » (par. 14)</p> <p>« [E]n prenant les décisions relatives aux modalités des communications autorisées, le co-juge d'instruction international n'agit pas "conformément aux principes de la règle 29 du Règlement intérieur" [...]. La règle 29 prévoit pour les co-juges d'instruction la possibilité d'ordonner des mesures de protection à l'égard des victimes et des témoins. Ces "mesures de protection" ainsi que les "modalités de communication" visent à préserver des valeurs et intérêts sensiblement différents, les modalités de communication consistant à maintenir la confidentialité de l'instruction "afin de préserver les droits et les intérêts des parties", tandis que les mesures de protection tendent à protéger les victimes et témoins dont la comparution est susceptible de mettre leur vie ou leur santé, ou celles des membres de leur famille ou proches parents, en grave danger. [...] Ainsi, le terme de "mesures de protection" énoncé à la règle 74 3) h) doit être interprété à la lumière des dispositions prévues par la règle 29 4) et 8) du Règlement intérieur. Toutes les demandes de "modalités de communication" présentées par le co-juge d'instruction international à l'intention de la Chambre de première instance doivent donc être dictées par l'obligation de préserver la confidentialité de l'instruction, en application de la règle 56 du Règlement intérieur, et ne sont pas susceptibles d'appel devant la Chambre préliminaire. » (par. 15)</p>

Instruction devant les CETC - Principes Généraux de l'Instruction

<p>3.</p>	<p>004 YIM Tith PTC 29 D193/1/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative à ses Demandes (D193/76 et D193/77) de Réexamen Concernant la Communication de Documents et à la Demande du Co-Procureur International (D193/72) visant à la Communication de Documents et contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International Relative aux Demandes du Co-Procureur International visant à la Communication de Documents Tirés du Dossier N° 004 pour les Besoins du Dossier N° 002 (D193/70, D193/72 et D193/75)</i></p>	<p>« [A]lors que la règle 56, alinéa 1) du Règlement intérieur attribue un large pouvoir d'appréciation aux co-juges d'instruction pour traiter les questions concernant la <i>confidentialité des procédures d'instruction</i>, les dispositions figurant à l'alinéa 2) de cette même règle ne concernent pas les décisions relatives à la "communication" de documents issus d'une procédure d'instruction à d'autres "instances judiciaires", dont la Chambre de première instance. » (par. 27)</p> <p>« [L]e terme "tiers" au regard de la règle 56 2) b) du Règlement intérieur n'englobe ni les "CETC" en général ni la "Chambre de première instance" en particulier. » (par. 29)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que les demandes de communication de documents du co-procureur international ne visent pas à <i>diffuser des informations</i> sur les instructions en cours mais sont bien plutôt fondées sur la nécessité de produire des éléments de preuve devant un autre organe judiciaire des CETC, aux fins de la "manifestation de la vérité", par là même <i>servant un but autre que la publicité</i> à donner à une instruction prévue à la règle 56 du Règlement intérieur. » (par. 30)</p> <p>« [L]a règle 56 2) b) du Règlement intérieur ne s'applique pas aux communications de documents, telles que celles demandées par le co-procureur international, sur la base des instructions de la Chambre de première instance. » (par. 31)</p> <p>« La Chambre préliminaire convient avec le co-juge d'instruction international pour dire qu'il y a une lacune dans le droit applicable en ce qui concerne la procédure à suivre lorsque des demandes de communication de pièces sont portées devant les co-juges d'instruction. » (par. 32)</p> <p>« Dans ce cadre juridique, le co-juge d'instruction international a raison de dire que, pour être fondées, les communications de pièces doivent être effectuées en veillant à ce que : i) les parties à une procédure d'instruction aient la possibilité de tenir un débat contradictoire concernant les demandes de communication de pièces avant qu'une décision ne soit rendue; et ii) les co-procureurs puissent continuer à mener les poursuites dans le cadre du dossier n° 002 et que la Chambre de première instance soit aidée à remplir son mandat, à savoir la manifestation de la vérité dans le dossier n° 002 et ce, dans un délai raisonnable. » (par. 33)</p>
-----------	---	--

7. Divers : Interrogatoire de la Personne Mise en Examen

<p>1.</p>	<p>002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i></p>	<p>« [L]a règle 58 2) ne s'applique pas au débat contradictoire sur le placement ou le maintien en détention provisoire. » (par. 17)</p>
<p>2.</p>	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i></p>	<p>« [L]’objet de l’interrogatoire est de poser des questions à la personne mise en examen sur ce qu’il sait des faits et non de l’entendre sur les accusations portées contre lui. La personne mise en examen peut user de son droit à garder le silence, et, ce faisant, éviter de s’incriminer elle-même. Le droit de disposer du temps nécessaire pour se préparer au procès ne vaut donc pas pour la préparation d’un interrogatoire. » (par. 47)</p>

C. Demandes Particulières des Parties

Voir aussi [IV. B. 3. Rôle des Parties dans l'Instruction](#)

1. Demandes d'Actes d'Instruction selon les Règles 55 10) et 58 6) du Règlement Intérieur

i. Recevabilité des Appels des Décisions concernant les Demandes d'Actes d'Instruction (Règles 74 3) b) et 74 4) a) du Règlement Intérieur)

a. Général

1.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/I/20 20 février 2009</p> <p><i>Décision Relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction</i></p>	<p>« L'Appel étant fondé sur les dispositions de la règle 74 3) b) du Règlement, la Chambre préliminaire entreprend de déterminer si celui-ci a bien été interjeté contre une ordonnance des co-juges d'instruction "rejetant une demande d'actes d'instruction autorisée selon le présent Règlement". » (par. 20)</p> <p>« Le Règlement ne définit pas explicitement ce que recouvrent les termes "actes d'instruction". Toutefois, leur signification peut être déduite d'une lecture conjointe de différentes dispositions de ce Règlement. » (par. 23)</p> <p>« [L]es demandes d'actes d'instruction doivent être interprétées comme des demandes d'actes à accomplir par les co-juges d'instruction ou, par délégation, par des enquêteurs des CETC ou la police judiciaire, dans le but de recueillir des informations tendant à la manifestation de la vérité. » (par. 28)</p> <p>« L'Ordonnance en matière de traduction ne constitue pas un acte visant à recueillir des informations. » (par. 30)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut que l'Appel n'a pas été interjeté contre une ordonnance portant rejet d'une demande d'actes d'instruction. Pareil appel n'entre dès lors pas dans le champ d'application de la règle 74 3) b). » (par. 31)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire note que la règle 73 du Règlement lui confère la compétence pour statuer sur les appels interjetés contre les décisions des co-juges d'instruction "comme indiqué à la règle 74". La règle 74 3) b) habilite la personne mise en examen à faire appel d'une ordonnance des co-juges d'instruction "rejetant une demande d'actes d'instruction autorisée selon le présent Règlement". Il ressort des termes "comme indiqué à la règle 74" employés à la règle 73 a), lus conjointement avec ceux de la règle 74 3) b), que deux conditions préalables doivent être remplies pour que la règle 73 a) puisse entrer en application. Premièrement, la demande doit être "autorisée selon le présent Règlement" et, deuxièmement, cette demande doit avoir été "rejetée" par les co-juges d'instruction. » (par. 20)</p> <p>« Selon le Règlement, les demandes d'actes d'instruction autorisées comprennent les demandes adressées aux co-juges d'instruction en application des règles 55 10) et 58 6). [...] Or on ne peut se prévaloir des règles 55 10) et 58 6) du Règlement que pour demander d'enquêter sur des situations factuelles qui correspondent à des faits "relevant de la compétence des CETC". Les règles 55 10) et 58 6) doivent être lues conjointement avec la règle 55 1) [.]. » (par. 23)</p> <p>« Les règles 55 10) et 58 6) du Règlement ne peuvent pas servir de fondement juridique à une demande d'actes d'instruction concernant des faits susceptibles de constituer des entraves à l'administration de la justice ou des pratiques de corruption au sein des CETC. » (par. 25)</p> <p>« Par conséquent, la règle 35 du Règlement ne saurait servir de fondement aux actes d'instruction ici sollicités, et elle ne peut donc être invoquée à l'appui de l'Appel interjeté en application de la règle 74 3) b). » (par. 28)</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

3.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« La Chambre s'est déjà prononcée [...] sur une incohérence possible entre les règles 74 3) b) et 55 10) du Règlement [qui] aurait donné à la personne mise en examen le droit d'appeler aussi bien des ordonnances des co-juges d'instruction rejetant des demandes d'actes d'instruction que de celles rejetant des demandes tendant à ce que soit rendues des ordonnances utiles à l'instruction. Elle a jugé que "[l]'incohérence qui pourrait exister entre la faculté générale d'interjeter appel telle que les co-avocats [...] la déduisent de la règle 55 10) du Règlement et les limites imposées à cette faculté par la règle 74 3) b) du Règlement ne saurait conduire aux conclusions dégagées par les co-avocats quant à la recevabilité de leur Appel". Ayant examiné les motifs pouvant donner lieu à des appels préalablement au procès, tels que les prévoient les règles 55 10) et 74 3) du Règlement, la Chambre est d'avis qu'aucun d'entre eux n'autorise le recours pour défaut d'information. » (par. 29)</p>
4.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 Mars 2010 Relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>« [U]ne demande d'audition d'une personne est assimilable à une "demande d'actes d'instruction" au sens de la règle 74 3) b). » (par. 6)</p>
5.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 63 D370/2/11 7 juillet 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'« Ordonnance sur Demande d'Intégration [au Dossier] de Documents Relatifs à l'Activité Réelle de Monsieur KHIEU Samphan »</i></p>	<p>« [P]our que l'Appel soit déclaré recevable aux termes de la règle 74 3) b) du Règlement, trois conditions doivent être réunies en même temps : 1) l'Appelant doit avoir présenté une demande d'actes d'instruction aux co-juges d'instruction ; 2) la demande doit être autorisée par le Règlement ; et 3) la demande doit avoir été rejetée par les co-juges d'instruction. » (par. 9)</p> <p>« L'Appelant a demandé aux co-juges d'instruction de rechercher, de recenser, d'analyser les documents qui se trouvent dans le répertoire partagé [...] mais qui ne sont pas déjà dans le dossier et de verser au dossier les documents qui, selon eux, sont utiles à la manifestation de la vérité. La Chambre considère qu'une demande de ce type peut être considérée comme une demande d'actes d'instruction au sens de la règle 74 3) b) du Règlement. » (par. 10)</p>
6.	<p>004 AO An PTC 05 D121/4/1/4 15 janvier 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d'Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Nous relevons que le droit d'interjeter appel prévu à la règle 74 3) b) du Règlement intérieur est réservé à une "personne mise en examen", tout comme le droit de demander à ce qu'il soit procédé à des actes d'instruction en application de la règle 55 10) du Règlement intérieur. [...] Nous estimons que les circonstances particulières de l'espèce appellent une interprétation large du droit d'interjeter appel tel que prévu à la règle 74 3) b) du Règlement intérieur, à la lumière des principes fondamentaux énoncés à la règle 21 dudit Règlement. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 5)</p>

b. Qualité à Agir dans le cadre de Demandes d'Actes d'Instruction

1.	<p>002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009</p> <p><i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i></p>	<p>« [L]a possibilité de relever appel des ordonnances des co-juges d'instruction est limitée dans le cas des personnes mises en examen, tandis que les co-procureurs peuvent appeler de toutes les ordonnances rendues par les magistrats instructeurs. L'incohérence qui pourrait exister entre la faculté générale d'interjeter appel telle que la Défense la déduit de la règle 55 10) du Règlement et les limites imposées à cette faculté par la règle 74 3) b) ne saurait conduire aux conclusions dégagées par la Défense [selon laquelle la règle 55 10) doit être interprétée comme prévoyant un droit d'appel contre le rejet de demandes générales et que cela doit prévaloir en vertu du principe <i>in dubio pro reo</i>]. » (par. 19)</p>
2.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« Le Premier appel a été déposé en application de la règle 74 4) a), selon laquelle les parties civiles peuvent faire appel des ordonnances des co-juges d'instruction rejetant une demande d'actes d'instruction autorisée par le Règlement intérieur, et conformément à la règle 55 10), selon laquelle, à tout moment de l'instruction, une partie civile peut demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'elle estime utiles pour l'instruction. La Chambre préliminaire estime que ces deux règles s'appliquent tant aux Demandeurs qu'aux Parties civiles, sauf si leur demande de constitution de partie civile a été déclarée irrecevable par une décision définitive. » (par. 16)</p> <p>« Une lecture conjointe des règles 55 3) et 55 10) montre que, bien que les Parties civiles et les Demandeurs puissent demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles, le champ de l'instruction est défini par le réquisitoire introductif et le réquisitoire supplétif. Pour la Chambre préliminaire, la restriction qu'impose la règle 55 3) aux co-juges d'instruction [...] vaut également pour les Parties civiles et les Demandeurs. En effet, si ces derniers peuvent porter des faits nouveaux à l'attention des co-juges d'instruction ou des co-procureurs, ils ne sont pas habilités à demander la conduite d'actes d'instruction sur ces faits, à moins que ceux-ci n'aient été inclus dans un réquisitoire supplétif des co-procureurs. » (par. 17)</p>

c. Moment des Demandes d'Actes d'Instruction

1.	<p>002 NUON Chea PTC 67 D365/2/10 15 juin 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Requête visant à Verser au Dossier des Preuves Supplémentaires tendant à Prouver la Connaissance des Crimes par les Personnes Mises en Examen</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire n'a pas pour sa part été en mesure d'en identifier la moindre [limite empêchant les parties de former des demandes après la conclusion de l'instruction], bien au contraire, dans la mesure où la règle 55 10) ne place aucune limitation en ce sens aux droits des parties de former de telles demandes et la règle 66 1) prévoit expressément que [...] les parties disposent de 15 [...] jours pour demander de nouveaux actes instruction. » (par. 13)</p> <p>« Les co-conseils [de] NUON Chea soulèvent en outre la question de l'atteinte aux droits des personnes mises en examen qui résulte de impossibilité [...] de solliciter de nouveaux actes d'instruction nécessités par l'admission [...] de [...] documents. Il n'appartient pas à la Chambre préliminaire de trancher cette question à ce stade [...] parce que la décision d'accorder ou non une extension du délai dans lequel peuvent être formé[e]s des demandes d'actes d'instruction appartient en première instance aux co-juges d'instructions. » (par. 14)</p> <p>« [T]outes les parties [...] ont, à tout moment, eu accès aux sources de documents publiques. [...] Les parties ne peuvent aujourd'hui valablement se plaindre de ce que cette possibilité qui était à leur disposition pendant au moins deux ans, et dont elles n'ont pas fait usage, n'existe plus. » (par. 15)</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

2.	004 YIM Tith PTC 46 D361/4/1/10 13 novembre 2017 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision sur la Requête de YIM Tith pour un Temps de Préparation Adéquat</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire observe que, conformément à [la Règle 66(1)], la date limite de quinze jours pour déposer des demandes d'actes d'instruction supplémentaires s'applique après la "notification" de la clôture de l'instruction, peu importe que la notification soit la "première", ou la "seconde" délivrée après la clôture de l'instruction supplémentaire. » (par. 25)
3.	003 MEAS Muth PTC 37 et 38 D271/5 et D272/3 8 septembre 2021 <i>Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003</i>	« Par ailleurs, les requêtes présentées à la juridiction d'instruction sont soumises à la règle 55 10) du Règlement intérieur, disposant qu' "[à] tout moment durant l'instruction, les co-procureurs, la personne mise en examen, ou la partie civile peuvent demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles." » (par. 70) « La Chambre préliminaire relève, dans un premier temps, que ce texte n'autorise pas le dépôt de requêtes dans la mesure où l'instruction est parvenue à son terme le 7 avril 2021, avec la délivrance des Considérations dans le dossier n° 003. » (par. 71)

ii. Critère d'Examen des Décisions concernant des Demandes d'Actes d'Instruction

1.	002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i>	« [L]es co-juges d'instruction disposent d'un large pouvoir discrétionnaire lorsqu'ils ont à se prononcer sur des demandes d'actes d'instruction. » (par. 21) « La Chambre préliminaire note que ni l'Accord [...], ni la Loi [sur les CETC], ni le Règlement intérieur ne définissent le critère d'examen qu'il lui faut appliquer lorsqu'elle est saisie d'appels interjetés contre des ordonnances rejetant des demandes d'actes d'instruction. » (par. 22) « Quant au Code de procédure pénale cambodgien, il prévoit que la Chambre d'instruction est compétente pour "ordonner tout acte d'instruction complémentaire qu'elle juge utile" et confère généralement à cette Chambre des pouvoirs étendus lorsqu'elle est saisie d'un appel [...]. » (par. 23) « La Chambre préliminaire fait observer que le Règlement intérieur ne lui confère pas le droit d'ordonner des actes d'instruction supplémentaires mais limite plutôt son rôle en la matière en l'habilitant seulement à statuer sur les appels interjetés contre les décisions des co-juges d'instruction. [...] Puisqu'une décision concernant une demande d'actes d'instruction est une décision de nature discrétionnaire portant sur des points de fait, la Chambre préliminaire estime que compte tenu du caractère spécifique des affaires portées devant les CETC, les co-juges d'instruction sont les mieux placés pour apprécier s'il y a lieu de donner suite à pareille demande, en tenant compte de l'ensemble de leurs attributions et en se fondant sur leur connaissance du dossier. Dans ces circonstances, il ne serait pas opportun que la Chambre préliminaire substitue son pouvoir discrétionnaire à celui des co-juges d'instruction lorsqu'elle a à statuer sur un appel interjeté contre une ordonnance rejetant une demande d'actes d'instruction. » (par. 24) « [L]a portée de son examen de l'Ordonnance doit se limiter à la question de savoir si les co-juges d'instruction ont exercé comme il convient leur pouvoir discrétionnaire, en appliquant le critère [de l'affaire du TPIY <i>Milosevic c. Le Procureur</i>]. Il n'appartient pas ici à la Chambre préliminaire de substituer son appréciation à celle des co-juges d'instruction. » (par. 26)
2.	002 IENG Sary PTC 45 D300/2/2 5 mai 2010	« [L]a Chambre d'appel "annulera la décision attaquée si celle-ci 1) repose sur une interprétation incorrecte du droit applicable, 2) repose sur une constatation manifestement erronée ou 3) est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part de la Chambre de première instance. En l'absence d'une erreur de droit ou de fait manifeste, l'examen en appel est assez étroitement circonscrit [...]". » (par. 11)

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance relative aux Demandes D153, D172, D173, D174, D178 et D284 rendue par les Co-Juges d'Instruction</i></p>	<p>« "[l] n'appartient pas ici à la Chambre préliminaire de substituer son appréciation à celle des co-juges d'instruction". » (par. 12)</p> <p>« Ces nouvelles affirmations constituent une tentative tardive de justifier et de fonder la demande présentée aux co-juges d'instruction. Ce sont des éléments dont la Chambre ne peut et ne va pas tenir compte. Ces éléments ne peuvent être pris en compte par une chambre qui examine en appel si, en prenant la décision attaquée, les juges du premier ressort ont exercé comme il convient leur pouvoir discrétionnaire. La Chambre rappelle qu'il ne lui appartient pas de substituer son appréciation à celle des co-juges d'instruction. » (par. 24)</p>
3.	<p>002 NUON Chea PTC 58 D273/3/5 10 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance du BCJI sur la Dix-Huitième Demande d'Actes d'Instruction de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que les décisions (ou ordonnances) sur des demandes d'actes d'instruction sont discrétionnaires et que de telles décisions peuvent être infirmées si l'appelant démontre que la décision attaquée 1) repose sur une interprétation erronée du droit applicable, ce qui n'est pas soulevé en l'espèce, 2) repose sur une constatation manifestement erronée, ou 3) est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des CJI. » (par. 13)</p> <p>« Pour que son appel sur ce point soit admis, l'appelant doit démontrer que chacun des trois fondements de la décision sont erronés, ou, s'il ne le démontre que pour certains de ces fondements, il doit démontrer que ceux restant ne peuvent soutenir la décision attaquée. » (par. 16)</p>
4.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle qu'une ordonnance relative à une demande d'actes d'instruction relève du pouvoir discrétionnaire des co-juges d'instruction. Pour que la Chambre préliminaire annule la décision prise par les co-juges d'instruction dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire, l'Appelante doit démontrer que l'Ordonnance attaquée : 1) repose sur une interprétation erronée du droit applicable ; 2) repose sur une constatation manifestement erronée ou 3) est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des co-juges d'instruction. La Chambre fait également observer que toutes les erreurs ne l'amèneront pas à annuler la décision des co-juges d'instruction. En effet, une erreur doit avoir joué un rôle fondamentalement déterminant dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire à l'origine de la décision attaquée. » (par. 8)</p> <p>« L'Appel attaque l'Ordonnance "[Traduction non officielle] principalement" au titre du premier critère d'examen en appel, à savoir qu'elle repose sur une interprétation erronée du droit applicable. Cependant, la Chambre préliminaire tranchera l'Appel eu égard aux trois critères. » (par. 9)</p>
5.	<p>002 Parties Civiles PTC 52 D310/1/3 21 juillet 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats des Parties Civiles contre l'Ordonnance Rejetant la Demande Visant à Entendre les Personnes Nommées dans la Demande d'Actes d'Instruction Relative au Mariage Forcé et à la Disparition Forcée</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note les points suivants concernant les CJI saisis de demandes d'acte d'instruction :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les CJI ont un large pouvoir discrétionnaire ; 2. En l'absence d'un critère précis dans le Règlement intérieur, les CJI ont la discrétion de décider de l'utilité ou de l'opportunité d'accomplir tout acte d'instruction, même lorsqu'ils sont saisis d'une demande d'une partie ; 3. Même si un acte d'instruction est refusé pendant l'instruction, il demeure possible qu'il soit ordonné par la Chambre de première instance à un stade plus avancé de la procédure ; 4. Contrairement au Code de procédure pénale ("CPP"), le Règlement intérieur ne confère pas à la Chambre préliminaire le pouvoir d'ordonner des actes d'instruction supplémentaires mais limite son rôle à la détermination des appels ; 5. Compte tenu du fait qu'une décision sur une demande d'actes d'instruction implique des questions factuelles, les CJI sont dans la meilleure position pour examiner la demande à la lumière de leur connaissance des dossiers. Il est inapproprié pour la Chambre préliminaire de substituer l'exercice de sa discrétion à celle des CJI. » (par. 14) <p>« [D]e telles décisions peuvent être infirmées seulement si l'Appelant démontre que la décision attaquée :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) Repose sur une interprétation erronée du droit applicable ;

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

		<p>(2) Repose sur une constatation manifestement erronée ; ou</p> <p>(3) Est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des co-juges d'instruction. » (par. 15)</p> <p>« Ces trois motifs constituent l'unique fondement pour lequel la Chambre préliminaire peut renvoyer une décision aux CJI pour qu'elle soit réexaminée. La Chambre préliminaire note que toutes les erreurs de droit ou de fait ne vont pas invalider l'exercice de discrétion et mener à l'infirmité d'une ordonnance. Il revient à l'appelant de démontrer que l'erreur de droit ou de fait a effectivement invalidé la décision ou conduit à un déni de justice. » (par. 16)</p> <p>« [L]es CJI ont une large discrétion lorsqu'il s'agit d'examiner une demande d'actes d'instruction et sont dans la meilleure position pour déterminer s'il convient d'y faire droit ou non à la lumière de leurs devoirs généraux et de leur connaissance des dossiers. Par conséquent et dans ces circonstances, il serait inapproprié pour la Chambre préliminaire de substituer l'exercice de sa discrétion à celle des CJI. » (par. 31)</p>
6.	<p>004 AO An PTC 24 D260/1/1/3 16 juin 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Cinquième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An</i></p>	<p>« [U]ne décision rendue par les co-juges d'instruction sur une demande d'actes d'instruction relève de leur pouvoir d'appréciation car, vu l'ensemble de leurs obligations et leur connaissance profonde du dossier, ils sont les mieux placés pour apprécier si la demande est effectivement utile à la manifestation de la vérité. Pour que la Chambre décide d'annuler une décision qui relève du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction, l'Appelant doit démontrer que la décision attaquée : 1) repose sur une interprétation erronée du droit applicable ; 2) repose sur une constatation manifestement erronée ; ou 3) est à ce point injuste et déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des co-juges d'instruction. Toutes les erreurs n'amèneront pas la Chambre à annuler une décision des co-juges d'instruction. L'erreur doit avoir été un élément déterminant ayant amené les co-juges d'instruction à prendre la décision attaquée dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation. » (par. 16)</p> <p>« [L]e critère d'examen à retenir est la "pertinence [de la demande d'actes d'instruction] au regard du champ de l'instruction, qui vise à la manifestation de la vérité" [traduction non officielle] et que limiter une telle demande à des "questions réputées avoir force probante" constituerait une erreur de droit. [...] [L]a pertinence au regard du champ de l'instruction doit être déterminée en fonction des limites et des paramètres fixés par les réquisitoires introductifs et supplétifs et que, dès lors qu'ils sortent de la période des faits sous enquête, seuls certains éléments contextuels limités ont pu être considérés comme remplissant le critère de pertinence. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 34)</p> <p>« [L]es décisions doivent être lues dans leur ensemble pour comprendre ce qui a animé les co-juges d'instruction, ne sont donc pas convaincus que le critère appliqué en l'espèce était erroné. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 36)</p>

iii. Bien-Fondé des Demandes d'Actes d'Instruction

a. Général

1.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« [E]n l'absence de critères précis énoncés par le Règlement intérieur, toute décision quant à l'utilité ou l'opportunité d'accomplir un acte d'instruction relève de la discrétion des co-juges d'instruction, même lorsque cet acte est demandé par une partie. Il s'agit d'un fait établi. En d'autres termes, les parties peuvent suggérer aux co-juges d'instruction d'accomplir des actes d'instruction, mais non les forcer à s'exécuter en la matière. [M]ême lorsqu'un acte d'instruction est refusé au cours de l'instruction, un supplément d'information peut toujours être ordonné par la Chambre de première instance à un stade ultérieur de la procédure. » (par. 21)</p> <p>« En l'absence de toute indication précise tendant à montrer que l'un quelconque des documents et/ou vidéos placés dans le répertoire partagé pourrait renfermer des éléments à décharge, la Chambre préliminaire conclut que l'obligation d'instruire à décharge ne contraint pas, en elle-même, les co-juges d'instruction à examiner l'ensemble des pièces figurant dans ce répertoire. » (par. 39)</p>
----	--	--

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

2.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>« [L]a simple mention d'un nom ou de fonctions exercées [...] du temps du Kampuchéa démocratique ne porte pas à croire à première vue que l'intéressé pourrait détenir des éléments de preuve à décharge ou des informations utiles à la manifestation de la vérité. » (par. 34)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction ne peuvent pas rejeter une telle demande exclusivement ou principalement parce que l'instruction touche à sa fin. [...] Pour rejeter une demande, les co-juges d'instruction peuvent se fonder en partie sur le stade de l'instruction en même temps que sur d'autres motifs valables. » (par. 36)</p> <p>« [C]e qui est déterminant, c'est de savoir si les co-juges d'instruction sont convaincus que celle-ci leur a donné des raisons de croire à première vue que l'acte d'instruction en question est susceptible de fournir des éléments de preuve à décharge. » (par. 47)</p>
3.	<p>002 Parties Civiles PTC 52 D310/1/3 21 juillet 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats des Parties Civiles contre l'Ordonnance Rejetant la Demande visant à Entendre les Personnes Nommées dans la Demande d'Actes d'Instruction Relative au Mariage Forcé et à la Disparition Forcée</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note les points suivants concernant les CJI saisis de demandes d'acte d'instruction :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les CJI ont un large pouvoir discrétionnaire ; 2. En l'absence d'un critère précis dans le Règlement intérieur, les CJI ont la discrétion de décider de l'utilité ou de l'opportunité d'accomplir tout acte d'instruction, même lorsqu'ils sont saisis d'une demande d'une partie ; 3. Même si un acte d'instruction est refusé pendant l'instruction, il demeure possible qu'il soit ordonné par la Chambre de première instance à un stade plus avancé de la procédure ; 4. Contrairement au Code de procédure pénale ("CPP"), le Règlement intérieur ne confère pas à la Chambre préliminaire le pouvoir d'ordonner des actes d'instruction supplémentaires mais limite son rôle à la détermination des appels ; 5. Compte tenu du fait qu'une décision sur une demande d'actes d'instruction implique des questions factuelles, les CJI sont dans la meilleure position pour examiner la demande à la lumière de leur connaissance des dossiers. Il est inapproprié pour la Chambre préliminaire de substituer l'exercice de sa discrétion à celle des CJI. » (par. 14)
4.	<p>002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010</p> <p><i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles Concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que les considérations devant la Chambre dans cet Appel sont les mêmes si la Demande est qualifiée de demande formulée selon la règle 59 5) ou de demande selon la règle 55 10). » (par. 13)</p> <p>« Une demande d'actes d'instruction peut être accordée par les co-juges d'instruction si l'objet de la demande relève de la portée de l'instruction. Devant les CETC, la portée de l'instruction est déterminée par les réquisitoires des co-procureurs, c'est-à-dire le Réquisitoire introductif ou tout réquisitoire supplétif. [...] Si une demande d'acte d'instruction concerne des faits en dehors du cadre des faits décrits dans le Réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif (ces faits étant des "faits nouveaux"), les co-juges d'instruction n'ont pas l'autorité pour faire droit à la demande. Si une demande auprès des co-juges d'instruction concerne des faits nouveaux, la règle 55 3) exige que les co-juges d'instruction porte ces faits nouveaux à l'attention des co-procureurs. Les co-juges d'instruction ne peuvent instruire que si les co-procureurs déposent un réquisitoire supplétif relatif aux faits nouveaux. Les règles 55 3) et 10) lues conjointement limite le pouvoir des co-juges d'instruction de faire droit à une demande aux seules questions qui relèvent de la portée de l'instruction, telle que définie par le Réquisitoire introductif ou tout réquisitoire supplétif. » (par. 14)</p> <p>« Comme conclu précédemment par la Chambre, la Chambre préliminaire juge que la restriction imposée par la règle 55 3) aux co-juges d'instructions s'applique aux demandes formulées par les parties civiles. » (par. 15)</p>
5.	<p>002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17</p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e Règlement intérieur limite la compétence des co-juges d'instruction aux questions relevant de la portée de l'instruction. Ainsi, la Chambre préliminaire estime qu'il ne doit pas être fait droit à une</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<p>27 septembre 2010</p> <p><i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>demande, même partiellement, si elle ne contient pas une explication du demandeur sur le fait de savoir en quoi les éléments de preuve à ajouter au Dossier ou l'acte d'instruction à accomplir relèvent de la portée de l'instruction. » (par. 16)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction sont "en tenant compte de l'ensemble de leurs attributions et en se fondant sur leur connaissance du dossier" dans la meilleure position pour déterminer si la demande est utile à la manifestation de la vérité et "motiver leur décision", remplissant ainsi leur obligation de motiver leurs décisions selon la règle 55 10). La familiarité avec le Dossier pèse beaucoup dans la décision de donner priorité à la discrétion des co-juges d'instruction dans le cadre de demandes de décisions selon la règle 55 10) [...]. » (par. 55)</p> <p>« La règle 55 10) dispose que les co-juges d'instruction rendent une ordonnance de rejet d'une demande d'actes d'instruction s'ils "refusent d'accéder à cette demande". [...] [C]et exercice de discrétion peut se manifester de façon diverse. » (par. 56)</p> <p>« L'exercice de la discrétion des co-juges d'instruction se manifeste à tous les stades de l'examen de la demande. D'abord, les co-juges d'instruction exercent leur discrétion pour examiner les conditions nécessaires à l'examen de la demande. Par exemple, la présente Chambre a conclu que "[l]es co-juges d'instruction peuvent décider si une description spécifique et claire de la pertinence d'un document par rapport à l'instruction a été établie... [s]i les co-juges d'instruction jugent que la pertinence n'a pas été établie, les co-juges d'instruction peuvent refuser d'instruire". Deuxièmement, la Chambre préliminaire a conclu que la satisfaction des conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> n'est pas une raison suffisante, à elle seule, pour conclure que les co-juges d'instruction ont commis une erreur ou pour leur ordonner de faire droit à une demande d'actes d'instruction ou à une demande d'ajout d'éléments de preuve au Dossier. Les co-juges d'instruction peuvent décider de ne pas faire droit à une demande formée selon la règle 55 10) car ils sont susceptibles d'avoir déjà effectué l'action identifiée dans la demande et ceci constituerait par conséquent un exercice raisonnable de leur discrétion pour rejeter la demande comme répétitive, et ceci même si les conditions sont remplies. Une demande peut satisfaire la première partie de la condition de pertinence <i>prima facie</i> en condition préliminaire. Les co-juges d'instruction possèdent la discrétion de déterminer si une demande est utile à la manifestation de la vérité, en tenant compte des choses comme le stade de l'instruction. [...] [L]es co-juges d'instruction ont une discrétion quand "ils examinent ce qu'ils considèrent être pertinent dans le cadre de l'instruction pour établir la vérité" et par conséquent "il n'est pas déraisonnable pour les co-juges d'instruction d'avoir réduit et affiné les questions sur lesquelles ils instruisent à présent". » (par. 57)</p> <p>« La Chambre préliminaire partage l'avis des co-juges d'instruction selon lequel ils n'ont pas l'obligation d'établir la vérité sur des "questions manifestement non pertinentes". La Chambre préliminaire partage aussi l'avis que, pour que les enquêteurs établissent la vérité, ils doivent "uniquement se concentrer sur les questions objet de la saisine pour lesquelles la vérité est requise". » (par. 60)</p> <p>« [T]outes les demandes d'actes d'instruction et les ordonnances concernant l'ajout de documents au Dossier doivent (i) être suffisamment précises pour permettre aux co-juges d'instruction de comprendre les actes précis à entreprendre, et (ii) contenir des conclusions du demandeur concernant la pertinence et le but de l'acte sur la base de la demande uniquement. De plus, la Chambre préliminaire a confirmé qu'il n'est pas attendu des co-juges d'instruction qu'ils déduisent l'acte spécifique à accomplir ou le lien entre l'acte demandé et une question relevant de la portée de l'instruction. Les co-juges d'instruction disposent d'une discrétion pour évaluer les conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> et ont également une discrétion pour considérer si le fait de faire droit à la demande est utile à la manifestation de la vérité. » (par. 69)</p>
6.	<p>004/2 AO An PTC 35 D320/1/1/4 16 mars 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Douzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An</i></p>	<p>« En particulier, s'il est vrai qu'ils ont l'obligation d'instruire à décharge, toute décision quant à l'utilité ou l'opportunité d'accomplir un acte d'instruction relève de leur discrétion, même lorsque cet acte est demandé par une partie. En d'autres termes, les co-juges d'instruction ne sont pas supposés travailler pour une partie ou sur une version narrative précise. Les parties peuvent seulement proposer aux co-juges d'instruction d'accomplir des actes d'instruction, mais non les forcer à s'exécuter en la matière. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 26)</p> <p>« L'affirmation des co-avocats selon laquelle les co-juges d'instruction ont l'obligation "de suivre les pistes d'enquêtes susceptibles de permettre à l'Appelant de présenter sa défense", "d'instruire au nom de la défense" ou d'"accomplir les actes demandés" est erronée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 27)</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

		<p>« S'agissant du critère dit <i>prima facie</i> applicable à la condition de pertinence, [...] la question de savoir si "l'information recherchée va dans le sens de l'innocence de l'Accusé ou de circonstances atténuantes en sa faveur" dépend nécessairement d'une analyse portant sur la possibilité, à la lumière des arguments des parties, que cette information puisse être pertinente au regard de la défense de l'accusé. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 29)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction disposent d'un vaste pouvoir discrétionnaire en la matière et [...], à un stade avancé de l'instruction, ils prennent des "décisions qui font apparaître ce qu'ils considèrent comme pertinent". De même, on peut raisonnablement concevoir que les co-juges d'instruction prennent en compte, surtout après plusieurs d'années d'enquête, les éléments dont ils disposent pour apprécier si les éléments de preuve sollicités sont à première vue à décharge et se prononcer sur une question donnée. Dans ces conditions, le co-juge d'instruction international a eu raison de se fonder sur d'anciens actes d'instruction concernant des investigations dans d'autres dossiers des CETC, dans les archives du DC-Cam et dans les archives nationales du Cambodge, pour conclure qu'il disposait déjà dans le dossier d'éléments de preuve [...] et que des investigations supplémentaires ne révéleraient pas de nouvel élément de preuve à cet égard. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 35)</p>
7.	<p>004/2 AO An PTC 34 D277/1/1/4 3 avril 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Décision concernant sa Septième Demande d'Actes d'Instruction</i></p>	<p>« Les juges soussignés rappellent que "les co-juges d'instruction ont le devoir, en application de la règle 55 5) du Règlement intérieur, d'instruire tant à charge qu'à décharge. [...] Le facteur déterminant est donc de savoir si les co-juges d'instruction sont convaincus que la partie requérante a démontré qu'il existe, <i>prima facie</i>, des raisons de présumer que l'acte d'instruction demandé conduira à la découverte d'éléments à décharge. La Défense ne doit pas se contenter d'affirmer que les documents visés sont "pertinents" et "nécessaires à la défense" et qu'ils contiennent des éléments de preuve à décharge sans expliquer davantage en quoi pareils éléments seraient de nature à disculper la personne mise en examen ou à atténuer sa responsabilité individuelle. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 30)</p> <p>« [L]es critères auxquels doit satisfaire une demande d'actes d'instruction pour qu'il y soit fait droit sont le critère de précision et le critère de pertinence <i>prima facie</i> ; les juges d'instruction n'ont pas à examiner si l'exécution des demandes sera longue ou difficile. [...] Le co-juge d'instruction international n'a donc aucune obligation d'épuiser tous les moyens dont il dispose pour recueillir les documents pertinents ; il est seulement tenu, lorsqu'il s'acquitte de son devoir de contribuer à la manifestation de la vérité, de déterminer si les pièces demandées sont utiles à la conduite de l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 37)</p> <p>« Les juges soussignés, rappelant que les co-juges d'instruction jouissent d'un large pouvoir d'appréciation s'agissant des demandes d'actes d'instruction en raison de leur connaissance du dossier [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 43)</p>

b. Précision et Pertinence des Demandes d'Actes d'Instruction

1.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« [I]l ressort implicitement du texte de la règle 55 10) du Règlement intérieur, qui doit être lu conjointement avec celui de la règle 58 6), qu'une partie qui soumet une demande en application de la règle 55 10) est tenue d'indiquer quels sont précisément les actes d'instruction qu'elle sollicite et d'expliquer en quoi elle estime que ces actes sont utiles à la conduite de l'instruction. De cette manière, les co-juges d'instruction sont en mesure d'apprécier si la demande dont ils sont saisis revêt une pertinence en tendant à la manifestation de la vérité, ce qui leur permet de motiver leur décision. Comme l'ont souligné les co-juges d'instruction, l'exigence voulant qu'une demande d'actes d'instruction soit suffisamment précise et pertinente vise à garantir que la procédure ne soit pas indûment retardée et à protéger le droit de tout accusé à être jugé dans un délai raisonnable, tel que consacré par l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la règle 21 4) du Règlement intérieur. » (par. 43)</p> <p>« [L]es avocats de la Défense [...] n'en sont pas moins tenus, dans l'exercice de ces droits, de procéder de manière à ne pas retarder la procédure, en faisant en sorte, notamment, que leurs demandes soient suffisamment précises afin que les co-juges d'instruction sachent clairement ce qu'ils doivent rechercher et en quoi les investigations sollicitées s'avèrent pertinentes. » (par. 44)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3</p>	<p>« L'Appelante fait valoir à juste titre qu'il n'est pas nécessaire qu'une demande d'actes d'instruction, déposée en vertu de la règle 55 10), qui est une demande d'audition de témoin, comporte les coordonnées actuelles de celui-ci. [...] La Chambre préliminaire en est d'accord pour autant que la</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<p>14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée]</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>simple mention d'un nom ou de fonctions exercées au Ministère ou sous son contrôle du temps du Kampuchéa démocratique ne porte pas à croire à première vue que l'intéressé pourrait détenir des éléments de preuve à décharge ou des informations utiles à la manifestation de la vérité. » (par. 34)</p> <p>« Les co-juges d'instruction connaissent bien et rappellent souvent aux parties que devant les CETC, elles ne peuvent pas interroger les personnes qu'elles proposent de citer à comparaître en qualité de témoins. [...] D'après le contexte, les co-juges d'instruction ont utilisé l'expression "témoignage attendu" pour indiquer que l'Appelante aurait dû, sur la base des informations qui étaient en sa possession, préciser sur quels points du Réquisitoire introductif ou des réquisitoires supplétifs elle avait des raisons de penser que [Expurgé] pourraient apporter leur témoignage et pourquoi elle le pensait. » (par. 39)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction n'ont pas eu tort de se fonder en partie sur le fait que l'Appelante n'avait pas indiqué quel était le "[Traduction Non Officielle] témoignage attendu" de ces personnes. » (par. 40)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 63 D370/2/11 7 juillet 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'« Ordonnance sur Demande d'Intégration [au Dossier] de Documents Relatifs à l'Activité Réelle de Monsieur KHIEU Samphan »</i></p>	<p>« La Chambre rappelle qu'une partie qui soumet une demande au titre de la règle 55 10) du Règlement :</p> <p>[E]st tenue d'indiquer quels sont précisément les actes d'instruction qu'elle sollicite et d'expliquer en quoi elle estime que ces actes sont utiles à la conduite de l'instruction. » (par. 21)</p> <p>« Il résulte de ces deux conditions cumulatives énoncées à la règle 55 10) du Règlement que le rejet d'une demande qui ne répond qu'à une seule des deux conditions entre bien dans le cadre du pouvoir discrétionnaire des co-juges d'instruction. » (par. 22)</p> <p>« Demander aux co-juges d'instruction de rechercher, de recenser et d'analyser des documents mal définis est incompatible avec l'obligation faite à l'Appelant "de procéder de manière à ne pas retarder la procédure". » (par. 39)</p>
4.	<p>002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17 27 septembre 2010</p> <p><i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]e Règlement intérieur limite la compétence des co-juges d'instruction aux questions relevant de la portée de l'instruction. [...] [I]l ne doit pas être fait droit à une demande, même partiellement, si elle ne contient pas une explication du demandeur sur le fait de savoir en quoi les éléments de preuve à ajouter au Dossier ou l'acte d'instruction à accomplir relèvent de la portée de l'instruction. » (par. 16)</p> <p>« [U]ne partie qui soumet une demande en application de la règle 55 10) est tenue d'indiquer quels sont précisément les actes d'instruction qu'elle sollicite et d'expliquer en quoi elle estime que ces actes sont utiles à la conduite de l'instruction. De cette manière, les co-juges d'instruction sont en mesure d'apprécier si la demande dont ils sont saisis revêt une pertinence en tendant à la manifestation de la vérité, ce qui leur permet de motiver leur décision. » (par. 45)</p> <p>« Pour qu'une demande auprès des co-juges d'instruction formulée selon la règle 55 10) soit considérée comme valablement formée, le demandeur doit satisfaire deux conditions cumulatives énoncées dans la Décision sur le Répertoire partagé. Ainsi, la demande doit (i) identifier, selon le cas, l'acte à accomplir ou la décision à former avec suffisamment de précision ("la condition de précision"), et (ii) doit démontrer en détail pourquoi, selon le cas, les actes d'instruction demandés ou les actions résultant d'une décision selon la règle 55 10) sont <i>prima facie</i> "utiles à la manifestation de la vérité" ("la condition <i>prima facie</i>"). Le fait qu'une partie ne remplisse pas l'une de ces conditions, même si l'autre est remplie, constitue une raison valide et suffisante pour que les co-juges d'instruction rejettent la demande. En déterminant s'il convient de faire droit à la demande formée selon la règle 55 10), il est fait obligation, d'abord aux co-juges d'instruction puis à la Chambre préliminaire dans le cadre d'un appel, de préserver un équilibre, à tout moment, entre les facteurs pertinents pour l'exercice de la discrétion, les principes fondamentaux énoncés à la règle 21 et les droits au procès équitable tels que prévus au [PIDCP]. » (par. 47)</p> <p>« [L]a condition de précision oblige le demandeur à identifier l'acte d'instruction, ou l'autre action à accomplir à travers une décision selon le cas, avec suffisamment de précision et, dans le cadre d'un acte d'instruction, d'être "suffisamment préc[i]s afin que les co-juges d'instruction sachent clairement ce qu'ils doivent rechercher". [...] [L]es co-juges d'instruction n'ont pas l'obligation de participer à des "enquêtes à l'aveugle" [en anglais <i>fishing expeditions</i>] étant donné que les demandes imprécises qui</p>

	<p>requièrent une telle interprétation par les co-juges d’instruction pourraient retarder inutilement la procédure ou avoir des conséquences sur le droit de la personne mise en examen à un procès équitable. [...] [U]ne demande qui ne précise pas clairement le nombre de documents ou leur localisation exacte dans des collections de documents ou des archives ne remplit pas la condition de précision. Ce manque de précision dans une demande n’est pas compatible avec l’obligation faite aux parties d’agir de façon à ne pas retarder les procédures. [...] La Chambre préliminaire reconnaît que le degré de précision requis varie selon les circonstances particulières de la demande. Pour déterminer si la condition de précision est remplie, les co-juges d’instruction peuvent prendre en considération des facteurs tels que la portée de la demande et le fait que les informations et les coordonnées des preuves pertinentes et/ou des personnes ont été précisées dans la demande. » (par. 48)</p> <p>« S’agissant de la condition de pertinence <i>prima facie</i>, la Chambre préliminaire note que cette condition comprend deux sous-conditions. La première sous-condition est que la demande d’actes d’instruction doit être pertinente par rapport à la portée de l’instruction selon les limites et paramètres établis dans les Réquisitoires introductifs et supplétifs. Une demande peut satisfaire cette sous-condition en visant des informations qui relèvent de la portée temporelle et géographique des faits et crimes allégués dans les Réquisitoires introductifs et supplétifs. Alternativement, une demande peut satisfaire cette sous-condition en visant des informations qui touchent à la responsabilité et à la culpabilité de la personne mise en examen, les éléments relatifs à la compétence par rapport aux crimes allégués, ou d’autres éléments contextuels. [...] [L]a manière dont la portée de l’instruction est considérée par les co-juges d’instruction lorsqu’ils se prononcent sur la condition de pertinence <i>prima facie</i> peut être distincte de leur détermination finale sur la question de savoir si la demande relève de la portée de l’instruction lorsqu’ils statuent sur son bien-fondé. » (par. 49)</p> <p>« La seconde sous-condition de pertinence <i>prima facie</i> est qu’une demande d’acte d’instruction doit détailler pourquoi l’information recherchée est utile à la manifestation de la vérité. Pour remplir cette condition, une demande d’acte d’instruction doit établir un lien <i>prima facie</i> entre l’information recherchée par la demande et une question relevant de la portée de l’instruction, y compris mais non exclusivement, les crimes allégués contre la personne mise en examen. Il n’est pas suffisant pour un demandeur d’affirmer simplement et sans autre explication que l’objet de l’acte d’instruction est pertinent ou nécessaire ou encore comprend des éléments à décharge. La Chambre préliminaire a confirmé des ordonnances des co-juges d’instruction rejetant des demandes formées selon la règle 55 10) au motif que le demandeur n’expliquait pas en quoi les personnes citées dans la demande devraient faire l’objet de l’acte d’instruction. Le demandeur doit préciser pourquoi il vise les individus en question. La réciproque est aussi vraie : il n’est pas suffisant pour un demandeur de décrire l’information qu’ils pensent obtenir si la demande est accordée. La partie doit décrire en détail les raisons <i>prima facie</i> qui expliquent pourquoi l’information spécifique attendue, qui varie selon chaque demande, se rapporte directement aux charges portées contre la personne mise en examen. Si le demandeur manque à cette condition, les co-juges d’instruction peuvent rejeter la demande comme inappropriée. » (par. 50)</p> <p>« Cette sous-condition garantit que les co-juges d’instruction comprennent le potentiel bénéfique que peut apporter l’élément recherché. Il est contraire au rôle des co-juges d’instruction d’attendre d’eux qu’ils spéculent sur les fondements factuels et légaux d’un acte demandé. Pour pouvoir exercer correctement leur discrétion pour décider si le fait de faire droit à la demande est utile à la manifestation de la vérité, il est nécessaire de fournir aux co-juges d’instruction, en même temps que la demande, un lien entre la demande et une question relevant de la portée de l’instruction. » (par. 51)</p> <p>« A l’instar de la condition de précision, [...] le degré de détail requis pour satisfaire la deuxième partie de la condition de pertinence <i>prima facie</i> varie selon les circonstances de l’espèce. Les facteurs à considérer incluent le fait que l’information pertinente soit accessible ou non au demandeur et sa capacité à l’analyser. Les co-juges d’instruction peuvent aussi prendre en compte le fait que le demandeur ait entrepris des "démarches préalables nécessaires à l’exercice effectif de leur droit de demander l’accomplissement d’actes d’instruction". Bien que les parties doivent se conformer aux limites inhérentes au cadre procédural des CETC, les co-juges d’instruction peuvent prendre en compte l’accomplissement ou non par le demandeur de démarches préalables autorisées lorsque ces démarches peuvent avoir contribué à remplir la deuxième partie de la condition de pertinence <i>prima facie</i>. [...] [L]a détermination effectuée par les co-juges d’instruction nécessite qu’ils considèrent la totalité des circonstances et qu’ils parviennent à une conclusion factuelle sur le fait que la deuxième partie de la condition de pertinence <i>prima facie</i> est remplie ou non. » (par. 52)</p> <p>« La raison pour laquelle les conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> sont nécessaires, telles qu’elles s’appliquent aux demandes d’actes d’instruction, a été articulée par la Chambre. Elles</p>
--	--

		<p>garantissent que "la procédure ne soit pas indûment retardée et [que soit protégé] le droit de tout accusé à être jugé dans un délai raisonnable". La possibilité de formuler une demande selon la règle 55 10) est contingente au respect par le demandeur de son obligation générale de "procéder de manière à ne pas retarder la procédure". Compte-tenu de cet objectif, les co-juges d'instruction et la présente Chambre ont déclaré que, dans le contexte de demandes d'actes d'instruction, les demandes doivent être "suffisamment précises afin que les co-juges d'instruction sachent clairement ce qu'ils doivent rechercher et en quoi les investigations sollicitées s'avèrent pertinentes". » (par. 53)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction sont "en tenant compte de l'ensemble de leurs attributions et en se fondant sur leur connaissance du dossier" dans la meilleure position pour déterminer si la demande est utile à la manifestation de la vérité et "motiver leur décision", remplissant ainsi leur obligation de motiver leurs décisions selon la règle 55 10). La familiarité avec le Dossier pèse beaucoup dans la décision de donner priorité à la discrétion des co-juges d'instruction dans le cadre de demandes de décisions selon la règle 55 10), comme c'est le cas dans le cadre de demandes d'actes d'instruction. De plus, il est important que ces conditions soient satisfaites dans la demande initiale plutôt que dans des conclusions en appel, car, même si des exceptions peuvent exister étant donné les circonstances particulières de l'appel, la fourniture en appel de descriptions plus précise et de détails additionnels sur la pertinence de la demande ne va pas aider la partie demanderesse. La Chambre préliminaire doit considérer le fait que de telles informations n'étaient pas disponibles devant les co-juges d'instruction au moment où ils ont examiné la demande afin de déterminer si le fait de faire droit à cette demande serait utile à la manifestation de la vérité. » (par. 55)</p> <p>« L'exercice de la discrétion des co-juges d'instruction se manifeste à tous les stades de l'examen de la demande. D'abord, les co-juges d'instruction exercent leur discrétion pour examiner les conditions nécessaires à l'examen de la demande. Par exemple, la présente Chambre a conclu que "[l]es co-juges d'instruction peuvent décider si une description spécifique et claire de la pertinence d'un document par rapport à l'instruction a été établie... [s]i les co-juges d'instruction jugent que la pertinence n'a pas été établie, les co-juges d'instruction peuvent refuser d'instruire". Deuxièmement, la Chambre préliminaire a conclu que la satisfaction des conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> n'est pas une raison suffisante, à elle seule, pour conclure que les co-juges d'instruction ont commis une erreur ou pour leur ordonner de faire droit à une demande d'actes d'instruction ou à une demande d'ajout d'éléments de preuve au Dossier. Les co-juges d'instruction peuvent décider de ne pas faire droit à une demande formée selon la règle 55 10) car ils sont susceptibles d'avoir déjà effectué l'action identifiée dans la demande et ceci constituerait par conséquent un exercice raisonnable de leur discrétion pour rejeter la demande comme répétitive, et ceci même si les conditions sont remplies. Une demande peut satisfaire la première partie de la condition de pertinence <i>prima facie</i> en condition préliminaire. Les co-juges d'instruction possèdent la discrétion de déterminer si une demande est utile à la manifestation de la vérité, en tenant compte des choses comme le stade de l'instruction. A cet égard, la Chambre préliminaire a conclu que les co-juges d'instruction ont une discrétion quand "ils examinent ce qu'ils considèrent être pertinent dans le cadre de l'instruction pour établir la vérité" et par conséquent "il n'est pas déraisonnable pour les co-juges d'instruction d'avoir réduit et affiné les questions sur lesquelles ils instruisent à présent". » (par. 57)</p> <p>« La Chambre préliminaire partage l'avis des co-juges d'instruction selon lequel ils n'ont pas l'obligation d'établir la vérité sur des "questions manifestement non pertinentes". La Chambre préliminaire partage aussi l'avis que, pour que les enquêteurs établissent la vérité, ils doivent "uniquement se concentrer sur les questions objet de la saisine pour lesquelles la vérité est requise". » (par. 60)</p> <p>« La Chambre a précédemment considéré que toutes les demandes d'actes d'instruction et les ordonnances concernant l'ajout de documents au Dossier doivent (i) être suffisamment précises pour permettre aux co-juges d'instruction de comprendre les actes précis à entreprendre, et (ii) contenir des conclusions du demandeur concernant la pertinence et le but de l'acte sur la base de la demande uniquement. De plus, la Chambre préliminaire a confirmé qu'il n'est pas attendu des co-juges d'instruction qu'ils déduisent l'acte spécifique à accomplir ou le lien entre l'acte demandé et une question relevant de la portée de l'instruction. Les co-juges d'instruction disposent d'une discrétion pour évaluer les conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> et ont également une discrétion pour considérer si le fait de faire droit à la demande est utile à la manifestation de la vérité. » (par. 69)</p>
5.	<p>004 AO An PTC 24 D260/1/1/3 16 juin 2016</p>	<p>« [L]e critère de pertinence <i>prima facie</i> d'une demande d'actes d'instruction est susceptible d'être rempli si elle vise à obtenir des informations relevant du champ temporel et géographique des faits et crimes sous enquête, ou si elle vise à obtenir des informations touchant à la responsabilité pénale, aux questions de compétence ou à "certains autres éléments contextuels" [traduction non officielle]. [...] [L]a pertinence au regard du champ de l'instruction doit être déterminée en fonction des limites et des</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Cinquième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An</i></p>	<p>paramètres fixés par les réquisitoires introductifs et supplétifs et [...], dès lors qu'ils sortent de la période des faits sous enquête, seuls certains éléments contextuels limités ont pu être considérés comme remplissant le critère de pertinence. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 34)</p> <p>« [S]i le pouvoir d'appréciation du co-juge d'instruction ne lui donne pas le droit d'appliquer un niveau de preuve restrictif, il lui donne la latitude d'apprécier la demande au regard de sa connaissance de l'instruction et du dossier. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 43)</p> <p>« "[P]our savoir si les informations 'sont de nature à disculper en tout ou en partie l'accusé', il faut chercher à savoir s'il existe l'une quelconque possibilité, à la lumière des arguments présentés par les parties, que ces informations puissent revêtir un intérêt pour la défense de l'accusé" [traduction non officielle]. [...] [C]e critère d'examen est cohérent et n'est pas moins élevé que l'"obligation de démontrer <i>prima facie</i> que les éléments de preuve visés sont probablement à décharge" [traduction non officielle]. » Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 48)</p>
--	---	--

c. Consultation des Parties

1.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction ont raison de déclarer qu'aucune disposition de la Loi relative aux CETC, de l'Accord ou du Règlement intérieur ne leur fait expressément obligation de consulter la partie requérante avant d'accomplir des actes d'instruction. Cependant, "La Loi sur les CETC, le Règlement intérieur, les directives pratiques et les réglementations internes doivent être interprétés de manière à toujours protéger les intérêts des suspects, des personnes mises en examen, des accusés et des victimes. [...] À cet égard : a) La procédure des CETC doit être équitable". L'Accord sur les CETC impose également aux co-juges d'instruction d'exercer leur compétence dans le respect des articles 14 à 15 du [PIDCP]. » (par. 18)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire refuse, dans la présente décision, de se prononcer sur la question de savoir si et dans quelle mesure les règles 55 10) et 58 6) imposent aux co-juges d'instruction de consulter la partie requérante. » (par. 19)</p>
----	---	---

d. Suffisance des Preuves

1.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« En adoptant le raisonnement selon lequel "l'instruction [peut] cesser lorsque le magistrat instructeur est à même de se déclarer convaincu de la suffisance des charges à l'encontre [du mis en examen]", les co-juges d'instruction ont fait fi de cette obligation préliminaire qui leur incombe de d'abord terminer leur instruction avant de déterminer s'il y a lieu ou non de renvoyer le dossier devant la juridiction de jugement. Cette première étape est nécessaire pour garantir que les co-juges d'instruction se sont bien acquittés de leur obligation de rechercher et d'examiner des éléments de preuve à décharge, afin que la Chambre de première instance dispose également de ces éléments. » (par. 36)</p> <p>« En l'absence de toute indication précise tendant à montrer que l'un quelconque des documents et/ou vidéos placés dans le répertoire partagé pourrait renfermer des éléments à décharge, la Chambre préliminaire conclut que l'obligation d'instruire à décharge ne contraint pas, en elle-même, les co-juges d'instruction à examiner l'ensemble des pièces figurant dans ce répertoire. Dans ces circonstances, la Chambre préliminaire estime que l'erreur de droit commise par les co-juges d'instruction n'est pas de nature à entraîner une annulation de l'Ordonnance, mais décide de substituer son raisonnement à celui suivi en la matière par les co-juges d'instruction. » (par. 39)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 24 D260/1/1/3 16 juin 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté</i></p>	<p>« [L]es co-juges d'instruction disposent d'un large pouvoir d'appréciation dans ce domaine et que, à un stade avancé de l'instruction, on doit raisonnablement concevoir qu'ils "aient pu réduire et préciser le champ des questions sur lesquelles ils enquêtent" [traduction non officielle] [...]. De même, on peut raisonnablement concevoir que le co-juge d'instruction international prenne en compte, surtout après plusieurs années d'enquêtes, la suffisance des éléments dont il dispose pour apprécier si les éléments de preuve sollicités sont <i>prima facie</i> à décharge et se prononcer sur la question, sans pour autant aboutir à des conclusions prématurées. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, para. 57)</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<i>contre la Décision concernant la Cinquième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An</i>	
--	---	--

e. Droit de Non-Divulgaration

1.	002 NUON Chea PTC 46 D300/1/7 28 July 2010 <i>Décision sur l'Appel de NUON Chea contre l'Ordonnance sur les Directions sur le Réexamen des Requêtes D153, D172, D173, D174, D178 et D284</i>	[Traduction Non-Officielle] « La présente Chambre a informé les CJIs qu'il appartient au CICR d'exercer son droit de non-divulgaration et que ce droit ne doit pas empêcher qu'une demande de communication de matériel soit faite. » (par. 17)
----	---	---

2. Appel de Décisions concernant d'Autres Demandes selon la Règle 55 10) du Règlement Intérieur

i. Général

1.	002 NUON Chea PTC 58 D273/3/5 10 juin 2010 [Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance du BCJI sur la Dix-Huitième Demande d'Actes d'Instruction de NUON Chea</i>	[Traduction Non-Officielle] « La règle 55 10) prévoit entre autres deux types de demandes qu'une personne mise en examen peut soumettre aux CJI à tout moment pendant l'instruction, qui sont "de rendre une décision" ou "d'accomplir les actes d'instruction" qu'ils estiment utiles à la conduite de l'instruction. Contrairement au deuxième type de demandes, le premier n'implique pas de rechercher des informations qui pourraient contribuer à la manifestation de la vérité. La distinction est importante car, bien qu'il soit clair que la règle 74 3) b) ouvre la possibilité aux personnes mises en examen de faire appel des ordonnances des CJI refusant des demandes d'actes d'instruction, elle ne donne pas le droit à la personne mise en examen de faire appel du rejet par les CJI d'une demande visant à "rendre une décision" envisagée par la règle 55 10). [...] [L]es demandes visant à ajouter un document au dossier, telles que des demandes de traduction de documents, ne constituent pas des demandes d'actes d'instruction. [...] La Chambre préliminaire conclut que cet Appel ne peut pas être considéré sur la base de la règle 74 3) b) pour ce qui concerne la demande d'ajouter l'autobiographie au dossier. » (par. 9)
2.	003 MEAS Muth PTC 37 et 38 D271/5 et D272/3 8 septembre 2021 <i>Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003</i>	« Par ailleurs, les requêtes présentées à la juridiction d'instruction sont soumises à la règle 55 10) du Règlement intérieur, disposant qu' "[à] tout moment durant l'instruction, les co-procureurs, la personne mise en examen, ou la partie civile peuvent demander aux co-juges d'instruction de rendre une décision ou d'accomplir les actes d'instruction qu'ils estiment utiles." » (par. 70) « La Chambre préliminaire relève, dans un premier temps, que ce texte n'autorise pas le dépôt de requêtes dans la mesure où l'instruction est parvenue à son terme le 7 avril 2021, avec la délivrance des Considérations dans le dossier n° 003. » (par. 71)

ii. Demande d'Ajout de Preuves au Dossier

1.	<p>002 IENG Sary PTC 29 D171/4/5 22 décembre 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de la Troisième Demande d'Actes d'Instruction de IENG Sary</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [C]ompte-tenu de son but, la Demande [concernant l'ajout d'information au Dossier] ne constitue pas une "demande d'actes d'instruction" entrant dans le champ de la règle 74 3) b) du Règlement intérieur [...]. Les demandes d'actes d'instruction sont exécutées par les co-juges d'instruction ou, par délégation, par les enquêteurs des CETC ou la police judiciaire, dans le but de recueillir des informations utiles à la manifestation de la vérité. » (par. 8)</p>
2.	<p>002 IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân PTC 67 D365/2/17 27 septembre 2010</p> <p><i>Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [U]ne demande visant à ajouter des éléments de preuve au dossier n'est pas une demande d'actes d'instruction selon la règle 55 10) mais est plutôt une demande pour une décision "util[e] à la conduite de l'instruction]" selon la règle 55 10). » (par. 7)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que le Règlement intérieur limite la compétence des co-juges d'instruction aux questions relevant de la portée de l'instruction. Ainsi, la Chambre préliminaire estime qu'il ne doit pas être fait droit à une demande, même partiellement, si elle ne contient pas une explication du demandeur sur le fait de savoir en quoi les éléments de preuve à ajouter au Dossier ou l'acte d'instruction à accomplir relèvent de la portée de l'instruction. » (par. 16)</p> <p>« Dans [D313/2/2], la Chambre a déterminé que l'application par les co-juges d'instruction du critère "pertinents par rapport à l'instruction en cours" lorsqu'ils étaient saisis d'une demande selon la règle 55 10) n'était pas une limite inappropriée à l'accomplissement par les co-juges d'instruction de leur devoir d'établir la vérité. De plus, les co-juges d'instruction ont le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou rejeter une demande même si cette demande se rapporte à une question pertinente dans le cadre de la portée de l'instruction. La Chambre préliminaire a explicitement reconnu dans [D313/2/2] que la décision des co-juges d'instruction est discrétionnaire. La Chambre préliminaire considère que son examen et son rejet des arguments des co-procureurs formulés dans [D313/2/2] et concernant l'utilisation par les co-juges d'instruction du critère "pertinents par rapport à l'instruction en cours [pour établir la vérité]" pour évaluer des demandes d'ajout de preuves au Dossier, [...] s'applique en l'espèce. » (par. 43)</p> <p>« La Chambre préliminaire a en premier lieu examiné les conditions de précision et de pertinence dans le cadre de demandes selon la règle 55 10) dans la Décision sur le Répertoire partagé. [...] En raison de la demande inhérente que les co-juges d'instruction mènent une enquête et analyse les éléments figurant au répertoire partagé, et qu'ils identifient des éléments de preuve potentiellement à décharge pour les ajouter ensuite au Dossier, la Chambre a conclu qu'"au vu de son objet, [la demande] peut être considérée comme une demande d'actes d'instruction". La Chambre préliminaire a conclu : une partie qui soumet une demande en application de la règle 55 10) est tenue d'indiquer quels sont précisément les actes d'instruction qu'elle sollicite et d'expliquer en quoi elle estime que ces actes sont utiles à la conduite de l'instruction. De cette manière, les co-juges d'instruction sont en mesure d'apprécier si la demande dont ils sont saisis revêt une pertinence en tendant à la manifestation de la vérité, ce qui leur permet de motiver leur décision. » (par. 45)</p> <p>« La Chambre préliminaire a déterminé que les demandes visant à obtenir une ordonnance pour l'ajout d'éléments de preuves au Dossier, si elles ne sont pas associées à une demande inhérente d'accomplir des actes d'instruction, telle que l'analyse des éléments ou l'identification d'éléments de preuve à décharge, ne peuvent être caractérisées comme des demandes d'actes d'instruction, mais plutôt comme des demandes de décisions selon la règle 55 10). Les conditions de précision et de pertinence [...] s'appliquent aux demandes formées selon la règle 55 10) qui ont pour but la manifestation de la vérité, y compris celles visant à obtenir une décision nécessaire à la conduite de l'instruction. Toutes les demandes de décisions selon la règle 55 10) ne sont pas des demandes d'ajout d'éléments de preuve au Dossier. Les demandes de décisions qui ne sont pas relatives à l'ajout d'éléments de preuve au Dossier peuvent concerner des questions qui sont nécessaires pour la conduite de l'instruction mais qui ne sont pas liées à la manifestation de la vérité. Par exemple, les co-avocats de la personne mise en examen ont formé des demandes pour des décisions qui se rapportent à une question qui peut être</p>

	<p>considérée comme nécessaire à la conduite de l’instruction, comme une demande de traduction. De telles demandes ne sont pas des demandes d’actes d’instruction et n’ont pas pour but la manifestation de la vérité. Les traductions [...], qui touchent à la capacité des co-avocats de préparer leur défense peut, selon les circonstances, être nécessaire pour garantir que la personne mise en examen est capable d’exercer ses droits pendant l’instruction. L’extension explicite dans cette décision des conditions de précision et de pertinence aux décisions rendues selon la règle 55 10) se limite aux décisions qui ont pour but la réalisation d’un acte ou d’une action pris(e) dans le but de la manifestation de la vérité. Pour toutes les autres demandes de décision formées selon la règle 55 10), la Chambre préliminaire considère que la conclusion selon laquelle il relève de la discrétion des juges d’instruction d’évaluer la suffisance et les mérites de chaque demande au cas par cas reste valide. » (par. 46)</p> <p>« [L]es mêmes considérations sont pertinentes dans le contexte de demande de décision selon la règle 55 10). [...] [A] l’instar des demandes d’actes d’instruction qui doivent être précises et pertinentes pour éviter de retarder inutilement les procédures, une demande de décision pour obtenir l’ajout d’éléments de preuve au Dossier qui n’est pas suffisamment précise, ou pour laquelle les preuves sous-jacentes ne sont pas pertinentes, peut causer un retard inutile dans la procédure ou causer une violation des droits au procès équitable des personnes mise en examen. » (par. 54)</p> <p>« Le critère d’examen qui a été approuvé [pour l’ajout d’éléments de preuve au Dossier] est simplement s’ils sont "pertinents par rapport à l’instruction en cours [pour établir la vérité]". [...] Si des preuves qui sont utiles dans le cadre de la portée de l’instruction font l’objet d’une demande devant les co-juges d’instruction, les co-juges d’instruction ne peuvent pas, au stade des conditions préliminaires à remplir pour considérer la demande d’ajout d’éléments de preuve au Dossier, adopter une approche indûment restrictive excluant de tels éléments. Si, au contraire, les co-juges d’instruction détermine que, dans le cadre de leur exercice de leur discrétion, ils ne vont pas examiner l’ajout de ces éléments de preuve bien que la demande remplissent les conditions préliminaires d’examen, y compris à travers l’application du bon critère, les co-juges d’instruction doivent fournir aux co-procureurs la motivation qui justifie d’exclure chacun de ces articles de presse. » (par. 61)</p> <p>« [L]es décisions rendues par les co-juges d’instruction relatives à des demandes formées selon la règle 55 10) sont discrétionnaires. Cette discrétion ne donne pas aux co-juges d’instruction le droit de réduire indûment ou de restreindre la possibilité d’admettre au stade préliminaire à travers l’utilisation d’un critère indûment restrictif. Cette discrétion n’autorise pas non plus les co-juges d’instruction à rejeter une demande s’ils considèrent qu’elle remplit les conditions préliminaires pour l’ajout mais ne fournissent pas de motivation pour rejeter tous les aspects de la demande, en l’espèce, tous les documents. Cependant, elle donne aux co-juges d’instruction la discrétion d’évaluer la demande à la lumière de leur familiarité avec le Dossier. » (par. 62)</p> <p>« [T]outes les demandes d’actes d’instruction et les ordonnances concernant l’ajout de documents au Dossier doivent (i) être suffisamment précises pour permettre aux co-juges d’instruction de comprendre les actes précis à entreprendre, et (ii) contenir des conclusions du demandeur concernant la pertinence et le but de l’acte sur la base de la demande uniquement. [...] [I]l n’est pas attendu des co-juges d’instruction qu’ils déduisent l’acte spécifique à accomplir ou le lien entre l’acte demandé et une question relevant de la portée de l’instruction. Les co-juges d’instruction disposent d’une discrétion pour évaluer les conditions de précision et de pertinence <i>prima facie</i> et ont également une discrétion pour considérer si le fait de faire droit à la demande est utile à la manifestation de la vérité. » (par. 69)</p>
--	--

3. Demande d'Expertise selon les Règles 31 et 32 du Règlement Intérieur

Voir aussi [II. B. 3. Aptitude à Suivre les Débats](#)

i. Recevabilité

a. Désignation d'un Expert Supplémentaire et Réexamen

1.	<p>002 IENG Sary PTC 28 D140/4/5 14 décembre 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative à l'appel de IENG Sary contre l'ordonnance des Co-Juges D'instruction Relative à la Demande de Complément d'Expertise</i></p>	<p>« La règle 31 10) du Règlement intérieur prévoit deux situations dans lesquelles des experts supplémentaires peuvent être nommés. La première situation concerne le complément d'expertise, soit la conduite de travaux d'expert qui n'ont pas été exécutés auparavant ; la deuxième, la contre-expertise, soit le réexamen d'une question ayant déjà fait l'objet d'un rapport d'expert. » (par. 11)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que la Demande [...] n'entre donc pas dans le cadre de la première situation prévue par la règle 31 10) du Règlement intérieur, étant donné que les experts avaient déjà été nommés, et que cette demande ne portait pas sur "un complément d'expertise". » (par. 12)</p> <p>« Quant à la deuxième situation prévue par la règle 31 10) du Règlement intérieur, à savoir la nomination d'un expert supplémentaire en vue de procéder à "une contre-expertise", la Chambre préliminaire estime que, dans la mesure où la Demande de Ieng Sary et l'appel interjeté contre son rejet ont été déposés avant que les experts ne remettent leur rapport, cette demande ne repose sur aucun fondement juridique. » (par. 13)</p> <p>« Si l'on prend en considération la règle 74 3) e) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire est seulement compétente pour statuer sur les appels interjetés contre le rejet d'"une demande de complément d'expertise ou de contre-expertise autorisée selon le présent Règlement". La Chambre préliminaire estime que l'Appel n'est pas recevable, dans la mesure où la demande dont ont été saisis les co-juges d'instruction n'a pas été valablement déposée conformément à la règle 31 10) et est, dès lors, dénuée de tout fondement juridique. » (par. 14)</p>
----	---	---

b. Désignation d'un Expert Psychiatrique

1.	<p>002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]es personnes mises en examen ont en principe le droit d'avoir leur capacité à exercer de manière effective leurs droits procéduraux pendant l'instruction et la phase préliminaire évaluée par un expert si leur demande est adéquatement justifiée. A cet égard, la Chambre préliminaire conclut que la question de l'aptitude se pose à ce stade, contrairement à l'assertion des co-juges d'instruction. » (par. 27)</p>
----	--	---

c. Moment de la Demande

1.	<p>002 IENG Sary PTC 10 A189/I/8 21 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel d'IENG Sary concernant la Désignation d'un Expert Psychiatrique</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut par conséquent que les personnes mises en examen ont en principe le droit de faire évaluer par un expert leur capacité à exercer efficacement leurs droits procéduraux au cours de la phase d'enquête et de la phase préliminaire, si leur demande est dûment justifiée. À cet égard, la Chambre préliminaire juge que la demande n'est pas prématurée [...]. » (par. 35)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 28</p>	<p>« [L]e Règlement intérieur ne contient manifestement aucune disposition traitant de la question de savoir si une demande de complément d'expertise fondée sur la règle 31 10) doit être déposée avant</p>

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<p>D140/4/5 14 décembre 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative à l'appel de IENG Sary contre l'ordonnance des Co-Juges D'instruction Relative à la Demande de Complément d'Expertise</i></p>	<p>ou après le dépôt d'un rapport d'expert initial, notamment lorsqu'il s'agit de la nomination d'experts supplémentaires en vue de procéder à un "complément d'expertise". Néanmoins, la présence du terme "complément" dans cette phrase laisse à penser que la nécessité d'un complément d'expertise se présente généralement après qu'il a déjà été procédé à une expertise. » (par. 15)</p> <p>« [E]n application du droit cambodgien, il n'est pas courant d'ordonner un complément d'expertise ou une contre-expertise avant le dépôt du rapport d'un expert. » (par. 16)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que les dispositions du Règlement intérieur, dans leur version actuelle, permettent à la Défense de demander la nomination d'un expert aux fins d'une contre-expertise. En outre, il convient de faire remarquer que le rapport d'un expert peut être contesté devant la Chambre de première instance. Par ailleurs, la Chambre de première instance peut, si elle estime qu'un supplément d'information est nécessaire, ordonner de nouvelles investigations et ce, à tout moment. Par conséquent, la Chambre préliminaire conclut que les droits fondamentaux de la Défense ne sont aucunement lésés et juge l'appel irrecevable à ce stade de la procédure. » (par. 22)</p>
3.	<p>002 NUON Chea PTC 66 D356/2/9 1^{er} juillet 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant une Demande de Contre-Expertise</i></p>	<p>« Si les co avocats n'étaient pas satisfaits de la manière dont leur Sixième Demande avait été interprétée par les co-juges d'instruction et de la façon dont ces derniers avaient répondu [...] ils auraient pu, à ce moment-là, expliquer clairement aux co-juges d'instruction quel était le véritable objet de leur Sixième Demande, ou leur demander explicitement, en vertu de la règle 31 10) du Règlement intérieur, de désigner d'autres experts [...]. Les co-avocats ont choisi l'époque de ne pas tirer parti de cette possibilité, et ils ne peuvent, presque un an plus tard, contester par le biais d'une nouvelle demande, le rapport d'expertise [Expurgé] aux motifs qu'il comporterait des "faiblesses du point de vue de [...] la méthodologie" et ferait apparaître un manque d'impartialité de la part des experts. Ils n'ont notamment pas expliqué pourquoi, après que cette ordonnance a été rendue, ils n'avaient pas pu faire part de leurs préoccupations quant à l'approche adoptée [...]. » (par. 23)</p> <p>« [L]es co juges d'instruction ont usé de leur pouvoir discrétionnaire comme il convient, lorsqu'ils ont conclu que la nouvelle demande faite par la Défense de désigner un expert [...] avait été déposée trop tard au cours de l'instruction. » (par. 24)</p> <p>« [S]i les co-avocats avaient des inquiétudes quant à l'impartialité des experts [...], le bon moment pour soulever la question aurait été lorsque les co-juges d'instruction ont rendu l'ordonnance portant désignation desdits experts. Deuxièmement, la question de l'impartialité des experts est plutôt liée au crédit qui peut être accordé au rapport d'expertise, et comme les co-juges d'instruction l'expliquent dans leur Ordonnance, les juges ne sont pas liés par un rapport d'expertise et [...] ce grief [...] est prématuré puisque les co-juges d'instruction n'ont pas encore rendu de décision ni d'ordonnance précisant le poids à accorder au rapport. En outre, [...] les experts peuvent toujours être appelés à déposer et être contre-interrogés durant le procès. » (par. 27)</p>

ii. Critère d'Examen et Bien-Fondé

a. Général

1.	<p>002 IENG Sary PTC 55 D140/9/5 28 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande de Nomination d'un Expert [Expurgé] Supplémentaire afin de Réexaminer l'Objet du</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire observe que le Second Appel est déposé "conformément aux règles 31 10) et 74 3) e)" et se réfère à une demande de "nomination d'un expert [Expurgé] supplémentaire afin de réexaminer l'objet" d'un rapport d'expert existant. La Chambre préliminaire a considéré que le "Règlement intérieur [...] permet [...] à la Défense de demander la nomination d'un expert aux fins d'une contre-expertise". » (par. 14)</p> <p>« Le Règlement intérieur ne contient pas de dispositions relatives au critère d'examen en appel des ordonnances des co-juges d'instruction portant sur des demandes déposées par les parties selon les règles 55 10) et 31 10). Les demandes déposées par les parties selon la règle 31 10), à l'instar de celles déposées selon la règle 55 10), visent à solliciter des co-juges d'instruction qu'ils ordonnent ou entreprennent des actes qu'ils considèrent nécessaires à la conduite de l'instruction. Dans sa Décision [D164/4/13], la Chambre préliminaire, se référant à la jurisprudence des tribunaux internationaux, a déterminé que l'examen de telles ordonnances se limite à déterminer si les co-juges d'instruction ont</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Demandes Particulières des Parties

	<i>Rapport d'Expert Soumis par Mme Ewa TABEAU et M. THEY Kheam</i>	exercé leur pouvoir discrétionnaire correctement, en appliquant le critère établi [...] dans l'affaire <i>Milosevic c. le Procureur</i> [...]. » (par. 16) « La référence à la jurisprudence d'autres tribunaux démontre que le même critère s'applique pour examiner des appels relatifs aux ordonnances et demandes similaires à celles déposées selon la règle 31 10). » (par. 17)
2.	002 NUON Chea PTC 66 D356/2/9 1 ^{er} juillet 2010 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co- Juges d'Instruction Rejetant une Demande de Contre-Expertise</i>	« Le Règlement intérieur ne dit mot du critère d'examen applicable aux appels interjetés contre des ordonnances rendues par les co-juges d'instruction concernant des demandes soumises par les parties en vertu des règles 55 10) et 31 10) du Règlement intérieur. Les demandes soumises par les parties en vertu de la règle 31 10) du Règlement intérieur, tout comme celles présentées en vertu de la règle 55 10) du Règlement intérieur, sont des demandes faites aux co-juges d'instruction d'ordonner ou de prendre certaines mesures qu'elles jugent utiles à la conduite de l'instruction. Dans [D164/4/13], la Chambre préliminaire, s'inspirant de la jurisprudence des tribunaux internationaux, a conclu que l'examen de ces ordonnances devait se limiter à rechercher si les co-juges d'instruction ont usé de leur pouvoir comme il convient en appliquant le critère énoncé dans [...] l'affaire <i>Slobodan Milosevic c/ Le Procureur</i> [devant la Chambre d'appel du TPIY]. » (par. 17) « [C]e même critère d'examen s'applique aux appels formés contre des ordonnances portant sur des demandes similaires à celles formulées en vertu de la règle 31 10) du Règlement intérieur. » (par. 18)

b. Expert Psychiatrique

1.	002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i>	[Traduction Non-Officielle] « En s'inspirant de cette jurisprudence, la Chambre préliminaire va examiner l'Appel en déterminant s'il existe une raison valable de douter de la capacité de la personne mise en examen à participer, avec l'assistance de ses co-avocats, dans les procédures et à exercer suffisamment ses droits pendant l'instruction. » (par. 35) « La Chambre préliminaire conclut que les plaintes subjectives de la personne mise en examen sur ses capacités mentales ne permettent pas de dévier de cette conclusion ou ne justifient pas en elles-mêmes la désignation d'un expert supplémentaire. » (par. 42)
----	--	---

c. Moment de la Décision

1.	002 IENG Sary PTC 10 A189/I/8 21 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel d'IENG Sary concernant la Désignation d'un Expert Psychiatrique</i>	[Traduction Non-Officielle] « En vertu de la règle 31 10) du Règlement intérieur, "[l]es co-juges d'instruction ou les chambres se prononcent sur la <u>demande aussitôt que possible et au plus tard avant la fin de l'instruction ou des débats</u> " (souligné par nous). Contrairement à ce qui semble être la position des co-juges d'instruction, les deux conditions sont cumulatives et ne permettent pas aux co-juges d'instruction de choisir soit de statuer dans les meilleurs délais, soit de statuer avant la fin de l'enquête. » (par. 21) « La Chambre préliminaire considère que de par sa nature, la demande des co-avocats requiert une attention en temps utile. La Chambre préliminaire note par analogie que l'article 170 du Code de procédure pénale cambodgien permet aux personnes inculpées de saisir directement la Chambre d'instruction lorsqu'un juge d'instruction omet de rendre une ordonnance répondant à une demande de désignation d'un expert dans un délai de trente jours. » (par. 22) « La Chambre préliminaire estime qu'avec le temps qui passe, le défaut de décision des co-juges d'instruction sur la requête rend impossible pour l'inculpé d'obtenir le bénéfice qu'il recherchait. » (par. 23)
----	--	--

iii. Indépendance et Impartialité des Experts

Voir aussi [II. B. 1. XII. Droit à un Tribunal Indépendant et Impartial](#)

1.	<p>002 IENG Sary PTC 55 D140/9/5 28 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande de Nomination d'un Expert [Expurgé] Supplémentaire afin de Réexaminer l'Objet du Rapport d'Expert Soumis par Mme Ewa TABEAU et M. THEY Kheam</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]es exemples utilisés par les co-avocats [...] constituent davantage des observations de nature générale que des éléments de preuve concrets spécifiquement liés à l'affaire en question. L'appelant ne parvient pas à convaincre la Chambre préliminaire que les co-juges d'instruction ont abusé de leur pouvoir discrétionnaire en déterminant dans leur Première Ordonnance qu'il n'y avait pas de moyen de preuve susceptible de soulever des doutes raisonnables au sujet de l'impartialité ou de la compétence de l'expert. » (par. 20)</p> <p>« [L']affaire <i>Dordevic</i> [...] démontre que le standard de spécificité de la preuve requis pour confirmer la partialité des experts au niveau international est plus élevé que celui allégué par les co-avocats [...]. Compte-tenu de ce standard élevé et de l'absence d'éléments de preuve permettant de démontrer un partialité réelle ou apparence de partialité, [...] les co-juges d'instruction n'ont pas erré dans leur Seconde Ordonnance en ne modifiant pas leur conclusion de la Première Ordonnance. » (par. 22)</p>
2.	<p>002 NUON Chea PTC 66 D356/2/9 1^{er} juillet 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant une Demande de Contre-Expertise</i></p>	<p>« [S]i les co-avocats avaient des inquiétudes quant à l'impartialité des experts [...], le bon moment pour soulever la question aurait été lorsque les co-juges d'instruction ont rendu l'ordonnance portant désignation desdits experts. Deuxièmement, la question de l'impartialité des experts est plutôt liée au crédit qui peut être accordé au rapport d'expertise, et comme les co-juges d'instruction l'expliquent dans leur Ordonnance, les juges ne sont pas liés par un rapport d'expertise et [...] ce grief [...] est prématuré puisque les co-juges d'instruction n'ont pas encore rendu de décision ni d'ordonnance précisant le poids à accorder au rapport. En outre, [...] les experts peuvent toujours être appelés à déposer et être contre-interrogés durant le procès. » (par. 27)</p> <p>« [L]es tentatives faites pour mettre en cause l'impartialité d'un expert en prenant argument de fonctions antérieures qui ne sont pas directement liées au dossier porté devant les co-juges d'instruction constituent une généralisation abusive et une assertion infondée et ne répondent pas aux conditions de précision requises pour qu'une telle déclaration soit confirmée. » (par. 28)</p>

D. Clôture de l'Instruction

1. Devoirs des Co-Juges d'Instruction de Chercher et d'Analyser les Éléments de Preuve

1.	<p>002 IENG Sary PTC 25 D164/3/6 12 novembre 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire note que les co-juges d'instruction ont le devoir, en application de la règle 55 5) du Règlement intérieur, d'instruire tant à charge qu'à décharge. Pour s'acquitter de cette dernière obligation, les co-juges d'instruction doivent examiner les documents et autres pièces pour lesquels il y a des raisons de présumer qu'ils peuvent contenir des éléments à décharge. Cet examen doit avoir lieu avant que les co-juges d'instruction ne décident de clôturer leur instruction et ce, sans tenir compte du fait que ces derniers disposent ou non de suffisamment de preuves pour renvoyer le dossier devant la juridiction de jugement. En la matière, le Règlement intérieur prévoit que les co-juges d'instruction doivent d'abord clore leur instruction, ce qui signifie qu'ils doivent avoir accompli tous les actes qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité par rapport aux faits visés dans le réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif avant de déterminer s'il existe des éléments suffisants à charge d'un mis en examen pour le renvoyer devant la juridiction de jugement ou s'il convient de prononcer le non-lieu. » (par. 35)</p> <p>« En adoptant le raisonnement selon lequel "l'instruction [peut] cesser lorsque le magistrat instructeur est à même de se déclarer convaincu de la suffisance des charges à l'encontre [du mis en examen]", les co-juges d'instruction ont fait fi de cette obligation préliminaire qui leur incombe de d'abord terminer leur instruction avant de déterminer s'il y a lieu ou non de renvoyer le dossier devant la juridiction de jugement. Cette première étape est nécessaire pour garantir que les co-juges d'instruction se sont bien acquittés de leur obligation [...]. » (par. 36)</p>
----	--	---

2. Clôture de l'Instruction selon la Règle 66 du Règlement Intérieur

i. Avis de Fin d'Instruction selon la Règle 66 1) du Règlement Intérieur

a. Général

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [A] la lecture combinée des règles 66 1), 67 1) et 76 2) du Règlement intérieur et à la lumière de la règle 21 1) du Règlement intérieur, "l'instruction est officiellement terminée lorsque les co-juges d'instruction rendent une ordonnance de clôture, et non pas au moment où ceux-ci informent les parties de leur intention de la clore." » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 231)</p> <p>« [L]a Notification du 29 avril 2011 ne pouvait pas être considérée comme un obstacle juridique ou procédural à la reprise de l'instruction du dossier n° 003, dès lors qu'un tel avis de fin d'information ne pouvait pas mettre un terme à l'instruction ; seule une ordonnance de clôture le pouvant. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 232)</p>
----	---	---

b. Demandes Supplémentaires des Parties

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N°</i></p>	<p>« [...] [L]e fait pour les co-juges d'instruction d'annoncer aux parties qu'ils estiment que l'instruction est close fait courir des délais pour la présentation d'actes d'instruction. Le Règlement intérieur ne donne pas expressément aux co-procureurs la possibilité de déposer un réquisitoire supplétif à ce stade de la procédure, mais il ne l'exclut pas non plus. » (par. 14)</p>
----	--	---

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010	
2.	004 YIM Tith PTC 46 D361/4/1/10 13 novembre 2017 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision sur la Requête de YIM Tith pour un Temps de Préparation Adéquat</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire observe que, conformément à [la Règle 66(1)], la date limite de quinze jours pour déposer des demandes d'actes d'instruction supplémentaires s'applique après la "notification" de la clôture de l'instruction, peu importe que la notification soit la "première", ou la "seconde" délivrée après la clôture de l'instruction supplémentaire. » (par. 25) « La Chambre préliminaire considère que, conformément à la Règle 66(1), quinze jours doivent avoir été octroyés aux parties à compter de la date de notification du Deuxième Avis de fin d'instruction, afin d'analyser les preuves <i>nouvellement obtenues</i> . » (par. 27)

ii. Ordonnance de Soit-Communiqué selon la Règle 66 4) du Règlement Intérieur

1.	004/2 AO An PTC 43 D350/1/1/4 5 septembre 2017 <i>Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté</i>	[Traduction Non-Officielle] « De plus, comme le soumet le CPI, la Chambre préliminaire note que les règles 66 1) à 4) prévoit que seuls les appels contre les décisions rejetant des demandes d'actes d'instruction doivent être examinés avant la communication du dossier aux co-procureurs prévue à la règle 66 4). En revanche, il peut être statué sur des requêtes en nullité "avant l'ordonnance de clôture". Par conséquent, le caractère équitable de la procédure n'était pas menacé lorsque le CJII a rendu l'Ordonnance de soit-communiqué. » (par. 20)
2.	004/2 AO An PTC 44 D351/2/3 6 septembre 2017 <i>Décision relative à l'Appel Formé par AO An contre l'Ordonnance de Soit-Communiqué Rendue en Application de la Règle 66 4) du Règlement Intérieur</i>	« La Chambre préliminaire fait observer que l'Appel interjeté contre l'Ordonnance de soit-communiqué ne relève pas de la compétence matérielle que lui confère la règle 74 du Règlement intérieur. De surcroît, si la règle 21 du Règlement intérieur peut justifier que la Chambre adopte une interprétation large du droit d'appel afin de garantir l'équité et le caractère contradictoire de la procédure, elle ne fournit pas une voie automatique de recours pour les appels soulevant des moyens fondés sur le droit à un procès équitable. L'appelant doit démontrer que, dans les circonstances particulières de l'espèce, l'intervention de la Chambre est nécessaire pour éviter qu'il ne soit <i>irréremdiablement</i> porté atteinte à l'équité de la procédure ou au droit de l'appelant à un procès équitable. » (par. 8) « [L']Appelant n'a pas démontré qu'il risquerait d'être irréremdiablement porté atteinte aux droits qu'il tire de la règle 21 du Règlement intérieur si l'Ordonnance de soit-communiqué n'était pas annulée. L'annulation éventuelle de l'intégralité de l'instruction aurait précisément pour conséquence d'annuler les éléments de preuve prétendument illégaux et de les retirer du dossier, garantissant par là-même les droits fondamentaux de l'Appelant. Dans ces conditions, la Chambre préliminaire estime que le droit de l'Appelant à l'équité de la procédure, à ce stade de l'instruction, ne risque pas d'être irréremdiablement mis à mal, s'agissant notamment du contenu des conclusions finales et de la définition de la stratégie qu'il adoptera dans le présent dossier, étant donné que, aux termes de l'Ordonnance de soit-communiqué, il "disposera [...] du temps nécessaire" pour répondre au réquisitoire définitif des co-procureurs. » (par. 9)

3. Réquisitoire Définitif des Co-Procureurs selon la Règle 66 du Règlement Intérieur

i. Contenu

1.	001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008 Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier <i>KAINING Guek Eav alias « DUCH »</i>	« [E]n application de cette même règle 55 3), les éventuels faits nouveaux allégués dans le réquisitoire définitif ne font pas partie de l'Instruction. » (par. 36)
----	--	---

ii. Degré de Précision

1.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	« [S]il est préférable que le réquisitoire introductif dénonçant la responsabilité de la personne mise en examen en tant que participante à une entreprise criminelle commune précise la ou les catégories d'entreprise criminelle commune alléguées (élémentaire ou systémique), les co-procureurs ne sont pas privés de la possibilité d'apporter cette précision au stade du réquisitoire définitif. Au plus tard, les co-juges d'instruction peuvent particulariser la ou les formes de participation dans leur ordonnance de clôture. » (par. 95)
----	--	--

iii. Traductions

1.	002 KHIEU Samphân PTC 15 Spécial Doc. N° 2 12 janvier 2011 <i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphân aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i>	<p>« [I]l n'y a pas de droit absolu à recevoir la traduction en français de tous les documents. [...] [L]a traduction française doit être fournie pour l'ordonnance de clôture, les éléments de preuve sur lesquels s'appuie ce document, les réquisitoires introductif et définitif, ainsi que toutes les décisions et ordonnances rendues par des juges. » (par. 11)</p> <p>« [A] l'exception de l'Ordonnance de clôture et du réquisitoire définitif, [...] l'absence temporaire de traductions [...] ne constituerait pas, si elle était avérée, une violation suffisamment grave ou flagrante des droits [...] pour justifier une suspension de la procédure. » (par. 14)</p>
----	---	--

iv. Réponse au Réquisitoire Définitif

1.	002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011	« [A] l'instar de l'article 246 du Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge [...], le Règlement ne confère pas expressément aux personnes mises en examen le droit de répondre au Réquisitoire définitif des co-procureurs. Dans [D390/1/2/4], la Chambre préliminaire [a] considéré que, malgré l'absence de reconnaissance expresse du droit pour la personne mise en examen de répondre au Réquisitoire définitif des co-procureurs, dans la mesure où les co-juges d'instruction sont tenus par les
----	---	--

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	<p><i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>règles 21 (1) a) et b) précités du Règlement, ils n'avaient pas commis d'erreur en acceptant la réponse au réquisitoire définitif des co-procureurs [...]. Elle a de plus considéré qu'en instruisant les greffiers de rejeter la réponse de Ieng Sary au réquisitoire définitif des co-procureurs, les co-juges d'instructions n'avaient pas respecté les droits du mis en examen à l'égalité des armes avec le procureur, ni le principe d'égalité de traitement devant la loi. » (par. 19)</p> <p>« Par contraste, les co-avocats de l'Appelant n'ont pris aucune initiative avant le rendu de l'Ordonnance de Renvoi pour préserver leurs droits. [...] Au vu de l'ensemble de ces circonstances, la Chambre préliminaire est d'avis que les co-avocats de l'Appelant sont malvenus à exciper, maintenant que l'Ordonnance de renvoi est rendue, du non respect de leur droit de répondre au Réquisitoire définitif pour solliciter de la Chambre préliminaire qu'elle fasse une interprétation large de leur droit d'en interjeter appel à l'effet de garantir l'équité de la procédure. Malgré cette absence de diligence des co-avocats de l'Appelant, si la Chambre préliminaire était convaincue que le droit à un procès équitable de l'Appelant risque d'être compromis [...] elle [...] procéderait à son examen au fond. Tel n'est pas le cas. » (par. 21)</p> <p>« [L]Ordonnance de renvoi correspond à l'aboutissement de la procédure d'instruction. Pour apprécier le caractère équitable de cette procédure préalable au procès, les différents actes d'instruction ne peuvent être considérés seulement en isolation mais également au regard de la totalité de la procédure. [...] Le fait que l'Ordonnance de renvoi ait été rendue sans que l'Appelant réponde au Réquisitoire définitif signifie indéniablement que la dernière partie de ce processus n'a pas été entièrement contradictoire à son égard mais ne signifie pas que l'Ordonnance de renvoi n'a été précédée d'aucun débat contradictoire [...]. » (par. 23)</p>
--	---	--

4. Ordonnance de Clôture selon la Règle 67 du Règlement Intérieur

i. Général

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction sont tenus par les dispositions suivantes de la règle 67 du Règlement lorsqu'ils rendent une ordonnance de clôture [...]. » (par. 32)</p> <p>« L'ordonnance de clôture est la décision par laquelle les co-juges d'instruction clôturent leur instruction. En application des règles 67 3) et 4) du Règlement, les co-juges d'instruction ont à se prononcer sur les faits incriminés dont ils ont été saisis. » (par. 33)</p> <p>« La règle 67 du Règlement dispose que lorsqu'ils rendent une ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction se prononcent sur tous, en y étant limités, les faits dont ils ont été saisis, que ce soit en les rejetant pour l'un des motifs énoncés au paragraphe 3 de cette règle ou en renvoyant la personne mise en examen devant la juridiction de jugement sur la base de ces faits. Pareille décision ne sous-entend pas l'exercice du moindre pouvoir discrétionnaire : s'il n'est satisfait à aucune des conditions définies à la règle 67 3), la personne mise en examen doit être mise en accusation pour les faits visés par l'instruction. » (par. 37)</p> <p>« [L]es faits tels qu'établis par l'instruction sont décisifs pour déterminer la qualification juridique à retenir dans l'Ordonnance de clôture et ce, quelle que soit la qualification qui leur aurait été initialement donnée par les co-procureurs. » (par. 39)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [L]Ordonnance de renvoi correspond à l'aboutissement de la procédure d'instruction. Pour apprécier le caractère équitable de cette procédure préalable au procès, les différents actes d'instruction ne peuvent être considérés seulement en isolation mais également au regard de la totalité de la procédure. » (par. 23)</p>

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

3.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [A]u stade de l'ordonnance de clôture dans une procédure devant les CETC, l'unique devoir qui incombe aux co-juges d'instruction, selon la règle 67 du Règlement intérieur, est de rendre une ordonnance de renvoi ou de non-lieu en fonction de leur appréciation du contenu des éléments de preuve versés au dossier. À la lumière de leur obligation de prendre en considération tous les éléments de preuve inclus dans le dossier, les co-juges d'instruction ne peuvent pas arbitrairement écarter ou dévaloriser des catégories entières d'éléments de preuve avant que les parties n'aient eu la possibilité de débattre pleinement de chacun de ces éléments au stade des débats contradictoires. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 155)</p> <p>« [A] la lecture combinée des règles 66 1), 67 1) et 76 2) du Règlement intérieur et à la lumière de la règle 21 1) du Règlement intérieur, "l'instruction est officiellement terminée lorsque les co-juges d'instruction rendent une ordonnance de clôture, et non pas au moment où ceux-ci informent les parties de leur intention de la clore." Cette interprétation est conforme au Code de procédure pénale cambodgien et aux droits que confère aux parties la règle 66 du Règlement intérieur à propos des vices de procédure au stade de l'instruction ou de demandes d'investigations supplémentaires avant la clôture de l'information. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 231)</p> <p>« [L]a Notification du 29 avril 2011 ne pouvait pas être considérée comme un obstacle juridique ou procédural à la reprise de l'instruction du dossier n° 003, dès lors qu'un tel avis de fin d'information ne pouvait pas mettre un terme à l'instruction ; seule une ordonnance de clôture le pouvant. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 232)</p> <p>« Premièrement, les juges internationaux rappellent qu'en application de la règle 55 2) du Règlement intérieur, [...] lorsqu'ils délivrent une ordonnance de clôture, doivent décider s'il convient ou non de renvoyer en jugement sur tous les faits allégués (mais seulement ces faits) dont ils sont saisis par les réquisitoires introductif et supplétif. Les juges internationaux réaffirment que cette décision n'emporte nullement l'exercice d'un pouvoir d'appréciation quel qu'il soit. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 246)</p> <p>« Il [...] est [...] difficile de comprendre comment il pourrait "être mis fin à [une] procédure" lorsqu'aucune ordonnance de clôture n'a été valablement rendue dans le dossier en question. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 277)</p>
4.	<p>04 YIM Tith PTC 62 D384/7 29 septembre 2021</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Les juges internationaux rappellent qu'à ce stade de la procédure où l'ordonnance de clôture a été rendue, l'Ordonnance de renvoi est le seul document auquel il convient de se référer, et non les réquisitoires antérieurs déposés par le Bureau des co-procureurs. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 64)</p>

ii. Validité

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Premièrement, les juges internationaux rappellent qu'un co-juge d'instruction agissant seul peut valablement rendre une ordonnance de renvoi. Les juges internationaux se réfèrent également à l'article 5 4) de l'Accord et à l'article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, qui prévoient qu'en cas de désaccord entre les co-juges d'instruction, "[l]'instruction suit son cours", à moins que les co-juges d'instruction ou l'un d'eux ne saisissent la Chambre préliminaire du désaccord. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 319)</p> <p>« Si la procédure de règlement des désaccords entre les co-juges d'instruction prévue à la Règle 72 du Règlement intérieur ne peut pas être appliquée après la délivrance de l'ordonnance de clôture, rien ne s'oppose à son application à la procédure de <i>délivrance</i> de l'ordonnance de clôture avant la clôture de l'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 321)</p>
----	---	---

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

		<p>« En l'espèce, aucun des co-juges d'instruction n'a saisi la Chambre préliminaire du désaccord [...]. Par conséquent, l'instruction et les poursuites suivent leur cours. Dans la situation actuelle particulière où l'un des co-juges d'instruction propose de rendre une ordonnance de renvoi alors que l'autre s'y oppose, l'expression "l'instruction suit son cours" signifie que l'acte d'accusation est valable. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 322)</p> <p>« De surcroît, après avoir examiné le sens de l'expression "l'instruction suit son cours", les juges internationaux concluent que nul ne saurait raisonnablement interpréter ce libellé, dans son sens ordinaire et à la lumière de son objet et de son but, comme englobant la délivrance d'une ordonnance de non-lieu. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 323)</p> <p>« En conséquence, [...] le co-juge d'instruction cambodgien a excédé ses pouvoirs en rendant l'Ordonnance de non-lieu, laquelle est donc entachée de nullité ; l'Ordonnance de renvoi rendue par le co-juge d'instruction international est confirmée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 326)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Le dossier n°003 contient une Ordonnance de non-lieu incomplète, et par conséquent invalide, ignorant sept années d'éléments de preuve et des allégations criminelles dont le co-juge d'instruction cambodgien était valablement saisi. Cette Ordonnance de non-lieu est invalide et nulle sur ce seul motif. Les juges internationaux estiment par conséquent que l'Ordonnance de non-lieu est nulle et non avenue, que l'Ordonnance de renvoi est confirmée et que les poursuites suivent leurs cours. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 119)</p> <p>« [L]e co-juge d'instruction cambodgien a délibérément commis une série d'erreurs de droit en écartant les éléments de preuve [...] et un certain nombre de faits allégués dont il était saisi. [...] [C]es manquements à ses obligations, qui ont été fondamentalement déterminants dans son appréciation du dossier, invalident l'Ordonnance de non-lieu, laquelle constitue une ordonnance incomplète, qui ne peut être considérée comme une ordonnance de clôture valable au sens de la règle 67 du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 249)</p> <p>« Dans cette situation particulière où l'un des co-juges d'instruction propose de rendre une ordonnance de renvoi et l'autre s'y oppose, l'expression "l'instruction suit son cours" – à savoir le principe s'appliquant par défaut en cas de désaccord non résolu entre les co-juges d'instruction – signifie que l'ordonnance de renvoi doit être rendue en l'état. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 257)</p> <p>« [L]es deux Ordonnances de clôture en question ne sont pas identiques en ce qui concerne leur conformité au droit applicable devant les CETC. [...] [L]'Ordonnance de non-lieu rendue par le co-juge d'instruction cambodgien constitue un excès de pouvoir et se révèle donc nulle puisqu'elle tente de mettre en échec la position par défaut inscrite dans le cadre juridique des CETC. Au contraire, l'Ordonnance de renvoi rendue par le co-juge d'instruction international est confirmée car elle demeure conforme à la position susmentionnée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 262)</p> <p>« Il [...] est [...] difficile de comprendre comment il pourrait "être mis fin à [une] procédure" lorsqu'aucune ordonnance de clôture n'a été valablement rendue dans le dossier en question. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 277)</p>
3.	<p>004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« De surcroît, les juges internationaux ne sont pas convaincus par l'argument des co-avocats selon lequel la conclusion dégagée par la Chambre préliminaire dans le dossier n° 004/2 aurait pour "conséquence manifeste" que les deux ordonnances de clôture rendues invalide seraient nulles et non avenue. Dans le dossier n° 004/2, la Chambre préliminaire a unanimement condamné l'accord intervenu entre les co-juges d'instruction pour s'arroger le pouvoir de rendre des ordonnances de clôture opposées. Cet accord illégal, qui visait tactiquement à "soustraire leurs désaccords au mécanisme de règlement des différends le plus efficace qui s'offrait à eux pour sortir de l'impasse procédurale", était contraire à la logique fondamentale du cadre juridique des CETC compte tenu de la raison d'être de la Chambre préliminaire. Cependant, l'illégalité de certaines actions entreprises par les co-juges d'instruction au moment de produire leurs ordonnances de clôture ne saurait justifier à elle seule une conclusion aussi radicale : il faudrait au contraire démontrer par des arguments motivés en quoi l'illégalité procédurale en question aurait pour effet d'infirmer complètement les deux ordonnances de clôture visées. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 164)</p>

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	<p>« Les juges internationaux font en outre remarquer que la Chambre préliminaire est saisie d'appels formés sur le fondement de la règle 74 du Règlement intérieur, lesquels se différencient des requêtes en nullité pour vices de procédure déposées au titre de la règle 76 dudit Règlement. [...] Plus important, rien dans le texte de la règle 67 2) du Règlement intérieur ne prescrit d'annuler ou invalider les deux ordonnances de clôture. De par son libellé, cette règle vise les conséquences légales découlant de l'absence de certaines informations dans la <i>teneur</i> de l'ordonnance de renvoi, et non pas celles découlant de la conclusion d'un accord entre co-juges d'instruction pour rendre des ordonnances de clôture distinctes. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 165)</p> <p>« Les juges internationaux ne sont pas convaincus qu'il existe un principe général du droit voulant que semblable illégalité procédurale soit automatiquement et systématiquement un motif de nullité. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 166)</p> <p>« En conclusion, les juges internationaux refusent d'invalider les deux ordonnances de clôture contradictoires au motif que leur délivrance était illégale. Ils réaffirment que, malgré le caractère illégal de la délivrance de deux ordonnances de clôture contradictoires, l'Ordonnance de renvoi demeure valide tandis que l'Ordonnance de non-lieu est invalide comme expliqué ci-après, conformément à la position par défaut. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 167)</p>
--	--

iii. Devoir de Rendre une Ordonnance de Clôture dans un Délai Reasonnable

Voir aussi [II. B. 1. VI. Droit d'Être Jugé dans un Délai Reasonnable](#)

1.	<p>004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a règle 21 4) du Règlement intérieur prévoit qu'il doit être statué "dans un délai raisonnable" sur les accusations portées. Bien que le Règlement intérieur ne fixe pas de délai précis pour la délivrance d'une ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction n'en sont pas moins tenus de rendre ces ordonnances dans un délai raisonnable, dans la mesure où ce principe, qui a son pendant dans l'article 35 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, est un principe fondamental consacré par l'article 14 3 c) du [PIDCP]. » (par. 73)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle avoir conclu dans les dossiers n^{os} 004/1 et 004/2 que le délai de 18 et 16 mois, respectivement, pour rédiger les ordonnances de clôture après la fin de l'instruction était excessif, notamment en comparaison avec les ordonnances de clôture des dossiers n^{os} 001 et 002, rendues respectivement trois et huit mois après la clôture de l'instruction [...]. » (par. 75)</p> <p>« Ayant dûment tenu compte de la complexité et de la taille du dossier n^o 004, en comparaison avec les [autres] dossiers, la Chambre préliminaire conclut que les co-juges d'instruction n'ont pas rendu les ordonnances de clôture dans un délai raisonnable [...]. [...] [L]es difficultés liées au personnel et aux traductions étaient prévisibles compte tenu de leur expérience dans d'autres dossiers portés devant les CETC et que ces retards auraient donc pu être limités. » (par. 76)</p> <p>« [L]a délivrance par les co-juges d'instruction de deux ordonnances de clôture distinctes et contradictoires [...] a entraîné d'autres retards excessifs dans le dossier n^o 004 qui auraient pu être évités moyennant un strict respect du cadre juridique des CETC. » (par. 77)</p> <p>« Sans négliger le retard excessif qui aurait pu être limité en l'espèce, la Chambre n'est pas convaincue que ce retard signifie que "l'équité de la procédure [ait été] à ce point érodée qu'il serait répressif de la poursuivre" et justifie une interprétation plus large de la règle 74 3) du Règlement intérieur à la lumière de la règle 21. » (par. 78)</p>
----	---	--

iv. Devoir de Rendre une Décision sur tous les Faits

Voir aussi [IV. B. 2. III. Devoirs des Co-Juges d'Instruction](#)

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p>	<p>« La règle 67 du Règlement dispose que lorsqu'ils rendent une ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction se prononcent sur tous, en y étant limités, les faits dont ils ont été saisis, que ce soit en les rejetant pour l'un des motifs énoncés au paragraphe 3 de cette règle ou en renvoyant la personne mise en examen devant la juridiction de jugement sur la base de ces faits. Pareille décision ne sous-entend pas l'exercice du moindre pouvoir discrétionnaire : s'il n'est satisfait à aucune des conditions définies à la règle 67 3), la personne mise en examen doit être mise en accusation pour les faits visés</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	<i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « Duch »</i>	<p>par l'instruction. Cette conclusion trouve son fondement dans les dispositions de l'article 247, deuxième alinéa, du Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge [...]. » (par. 37)</p> <p>« La Chambre préliminaire souligne que les faits tels qu'établis par l'instruction sont décisifs pour déterminer la qualification juridique à retenir dans l'Ordonnance de clôture et ce, quelle que soit la qualification qui leur aurait été initialement donnée par les co-procureurs. » (par. 39)</p>
2.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction [...] sont tenus de statuer dans l'Ordonnance de clôture sur tous les faits qui leur ont été déférés et non seulement sur ceux qui ont été formellement retenus contre la personne mise en examen. » (par. 37)</p> <hr/> <p>« L'obligation faite aux co-juges d'instruction d'instruire sur tous les faits allégués dont ils sont saisis crée aussi, au regard des dispositions de la règle 67 1) du Règlement intérieur, une obligation de statuer dûment sur chacun de ces faits dans l'ordonnance de clôture, et les co-juges d'instruction demeurent saisis de tous les faits au regard desquels ils ne se sont pas acquittés de cette obligation. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 129)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« En outre, au stade de l'ordonnance de clôture dans une procédure devant les CETC, l'unique devoir qui incombe aux co-juges d'instruction, selon la règle 67 du Règlement intérieur, est de rendre une ordonnance de renvoi ou de non-lieu en fonction de leur appréciation du contenu des éléments de preuve versés au dossier. À la lumière de leur obligation de prendre en considération tous les éléments de preuve inclus dans le dossier, les co-juges d'instruction ne peuvent pas arbitrairement écarter ou dévaloriser des catégories entières d'éléments de preuve avant que les parties n'aient eu la possibilité de débattre pleinement de chacun de ces éléments au stade des débats contradictoires. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 155)</p>

v. Motivation de l'Ordonnance

Voir aussi [IV. B. 2. III. Devoirs des Co-Juges d'Instruction](#)

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i></p>	<p>« La décision des co-juges d'instruction de prononcer le non-lieu ou de renvoyer la personne mise en examen devant la juridiction de jugement doit être motivée, comme le prévoit tout spécialement la règle 67 4) du Règlement. [...] [I]l existe une norme internationale en application de laquelle les organes judiciaires sont tenus de motiver toutes leurs décisions. » (par. 38)</p> <p>« En application des normes internationales pertinentes, un acte d'accusation (en l'espèce, l'ordonnance de renvoi) doit exposer de manière suffisamment circonstanciée les faits essentiels pour informer clairement un accusé des accusations portées contre lui afin qu'il puisse préparer sa défense. L'acte d'accusation doit exposer chaque chef d'accusation spécifiquement et séparément et doit identifier les actes particuliers sous une forme suffisamment claire pour informer l'accusé des accusations contre lesquelles il doit se défendre. Lorsqu'un accusé doit répondre de modes de participation invoqués à titre cumulatif dans l'acte d'accusation, cet acte doit énoncer clairement chacun des modes allégués. » (par. 47)</p> <p>« [L]e degré de précision requis d'un acte d'accusation varie selon la forme de responsabilité qui y est visée, puisque c'est nécessairement le lien allégué de l'accusé avec les faits, c'est-à-dire le mode de participation en cause engageant sa responsabilité, qui détermine si l'identité de la victime, les lieux et date des crimes dont l'accusé est présumé responsable, ainsi que la description même des faits incriminés, sont ou non des faits essentiels. » (par. 48)</p> <p>« Lorsqu'il est reproché à l'accusé d'avoir matériellement commis les actes sous-tendant le crime en cause, l'Accusation est tenue d'indiquer, "avec grande précision", l'identité de la victime, le lieu et la date approximative des actes présumés et leur mode d'exécution. Lorsque l'accusé doit répondre d'avoir personnellement participé à des actes criminels, il peut exister des cas où la nature ou l'ampleur même des crimes allégués exclut que l'on puisse exiger un degré aussi élevé quant à l'identité des victimes et la date des crimes. Lorsqu'on reproche à l'accusé d'avoir planifié, incité à commettre, ordonné ou aidé et encouragé à exécuter les crimes allégués, l'Accusation doit préciser</p>
----	--	---

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

		<p>les "agissements" ou la "ligne de conduite" de ce dernier qui engagent sa responsabilité. Lorsqu'il est mis en cause en tant que supérieur hiérarchique, l'accusé doit être informé, de la manière la plus précise possible, non seulement des actes qu'il aurait lui-même commis, mais aussi des actes prétendument commis par les personnes dont il est présumé responsable. L'entreprise criminelle commune, en tant que mode de participation engageant la responsabilité pénale, doit être spécifiée dans l'ordonnance de renvoi. » (par. 49)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« Selon les normes internationales, toute personne contre laquelle des accusations sont portées a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et, plus spécifiquement, a le droit d'être informée de la nature et des motifs des accusations portées contre elle, ainsi que de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense. Ce droit "impose dès lors à l'Accusation de présenter les faits essentiels qui fondent les accusations portées dans l'acte d'accusation". "[U]n acte d'accusation sera réputé suffisamment précis s'il expose les faits matériels que compte prouver l'Accusation de manière concise mais suffisamment circonstanciée pour que l'accusé soit clairement informé de ce qu'on lui reproche afin de pouvoir préparer sa défense" effectivement et efficacement. Le Procureur n'est [...] pas tenu de présenter les éléments de preuve qui doivent établir ces faits et le caractère essentiel de tel ou tel fait dépendra de sa thèse. » (par. 32)</p> <p>« L'acte d'accusation qui, en tant que principal instrument de mise en accusation, ne présente pas de manière suffisamment détaillée les points essentiels de l'argumentation du Procureur est entaché d'un vice grave. [Les] TPIY et [...] TPIR ont adopté une approche stricte du degré de précision avec lequel les faits essentiels devaient être présentés dans l'acte d'accusation. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre rappelle que toute personne a le droit d'être informée des charges retenues contre elle. Ce droit fondamental prend naissance au moment de l'arrestation et a notamment pour vocation de garantir la pleine participation de la personne mise en examen à l'instruction. La Chambre se réfère au Règlement et relève [...] que l'ordonnance de clôture [...] doit contenir "les faits reprochés" et leur qualification juridique. [...] À la lumière du droit fondamental de la personne mise en examen rappelé ci-dessus, la Chambre estime que les faits résumés dans le réquisitoire introductif peuvent – doivent même – être circonstanciés dans l'ordonnance de clôture de sorte que la Défense soit suffisamment informée des accusations sur la base desquelles se tiendra le procès. » (par. 92)</p> <p>« [L]e TPIY a précisé les faits essentiels qui devaient être présentés dans un acte d'accusation lorsque l'accusé se voyait imputer la commission d'un crime du fait de sa participation à une entreprise criminelle commune. Cette jurisprudence est pertinente dans le contexte des CETC [...]. Cela étant, en l'espèce, la Chambre doit encore déterminer si ces exigences s'appliquent aussi bien au réquisitoire introductif qu'à l'ordonnance de clôture. Il ressort tout d'abord des précédents du TPIY que l'existence d'une entreprise criminelle commune est un fait essentiel qui doit être présenté dans l'acte d'accusation moyennant certaines précisions que la Chambre de première instance du TPIY a énoncées comme suit dans l'affaire <i>Krnojelac</i> :</p> <p>" [...]</p> <p>a) la nature ou l'objectif de l'entreprise criminelle commune [...],</p> <p>b) le moment auquel ou la période pendant laquelle l'entreprise est censée avoir existé,</p> <p>c) l'identité des participants à cette entreprise [...], et</p> <p>d) la nature de sa propre participation à cette entreprise." » (par. 93)</p> <p>« La nature de la participation de l'accusé dans l'entreprise criminelle commune doit donc être précisée, et lorsqu'il entend établir la nature de cette participation par déduction, le Procureur doit recenser dans l'acte d'accusation les faits et circonstances qui fondent sa déduction. À cet égard, la Chambre note que la jurisprudence du TPIY semble laisser au Procureur l'alternative soit d'alléguer directement l'existence de l'élément moral requis, soit d'alléguer les faits particuliers dont cet élément moral devrait être déduit, et que lorsque c'est le "comportement de l'accusé" qui doit servir à établir l'élément moral requis, ce comportement constitue un fait essentiel qui doit figurer dans l'acte d'accusation. Comme l'a noté [...] l'affaire <i>Milutinović et consorts</i>, "[l]a <i>mens rea</i> étant presque toujours déduite de faits et de circonstances établis à l'aide de preuves, l'accent mis sur l'exposé des faits sur lesquels l'Accusation entend se fonder pour établir la <i>mens rea</i> requise est révélateur de l'importance qu'il y a, aux yeux de la Chambre d'appel, à veiller à ce que l'accusé soit clairement informé de la nature et des motifs des accusations portées contre lui". » (par. 94)</p> <p>« Au plus tard, les co-juges d'instruction peuvent particulariser la ou les formes de participation dans leur ordonnance de clôture. » (par. 95)</p>

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

<p>3.</p>	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« Si la délivrance des motifs à une date postérieure peut dans certaines circonstances répondre à l'obligation de motiver les décisions, la Chambre préliminaire estime que cette façon de procéder ne saurait valoir pour les ordonnances de clôture, compte tenu de l'exigence explicite énoncée à la règle 67 4) du Règlement intérieur, d'une part, et des particularités de cet acte de procédure qui met officiellement fin à l'instruction, d'autre part. La Chambre préliminaire rappelle que les co-juges d'instruction sont dessaisis du dossier immédiatement après la signature du dispositif d'une ordonnance de clôture. » (par. 32)</p> <p>« En outre, la Chambre préliminaire n'estime pas, en l'espèce, que les intérêts de la personne mise en examen et des victimes [...] étaient mieux protégés par la délivrance de deux ordonnances distinctes, quoique les co-juges d'instruction aient jugé nécessaire de se conformer au principe de célérité de la procédure ainsi que de respecter le droit de la personne mise en examen de voir l'issue de la procédure arrêtée dans les meilleurs délais. » (par. 34)</p>
-----------	---	---

vi. Langue de l'Ordonnance de Clôture

Voir aussi [II. B. 1. XIV. Droit à la Traduction de Documents](#)

<p>1.</p>	<p>002 KHIEU Samphân Spécial PTC 16 Doc. N° 2 15 décembre 2010</p> <p><i>Décision relative à la Requête Visant à Obtenir la Traduction de l'Ensemble des Documents sur lesquels se Fonde l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Dans les décisions et ordonnances qu'elle a rendues sur la question des droits en matière de traduction, la Chambre préliminaire a confirmé, implicitement ou explicitement, la conclusion des co-juges d'instruction selon laquelle un acte d'accusation (une ordonnance de clôture en l'occurrence) est un document qui "exige qu'une attention particulière soit prêtée à la notification de 'l'accusation' à l'intéressé[e]". Cette exigence en matière de notification se justifie au vu du droit de tout accusé à être informé – dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée – des accusations portées contre lui. » (par. 7)</p> <p>« [L]'Ordonnance de clôture doit être disponible dans une version intégralement en français, c'est-à-dire une version où les notes de bas de page sont également consultables en français et renvoient aux bons numéros de pages de la version française des documents figurant au dossier qui sont cités en référence. » (par. 8)</p> <p>« Quant aux éléments de preuve susceptibles de servir de fondement à l'Ordonnance de clôture, la Chambre préliminaire estime que, contrairement aux notes de bas de page, il s'agit de pièces venant étayer les conclusions factuelles et juridiques des co-juges d'instruction et que, partant, ils seront examinés en temps voulu par la Chambre de première instance. » (par. 9)</p> <p>« Le droit reconnu à l'Accusé d'obtenir une version traduite en français des documents constituant des éléments de preuve qui viennent étayer les accusations portées dans l'Ordonnance de clôture ne signifie pas que ce dernier a le droit de recevoir immédiatement, ni même avant le début du procès, ces documents en français. » (par. 10)</p>
-----------	---	--

vii. Classification de l'Ordonnance de Clôture

<p>1.</p>	<p>004/1 IM Chaem PTC 49 D309/2/17 8 juin 2018</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision concernant l'Expurgation ou, Subsidairement, la Demande de Reclassement de l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« [N]i le Règlement intérieur ni les autres réglementations des CETC ne fournissent d'indications particulières relatives au classement des ordonnances de clôture ou à la portée d'éventuelles expurgations. » (par. 23)</p> <p>« La Chambre préliminaire est consciente de la nécessité de trouver un juste équilibre entre les différents intérêts en jeu, en ce compris ceux de la personne mise en examen et des victimes, et la transparence des procédures telle que consacrée par la règle 21 1) du Règlement intérieur ainsi que l'intérêt de la justice. » (par. 28)</p> <p>« Même si l'on admet, pour les besoins du débat, que la nature d'une décision puisse être prise en compte dans la détermination de sa classification, le contenu de la décision et son incidence sur les intérêts en jeu sont néanmoins des critères plus pertinents pour juger de son degré de publicité. Il n'est pas possible de garantir la transparence de la procédure sans pour cela rendre publiques la teneur même de la décision définitive et la motivation fondamentale qui la sous-tend. » (par. 37)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime qu'une ordonnance de clôture publique constitue le moyen approprié de contribuer à la transparence de la justice, à l'héritage des CETC et à la réalisation de leur</p>
-----------	--	--

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

		objectif fondamental en matière d'éducation et de justice. En accord avec les pratiques appliquées par les co-juges d'instruction, la Chambre préliminaire estime qu'il convient de limiter les expurgations de l'Ordonnance de clôture (Motifs) aux noms et adresses des personnes bénéficiant de mesures de protection en application de la règle 29 3) du Règlement intérieur, ou des personnes dont les demandes de bénéficier de telles mesures sont toujours pendantes. » (par. 39)
2.	004/2 AO An PTC 59 D360/3 5 septembre 2018 <i>Décision sur la Requête Urgente de AO An aux fins d'Expurgation et de Mesures Provisoires</i>	[Traduction Non-Officielle] « Bien que la loi devant les CETC ne se réfère pas directement à la protection de la vie privée et de la réputation, la Chambre préliminaire reconnaît les préoccupations exprimées par les co-avocats concernant les conséquences de la publication de l'adresse actuelle de AO An sur son droit à la vie privée. La Chambre préliminaire considère en outre que l'expurgation dans l'Ordonnance de clôture (Renvoi) du domicile de la personne mise en examen, dont la mention n'est pas requise par la Règle 67(2), n'aurait pas de conséquences sur les autres intérêts en jeu, à savoir le besoin d'assurer la transparence, l'intégrité des procédures et la mission d'éducation et l'héritage du Tribunal. » (par. 11)

5. Norme de Preuve au Stade de l'Ordonnance de Clôture

i. Charges Suffisantes

1.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« [L]e critère d'appréciation de preuve requis est plus élevé au stade du jugement qu'au stade de la clôture de l'instruction. Selon la règle 67 du Règlement intérieur, le critère applicable au stade de l'ordonnance de clôture est celui de l'existence de "charges suffisantes" contre la ou les personne(s) mise(s) en examen. » (par. 61) « Si la notion de "charges suffisantes" que les co-juges d'instruction doivent appliquer pour décider d'un renvoi en jugement ou du prononcé d'un non-lieu est difficile à objectiver, il ne fait pas de doute que les exigences légales auxquelles sont soumises les poursuites pénales sont graduellement plus strictes, passant de la "simple possibilité" à une "probabilité" ou "plausibilité" de culpabilité au stade de l'instruction pour aboutir à la preuve au-delà de tout doute raisonnable de la culpabilité de l'accusé au stade du jugement. La Chambre préliminaire considère par ailleurs que l'existence de "charges suffisantes" correspond a minima à celle d'"indices précis et concordants" qu'une personne a participé à la commission des faits visés à la règle 55 4) du Règlement intérieur, et pour lesquels elle est par voie de conséquence renvoyée en jugement par les co-juges d'instruction. » (par. 11)
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]a Chambre préliminaire a invariablement considéré que la notion de "charges suffisantes" correspondait a minima à l'exigence d'"indices précis et concordants" inscrite la Règle 55 4) du Règlement intérieur, montrant qu'un suspect ou une personne mise en examen pourrait être pénalement responsable de la commission d'une infraction au moment de sa mise en examen ou de son renvoi en jugement. » (par. 85) « [L]es juges internationaux rappellent que "[s]elon la Règle 67 du Règlement intérieur, le critère applicable au stade de l'ordonnance de clôture est celui de l'existence de 'charges suffisantes'". À ce stade préliminaire de la procédure, il suffit que le co-juge d'instruction international présente des éléments convaincants et concordants. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLLET, par. 364)

ii. Chiffrage du Nombre de Victimes

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]e passage du temps et la difficulté objective de dénombrer les victimes constituent des obstacles à la détermination précise du nombre de victimes. [...] [L]es co-juges d'instruction n'ont pas à établir un nombre précis de victimes ni à exposer la méthode qu'ils ont suivie à cet effet. [...] L'incertitude quant au nombre exact de victimes n'empêche pas de conclure que des crimes relevant de la compétence des CETC ont été commis à un moment et en un endroit précis. » (Opinion des Juges BEAUVALLLET et BAIK, par. 167)
----	---	---

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

		<p>« [A]ux fins d'établir la compétence personnelle des CETC au stade préliminaire, une "estimation raisonnable" du nombre de victimes ou la mention de « nombreux meurtres » suffit et est plus adéquate. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 168)</p> <p>« Tout en convenant que le nombre de morts est l'un des indicateurs à prendre en considération pour évaluer les conséquences d'une conduite criminelle, les juges internationaux réitérent qu'au présent stade préliminaire de la procédure il n'est pas nécessaire de fournir un nombre de victimes exact et précis. [...] Il aurait donc suffi au co-juge d'instruction international d'établir, sur la base de l'hypothèse la plus vraisemblable, une estimation raisonnable du nombre de victimes [...]. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 296)</p>
--	--	--

6. Délivrance Simultanée de Deux Ordonnances de Clôture

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]es ordonnances de clôture séparées rendues par les co-juges d'instruction ont violé les fondements mêmes du système juridique des CETC. » (par. 102)</p> <p>« [L]es textes juridiques régissant la procédure devant les CETC ne recèlent aucune ambiguïté majeure. La Règle 67 1) du Règlement intérieur dispose clairement que [l]es co-juges d'instruction <i>clôturent</i> l'instruction par <i>une</i> ordonnance, qui <i>peut être</i> une ordonnance de renvoi <i>ou</i> de non-lieu ». Le Glossaire du Règlement intérieur des CETC ajoute que la "Décision de clôture [...] désigne l'ordonnance des co-juges d'instruction ou l'arrêt de la Chambre préliminaire clôturant l'instruction (non-lieu <i>ou</i> décision de renvoi)". Ces dispositions indiquent clairement que l'ordonnance de clôture rendue par le co-juge d'instruction constitue une décision unique et n'offre aucune base juridique permettant d'affirmer que le cadre juridique des CETC autorise l'émission d'ordonnances de clôture séparées. » (par. 121)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que les agissements illégaux des co-juges d'instruction ne sont pas simplement constitutifs d'une erreur flagrante, qui porte atteinte aux principes les plus fondamentaux du système juridique des CETC, mais d'un déni de justice, d'autant plus que la Chambre ne peut exclure l'éventualité qu'en l'espèce, les co-juges d'instruction aient sciemment voulu faire échec au principe de la décision par défaut et qu'ils aient délibérément cherché à entraver l'autorité de la Chambre préliminaire. » (par. 123)</p> <hr/> <p>« En l'espèce, aucun des co-juges d'instruction n'a saisi la Chambre préliminaire du désaccord [...]. Par conséquent, l'instruction et les poursuites suivent leur cours. Dans la situation actuelle particulière où l'un des co-juges d'instruction propose de rendre une ordonnance de renvoi alors que l'autre s'y oppose, l'expression "l'instruction suit son cours" signifie que l'acte d'accusation est valable. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 322)</p> <p>« [L]e co-juge d'instruction cambodgien a excédé ses pouvoirs en rendant l'Ordonnance de non-lieu, laquelle est donc entachée de nullité ; l'Ordonnance de renvoi rendue par le co-juge d'instruction international est confirmée. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 326)</p>
----	---	---

7. Autorité et Pouvoirs de la Chambre au Stade de l'Ordonnance de Clôture

Voir aussi [III. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire](#)

1.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a présente Chambre est investie d'une compétence de dernier ressort sur la phase d'instruction devant les CETC. » (par. 41)</p> <p>« [L]es fonctions qu'elle exerce au sein du système judiciaire des CETC inclut celles de la chambre de l'instruction, ce qui comprend à la fois une juridiction d'appel compétente pour les actes et les décisions du juge d'instruction et une juridiction d'instruction du second degré. » (par. 44)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire ajoute que son pouvoir de révision en tant que chambre de l'instruction du second degré peut englober i) les pouvoirs de la chambre de l'instruction de purger de leurs irrégularités les procédures dont elle est saisie avant que l'affaire ne soit jugée ; ii) le pouvoir de la</p>
----	---	---

		<p>chambre de l'instruction ou de la Chambre préliminaire des CETC, dans les affaires dont elle est saisie, d'examiner complètement le dossier et de le réformer, y compris de corriger les erreurs de qualification commises par les des juges d'instruction et de relever toutes les circonstances légales qui accompagnent les faits ; et iii) <i>le droit d'examiner et de réviser le travail des juges d'instruction en procédant aux mêmes actes nécessaires à la manifestation de la vérité</i>. En d'autres termes, le pouvoir de révision permet à une telle chambre de connaître de tout ce qui se rattache à l'affaire et qu'il appartient au parquet ou au juge d'instruction de faire pour que l'instruction soit complète et régulière. » (par. 47)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère [qu']elle exerce le pouvoir de dernier ressort sur la phase d'instruction. Elle rappelle que l'un des objectifs importants de la Chambre préliminaire est donc d'évaluer l'ensemble de la phase d'instruction et de rendre ses conclusions définitives sur la question. La Chambre préliminaire conserve une vaste compétence matérielle sur les questions dont elle peut être saisie et détient de vastes pouvoirs pour évaluer l'intégrité des investigations et le fond de l'affaire en préservant le principe d'impartialité. » (par. 49)</p> <p>« [D]ans les appels visant des ordonnances de clôture, la Chambre préliminaire pourra être amenée à examiner de nombreuses questions préjudicielles avant de statuer sur les arguments des parties au fond, y compris ce que la Chambre préliminaire a identifié au fil des ans comme des questions d'importance générale pour la jurisprudence et l'héritage des CETC et/ou ses pouvoirs inhérents lorsqu'elle examine une ordonnance de clôture. » (par. 50)</p> <p>« Elle a donc la compétence inhérente de connaître "de la diligence raisonnable des co-juges d'instruction", lorsqu'elle constitue "un facteur pertinent lorsque sont considérés les droits garantis aux victimes dans le cadre de la procédure". Elle a également la compétence inhérente "de trancher des questions juridiques incidentes découlant directement de questions dont elle est saisie", dans les cas où les textes en vigueur ne lui confèrent ni expressément ni tacitement le pouvoir de se prononcer sur une question. Cette compétence inhérente est rendue nécessaire par la nécessité absolue d'une bonne et équitable administration de la justice. » (par. 51)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire a la responsabilité de s'assurer, au stade de l'instruction, que soient respectés les principes fondamentaux sur lesquels repose la procédure pénale devant les CETC. » (par. 52)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire est la seule entité judiciaire légalement habilitée à examiner l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction en tant que telle, ainsi que ses conséquences en droit. » (par. 66)</p> <p>« [D]ans le cas particulier d'appels visant des ordonnances de clôture, elle avait le pouvoir de délivrer une nouvelle ordonnance de clôture ou une ordonnance de clôture révisée, y compris une ordonnance de renvoi en application de la règle 79 1) du Règlement intérieur. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 121)</p> <p>« Ainsi, lorsque la Chambre préliminaire est saisie d'un appel contre l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction, elle a le pouvoir d'examiner si la délivrance de l'ordonnance de clôture et l'instruction qui l'a précédée sont conformes à toutes les dispositions et procédures en vigueur devant les CETC, en particulier les règles 21 et 76 du Règlement intérieur ainsi que l'article 261 du Code de procédure pénale cambodgien. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 124)</p> <p>« [L]e Règlement intérieur non seulement lui permet, mais lui commande d'exercer les pouvoirs étendus de la Chambre d'instruction cambodgienne [...] afin de protéger les droits de l'accusé et des autres parties pendant l'instruction et, si nécessaire, de garantir un recours en cas de violation des droits octroyés aux parties. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 125)</p> <p>« [L]orsqu'un appel recevable contre l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction est déposé devant la Chambre, elle n'est pas seulement saisie du dispositif d'une ordonnance ou d'une décision particulière, mais du dossier dans son intégralité, la Chambre acquérant donc un pouvoir sur l'ensemble du dossier. À partir de ce stade, les co-juges d'instruction sont dessaisis de l'affaire objet du litige et dépourvus de tout pouvoir concernant tous les aspects de l'instruction du dossier. La compétence de la Chambre préliminaire, y compris ses pouvoirs étendus, est mise en œuvre dès qu'elle est saisie d'un appel contre une ordonnance de clôture. La Chambre a également conclu que cette interprétation du processus d'appel contre les ordonnances de clôture des co-juges d'instruction</p>

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	<p>respecte les caractéristiques du modèle inquisitoire de procédure pénale imposé par les textes des CETC. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 126)</p> <p>« La Chambre préliminaire a reconnu qu'elle pouvait intervenir au moins de trois manières distinctes au stade de l'ordonnance de clôture – à savoir, principalement à travers i) l'examen d'appels recevables interjetés par les parties à l'affaire ; et incidemment ii) l'examen des conclusions des co-juges d'instruction rendues dans l'ordonnance de clôture et des actes d'instruction accomplis en l'espèce ; et iii) l'exercice d'un pouvoir d'instruction auxiliaire afin, si nécessaire, de compléter l'instruction avec des actes supplémentaires. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 127)</p> <p>« La Chambre préliminaire est expressément compétente pour connaître des appels recevables interjetés contre des ordonnances de clôture en application des règles 67 5), 73 a) et 74 du Règlement intérieur. [...] [L]'examen auquel elle peut se livrer pour ces appels est limité aux questions soulevées dans les appels ainsi que par les normes établies au niveau international pour l'examen en appel des erreurs de droit, de fait et d'appréciation alléguées par les parties à des affaires pénales internationales contre les décisions rendues par des juridictions inférieures. [...] [C]onformément aux normes d'examen en appel reconnues à l'échelle internationale, elle conserve la compétence intrinsèque d'examiner des questions "d'intérêt général" pour la jurisprudence et l'héritage que laisseront les CETC. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 128)</p> <p>« [L]orsqu'elle est saisie d'appels contre les ordonnances de clôture des co-juges d'instruction, elle peut mener parallèlement une révision d'office des conclusions des co-juges d'instruction et de tous les actes d'instruction accomplis en l'espèce par les co-juges d'instruction et les co-procureurs. [...] Au regard des textes des CETC, la Chambre préliminaire peut, après avoir été saisie d'un appel interjeté contre une ordonnance de clôture, intervenir en application de l'article 12 de l'Accord relatif aux CETC et de la règle 2 du Règlement intérieur, des règles 67 5), 73 a), 74, 76 7) et 79 1) du Règlement intérieur, et des articles 55 et 261 du Code de procédure pénale cambodgien. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 129)</p> <p>« Ainsi, la Chambre préliminaire a conclu que ses pouvoirs de révision susmentionnés peuvent être complétés par tout acte supplémentaire requis pour mener à son terme l'instruction et/ou tout acte visant à purger la procédure de ses irrégularités et/ou mettre en œuvre les propres décisions de la Chambre – y compris, s'il y a lieu, de réformer l'ordonnance de clôture initialement délivrée par les co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 130)</p>
--	---

8. Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture

Voir aussi [VII. B. Appels \(Général\)](#)

i. Recevabilité des Appels contre les Ordonnances de Clôture

a. Appels Interjetés par les Co-Procureurs

1.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle que, selon la règle 67 5) du Règlement intérieur, "[l']ordonnance [de clôture] est susceptible d'appel, dans les conditions prévues à la [r]ègle 74", la règle 74 2) de ce même Règlement ajoutant que "[l]es co-procureurs peuvent faire appel de toutes les ordonnances des co-juges d'instruction". » (par. 25)</p>
----	---	--

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

b. Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen selon la Règle 74 3) a)

1.	002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011 <i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [L]es ordonnances et décisions des co-juges d'instruction dont les personnes mise en examen ou l'accusé peuvent faire appel sont énumérées à la règle 74 (3). L'ordonnance de renvoi n'y est pas énumérée. [...] [B]ien que l'ordonnance de renvoi ne soit pas, en tant que telle, susceptible d'appel par l'accusé, la Chambre d'appel est d'avis que, pour autant qu'une telle ordonnance reconnaisse la compétence des CETC, elle est manifestement susceptible d'un appel portant sur les questions de compétence tranchées par les co-juges d'instruction. » (par. 14)</p>
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« La notion d'exception d'incompétence se comprend généralement comme une contestation de la compétence <i>ratione personae, materiae, temporis</i> ou <i>loci</i> du tribunal saisi. La Règle 74 3) du Règlement intérieur confère pour seul droit à l'accusé celui de faire appel des décisions expressément énumérées. [...] Il découle de la Règle 74 3) a) du Règlement intérieur que l'Ordonnance de renvoi est "manifestement susceptible d'un appel portant sur les questions de compétence tranchées par les co-juges d'instruction". » (par. 135)</p> <p>« Pour circonscrire encore davantage la compétence matérielle, la Chambre préliminaire rappelle que les appels :</p> <p style="padding-left: 40px;">1) contestant l'existence même d'une forme de responsabilité ou sa reconnaissance en droit [...] à l'époque visée par l'acte d'accusation ou 2) faisant valoir qu'un mode de participation ne s'appliqu[ai]t pas à tel ou tel crime au moment des faits, et 3) tendant à établir que l'application de ce mode de participation violerait le principe de légalité sont des contestations valables de la compétence matérielle de la juridiction qui peuvent être soulevées lors de la phase préalable au procès. » (par. 137)</p> <p>« Il a été conclu que les moyens d'appel visant des infractions proprement dites ne soulevaient des exceptions recevables d'incompétence <i>ratione materiae</i> "que si l'Appelant met en doute le fait même que le droit en vigueur à l'époque des faits prévoyait le crime en question et ses éléments constitutifs et si le renvoi de l'Appelant en jugement pour ces crimes emporterait violation du principe de légalité." » (par. 138)</p> <p>« [L]es griefs concernant les contours particuliers d'un mode de participation ou d'une infraction proprement dite "sont examinés au procès" et sont par conséquent irrecevables. Ainsi, les griefs concernant la question de savoir si les éléments d'une infraction ou d'un mode de participation existaient dans la réalité — et non en droit au moment des faits reprochés — doivent être examinés au procès. » (par. 139)</p> <p>« [U]ne exception d'incompétence <i>ratione personae</i> concernant les "principaux responsables" doit viser la gravité des crimes et/ou le niveau de responsabilité de l'accusé. Les griefs qui concernent toute question faisant intervenir la responsabilité pénale de l'accusé au-delà de cette restriction, y compris les contours des crimes ou des modes de participation, ne peuvent pas être considérés comme des exceptions d'incompétence <i>ratione personae</i> et ne sont pas recevables. » (par. 145)</p>

c. Délai d'Appel selon la Règle 74 3) a)

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de</i>	<p>« En résumé, le Règlement intérieur n'a prévu ni les effets d'une ordonnance de placement en détention provisoire ni les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime donc qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels les appelants soulèvent des contestations de compétence à l'encontre de l'Ordonnance [de clôture] soient examinés à ce stade de la procédure. Le parti contraire, qui consisterait à invoquer la prescription pour rejeter des appels autorisés par le Règlement intérieur, pris en son sens ordinaire, et à retenir une interprétation discutable du Règlement excluant cette voie de recours pour de simples motifs de procédure, pourrait résulter en une iniquité fondamentale pour les appelants. » (par. 83)</p>
----	--	--

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

	Clôture	
--	---------	--

d. Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen concernant des Vices de Forme

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« Enfin, la Chambre considère que les griefs soulevant des vices de forme de l'Ordonnance contestée ne constituent manifestement pas des contestations de compétence et sont donc irrecevables dans la phase préliminaire de la procédure, et ce, au regard du sens ordinaire de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur et conformément au chapitre II de la Loi relative aux CETC où sont fournies les grandes lignes des compétences personnelle, temporelle et matérielle conférées aux Chambres extraordinaires. Rien dans la Loi relative aux CETC ni dans le Règlement intérieur ne permet de conclure que les vices de forme reprochés à l'Ordonnance contestée touchent à des questions de compétence. Les moyens allant dans ce sens doivent être portés devant la Chambre de première instance en vue de leur examen au fond dans le cadre du procès, dès lors qu'ils ne soulèvent pas l'incompétence des CETC. » (par. 63)</p>
----	---	--

e. Appels Interjetés par la Personne Mise en Examen selon la Règle 21

1.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« La Chambre rappelle que la règle 67 du Règlement intérieur régit le prononcé de l'ordonnance de clôture par les magistrats instructeurs à l'issue de l'instruction. Comme indiqué précédemment, la règle 67 5) dispose expressément qu'une fois rendue, l'ordonnance de clôture est "susceptible d'appel, dans les conditions prévues par la règle 74". Elle ne mentionne aucune autre disposition ouvrant une voie de recours contre l'ordonnance de clôture. Qui plus est, à la différence de la règle 74, la règle 21 du Règlement intérieur ne porte pas sur les appels relatifs à l'instruction, mais sur les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC. » (par. 70)</p> <p>« [L]a Chambre a conclu que lorsque les faits et les circonstances d'un appel le requéraient, elle était compétente pour examiner des moyens d'appel qui n'étaient pas expressément visés à la règle 74 3) du Règlement intérieur, et ce, par application d'une interprétation libérale, fondée sur la règle 21 du Règlement intérieur, du droit d'appel reconnu à la personne mise en examen. » (par. 71)</p> <p>« Cela étant, la Chambre souligne qu'elle n'a pas énoncé dans ces deux décisions de règle générale lui conférant une compétence automatique, en vertu des règles 74 3) ou 21 du Règlement intérieur, pour se saisir de tout moyen d'appel portant sur l'équité de la procédure. Elle a recherché dans chaque cas, si, toutes choses considérées, "les faits et les circonstances" des appels requéraient une interprétation plus large du droit d'appel. » (par. 73)</p> <p>« "[L]'importance [...] de diligenter la procédure" à ce stade l'emporte sur l'intérêt qu'il y aurait à examiner les moyens d'appel concernés. D'autant plus que Ieng Thirith pourra soulever au procès la question des vices de l'Ordonnance contestée. » (par. 76)</p>
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« La délivrance de deux ordonnances de clôture est une situation inédite aux CETC. La Chambre considère qu'il est nécessaire d'adopter une interprétation élargie de la Règle 74 3) du Règlement intérieur à la lumière de la Règle 21, dès lors que la délivrance de deux ordonnances de clôture n'est pas prévue dans le Règlement intérieur et que cette question devra probablement être réglée avant le procès pour éviter de compromettre de façon irréparable le droit de l'accusé à un procès équitable. Il s'agit d'apprécier l'équité globale du procès dont notamment la capacité d'un accusé à préparer sa défense. » (par. 149)</p>

f. Appels Interjetés par les Parties Civiles selon la Règle 74 4) f) du Règlement Intérieur

1.	<p>004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Les règles 67 5) et 74 4) f) du Règlement intérieur prévoient que les co-avocats des parties civiles peuvent interjeter appel d'une ordonnance de non-lieu rendue par les co-juges d'instruction à condition que les co-procureurs aient également fait appel. » (par. 43)</p>
----	---	---

ii. Portée et Critère d'Examen

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAIING Guek Eav Alias « DUCH »</i></p>	<p>« Le Règlement ne contient aucune disposition claire définissant la portée de l'examen que la Chambre préliminaire est habilitée à opérer lorsqu'elle est saisie d'un appel interjeté contre une ordonnance de renvoi et précisant, en particulier, si cet examen doit se limiter aux questions soulevées par la partie appelante. Le droit cambodgien ne donne pas d'orientations plus précises en la matière. » (par. 28)</p> <p>« La Chambre préliminaire relève la nature particulière d'une ordonnance de renvoi, en ce qu'il s'agit d'une décision qui clôture l'ensemble de l'instruction, phase préparatoire au procès à laquelle toutes les parties ont eu l'occasion de participer. [...] Au vu des dispositions réglementaires définissant le rôle de la Chambre préliminaire lorsqu'elle opère en tant que juridiction d'appel, et plus particulièrement des délais qui lui sont impartis pour se prononcer sur le pourvoi dont elle est saisie, la portée de l'examen en l'espèce sera limitée aux seules questions soulevées dans le cadre de l'Appel. » (par. 29)</p> <p>« Au vu des dispositions de l'article 79 1) du Règlement et des règles pertinentes énoncées dans le Code de procédure pénale cambodgien, la Chambre préliminaire estime que dans le cadre de sa décision quant à l'opportunité d'inclure les crimes et le mode de participation suggérés par les co-procureurs dans l'Ordonnance de renvoi, elle est habilitée à se prononcer, de manière indépendante, sur la qualification juridique à donner aux faits incriminés. Elle est certes tenue de respecter les mêmes règles que celles qui s'imposent aux co-juges d'instruction, notamment en ce qui concerne la portée de l'instruction. La Chambre préliminaire conclut donc qu'elle se prononcera sur l'appel interjeté en déterminant si les faits visés par l'instruction peuvent être qualifiés de la manière préconisée par les co-procureurs et si les co-juges d'instruction auraient dû inclure ces qualifications juridiques dans leur Ordonnance de renvoi. » (par. 44)</p> <p>« La Chambre préliminaire doit rester dans le cadre fixé par l'Ordonnance de renvoi pour éventuellement y inclure les crimes de torture et d'assassinat relevant du droit national puisque toute modification apportée à cette ordonnance ne peut l'être que dans la limite de la portée de l'Appel et des motifs énoncés dans le Mémoire d'appel. » (par. 96)</p> <p>« La Chambre préliminaire ne peut ajouter les crimes de torture et d'assassinat, tels que visés par le Code pénal de 1956, dans l'Ordonnance de renvoi, que si les faits qui y sont énoncés et sur lesquels a porté l'instruction sont suffisants pour les constituer. » (par. 97)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre [...] infirmera une décision ou une ordonnance reconnaissant la compétence "si [les co-juges d'instruction ont] commis une erreur de droit ou de fait spécifique invalidant la décision ou [s'ils ont] pris en compte de manière déraisonnable des considérations pertinentes ou non pertinentes". Il est de jurisprudence constante en droit international qu'une allégation d'erreur de droit portée en appel donnera lieu à un nouvel examen pour déterminer si la conclusion de droit est correcte, tandis qu'une allégation d'erreur de fait portée en appel sera soumise au critère du juge raisonnable consistant à déterminer si aucun juge des faits raisonnable n'aurait pu rendre la décision de fait concernée. » (par. 86)</p>

Instruction devant les CETC - Clôture de l'Instruction

<p>3.</p>	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La décision relative au point de savoir si IM Chaem figurait parmi les "principaux responsables", et, en conséquence, celui de savoir si elle relève de la compétence personnelle des CETC, est une décision dont les co-juges d'instruction ont la libre appréciation. Cependant, le pouvoir d'appréciation dont jouissent les co-juges d'instruction en adoptant leur décision est une faculté judiciaire qui ne permet pas d'actes arbitraires et qui doit plutôt être exercée conformément aux principes juridiques admis. Dans cette perspective, les termes "hauts dirigeants" et "principaux responsables" marquent les limites de la compétence personnelle des CETC. Si la souplesse de ces termes appelle par nature la reconnaissance, aux co-juges d'instruction, d'une certaine marge d'appréciation, celle-ci n'est pas illimitée et n'exclut pas l'exercice d'un contrôle par la Chambre préliminaire agissant en qualité de juridiction d'appel. Partant, la Chambre examinera la décision des co-juges d'instruction selon laquelle IM Chaem ne rentre pas dans la catégorie des "principaux responsables" et ne relève donc pas de la compétence personnelle des CETC à l'aune du critère d'examen applicable aux décisions impliquant une certaine discrétion. » (par. 20)</p> <p>« Une décision peut être infirmée lorsqu'elle repose sur (1) une interprétation erronée du droit applicable (c'est-à-dire une erreur de droit) qui invalide la décision ; (2) une conclusion sur un point de fait manifestement erronée (c'est-à-dire une erreur de fait) entraînant un déni de justice ; et/ou (3) si elle est à ce point injuste ou déraisonnable qu'elle est constitutive d'un abus du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction obligeant à conclure qu'ils n'ont pas exercé à bon escient le pouvoir d'appréciation qui leur est reconnu. En d'autres termes, il doit être établi que l'erreur commise ou l'abus dudit pouvoir ont joué un rôle fondamentalement déterminant dans l'exercice du pouvoir d'appréciation des co-juges d'instruction. » (par. 21)</p> <p>« En présence de décisions impliquant une certaine discrétion, la Chambre préliminaire renvoie normalement la décision aux co-juges d'instruction aux fins de réexamen, ne substituant sa propre décision à la leur que dans des circonstances exceptionnelles. Dans le cas particulier des appels dirigés contre les ordonnances de clôture, "[o]n peut déduire des dispositions de la règle 79 1) que la Chambre préliminaire a le pouvoir de rendre soit une nouvelle ordonnance de renvoi soit une ordonnance de renvoi révisée, qui servira de base au procès". De surcroît, "[l]a Chambre préliminaire a déjà, dans une de ses précédentes décisions, conclu qu'au sein des CETC, elle remplissait le rôle attribué à la Chambre d'instruction dans le système de droit cambodgien", et "[l]orsqu'elle est saisie d'un appel interjeté, par le procureur ou une partie civile, contre une ordonnance de non-lieu, la Chambre d'instruction peut décider de 'poursuivre elle-même l'instruction de l'affaire'". » (par. 22)</p>
-----------	---	---

9. Annulation de l'Ordonnance de Clôture

<p>1.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 27 D158/1 28 avril 2016</p> <p><i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth visant à ce que la Chambre Préliminaire Retienne une Interprétation Large de la Recevabilité des Appels Interjetés contre l'Ordonnance de Clôture et Donne des Eclaircissements quant à la Procédure à suivre pour Présenter - le Cas Echéant - des Demandes en Annulation de Tout ou Partie de ladite Ordonnance</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire relève qu'à la lecture de la règle 76 du Règlement intérieur, que plusieurs éléments font ressortir que celle-ci ne contient pas de dispositions relatives aux demandes en annulation d'une ordonnance de clôture. » (par. 18)</p>
-----------	---	---

10. Transfert du Dossier à la Chambre de Première Instance et Archivage

1.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/5 11 septembre 2008</p> <p><i>Instructions aux Parties relatives à la Requête de la Chambre de Première Instance de se Voir Accorder l'Accès au Dossier Pénal</i></p>	<p>« [L]es observations des parties et la nature des questions faisant objet de appel la Chambre préliminaire considère que autorisation accéder au dossier pénal permettra la Chambre de première instance amorcer son travail préparatoire et ainsi assurer la tenue un procès équitable dans les meilleurs délais. » (par. 8)</p>
2.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Au regard des termes clairs de la Règle 77 13) b) du Règlement intérieur, le fait que la Chambre préliminaire n'a pas été à même de rendre une décision à la majorité d'au moins quatre de ses juges ne s'oppose pas à ce que l'Ordonnance de renvoi, tout comme le dossier qui la fonde, soit transmise à la Chambre de première instance de sorte qu'elle puisse ouvrir le procès contre AO An. Conformément à cette disposition, le greffier de la Chambre préliminaire transmettra à la Chambre de première instance les présentes Considérations, l'Ordonnance de renvoi et le reste du dossier. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 687)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Les juges internationaux rappellent qu'en application de l'article 12 2) de la Directive pratique relative au classement et à la conservation des pièces versées au dossier "[l]e dernier organe judiciaire saisi d'un dossier réexamine [...] le classement des pièces qui y sont versées". Les juges internationaux considèrent que le dernier organe judiciaire saisi du dossier n° 004/2 étant soit la Chambre préliminaire soit la Chambre de la Cour suprême, le Bureau des co-juges d'instruction n'était plus saisi du dossier n° 004/2 après la délivrance des Ordonnances de clôture dans ce dossier et n'avait donc pas le pouvoir de rendre des décisions et des ordonnances relatives au dossier n° 004/2, y compris l'Ordonnance de mise sous scellés et d'archivage. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 133)</p> <p>« Par conséquent, les juges internationaux concluent que le Bureau des co-juges d'instruction a délivré l'Ordonnance de mise sous scellés et d'archivage du dossier n° 004/2 alors qu'il n'était plus compétent dans cette affaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 134)</p>

V. Mesures de Sûreté

A. Mandats d'Arrêt

1.	<p>004 IM Chaem PTC 19 D239/1/8 1^{er} mars 2016</p> <p><i>Considérations Relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la Décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence</i></p>	<p>« [L]e Règlement intérieur ne contient aucune disposition prévoyant la mise en examen d'un suspect qui a refusé de comparaître et dont la présence n'a pas pu être assurée par des moyens coercitifs, dans la mesure où cette conclusion concerne la <i>notification</i> des chefs d'inculpation. Le Règlement intérieur dispose que les co-juges d'instruction peuvent s'assurer de la présence d'un suspect en émettant une convocation, un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt. Il dispose également que les convocations doivent être délivrées et les mandats d'amener exécutés par la police judiciaire. En application de la règle 45 3), "[l]a police judiciaire informe les co-juges d'instruction ou les chambres de toutes difficultés rencontrées dans l'accomplissement de leur mission". Enfin, l'Accord relatif aux CETC et la Loi relative aux CETC disposent que le Gouvernement royal cambodgien doit assister les co-juges d'instruction en ce qui concerne notamment les arrestations. Il n'existe aucune autre disposition concernant la situation où l'assistance du Gouvernement royal cambodgien ne permet pas d'exécuter un mandat d'amener. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 22)</p> <p>« [L]e droit cambodgien ne permet pas de déterminer si suffisamment d'efforts ont été consentis pour s'assurer de la présence de IM Chaem à la première comparution avant que le co-juge d'instruction international décide de lui notifier, par écrit, et par l'intermédiaire de ses avocats, les faits qui lui sont reprochés. Ce vide du droit cambodgien ne permet pas de suppléer la carence des règles de procédure aux CETC. Cette situation reflète une des particularités auxquelles sont confrontés les tribunaux pénaux à caractère international qui n'ont pas de force de l'ordre à leur disposition et doivent demander la coopération des États pour faire exécuter les mandats d'amener. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 27)</p> <p>« S'agissant de la question de savoir si des mesures suffisantes ont été prises pour s'assurer que l'accusé soit arrêté et que les chefs d'inculpation lui aient été notifiés, les juges soussignés notent que la question qui doit être résolue, pour poursuivre la procédure en l'absence de l'accusé, n'est pas de savoir si les autorités nationales ont pris toutes les mesures raisonnables, mais bien de savoir si le tribunal les a prises. Dans le contexte des tribunaux à caractère international, on s'accorde à dire que les obstacles à l'exécution d'un mandat d'arrêt peuvent venir du manque de coopération des autorités de l'État sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle duquel l'intéressé réside ou a eu sa dernière résidence connue. Dans ces conditions, les mesures raisonnables comprennent les tentatives d'obtenir la coopération des autorités compétentes, qui peuvent être vaines. Il convient de noter que le tribunal n'est pas tenu d'attendre de rapport officiel des autorités compétentes pour poursuivre la procédure. En réalité, l'absence de rapport des autorités compétentes peut, après un délai raisonnable, être considérée comme signifiant que le mandat d'arrêt n'est pas exécuté. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 38)</p> <p>« Le droit international ne précise pas ce que sont des mesures raisonnables prises pour s'assurer de la présence de l'accusé. Chaque cas doit être examiné au vu de l'ensemble des circonstances de l'espèce. À cet égard, les juges soussignés notent que la publication de l'acte d'accusation dans les médias n'est envisagée qu'une fois que l'accusé est introuvable ou en fuite. Elle n'est pas nécessaire, par exemple, si l'accusé est représenté par un conseil qu'il a nommé. En outre, la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire <i>Sejdovic c. Italie</i> a établi qu'un tribunal peut considérer que « certains faits avérés p[eu]vent démontrer sans équivoque que l'accusé sait qu'une procédure pénale est dirigée contre lui et connaît la nature et la cause de l'accusation et qu'il n'a pas l'intention de prendre part au procès ou entend se soustraire aux poursuites », même si la personne n'a pas été officiellement avisée des poursuites à son encontre. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BWANA, par. 39)</p>
2.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés</i></p>	<p>« AO An est accusé des crimes les plus graves [...]. Le co-juge d'instruction international a en outre relevé que les actes visés étaient directement ou indirectement liés à la mort de dizaines de milliers de personnes. AO An encourt une lourde peine d'emprisonnement à raison de ces chefs d'accusation. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 689)</p> <p>« Au vu de ce qui précède, [...] les motifs du co-juge d'instruction international à cet égard sont</p>

	<p><i>contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>entachés de deux erreurs graves. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 690)</p> <p>« La première erreur commise par le co-juge d'instruction international a été de considérer qu'aucune mesure de sécurité n'est nécessaire. Or, il convient de préserver les témoins de toute pression, en particulier les témoins qui ont bénéficié d'une lettre d'assurance de la part du co-juge d'instruction international. Il convient par ailleurs de d'assurer la comparution AO An en justice. Enfin, au vu des troubles causés à l'ordre public, sur le plan national comme international, par des actes à ce point attentatoires à l'humanité qu'ils sont imprescriptibles, une mesure de détention provisoire ou une autre mesure de sécurité à la disposition du co-juge d'instruction international s'impose. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 691)</p> <p>« Le motif pris de l'incertitude procédurale causée par la violation conjointe et intentionnelle du droit applicable par les co-juges d'instruction [en délivrant les deux ordonnances de clôture contradictoires] revient à commettre de nouvelles erreurs de droit, en particulier lorsque le co-juge d'instruction international manque d'envisager d'autres mesures de sûreté à sa disposition. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 692)</p> <p>« Au regard de la Règle 44 du Règlement intérieur et eu égard aux circonstances de l'espèce, les juges internationaux considèrent que le co-juge d'instruction a commis une erreur en n'envisageant pas la délivrance d'un mandat d'arrêt. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 693)</p>
--	---	--

B. Détention Provisoire

1. Général

1.	002 IENG Sary PTC 152 D427/5/10 21 janvier 2011 <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Extension de sa Détention Provisoire par l'Ordonnance de Clôture</i>	[Traduction Non-Officielle] « La détention provisoire constitue une exception au droit à la liberté et à la règle générale selon laquelle une personne ne doit pas être détenue provisoirement. » (par. 34)
----	---	---

2. Conditions de la Détention Provisoire selon la Règle 63

i. Raisons plausibles

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« La Chambre préliminaire fait observer que le Règlement intérieur ne précise pas ce qui constitue des raisons plausibles. À cet égard, la Chambre préliminaire relève que dans la version française du Règlement intérieur, les termes " <i>well founded reason</i> " ont pour équivalent "raisons plausibles", expression identique à celle utilisée à l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme. » (par. 43) « Tout comme l'a fait la Chambre préliminaire de la CPI, la Chambre préliminaire interprétera les termes "raisons plausibles" en étant guidée par la jurisprudence susmentionnée de la CEDH. Cela signifie que la Chambre préliminaire doit déterminer s'il existe des faits ou des informations de nature à convaincre un observateur objectif que la personne concernée peut avoir commis une infraction. » (par. 46) « Aux termes de la règle 63 3) a) du Règlement intérieur, il faut en outre que ces raisons plausibles soient liées à la conviction que la personne mise en examen " <i>a commis le ou les crimes énoncés dans le réquisitoire introductif</i> ". Conformément à l'article 29 de la Loi relative à la création des Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux cambodgiens du 27 octobre 2004, le terme « commis » inclut planifié, incité, ordonné de commettre, aidé et encouragé ou commis et pénalement responsable en tant que supérieur. » (par. 47)
2.	002 IENG Thirith PTC 02 C20/I/27 9 juillet 2008 <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	[Traduction Non-Officielle] « En examinant s'il existe des raisons plausibles de croire que la personne mise en examen a commis le ou les crimes énoncés dans le Réquisitoire introductif, la Chambre préliminaire va déterminer s'il existe des faits ou informations qui pourraient satisfaire un observateur objectif que la personne concernée puisse avoir commis les infractions. » (par. 21) « Considérant que l'Ordonnance des co-juges d'instruction était basée sur des crimes à la portée plus limitée que ceux identifiés dans le Réquisitoire introductif, la Chambre préliminaire va utiliser ce critère d'examen restreint pour examiner l'Ordonnance. » (par. 23) « La Chambre observe que, conformément à l'Article 29 de la [Loi sur les CETC], le terme 'commis' inclut commis, planifié, incité, ordonné de commettre, qui s'est rendu complice et la responsabilité du supérieur hiérarchique. » (par. 24)

		<p>« Il existe des raisons plausibles de croire que la personne mise en examen était, dans sa capacité de Ministre des affaires sociales, dans une position de pouvoir empêcher la mise en esclavage et d'autres actes inhumains auxquels la population civile était supposément soumise et qu'elle ne l'a pas fait. La personne mise en examen pourrait ainsi être responsable de ces crimes de mise en esclavage et d'autres actes inhumains qui, dans le contexte d'une attaque générale et systématique contre la population civile, peuvent être qualifiés de crimes contre l'humanité. » (par. 40)</p> <p>« [T]oute préoccupation exprimée par les co-avocats sur le fait de savoir si les co-juges d'instruction ont méconnu la présomption d'innocence est résolue par l'analyse développée par la présente Chambre. » (par. 42)</p>
--	--	--

ii. Conditions de Nécessité (Règle 63 3) b) du Règlement Intérieur)

a. Nécessité de Prévenir les Pressions sur les Témoins ou les Victimes et la Concertation entre Mis en Examen et Complice, et de Préserver les Preuves ou Prévenir leur Destruction (Règle 63 3) b) i) et ii) du Règlement Intérieur)

1.	<p>001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007</p> <p><i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i></p>	<p>« Ces deux motifs de la détention provisoire [sous les règles 63 3) b) i) et ii)] seront examinés ensemble étant donné qu'ils reposent sur les mêmes arguments. En réalité, les déclarations faites par les témoins des événements au Centre S-21 peuvent être considérées comme des "preuves" au sens de la Règle 63(3)(b)(ii) du Règlement intérieur. » (par. 30)</p> <p>« Dans le contexte particulier des événements qui sont survenus au Centre S-21, la simple présence de la personne mise en examen dans la société peut constituer une pression sur les témoins et les empêcher de témoigner. » (par. 32)</p> <p>« Ceci doit être mis dans le contexte social du Cambodge, où les mesures de protection des témoins peuvent être limitées et les armes facilement accessibles. Par conséquent, la volonté de témoigner est déjà fragile et l'équilibre pourrait facilement être renversé par la libération de la personne mise en examen. » (par. 33)</p> <p>« En outre, les témoignages des quelques témoins des événements du Centre S-21 ont une importance cruciale pour l'instruction et, éventuellement, pour le procès. Il est essentiel que ceux-ci n'aient aucune crainte ou qu'ils ne subissent aucune pression [...]. » (par. 36)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 03 C22/I/74 17 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [Les premier et second motifs de détention provisoire de la règle 63 3) b)] peuvent être analysés ensemble puisqu'ils sont soutenus par les mêmes arguments. Les déclarations faites par les témoins sont considérées comme des "preuves" conformément à la règle 63 3) b) ii). » (par. 95)</p> <p>« [U]n degré d'influence est nécessairement lié à de tels postes de haut rang et l'engagement dans des mouvements politiques. Cette influence ne disparaît pas quand une personne n'occupe plus de tels postes et peut dès lors être exercée aujourd'hui. » (par. 97)</p> <p>« En dépit de cela, la Chambre préliminaire n'a pas trouvé de preuve d'actions passées et/ou d'un comportement de la personne mise en examen qui montreraient en soi qu'il existe un risque concret qu'il pourrait se servir de cette influence pour interférer avec des témoins ou victimes. » (par. 99)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut par conséquent que la détention n'est pas une mesure nécessaire pour empêcher que la personne mise en examen exerce des pressions sur les témoins ou victimes et détruisent des preuves. » (par. 100)</p>
3.	<p>001 DOUCH PTC 02 D99/3/42 5 décembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par les</i></p>	<p>« [P]uisque l'instruction [...] est clôturée, tous les éléments de preuve disponibles font désormais partie du dossier d'instruction. Les raisons relatives à la protection des témoins et des victimes et à la conservation des preuves ne sont dès lors plus pertinentes pour déterminer s'il y a lieu de maintenir l'intéressé en détention provisoire. » (par. 146)</p>

	<i>Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH »</i>	
4.	002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009 <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire considère que le passage du temps n'a pas éliminé le risque de pression sur les témoins ou de collusion. Au contraire, les risques sont plus critiques à ce stade de l'instruction, lorsque plus de documents sont disponible au dossier. La personne mise en examen dispose de plus de connaissance au sujet de l'identité et des détails des témoins et parties civiles a augmenté par rapport au moment où il était initialement détenu. [...] Par conséquent, [...] il y a de nouveaux éléments de preuves au dossier permettant à la Chambre préliminaire de conclure que la personne mise en examen a exercé des pressions [...]. » (par. 31)

b. Nécessité de Garantir le Maintien de la Personne Mise en Examen à la Disposition de la Justice (Règle 63 3) b) iii) du Règlement Intérieur)

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	« Maintenant qu'elle risque une peine de réclusion à perpétuité, il y a un risque qu'elle disparaisse à nouveau. En outre, le fait qu'elle sera mise en procès publiquement devant ses victimes et des membres de leur famille, pour les crimes dont elle est accusée, peut constituer une incitation supplémentaire pour l'amener à disparaître. » (par. 39)
2.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« [A]u vu de la gravité des infractions reprochées, la personne mise en examen risque une peine allant de cinq ans de prison à la réclusion à perpétuité si elle est reconnue coupable. » (par. 65) « Reconnaissant toutefois que le risque de fuite ne peut être évalué sur la seule base de la gravité des crimes reprochés et de la peine encourue, la Chambre préliminaire souligne qu'en l'espèce, il convient de prendre d'autres facteurs en considération. » (par. 66) « Que la personne mise en examen possède ou non un passeport ne change rien au fait qu'il ait la possibilité de passer la frontière ; cela modifie juste la manière de passer la frontière. » (par. 67) « La Chambre préliminaire relève en outre que le domicile de la personne mise en examen se situe dans une région connue pour avoir été un bastion khmer rouge. La Chambre préliminaire estime dès lors qu'il est probable que les contacts de la personne mise en examen dans cette région soient des personnalités notoires dans la zone frontalière et aient des relations des deux côtés de la frontière, ce qui renforce la possibilité que la personne mise en examen s'enfuit. » (par. 68)

c. Nécessité de Protéger la Sécurité de la Personne Mise en Examen (Règle 63 3) b) iv) du Règlement Intérieur)

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention</i>	« [Les victimes et les membres de leur famille] ont attendu la justice pendant plus de trente ans et leur réaction pourrait en être une de violence s'ils apprenaient que la personne mise en examen a été relâchée, même si une telle liberté pourrait n'être que temporaire. » (par. 43) « La Chambre préliminaire ne trouve aucune information pertinente lui permettant de croire que la menace à la sécurité de la personne mise en examen ait diminué avec le temps. Maintenant que l'identité de cette la personne a été rendue publique, sa sécurité est plus en danger que jamais. » (par. 47)
----	---	--

	<i>Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	« Étant donné la nature de la présente décision, il est indiqué de faire preuve de sens commun. La Chambre préliminaire considère que la détention provisoire est une mesure nécessaire pour protéger la sécurité de la personne mise en examen. » (par. 48)
2.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« [L]a Chambre préliminaire fait remarquer que cette absence de réaction [pendant dix ans concernant la liberté de la personne mise en examen] peut s'expliquer par le climat d'impunité qui a régné pendant près de trente ans. En outre, le domicile de la personne mise en examen était placé sous la surveillance de gardes avant son arrestation. La Chambre préliminaire voit, dans la présence de ces gardes, un signe que la réinsertion de la personne mise en examen n'a pas été aussi paisible que ne l'affirme la défense et une preuve que l'intéressé lui-même craignait pour sa sécurité. » (par. 72)
3.	002 IENG Sary PTC 03 C22/I/74 17 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]a personne mise en examen a, durant les dix dernières années, résidé à Phnom Penh, sans qu'il n'y ait eu aucun acte de violence pour protester contre sa liberté ou de tentative d'actes de revanches a peu d'importance. Cette non-interférence doit être replacée dans le contexte d'impunité qui a régné pendant presque 30 ans, et qui pourrait particulièrement s'appliquer à la personne mise en examen qui a bénéficié d'un pardon et d'une amnistie [...]. » (par. 108) « Considérant les menaces rapportées formulées contre Douch au cours de la première audience publique devant la Chambre préliminaire, la Chambre préliminaire conclut que, après avoir établi qu'il existe des raisons plausibles de croire que la personne mise en examen a commis les crimes liés à ceux reprochés à Douch, cette agression pourrait également se produire contre la personne mise en examen. » (par. 109)
4.	002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i>	« [L]e mis en examen est un ancien responsable politique bien connu au Cambodge, considéré comme l'un des dirigeants du régime du Kampuchéa démocratique (KD). Ancien chef d'État de ce régime, l'intéressé a failli être lynché [...]. » (par. 53) « Ces réactions émotionnelles montrent [...] que les procédures devant les CETC sont susceptibles de faire resurgir des troubles d'anxiété chez les victimes qui souffrent de stress post-traumatique et "de conduire à la recrudescence des conséquences sociales négatives qui peuvent accompagner ces troubles". De telles réactions laissent à penser que la remise en liberté de la personne mise en examen pourrait donner lieu à des actes de violence à son égard. » (par. 57)

d. Nécessité de Préserver l'Ordre Public (Règle 63 3) b) v) du Règlement Intérieur)

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	« Le Règlement intérieur ne fournit aucune interprétation de ce motif. Se référant à l'article 12 de l'Accord [...], la Chambre préliminaire relève que ni les statuts ni les règlements des juridictions pénales internationales ne font mention de pareil motif. L'article 21 3) du Statut de Rome de la CPI se lit comme suit : "L'application et l'interprétation du droit prévues au présent article doivent être compatibles avec les droits de l'homme internationalement reconnus [...]". Vu que ce motif et les dispositions de l'article 21 3) du Statut de Rome trouvent écho sur le plan interne, la Chambre préliminaire estime qu'il y a lieu de s'inspirer de la jurisprudence de la CEDH. » (par. 75) « La Chambre préliminaire estime que le passage du temps n'a pas atténué les effets du régime du Kampuchéa démocratique sur la société. » (par. 77)
----	---	--

		<p>« Des centaines de personnes, y compris des membres du public, de la presse, d'organisations non gouvernementales et de la communauté internationale, sont venues assister à cette audience. Cet intérêt démontre que même au stade de la mise en état, les procès [...] constituent toujours un sujet de profonde préoccupation pour la population cambodgienne et la communauté internationale. » (par. 79)</p> <p>« [L]a menace ressentie pour la sécurité n'est pas illusoire. Elle se concrétise tout d'abord par des troubles quotidiens ou même des crimes violents, que la Chambre préliminaire constate en tant que faits de notoriété publique. Deuxièmement, l'exemple des émeutes [...] démontre que la menace d'une instabilité provoquée par des facteurs politiques n'est pas à écarter. » (par. 80)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 03 C22/I/74 17 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [P]our satisfaire ce motif n'est satisfait que s'il repose sur des "faits de nature à démontrer que l'élargissement du détenu troublerait réellement l'ordre public . En outre, la détention ne demeure légitime que si l'ordre public reste effectivement menacé [...]". La Chambre préliminaire note la différence entre le critère de "faits de nature à démontrer" et le critère de "faits montrant" soutenu par les co-avocats. » (par. 111)</p> <p>« [B]ien que des éléments de preuve spécifiques sont requis pour soutenir qu'il existe un risque concret que l'ordre public soit perturbé si la personne mise en examen est libérée, cet examen implique nécessairement une part de prédiction, particulièrement dans le contexte des crimes relevant de la compétence des CETC. » (par. 112)</p> <p>« [L]e passage du temps n'a pas diminué les conséquences du régime du Kampuchéa démocratique sur la société. Une part de la population ayant vécu cette période de 1975 à 1979 souffrirait d'un syndrome de stress post-traumatique. Selon les spécialistes, l'initiation d'activités judiciaires devant les CETC pourrait "conduire à la réémergence d'angoisses et des conséquences sociales négatives qui peuvent les accompagner". » (par. 113)</p> <p>« Les audiences devant la Chambre préliminaire, y compris celles de la personne mise en examen, ont généré un intérêt important de la part de la population cambodgienne et de la presse, ainsi que de la communauté internationale. [...] Cet intérêt démontre que les procédures contre les hauts responsables et les plus responsables des crimes commis durant la période du Kampuchéa démocratique de 1975 à 1979, même à leur stade préliminaire, sont toujours aujourd'hui une source de grande préoccupation pour la population cambodgienne et la communauté internationale. » (par. 115)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« Compte tenu des déclarations des victimes et des réactions de ces dernières [...], l'estimation selon laquelle une partie de la population [...] souffre de stress post-traumatique, et de la fragilité du contexte actuel de la société cambodgienne, [...] la Chambre préliminaire conclut qu'il existe des faits de nature à montrer que la remise en liberté de la personne mise en examen troublerait réellement l'ordre public. » (par. 63)</p>

3. Ordonnance sur la Détention Provisoire

i. Ordonnance Initiale de Placement en Détention Provisoire

1.	<p>002 NUON Chea PTC 01 C11/54 20 mars 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i></p>	<p>« En vertu de la règle 63 1) du Règlement intérieur, les co-juges d'instruction peuvent ordonner le placement en détention provisoire d'une personne mise en examen après un débat contradictoire. » (par. 13)</p> <p>« Les co-juges d'instruction ne peuvent ordonner le placement en détention provisoire sans tenir d'abord un débat contradictoire, lequel permet à la personne mise en examen de répondre aux arguments contenus dans la demande de mise en détention soumise par les co-procureurs. Ce n'est qu'après avoir entendu les arguments des parties que les co-juges d'instruction peuvent ordonner le placement en détention provisoire. » (par. 32)</p>
----	---	--

ii. Appels contre une Ordonnance de Placement en Détention Provisoire

1.	<p>001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007</p> <p><i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i></p>	<p>« Dans l'Accord [...] et dans la Loi [relatifs aux CETC], on ne trouve pas de disposition visant expressément les appels contre les ordonnances de placement en détention provisoire rendues par les co-juges d'instruction. L'article 12(1) de l'Accord dispose spécifiquement que la procédure est régie par le droit cambodgien. Le Règlement intérieur prévoit spécifiquement un droit d'appel relatif aux ordonnances de placement en détention provisoire, sachant que le Code de procédure pénale du Royaume du Cambodge comporte une telle disposition en ce qui concerne la <i>Chambre d'instruction</i>. La Chambre préliminaire remplit ce rôle au sein des CETC. Par conséquent, la manière dont la Chambre préliminaire doit traiter les appels en matière de placement en détention provisoire est régie par le Livre IV: <i>L'Instruction</i> ; Titre 2: <i>La Chambre d'instruction</i>. » (par. 7)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 03 C22/I/74 17 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire procèdera au contrôle de l'Ordonnance de placement en détention provisoire [...] en examinant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la façon dont les co-juges d'instruction ont exercé leur pouvoir d'appréciation dans l'application de la règle 63 3) du Règlement intérieur ; b. la question de savoir si le placement en détention provisoire ordonné en vertu de la règle 63 3) repose sur des faits suffisants ; c. la question de savoir si les circonstances sur lesquelles l'Ordonnance reposait existent encore aujourd'hui ; et d. l'hospitalisation en tant que forme alternative de détention. » (par. 9) <p>« En examinant l'Appel, la Chambre préliminaire va entreprendre sa propre analyse, en appliquant le critère défini à la règle 63 3). » (par. 68)</p> <p>« En examinant s'il existe de telles raisons plausibles, la Chambre préliminaire va déterminer si des faits ou informations pouvant satisfaire un observateur objectif que la personne concernée puisse avoir commis les crimes existent. » (par. 71)</p> <p>« Étant donné que l'Ordonnance de placement en détention provisoire des co-juges d'instruction était basée sur des crimes à la portée plus limitée que ceux identifiés dans le Réquisitoire introductif, la Chambre préliminaire va prendre en compte cette portée limitée pour examiner l'Ordonnance. » (par. 73)</p>

iii. Prolongation de la Détention Provisoire

a. Conditions de Prolongation de la Détention Provisoire

1.	<p>002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a prolongation de la détention provisoire peut être ordonnée seulement s'il est établi que les conditions de la règle 63 a) sont toujours remplies malgré le passage du temps et compte-tenu des résultats de l'instruction. » (par. 22)</p> <p>« [L]e critère utilisé pour prolonger la détention est la satisfaction d'un observateur objectif que la personne mise en examen puisse avoir été responsable de ou a commis les crimes allégués dans le Réquisitoire introductif. » (par. 24)</p> <p>« Les règles du Règlement intérieur trouvant application à cet égard sont [...] les règles 63 7) [et] 21 4) [...]. Bien que la limite fixée pour l'avancement de l'instruction soit que le temps passé est "raisonnable", la limite établie pour le temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est très précise. Le Règlement intérieur fixe clairement ces limites. Dans le cas où une personne mise en examen est détenue, les enjeux sont plus élevés car le risque posé à la liberté d'une personne toujours présumée innocente est en jeu. Par conséquent, une analyse des démarches entreprises par les autorités d'instruction et des conséquences sur la situation de la personne mise en examen est continuellement nécessaire. » (par. 45)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 16 C20/5/18 11 mai 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Le caractère raisonnable de la durée de la détention et la diligence des co-juges d'instruction dans la conduite de l'instruction sont des facteurs qui doivent être pris en compte lorsque le pouvoir d'appréciation de prolonger la détention provisoire est exercé. » (par. 61)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut que les co-juges d'instruction ont correctement exercé leur appréciation en ordonnant l'extension de la détention provisoire étant donné que la durée de cette détention est raisonnable compte-tenu des crimes qui font l'objet de l'instruction et des démarches qu'ils ont entreprises. » (par. 67)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 32 C22/9/14 30 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par M. IENG Sary contre l'Ordonnance portant Prolongation de sa Détention Provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [Les co-juges d'instruction] ont conclu que, faute de circonstances nouvelles, la mise en détention restait une mesure nécessaire afin de garantir le maintien de la personne mise en examen à la disposition de la justice, protéger sa sécurité et préserver l'ordre public. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre estime qu'en appliquant ce critère, les co-juges d'instruction ont dûment agi. » (par. 34)</p> <p>« [Il] ne saurait [être considéré] comme une circonstance nouvelle en la présente espèce le fait que d'aucuns s'attendent à la condamnation de Duch, dans la mesure où une telle condamnation n'a pas encore été prononcée. » (par. 49)</p> <p>« [L]e caractère raisonnable de la durée de la détention et la diligence dont les co-juges d'instruction ont fait preuve dans la conduite de l'instruction sont des facteurs à prendre en compte dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire de prolonger le maintien en détention. » (par. 59)</p> <p>« [L]a gravité et la nature des crimes reprochés à la personne mise en examen nécessitent des actes d'instruction considérables, lesquels ont bel et bien été accomplis, et [au] vu de la portée et de l'avancement de l'instruction, les co-juges d'instruction ont exercé à bon escient leur pouvoir en matière de prolongation de la détention. » (par. 61)</p>

b. Durée de la Détention Provisoire

1.	<p>001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007</p> <p><i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAIING Guek Eav, alias « DUCH »</i></p>	<p>« La remise en liberté du seul fait de la durée de la détention antérieure ne peut être considérée que s'il est clair que la période de détention excédera la peine d'emprisonnement susceptible d'être prononcée. » (par. 25)</p> <p>« [I]l est demandé [qu'une] réparation financière soit attribuée [...] en réparation, d'une part, des plus de huit années passées en détention provisoire et, d'autre part, du préjudice subi par lui du fait de la violation de son droit d'être jugé dans un délai raisonnable [...]. » (par. 62)</p> <p>« [I]l ne serait pas approprié pour la Chambre préliminaire de se prononcer [...] alors qu'un autre organe judiciaire pourra très bien se trouver saisi de l'affaire pour en faire le procès [...]. » (par. 63)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 16 C20/5/18 11 mai 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que la règle 63 7) dispose, au sujet de la durée autorisée pour une détention provisoire qu' "[u]ne prolongation ne peut être ordonnée plus de deux fois", et que la règle 21 4) dispose, au sujet de la diligence raisonnable, qu'"il doit être statué sur l'accusation portée devant les CETC dans un délai raisonnable". L'"accusation portée devant les CETC" inclut l'instruction. Bien que la limite fixée pour la progression de l'instruction soit que le temps passé doit être "raisonnable", la limite de temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est établie de manière spécifique. » (par. 55)</p> <p>« Les tribunaux internationaux ont considéré que le droit d'être jugé dans un délai raisonnable nécessite que les autorités judiciaires fassent en sorte que la durée de la détention provisoire soit raisonnable en tenant compte des circonstances de chaque dossier. » (par. 57)</p> <p>« Le caractère raisonnable de la durée de la détention et la diligence des co-juges d'instruction dans la conduite de l'instruction sont des facteurs qui doivent être pris en compte lorsque le pouvoir d'appréciation de prolonger la détention provisoire est exercé. » (par. 61)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>« [L]e lien qui existe entre la durée de la mise en détention d'un défendeur et la diligence avec laquelle les investigations sont menées constitue un facteur à prendre en compte pour décider s'il y a lieu de maintenir l'intéressé en détention ou de le remettre en liberté. » (par. 68)</p> <p>« [L]es critères ci-dessous pour établir le caractère raisonnable de la durée de la détention provisoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> "1) la durée effective de la détention ; 2) la durée de la détention par rapport à la nature du crime ; 3) les conséquences matérielles et psychologiques de la détention sur le détenu ; 4) la complexité de l'affaire et la difficulté des enquêtes ; 5) la conduite de l'ensemble de la procédure". » (par. 69) <p>« S'agissant du critère de la conduite de la procédure par les autorités pertinentes, [...] la durée de la détention était proportionnelle aux circonstances de l'espèce lorsqu'il s'avère que "les organes du tribunal concerné ont agi avec diligence et qu'à aucun moment la procédure n'a stagné (traduction non-officielle" ou si "les enquêtes portant sur les crimes ont été et continuent d'être conduites de façon raisonnable (traduction non-officielle)". » (par. 70)</p> <p>« [L]es co-juges d'instruction étaient fondés à conclure que la durée passée en détention provisoire par la personne mise en examen est raisonnable au regard des crimes faisant l'objet de l'instruction et des actes qu'ils ont accomplis à cette fin. » (par. 75)</p>

c. Détention Provisoire après une Ordonnance de Renvoi

1.	<p>002 IENG Thirith, NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/13 et D427/3/13 21 janvier 2011</p> <p><i>Décision sur les Appels de IENG Thirith et NUON Chea contre l'Ordonnance de Clôture : Motifs de la Prolongation de la Détention provisoire</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Conformément à la Règle 68 2), lorsqu'un appel est formé contre l'ordonnance de renvoi, peu importe la nature de cet appel, "la décision des co-juges d'instruction de maintenir l'accusé en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire continue de produire effet jusqu'à ce que la Chambre préliminaire se prononce sur l'appel". » (par. 4)</p> <p>« [L]a confirmation de l'ordonnance de renvoi par la Chambre préliminaire [...] renforce les raisons plausibles de croire que les Accusés ont commis les crimes reprochés dans l'ordonnance de renvoi. Elle renforce également la nécessité de maintenir NUON Chea en détention provisoire pour garantir sa présence au procès, protéger sa sécurité, préserver l'ordre public et éviter le risque que l'Accusé exerce une pression sur les témoins ou les victimes ou détruise des preuves s'il est libéré [...]. La Chambre préliminaire considère que les motifs donnés par les co-juges d'instruction pour ordonner le maintien des Accusés en détention provisoire, qu'elle adopte, justifient qu'elle ordonne que la détention provisoire des Accusés conformément à la Règle 68(3) du Règlement intérieur se poursuive jusqu'à ce qu'ils soient amenés devant la Chambre de première instance. » (par. 5)</p>
----	--	---

iv. Appels contre une Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire

2.	<p>002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [Les règles 73, 74 3) et 63 7)] prévoient que la Chambre préliminaire a compétence sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention provisoire. » (par. 13)</p> <p>« La Chambre préliminaire va examiner s'il existe toujours des raisons plausibles de penser que la personne mise en examen a commis les crimes allégués dans le Réquisitoire introductif, bien que la personne mise en examen ne le conteste pas. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire va également examiner les questions soulevées dans l'Appel et finalement [...] la question de savoir si les co-juges d'instruction ont exercé leur appréciation de manière raisonnable. » (par. 15)</p> <p>« [L]a prolongation de la détention provisoire peut être ordonnée seulement s'il est établi que les conditions de la règle 63 a) sont toujours remplies malgré le passage du temps et compte-tenu des résultats de l'instruction. » (par. 22)</p> <p>« [L]e critère utilisé pour prolonger la détention est la satisfaction d'un observateur objectif que la personne mise en examen puisse avoir été responsable de ou a commis les crimes allégués dans le Réquisitoire introductif. » (par. 24)</p> <p>« [L]e lien entre la durée de la détention d'un défendeur et la diligence dans la conduite de l'instruction est un facteur pertinent lorsque l'on examine la prolongation de la détention ou la remise en liberté. » (par. 44)</p> <p>« Bien que la limite fixée pour l'avancement de l'instruction soit que le temps passé est "raisonnable", la limite établie pour le temps qu'une personne mise en examen peut passer en détention provisoire est très précise. Le Règlement intérieur fixe clairement ces limites. Dans le cas où une personne mise en examen est détenue, les enjeux sont plus élevés car le risque posé à la liberté d'une personne toujours présumée innocente est en jeu. Par conséquent, une analyse des démarches entreprises par les autorités d'instruction et des conséquences sur la situation de la personne mise en examen est continuellement nécessaire. » (par. 45)</p>
3.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009</p> <p>[Version Publique Expurgée]</p>	<p>« La Chambre préliminaire va examiner l'Ordonnance de prolongation en prenant en compte les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) La régularité de la procédure ayant conduit au prononcé de l'Ordonnance de prolongation ; ii) La question de savoir si, en application de la règle 63 3) a) du Règlement intérieur, les éléments de preuve étaient, au moment où l'ordonnance a été prononcée, et sont encore, à ce jour, suffisants pour conclure qu'il existait, et qu'il existe toujours, des

	<p><i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i></p>	<p>raisons plausibles de croire que la personne mise en examen a commis les crimes qui lui sont reprochés ;</p> <p>iii) La question de savoir si, à la lumière des arguments soulevés par les co-avocats, la détention provisoire reste une mesure nécessaire au regard des critères énoncés à la règle 63 3) b), et</p> <p>iv) Le pouvoir discrétionnaire exercé par les co-juges d'instruction dans le cadre de l'application de la règle 63 3). » (par. 97)</p> <p>« [L]a règle 21 2) du Règlement intérieur dispose que "[l]es mesures de contraintes dont [une] personne [mise en examen] peut faire l'objet, sont prises sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire des CETC compétente". [L]a condition visée à la règle 63 3) a) du Règlement intérieur doit être toujours remplie après avoir pris en compte l'écoulement du temps et les progrès réalisés dans l'instruction. Lorsqu'elle est saisie d'un appel interjeté contre la prolongation de la détention provisoire, la Chambre préliminaire doit vérifier si, à la lumière de la suite de l'instruction, les co-juges d'instruction étaient fondés à conclure qu'il continuait d'exister des raisons plausibles de croire que le mis en examen a commis les crimes pour lesquels il fait l'objet d'une instruction. Elle doit également vérifier que ces raisons existent toujours aujourd'hui. À cette fin, la Chambre préliminaire examine le dossier en l'état jusqu'à la date de l'audience, laquelle a constitué la dernière opportunité, pour les parties, de présenter leurs observations sur les éléments de preuve versés au dossier. La Chambre préliminaire estime cet examen nécessaire parce que les co-juges d'instruction, qui, tout au long de leurs travaux, ont le devoir de réunir les éléments de preuve à charge et à décharge, ajoutent régulièrement ces types d'éléments au dossier. » (par. 111)</p>
--	--	--

v. Divers

1.	<p>002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011</p> <p><i>Décision Relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [I]l n'est pas manifeste que les ordonnances de placement en détention des appelants soient des ordonnances <i>reconnaissant</i> que les CETC peuvent connaître des crimes reprochés à ceux-ci. L'objet premier d'une ordonnance de placement en détention provisoire est d'"[é]noncer[r] les motifs de droit et de fait de la mise en détention". En rendant les ordonnances de placement en détention provisoire concernées, les co-juges d'instruction ont ainsi consigné les crimes et allégations de fait soumises par les co-procureurs dans leur Réquisitoire introductif, ont dit qu'il y avait des raisons plausibles de croire que les appelants avaient commis les crimes qui leur étaient reprochés et ont conclu, pour diverses raisons, que la détention des intéressés serait nécessaire durant l'instruction du dossier. S'il peut se concevoir que les magistrats instructeurs aient, ce faisant, reconnu implicitement la compétence matérielle des CETC vis-à-vis des crimes allégués et des crimes visés par les moyens d'incompétence des présents Appels, cet argument n'est pas convaincant et ne saurait en aucun cas être déterminant. » (par. 78)</p> <p>« [Q]uand bien même elle aurait été convaincue que la compétence <i>ratione materiae</i> des CETC se trouvait reconnue, au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, dans les ordonnances de placement en détention provisoire, la Chambre rappelle qu'elle peut d'office "[a]dmettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estim[e] adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'espèce, la Chambre considère que, pour les raisons exposées ci-après, il serait dans l'intérêt de la justice d'autoriser les appelants à attaquer l'Ordonnance contestée sur le terrain de la compétence [...]. » (par. 80)</p> <p>« En résumé, le Règlement intérieur n'a prévu ni les effets d'une ordonnance de placement en détention provisoire ni les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime donc qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels les appelants soulèvent des contestations de compétence à l'encontre de l'Ordonnance contestée soient examinés à ce stade de la procédure. Le parti contraire, qui consisterait à invoquer la prescription pour rejeter des appels autorisés par le Règlement intérieur, pris en son sens ordinaire, et à retenir une interprétation discutable du Règlement excluant cette voie de recours pour de simples motifs de procédure, pourrait résulter en une iniquité fondamentale pour les appelants. » (par. 83)</p>
----	--	---

4. Conditions de Détention

i. Général

1.	<p>002 NUON Chea PTC 09 C33/I/7 26 septembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea concernant les Conditions de Détention Provisoire</i></p>	<p>« [Dans sa décision A104/II/7,] la Chambre préliminaire a estimé que les contacts entre les détenus au Centre de détention des CETC ne peuvent être soumis à des restrictions par les co-juges d'instruction que si ces dernières constituent des "mesures nécessaires et proportionnelles pour garantir la bonne marche de l'instruction". La Chambre préliminaire a déclaré en outre que "les restrictions imposées aux contacts entre détenus doivent faire l'objet d'une décision motivée" et que "les intérêts que l'on cherche à protéger doivent ressortir clairement des motifs invoqués, et les restrictions imposées doivent correspondre au but visé". » (par. 12)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire a également jugé que dans la mesure où les crimes allégués ont été commis il y a 30 ans [...] "[on] ne perçoit pas bien en quoi le fait de limiter les contacts entre ces deux personnes répond à l'intérêt de l'instruction". » (par. 13)</p> <p>« [La jurisprudence de la Chambre préliminaire] est conforme à la position adoptée par la Cour pénale internationale dans l'affaire <i>Le Procureur c/ Katanga et Chui</i> [...] dans laquelle un juge unique de la Chambre préliminaire a jugé que toutes mesures "visant à restreindre les communications et les contacts" entre deux co-accusés "constituent une restriction importante des droits reconnus aux accusés dans le cadre du régime de détention instauré par le Règlement [...] et ne peuvent donc être imposées que si les conditions de nécessité et de proportionnalité sont remplies". » (par. 14)</p> <p>« [L]a Commission européenne des droits de l'homme a jugé que "c'est assurément une mesure grave que de couper un détenu de tout ou pratiquement tout contact avec la collectivité carcérale normale pendant une longue période". » (par. 15)</p> <p>« Compte tenu de la jurisprudence de la Cour pénale internationale, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Commission européenne des droits de l'homme, la Chambre préliminaire estime que la limitation des contacts entre détenus ne peut être ordonnée pour empêcher que des pressions soient exercées sur des témoins ou des victimes que lorsque, selon les éléments de preuve disponibles, on peut raisonnablement invoquer qu'existe un risque concret que la personne mise en examen se concerta avec d'autres personnes mises en examen pour exercer de telles pressions lors de la détention. Avec le temps, le seuil requis augmente à mesure que l'instruction progresse et le risque de pression sur les témoins et victimes diminue inévitablement. » (par. 21)</p> <p>« Le simple fait que la détention provisoire a été considérée comme une mesure nécessaire pour empêcher la personne mise en examen d'exercer des pressions sur des témoins ou des victimes n'aboutit pas à la conclusion que les personnes mises en examen pourraient se concerter, lors de leur détention, pour exercer pareilles pressions. Ce qui justifie la détention aux fins d'empêcher une personne mise en examen d'exercer des pressions sur des témoins ou des victimes est le fait que si cette dernière n'était pas détenue, elle se trouverait à proximité de témoins et de victimes ou des personnes avec lesquelles elle pourrait s'organiser directement pour exercer ces pressions. » (par. 22)</p> <p>« [L]e Centre de détention des CETC relève de la compétence du Gouvernement royal du Cambodge et qu'il est régi par le droit cambodgien [...]. Conformément au droit cambodgien, le chef du Centre de détention des CETC est chargé de la bonne marche et de la gestion quotidienne du Centre, y compris de la sécurité. [...] Le fait que [les règles concernant les conditions de détention au Centre de détention] n'ont pas été encore adoptées et approuvées officiellement par la Direction pénitentiaire ne retire rien aux pouvoirs conférés au chef du Centre de détention par les dispositions d'application dans le système carcéral cambodgien. » (par. 26)</p> <p>« [L]es détenus ne sont pas, en règle générale, détenus séparément dans les prisons cambodgiennes [...] Dans certaines circonstances, le chef du centre de détention est habilité à séparer un détenu de tous les autres détenus ou de certains d'entre eux aux fins de préserver l'ordre dans la prison et la sécurité des détenus [...]. » (par. 27)</p> <p>« [L]a Règle 55 du Règlement intérieur donne pouvoir aux co-juges d'instruction de limiter les contacts entre les détenus dans l'intérêt de l'instruction. En l'absence de toute autre disposition légale leur donnant compétence sur le centre de détention des CETC, les co-juges d'instruction n'ont aucun</p>
----	--	---

		pouvoir de fixer les conditions de détention au centre de détention des CETC, lequel doit demeurer sous l'autorité du Chef de détention. » (par. 28)
--	--	--

ii. Appels concernant les Conditions de Détention

1.	002 NUON Chea PTC 09 C33/I/7 26 septembre 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea concernant les Conditions de Détention Provisoire</i>	<p>« Aux termes de [sa décision A104/II/4] la Chambre préliminaire a jugé précédemment [...] ["que] l'assertion faite par les co-avocats peut être vue comme une plainte contre une mesure de coercition [...] qui, dans ses effets, est susceptible de ne pas respecter pleinement le principe de la dignité humaine de la personne mise en examen. S'agissant d'une question concernant le droit au respect de la dignité de la personne humaine et eu égard à sa mission telle que l'énonce la Règle 21 1) du Règlement intérieur, [...] cet appel entre dans le cadre de la Règle 74 3) f) du Règlement intérieur". » (par. 9)</p> <p>« Le présent appel est formé à l'encontre de ce qui, dans ses effets, équivaut à une ordonnance de séparation délivrée par les co-juges d'instruction. [...] La Chambre préliminaire estime, pour les raisons exprimées dans sa précédente décision, que l'appel relève de la Règle 74 3) f) du Règlement intérieur. » (par. 10)</p>
----	--	--

5. Libération sous Caution et Libération

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	<p>« La remise en liberté du seul fait de la durée de la détention antérieure ne peut être considérée que s'il est clair que la période de détention excédera la peine d'emprisonnement susceptible d'être prononcée. » (par. 25)</p> <p>« [L]es exigences de l'article 63(3)(a) ainsi que toutes les cinq conditions énumérées à la Règle 63(3)(b) étaient remplies, bien qu'une seule d'entre elles aurait suffi à justifier la détention provisoire [...] Dans ces circonstances, [...] la personne mise en examen ne peut pas être libérée sous contrôle judiciaire, étant donné qu'aucune des formes de contrôle proposées par la personne mise en examen ne saurait contrebalancer la nécessité de la maintenir en détention provisoire. » (par. 59)</p> <p>« [M]ême si la personne mise en examen était assignée à résidence, il y aurait encore de très grands dangers pour sa sécurité. [...] À elle seule, cette raison est suffisante pour [rejeter] la requête de libération sous contrôle judiciaire soumise par la personne mise en examen. » (par. 60)</p>
2.	002 KHIEU Samphân PTC 14 et 15 C26/5/26 3 juillet 2009 [Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire</i>	<p>« [L]a règle 64 1) du Règlement intérieur, lue conjointement avec la règle 64 2), exige qu'une personne mise en examen soit remise en liberté "si les conditions de détention provisoire énoncées à la règle 63 ne sont plus réunies". Dans le contexte d'un appel interjeté contre une ordonnance de refus de mise en liberté, dans le cadre duquel la défense cherche à mettre un terme à une ordonnance valable de placement en détention provisoire, en principe [...] c'est à la défense qu'il incombe de démontrer que les conditions énoncées à la règle 63 3) ne sont plus réunies. » (par. 21)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire examinera l'Ordonnance de refus de mise en liberté en appréciant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. La régularité de la procédure avant le délivré de l'Ordonnance de refus de mise en liberté ; ii. La question de savoir si, à la lumière des arguments présentés par les co-avocats, les conditions prescrites à la règle 63 3) a) et b) ne sont plus réunies ; iii. L'exercice du pouvoir discrétionnaire des co-juges d'instruction pour rejeter la demande de remise en liberté ; et iv. La demande de remise en liberté sous contrôle judiciaire » (par. 22) <p>« [L]es co-avocats n'ont fait état d'aucun changement survenu dans les circonstances à la lumière desquelles il convient d'apprécier si la condition prescrite à la règle 63 3) a) du Règlement intérieur est remplie. [...] [L]es co-juges d'instruction n'étaient pas tenus de motiver davantage leur conclusion et pouvaient se contenter d'énoncer qu'il existe toujours des raisons plausibles de croire que la personne mise en examen a commis les crimes pour lesquels elle fait l'objet d'une mise en examen. » (par. 36)</p>

	<p>« La Chambre préliminaire va à présent examiner la conclusion formulée par les co-juges d’instruction après leur appréciation de chacune de ces quatre conditions afin de déterminer si elles sont toujours remplies. La troisième condition prescrite à la règle 63 3) b) iii) du Règlement intérieur, à savoir garantir la présence de la personne mise en examen à son procès, ne sera pas prise en considération puisqu’elle n’était pas évoquée dans l’Ordonnance de refus de mise en liberté des co-juges d’instruction et que les parties n’ont présenté aucun argument à cet égard. » (par. 39)</p> <p>« [II] convenait de prendre en considération les critères ci-dessous pour établir le caractère raisonnable de la durée de la détention provisoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> "1) la durée effective de la détention ; 2) la durée de la détention par rapport à la nature du crime ; 3) les conséquences matérielles et psychologiques de la détention sur le détenu ; 4) la complexité de l’affaire et la difficulté des enquêtes ; 5) la conduite de l’ensemble de la procédure". » (par. 69) <p>« [L]es textes fondateurs des Chambres extraordinaires, à savoir le Règlement intérieur et le droit cambodgien, sont muets sur la question de savoir si une personne mise en examen peut être mise en liberté provisoire pour des raisons de santé. Dans son examen de cette question, la Chambre préliminaire s’inspirera donc des règles de procédure établies au niveau international, comme le prévoit l’article 12 de l’Accord. » (par. 79)</p> <p>« À la lumière de la jurisprudence des tribunaux internationaux et de la règle 51 6) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire considère que ce n’est que lorsqu’il existe une preuve que son état de santé est "incompatible avec la détention" qu’une personne mise en examen peut être mise en liberté provisoire pour motifs humanitaires. » (par. 82)</p> <p>« [L]’état de la personne mise en examen est soit incompatible, soit compatible avec la détention. Ce n’est que dans le premier cas que la mise en liberté pour motifs humanitaires serait justifiée. » (par. 83)</p> <p>« Vu qu’elle a déjà conclu que deux des motifs sur lesquels s’étaient fondés les co-juges d’instruction pour ordonner la détention provisoire ne sont plus présents, la Chambre préliminaire n’examinera pas le raisonnement des co-juges d’instruction concernant la demande de remise en liberté sous contrôle judiciaire et va examiner la requête <i>de novo</i>. » (par. 89)</p> <p>« [S]elon l’article 35 <i>nouveau</i> de la Loi relative aux CETC et la règle 21 1) d) du Règlement intérieur, toute personne poursuivie doit être présumée innocente tant que sa culpabilité n’a pas été établie. Cette disposition reprend la norme internationale consacrée à l’article 14 2) du [PIDCP]. En outre, ce Pacte, en son article 9 3), dispose que "la détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être la règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l’intéressé à l’audience". » (par. 90)</p> <p>« La règle 65 du Règlement intérieur sera lue à la lumière de ces principes, qui exigent que toute décision de refus de mise en liberté d’une personne mise en examen soit prise après avoir apprécié si les exigences de l’intérêt public, telles que définies à la règle 63 3) b), nonobstant la présomption d’innocence, l’emportent sur la nécessité de veiller au respect du droit à la liberté de cette personne. Il faut prendre en compte le principe de proportionnalité pour trouver un juste équilibre entre ces intérêts antagoniques. Il est généralement reconnu qu’"une mesure en droit international public n’est proportionnée que si elle est 1) appropriée, 2) nécessaire, et 3) si son degré et sa portée restent raisonnables par rapport à l’objectif envisagé. Des mesures procédurales ne devraient jamais être arbitraires ou excessives. Si une mesure plus douce suffit, elle doit être appliquée". » (par. 91)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que la détention provisoire reste une mesure non seulement appropriée mais aussi nécessaire pour garantir la sécurité de la personne mise en examen et pour préserver l’ordre public. Les raisons ayant conduit la Chambre préliminaire à constater que les conditions visées à la règle 63 3) b) iv) et v) du Règlement intérieur sont toujours remplies montrent qu’il existe des risques élevés pour la sécurité de la personne mise en examen et l’ordre public. Aucune autre mesure que la détention provisoire ne suffirait à prévenir ces risques. Comme l’indique le raisonnement ci-dessus, la durée de la détention provisoire reste raisonnable au vu des crimes instruits et des actes accomplis par les co-juges d’instruction. » (par. 92)</p>
--	---

<p>3.</p>	<p>002 IENG Sary PTC 03 C22/I/74 17 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Même si la personne mise en examen était hospitalisée ou assignée à résidence, il y aurait des risques élevés pour sa sécurité personnelle. » (par. 122)</p> <p>« Il n'y a pas de preuve d'un besoin immédiat d'une hospitalisation de longue durée et le Centre de détention est adéquatement équipé pour fournir l'assistance médicale requise. » (par. 123)</p>
-----------	--	---

VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles

A. Définition du terme « Victime »

<p>1.</p>	<p>003 Parties Civiles PTC 07 D11/4/4/2 14 février 2013</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Timothy Scott DEEDS</i></p>	<p>« S'agissant des définitions des notions de "victime" et de préjudice "résultant directement", [...] les interprétations erronées des co-juges d'instruction vont à l'encontre du sens et de la définition de ces termes consacrés aussi bien en droit interne qu'en droit international. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 15)</p> <p>« Premièrement, nous attirons l'attention sur le fait que l'adjectif "directe" se rapporte au participe présent « résultant » et non à la victime. En fait [...] la définition du terme "victime" figurant dans le Glossaire joint au Règlement intérieur prévoit, sans plus, qu'une victime est "une personne physique ou une personne morale qui a subi un préjudice causé par un crime relevant de la compétence des CETC". Cette définition s'accorde avec les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire qui réunissent sous le terme, unique, "victime" aussi bien les victimes "directes" que les victimes "indirectes". De même, la Chambre d'appel et la Chambre de première instance dans l'affaire <i>Lubanga</i> et le juge de la mise en état du Tribunal spécial pour le Liban ont-ils mis l'accent sur la causalité plutôt que sur la classification de la victime en tant que victime "indirecte" ou "directe". Le système français, dont s'inspire le système cambodgien, permet aussi aux victimes "indirectes" de se constituer partie civile. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 16)</p> <p>« De surcroît, nous notons que l'interprétation retenue par les co-juges d'instruction de l'expression "résult[e] directement" a pour effet d'exclure toute victime indirecte dont le préjudice résulte d'un lien de causalité comprenant des "intermédiaires". Or, une personne peut être <i>accusée, mise en examen, déclarée coupable et condamnée</i> pour le préjudice causé à des tiers ou des victimes "indirectes". En effet, la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a jugé que lors de la détermination de la peine, il pouvait être tenu compte du préjudice causé à des tiers, même en l'absence de lien de parenté, car l'on pouvait supposer que "l'accusé savait que sa victime ne vivait pas coupée de tout, mais qu'elle était liée à des individus". Partant, nous estimons que la réparation et la qualité de partie civile devraient <i>au minimum</i> être accessibles à ceux dont le préjudice est susceptible de servir de fondement à la condamnation de l'accusé ou à la détermination de la peine. En décider autrement conduit à un résultat absurde qui porte atteinte aux buts de l'action civile tels qu'ils résultent du Règlement intérieur, de la Loi et de l'Accord relatifs aux CETC et du droit international. Même à supposer, pour les besoins de la discussion, que l'interprétation donnée par les co-juges d'instruction à l'expression "résult[e] directement" concorde en fait avec le libellé clair du Règlement intérieur et de la Directive pratique, pareil libellé ne saurait pour autant être interprété de sorte à conduire à un résultat absurde. Nous observons, par ailleurs, que, pour des raisons de justice et d'équité, la question de savoir dans quelle mesure les victimes "indirectes" devraient pouvoir se constituer partie civile et quelles présomptions de l'existence d'un préjudice peuvent être retenues dépend des circonstances propres à chaque cas particulier. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par 17)</p> <p>« Enfin, nous estimons que l'exigence d'un lien de causalité direct garantit qu'une personne ne soit pas accusée, mise en examen, jugée, déclarée coupable, condamnée, ou tenue responsable civilement en raison d'agissements qui ne peuvent lui être attribués. En effet, la présence d'autres facteurs intermédiaires, qui sont étrangers au crime lui-même mais qui sont liés au préjudice par un lien de causalité, peuvent faire obstacle à la conclusion voulant que, sur la base de l'hypothèse la plus probable, le préjudice "résult[e] directement" du crime allégué. L'exigence voulant que le préjudice "résult[e]directement" d'un crime allégué exclut donc seulement ces <i>victimes</i> qui ne sont pas en mesure de démontrer, sur la base de l'hypothèse la plus probable, que leur préjudice <i>résulte</i> directement, et ce par un lien de causalité direct, <i>du crime</i> allégué à l'encontre de la personne mise en examen. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 18)</p> <p>« Les termes "résultant directement" ne sauraient être interprétés de façon à exclure ceux qui demandent à se constituer parties civiles et qui ne sont pas des victimes "directes" ou "immédiates". La mesure dans laquelle les victimes "indirectes" et les "tierces" victimes peuvent se voir reconnaître la qualité de partie civile appelle toutefois un examen au cas par cas, compte tenu de la portée et de la nature des crimes allégués. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 19)</p>
-----------	--	--

B. Parties Civiles

1. Objectif de l'Action Civile

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« La règle 23 3) du Règlement intérieur impose aux co-juges d'instruction de rendre une décision. En cas de décision positive de leur part, la partie civile concernée se voit reconnaître un certain nombre de droits en application du Règlement intérieur, notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Elle devient partie à la procédure pénale ; règle 23 3) a) ; ii) Elle peut bénéficier de mesures de protection ; règle 23 3) b) ; iii) Elle peut être représentée par un avocat ; règle 23 4) ; iv) Elle peut être entendue en présence de son avocat ; règle 23 3) a) ; v) Elle peut demander des actes d'instruction ; règle 55 10) ; vi) Elle peut interjeter appel ; règle 74 4) ; vii) Elle peut, en règle générale, participer aux appels en qualité de partie ; viii) Elle peut agir en soutien à l'Accusation ; règle 23 1) a), et ix) Elle peut demander des réparations collectives et morales ; règle 23 1) b). <p>L'octroi de tels droits de participation est une question qui revêt la plus haute importance au vu des conséquences que peut avoir une telle participation au stade de l'instruction et du rôle que peut jouer la partie civile en agissant en soutien à l'Accusation, comme le prévoit la règle 23 1) a) du Règlement intérieur. Compte tenu des conséquences, en termes d'égalité des armes, qu'un tel soutien pourrait avoir et de la possibilité de solliciter des actes d'instruction, qui découlent de l'exercice de l'action civile, toute décision admettant une personne en tant que partie civile à la procédure ne saurait être prise à la légère. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 7)</p>
----	---	--

2. Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile

i. Procédure

1.	<p>003 Parties Civiles PTC 01 D11/1/4/2 28 février 2012</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par SENG Chan Theory</i></p>	<p>« En application du Règlement intérieur, l'avis de fin d'instruction marque l'ouverture d'un délai de 15 jours durant lequel les victimes peuvent déposer une demande de constitution de partie civile. [...] il est essentiel de communiquer en temps utile suffisamment d'informations sur la portée de l'instruction pour permettre aux victimes d'exercer les droits qui leur sont reconnus à la règle 23 bis du Règlement intérieur, et ce d'autant plus que les victimes souhaitant se constituer partie civile doivent démontrer, entre autres choses, l'existence d'un lien entre le préjudice subi et au moins l'un des crimes reprochés à une personne mise en examen. Or apporter une telle preuve est impossible lorsqu'on ne dispose d'absolument aucune information. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 8)</p> <p>« Nous considérons qu'il incombe aux co-juges d'instruction de se prononcer sur le fond des demandes de constitution de partie civile dont ils sont saisis. Eux-mêmes semblent être de cet avis puisqu'ils ont examiné la demande de l'Appelante et se sont prononcés sur le fond de celle-ci. Par conséquent, lorsque les informations requises pour procéder à l'examen au fond d'une demande de constitution de partie civile dans le cadre d'un dossier ouvert devant les CETC ne sont pas encore disponibles, les co-juges d'instruction ou la Chambre préliminaire devraient réserver leur décision en attendant que ces informations leur parviennent au fur et à mesure de l'instruction, comme le prescrit le Règlement intérieur. Agir autrement entraînerait un rejet prématuré des demandes de constitution de partie civile et réduirait à néant l'ensemble du régime prévu par le Règlement intérieur pour apprécier la recevabilité des demandes formées par les victimes. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 11)</p>
2.	<p>003 Parties Civiles PTC 07 D11/4/4/2 14 février 2013</p>	<p>« [L'exigence d'un lien de causalité direct garantit qu'une personne ne soit pas accusée, mise en examen, jugée, déclarée coupable, condamnée, ou tenue responsable civilement en raison d'agissements qui ne peuvent lui être attribués. En effet, la présence d'autres facteurs intermédiaires, qui sont étrangers au crime lui-même mais qui sont liés au préjudice par un lien de causalité, peuvent</p>

Témoins, Victimes et Parties Civiles - Parties Civiles

	<p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Timothy Scott DEEDS</i></p>	<p>faire obstacle à la conclusion voulant que, sur la base de l'hypothèse la plus probable, le préjudice "résult[e] directement" du crime allégué. L'exigence voulant que le préjudice "résult[e]directement" d'un crime allégué exclut donc seulement ces <i>victimes</i> qui ne sont pas en mesure de démontrer, sur la base de l'hypothèse la plus probable, que leur préjudice <i>résulte</i> directement, et ce par un lien de causalité direct, <i>du crime</i> allégué à l'encontre de la personne mise en examen. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 18)</p> <p>« Les termes "résultant directement" ne sauraient être interprétés de façon à exclure ceux qui demandent à se constituer parties civiles et qui ne sont pas des victimes "directes" ou "immédiates". La mesure dans laquelle les victimes "indirectes" et les "tierces" victimes peuvent se voir reconnaître la qualité de partie civile appelle toutefois un examen au cas par cas, compte tenu de la portée et de la nature des crimes allégués. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 19)</p>
--	---	---

ii. Conditions

a. Général

1.	<p>004/2 Parties Civiles PTC 58 D362/6 30 juin 2020</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Comme la Chambre préliminaire l'a déjà fait observer, les éléments qui constituent en droit la règle 23 bis 1) du Règlement intérieur sont notamment a) l'existence d'un lien de causalité entre les crimes et le préjudice, b) le préjudice et c) la preuve d'identité. La règle 23 bis 1) prescrit également le niveau de preuve requis à l'aune duquel ces éléments doivent être établis. » (Par. 33)</p> <p>« S'agissant du niveau de preuve à l'aune duquel les éléments ci-dessus doivent être établis, la Chambre préliminaire doit, au regard de la règle 23 bis 1) du Règlement intérieur, lorsqu'elle examine les documents présentés dans le cadre d'une demande de constitution de partie civile, "être convaincu[e] que les faits allégués au soutien de la demande sont établis sur la base de l'hypothèse la plus probable". » (par. 38)</p>
2.	<p>003 Parties Civiles PTC 36 D269/4 10 juin 2021</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« À titre préliminaire, la Chambre considère que les textes suivants font partie du cadre applicable pour interpréter les critères de recevabilité des demandes de constitution de partie civile : i) l'Accord relatif aux CETC ; ii) la Loi relative aux CETC ; iii) les règles 21, 23, 23 bis, 23 ter, 23 quater, 23 quinquies et 114 du Règlement intérieur ; iv) la Directive pratique sur la participation des victimes. Il peut également être utile de se référer aux principes généraux du droit international relatifs aux victimes. » (par. 37)</p> <p>« Les juges internationaux rappellent en outre que la règle 23 bis 1) du Règlement intérieur "n'a pas pour objet ou pour but de restreindre les notions de victime et d'action civile devant les CETC". Cette interprétation est conforme aux principes fondamentaux applicables aux procédures engagées devant les CETC, tels qu'ils sont consacrés à la règle 21 1) dudit Règlement et dont l'objet consiste à protéger les intérêts des parties ; il s'ensuit qu'il incombe à la Chambre préliminaire de protéger tant les intérêts de l'accusé que ceux des victimes. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 75)</p>

b. Condition d'un « Lien de Causalité »

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre</i></p>	<p>« La règle 23 bis 1) b) est explicite : elle ne requiert pas un lien de causalité entre le préjudice et les faits sous enquête, mais entre le préjudice et un <i>des crimes allégués</i>. Le crime étant la qualification des faits sous enquête, le terme "crimes" ne saurait être confondu avec le terme « faits » [...] C'est la qualification des faits sous enquête, et non ces faits eux-mêmes, qui aurait dû être prise en compte par les co-juges d'instruction lorsqu'ils ont examiné les demandes de constitution de partie civile au regard de la règle 23 bis 1) b). » (par. 42)</p> <p>« [O]ù il est question des politiques du PCK mises en œuvre dans <i>tout</i> le Cambodge par suite de la participation alléguée des accusés dans une entreprise criminelle commune (ou de leur implication collective par d'autres modes de participation), les personnes qui demandent à se constituer partie civile ne doivent pas nécessairement rattacher le préjudice qu'elles auraient subi à un seul crime, ni</p>
----	--	--

	<p><i>les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>même aux seuls sites relevés dans la partie de l'Ordonnance de clôture [...] dès lors qu'il est allégué que les crimes et les politiques sous-jacentes des Khmer rouges qui sont à la base des mises en accusation visaient tout le Cambodge. [...] Par conséquent, le préjudice causé à des communautés ou à des groupes spécifiques doit également être considéré comme relevant des actes concertés des accusés commis dans le but de mettre en œuvre les politiques du PCK dans tout le Cambodge. Le préjudice causé à des victimes individuelles par les accusés agissant de concert relève du dommage collectif et non mesurable causé aux groupes et aux communautés qui étaient visés et dont les victimes pouvaient relever. La nature de la responsabilité des accusés au regard de laquelle le préjudice doit être établi prend une dimension collective. » (par. 72)</p> <p>« La règle 23 bis 1) b) du Règlement intérieur dispose que le préjudice doit résulter directement « des crimes allégués à l'encontre de la "personne mise en examen" [...] ». (par. 73)</p> <p>« [L]a règle 23 bis 1) b) [dispose que] le lien de causalité doit être établi avec les crimes reprochés à "la personne mise en examen", c'est-à-dire à chaque "personne mise en examen" prise individuellement. [...] Dans l'Ordonnance de clôture, [...] les co-juges d'instruction déclarent que les accusés ont conçu et mis en œuvre des politiques à l'échelle du <i>Cambodge tout entier</i>. La Chambre considère que lorsque des parties civiles déclarent avoir souffert de la mise en œuvre de politiques, mais que celles-ci concernent des domaines autres que ceux sélectionnés aux fins d'enquête, leur constitution de partie civile pourra néanmoins être considérée. » (par. 77)</p> <p>« La recevabilité d'une demande de constitution de partie civile impliquant des atrocités de masse doit donc se concevoir dans le contexte de poursuites engagées à raison de comportements généralisés et systématiques résultant de la mise en œuvre de politiques à l'échelle du pays, la responsabilité pénale encourue par chacun des accusés à cet égard prenant elle aussi une dimension collective, dès lors qu'il leur est reproché d'avoir agi de concert dans le cadre d'une entreprise criminelle commune. » (par. 78)</p> <p>« [S]i les violations graves des Conventions de Genève, pour lesquelles les accusés sont également renvoyés en jugement, sont par définition des crimes visant des individus, la façon dont les faits concernés ont été qualifiés dans l'Ordonnance de clôture peut amener à considérer comme probable le fait que de tels crimes aient pu aussi, dans certains cas, revêtir un caractère systématique et avoir [...] un effet [...] collectif [...]. » (par. 79)</p> <p>« La Chambre recherchera si le préjudice allégué par les demandeurs est lié à l'un quelconque des crimes retenus contre les accusés dans l'Ordonnance de clôture. » (par. 82)</p>
<p>2.</p>	<p>004/2 Parties Civiles PTC 58 D362/6 30 juin 2020</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« S'agissant de l'existence d'un lien de causalité, une personne qui a formé une demande de constitution de partie civile doit démontrer que le préjudice résulte directement des crimes allégués à l'encontre de la personne mise en examen. Si le préjudice doit être personnel pour la personne qui forme une demande de constitution de partie civile, le critère de préjudice en tant que conséquence directe de l'infraction ne limite cependant pas la possibilité de se constituer partie civile aux seules victimes directes mais ouvre également cette action aux victimes indirectes qui ont subi un préjudice personnel découlant directement de l'infraction visant la victime directe. Ainsi, la jurisprudence des CETC reconnaît aussi bien les victimes directes que les victimes indirectes. Une victime directe appartient à la "catégorie de personnes dont les droits ont été violés ou menacés en conséquence du crime allégué". Les victimes indirectes sont des personnes qui "ont subi un préjudice personnel découlant directement du crime visant la victime directe". » (par. 35)</p> <p>« La Chambre préliminaire a précisé le sens de la règle 23 bis 1) b) du Règlement intérieur. Bien qu'elle relève les fortes dissensions partielles dans le dossier n° 002, les juges internationaux font observer que la Chambre "considère que la règle 23 bis 1) n'a pas pour objet ou pour but de restreindre les notions de victime et d'action civile devant les CETC, mais d'établir des critères de recevabilité des demandes de constitution de partie civile". Dans le cadre du dossier n° 002, qui vise plusieurs accusés, la Chambre a expliqué que, tandis que "les faits sous enquête sont circonscrits à certains lieux où des crimes ont été commis, les qualifications que revêtent ces faits [...] recouvrent des atrocités de masse que les personnes mises en examen auraient commises dans le cadre d'une entreprise criminelle commune dirigée contre la population <i>partout</i> dans le pays". Comme elle l'a relevé, "les victimes concernées par les procédures devant les CETC, en particulier dans le cas du dossier n° 002, sont dans une position différente des victimes comparaissant devant une juridiction interne ou même des victimes du dossier n° 001 des CETC". Ainsi, dans le dossier n° 002, la Chambre a conclu que les auteurs de demandes de constitution de partie civile ne devaient pas rattacher leur préjudice aux seuls crimes visés dans l'ordonnance de clôture "dès lors qu'il est allégué que les crimes et les politiques sous-</p>

	<p>jacentes des Khmers rouges qui sont à la base des mises en accusation visaient tout le Cambodge", ces infractions comprenant "les crimes contre l'humanité, le génocide, les violations graves des Conventions de Genève du 12 août 1949 et les violations du Code de procédure pénale de 1956". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 57)</p> <p>« Les juges internationaux font observer que les différents accusés dans le dossier n° 002 ont été renvoyés en jugement pour des crimes commis <i>dans tout</i> le Cambodge. Contrairement au dossier n° 002, AO An a été renvoyé en jugement pour les crimes commis dans la <i>zone Centrale</i> uniquement, [...]. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 58)</p> <p>« Les juges internationaux considèrent qu'à ce stade de la procédure où l'Ordonnance de clôture a déjà été rendue, le document qui fait foi est l'Ordonnance de renvoi, et non pas les réquisitoires antérieurs du Bureau des co-procureurs. Ainsi, les juges internationaux considèrent que le lien de causalité qui doit être établi par les auteurs de demandes de constitution de partie civile doit l'être avec un crime allégué et non avec "i) la portée générale de l'instruction, ii) les faits pour lesquels les co-juges d'instruction ont déjà été saisis, ou iii) les faits sous enquête". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 59)</p> <p>« Il est raisonnablement conclu à ce stade de la procédure que, pour qu'une demande de constitution de partie civile soit recevable, son auteur doit démontrer qu'il a effectivement subi un préjudice corporel, matériel ou moral résultant directement d'au moins un des crimes allégués, susceptible de servir de fondement à une demande de réparation collective et morale. » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 60)</p>
--	--

c. Condition d'un Préjudice

<p>1. 002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« [L]a "hiérarchie des crimes" établie par les co-juges d'instruction en ce qui concerne tout particulièrement le préjudice moral, ne saurait être utilisée pour mesurer le préjudice moral causé par des crimes tels que ceux allégués [...]. Un fait isolé pourrait ne pas s'avérer préjudiciable, mais placé dans le contexte des atrocités de masse alléguées, il prend une autre dimension : on comprend d'emblée la peur intense qu'ont pu ressentir ceux qui ont été témoins de tel ou tel fait allégué ou qui étaient au courant des politiques du PCK et de leur mise en œuvre. Si, 30 ans plus tard, une personne se souvient encore d'avoir assisté à certains faits et se remémore les troubles émotionnels qui en ont résulté, c'est que ces faits ont eu sur elle un effet d'une grande intensité. » (par. 45)</p> <p>« [Concernant] leur appréciation du préjudice moral, les co-juges d'instruction ont eu recours à une présomption fondée sur le lien de parenté, prenant comme fondement juridique l'article 3.2 de la Directive pratique selon lequel "[l]e préjudice psychologique est susceptible d'inclure la perte de proches qui ont été victimes de ces crimes". Pour la Chambre, il s'agit là d'une disposition inclusive que les co-juges d'instruction ont appliquée à tort comme étant exclusive. Elle note en outre qu'aucune restriction de cet ordre n'intervient dans la définition du "préjudice moral" qui ressort du Règlement intérieur ou de la Loi relative aux CETC. Quand bien même la directive pratique contiendrait une telle définition restrictive – ce qui n'est pas le cas –, elle ne saurait imposer cette restriction au Règlement intérieur ou la Loi relative aux CETC. » (par. 46)</p> <p>« [N]i la Loi relative aux CETC ne contiennent de disposition explicite prescrivant que le préjudice doit être personnel. [...] Tout en approuvant l'usage du terme "personnel" pour qualifier le préjudice, la Chambre estime que les co-juges d'instruction n'auraient pas dû l'appliquer à la détermination du préjudice moral sans considérer le contexte des atrocités de masse alléguées [...]. » (par. 47)</p> <p>« Le préjudice moral aurait dû être considéré dans le contexte spécifique de la société cambodgienne et plus particulièrement de sa nature et de son organisation sous le régime du Kampuchéa démocratique. Elle connaissait une organisation différente de celle des autres sociétés. Sans compter qu'au sein d'un même pays, différents groupes ou communautés peuvent s'organiser différemment. De telles différences ne sauraient être ignorées. Les co-juges d'instruction n'ont retenu que les parents les plus proches au titre des liens déterminants, alors que, vu la nature des crimes allégués, un éventail bien plus large d'individus auraient dû bénéficier de la présomption de préjudice subi par suite des crimes commis à l'encontre d'une personne, ou auraient pu être considérés à ce titre sur la base des éléments de preuve. C'est particulièrement vrai lorsqu'il est question de l'implication alléguée des accusés dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques tendant à la commission du génocide et de crimes contre l'humanité. [...]. Si l'on se place dans le contexte des atrocités de masse qui auraient</p>
---	--

	<p>été commises de façon généralisée et systématique dans tout le pays par suite de la mise en œuvre des politiques du PCK, l'hypothèse du préjudice moral subi par la personne dont des amis ou des voisins sont tombés victimes de faits isolés de violence ou de disparition apparaît plus que probable, tout comme dans le cas de parents. Dans ces circonstances, il est probable aussi que des personnes aient subi un préjudice collectif. Cette conclusion découle et ressort de la nature même des crimes allégués, tels que le génocide et les crimes contre l'humanité, lesquels constituent des violations graves du droit international humanitaire. » (par. 49)</p> <p>« Selon la règle 23 <i>bis</i> 1) b) du Règlement intérieur, le préjudice doit être physique, matériel ou moral. [...] [L]e préjudice doit être personnel et ne doit pas nécessairement être [et] peut se traduire par des troubles mentaux ou un traumatisme d'ordre psychiatrique. Pour ce qui est du préjudice moral, [...] il est essentiel de considérer la victimisation dans le contexte social et culturel cambodgien tel qu'il existait au moment où les faits se sont produits. Il faut veiller tout particulièrement à ce que les demandeurs soient considérés dans le contexte pertinent. Ce contexte sera propre au pays et à la culture concernés. » (par. 83)</p> <p>« [L]a nature même du <i>contexte social et culturel qui existait au moment des faits allégués</i> appelle une approche différente et plus large de la question de la victimisation. À plus forte raison lorsqu'il s'agit de l'implication alléguée des accusés dans la mise en œuvre de politiques qui ont affecté des groupes et des communautés dans leur totalité, voire la société cambodgienne tout entière. Dans ces circonstances, les liens de dépendance prennent toute leur importance, de même que les liens au sein de communautés villageoises très soudées [...]. [L]a seule connaissance du sort d'une victime directe des crimes commis en conséquence de la mise en œuvre de politiques à cette fin devait en toute probabilité s'avérer psychologiquement troublante pour toute personne d'une sensibilité normale. Ce trouble n'est pas seulement causé par le fait d'assister à la commission de tels crimes, mais aussi par la menace implicite et constante que ceux-ci engendrent, en ce qu'ils peuvent raisonnablement susciter chez tout qui appartient au même groupe où à la même communauté que la victime d'un crime résultant de la mise en œuvre des politiques du PCK la crainte que le même sort ne lui soit réservé. » (par. 86)</p> <p>« Dans une large mesure, il est raisonnable de présumer qu'en raison de la mise en œuvre des politiques du PCK à travers tout le pays, des personnes qu'aucun lien préalable n'unissait, mais qui faisaient partie du même groupe ou de la même communauté pris pour cible, avaient dû dépendre les uns des autres pour leur survie même. » (par. 87)</p> <p>« [L]e lien qui unit le demandeur à la victime immédiate ne doit pas être limité à une présomption de lien de parenté, mais peut tenir au fait que l'appelant appartenait au même groupe ou à la même communauté persécutée que la victime immédiate. Lorsque la victime indirecte appartient à un groupe ou à une communauté visés par la mise en œuvre des politiques du PCK, aucune distinction ne peut être faite entre ce qui arrive au niveau individuel et au niveau collectif. » (par. 88)</p> <p>« Par conséquent, aux fins de son appréciation des demandes de constitution de partie civile dans le dossier n° 002, la Chambre appliquera, le cas échéant, une présomption de préjudice collectif à ceux des demandeurs qui font valoir un préjudice moral sans toutefois pouvoir justifier d'un lien étroit avec la victime directe. La présomption de préjudice collectif découle de la nature même de la source du dommage, à savoir des crimes tels que le génocide et les crimes contre l'humanité qui, par définition, comme indiqué ci-dessus, visent des groupes de personnes ou la population. La Chambre conçoit que la seule façon de rendre tangible un préjudice collectif est de relever des cas individuels susceptibles d'exemplifier la nature et la gravité du dommage causé collectivement. Selon la présomption de préjudice collectif au sens où l'entend la Chambre, dès lors qu'un demandeur fait valoir qu'il était <i>membre du même groupe ou de la même communauté visés</i> que la victime directe, ce fait étant vraisemblable, le préjudice moral subi par la victime indirecte résulte du préjudice subi par la victime directe, et ce, en conséquence de la commission de crimes constituant des violations graves du droit international humanitaire [...]. » (par. 93)</p>
--	--

d. Preuve d'Identité

1.	<p>003 Parties Civiles PTC 36 D269/4 10 juin 2021</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« S'agissant de l'obligation faite à tous les demandeurs de justifier clairement de leur identité, la Chambre préliminaire a déjà retenu une approche souple, qui consiste par exemple à accepter en preuve d'identité des attestations délivrées par le doyen du village ou le chef de la commune. » (par. 40)</p>
----	---	--

3. Divers

1.	<p>004/2 Parties Civiles PTC 58 D362/6 30 juin 2020</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Premièrement, les juges internationaux concluent qu'en rendant l'Ordonnance de disjonction, le co-juge d'instruction international n'a pas réduit le champ de l'instruction et n'a pas privé les victimes de leur droit à une véritable participation. L'Ordonnance de disjonction a simplement "dupliqué [...] et réuni[...]" les mêmes faits visés dans le dossier n° 004 pour créer le nouveau dossier n° 004/2, incluant les faits reprochés à AO An. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 74)</p> <p>« S'agissant des arguments des co-avocats selon lesquels le co-juge d'instruction international aurait porté atteinte à la règle 66 bis du Règlement intérieur en ne consultant pas les parties civiles "avant de rendre l'Ordonnance de disjonction" ou l'Ordonnance de disjonction ne comprendrait "aucune décision motivée" concernant les incidences possibles sur les parties civiles [...] Les termes clairs de cette disposition concernent la réduction du champ de l'instruction — un mécanisme juridique qui est totalement étranger à la disjonction. Les juges internationaux concluent, par conséquent, que les alinéas 1), 2) et 3) de la règle 66 bis du Règlement intérieur ne s'appliquent pas aux ordonnances de disjonction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 75)</p>
2.	<p>003 Parties Civiles PTC 36 D269/4 10 juin 2021</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« Les juges internationaux [...] relèvent en outre que, aux termes de la règle 23 ter 2) du Règlement intérieur, "[l]orsqu'une partie civile est représentée par un avocat, ses droits sont exercés par l'intermédiaire de ce dernier" et que, aux termes de la règle 74 4) i) du Règlement intérieur, les parties civiles peuvent faire appel d'une décision des co-juges d'instruction "[r]éduisant la portée de l'instruction en application de la règle 66 bis.". » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 83)</p> <p>« Plus encore, les co-avocats n'ont pas exercé leur droit d'interjeter appel contre la Décision de réduction de la portée de l'instruction, tel qu'expressément conféré aux termes de la règle 74 4) i) du Règlement intérieur. [...] Compte tenu de ce qui précède, les juges internationaux considèrent que les co-avocats n'ont pas exercé ce droit en temps utile au nom des victimes. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 86)</p> <p>« S'agissant du préjudice qu'aurait entraîné la Décision de réduction de la portée de l'instruction réduisant l'étendue des faits susceptibles de servir de fondement à une demande de constitution de partie civile, les juges internationaux affirment qu'une personne peut toujours être accueillie en sa demande même si les faits sur lesquels elle se fonde ont été exclus de la portée de l'instruction, si les autres conditions de recevabilité énoncées aux règles 23 bis 1) et 4) du Règlement intérieur sont remplies. [...] » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 87)</p>

C. Ordonnance de Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile des Co-Juges d'Instruction

1. Décision Motivée

Voir aussi [IV. B. 2. III. Devoirs des Co-Juges d'Instruction](#)

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire est d'avis que, dans la mesure où les co-juges d'instruction y donnent les motifs de leur décision de rejeter la constitution de partie civile de chacune des victimes concernées et où ils y renvoient à la fois au champ de l'instruction et aux demandes en question, on ne peut pas dire que la Deuxième ordonnance attaquée traduise un manque de compassion ou de respect pour les victimes. » (par. 46)</p> <hr/> <p>« La règle 23 3) du Règlement intérieur n'autorise les co-juges d'instruction qu'à rendre une seule décision, et précise qu'en cas de décision négative de leur part, celle-ci doit être motivée. Pareille décision négative est susceptible d'appel. Le Règlement intérieur ne prévoit pas de processus en deux étapes. Aux termes de la règle 23 5), la demande de constitution de partie civile doit contenir toutes les précisions utiles. Les demandeurs n'ont pas d'autre occasion de présenter leurs arguments, et c'est donc leur demande qui contient ces arguments. Dès lors, pareils arguments sont l'expression du droit de tout demandeur à être entendu au sujet de sa demande de constitution de partie civile. Si les co-procureurs et les personnes mises en examen reçoivent notification du dépôt d'une demande de constitution de partie civile, c'est précisément pour leur permettre d'y répondre s'ils le souhaitent. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 8)</p>
----	---	---

2. Moment de la Délivrance de l'Ordonnance

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« [L]a règle 23 bis 2) du Règlement intérieur dispose spécifiquement que les co-juges d'instruction "peuvent déclarer, par ordonnance motivée, la demande de constitution de partie civile irrecevable à tout moment jusqu'à l'Ordonnance de clôture". Dans la mesure où les co-juges d'instruction ont estimé que les Appelants n'ont pas établi que le préjudice dont ils font état résulte directement de l'un des crimes visés par l'instruction, et vu que les co-procureurs n'ont pas déposé de réquisitoire supplétif sur les faits nouveaux soulevés dans les demandes, on ne peut pas dire que la Deuxième ordonnance attaquée est prématurée. Si, en principe, les co-procureurs peuvent déposer un réquisitoire supplétif jusqu'à l'Ordonnance de clôture et donc élargir le champ de l'instruction tel qu'il a été défini dans le Réquisitoire introductif et éventuellement dans les réquisitoires supplétifs antérieurs, on ne peut pas dire que le champ de l'instruction soit "indéfini" jusqu'à ce que l'Ordonnance de clôture soit rendue. À tout moment jusqu'à la délivrance de l'Ordonnance de clôture, le champ de l'instruction est défini par les documents susmentionnés déposés par les co-procureurs. » (par. 48)</p>
----	---	---

Témoins, Victimes et Parties Civiles - Ordonnance de Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile des Co-Juges d'Instruction

3. Reconsidération de la Recevabilité

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« La règle 23 3) du Règlement intérieur n'autorise les co-juges d'instruction qu'à rendre une seule décision, et précise qu'en cas de décision négative de leur part, celle-ci doit être motivée. Pareille décision négative est susceptible d'appel. Le Règlement intérieur ne prévoit pas de processus en deux étapes. Aux termes de la règle 23 5), la demande de constitution de partie civile doit contenir toutes les précisions utiles. Les demandeurs n'ont pas d'autre occasion de présenter leurs arguments, et c'est donc leur demande qui contient ces arguments. Dès lors, pareils arguments sont l'expression du droit de tout demandeur à être entendu au sujet de sa demande de constitution de partie civile. Si les co-procureurs et les personnes mises en examen reçoivent notification du dépôt d'une demande de constitution de partie civile, c'est précisément pour leur permettre d'y répondre s'ils le souhaitent. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 8)</p> <p>« Une fois qu'ils ont rendu leur décision en application de la règle 23 du Règlement intérieur, les co-juges d'instruction sont <i>functus officio</i> (dessaisis de la question), c'est-à-dire qu'ils sont allés au bout des pouvoirs qui leurs sont conférés par rapport à la question dont ils sont saisis. Ils ne sont pas autorisés à prendre une deuxième décision ou à revenir sur leur décision. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 9)</p> <p>« Par conséquent, nous estimons qu'une fois qu'une décision a été rendue pour recevoir des victimes en leur constitution de partie civile, comme c'est le cas en l'espèce, celle-ci ne peut pas être réexaminée ou faire l'objet d'une décision ultérieure des co-juges d'instruction. Par conséquent, les victimes concernées devraient conserver leur qualité de partie civile dans le cadre de la procédure, tout en sachant qu'il appartiendra à la Chambre de première instance, en cas de mise en accusation des personnes mises en examen, de déterminer s'il convient de rendre une ordonnance accordant des réparations collectives et morales sur la base des conclusions qu'elle tirera du procès. » ((Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 16)</p>
----	---	--

D. Appels contre l'Ordonnance de Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« Un Appelant qui sollicite l'annulation d'une décision rendue par les co-juges d'instruction doit démontrer que ladite décision i) reposait sur une interprétation erronée du droit applicable ; ou ii) reposait sur une constatation manifestement erronée ; ou iii) s'il s'agissait d'une décision discrétionnaire, était à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des co-juges d'instruction . » (par. 21)</p>
2.	<p>003 Parties Civiles PTC 01 D11/1/4/2 28 février 2012</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par SENG Chan Theary</i></p>	<p>« Les parties civiles peuvent, conformément à la règle 74 4) b) du Règlement intérieur, faire appel d'une ordonnance par laquelle les co-juges d'instruction déclarent une demande de constitution de partie civile irrecevable, et elles doivent, conformément à la règle 77 bis, interjeter appel dans les 10 jours de la notification de cette ordonnance. En application de la règle 77 bis du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire a compétence pour connaître des erreurs de fait ou de droit que les co-juges d'instruction auraient commises en statuant sur la recevabilité de la constitution de partie civile sous le régime de la règle 23 bis du Règlement intérieur. Par conséquent, les appels qui sont portés devant la Chambre préliminaire en application des règles 74 4) b) et 77 bis du Règlement intérieur sont recevables pour autant qu'ils remettent en cause l'examen, par les co-juges d'instruction, d'une demande de constitution de partie civile ou la façon dont les co-juges d'instruction ont d'une manière générale appliqué les conditions relatives à la recevabilité des demandes de constitution de partie civile prévues par le droit applicable devant les CETC. » (Opinion des Juges DOWNING et LAHUIS, par. 2)</p>

E. Droits des Victimes et Parties Civiles

Voir aussi [IV. B. 2. III. G. Devoirs concernant les Victimes](#) ; [IV. B. 6. III. Confidentialité de l'Instruction et Droits des Victimes](#)

1. Général

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire est d'avis que, dans la mesure où les co-juges d'instruction y donnent les motifs de leur décision de rejeter la constitution de partie civile de chacune des victimes concernées et où ils y renvoient à la fois au champ de l'instruction et aux demandes en question, on ne peut pas dire que la Deuxième ordonnance attaquée traduise un manque de compassion ou de respect pour les victimes. » (par. 46)</p> <p>« Nous admettons qu'un statut provisoire peut ne pas répondre au critère de sécurité juridique prévu à la règle 21 1) du Règlement intérieur, mais il est clair que cette situation est bien plus favorable aux victimes qu'une ordonnance conservatrice qui leur refuserait tout droit de participer à la procédure jusqu'à ce qu'il soit dûment statué sur leur statut, soit au stade prévu par le Règlement – décision qui, dans le cadre du système alors en vigueur, aurait pu être repoussée jusqu'à la fin de la phase du procès – ou jusqu'à ce que les co-juges d'instruction aient de façon formelle et définitive déclaré leurs demandes recevables [...] Nous estimons que cette approche a rendu plus significative la participation aux poursuites des personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile qu'une approche plus conservatrice, et ce sans porter atteinte aux droits des personnes mises en examen. [...] À partir du moment où les co-juges d'instruction ont achevé leur analyse et répondu par la négative à la question de savoir si les Appelants ont établi que le préjudice dont ils font état était la conséquence directe d'au moins un des crimes reprochés, ils ont l'obligation de rejeter la demande de constitution de partie civile pour préserver les droits des personnes mises en examen. » (Opinion des Juges NEY, MARCHI-UHEL et HUOT, par. 11)</p> <p>« Or, en l'espèce, il y a lieu de se prononcer sur le droit des Appelants à demeurer parties à la procédure. Il s'agit donc là d'une décision fondamentale portant sur des droits que peuvent exercer des individus dans le cadre de la procédure. Il convient donc de faire preuve d'équité et de transparence dans les procédures adoptées et la décision prise, en appliquant les règles établies et en vigueur. L'article 14.1 du Pacte international est applicable dès lors que la décision porte sur les droits et les obligations découlant d'une "action en justice". [...] Si, en l'espèce, les juges n'ont manifestement pas à trancher définitivement une demande, leur décision porte néanmoins sur le droit d'une personne de présenter une demande et, partant, sur son droit de conserver sa qualité de partie civile. Dans une affaire au civil, un tel droit est essentiel pour garantir le bon exercice de l'action civile en elle-même. Il nous incombe donc de veiller à ce que ce droit soit respecté, en tenant compte de la nature particulière de l'action civile exercée devant les CETC. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, par. 12)</p>
----	---	---

2. Participation

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 03 C22/I/68 28 août 2008</p> <p><i>Décision sur la Demande en Réexamen du Droit de la Partie Civile de S'Adresser à la Chambre Préliminaire en Personne</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire a cité les règles 23 7), 77 4) et 77 10) qui se réfèrent à la participation des parties civiles à travers leurs avocats, et noté en mentionnant les principes du procès équitable que la Défense doit être informée du contenu des conclusions orales des parties civiles avant l'audience. [...] La Chambre préliminaire a ainsi conclu que le Règlement intérieur doit être lu comme disposant que les parties civiles qui ont choisi d'être représentées par un avocat doivent formuler leurs brèves observations liées à l'appel à travers leurs avocats. » (par. 9)</p> <p>« Dans [sa décision C22/I/46], la Chambre préliminaire a déclaré : "La Chambre préliminaire a précédemment indiqué qu'une partie civile n'est pas autorisée à s'exprimer en personne et a motivé cette déclaration en se référant à la règle 77 10) [...]". » (par. 12)</p> <p>« La Chambre préliminaire a été informée que la partie civile [...] avait mis fin aux services de son avocat. Dans [sa décision C22/I/54], la majorité de la Chambre préliminaire a conclu que la partie civile</p>
----	---	---

Témoins, Victimes et Parties Civiles - Droits des Victimes et Parties Civiles

		<p>n'était pas autorisée à s'adresser en personne à la Chambre. La majorité a déclaré : "Le système du Règlement intérieur est clair. Des dispositions spécifiques sont contenues dans le Règlement intérieur pour la phase préliminaire concernant les parties civiles et leurs avocats. La règle 77 10) dispose que seuls les avocats des parties civiles ont le droit de formuler de brèves observations orales pendant les appels de la phase préliminaire". Le Juge Rowan Downing a joint une opinion dissidente, déclarant qu'il semble il y avoir un conflit entre les règles 23 et 77 10). Dans ce cas particulier où la partie civile a mis fin aux services de son avocat, le Juge Downing aurait été disposé à la laisser s'adresser au tribunal sur les questions de compétence, puisque l'un des effets possibles d'une décision sur l'appel pourrait être l'extinction du droit de formuler une demande à l'encontre de la personne mise en examen. » (par. 13)</p>
2.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« En l'espèce, les Parties civiles n'ont pas été informées de la position adoptée par les co-juges d'instruction par rapport aux développements de l'instruction conduite, pas plus qu'elles ne se sont vu communiquer le calendrier de l'une quelconque décision susceptible d'être prise ultérieurement ou vu offrir l'occasion de présenter d'autres arguments en rapport avec les questions traitées, comme elles auraient alors pu y prétendre. Quoi qu'il en soit, le refus de donner à une personne la possibilité de faire valoir ses observations avant que ne soit rendue une décision fondamentale mettant fin à l'exercice de droits préalablement accordés, pour autant qu'une telle décision soit autorisée, équivaudrait à un refus manifeste du droit à ce que la cause de cette personne soit tranchée équitablement. [...] » (Opinion des Juges DOWNING et PRAK, par. 10)</p> <p>« Il est évident que le droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement – que ce soit dans le cadre d'une affaire au pénal ou au civil, ou encore, comme en l'espèce, d'une action civile dans le cadre de procédures au pénal – est un droit qui est protégé par l'article 14.1 du [PIDCP] » (Opinion des Juges DOWNING et PRAK, par. 11)</p> <p>« Tant l'article 13 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal cambodgien portant création des CETC que l'article 33 (nouveau) de la Loi relative aux CETC imposent tout particulièrement à la Chambre préliminaire d'exercer sa compétence en tenant compte de l'article 14 du Pacte international. Or, en l'espèce, il y a lieu de se prononcer sur le droit des Appelants à demeurer parties à la procédure. Il s'agit donc là d'une décision fondamentale portant sur des droits que peuvent exercer des individus dans le cadre de la procédure. Il convient donc de faire preuve d'équité et de transparence dans les procédures adoptées et la décision prise, en appliquant les règles établies et en vigueur. L'article 14.1 du Pacte international est applicable dès lors que la décision porte sur les droits et les obligations découlant d'une "action en justice". [...] Si, en l'espèce, les juges n'ont manifestement pas à trancher définitivement une demande, leur décision porte néanmoins sur le droit d'une personne de présenter une demande et, partant, sur son droit de conserver sa qualité de partie civile. Dans une affaire au civil, un tel droit est essentiel pour garantir le bon exercice de l'action civile en elle-même. Il nous incombe donc de veiller à ce que ce droit soit respecté, en tenant compte de la nature particulière de l'action civile exercée devant les CETC. » (Opinion des Juges DOWNING et PRAK, par. 12)</p> <p>« L'équité d'un procès ou d'une décision relative à une question particulière passe non seulement par le respect du droit de toute personne à savoir ce qu'on lui reproche de manière à faire valoir sa cause en conséquence et de son droit d'être entendue à cet égard, mais également par la garantie du droit à une équité procédurale. Or l'équité procédurale ne peut être garantie que lorsque la procédure est transparente et autorisée et lorsque, dans le cadre de celle-ci, les droits et obligations des parties sont dûment définis, exprimés et mis en œuvre. C'est la seule manière de donner à la personne intéressée la certitude que sa cause sera tranchée de façon prévisible, appropriée et selon les règles établies. Il n'appartient pas à un tribunal ou à des juges de modifier, sans aucune autorisation, des procédures bien établies pour des raisons d'opportunité ou pour toute autre raison non prévue par les règles applicables. En effet, il en résulterait alors une mesure fondamentalement inéquitable sur le plan de la procédure. Toute mesure résultant d'une telle procédure non autorisée est entachée de nullité. » (Opinion des Juges DOWNING et PRAK, par. 13)</p>
3.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143- 144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p>	<p>« La Chambre considère que la diligence raisonnable à laquelle sont tenus les co-juges d'instruction est un facteur pertinent lorsque sont considérés les droits garantis aux victimes dans le cadre de la procédure. » (par. 51)</p> <p>« Ayant indiqué que « le moment où les décisions [étaient] rendues dépend[ait] de nombreux éléments » et reconnaissant que les co-juges d'instruction étaient liés par les dispositions spécifiques du Règlement intérieur relatives au secret de l'instruction, et donc limités quant aux informations qu'ils pouvaient publier, la Chambre note toutefois que lesdites dispositions spécifiques devraient en toutes circonstances être lues en conjonction avec celles du Règlement intérieur relatives aux principes</p>

<p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>fondamentaux régissant la procédure devant les Chambres extraordinaires, selon lesquelles, en l'occurrence, "[l]es CETC veillent à l'information et à la garantie des droits des victimes au cours de toute la procédure". La Chambre souligne que la règle 21 1) c) du Règlement intérieur ne laisse aucune marge d'interprétation ; elle n'use pas de formules comme "aussitôt que possible" ou "au plus tard avant la fin de l'instruction". La nécessité de veiller à l'information des victimes pendant toute la procédure est une disposition du Règlement intérieur qui s'impose d'autant plus que celui-ci ne reconnaît pas aux représentants légaux des parties civiles le droit automatique de consulter le dossier, comme aux avocats des parties à l'instance, et que les premiers dépendent donc entièrement des informations qui leur sont fournies par les co-juges d'instruction. » (par. 52)</p> <p>« La Chambre relève également que, conformément à l'obligation qui leur est faite par la règle 21 du Règlement intérieur de sauvegarder les intérêts de toutes les parties, les co-juges d'instruction auraient dû prendre en compte le fait que le Règlement intérieur a été révisé en ses dispositions relatives à la possibilité pour les victimes de se constituer parties civiles au procès. [...] [L]e système a été revu pour que la décision de recevoir ou non une victime en sa constitution de partie relève entièrement de la compétence des co-juges d'instruction, cette décision étant susceptible d'appel devant la Chambre préliminaire. Cette modification renforce significativement la nécessité d'informer adéquatement et promptement les victimes pendant toute l'instruction » (par. 53)</p>
--	--

3. Réparations

<p>1. 002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010</p> <p><i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles Concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Les appelants interprètent mal le droit aux réparations. Il n'y a aucune disposition dans le droit applicable ou dans l'intérêt d'une partie civile ou d'une autre partie qui permet aux co-juges d'instruction d'entreprendre un acte d'instruction pour une question qui ne relève pas de la portée de l'instruction telle que délimitée par les co-procureurs. De plus, les appelants ne peuvent, en présentant le droit aux réparations comme un droit fondamental selon la règle 21, parvenir à étendre la catégorie de personnes tenues aux réparations, les personnes condamnées, et l'élargir aux personnes mises en examen. La Chambre préliminaire conclut qu'une simple lecture du Règlement intérieur ne laisse aucun doute sur la catégorie de personnes qui peuvent être tenues aux réparations. » (par. 20)</p> <p>« Les parties civiles ont seulement le droit à la possibilité d'une ordonnance de réparation rendue par la chambre ayant compétence à l'encontre d'une personne condamnée. Les parties civiles ont un droit à demander des réparations, non une garantie de recevoir des réparations. [...] C'est le droit de demander des réparations, non pas le droit aux réparations qui peut être protégé par la Chambre préliminaire selon la règle 21. » (par. 21)</p> <p>« Contrairement aux allégations des Appelants, la règle 113 ne confère pas aux parties civiles le droit d'initier l'exécution des réparations au stade préliminaire de la procédure pénale. La règle 23 <i>quinquies</i> précise que les réparations peuvent seulement être octroyées à l'encontre d'une personne condamnée. Les réparations ne pouvant être demandées qu'à une personne condamnée, elles ne peuvent être exécutées à l'encontre d'une personne non-accusée, non-jugée et non-condamnée. Il ne relève pas de la compétence de cette Chambre de prendre des mesures visant à exécuter une ordonnance potentielle de réparation avant qu'une chambre ne détermine la culpabilité, après un procès et sur la base de charges, qu'elle n'enregistre une condamnation et qu'elle ne rende une ordonnance de réparations, si nécessaire. Bien que, comme décrit plus bas, les parties civiles ont un intérêt dans les biens de la personne mise en examen, ni cet intérêt, ni aucun droit relatif à cet intérêt ne s'est cristallisé. Conformément au cadre juridique de ce Tribunal, le fait qu'aucun intérêt ou droit ne se soit cristallisé est crucial. Accorder les demandes formulées reviendrait pour la Chambre préliminaire et les co-juges d'instruction à agir au-delà de leur compétence commune. » (par. 23)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que le droit à la possibilité d'une ordonnance de réparations tel que prévu dans le Règlement intérieur est beaucoup plus limité que le cadre des réparations à la CPI. La capacité de la chambre compétente des CETC à ordonner des réparations, étant limitée aux réparations collectives et morales, est plus étroite que l'autorité pour octroyer des réparations accordée par l'article 75 du Statut de Rome. De plus, devant les CETC, rien n'autorise une chambre à ordonner le gel des biens, qui est directement prévu dans le Statut de Rome et dans le Règlement de procédure et de preuve de la CPI. Le cadre juridique des CETC ne donne compétence à aucun organe du Tribunal pour exécuter une ordonnance de réparation. » (par. 25)</p>
--	--

		<p>« Conformément à la [Loi relative aux CETC], le seul pouvoir du Tribunal pour saisir des biens qui ont été illégalement acquis, ou plus particulièrement acquis à travers une conduite criminelle, revient à la Chambre de première instance. » (par. 35)</p> <p>« Il doit y avoir un jugement menant à une condamnation avant qu'une peine d'emprisonnement et de confiscation, si nécessaire, puisse être prononcée. Cette capacité revient naturellement au juge des faits, la Chambre de première instance, et non à la Chambre préliminaire. [...] [L]a condition qu'une propriété confisquée soit retournée à l'État signifie que les appelants ne sont pas les seuls détenteurs d'un intérêt dans les biens acquis illégalement. L'État est le futur bénéficiaire de la propriété personnelle obtenue illégalement, de la propriété immobilière et de l'argent si la Chambre de première instance rend une ordonnance de confiscation. Étant donné que le Règlement intérieur et la Loi sur les CETC ne donne pas aux parties civiles un droit exclusif sur les biens acquis illégalement et sur les produits de ces acquisitions, les appelants ne peuvent pas avancer qu'ils ont un intérêt susceptible d'être invoqué et qui soutient la demande d'acte d'instruction. Infirmer l'Ordonnance attaquée en faveur des appelants vis-à-vis des biens illégalement acquis aurait pour effet de (i) potentiellement favoriser les intérêts des parties civiles par rapport à ceux de l'État, sans justification, (ii) présumer la culpabilité des personnes mises en examen, et (iii) préjuger la décision de la Chambre de première instance d'accorder des réparations et/ou d'ordonner des confiscations, dans le cas d'une condamnation suivant un procès basé sur une ordonnance de renvoi. » (par. 36)</p> <p>« Une ordonnance de réparation, si elle est rendue par la Chambre de première instance, peut inclure que les frais associés sont supportés par la personne condamnée. Ceci peut exiger un accès aux biens de cette personne. [...] Ce Tribunal n'a pas l'autorité pour prendre des mesures visant à préserver les biens d'une personne mise en examen dans ce but. [...] Les CETC n'ont pas la compétence d'ordonner des dommages et intérêts ou une compensation. Ce Tribunal ne pouvant accorder ce remède, il ne dispose pas non plus des moyens procéduraux utilisés par les autres cours pour prendre des mesures visant à préserver les biens dans le cadre de décisions potentielles futures. » (par. 39)</p>
--	--	--

F. Audition des Témoins et des Personnes ayant Formé des Demandes de Constitution de Partie Civile

Voir aussi [IV. B. 5. II. E. Preuve des Parties Civiles](#) ; [IV. B. 5. II. F. Preuve des Témoins](#)

1.	<p>004 YIM Tith PTC 51 D370/1/1/6 20 août 2018</p> <p><i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Demandes d'Obtention et d'Utilisation de Renseignements Complémentaires de Parties Civiles et d'Eléments Connexes de l'Instruction dans le Dossier N° 004</i></p>	<p>« Ainsi, le droit applicable devant les CETC ne contient aucune disposition interdisant aux co-juges d’instruction de demander assistance ou de recueillir des informations auprès d’autres institutions, y compris auprès de la Section d’appui aux victimes, laquelle est précisément chargée d’aider les victimes à présenter des demandes de constitution de partie civile, sous la supervision des juges . » (par. 18)</p> <p>« S’agissant de la nature de l’assistance demandée à la Section d’appui aux victimes, la Chambre préliminaire n’estime pas que le fait d’entendre les parties civiles requérantes à la demande de l’ancien co-juge d’instruction puisse être considéré comme une délégation de pouvoir en vue de mener des auditions officielles, lesquelles sont soumises aux exigences procédurales visées aux règles 23 4) et 59 du Règlement intérieur. Il est évident que l’ancien co-juge d’instruction ne considérerait pas, et n’avait pas l’intention de considérer, les interrogatoires menés par la Section d’appui aux victimes avec les personnes ayant demandé à se constituer parties civiles comme des auditions officielles de parties civiles. » (par. 19)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire estime que la Section d’appui aux victimes n’a pas effectué d’acte d’instruction par délégation en lieu et place des co-juges d’instruction, au sens des règles 55 9), 59 6) et 62 du Règlement intérieur, mais qu’elle a bien dûment aidé les victimes à présenter leurs demandes de constitution de partie civile, sous la supervision de l’ancien co-juge d’instruction international et en application de la règle 12 bis 1) b) du Règlement intérieur. » (par. 21)</p>
----	--	---

G. Protection des Victimes et des Témoins

1.	<p>002 NUON Chea PTC 09 C33/I/7 26 septembre 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea concernant les Conditions de Détention Provisoire</i></p>	<p>« Compte tenu de la jurisprudence de la Cour pénale internationale, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Commission européenne des droits de l'homme, la Chambre préliminaire estime que la limitation des contacts entre détenus ne peut être ordonnée pour empêcher que des pressions soient exercées sur des témoins ou des victimes que lorsque, selon les éléments de preuve disponibles, on peut raisonnablement invoquer qu'existe un risque concret que la personne mise en examen se concerta avec d'autres personnes mises en examen pour exercer de telles pressions lors de la détention. Avec le temps, le seuil requis augmente à mesure que l'instruction progresse et le risque de pression sur les témoins et victimes diminue inévitablement. » (par. 21)</p> <p>« Le simple fait que la détention provisoire a été considérée comme une mesure nécessaire pour empêcher la personne mise en examen d'exercer des pressions sur des témoins ou des victimes n'aboutit pas à la conclusion que les personnes mises en examen pourraient se concerter, lors de leur détention, pour exercer pareilles pressions. Ce qui justifie la détention aux fins d'empêcher une personne mise en examen d'exercer des pressions sur des témoins ou des victimes est le fait que si cette dernière n'était pas détenue, elle se trouverait à proximité de témoins et de victimes ou des personnes avec lesquelles elle pourrait s'organiser directement pour exercer ces pressions. » (par. 22)</p>
----	--	---

VII. Procédures devant la Chambre Préliminaire

A. Règlement des Désaccords

1. Procédure de Règlement des Désaccords selon les Règles 71 et 72 du Règlement Intérieur

i. Général

1.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire fait observer que les dispositions juridiques susmentionnées indiquent qu'il avait été prévu, au moment de la conclusion de l'Accord, que des désaccords pourraient survenir entre les deux co-procureurs, malgré le devoir exprès de coopération qui leur incombe d'après ces dispositions. Les articles 6.1 et 6.4 de l'Accord, l'article 20 nouveau de la Loi relative aux CETC et la règle 71 3) du Règlement indiquent incontestablement qu'un des co-procureurs peut agir sans le consentement de l'autre si aucun d'entre eux n'a saisi la Chambre préliminaire du désaccord avant l'expiration du délai prévu. La Chambre fait observer que c'est seulement dans le cas de sujets de vive préoccupation expressément identifiés dans le Règlement qu'un désaccord peut empêcher un co-procureur d'agir alors qu'on attend une décision de la Chambre préliminaire. Parmi ces sujets de vive préoccupation figure le dépôt du réquisitoire introductif, dont il est ici question. » (par. 16)</p>
2.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Les co-juges d'instruction ne sont pas obligés de saisir la Chambre préliminaire lorsqu'ils sont en désaccord, le parti par défaut étant la poursuite de l'instruction, ce qui correspond à ce qu'ont fait les co-juges d'instruction en l'espèce. » (par. 274)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 04 D20/4/4 2 novembre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative la Prorogation de Délai et aux Demandes d'Actes d'Instruction dans le Dossier n° 003</i></p>	<p>« [L]e Règlement intérieur établit une procédure applicable en cas de désaccord entre les deux co-procureurs tel qu'envisagé par l'Accord [et la Loi relative aux CETC] (article 20 (nouveau)). Le Règlement intérieur indique que le recours à la procédure de règlement des désaccords prévue n'est pas obligatoire mais facultatif. [...] Ici encore il est facultatif de saisir ou pas la Chambre préliminaire du désaccord ; la règle [71] n'impose aucune obligation cet égard [...]. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 3)</p> <p>« L'intérêt de verser un désaccord au registre des désaccords est d'avoir une preuve de la date à laquelle il été enregistré, de sa nature exacte et du fait que, vu sa nature, il est envisagé que le désaccord pourrait éventuellement être soumis au mécanisme officiel de règlement des différends. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 4)</p> <p>« S'il n'a pas été pris acte d'un désaccord, l'action entreprise demeure valable et son exécution peut se poursuivre. Si l'un des co-procureurs n'est pas d'accord avec ce que l'autre co-procureur se propose de faire et s'il n'a pas formellement pris acte d'un désaccord, il faut présumer qu'il a considéré qu'il n'était pas opportun de soumettre ce différend à la procédure de résolution formelle des désaccords. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 7)</p>
4.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p>	<p>« [L]a conduite conjointe des enquêtes par les co-juges d'instruction cambodgien et international est un principe juridique fondamental des CETC [...]. » (par. 92)</p> <p>« La Chambre préliminaire a en outre précisé que "[l]es co-juges d'instruction ne sont pas obligés de saisir la Chambre préliminaire lorsqu'ils sont en désaccord", dans la mesure où ils s'entendent sur une</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

	<i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	ligne de conduite qui "correspond" à la "[position] par défaut" inscrite dans le cadre juridique des CETC, qui requiert "la poursuite de l'instruction". » (par. 94)
5.	004 TIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« La Chambre préliminaire rappelle tout d'abord que, comme dans tout autre système juridique, le droit régissant les CETC ne résout pas nécessairement toutes les incertitudes susceptibles de surgir sur des questions de procédure ou de fond. Cependant, ce droit non seulement prévoit des procédures à appliquer en cas de lacune du cadre juridique, mais envisage aussi expressément la possibilité de désaccords dans le contexte hybride des CETC et édicte des procédures spécifiques pour traiter et régler ces désaccords, notamment pour éviter toute impasse procédurale. En application de l'Accord relatif aux CETC, la fonction principale confiée à la Chambre préliminaire consiste précisément à fournir un mécanisme permettant de résoudre de manière effective et définitive les désaccords entre les co-procureurs et entre les co-juges d'instruction. » (para. 96)

ii. Rôle de la Chambre Préliminaire

1.	002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009 <i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i>	<p>« L'Accord, la Loi relative aux CETC et le Règlement ne donnent pas d'indications précises sur la façon dont la Chambre préliminaire doit résoudre les désaccords entre les co-procureurs. Les règles 71 4) a) et b) du Règlement prévoient simplement un mécanisme permettant à la Chambre préliminaire de demander aux co-procureurs de l'aider au moyen de la tenue d'une audience ou de la production de documents. Le rôle de la Chambre en la matière est sans précédent, aucun autre tribunal de même nature n'étant tenu de régler d'éventuels différends opposant des co-procureurs. » (par. 20)</p> <p>« En vertu de l'article 6 de l'Accord, le rôle de la Chambre préliminaire en l'espèce est de régler "une divergence de vues" entre co-procureurs lorsqu'ils ne "parviennent pas à s'entendre sur la question de savoir s'il y a lieu ou non de poursuivre". À cette fin, selon la règle 71 1) du Règlement, les co-procureurs peuvent "prendre acte de la nature exacte du désaccord dans un document signé et daté qui sera versé au registre des désaccords tenu par le greffier des co-procureurs". La règle 71 2) indique ensuite que celui des co-procureurs qui décide de saisir la Chambre préliminaire le fait par un "procès-verbal relatant les faits et les motifs du désaccord". » (par. 23)</p> <p>« À la lumière de ces dispositions, la Chambre préliminaire constate que le champ de son examen se limite au règlement des questions qui font l'objet d'un désaccord entre co-procureurs. Aussi, la Chambre préliminaire ne peut-elle examiner que les faits et motifs dont elle est saisie par les co-procureurs, faits et motifs qui sont exposés, conformément à la règle 71 2), dans le procès-verbal du co-procureur international et la réponse du co-procureur cambodgien. Outre les renseignements qu'ils ont fournis à partir de ces documents, la Chambre préliminaire a invité les co-procureurs par les Directives du 24 avril 2009 à fournir des précisions complémentaires sur leur désaccord. Dans ces conditions, la Chambre préliminaire doit également tenir compte des faits et motifs exposés dans les réponses et répliques aux Directives, déposées par les deux co-procureurs. » (par. 24)</p> <p>« Elle peut certes s'appuyer sur l'argumentation du co-procureur international, mais celui-ci n'est en rien tenu de convaincre la Chambre que les nouveaux réquisitoires doivent être présentés aux co-juges d'instruction pour l'ouverture d'une instruction ou que les arguments du co-procureur cambodgien doivent être rejetés. » (par. 26)</p> <p>« Certes, la procédure correcte eût été pour le co-procureur cambodgien, qui s'oppose à la présentation de nouveaux réquisitoires, de soumettre en premier lieu son procès-verbal relatant les faits et motifs de désaccord, mais la façon dont la Chambre préliminaire a été saisie du désaccord n'aura aucune incidence sur la façon dont elle examinera l'affaire. » (par. 27)</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

iii. Confidentialité des Désaccords

1.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008- ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire touchant le Désaccord entre les Co- Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i></p>	<p>« En application [des règles 71 2), 54 et 56 1)], chacun des documents relatifs au désaccord a reçu de la part de la Chambre préliminaire la classification "Strictement confidentiel". » (par. 46)</p> <p>« Pour ce qui est de la confidentialité et de la publication des décisions relatives à un désaccord, la Chambre préliminaire note que les articles de l'Accord et de la Loi relative aux CETC mis en regard du Règlement semblent se contredire au sujet de l'obligation de publication desdites décisions. On note que l'Accord dispose que la décision est rendue publique mais ne précise pas à l'intention de qui, ni à quel moment. L'Accord, la Loi relative aux CETC et le Règlement disposent chacun que le Directeur du Bureau de l'administration communique une telle décision aux co-procureurs. Cela doit être fait sans délai puisque les dispositions susmentionnées prescrivent que les co-procureurs donnent immédiatement suite à la décision de la Chambre préliminaire. » (par. 51)</p> <p>« Conformément à la règle 78 du Règlement, la Chambre préliminaire peut décider qu'une décision ne doit pas être publiée intégralement si sa publication risque d'être contraire aux intérêts de l'enquête préliminaire ou de l'instruction. Le désaccord en l'espèce se rapporte à la transmission de réquisitoires introductifs aux co-juges d'instruction pour l'ouverture de nouvelles enquêtes. Compte tenu des communiqués de presse déjà publiés par les co-procureurs au sujet de leur désaccord, la publication d'une version expurgée des considérations de la Chambre préliminaire ne compromettra pas le secret de l'instruction que les co-juges d'instruction pourraient ouvrir. Aussi, la Chambre préliminaire propose-t-elle que le Directeur du Bureau de l'administration des CETC publie la version expurgée des présentes considérations, jointe en annexe I. » (par. 52)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que la publication des considérations de la Chambre préliminaire est laissée à la discrétion du Directeur du Bureau de l'administration. » (par. 53)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015</p> <p><i>Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information Concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [E]n vertu de la règle 72 1) du Règlement intérieur, les désaccords entre les co-juges d'instruction sont internes à leur bureau, sauf s'ils sont portés devant la Chambre préliminaire pour résolution. En vertu de la règle 72 2) du Règlement intérieur, l'exposé écrit des faits et des raisons du désaccord n'est pas versé au dossier de l'instruction, sauf si le désaccord est porté devant la Chambre préliminaire pour être résolu et s'il porte sur une décision susceptible d'appel par une partie. La considération sous-jacente à l'exclusion du dossier de l'instruction des enregistrements écrits du désaccord, est que ceux-ci font partie des délibérations entre les co-juges d'instruction. Conformément aux règles établies au niveau international, "le délibéré [est] secret", et, à ce titre, "les documents internes entre Juges couverts par le secret du délibéré ou le secret de la correspondance n'ont pas à être automatiquement communiqués à un tiers". La communication d'informations relatives aux désaccords des co-juges d'instruction relève donc strictement de leur pouvoir discrétionnaire. La Chambre préliminaire n'intervient pas dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire à moins qu'il ne soit démontré que, dans les circonstances exceptionnelles de l'affaire, l'absence d'information sur un désaccord porte atteinte aux droits de l'appelant à un procès équitable, auquel cas la Chambre préliminaire pourrait examiner les recours appropriés. » (par. 10)</p>
3.	<p>004 IM Chaem PTC 20 D236/1/1/8 9 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IM Chaem contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Internationale relative à sa Demande de Réexaminer et Annuler la Convocation du 29 juillet 2014</i></p>	<p>« Communiquer des informations concernant des désaccords entre les co-juges d'instruction relève strictement de leur pouvoir d'appréciation. Dans ce sens, la Chambre préliminaire ne reviendra pas sur un tel pouvoir d'appréciation, sauf s'il est établi, au vu des circonstances exceptionnelles d'une espèce, que l'absence d'information relative au désaccord porte atteinte aux droits de l'Appelant à bénéficier d'un procès équitable. » (par. 29)</p> <p>« [L]e cadre juridique applicable prévoit suffisamment de mécanismes correcteurs pour garantir que les actes exécutés par un seul co-juge d'instruction respectent les dispositions applicables. Autoriser les parties à consulter les désaccords chaque fois qu'elles souhaitent examiner la compétence à agir seul d'un co-juge d'instruction saperait le principe de confidentialité de la procédure de règlement des différends et, en fin de compte, changerait sa nature même. Les garanties en place sont suffisantes pour assurer le respect du droit à être jugé par un tribunal compétent. » (par. 31)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

iv. Motivation des Décisions

1.	<p>003/16-12-2011-ECCC/PTC 10 février 2012</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Opinion des Juges de la Chambre Préliminaire DOWNING et CHUNG relative au Désaccord entre les Co-Juges d'Instruction selon la Règle 72</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Nous sommes tenus à rendre un examen motivé de la question devant nous [...]. » (Opinion des Juges DOWNING et CHUNG, par. 15)</p>
----	---	--

v. Renonciation à la Procédure de Règlement des Désaccords

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 04 D20/4/4 2 novembre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative la Prorogation de Délai et aux Demandes d'Actes d'Instruction dans le Dossier n° 003</i></p>	<p>« [L]e co-procureur international a fait valoir dans l'Appel que son homologue cambodgienne avait déclaré en l'espèce qu'elle ne prendrait pas acte de l'existence d'un désaccord avant qu'il ne dépose les Quatre demandes. On peut donc considérer que la co-procureure cambodgienne a renoncé à son droit de recourir au mécanisme officiel de règlement des désaccords. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 6)</p>
----	---	--

2. Possibilité d'Agir Seul

i. Co-Procureurs

1.	<p>002 Désaccord 001/18-11-2008-ECCC/PTC 18 août 2009</p> <p><i>Considérations Émises par la Chambre Préliminaire touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement</i></p>	<p>« Les articles 6.1 et 6.4 de l'Accord, l'article 20 nouveau de la Loi relative aux CETC et la règle 71 3) du Règlement indiquent incontestablement qu'un des co-procureurs peut agir sans le consentement de l'autre si aucun d'entre eux n'a saisi la Chambre préliminaire du désaccord avant l'expiration du délai prévu. La Chambre fait observer que c'est seulement dans le cas de sujets de vive préoccupation expressément identifiés dans le Règlement qu'un désaccord peut empêcher un co-procureur d'agir alors qu'on attend une décision de la Chambre préliminaire. Parmi ces sujets de vive préoccupation figure le dépôt du réquisitoire introductif, dont il est ici question. » (par. 16)</p> <hr/> <p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L']un des co-procureurs peut agir sans le consentement de son homologue si aucun d'entre eux ne porte le désaccord devant la Chambre préliminaire sous trente jours. Lorsqu'un désaccord est porté devant la Chambre préliminaire, un co-procureur peut continuer à exécuter l'action contestée dans l'attente d'une décision de la Chambre préliminaire sauf si une des questions particulières envisagées à la règle 71 3) est en jeu. Une enquête préliminaire selon la règle 50 1) ne fait pas partie de ces questions. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 3)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

2.	<p>003 MEAS Muth PTC 04 D20/4/4 2 novembre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative la Prorogation de Délai et aux Demandes d'Actes d'Instruction dans le Dossier n° 003</i></p>	<p>« [E]n principe, le Règlement intérieur prévoit la possibilité pour l'un des co-procureurs d'agir seul. À cet égard, la règle 1 2) du Règlement intérieur dispose, en sa partie pertinente, que "toute référence aux co-procureurs s'entend des deux procureurs agissant conjointement <i>ou de chacun d'entre eux agissant individuellement, directement ou par délégation</i>" (non souligné dans l'original). La règle 13 du Règlement intérieur, qui prévoit la possibilité d'une délégation de pouvoir entre les co-procureurs, dispose en outre qu'"[e]n cas de désaccord entre les co-procureurs, la procédure de la Règle 71 s'applique", ce qui indique clairement qu'un procureur peut agir seul "directement" au sens de la règle 1 2) du Règlement intérieur si les règles applicables en cas de désaccord sont respectées. Cette interprétation est conforme aux décisions précédemment rendues par la Chambre préliminaire. Il s'agit donc essentiellement de décider si les dispositions du Règlement intérieur permettent à l'un des co-procureurs d'agir seul lorsque l'autre n'est pas d'accord avec l'action envisagée et si le non-respect de ces dispositions peut avoir une incidence sur la validité d'un acte exécuté par un seul des deux procureurs. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 2)</p> <p>« Lorsqu'il est pris acte d'un désaccord et pendant la période de résolution du différend, le Règlement dispose expressément que l'acte qui fait l'objet du désaccord est en règle générale exécuté. Les seules exceptions énoncées dans le Règlement intérieur ont trait à des questions majeures comme le réquisitoire introductif, un réquisitoire supplétif pour fait criminel nouveau, le réquisitoire définitif ou une décision relative à l'appel. Ce n'est que lorsque ces actes font l'objet d'un désaccord <u>inscrit au registre des désaccords</u> qu'il est prévu qu'aucun acte relatif à la question litigieuse ne peut être accompli tant qu'il n'y a pas consensus, avant un délai de 30 (trente) jours, ou que la Chambre préliminaire n'ait été saisie et que la procédure de résolution ait été suivie jusqu'au bout, selon le cas. Il s'ensuit que, hormis dans le cas des exceptions susmentionnées, l'acte que l'un des co-procureurs a commencé à exécuter se poursuit jusqu'à ce que la Chambre préliminaire en arrête l'exécution. Par conséquent, même s'il a été pris acte d'un désaccord et que la Chambre préliminaire en a été saisie, cela n'a généralement aucun effet sur la poursuite de l'exécution de l'acte. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 5)</p> <p>« Si l'un des co-procureurs n'est pas d'accord avec ce que l'autre co-procureur se propose de faire et s'il n'a pas formellement pris acte d'un désaccord, il faut présumer qu'il a considéré que ce type de désaccord ne relevait pas de la procédure de résolution formelle des désaccords. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 7)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« Il ressort clairement des articles 6 1) et 6 4) de l'Accord relatif aux CETC, de l'article 20 (nouveau) de la Loi relative aux CETC et de la règle 71 3) du Règlement intérieur qu'en cas de désaccord, un co-procureur peut agir sans le consentement de l'autre si aucun d'eux ne saisit la Chambre préliminaire de leur différend dans un délai donné. En ce qui concerne en particulier le Réquisitoire supplétif, la règle 71 3) b) prévoit expressément qu'aucun acte relatif à la question litigieuse ne peut être accompli tant que la Chambre préliminaire n'a pas résolu le désaccord ou, si elle n'a pas été saisie, avant un délai de 30 jours, à moins que les co-procureurs ne parviennent à un consensus. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 26)</p>

ii. Co-Juges d'Instruction

1.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« La Chambre rappelle que dans le cadre de procédures d'appel relatives à des demandes d'actes d'acte d'instruction, elle a confirmé des actes accomplis ou des demandes accueillies par un seul co-juge d'instruction. » (par. 275)</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

2.	<p>004 YIM Tith PTC 14 D212/1/2/2 4 décembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Clarification du Co-Juge d'Instruction International sur la Validité d'une Convocation Émise par un Co-Juge d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [U]ne convocation délivrée par un juge d'instruction aux fins de mise en examen en vertu de la règle 57 du Règlement intérieur est valide si la procédure de désaccord prévue dans la règle 72 du Règlement intérieur a été respectée. » (par. 7)</p>
3.	<p>004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015</p> <p><i>Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« L'Accord, la Loi sur les CETC et le Règlement intérieur prévoient qu'un co-juge d'instruction peut valablement agir seul si les critères de la procédure de désaccord ont été respectés. En l'espèce, il n'était pas nécessaire de s'assurer que le délai de Règlement de trois jours s'était écoulé avant que le co-juge d'instruction international puisse rendre les quatre Décisions, étant donné qu'aucune d'entre elles ne relève des paragraphes a) à c) de la règle 723) du Règlement intérieur. Avant de rendre les quatre Décisions, le co-juge d'instruction international était seulement tenu d'informer son homologue national de la ligne de conduite proposée, afin qu'il soit autorisé à exprimer son point de vue et, éventuellement, à soumettre le désaccord pour résolution devant la Chambre préliminaire. A cet égard, la Chambre préliminaire note que le cadre juridique des CETC donne une large discrétion aux co-juges d'instruction quant à la manière dont ils gèrent leurs désaccords et communiquent entre eux. L'enregistrement des désaccords est utile pour montrer que la procédure énoncée à la règle 72 du Règlement intérieur a été suivie, mais n'est pas obligatoire. En l'absence de toute indication contraire, il est présumé que les co-juges d'instruction, à la lumière de leurs devoirs judiciaires et éthiques, s'assurent qu'ils agissent en conformité avec les exigences énoncées à l'Article 5 4) de l'Accord, à l'Article 23 <i>nouveau</i> de la loi sur les CETC et à la règle 72 du Règlement intérieur. Il n'y a pas d'indication dans la présente affaire révélant un manque de respect de ces exigences juridiques par le co-juge d'instruction international dans la délivrance des quatre Décisions, de sorte que l'argument de l'appelant selon lequel il ne fait pas l'objet d'une instruction par un tribunal établi par la loi, est sans fondement. » (par. 11)</p>
4.	<p>004 IM Chaem PTC 20 D236/1/1/8 9 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IM Chaem contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International relative à sa Demande de Réexaminer et Annuler la Convocation du 29 juillet 2014</i></p>	<p>« [L]e droit applicable ne prévoit pas que les parties puissent consulter les désaccords et, par conséquent, contester la compétence d'un co-juge d'instruction à agir seul. Au contraire, la règle 72 du Règlement intérieur autorise un co-juge d'instruction à agir seul quand le délai pour saisir la Chambre préliminaire d'un désaccord est écoulé. À cet égard, la Chambre préliminaire souligne qu'aucun différend n'a pour effet de dessaisir de l'affaire le co-juge d'instruction en désaccord, qui peut soulever des objections selon que de besoin. La Chambre préliminaire a même conclu, en l'espèce, qu'une convocation délivrée par un co-juge d'instruction et visant à mettre une personne en examen était régulière quand la procédure de règlement des différends avait été respectée et que le délai de 30 jours pour saisir la Chambre préliminaire était écoulé. En conséquence, tant que la Chambre préliminaire n'est pas saisie d'un désaccord, les ordonnances ou les décisions apparemment rendues sous l'autorité d'un seul co-juge d'instruction ne sauraient faire l'objet d'une contestation de compétence. » (par. 24)</p>
5.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]es actes des co-juges d'instruction doivent toujours être menés à titre individuel et conformément au principe de coopération énoncé à l'article 5 4) de l'Accord relatif aux CETC, qui reflète également l'égalité de statut des co-juges d'instruction cambodgien et international dans le système mixte des CETC. [...] [L]es co-juges d'instruction doivent, en vertu du cadre juridique des CETC, continuer à rechercher une position commune pendant le processus de désaccord. Le système juridique des CETC a été soigneusement conçu et structuré pour assurer la conduite et l'exécution conjointe de l'instruction judiciaire par les deux co-juges d'instruction. Ces juges peuvent ainsi se mettre d'accord à tout moment de l'instruction des dossiers dont ils sont saisis. La cristallisation d'éventuels désaccords entre eux sur de tels cas est également autorisée, mais uniquement dans la mesure où elle est conforme aux procédures en vigueur et reste cohérente avec la règles des poursuites par défaut qui est intrinsèque à l'ordre juridique des CETC et qui constitue un moyen efficace, le cas échéant, de sortir</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

		<p>de toute impasse procédurale. » (par. 114)</p> <p>« Lorsque le désaccord concerne une question grave, telle qu'une question au cœur de l'enquête, un co-juge d'instruction peut soulever une objection contre l'acte ou la décision de son collègue en enregistrant formellement le désaccord. La Chambre considère que la formalisation des désaccords en vertu de l'article 23 3) (nouveau) de la Loi relative aux CETC et de la Règle 72 1) du Règlement intérieur, ou la recherche d'un consensus sur les questions en jeu, est reconnue et autorisée dans le système juridique des CETC. Dans de tels cas, "chacun [des co-juges d'instruction], ensemble ou séparément, peut enregistrer la nature exacte de leur désaccord dans un document signé et daté qui sera versé au registre des désaccords tenu par le greffier des co-juges d'instruction" conformément à la règle 72 1) du Règlement intérieur. La Chambre considère que le désaccord est alors limité aux co-juges d'instruction et reste confidentiel. La Chambre note en outre que l'article 5 4) de l'Accord relatif aux CETC, l'article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC et la Règle 72 3) du Règlement intérieur indiquent clairement que, dans un tel cas, un co-juge d'instruction peut agir sans le consentement de l'autre juge si aucun d'eux ne porte ce désaccord formel devant la Chambre préliminaire dans le délai prévu. Ce co-juge d'instruction peut alors mettre en oeuvre la décision contestée une fois le délai requis écoulé. » (par. 116)</p>
6.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« Les juges internationaux rappellent tout d'abord qu'un co-juge d'instruction peut valablement délivrer une ordonnance de renvoi en agissant seul. Ils prennent en outre note de l'article 5 4) de l'Accord relatif aux CETC et de l'article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, lesquels disposent qu'en cas de désaccord entre les co-juges d'instruction « [l']instruction suit son cours », à moins que les co-juges d'instruction ou l'un d'eux ne portent ce désaccord devant la Chambre préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 255)</p>

3. Position par Défaut

1.	<p>003/16-12-2011-ECCC/PTC 10 février 2012</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Opinion des Juges de la Chambre Préliminaire DOWNING et CHUNG relative au Désaccord entre les Co-Juges d'Instruction selon la Règle 72</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire n'était pas parvenue à une décision sur le Désaccord devant elle, la règle 72 4) d) prévoit que "[c]onformément à l'article 23 nouveau de la Loi sur les CETC, si la majorité requise n'est pas atteinte, la Chambre préliminaire est présumée avoir confirmé l'action ou la décision prise par l'un des co-juges d'instruction ou avoir autorisé l'action ou la décision envisagée par l'un des co-juges d'instruction, selon le cas". En l'espèce, cela veut dire que la commission rogatoire proposée doit être exécutée. » (Opinion des Juges DOWNING et CHUNG, par. 38)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 10 D87/2/2 23 avril 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de Quatorze des Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d'Instruction]</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Lorsque les co-procureurs ne parviennent pas à une approche commune, peu importe la nature de leur divergence, l'Article 6 4) de l'Accord et l'Article 20 (second et troisième paragraphes) de la Loi relative aux CETC prévoit que "les poursuites <i>continuent</i>" sauf si les co-procureurs ou l'un d'eux demande dans les trente jours que le désaccord soit placé devant la Chambre préliminaire. » (par. 40)</p> <p>« Lorsque le désaccord est placé devant la Chambre préliminaire et qu'il n'y a pas de majorité [...], l'Article 7 4) de l'Accord et l'Article 20 (septième paragraphe) de la Loi relative aux CETC indique que l'instruction ou les poursuites <i>continuent</i>. A moins que les co-procureurs ne parviennent à une approche commune, le résultat final, dans toutes circonstances, sera que le Réquisitoire introductif sera déposé auprès des co-juges d'instruction afin d'ouvrir une instruction. » (par. 41)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

3.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [L]’article 5 4) de l’Accord relatif aux CETC et de l’article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, [...] disposent qu’en cas de désaccord entre les co-juges d’instruction "[l]’instruction suit son cours", à moins que les co-juges d’instruction ou l’un d’eux ne portent ce désaccord devant la Chambre préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 255)</p> <p>« [L]a question ici examinée est régie par ce principe de continuation de l’instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 256)</p> <p>« Dans cette situation particulière où l’un des co-juges d’instruction propose de rendre une ordonnance de renvoi et l’autre s’y oppose, l’expression "l’instruction suit son cours" – à savoir le principe s’appliquant par défaut en cas de désaccord non résolu entre les co-juges d’instruction – signifie que l’ordonnance de renvoi doit être rendue en l’état. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 257)</p> <p>« En outre, en examinant la signification de l’expression "l’instruction suit son cours", les juges internationaux concluent que nul ne pourrait raisonnablement interpréter ce libellé, suivant son sens ordinaire et à la lumière de son objet et de son but, comme incluant la délivrance d’une ordonnance de non-lieu. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 258)</p> <p>« [L]’Ordonnance de non-lieu rendue par le co-juge d’instruction cambodgien constitue un excès de pouvoir et se révèle donc nulle puisqu’elle tente de mettre en échec la position par défaut inscrite dans le cadre juridique des CETC. Au contraire, l’Ordonnance de renvoi rendue par le co-juge d’instruction international est confirmée car elle demeure conforme à la position susmentionnée. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 262)</p>
----	---	---

4. Évitement de la Procédure de Règlement des Désaccords

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« De manière générale, la Chambre préliminaire considère que la question de savoir si les co-juges d’instruction sont obligés de renvoyer leur désaccord devant cette Chambre en vertu de la règle 72 du Règlement intérieur est régie par le principe selon lequel les procédures des CETC doivent se conformer aux exigences de légalité, d’équité et d’efficacité énoncées au sein du cadre juridique des CETC. En l’espèce, l’exigence d’une justice pénale efficace mérite une attention particulière de la part de la Chambre. » (par. 96)</p> <p>« Compte tenu de ce qui précède, la Chambre préliminaire a conclu que la question de savoir si les co-juges d’instruction pouvaient rendre des ordonnances de clôture contradictoires, au lieu de saisir la Chambre de leur désaccord, dépendait des conséquences de l’évitement de la procédure de règlement des désaccords prévue à la règle 72 du Règlement intérieur, et notamment si la soustraction à cette procédure permettait de contourner l’effet concret de la position par défaut intrinsèque au système juridique des CETC. À cet égard, la Chambre a souligné qu’un principe aussi fondamental et déterminant que la position par défaut ne peut être écarté ou privé de toute sa force et de ses effets par des interprétations tirant parti d’éventuelles ambiguïtés dans la Loi relative aux CETC et dans le Règlement intérieur pour ainsi vider de son sens ce principe fondamental de l’Accord relatif aux CETC. Toute autre conclusion conduirait à une issue juridique manifestement déraisonnable, violant à la fois le droit international et le droit cambodgien. » (par. 98)</p> <p>« Au vu de ce qui précède, la Chambre préliminaire considère qu’en cas de désaccord portant sur des questions devant être tranchées dans une ordonnance de clôture rendue en application de la règle 67 du Règlement intérieur, le cadre juridique des CETC n’autorise que deux façons de procéder, conformément à l’article 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC et à la règle 67 3) du Règlement intérieur. Les co-juges d’instruction sont tenus soit de parvenir à un consensus tacite ou explicite sur ces questions, soit de saisir la Chambre préliminaire de leur désaccord. » (par. 102)</p> <p>« Il ressort de ces dispositions qu’une ordonnance de clôture du Bureau des co-juges d’instruction est une décision unique. En tant que telle, la règle 1 2) du Règlement intérieur – qui dispose que, dans le Règlement, le singulier inclut le pluriel et que toute référence aux co-juges d’instruction "s’entend des deux juges d’instruction agissant conjointement ou chacun d’entre eux agissant individuellement" – n’offre pas une base juridique suffisante pour déroger ou s’opposer aux principes fondamentaux de</p>
----	---	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Règlement des Désaccords

	<p>l'Accord relatif aux CETC, tels que la position par défaut, et que la règle sur l'interprétation stricte des lois pénales empêche de surcroît toute interprétation en ce sens. » (par. 104)</p> <p>« En résumé, la Chambre préliminaire souligne qu'en délivrant des Ordonnances de clôture contradictoires au lieu de saisir la Chambre préliminaire de leur désaccord ou de suivre la position par défaut, les co-juges d'instruction ont commis des erreurs portant atteinte aux fondements mêmes du système hybride des CETC et à son bon fonctionnement. Malgré le caractère crucial du sujet en question, à savoir si MEAS Muth relève ou non de la compétence personnelle des CETC, les co-juges d'instruction se sont autorisés à rendre les Ordonnances de clôture par des motifs remarquablement minimalistes puisqu'ils se sont simplement contentés de rappeler deux de leurs précédentes décisions. » (par. 106)</p>
--	--

B. Appels (Général)

1. Général

i. Rôle en Appel de la Chambre Préliminaire

Voir aussi [III. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire](#)

1.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« Dans des décisions antérieures, la Chambre préliminaire a confirmé les responsabilités et pouvoirs dont elle est investie dans l'ordre juridique des CETC. Il ressort clairement, en particulier de la règle 73 a) du Règlement intérieur, que la compétence de la Chambre englobe la fonction de juridiction du second degré. La Chambre a également précisé que sa fonction de juridiction du second degré l'habilitait à dire le droit qui régit le stade préliminaire des dossiers de manière définitive et faisant autorité. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 121)</p> <p>« [L]e Règlement intérieur confère à la Chambre préliminaire une compétence générale pour les "ordonnances" et les "décisions" des co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 123)</p>
----	---	--

ii. Distinction avec l'Annulation

Voir aussi [VII. C. Annulation](#)

1.	004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013 <i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]es régimes d'annulation et d'appel s'excluent mutuellement et s'appliquent à des catégories différentes d'actes juridiques pris par les co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 2)</p> <p>« La procédure d'annulation, qui est propre au système inquisitoire, a été spécialement conçue pour remédier aux vices de procédure affectant les actes d'instruction accomplis par l'autorité d'instruction dans sa recherche de la vérité, c'est-à-dire impliquant généralement la collecte de preuves, lorsque ces irrégularités de procédure portent atteinte aux intérêts d'une partie. [...] Lorsqu'une irrégularité de procédure affecte leur validité, ces actes, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un appel, peuvent être annulés et, par conséquent, retirés du dossier de l'affaire afin que le tribunal de première instance ne soit pas entaché par les preuves recueillies ou l'acte d'instruction exécuté en violation des conditions procédurales. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 3)</p> <p>« En revanche, les décisions déterminant les droits et obligations des parties sont soumises à un examen en appel. Elles peuvent être annulées par la Chambre préliminaire lorsque les co-juges d'instruction ont "commis une erreur de droit ou de fait spécifique invalidant la décision ou [s'ils ont] pris en compte de manière déraisonnable des considérations pertinentes ou non pertinentes" ou ont commis une erreur perceptible dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire. En appel, la Chambre préliminaire décide sur les conséquences demandées et, même si elle est infirmée, la décision n'est pas expurgée du dossier de l'affaire. L'exclusion des décisions susceptibles d'appel de la procédure d'annulation signifie que les co-juges d'instruction ne peuvent pas utiliser la règle 76 du règlement intérieur pour demander à la Chambre préliminaire d'annuler les décisions déterminant les droits et obligations des parties, telles que les ordonnances relatives à la recevabilité des demandes des parties civiles, et par là même trancher à nouveau une question juridique de fond. Au contraire, si le co-juge d'instruction international avait été d'avis que les ordonnances étaient entachées d'erreurs substantielles de fait ou de droit, il aurait pu envisager la possibilité de les réexaminer, après avoir entendu les parties concernées. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 4)</p>
----	--	---

2. Recevabilité des Appels

i. Qualité pour Interjeter Appel

a. Général

1.	004 AO An PTC 08 D185/1/1/2 13 octobre 2014 <i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant la Requête en Annulation</i>	[Traduction Non-Officielle] « La question de la qualité pour agir, ou de savoir si une requête est correctement soulevée, "a déjà été examinée par la Chambre préliminaire et fait également partie de la jurisprudence d'autres tribunaux internationaux dans leur examen de la recevabilité des requêtes avant l'examen au fond". » (par. 13)
2.	004 YIM Tith PTC 13 A157/2/1/2 21 novembre 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision Rejetant sa Demande aux Co-Juges d'Instruction de Saisir la Chambre Préliminaire dans le But d'Annuler l'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]a question de la qualité pour agir, ou de savoir si une requête est correctement soulevée, "a déjà été examinée par la Chambre préliminaire et fait également partie de la jurisprudence d'autres tribunaux internationaux dans le cadre de leur <i>examen de la recevabilité</i> des demandes". » (par. 21)
3.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [D]evant les CETC, les règles applicables confèrent des droits procéduraux différents pour chaque partie et "l'examen réalisé au cas par cas de la recevabilité des appels en application de la règle 21 du Règlement intérieur vise précisément à protéger les droits de toutes les parties". » (par. 71)

b. Co-Procureurs

Voir aussi [IV. A. 1. A. Rôle des Co-Procureurs](#)

1.	002 IENG Sary PTC 08 A162/III/6 28 août 2008 <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre la Lettre concernant la Demande d'Information au sujet du Conseiller Juridique David BOYLE</i>	[Traduction Non-Officielle] « La règle 74 2) autorise les co-procureurs à interjeter appel de toutes les ordonnances. La Décision des co-juges d'instruction ne constituant pas une ordonnance, la question de l'égalité des armes ne se pose pas. » (par. 18)
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

2.	004 YIM Tith PTC 46 D361/4/1/10 13 novembre 2017 <i>Décision relative à l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision sur sa Requête Visant à Disposer du Temps Nécessaire à la Préparation de sa Défense</i>	<p>« En ce qui concerne l'autre argument de la Défense, affirmant qu'une déclaration d'irrecevabilité de l'Appel constituerait une violation en soi, dès lors que les co-procureurs sont en droit d'appeler de toutes les ordonnances des co-juges d'instruction en vertu de la règle 74 2) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire note qu'aux CETC, les règles de procédure prévoient des droits d'appel différents pour chaque partie, et que l'examen au cas par cas des appels aux fins d'en déterminer la recevabilité sur le terrain de la règle 21 du Règlement intérieur est précisément destiné à sauvegarder les droits de toutes les parties. » (par. 19)</p>
3.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International Contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle que, selon la règle 67 5) du Règlement intérieur, "[l']ordonnance [de clôture] est susceptible d'appel, dans les conditions prévues à la [r]ègle 74" , la règle 74 2) de ce même Règlement ajoutant que "[l]es co-procureurs peuvent faire appel de toutes les ordonnances des co-juges d'instruction". » (par. 25)</p>
4.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés Contre les Ordonnances de Clôture</i>	<p>« [E]n application des règles 67 5), 74 2) et 73 a) du Règlement intérieur, l'Ordonnance de renvoi est susceptible d'appel, les co-procureurs ont un droit général d'appel contre toutes les ordonnances des co-juges d'instruction, et la Chambre préliminaire est compétente pour statuer sur un tel appel. » (par. 51)</p> <p>« [E]n application des règles 67 5), 74 2) et 73 a) du Règlement intérieur, l'Ordonnance de non-lieu est susceptible d'appel, les co-procureurs ont un droit général d'appel contre toutes les ordonnances des co-juges d'instruction, et la Chambre préliminaire est compétente pour statuer sur un tel appel. » (par. 53)</p> <p>« [L]es différences de procédure qui existent entre le droit d'appel des co-procureurs et celui de l'accusé ne portent pas en soi atteinte à l'équité. [...] Plus important encore, devant les CETC, les règles applicables confèrent des droits procéduraux différents pour chaque partie et " l'examen réalisé au cas par cas de la recevabilité des appels en application de la règle 21 du Règlement intérieur vise précisément à protéger les droits de toutes les parties." » (par. 71)</p>

c. Défense

1.	002 IENG Sary PTC 08 A162/III/6 28 août 2008 <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre la Lettre concernant la Demande d'Information au sujet du Conseiller Juridique David BOYLE</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [N]i la règle 73 c), ni la règle 74 3) n'autorise la personne mise en examen à interjeter appel de la Décision des co-juges d'instruction [refusant la demande d'information]. Par conséquent, la Chambre préliminaire n'a pas, conformément à ces règles, compétence pour examiner l'appel. » (par. 17)</p> <p>« La règle 74 2) autorise les co-procureurs à interjeter appel de toutes les ordonnances. La Décision des co-juges d'instruction ne constituant pas une ordonnance, la question de l'égalité des armes ne se pose pas. » (par. 18)</p>
2.	002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/I/20 20 février 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par</i>	<p>« La Chambre préliminaire relève en outre que le Règlement ne contient aucune disposition spécifique conférant à la personne mise en examen le droit d'interjeter appel de l'Ordonnance en matière de traduction devant la Chambre préliminaire. » (par. 32)</p> <p>« Le Règlement prévoit qu'un certain nombre d'ordonnances sont susceptibles d'appel devant la Chambre préliminaire par une personne mise en examen. La liste mentionnée est exhaustive, et la Chambre préliminaire est uniquement compétente pour statuer sur les appels interjetés contre les</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>KHIEU Samphan contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction</i>	ordonnances et décisions qui y figurent. Les autres ordonnances rendues par les co-juges d'instruction peuvent faire l'objet d'un contrôle selon la procédure applicable aux requêtes en nullité, qui garantit à une personne mise en examen le droit de demander l'annulation d'un acte pour vice de procédure lorsque cet acte porte atteinte à ses intérêts. Il convient de relever qu'il s'agit là d'une procédure différente de celle en appel, qui impose aux co-avocats d'accomplir d'autres actes pour pouvoir saisir la Chambre préliminaire.» (par. 33)
3.	002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009 <i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i>	« [L]a possibilité de relever appel des ordonnances des co-juges d'instruction est limitée dans le cas des personnes mises en examen, tandis que les co-procureurs peuvent appeler de toutes les ordonnances rendues par les magistrats instructeurs. L'incohérence qui pourrait exister entre la faculté générale d'interjeter appel telle que la Défense la déduit de la règle 55 10) du Règlement et les limites imposées à cette faculté par la règle 74 3) b) ne saurait conduire aux conclusions dégagées par la Défense [affirmant que la règle 55 10) doit être interprétée comme ouvrant un droit à interjeter appel contre le rejet de requêtes générales et de demandes d'acte d'instruction et que ce droit prévaut en vertu du principe <i>in dubio pro reo</i>].» (par. 19)
4.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	« Selon la règle 74 3) a) du Règlement, le mis en examen peut relever appel de neuf catégories d'ordonnances ou de décisions rendues par les co-juges d'instruction. » (par. 18)
5.	002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011 <i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphân contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [I]l résulte de la règle 74 du Règlement que toutes les ordonnances des co-juges d'instruction ne sont pas susceptibles d'appel devant elle par chacune des parties. En effet, alors que les co-procureurs peuvent faire appel de toutes les ordonnances des co-juges d'instruction en vertu de la règle 74 (2) du Règlement, les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction dont les personnes mise en examen ou l'accusé peuvent faire appel sont énumérées à la règle 74 (3). L'ordonnance de renvoi n'y est pas énumérée. [B]ien que l'ordonnance de renvoi ne soit pas, en tant que telle, susceptible d'appel par l'accusé, la Chambre d'appel est d'avis que, pour autant qu'une telle ordonnance reconnaisse la compétence des CETC, elle est manifestement susceptible d'un appel portant sur les questions de compétence tranchées par les co-juges d'instruction. La question qui se pose dès lors à la Chambre préliminaire est de savoir si, [...] dès lors que l'ordonnance de renvoi confirme dans son ensemble la compétence de la Chambre de première instance des CETC pour le juger, il a le droit d'en faire appel " en toutes ses parties ". Ceci reviendrait à ajouter l'ordonnance de renvoi à la liste des ordonnances et décisions des co-juges d'instruction énumérées par le Règlement comme étant susceptibles d'appel. Cette interprétation n'est, à l'évidence, pas conforme à l'approche adoptée par le Règlement intérieur[...]. A l'évidence, la règle 74 (3) a) du Règlement n'autorise pas davantage l'Appelant à faire appel des défaillances de la procédure d'instruction. » (par. 14)</p> <p>« [L]e fait invoqué par l'Appelant qu'en [...] droit français, l'accusé puisse désormais interjeter appel de l'ordonnance de mise en accusation [...] ne saurait justifier une dérogation à la claire limitation des cas d'appel envisagés par la règle 74 (3) a) du Règlement. » (par. 15)</p>
6.	004 YIM Tith PTC 06 D192/1/1/2 31 octobre 2014	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i></p>	<p>"Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à un procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question qui est centrale à ces Appels. Malgré ses efforts, la Chambre Préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix favorables pour rendre une décision sur les Appels. » (par. 31)</p>
7.	<p>004 YIM Tith PTC 10 D186/3/1/2 31 octobre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un "Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à un procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question qui est centrale à ces Appels. Malgré ses efforts, la Chambre Préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix favorables pour rendre une décision sur les Appels. » (par. 31)</p>
8.	<p>004 YIM Tith PTC 13 A157/2/1/2 21 novembre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision Rejetant sa Demande aux Co-Juges d'Instruction de Saisir la Chambre Préliminaire dans le But d'Annuler l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été officiellement notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure énoncée dans la règle 57 du Règlement intérieur. Les juges PRAK, HUOT et NEY considèrent que l'appelant, n'étant ni une "personne mise en examen" ni un "accusé" au sens du Règlement intérieur, ne peut pas interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur. En revanche, les juges CHUNG et DOWNING, adoptant une interprétation différente des règles 74 et 76, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, estiment que l'appelant a qualité pour introduire de tels recours, étant donné que ce qui est spécifiquement contesté est l'interprétation de la notion de "personne mise en examen" adoptée par le CJII dans les Décisions attaquées, et sont d'avis que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à un procès équitable exigent qu'il lui soit accordé les mêmes droits procéduraux que ceux accordés aux personnes mises en examen. Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question qui est au cœur de ces appels. En dépit de ses efforts, la Chambre préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix favorables pour rendre une décision sur l'Appel. » (par. 22)</p>
9.	<p>004 YIM Tith PTC 15 D203/1/1/2 19 janvier 2015</p> <p><i>Considérations de la Chambre préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision concernant sa Demande de Clarification sur le Fait qu'il Peut Conduire sa Propre Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]'Appelant revient bel et bien sur ses objections récurrentes liées à la question même de son statut dans la procédure en tant qu'individu "faisant l'objet de poursuites" en réitérant ses <i>arguments passés</i>, formulés dans l'Appel de la Demande urgente [...]. En déterminant la recevabilité de l'Appel de la Demande urgente, les Juges PRAK, HUOT et NEY ont considéré que l'appelant, n'étant ni une "personne mise en examen" ni un "accusé" selon le Règlement intérieur, ne peut pas interjeter appel selon le Règlement intérieur. En revanche, les Juges CHUNG et DOWNING, adoptant une interprétation différente du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21, ont estimé que l'appelant était habilité à interjeter appel, étant donné que ce qui est spécifiquement contesté est l'interprétation de la notion de "personne mise en examen" adoptée par le CJII dans les Décisions attaquées, et ont fait remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à un procès équitable exigent que lui soient accordés les mêmes droits procéduraux que ceux accordés aux personnes mises en</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<i>examen</i> . Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question. » (par. 29)
10.	004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016 <i>Ordonnance relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International Concernant les Requêtes Urgentes Visant au Réexamen de l'Autorisation de Communiquer certaines Déclarations de Témoin Tirées du Dossier N° 004 pour les Besoins du Deuxième Procès dans le Dossier N° 002</i>	« La Chambre préliminaire considère que AO An a qualité pour déposer des conclusions concernant un appel formé dans le dossier n° 004 auquel il est partie, et ce, quelles que soient les questions soulevées par ce recours. [...] Elle relève également que la jurisprudence invoquée par le co-procureur international vient en réalité soutenir le principe selon lequel une partie a bien qualité pour déposer des conclusions dans l'affaire qui la concerne. Lorsque le requérant ne s'était pas vu reconnaître cette qualité dans les trois décisions citées, soit il n'était pas partie du tout au dossier, soit il souhaitait en tant que suspect former un appel tendant au réexamen d'une décision originellement rendue dans un autre dossier. En l'espèce, en revanche, le requérant est une personne mise en examen jouissant de tous les droits se rattachant à cette qualité et qui, en tant que partie au dossier n° 004, a déposé des conclusions en réponse à un appel dûment interjeté dans le même dossier, contre une décision rendue elle aussi dans ce dossier. » (par. 17)

d. Parties Civiles

Voir [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

e. Autres

1.	003 PTC Spécial 01 Doc. No. 3 15 décembre 2011 <i>Décision relative à la Demande de la Section d'Appui à la Défense Tendante à ce que la Chambre Préliminaire Suspende les Poursuites dont Elle Est Saisie dans le Dossier N° 003 Afin Que Puissent Être Prises des Mesures Destinées à Garantir la Représentation Efficace des Suspects dans le Cadre de ce Dossier</i>	<p>« [C]'est au suspect, et à lui seul, qu'il appartient de décider d'exercer ou non son droit à la représentation juridique, qui relève de son libre arbitre. Ce n'est à personne d'autre de décider au nom du suspect à cet égard. Le suspect peut choisir de se défendre lui-même. Lorsque le suspect informe le Juge ou la Chambre devant lequel ou laquelle il comparaît qu'il a engagé un conseil, il doit déposer une procuration auprès du Greffier, et, dès lors que ledit conseil satisfait aux conditions requises, ce dernier est habilité à représenter son client. Les suspects qui sont indigents se voient commettre un conseil d'office, à condition que "l'intérêt de la justice l'exige". Bien que les directives pour de telles commissions d'office soient énoncées par le Greffier, elles doivent être <i>approuvées par les juges</i>. Ce sont les juges qui peuvent, "s'[ils] estime[nt] que l'intérêt de la justice le requiert", <i>ordonner au Greffier de désigner un conseil</i> pour défendre les intérêts de l'accusé. La position et les fonctions du Greffier du TPIY semblent être similaires à celles du Directeur/Directeur adjoint du Bureau de l'administration aux CETC, en ce que leur mission consiste à permettre "l'exécution de [la] mission [des Chambres] ". » (par. 11)</p> <p>« Dès lors que ce sont les co-juges d'instruction qui restent saisis et responsables des enquêtes pénales en cours dans le cadre du dossier n° 003, les questions ayant trait à la représentation juridique des suspects relèvent directement d'eux et n'entrent dès lors pas dans le champ de compétence de la Chambre préliminaire. Le fait que certaines ordonnances délivrées par les co-juges d'instruction dans le cadre du dossier 003 aient fait l'objet d'un appel devant la Chambre préliminaire ne change rien à cette conclusion. » (par. 13)</p>
----	--	---

ii. Décisions et Ordonnances Susceptibles d'Appel

a. Notions de Décision et d'Ordonnances

1.	002 IENG Sary PTC 08 A162/III/6	[Traduction Non-Officielle]
----	--	-----------------------------

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	28 août 2008 <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre la Lettre concernant la Demande d'Information au sujet du Conseiller Juridique David BOYLE</i>	« La règle 74 2) autorise les co-procureurs à interjeter appel de toutes les ordonnances. La Décision des co-juges d'instruction ne constituant pas une ordonnance, la question de l'égalité des armes ne se pose pas. » (par. 18)
2.	002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008 <i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i>	[Traduction Non-Officielle] « En substance, les co-juges d'instruction ont décidé que seule l'aptitude de la personne mise en examen à donner des instructions à son avocat posait problème puisqu'il refusait de participer à des auditions. » (par. 15) « En conséquence, la personne mise en examen a été privée de la possibilité d'avoir sa capacité mentale à participer à sa défense pendant l'instruction évaluée par un expert. La décision des co-juges d'instruction constitue un rejet de la Demande entière. Un tel rejet est susceptible d'appel selon la règle 74 3) d). » (par. 16)
3.	002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010 [Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i>	« La Chambre préliminaire a déjà conclu antérieurement qu'un mémorandum du Bureau des co-juges d'instruction avait valeur de décision de leur part. » (Opinion des Juges PRAK et DOWNING, para. 6)
4.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co- Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	« Selon la règle 74 3) a) du Règlement, le mis en examen peut relever appel de neuf catégories d'ordonnances ou de décisions rendues par les co-juges d'instruction. À cet égard, les co-procureurs ont d'abord argué du fait que l'Ordonnance contestée n'était pas une "ordonnance" ou une "décision", mais une simple "déclaration" du droit applicable [...] inapplicable devant les CETC. [...] Le titre de l'Ordonnance contestée indique bien qu'il s'agit d'une "ordonnance" et son contenu concerne l'examen de l'applicabilité de l'entreprise criminelle commune en tant que forme de responsabilité devant les CETC. Plus qu'une simple "déclaration", l'Ordonnance contestée est donc bien, tant par la forme que par le fond, une "ordonnance" ou une "décision" au sens de la règle 74 du Règlement. » (par. 18)
5.	004 YIM Tith PTC 41 D306/17.1/1/9 30 juin 2017 <i>Décision relative à l'Appel de YIM Tith contre la Notification Concernant</i>	« La Chambre préliminaire considère que le titre de la Notification contestée ainsi que son fond et sa forme donnent à penser qu'elle ne constitue pas une « décision » susceptible d'appel en application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, mais bien une opinion concernant un point sur lequel il est demandé à la Chambre de dire le droit. » (par. 15) « Le titre et le contenu de la Notification contestée, ainsi que l'utilisation qui y est faite d'expressions comme "de principe" ou "dans l'abstrait", donnent donc fortement à penser qu'il s'agit là simplement d'un avis consultatif concernant un désaccord sur le droit applicable ; la Chambre préliminaire estime que le règlement de ce désaccord n'est pas essentiel à ce stade pour pouvoir se prononcer sur les

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>l'Interprétation de la Notion d' «Attaque Lancée contre une Population Civile » dans le Contexte des Crimes contre l'Humanité s'Agissant des Propres Forces Armées d'un État ou d'un Régime</i>	allégations portées dans le dossier n° 004. En effet, puisqu'il s'agit ici d'une question mixte touchant à la fois des points de fait et de droit, l'on ne peut que spéculer, en l'absence de tout fondement factuel précis, sur la manière dont les co-juges d'instruction appréhenderont le cas échéant une attaque perpétrée par un État ou une organisation contre ses propres forces armées lorsqu'ils rédigeront l'ordonnance de clôture, laquelle est susceptible d'appel.» (par. 17) «[L]a Chambre préliminaire conclut que la Notification contestée ne constitue pas une "décision" susceptible d'appel au sens de la règle 74 3) du Règlement intérieur. Elle considère en outre que la Défense lui demande de dire le droit, et juge purement hypothétique l'incidence que pourrait avoir, au regard des faits reprochés, toute décision qu'elle pourrait prendre sur la question. Il n'y a donc pas lieu de s'attacher à déterminer si l'interprétation de la notion d'"attaque contre une population civile" dans le contexte des crimes contre l'humanité s'agissant des propres forces armées d'un État ou d'un régime peut faire l'objet d'une exception d'incompétence au titre de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. » (par. 18)
6.	003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i>	« [L]a Chambre préliminaire est la seule entité judiciaire légalement habilitée à examiner l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction en tant que telle, ainsi que ses conséquences en droit. En l'espèce, la Chambre préliminaire considère que les parties contestées de l'Ordonnance de renvoi sont celles dans lesquelles le co-juge d'instruction a communiqué ses observations sur la validité des mesures inédites qu'il a lui-même prises. Ainsi, la Chambre conclut qu'il s'agit là de simples conjectures, qui ne relèvent pas de sa juridiction, qui n'ont aucun effet judiciaire et qui ne constituent donc pas une décision ou une ordonnance judiciaire susceptible d'appel en application de la règle 74 du Règlement intérieur. » (par. 66)

b. Refus Implicite

1.	002 IENG Sary PTC 29 D171/4/5 22 décembre 2009 <i>Décision sur l'Appel de IENG Sary contre le Refus Implicite des Co-Juges d'Instruction de la Troisième Demande d'Actes d'Instruction de IENG Sary</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire note en outre qu'en ce qui concerne les demandes d'actes d'instruction, le Code de Procédure pénale du Royaume du Cambodge contient d'autres dispositions similaires relatives au manquement des co-juges d'instruction de formuler une décision selon l'article 133 [...]. » (par. 7) « [C]ompte-tenu de son but, la Demande ne constitue pas une "demande d'actes d'instruction" entrant dans le champ de la règle 74 3) b) du Règlement intérieur [...]. Les demandes d'actes d'instruction sont exécutées par les co-juges d'instruction ou, par délégation, par les enquêteurs des CETC ou la police judiciaire, dans le but de recueillir des informations utiles à la manifestation de la vérité. » (par. 8) « [L]'Appel ne vise pas à obtenir quelque chose qui prive la personne mise en examen de la possibilité d'obtenir le résultat qu'elle cherche et qui peut faire l'objet d'un appel selon la règle 74 3) b) du Règlement intérieur. La Chambre préliminaire conclut qu'il serait inapproprié d'utiliser la notion de refus implicite pour fonder un droit d'appel alors qu'en tout état de cause, aucun droit substantiel n'existe, puisque la demande formulée ne rentre pas dans le cadre du droit d'appel de la personne mise en examen, tel que prévu par les lois applicables aux CETC ou leur Règlement intérieur. » (par. 9)
2.	002 IENG Sary PTC 31 D130/7/3/5 10 mai 2010 <i>Décision relative à la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary contre le Rejet Implicite, par les Co-Juges d'Instruction, des Demandes Formées par IENG Sary Concernant l'Identification et l'Utilisation par les Co-Juges d'Instruction</i>	« La Chambre préliminaire estime que, nonobstant le fait que la première Demande ne soit pas formellement visée dans l'Ordonnance, il est clair au vu de la lettre que les co-juges d'instruction ont officiellement envoyée aux co-avocats [...], qu'ils entendaient répondre à la Première demande dans l'Ordonnance. Sans examiner l'Ordonnance au fond, la Chambre observe, comme l'ont aussi relevé les co-avocats, qu'il est effectivement répondu à la Première demande dans l'Ordonnance. Par conséquent, en ce qui concerne la première Demande, la Chambre préliminaire estime qu'il n'y a pas de refus implicite de la part des co-juges d'instruction. » (par. 17)

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>d'Éléments de Preuve Obtenus sous la Torture</i>	
3.	<p>002 IENG Sary PTC 60 D345/5/11 9 juin 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Relative à sa Requête s'Opposant à l'Application devant les CETC de la Théorie de la Responsabilité du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« [L]edit Appel a trait à une décision des co-juges d'instruction de ne pas "rendre de décision" et non à une décision reconnaissant la compétence des CETC. Les co-avocats avancent que le refus des co-juges d'instruction d'examiner les Requêtes au stade actuel de la procédure équivaut à un refus implicite [...]. [L]e Règlement n'oblige pas les co-juges d'instruction à rendre une décision sur cette question avant l'ordonnance de clôture. Toutefois, au stade actuel de la procédure, l'ordonnance de clôture est imminente et si la compétence des CETC en matière de responsabilité du supérieur hiérarchique y est reconnue, la personne mise en examen pourra envisager de se prévaloir de l'effet conjoint des règles 67 (5) et 74 (3) a) du Règlement. À ce stade, l'examen que feront, le cas échéant, les co-juges d'instruction de la question de la compétence des CETC en matière de responsabilité du supérieur hiérarchique relève de la spéculation. Les co-juges d'instruction ne sont pas tenus de rendre des décisions déclaratoires [...] et la Chambre préliminaire ne donne pas d'opinions consultatives et ne peut restreindre la liberté d'appréciation des co-juges d'instruction s'agissant de décisions qu'ils rendront dans l'ordonnance de clôture. [...] [[U]ne déclaration d'irrecevabilité de l'Appel au présent stade de la procédure n'entraînerait pas la violation des droits fondamentaux de la personne mise en examen et que la règle 21 du Règlement n'oblige pas la Chambre préliminaire à déclarer l'Appel recevable. » (par. 11)</p>
4.	<p>004 AO An PTC 12 A117/2/2 22 octobre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre le Rejet Implicite de la Quatrième Demande d'Actes d'Instruction de TA An</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que la notion de refus implicite a été développée par la Chambre pour couvrir les situations où les co-juges d'instruction ne statuent pas sur une demande dans le délai légal fixé, si applicable, ou lorsque le retard pris par les co-juges d'instruction pour statuer pourrait priver la partie requérante du bénéfice recherché. » (par. 8)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut que le cas d'espèce ne présente pas un retard dans l'examen de la quatrième demande par les co-juges d'instruction ; au contraire, le CJII a décidé de ne pas accueillir la quatrième demande à ce stade, au motif de sa conclusion précédente selon laquelle l'appelant n'est pas autorisé à déposer des demandes d'actes d'instruction. [...] Dans ces circonstances, la doctrine du refus implicite ne s'applique pas et toute contestation de la ligne de conduite adoptée par le CJII doit être dirigée contre la Notification et/ou la Décision relative aux trois demandes. A cet égard, la Chambre préliminaire note que l'appel, en substance, vise à contester la décision du CJII de ne pas verser la quatrième demande au dossier et, plus généralement, sa "politique" de ne pas accueillir les demandes d'actes d'instruction de l'appelant, exprimée dans la notification et la décision relative aux trois demandes. La Chambre préliminaire considère que l'appel équivaut à un appel contre la Notification et sa recevabilité sera donc examinée dans ce contexte. » (par. 9)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que la doctrine du refus implicite, qui a été appliquée par la Chambre préliminaire pour prendre en compte des situations exceptionnelles dans lesquelles l'inaction du Bureau des juges d'instruction ou le retard à agir peut causer un préjudice, ne peut être utilisée pour contourner le délai d'appel prévu par le Règlement intérieur. La mauvaise qualification de l'Appel n'est par conséquent pas une raison valable pour accepter son dépôt hors délai, en l'absence de toute autre justification fournie par l'appelant. » (par. 11)</p>
5.	<p>003 MEAS Muth PTC 18 D120/1/1/2 17 juin 2016</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Implicite des Co-Juges d'Instruction de Rejeter sa Requête aux Fins d'Annulation du Réquisitoire Supplétif Déposé par le Co-Procureur International</i></p>	<p>« MEAS Muth ne conteste pas une décision des co-juges d'instruction mais fait valoir que le silence qu'ils ont opposé à la Demande vaut rejet et est susceptible d'appel. La Chambre préliminaire rappelle qu'en application des règles 73 et 74 du Règlement intérieur, elle est compétente pour statuer sur des appels interjetés contre des "décisions" ou des "ordonnances" rendues par les co-juges d'instruction. Cependant, elle a déjà estimé que la demande déposée par une partie qui n'a pas été tranchée par les co-juges d'instruction devait être considérée comme rejetée lorsque i) la décision n'a pas été rendue dans les délais prescrits, s'il en existait, ou ii) le temps écoulé sans qu'une décision soit prise a pour effet de priver le demandeur de toute possibilité d'obtenir la mesure qu'il sollicite. Lorsqu'une demande est considérée comme ayant été implicitement rejetée par les co-juges d'instruction, la partie requérante peut saisir la Chambre préliminaire pour autant que la question relève de sa compétence matérielle. » (par. 7)</p> <p>« Lorsque le Règlement intérieur n'impose aucun délai aux co-juges d'instruction, comme c'est le cas en l'espèce, un simple retard dans l'examen d'une demande ne vaut pas rejet. Pour que le silence des co-juges d'instruction soit interprété comme un rejet, il faut démontrer qu'en raison de sa nature, la demande doit être examinée dans un certain délai faute de quoi elle perd tout son sens. Comme la Chambre l'a rappelé récemment, "la Chambre préliminaire a appliqué la doctrine du rejet implicite</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<p>afin de couvrir les <i>situations exceptionnelles</i> où le silence ou la lenteur du Bureau des co-juges d'instruction étaient susceptibles d'entraîner un préjudice". En réalité, le seul cas où la Chambre préliminaire a déclaré recevable un appel interjeté contre une décision implicite de rejet concernait [la décision des co-juges d'instruction de reporter leur examen de la demande de nomination d'un expert psychiatrique afin d'évaluer l'aptitude de IENG Sary à participer à sa défense à un stade ultérieur de la procédure dans le dossier no. 002- A189/I/8]. Toutes les autres tentatives visant à saisir la Chambre préliminaire sans que les co-juges d'instruction aient d'abord rendu une décision ont échoué. En particulier, la Chambre préliminaire a conclu à l'absence de décision implicite de rejet dans les cas suivants : i) les règles de procédure applicables ne prévoyaient pas qu'une décision devait être prise sur cette question à ce stade de la procédure et prévoyaient que la question pouvait être portée ultérieurement devant la Chambre sans violer le droit de l'appelant à bénéficier d'un procès équitable (par exemple : des questions devaient être examinées dans une ordonnance de clôture mais les parties ont cherché à ce qu'elles soient tranchées à l'avance dans une décision déclaratoire) ; ii) l'appelant n'a pas démontré qu'il existait un risque de <i>violation irrémédiable</i> des droits qu'il faisait valoir ; iii) le Règlement intérieur prévoyait un recours utile, qui restait disponible à un stade ultérieur, et qui permettait de remédier aux violations alléguées des droits ou aux irrégularités de l'instruction, le droit de l'appelant à bénéficier d'un procès équitable étant par conséquent suffisamment protégé par le cadre juridique en place (par exemple : la possibilité de déposer une requête en nullité en application de la règle 76 du Règlement intérieur) ; iv) les co-juges d'instruction ont précisé que l'examen de la demande était en cours ; et v) les co-juges d'instruction ont fourni une raison valable pour reporter la décision à une date ultérieure. » (par.8)</p> <p>« En l'espèce, [l]a Chambre préliminaire estime que, bien que MEAS Muth a demandé une décision immédiate, le fait que les co-juges d'instruction diffèrent leur décision ne vaut pas rejet, et ce pour deux raisons. » (par. 9)</p> <p>« Premièrement, il ressort clairement du dossier que les co-juges d'instruction n'ont pas rejeté la Demande, mais attendent que MEAS Muth devienne partie à la procédure et soit ainsi autorisé à présenter des requêtes en cette qualité. » (par. 10)</p> <p>« Deuxièmement, MEAS Muth n'a pas démontré en quoi le report d'une décision relative à la Demande le priverait de la mesure qu'il a sollicitée. Une pièce de procédure frappée de nullité peut être retirée du dossier jusqu'au dépôt d'une ordonnance de clôture. Par conséquent, un recours utile reste disponible aux stades ultérieurs de la procédure et permet de faire retirer le Réquisitoire supplétif du dossier s'il doit être frappé de nullité. [...] Elle souligne que lorsque les co-juges d'instruction n'ont pris aucune décision sur une question, la Chambre préliminaire peut en être saisie uniquement si les circonstances de l'espèce permettent de déduire que, de fait, le silence des co-juges d'instruction signifie qu'ils rejettent une demande qui leur a été présentée. Le fait que le report de l'examen d'une demande est susceptible de prolonger l'instruction ne signifie pas que les co-juges d'instructions ont rejeté cette demande. Quoi qu'il en soit, l'instruction se poursuit sur un certain nombre d'allégations visées au Réquisitoire introductif, et rien ne permet de penser à ce stade qu'elle est retardée par les enquêtes portant sur les crimes supplémentaires visés au Réquisitoire supplétif. » (par. 11)</p>
--	---

iii. Délai pour l'Appel

a. Expiration et Prorogation du Délai d'Appel

1.	<p>002 NUON Chea PTC 67 D365/2/10 15 juin 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Requête Visant à verser au Dossier des Preuves</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire a reçu la déclaration de l'intention par les co-conseils de KHIEU Samphan d'être entendus hors délai, mais qu'elle a décidé d'office d'accepter cette déclaration afin de préserver les droits de M. KHIEU Samphan à un procès équitable. » (par. 5)</p> <p>« [L]a décision d'accorder ou non une extension du délai dans lequel peuvent être formés des demandes d'actes d'instruction appartient en première instance aux co-juges d'instruction. » (par. 14)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>Supplémentaires Tendant à Prouver la Connaissance des Crimes par les Personnes Mises en Examen</i>	
2.	002 KHIEU Samphân PTC 63 D370/2/11 7 juillet 2010 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'«Ordonnance Sur Demande d'Intégration [Au Dossier] de Documents Relatifs à l'Activité Réelle de Monsieur KHIEU Samphan »</i>	« [C]ontrairement aux dispositions de l'article 7 de la Directive pratique sur le dépôt des documents auprès des CETC, la version en khmer a été déposée hors délais. La Chambre a fait usage du pouvoir discrétionnaire dont elle dispose en vertu de la règle 39 4) b) du Règlement pour considérer le dépôt de l'Appel comme valable bien que la version en khmer ait été déposée après l'expiration des délais prescrits à la règle 75 3) du Règlement. Aucune partie ne doit être pénalisée en raison des difficultés légitimes qu'elle rencontre pour obtenir la traduction d'un document. » (par. 7)
3.	002 KHIEU Samphân PTC Spécial 15 Doc. No. 2 12 janvier 2011 <i>Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphan aux fins d'Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure</i>	« KHIEU Samphan n'a pas fait appel de l'Ordonnance [...] et [...] n'a donc pas épuisé les voies de recours à sa disposition sur cette question. Il ne peut donc plus se prévaloir, après expiration des délais d'appel, de cette absence alléguée d'accès au dossier pour demander l'interruption de la procédure. Il est en outre mal venu de se plaindre maintenant alors qu'il aurait pu faire appel. » (par. 17)
4.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [Q]uand bien même elle aurait été convaincue que la compétence <i>ratione materiae</i> des CETC se trouvait reconnue, au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, dans les ordonnances de placement en détention provisoire, la Chambre rappelle qu'elle peut d'office "[a]dmettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estim[e] adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'espèce, la Chambre considère que, pour les raisons exposées ci-après, il serait dans l'intérêt de la justice d'autoriser les appelants à attaquer l'Ordonnance contestée sur le terrain de la compétence, même si d'aucuns pourraient faire valoir qu'ils auraient dû soulever de telles objections à l'encontre des ordonnances de placement en détention provisoire [...]. » (par. 80)</p> <p>« [L]es ordonnances de placement en détention provisoire ne sont pas nécessairement apparues aux appelants, compte tenu des règles 63 et 74 3) a) du Règlement intérieur, comme des reconnaissances de la compétence des CETC. En outre, ni le Règlement intérieur lui-même, ni aucune règle de droit applicable devant les CETC, ne dispose explicitement que l'expression "reconnaissant la compétence" figurant dans la règle 74 3) a) proscrire les appels d'ordonnances ou de décisions "réitérant" la compétence des CETC, comme le font valoir les co-procureurs. » (par. 81)</p> <p>« En outre, comme noté par les co-procureurs, les objections d'incompétence sont fondamentales. C'est précisément pour cette raison que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur fait expressément figurer les appels en matière de compétence parmi le nombre restreint des recours pouvant être intentés contre les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction, contrairement aux appels excipant d'une violation du droit à un procès équitable. La Chambre convient que selon la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur, la procédure devant les CETC doit être menée à bien dans un délai raisonnable et qu'une question aussi importante que la compétence doit être examinée dès que possible. La Chambre n'est toutefois pas d'avis que le fait d'examiner les contestations de compétence des appelants à la clôture de l'instruction et avant l'ouverture du procès fasse obstacle à une procédure rapide. Au contraire, leur examen à ce stade va dans le sens de la rapidité du procès en le préservant d'une situation où " [u]ne question aussi fondamentale que la compétence [...] [serait] repoussée à la fin d'une instance potentiellement longue, marquée par l'émotion et onéreuse". » (par. 82)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<p>« En résumé, le Règlement intérieur n'a prévu ni les effets d'une ordonnance de placement en détention provisoire ni les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime donc qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels les appelants soulèvent des contestations de compétence à l'encontre de l'Ordonnance contestée soient examinés à ce stade de la procédure. Le parti contraire, qui consisterait à invoquer la prescription pour rejeter des appels autorisés par le Règlement intérieur, pris en son sens ordinaire, et à retenir une interprétation discutable du Règlement excluant cette voie de recours pour de simples motifs de procédure, pourrait résulter en une iniquité fondamentale pour les appelants. » (par. 83)</p>
5.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary Contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« Quand bien même elle serait convaincue que la compétence matérielle des CETC se trouvait reconnue, au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, dans l'Ordonnance relative à la détention, la Chambre rappelle qu'elle peut sur demande de la partie concernée ou d'office "[a]dm mettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estim[e] adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'espèce, la Chambre considère que, pour les raisons exposées ci-après, il est de l'intérêt de la justice d'autoriser l'Appelant à attaquer l'Ordonnance de clôture sur le terrain de la compétence, le cas échéant, même si d'aucuns pourraient faire valoir que de telles objections auraient dû être soulevées à l'encontre de l'Ordonnance relative à la détention "dans les 10 (dix) jours de la réception de la décision". » (par. 55)</p> <p>« Comme indiqué ci-dessus, l'Ordonnance relative à la détention n'est pas nécessairement apparue à l'Appelant comme une reconnaissance de la compétence des CETC au sens des règles 63 et 74 3) a) du Règlement intérieur. En outre, ni le Règlement intérieur lui-même, ni aucune règle de droit applicable devant les CETC, ne dispose explicitement que l'expression « reconnaissant la compétence » figurant dans la règle 74 3) a) proscrie les appels d'ordonnances ou de décisions dans lesquelles, comme les co-procureurs l'affirment au sujet de l'Ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction "réitèrent" la compétence des CETC. Sans compter que, comme noté par les co-procureurs, les exceptions d'incompétence sont fondamentales. C'est précisément pour cette raison que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur fait expressément figurer les appels en matière de compétence parmi le nombre restreint des recours pouvant être intentés contre les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction, contrairement aux appels excipant d'une violation du droit à un procès équitable. La Chambre convient que selon la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur, la procédure devant les CETC doit être menée à bien dans un délai raisonnable et qu'une question aussi fondamentale que la compétence doit être vidée dès que possible. La Chambre n'est toutefois pas d'avis que le fait d'examiner les contestations de compétence de l'Appelant à la clôture de l'instruction et avant l'ouverture du procès ralentisse indûment la procédure. Au contraire, leur examen à ce stade va dans le sens de la rapidité du procès en le préservant d'une situation où "[u]ne question aussi fondamentale que la compétence [...] [serait] repoussée à la fin d'une instance potentiellement longue, marquée par l'émotion et onéreuse". » (par. 56)</p> <p>« En résumé, faute de disposition du Règlement intérieur élucidant les effets de l'Ordonnance relative à la détention ou les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels l'Appelant soulève valablement des exceptions d'incompétence à l'encontre de l'Ordonnance de clôture soient examinés au fond à ce stade de la procédure. » (par. 57)</p>
6.	<p>Case 003 MEAS Muth PTC 04 D20/4/4 2 novembre 2011</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative à la Prorogation de Délai et aux Demandes d'Actes d'Instruction dans le Dossier N° 003</i></p>	<p>« [L]e co-procureur international a, par souci de prudence et tout en rappelant qu'à son sens, cela n'était pas nécessaire, pris acte de l'existence d'un désaccord avant de déposer l'Appel afin de se conformer aux conditions énoncées par les co-juges d'instruction dans l'Ordonnance attaquée. L'Appel a été déposé avant l'expiration de la période de 30 jours à partir du moment où il a été pris acte du désaccord. Nous considérons que le co-procureur international a pris acte du désaccord sous toutes réserves et, pour les raisons susmentionnées, nous pensons, comme lui, que ce n'était pas nécessaire. Dans ces conditions, nous estimons qu'il convient [...] de ne pas [...] tenir compte [de l'enregistrement du désaccord]. Nous considérons donc que l'Appel a été valablement déposé et qu'il est recevable. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 12)</p>
7.	004 AO An	[Traduction Non-Officielle]

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<p>PTC 12 A117/2/2 22 octobre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre le Rejet Implicite de la Quatrième Demande d'Actes d'Instruction de TA An</i></p>	<p>« Conformément à la règle 39 4) b), la Chambre préliminaire "[peut], sur la demande de la partie concernée ou d'office [...] [a]dmmettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estime adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'absence de toute demande de prolongation de délai de la part de l'appelant, la Chambre préliminaire doit examiner si les circonstances de la présente affaire justifient qu'elle reconnaisse la validité de l'appel déposé hors délai. » (par. 10)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime que la doctrine du refus implicite, qui a été appliquée par la Chambre préliminaire pour prendre en compte des situations exceptionnelles dans lesquelles l'inaction du Bureau des juges d'instruction ou le retard à agir peut causer un préjudice, ne peut être utilisée pour contourner le délai d'appel prévu par le Règlement intérieur. La mauvaise qualification de l'Appel n'est par conséquent pas une raison valable pour accepter son dépôt hors délai, en l'absence de toute autre justification fournie par l'appelant. » (par. 11)</p>
8.	<p>004 YIM Tith PTC 15 D203/1/1/2 19 janvier 2015</p> <p><i>Considérations de la Chambre préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision concernant sa Demande de Clarification sur le Fait qu'il Peut Conduire sa Propre Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« L'expression "sous les conditions qu'ils estiment adaptées" dans la règle 39 4) b) confère aux juges d'instruction et aux chambres une <i>large discrétion</i> pour décider d'"[a]dmmettre [...] la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En outre, l'article 9 de la Directive pratique sur le dépôt des documents exige que la partie qui présente une telle demande indique les <i>raisons du retard</i>. La Chambre préliminaire a examiné la "<i>suffisance</i>" des raisons fournies pour le dépôt tardif au cas par cas [...]. » (par. 17)</p> <p>« Par le passé, la Chambre préliminaire s'est satisfaite de l'explication [...] selon laquelle "la Section de l'administration judiciaire n'a pas pu leur fournir la traduction avant l'expiration du délai [...] en raison de cinq jours fériés nationaux" tombant sur la période de traduction. Dans une autre décision, la Chambre préliminaire a souligné qu'"[a]ucune partie ne doit être pénalisée en raison de <i>difficultés légitimes qu'elle rencontre pour obtenir la traduction d'un document</i>". La Chambre préliminaire a également accordé des demandes de prolongation du délai de dépôt des actes de procédure en prenant en compte "1) le nombre de jours fériés des CETC pendant lesquels les co-procureurs doivent déposer leur réponse ; 2) l'absence d'interprétation et de traduction adéquates pendant cette période ; 3) la nécessité de présenter des arguments juridiques détaillés et factuels". En revanche, cette Chambre a rejeté des demandes de prolongation de délai lorsque le "délai demandé était excessif au regard des délais précédemment fixés pour les dépôts" » (par. 18)</p> <p>« Sur ce point, les tribunaux internationaux et internationalisés ont accepté comme raisons valides d'accepter des dépôts tardifs, l'absence d'objection de la part de la partie opposée ou l'absence pour cause de maladie soudaine d'un membre de l'équipe d'avocats. » (par. 19)</p> <p>« La Chambre préliminaire a également accepté des dépôts tardifs dans "<i>l'intérêt de la justice</i>" lorsque le droit à un procès équitable est en jeu. » (par. 20)</p> <p>« La Chambre préliminaire observe que les explications données par les co-avocats pour justifier le dépôt tardif de l'Appel sont fondées sur les retards [...] survenu[s] après l'expiration de la date limite de dépôt de l'Appel. Malgré cela, et compte tenu du fait que les co-avocats suggèrent [...] que le droit à un procès équitable de l'appelant est en jeu ; que les autres parties, n'ayant pas répondu à l'Appel, sont supposées ne pas s'opposer à l'acceptation de ce dépôt tardif ; que le retard n'est pas excessif mais plutôt minime et n'entraîne pas de retard dans le traitement de l'Appel, la Chambre préliminaire conclut qu'il est dans l'intérêt de la justice de faire droit à la demande et de reconnaître la validité de l'Appel en dépit de son dépôt tardif. » (par. 21)</p> <p>« [E]n l'absence de l'existence des autres circonstances exceptionnelles énumérées ci-dessus, étant donné le manque de diligence raisonnable démontré par la Défense, la Chambre préliminaire n'aurait pas accueilli la demande de reconnaissance de la validité du dépôt tardif de cet Appel. » (par. 23)</p>
9.	<p>004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire relève l'argument du co-procureur international selon lequel, dès lors que la traduction en khmer de l'Ordonnance contestée n'a pas encore été notifiée, la Déclaration d'appel et l'Appel ont été déposés dans les délais applicables au regard des règles 20 3) et 75 1) du Règlement intérieur et de l'article 8.5 de la Directive pratique. Rappelant que toutes les décisions judiciaires doivent être déposées au moins en Khmer et dans une autre langue des CETC, et que la traduction de toutes les décisions et ordonnances doit être systématique dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, la Chambre préliminaire constate non sans préoccupation que le fait de rendre des</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i>	décisions uniquement en anglais sans en déposer ensuite diligemment la traduction en khmer est source d'insécurité judiciaire. Dans le contexte particulier des CETC, où les décisions judiciaires doivent être notifiées dans la langue officielle pour que les délais commencent à courir, les parties peuvent se voir obligées de déposer leurs appels avant cette notification afin de sauvegarder leurs intérêts, ou risquer d'attendre indéfiniment qu'une décision soit traduite. Toutefois, la Chambre préliminaire interprète les règles 75 1) et 75 3) du Règlement intérieur de façon large, à la lumière de la règle 21 4) du Règlement intérieur disposant qu'il doit être statué dans un délai raisonnable. Par conséquent, quoique la Déclaration d'appel et l'Appel n'aient pas officiellement été soumis à délai, le délai prescrit n'ayant pas encore commencé à courir, la Chambre préliminaire considère que ces écritures ont été déposées conformément aux règles. » (par. 14)
10.	004 YIM Tith PTC 48 D338/1/1/3 11 août 2017 <i>Décision relative à l'Appel du Co-Procureur International à l'Encontre de la Décision sur sa Demande d'Actes d'Instruction</i>	« L'Appel [...] a cependant été déposé le 14 juillet 2017, soit neuf jours au-delà des 30 jours impartis par la règle 75 3) du Règlement intérieur, ce qui, en application de la règle 39 1) du Règlement intérieur, emporte son irrecevabilité. » (par. 5) « La Chambre préliminaire considère qu'il n'a pas été fourni de justification valable, en l'espèce, du dépôt tardif de l'Appel. Le co-procureur international n'a pas demandé de prorogation et n'a pas non plus répliqué à la Réponse de la Défense. La Chambre se trouve par conséquent dans l'impossibilité de trouver quelque raison acceptable que ce soit plaidant en faveur d'une dérogation au délai prescrit par la règle 75 3) du Règlement intérieur. » (par. 6)
11.	004/2 Parties Civiles PTC 58 D362/4 27 août 2018 <i>Décision relative aux Demandes de Prorogation de Délai et de Dépassement du Nombre de Pages Autorisé, Présentées par les Parties Civiles</i>	« La Chambre préliminaire a expressément conclu que "[l]es principes généraux du droit international relatif aux victimes peuvent fournir des indications utiles", notamment les principes fondamentaux de l'ONU relatifs aux victimes. Ces principes soulignent le fait que les victimes doivent bénéficier d'un accès effectif à la justice dans des conditions d'égalité, et que les victimes doivent être en mesure de présenter leurs "vues et préoccupations [...] aux phases appropriées des instances, lorsque leurs intérêts personnels sont en cause, sans préjudice des droits de la défense, et dans le cadre du système de justice pénale du pays". » (par. 7) « [L]e fait de ne pas proroger ce court délai dans les circonstances présentes — à savoir lorsque les co-avocats pour les parties civiles ont des milliers de clients dont les demandes ont été rejetées en même temps — constituerait une entrave à la participation significative des victimes, en violation de la règle 21 du Règlement intérieur ainsi que des principes internationaux qui protègent les intérêts des victimes. Une prorogation est nécessaire afin de permettre aux co-avocats pour les parties civiles de consulter comme il convient leurs clients dont les intérêts sont touchés par l'Ordonnance relative à la recevabilité, en vue de préparer d'éventuels appels. » (par. 9)
12.	004 Civil Parties PTC 62 D384/4 22 août 2019 <i>Décision relative aux Requêtes Urgentes des Co-Avocats pour les Parties Civiles Aux Fins de Prorogation de Délai et d'Augmentation du Nombre de Pages Autorisé en vue de l'Appel contre les Décisions sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile Rendues dans le Dossier N° 004</i>	« La Chambre préliminaire réaffirme que les victimes doivent pouvoir bénéficier d'une justice équitable et efficace et présenter leurs "vues et [...] préoccupations [...] aux phases appropriées des instances, lorsque leurs intérêts personnels sont en cause, sans préjudice des droits de la défense, et dans le cadre du système de justice pénale du pays". » (par. 5) « [N]e pas proroger ce court délai lorsque les co-avocats pour les parties civiles doivent s'occuper de centaines de clients dont les demandes de constitution de partie civile ont été rejetées en même temps empêcherait les victimes de participer véritablement à la procédure, en infraction à la règle 21 1) du Règlement intérieur et aux principes internationaux qui protègent leurs intérêts. » (par. 6)

b. Appels Prématurs et Spéculatifs

Voir aussi [III. A. 7. II. Avis Consultatifs et Spéculation](#)

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

1.	002 NUON Chea/Parties Civiles PTC 01 C11/53 20 mars 2008 <i>Décision relative à la Participation des Parties Civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire</i>	<p>« Les co-avocats prétendent que des problèmes peuvent surgir dans l'avenir si le nombre de parties civiles augmente. La Chambre préliminaire a réfléchi aux implications de sa décision pour l'avenir. Dans l'exercice de sa compétence, la Chambre préliminaire ne peut pas spéculer sur des faits qui pourraient ou ne pourraient pas lui être soumis dans l'avenir, vu que sa compétence se limite à ce qui est et non à ce qui pourrait être. » (par. 48)</p>
2.	002 KHIEU Samphân PTC 30 D197/5/8 4 mai 2010 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphan contre l'Ordonnance sur le Recours en Annulation pour Abus de Procédure</i>	<p>« Dans la mesure où le Recours porte sur le fait de savoir si les droits au stade du procès ont vocation à s'appliquer au cours de la phase préliminaire, la Chambre juge qu'il n'est pas nécessaire d'examiner la question plus avant car l'ordonnance qui fait l'objet d'une demande d'annulation concerne uniquement la traduction au cours de la phase préliminaire. » (par. 22)</p>
3.	002 IENG Sary PTC 60 D345/5/11 9 juin 2010 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Requête s'opposant à l'Application devant les CETC de la Théorie de la Responsabilité du Supérieur Hiérarchique</i>	<p>« À ce stade, l'examen que feront, le cas échéant, les co-juges d'instruction de la question de la compétence des CETC en matière de responsabilité du supérieur hiérarchique relève de la spéculation. Les co-juges d'instruction ne sont pas tenus de rendre des décisions déclaratoires [...] et la Chambre préliminaire ne donne pas d'opinions consultatives et ne peut restreindre la liberté d'appréciation des co-juges d'instruction s'agissant de décisions qu'ils rendront dans l'ordonnance de clôture. » (par. 11)</p>
4.	004 YIM Tith PTC 11 D205/1/1/2 13 novembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire constate que l'appelant n'a pas démontré en l'espèce que la Décision attaquée, en refusant de fournir des clarifications juridiques, met en péril son droit à un procès équitable. [...] [L]e scénario envisagé [...] est hypothétique à ce stade. Quand bien même ce scénario devait se réaliser, il n'est pas clairement établi quel préjudice l'appelant subirait concrètement. Les droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas des organes judiciaires qu'ils règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, en dehors de leur contexte factuel et contextuel. La Chambre préliminaire n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs. » (par. 8)</p>
5.	004 YIM Tith PTC 14 D212/1/2/2 4 décembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Clarification du Co-Juge d'Instruction International sur la Validité d'une</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire a jugé que "[l]es droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas que les organes judiciaires règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, hors de leur contexte factuel et contextuel" et a conclu qu'elle "n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs". » (par. 6)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	Convocation Émise par un Co-Juge d'Instruction	
6.	<p>004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015</p> <p><i>Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire a souligné que la règle 21 n'offre pas à la Chambre la possibilité de résoudre des questions hypothétiques ou de donner des avis consultatifs. » (par. 8)</p> <p>« Pour commencer, la Chambre préliminaire estime qu'elle n'a pas compétence pour examiner la demande de l'appelant visant à clarifier le processus de désaccord en vertu de la règle 72 du Règlement intérieur. [...] La Chambre préliminaire note que l'appelant ne demande pas à la Chambre préliminaire d'infirmer ou d'annuler une décision spécifique dans laquelle cette procédure a été appliquée [...], mais cherche plutôt à obtenir un avis consultatif de la Chambre préliminaire sur la légalité de la procédure elle-même. Alors que le co-juge d'instruction international a jugé approprié d'expliquer son interprétation de la règle 72 du Règlement intérieur [...], la Chambre préliminaire estime que la contestation par l'appelant de cette interprétation, formulée en termes généraux, ne relève pas de la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 9)</p>
7.	<p>003 MEAS Muth PTC 29 D174/1/4 27 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique</i></p>	<p>« [T]oute décision de leur part concernant des chefs d'inculpation et des crimes possibles serait fondée sur des spéculations. Dans ce contexte, ils rappellent que les co-juges d'instruction doivent motiver en droit toutes décisions concernant les crimes et les modes de participation qu'ils prononceront dans l'ordonnance de clôture, laquelle est susceptible d'appel. À l'heure actuelle, il n'est possible de formuler que des hypothèses sur les décisions que pourraient prendre les co-juges d'instruction sur la question de savoir si les CETC sont compétentes pour connaître de certains crimes et certains modes de participation. » (Opinion des Juges BEAUVALLÉ et BAIK, par. 23)</p> <p>« [L]es juges soussignés ne rendront pas d'avis consultatif et ne sont pas fondés à mettre quelque entrave que ce soit à l'exercice de ce pouvoir, qui trouvera son expression dans l'ordonnance de clôture. La seule exception, qui a vu la Chambre préliminaire rendre un jugement déclaratoire, a été la Décision relative aux appels interjetés contre l'Ordonnance des co-juges d'instruction sur l'entreprise criminelle commune [D97/14/15], rendue nécessaire uniquement parce que l'entreprise criminelle commune n'avait été prévue ni dans l'Accord relatif aux CETC ni dans la Loi relative aux CETC, et, qu'il fallait, par conséquent, faire en sorte que les accusés soient dûment informés, en application de la règle 21 du Règlement intérieur. Les circonstances de l'espèce ne sont pas comparables, puisque tous les crimes et modes de participation en question sont expressément mentionnés dans l'Accord relatif aux CETC ou la Loi relative aux CETC, ou ont fait l'objet de débats approfondis devant la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance. Par conséquent, les juges soussignés considèrent qu'il n'y a pas lieu d'examiner les questions juridiques relatives aux crimes et modes de participation à ce stade de la procédure et qu'aucune atteinte n'est portée aux droits de l'Appelant à bénéficier d'un procès équitable. » (Opinion des Juges BEAUVALLÉ et BAIK, par. 24)</p> <p>« Les juges soussignés estiment que se prononcer sur ces questions ne contribuerait pas à l'économie des moyens judiciaires [...]. Compte tenu de la jurisprudence de la Chambre préliminaire, les juges soussignés encouragent les co-avocats à soulever ces questions, s'ils l'estiment nécessaire, à l'issue de l'instruction et, le cas échéant, avant le début du procès, et non en cours d'instruction quand la décision finale sur les crimes et les modes de participation n'a pas encore été prise. » (Opinion des Juges BEAUVALLÉ et BAIK, par. 25)</p>
8.	<p>003 MEAS Muth PTC 27 D158/1 28 avril 2016</p> <p><i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth Visant à ce que la Chambre Préliminaire Retienne une Interprétation Large de la Recevabilité des Appels Interjetés contre l'Ordonnance de Clôture et Donne des</i></p>	<p>« Pour ce qui est des demandes visant à ce que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur soit interprétée largement, <i>sans que le demandeur fasse état d'une violation d'un droit fondamental</i>, la Chambre préliminaire a considéré qu'elle n'était pas compétente pour connaître <i>en général</i> de demandes d'éclaircissements concernant le Règlement intérieur. Lorsque les situations envisagées par les parties dans des demandes sont <i>hypothétiques</i>, ou bien même si de telles situations venaient à se concrétiser mais qu'il est <i>difficile de déterminer le préjudice qui serait réellement porté à la partie requérante</i>, le droit à la sécurité juridique et le droit à la transparence de la procédure n'exigent pas que les instances judiciaires règlent des questions de droit avant même qu'elles ne se présentent, sans lien avec les faits et la procédure de l'espèce. La Chambre préliminaire n'est pas compétente pour examiner des cas hypothétiques ou donner des avis consultatifs. » (par. 14)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>Éclaircissements quant à la Procédure à Suivre pour Présenter - le Cas Échéant - des Demandes en Annulation de Tout ou Partie de ladite Ordonnance</i>	
9.	<p>003 MEAS Muth PTC 31 D100/32/1/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Consolidée du Co-Juge d'Instruction International Portant sur les Demandes de Communication de Documents Tirés du Dossier N° 003 dans le Cadre du Dossier N° 002 (D100/25 et D100/29)</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle qu'elle n'est pas compétente pour statuer sur les questions hypothétiques [...]. » (par. 18)</p>
10.	<p>004 YIM Tith PTC 41 D306/17.1/1/9 30 juin 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de YIM Tith contre la Notification concernant l'Interprétation de la Notion d'« Attaque Lancée contre une Population Civile » dans le Contexte des Crimes contre l'Humanité s'Agissant des Propres Forces Armées d'un État ou d'un Régime</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire considère que le titre de la Notification contestée ainsi que son fond et sa forme donnent à penser qu'elle ne constitue pas une "décision" susceptible d'appel en application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, mais bien une opinion concernant un point sur lequel il est demandé à la Chambre de dire le droit. » (par. 15)</p> <p>« Le titre et le contenu de la Notification contestée, ainsi que l'utilisation qui y est faite d'expressions comme "de principe" ou "dans l'abstrait", donnent donc fortement à penser qu'il s'agit là simplement d'un avis consultatif concernant un désaccord sur le droit applicable ; la Chambre préliminaire estime que le règlement de ce désaccord n'est pas essentiel à ce stade pour pouvoir se prononcer sur les allégations portées dans le dossier n° 004. En effet, puisqu'il s'agit ici d'une question mixte touchant à la fois des points de fait et de droit, l'on ne peut que spéculer, en l'absence de tout fondement factuel précis, sur la manière dont les co-juges d'instruction appréhenderont le cas échéant une attaque perpétrée par un État ou une organisation contre ses propres forces armées lorsqu'ils rédigeront l'ordonnance de clôture, laquelle est susceptible d'appel. » (par. 17)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire conclut que la Notification contestée ne constitue pas une "décision" susceptible d'appel au sens de la règle 74 3) du Règlement intérieur. Elle considère en outre que la Défense lui demande de dire le droit, et juge purement hypothétique l'incidence que pourrait avoir, au regard des faits reprochés, toute décision qu'elle pourrait prendre sur la question. Il n'y a donc pas lieu de s'attacher à déterminer si l'interprétation de la notion d' "attaque contre une population civile" dans le contexte des crimes contre l'humanité s'agissant des propres forces armées d'un État ou d'un régime peut faire l'objet d'une exception d'incompétence au titre de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. » (par. 18)</p> <p>« La Chambre préliminaire rappelle que la règle 21 du Règlement intérieur n'offre pas une voie de recours automatique, même dans le cas où l'appel porte sur des questions relatives à l'équité du procès. Elle rappelle également que l'appelant doit démontrer qu'au vu des circonstances particulières de l'espèce, une intervention de la Chambre est nécessaire pour éviter qu'il soit <i>irrémédiablement</i> porté atteinte à l'équité de l'instruction ou de la procédure ou aux droits fondamentaux de l'appelant. Or, en l'espèce, la Chambre préliminaire n'est pas convaincue que des circonstances exceptionnelles exigent une intervention de sa part. Comme indiqué précédemment, l'assertion selon laquelle l'appel porte sur une définition des crimes contre l'humanité qui est actuellement appliquée dans le cadre de l'instruction et qui sera utilisée pour se prononcer sur les allégations visant l'Appelant est purement hypothétique, au même titre que la nécessité d'accélérer une éventuelle procédure en appel sur des questions connexes qui pourraient être abordées dans l'ordonnance de clôture. La Chambre préliminaire réitère qu'elle n'émettra pas d'avis consultatif et qu'elle ne saurait restreindre le pouvoir</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<p>d'appréciation dont sont investis les co-juges d'instruction pour rendre leurs décisions dans le cadre d'une ordonnance de clôture. » (par. 19)</p> <p>« Par conséquent, la Chambre préliminaire juge l'Appel irrecevable. » (par. 20)</p>
11.	<p>004/2 AO An PTC 42 D347.1/1/7 30 juin 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Notification relative à l'Interprétation de la Notion d'« Attaque Dirigée contre une Population Civile » dans le Contexte des Crimes contre l'Humanité en ce qui Concerne les Propres Forces Armées d'un État ou d'un Régime</i></p>	<p>« [L]a Notification contestée ne constitue pas une "décision" susceptible d'appel au sens de la règle 74 3) du Règlement intérieur. Elle considère en outre qu'il lui est demandé de dire le droit et juge hypothétique l'incidence que pourrait avoir, au regard des faits reprochés à la personne mise en examen, toute décision déclaratoire qu'elle pourrait prendre sur la question. » (par. 15)</p> <p>« Comme indiqué plus haut, l'assertion selon laquelle l'Appel porte sur une définition des crimes contre l'humanité qui sera utilisée pour déterminer les accusations à retenir contre l'Appelant est purement hypothétique, au même titre que la nécessité d'accélérer une éventuelle procédure en appel sur des questions apparentées qui se présenteraient dans l'ordonnance de clôture. La Chambre préliminaire réitère qu'elle ne donne pas d'avis consultatifs et qu'elle ne saurait restreindre le pouvoir d'appréciation dont sont investis les co-juges d'instruction pour rendre les décisions appelées à définir l'ordonnance de clôture. » (par. 16)</p>
12.	<p>004 YIM Tith PTC 55 D377/1/1/3 19 octobre 2018</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision concernant sa Requête aux fins de Rectification d'Erreurs de Traduction Contenues dans des Procès-Verbaux d'Audition</i></p>	<p>« [L]a règle 21 du Règlement intérieur ne constitue pas une voie de recours automatique, même dans le cas où l'appel touche à des questions relatives au procès équitable. Cette disposition ne prévoit pas non plus que la Chambre peut résoudre des questions hypothétiques ou donner un avis consultatif. Pour que la Chambre déclare un appel recevable en application de la règle 21 du Règlement intérieur, l'appelant doit démontrer que la situation n'est pas prévue par le droit applicable et que le cas d'espèce exige que la Chambre intervienne pour éviter un dommage <i>irréparable</i> à l'équité de l'instruction ou de la procédure, ou aux droits fondamentaux de l'appelant. » (par. 11)</p>
13.	<p>004/2 AO An PTC 60 D359/17 et D360/26 2 septembre 2019</p> <p><i>Décision relative à la Demande Urgente Présentée par AO An aux fins du Maintien du Budget de son Équipe de Défense</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire a souvent rappelé que la règle 21 du Règlement intérieur n'offre pas une voie de recours automatique même dans le cas où l'appel touche à des questions relatives au procès équitable. Qui plus est, cette règle ne permet pas à la Chambre de résoudre des questions hypothétiques ou de fournir des avis consultatifs. Pour que la Chambre préliminaire déclare un appel recevable en application de la règle 21, l'appelant doit démontrer que la situation n'est pas prévue par le droit applicable et que le cas d'espèce exige que la Chambre intervienne pour éviter un dommage <i>irréparable</i> à l'équité de l'instruction ou de la procédure ou aux droits fondamentaux de l'appelant. » (par. 6)</p>

iv. Dépôt de Déclaration d'Appel, de Mémoire en Appel et d'Écritures

1.	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/1/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre</i></p>	<p>« [L]a défense a directement déposé son mémoire d'appel auprès de la Chambre préliminaire, alors que la règle 75 dispose que l'appel doit être formé auprès du greffier des co-juges d'instruction. Toutefois, le greffier de la Chambre préliminaire ayant accepté du mémoire, la Chambre conclut qu'il n'y a pas lieu que ce vice de procédure entraîne une déclaration d'irrecevabilité. » (par. 8)</p>
----	--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<i>l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	
2.	<p>002 IENG Sary PTC 71 D390/1/2/4 20 septembre 2010</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre la Décision des Co-Juges d'Instruction Lui Refusant l'Autorisation de Déposer sa Réponse et des Observations Supplémentaires au Réquisitoire Définitif Soumis par les Co-Procureurs en Application de la Règle 66 du Règlement et Rejetant sa Demande de Suspension de la Procédure</i></p>	<p>« [L']Appel est interjeté contre une décision des co-juges d'instruction qui a été rendue par le biais d'une signification de dépôt erroné. Bien que le droit applicable ne prévoie pas expressément que les personnes mises en examen puissent interjeter appel d'une signification de dépôt erroné, [...] la règle 21 du Règlement intérieur l'oblige à adopter une interprétation large du droit de la personne mise en examen à interjeter appel, de manière à garantir son droit à bénéficier d'un procès équitable. Comme, en l'espèce, les Co-avocats invoquent les principes de "traitement égal devant la loi" et d'"égalité des armes", et compte tenu des obligations de la Chambre fixées par la règle 21 du Règlement intérieur et des circonstances particulières de l'Appel, la Chambre préliminaire dit que l'Appel est recevable. » (par. 13)</p>
3.	<p>002 IENG Sary PTC 72 D402/1/4 30 novembre 2010</p> <p><i>Décision relative 1) à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de Tous les Actes d'Instruction Conduits par ou avec le Concours de Stephen Heder et David Boyle ainsi que sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire afin qu'Elle Prononce la Nullité de Tous les Éléments de Preuve Tirés des Documents Recueillis par le Centre de Documentation du Cambodge, et 2) au Recours Formé par le Biais d'une Procédure d'Appel Simplifiée contre le Refus des Co-Juges d'Instruction de Suspendre la Procédure</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire fait observer que la Défense n'a pas déposé de déclaration d'appel contre l'Ordonnance de rejet préalablement au dépôt de l'Appel. La Chambre rappelle à la Défense que la règle 75 du Règlement intérieur impose à toutes les parties de déposer une déclaration d'appel devant le greffier des co-juges d'instruction avant le dépôt de tout appel devant la Chambre préliminaire. » (par. 11)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

v. *Obligation de Mentionner le Fondement Juridique d'un Appel*

1.	002 KHIEU Samphân PTC 27 D130/10/12 27 janvier 2010 <i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'ordonnance des Co- Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i>	<p>« [L]es co-avocats de la personne mise en examen ont adopté l'Appel de Ieng Thirith par anticipation, dans toutes ses dispositions et sans condition. Les éléments de droit fondant l'Appel [...] sont donc ceux mentionnés dans l'Appel de Ieng Thirith. La Chambre estime que ce fait suffit pour considérer que les co-avocats de la personne mise en examen ont rempli leur obligation de fournir le "fondement juridique" de leur recours.</p>
----	--	--

3. Recevabilité selon la Règle 74 du Règlement Intérieur

i. *Appels contre les Ordonnances ou Décisions Confirmant la Compétence des CETC (Règle 74) 3) a) du Règlement Intérieur*

Voir aussi [VII. B. 10. III. Décisions Non-Discretionnaires](#)

1.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co- Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	<p>« [D]ans les systèmes juridiques romano-germaniques, la matière des exceptions d'incompétence ne s'étend pas à l'existence même ou à l'applicabilité de telle ou telle forme de responsabilité. Il en est ainsi parce que les formes de responsabilité sont bien établies et définies. [...] En droit cambodgien, tout comme en droit français, par exemple, une juridiction doit déterminer si les faits reprochés relèvent de sa compétence temporelle et territoriale et si elle a vocation à connaître des crimes imputés. Elle se déclarera incompétente si elle est saisie de crimes ressortissant à la seule compétence d'une juridiction de degré supérieur. Quant aux questions relatives à l'application des formes de responsabilité, elles sont habituellement envisagées par la juridiction de jugement à un stade ultérieur de la procédure. Les organes judiciaires de la [CPI] ne semblent pas encore avoir considéré comme relevant de questions de compétence des objections quant à l'existence même d'une forme de responsabilité. Ce qui est compréhensible si l'on considère l'exhaustivité avec laquelle l'article 25 du Statut de Rome définit les formes de responsabilité et le fait que le Statut ne s'applique qu'à des crimes commis après l'entrée en vigueur de celui-ci. » (par. 22)</p> <p>« [Dans] les tribunaux ad hoc [...] [l]es griefs concernant les contours d'un crime ou les limites d'une forme de responsabilité y sont examinées au procès. En revanche, une objection visant l'existence même d'une forme de responsabilité ou sa reconnaissance en droit coutumier à l'époque visée par l'acte d'accusation est considérée comme une exception pouvant être soulevée lors de la phase préalable au procès et, partant, donner lieu à une décision susceptible d'appel. [...] Par conséquent, il ressort clairement de la jurisprudence de ces deux juridictions que l'objection d'un accusé faisant valoir qu'une forme de responsabilité, y compris celle qui découlerait de sa participation à une entreprise criminelle commune, ne relève pas de la compétence du tribunal ou du droit international coutumier, constitue bien une exception d'incompétence qui peut être soulevée lors de la phase préalable au procès. » (par. 23)</p> <p>« [L]'Ordonnance contestée est susceptible d'appel en vertu de la règle 74 3) a) du Règlement. » (par. 25)</p> <p>« La Chambre est d'avis que la règle 74 3) a) est invoquée à tort [...] à l'appui [de l']appel, où [l'appelante] soulève la question de savoir si elle a été suffisamment informée par le Réquisitoire introductif et l'Ordonnance contestée des charges retenues contre elle, ce qui n'est manifestement pas une question de compétence. » (par. 27)</p> <p>« [L]es règles 74 3) a) et 89 1) permettent de soulever des contestations de compétence devant la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance. [L]a Chambre de première instance a déclaré ne pas être liée par les décisions de la Chambre préliminaire. Le fait de statuer au stade actuel</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		de la procédure sur les questions de compétence soulevées en l'espèce n'irait donc pas forcément dans le sens de l'économie du temps et des ressources judiciaires. Ce nonobstant, l'importance de préserver les ressources judiciaires et de diligenter la procédure ne saurait l'emporter sur les motifs ci-dessus appelant le rejet des [...] objections préliminaires [...]. » (par. 35)
2.	002 KHIEU Samphân PTC 104 D427/4/15 21 janvier 2011 <i>Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« [I]l résulte de la règle 74 du Règlement que toutes les ordonnances des co-juges d'instruction ne sont pas susceptibles d'appel devant elle par chacune des parties. En effet, alors que les co-procureurs peuvent faire appel de toutes les ordonnances des co-juges d'instruction en vertu de la règle 74 (2) du Règlement, les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction dont les personnes mise en examen ou l'accusé peuvent faire appel sont énumérées à la règle 74 (3). L'ordonnance de renvoi n'y est pas énumérée. Cependant, [...] bien que l'ordonnance de renvoi ne soit pas, en tant que telle, susceptible d'appel par l'accusé, la Chambre d'appel est d'avis que, pour autant qu'une telle ordonnance reconnaisse la compétence des CETC, elle est manifestement susceptible d'un appel portant sur les questions de compétence tranchées par les co-juges d'instruction. La question qui se pose dès lors à la Chambre préliminaire est de savoir si, [...] dès lors que l'ordonnance de renvoi confirme dans son ensemble la compétence de la Chambre de première instance des CETC pour le juger, il a le droit d'en faire appel " en toutes ses parties". Ceci reviendrait à ajouter l'ordonnance de renvoi à la liste des ordonnances et décisions des co-juges d'instruction énumérées par le Règlement comme étant susceptibles d'appel. Cette interprétation n'est, à l'évidence, pas conforme à l'approche adoptée par le Règlement intérieur [...]. A l'évidence, la règle 74 (3) a) du Règlement n'autorise pas davantage l'Appelant à faire appel des défaillances de la procédure d'instruction. » (par. 14)</p> <p>« [L]e fait invoqué par l'Appelant qu'en matière criminelle en droit français, l'accusé puisse désormais interjeter appel de l'ordonnance de mise en accusation [...] ne saurait justifier une dérogation à la claire limitation des cas d'appel envisagés par la règle 74 (3) a) du Règlement. » (par. 15)</p>
3.	002 IENG Thirith et NUON Chea PTC 145 et 146 D427/2/15 et D427/3/15 15 février 2011 <i>Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture</i>	<p>« Lorsqu'elle a interprété la règle 74 3) a) du Règlement intérieur [...], la Chambre a conclu que seules les contestations de compétence pouvaient être soulevées en vertu de cette règle. Pour déterminer en quoi devait consister une telle contestation, elle a considéré que les CETC ne s'apparentaient pas aux systèmes internes de droit civil, mais se trouvaient "dans une situation comparable à celle des tribunaux ad hoc", juridictions dont les statuts énonçaient en des termes très larges les crimes et les modes de participation imputables, qui étaient soumises à un droit applicable non limitatif et devant lesquelles "le principe de la légalité exige[ait] que le Tribunal applique le droit qui était en vigueur au moment où les actes reprochés [avaie]nt été commis", " ces règles de droit dev[a]nt se retrouver dans le droit international coutumier". La Chambre a donc adopté l'approche des tribunaux ad hoc, à savoir que les appels 1) contestant " l'existence même d'une forme de responsabilité ou sa reconnaissance en droit coutumier à l'époque visée par l'acte d'accusation" ou 2) faisant valoir qu'une forme de responsabilité "ne s'appliqu[ai]t pas à tel ou tel crime" au moment des faits, et 3) tendant à établir que l'application de cette forme de responsabilité "violait le principe de légalité", sont des contestations valables de la compétence matérielle de la juridiction, qui peuvent être soulevées lors de la phase préalable au procès, cependant que "les griefs concernant [...] les limites d'une forme de responsabilité [...] sont examinés au procès". » (par. 60)</p> <p>« La Chambre estime que la même approche vaut pour les moyens d'appel soulevés lors de la phase préalable au procès en contestation des crimes matériels reprochés sur le fondement des articles 3 (nouveau) à 8 de la Loi relative aux CETC. De tels recours ne sont recevables en tant que contestations de la compétence matérielle des CETC que s'ils mettent en cause l'existence même du crime visé et de ses éléments au regard du droit en vigueur à l'époque des faits et s'ils font valoir que l'application de la qualification mise en cause emporterait violation du principe de légalité. » (par. 61)</p> <p>« " [L]es griefs concernant les contours d'un crime [...] sont examinés au procès". La contestation qui vise la définition et l'application d'un crime sera donc irrecevable lors de la phase préalable au procès. De même que sera irrecevable à ce stade de la procédure la contestation qui vise l'existence des éléments d'un crime, non pas en droit, mais dans la réalité, au moment des faits reprochés. Souvent, de tels griefs impliquent en effet des questions de fait ou des questions mixtes de droit et de fait qui appellent une résolution au procès, lorsque toute la preuve est présentée et appréciée. » (par. 62)</p> <p>« Enfin, la Chambre considère que les griefs soulevant des vices de forme de l'Ordonnance contestée ne constituent manifestement pas des contestations de compétence et sont donc irrecevables dans la phase préliminaire de la procédure, et ce, au regard du sens ordinaire de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur et conformément au chapitre II de la Loi relative aux CETC où sont fournies les grandes lignes des compétences personnelle, temporelle et matérielle conférées aux Chambres extraordinaires. Rien dans la Loi relative aux CETC ni dans le Règlement intérieur ne permet de conclure que les vices de</p>

	<p>forme reprochés à l'Ordonnance contestée touchent à des questions de compétence. Les moyens allant dans ce sens doivent être portés devant la Chambre de première instance en vue de leur examen au fond dans le cadre du procès, dès lors qu'ils ne soulèvent pas l'incompétence des CETC. » (par. 63)</p> <p>« [L]a Chambre conclut à l'irrecevabilité du [moyen d'appel] en ce qu'il reproche aux co-juges d'instruction de ne pas avoir adéquatement établi, dans les faits, l'existence d'un devoir légal d'agir et son fondement en droit interne, soulevant ainsi un vice de forme de l'Ordonnance contestée et non une contestation de la compétence reconnue aux CETC. De même, les arguments avancés sous les moyens d'appel 8 à 10 de leng Thirith concernant l'insuffisance des sources probantes, le défaut de tenir dûment compte des faits et le défaut de fournir les qualifications des faits reprochés au regard du Code pénal de 1956 sont des contestations irrecevables en ce qu'elles soulèvent des vices de forme de l'Ordonnance contestée. » (par. 64)</p> <p>« [La Chambre préliminaire] précise [...] les limites que la règle 74 3) du Règlement intérieur impose à sa compétence pour connaître de recours introduits contre l'Ordonnance contestée sur le terrain du droit à un procès équitable. » (par. 65)</p> <p>« La question de la vocation des CETC à connaître des crimes de droit interne, qui sont prescriptibles, est une question de compétence. » (par. 67)</p> <p>« [L]a règle 67 du Règlement intérieur régit le prononcé de l'ordonnance de clôture par les magistrats instructeurs à l'issue de l'instruction. Comme indiqué précédemment, la règle 67 5) dispose expressément qu'une fois rendue, l'ordonnance de clôture est "susceptible d'appel, dans les conditions prévue par la règle 74". Elle ne mentionne aucune autre disposition ouvrant une voie de recours contre l'ordonnance de clôture. Qui plus est, à la différence de la règle 74, la règle 21 du Règlement intérieur ne porte pas sur les appels relatifs à l'instruction, mais sur les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC. » (par. 70)</p> <p>« [I]l n'est pas manifeste que les ordonnances de placement en détention des appelants soient des ordonnances <i>reconnaissant</i> que les CETC peuvent connaître des crimes reprochés à ceux-ci. L'objet premier d'une ordonnance de placement en détention provisoire est d' "[é]noncer[r] les motifs de droit et de fait de la mise en détention". En rendant les ordonnances de placement en détention provisoire concernées, les co-juges d'instruction ont ainsi consigné les crimes et allégations de fait soumises par les co-procureurs dans leur Réquisitoire introductif, ont dit qu'il y avait des raisons plausibles de croire que les appelants avaient commis les crimes qui leur étaient reprochés et ont conclu, pour diverses raisons, que la détention des intéressés serait nécessaire durant l'instruction du dossier. S'il peut se concevoir que les magistrats instructeurs aient, ce faisant, reconnu implicitement la compétence matérielle des CETC vis-à-vis des crimes allégués et des crimes visés par les moyens d'incompétence des présents Appels, cet argument n'est pas convaincant et ne saurait en aucun cas être déterminant. » (par. 78)</p> <p>« [S]elon la règle 67 du Règlement intérieur, les co-juges d'instruction rendent à l'issue de leur instruction une ordonnance de clôture dans laquelle ils se prononcent de façon définitive sur la qualification juridique des actes allégués par les co-procureurs et décident si ces faits constituent des crimes relevant de la compétence des CETC. À cet égard, "[i]ls ne son pas liés par les réquisitions des co-procureurs". Dès lors, il n'était pas établi, au moment de délivrer les ordonnances de placement en détention provisoire, que les crimes allégués par les co-procureurs seraient ceux pour lesquels les appelants seraient mis en accusation à l'issue de l'instruction. [...] Au regard de la règle 67 du Règlement intérieur, il était raisonnable pour les appelants de considérer que les ordonnances de placement en détention provisoire ne reconnaissaient pas la compétence des CETC et qu'il serait efficace de soulever toutes questions de compétence <i>ratione materiae</i> lorsque les co-juges d'instruction auraient rendu dans l'Ordonnance contestée leur dernières conclusions en la matière. » (par. 79)</p> <p>« [Q]uand bien même elle aurait été convaincue que la compétence <i>ratione materiae</i> des CETC se trouvait reconnue, au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, dans les ordonnances de placement en détention provisoire, la Chambre rappelle qu'elle peut d'office "[a]dmettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estim[e] adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'espèce, la Chambre considère que, pour les raisons exposées ci-après, il serait dans l'intérêt de la justice d'autoriser les appelants à attaquer l'Ordonnance contestée sur le terrain de la compétence, même si d'aucuns pourraient faire valoir qu'ils</p>
--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<p>auraient dû soulever de telles objections à l'encontre des ordonnances de placement en détention provisoire [...]. » (par. 80)</p> <p>« [L]es ordonnances de placement en détention provisoire ne sont pas nécessairement apparues aux appelants, compte tenu des règles 63 et 74 3) a) du Règlement intérieur, comme des reconnaissances de la compétence des CETC. En outre, ni le Règlement intérieur lui-même, ni aucune règle de droit applicable devant les CETC, ne dispose explicitement que l'expression « reconnaissant la compétence » figurant dans la règle 74 3) a) proscrie les appels d'ordonnances ou de décisions "réitérant" la compétence des CETC, comme le font valoir les co-procureurs. » (par. 81)</p> <p>« En outre, comme noté par les co-procureurs, les objections d'incompétence sont fondamentales. C'est précisément pour cette raison que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur fait expressément figurer les appels en matière de compétence parmi le nombre restreint des recours pouvant être intentés contre les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction, contrairement aux appels excipant d'une violation du droit à un procès équitable. La Chambre convient que selon la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur, la procédure devant les CETC doit être menée à bien dans un délai raisonnable et qu'une question aussi importante que la compétence doit être examinée dès que possible. La Chambre n'est toutefois pas d'avis que le fait d'examiner les contestations de compétence des appelants à la clôture de l'instruction et avant l'ouverture du procès fasse obstacle à une procédure rapide. Au contraire, leur examen à ce stade va dans le sens de la rapidité du procès en le préservant d'une situation où "[u]ne question aussi fondamentale que la compétence [...] [serait] repoussée à la fin d'une instance potentiellement longue, marquée par l'émotion et onéreuse". » (par. 82)</p> <p>« En résumé, le Règlement intérieur n'a prévu ni les effets d'une ordonnance de placement en détention provisoire ni les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime donc qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels les appelants soulèvent des contestations de compétence à l'encontre de l'Ordonnance contestée soient examinés à ce stade de la procédure. Le parti contraire, qui consisterait à invoquer la prescription pour rejeter des appels autorisés par le Règlement intérieur, pris en son sens ordinaire, et à retenir une interprétation discutable du Règlement excluant cette voie de recours pour de simples motifs de procédure, pourrait résulter en une iniquité fondamentale pour les appelants. » (par. 83)</p> <p>« Quand à la question finale de savoir si les co-juges d'instruction ont commis une erreur en ce qu'ils ont retenu le mariage forcé, les violences sexuelles et les disparitions forcées comme relevant de la définition susmentionnée des "autres actes inhumains", la Chambre estime qu'il ne s'agit pas là d'une question de compétence dont elle peut se saisir en application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, mais d'une question mixte de droit et de fait à trancher par la Chambre de première instance au procès. » (par. 166)</p>
4.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture</i></p>	<p>« [A]ux termes de la règle 67 5) du Règlement intérieur, l'Ordonnance de clôture est susceptible d'appel dans les conditions prévues à la règle 74 du Règlement intérieur. La règle 74 du Règlement intérieur énonce les moyens d'appel dont les parties peuvent saisir la Chambre. Dans le cas du présent recours, la règle 74 3) a) du Règlement intérieur dispose que "[l]a personne mise en examen ou l'accusé peut faire appel des ordonnances ou des décisions des co-juges d'instruction [...] [r]econnaissant la compétence des CETC". » (par. 44)</p> <p>« Lorsqu'elle a interprété la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, la Chambre a précédemment conclu que seules les contestations de compétence pouvaient être soulevées en application de cette règle. Pour déterminer en quoi devait consister une telle contestation, elle a considéré que les CETC ne s'apparentaient pas aux systèmes internes de droit civil, mais se trouvaient "dans une situation comparable à celle des tribunaux ad hoc", juridictions dont les statuts énonçaient en des termes très larges les crimes et les modes de participation imputables, qui étaient soumis à un droit applicable non limitatif et devant lesquels "le principe de la légalité exige[ait] que le Tribunal applique le droit qui était en vigueur au moment où les actes reprochés [avaie]nt été commis", "ces règles de droit dev[ai]nt se retrouver dans le droit international coutumier". La Chambre a donc adopté l'approche selon laquelle les appels 1) contestant l'existence même d'une forme de responsabilité ou sa reconnaissance en droit [...] à l'époque visée par l'acte d'accusation ou 2) faisant valoir qu'un mode de participation ne s'appliqu[ai]t pas à tel ou tel crime au moment des faits, et 3) tendant à établir que l'application de ce mode de participation violerait le principe de légalité, sont des contestations valables de la compétence matérielle de la juridiction, qui peuvent être soulevées lors de la phase préalable au procès, cependant que les griefs concernant les limites d'un mode de participation sont examinés au procès. » (par. 45)</p>

	<p>« La Chambre estime que la même approche vaut lors de la phase préalable au procès pour les moyens d'appel soulevés en contestation des crimes visés [...]. De tels recours ne sont recevables en tant qu'exception d'incompétence que si l'Appelant met en doute le fait même que le droit en vigueur à l'époque des faits prévoyait le crime en question et ses éléments constitutifs et si le renvoi de l'Appelant en jugement pour ces crimes emporterait violation du principe de légalité. La Chambre fait observer que "les griefs concernant les contours d'un crime [...] sont examinés au procès". Ainsi la contestation visant la définition et l'application des éléments constitutifs d'un crime reproché sera-t-elle irrecevable lors de la phase préalable au procès. De même, si la Chambre jugera recevable le recours visant à contester que la loi qualifiait de crimes les faits reprochés au moment où ils auraient été commis, elle considérera en revanche irrecevable à ce stade de la procédure le recours visant à contester la réalité de ces faits. Souvent, de tels griefs impliquent en effet des questions de fait ou des questions mixtes de droit et de fait qui appellent une résolution au procès, lorsque les éléments de preuve pertinents auront été présentés et évalués. » (par. 46)</p> <p>« Enfin, la Chambre considère que les griefs soulevant des vices de forme de l'Ordonnance de clôture ne constituent manifestement pas des exceptions d'incompétence et sont donc irrecevables dans la phase préliminaire de la procédure, et ce, au regard du sens ordinaire de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur et conformément au chapitre II de la Loi relative aux CETC où sont fournies les grandes lignes de la compétence personnelle, temporelle et matérielle conférée aux Chambres extraordinaires. Rien dans la Loi relative aux CETC ni dans le Règlement intérieur ne permet de conclure que les vices de forme reprochés à l'Ordonnance de clôture touchent à des questions de compétence. Les moyens allant dans ce sens peuvent donc être portés devant la Chambre de première instance en vue de leur examen au fond dans le cadre du procès, dès lors qu'ils n'excipent pas de l'incompétence des CETC. » (par. 47)</p> <p>« La Chambre ne souscrit pas aux conclusions des co-procureurs selon lesquelles l'Ordonnance de clôture serait une réitération de la compétence des CETC, de sorte que l'Appelant ne saurait exciper de l'incompétence des Chambres extraordinaires à ce stade de la procédure. La Chambre fait observer qu'il ne va pas de soi que l'ordonnance de placement en détention de l'Accusé constitue une ordonnance reconnaissant que les CETC sont compétentes pour connaître des crimes reprochés. L'objet premier d'une ordonnance de placement en détention provisoire est d'"[é]noncer[r] les motifs de droit et de fait de la mise en détention". En rendant l'ordonnance de placement en détention provisoire concernée, les co-juges d'instruction ont consigné les crimes et allégations de fait soumises par les co-procureurs dans leur Réquisitoire introductif, ont dit qu'il y avait des raisons plausibles de croire que l'Appelant avait commis les crimes qui lui étaient reprochés et ont conclu, pour diverses raisons, que sa détention serait nécessaire durant l'instruction du dossier. Il est possible de faire valoir que, ce faisant, les co-juges d'instruction ont reconnu implicitement la compétence matérielle des CETC à connaître des crimes allégués par les co-procureurs et visés dans les exceptions d'incompétence présentées dans l'Appel, mais cet argument n'est pas convaincant et ne saurait en aucun cas être déterminant. » (par. 52)</p> <p>« La Chambre relève que selon la règle 67 du Règlement intérieur, les co-juges d'instruction rendent à l'issue de leur instruction une ordonnance de clôture dans laquelle ils se prononcent de façon définitive sur la qualification juridique des actes allégués par les co-procureurs et décident si ces faits constituent des crimes relevant de la compétence des CETC. À cet égard, "[i]ls ne sont pas liés par les réquisitions des co-procureurs". Dès lors, il n'était pas établi, à la date de l'Ordonnance relative à la détention, que l'Appelant serait mis en accusation à l'issue de l'instruction pour les crimes allégués par les co-procureurs dans le Réquisitoire introductif. À la lumière de la règle 67 du Règlement intérieur, l'Appelant était fondé à considérer que l'Ordonnance relative à la détention ne portait pas reconnaissance de la compétence des CETC et qu'il y avait lieu d'attendre, avant de soulever toute exception d'incompétence, que les co-juges d'instruction aient rendu leurs dernières conclusions en la matière dans l'Ordonnance de clôture. » (par. 53)</p> <p>« Quand bien même elle serait convaincue que la compétence matérielle des CETC se trouvait reconnue, au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur, dans l'Ordonnance relative à la détention, la Chambre rappelle qu'elle peut sur demande de la partie concernée ou d'office "[a]dmettre, éventuellement sous les conditions qu'[elle] estim[e] adaptées, la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit par le présent Règlement". En l'espèce, la Chambre considère que, pour les raisons exposées ci-après, il est de l'intérêt de la justice d'autoriser l'Appelant à attaquer l'Ordonnance de clôture sur le terrain de la compétence, le cas échéant, même si d'aucuns pourraient faire valoir que de telles objections auraient dû être soulevées à l'encontre de l'Ordonnance relative à la détention "dans les 10 (dix) jours de la réception de la décision". » (par. 55)</p>
--	---

	<p>« Comme indiqué ci-dessus, l'Ordonnance relative à la détention n'est pas nécessairement apparue à l'Appelant comme une reconnaissance de la compétence des CETC au sens des règles 63 et 74 3) a) du Règlement intérieur. En outre, ni le Règlement intérieur lui-même, ni aucune règle de droit applicable devant les CETC, ne dispose explicitement que l'expression "reconnaissant la compétence" figurant dans la règle 74 3) a) proscrie les appels d'ordonnances ou de décisions dans lesquelles, comme les co-procureurs l'affirment au sujet de l'Ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction "réitèrent" la compétence des CETC. Sans compter que, comme noté par les co-procureurs, les exceptions d'incompétence sont fondamentales. C'est précisément pour cette raison que la règle 74 3) a) du Règlement intérieur fait expressément figurer les appels en matière de compétence parmi le nombre restreint des recours pouvant être intentés contre les ordonnances et décisions des co-juges d'instruction, contrairement aux appels excipant d'une violation du droit à un procès équitable. La Chambre convient que selon la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur, la procédure devant les CETC doit être menée à bien dans un délai raisonnable et qu'une question aussi fondamentale que la compétence doit être vidée dès que possible. La Chambre n'est toutefois pas d'avis que le fait d'examiner les contestations de compétence de l'Appelant à la clôture de l'instruction et avant l'ouverture du procès ralentisse indûment la procédure. Au contraire, leur examen à ce stade va dans le sens de la rapidité du procès en le préservant d'une situation où "[u]ne question aussi fondamentale que la compétence [...] [serait] repoussée à la fin d'une instance potentiellement longue, marquée par l'émotion et onéreuse". »</p> <p>« En résumé, faute de disposition du Règlement intérieur élucidant les effets de l'Ordonnance relative à la détention ou les questions relatives à la réitération de la compétence, à la nature des contestations de compétence et au début de la procédure, la Chambre estime qu'il est de l'intérêt de la justice que les moyens par lesquels l'Appelant soulève valablement des exceptions d'incompétence à l'encontre de l'Ordonnance de clôture soient examinés au fond à ce stade de la procédure. » (par. 57)</p> <p>« La Chambre a précédemment déclaré que "[l]e principe <i>ne bis in idem</i> interdi[sai]t à une juridiction de poursuivre une personne pour un crime dont celle-ci a[vait] déjà été déclarée coupable ou acquittée à l'issue d'une procédure pénale" et que ce principe "a[vait] été interprété comme signifiant que l'accusé 'ne saurait être jugé deux fois pour la même infraction' ". Dans le cadre d'un appel contre un placement en détention provisoire, la Chambre a donc considéré que le principe <i>ne bis in idem</i> relève des questions de compétence. » (par. 61)</p> <p>« [E]n droit romano-germanique, l'extinction de l'action publique par l'effet de la chose jugée, concept étroitement associé à celui du <i>ne bis in idem</i>, conduit normalement le juge d'instruction à rendre une ordonnance de non-lieu. En renvoyant Ieng Sary en jugement, les co-juges d'instruction l'ont implicitement débouté en sa demande tendant à ce que soit confirmée l'extinction de l'action publique à son encontre et ont, partant, confirmé que les CETC sont compétentes pour le juger. Faute de conclure dans ce sens, l'on empêcherait Ieng Sary d'exercer son droit d'appel relativement à une question de compétence valablement soulevée devant les co-juges d'instruction, mais sur laquelle ceux-ci se sont abstenus de statuer. » (par. 62)</p> <p>« La Chambre considère [...] que l'amnistie se perçoit comme un éventuel "obstacle à l'exercice de poursuites", dont l'effet s'apparente à celui du principe <i>ne bis in idem</i>, et que la dispense d'exécution de peine peut elle aussi avoir un effet similaire. [...] La Chambre estime que le deuxième moyen d'appel relève du champ d'application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. » (par. 66)</p> <p>« Comme le respect du principe de légalité est un préalable à l'établissement de la compétence des Chambres extraordinaires pour connaître des crimes et modes de participation visés dans la Loi relative aux CETC, [...] le grief des co-avocats est recevable en application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. La logique veut qu'il faut établir que le principe de légalité a été respecté avant d'examiner si, au moment des faits allégués tel ou tel crime ou mode de participation était prévu dans la législation applicable. C'est pourquoi les moyens d'appel alléguant des erreurs dans l'application du critère de légalité constituent des exceptions d'incompétence. » (par. 69)</p> <p>« [D]ans l'Ordonnance de clôture, les co-juges d'instruction renvoient le mis en examen en jugement pour violations graves, ce qui revient à reconnaître [la compétence des CETC]. Les co-avocats de Ieng Sary contestent cette reconnaissance de compétence en partant du principe que le délai de prescription prévu par la loi cambodgienne s'applique également aux crimes relevant du droit international. Les Conventions de Genève, érigées en droit applicable par l'article 6 de la Loi relative aux CETC, disposent que les crimes de guerre sont imprescriptibles, ce qui veut dire qu'aucune prescription n'est applicable. Tout argument aux fins contraires est sans fondement. Faute d'exciper de l'incompétence, ce moyen est irrecevable. » (par. 73)</p>
--	---

	<p>« La question de savoir si les CETC sont habilitées à poursuivre les crimes relevant du droit cambodgien, lesquels sont sujets à prescription, est une question de compétence. » (par. 76)</p> <p>« [L]es co-avocats [...] soutiennent qu'une définition du crime à leurs yeux erronée a amené les magistrats instructeurs à conclure à tort que les Chambres extraordinaires sont compétentes en l'espèce. La Chambre estime que ces moyens sont irrecevables à ce stade en ce qu'ils se rapportent à la présentation du dossier des parties et à la forme de l'Ordonnance de clôture, et non à la compétence. » (par. 80)</p> <p>« [L]es co-avocats mettent en cause l'existence même au regard du droit en vigueur entre 1975 et 1979 de certaines catégories de crimes contre l'humanité, soulevant ainsi des griefs qui vont au cœur de la question du respect du principe de légalité et qui sont, partant, recevables au titre de l'exception d'incompétence. » (par. 84)</p> <p>« [L]es co-avocats de leng Sary reprochent aux co-juges d'instruction d'avoir retenu des définitions erronées des crimes ou des éléments constitutifs des crimes. La Chambre estime que ces griefs se rapportent à la présentation du dossier des parties et ne sont pas recevables en tant qu'exceptions d'incompétence. » (par. 85)</p> <p>« [L]e grief des co-avocats de leng Sary porte sur les contours des éléments du crime, c'est-à-dire à la présentation du dossier des parties, et ne constitue donc pas une exception d'incompétence. » (par. 86)</p> <p>« [L]es co-avocats de leng Sary reprochent aux co-juges d'instruction d'avoir mal qualifié les faits censés établir les éléments constitutifs d'un crime, ce qui ne constitue pas non plus une exception d'incompétence. » (par. 87)</p> <p>« [L]es co-avocats reprochent aux co-juges d'instruction de prendre en compte des actes qui échappent à la compétence temporelle des CETC. Ce sont donc des griefs se rapportant à des questions de fait et de droit à examiner au procès. Cela étant, la Chambre fait observer que l'examen de questions dépassant la période des faits telle que fixée dans l'Ordonnance de clôture peut s'avérer pertinente pour éclairer le contexte et la continuité d'un comportement. » (par. 88)</p> <p>« [Les arguments des] co-avocats de leng Sary [selon lesquels] les charges ne sont pas présentées avec assez de précision par les co-juges d'instruction ne sont pas non plus des exceptions d'incompétence puisqu'elles portent sur des questions de fait et de droit. » (par. 89)</p> <p>« [L]a Chambre ne se penchera ni ne se prononcera sur les arguments présentés par les co-avocats [...] qui portent spécifiquement sur la façon dont les co-juges d'instruction ont défini le viol, et non sur la question de savoir si, entre 1975 et 1979, le droit prévoyait ce crime. » (par. 90)</p> <p>« [L]es co-avocats ne contestent pas le fait que le droit sanctionnait les "transferts forcés", mais leur classement sous tel ou tel crime, ce qui relève de la présentation du dossier des parties et non d'une exception d'incompétence recevable en l'espèce. » (par. 91)</p> <p>« [L]es co-avocats [...] s'élèvent contre la façon dont les magistrats instructeurs définissent, appliquent ou énoncent les éléments requis pour que des faits soient qualifiés de violations graves. La Chambre conclut que ces contestations portent sur des vices allégués de l'Ordonnance de clôture ou traitent de la présentation du dossier par les parties et que ces questions peuvent être dûment examinées au procès. » (par. 93)</p> <p>« [L]es co-avocats se plaignent d'une erreur des co-juges d'instruction relevant à la fois des faits et du droit. Ils ne contestent pas la reconnaissance de la compétence des CETC pour connaître de la première catégorie d'entreprise criminelle commune, mais font grief aux co-juges d'instruction de la façon dont ils sont arrivés à leur conclusion. La Chambre conclut que ce moyen d'appel ne relève pas du champ d'application de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. » (par. 95)</p> <p>« Les co-avocats font valoir que les co-juges d'instruction ont mal appliqué ces modes de participation aux faits visés dans l'Ordonnance de clôture, ou en ont mal défini les éléments. Ces griefs ne constituent pas des exceptions d'incompétence, mais portent sur la façon dont les charges sont articulées dans l'Ordonnance de clôture. Aucun appel en nullité de l'Ordonnance de clôture pour vice de procédure ne peut être interjeté devant la Chambre sur le terrain de la règle 67 2) du Règlement</p>
--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<p>(au motif que les faits reprochés et la qualification qu'ils revêtent ne sont pas dûment exposés). Les règles 80 bis et 89 du Règlement intérieur prévoient la procédure applicable à ce type d'exceptions. Elles relèvent de la seule compétence de la Chambre de première instance. » (par. 97)</p> <p>« [Contester] l'existence de la responsabilité du supérieur hiérarchique en droit international coutumier au moment de la commission des crimes dénoncés dans l'Ordonnance de clôture, constitue une exception d'incompétence. » (par. 100)</p> <p>« [L]e manque de précision de l'Ordonnance de clôture ne soulève pas un grief d'incompétence au sens de la règle 74 3) a) du Règlement intérieur. » (par. 101)</p> <p>« Dans la mesure où elle fait valoir qu'il n'existait pas entre 1975 et 1979 de pratique constante des États permettant de retenir la responsabilité des supérieurs hiérarchiques non militaires à raison des actes de leurs subordonnés, [le] moyen [d'appel] constitue un grief d'incompétence recevable. [...] [L]es questions mixtes de fait et de droit portant sur les contours des modes de participation, et non sur la question de savoir si le droit les prévoyait, et ne constitu[e]nt donc pas des exceptions d'incompétence. » (par. 102)</p> <p>« La détermination de l'existence en droit de certains crimes et modes de participation passe logiquement par la vérification du respect du principe de légalité. La Chambre convient que l'accessibilité et la prévisibilité sont des éléments du principe de légalité. [...] [L]orsque les co-avocats de Ieng Sary soulèvent la question de la connaissance subjective que leur client avait de l'état du droit international, ils soulèvent une question de fait qui n'est pas du ressort de la Chambre. » (par. 210)</p> <p>« De même, l'argument de Ieng Sary selon lequel l'élément moral de la responsabilité du supérieur hiérarchique n'était pas clairement défini entre 1975 et 1979 suppose la considération détaillée des éléments ou contours de ce mode de participation, et non la question de savoir s'il est prévu par le droit. Il n'entre donc pas dans le cadre de la contestation de compétence prescrite à l'article 74 3) a) du Règlement intérieur. L'existence d'un conflit armé, question de fait par nature, ne relève pas non plus de l'examen de la Chambre. » (par. 211)</p>
--	--

ii. *Appels contre les Ordonnances ou les Décisions Rejetant une Demande d'Actes d'Instruction Autorisée selon le Règlement intérieur (Règles 74 3) b) et 74 4) a) du Règlement Intérieur)*

Voir [IV. C. 1. Demandes d'Actes d'Instruction selon les Règles 55 10\) et 58 6\) du Règlement Intérieur](#)

iii. *Appels contre les Ordonnances et les Décisions Rejetant les Demandes d'Expertise Autorisées selon le Règlement Intérieur (Règles 74 3) d) et 74 4) d) du Règlement Intérieur)*

Voir aussi [IV. C. 3. Demande d'Expertise selon les Règles 31 et 32 du Règlement Intérieur](#)

1.	<p>002 NUON Chea PTC 07 D54/V/6 22 octobre 2008</p> <p><i>Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a personne mise en examen a été privée de la possibilité d'avoir sa capacité mentale à participer à sa défense pendant l'instruction évaluée par un expert. La décision des co-juges d'instruction constitue un rejet de la Demande entière. Un tel rejet est susceptible d'appel selon la règle 74 3) d). » (par. 16)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

- iv. *Appels contre les Ordonnances et les Décisions Rejetant une Demande de Complément d'Expertise ou de Contre-Expertise autorisée selon le Règlement Intérieur (Règles 74 3 e) et 74 4) e) du Règlement Intérieur)*

Voir [IV. C. 3. Demande d'Expertise selon les Règles 31 et 32 du Règlement Intérieur](#)

- v. *Appel contre les Ordonnances et Décisions concernant la Détention Provisoire ou la Libération sous Caution (Règle 74 3) f) du Règlement Intérieur)*

Voir aussi [V. B. Détention Provisoire](#)

1.	002 IENG Sary PTC 05 A104/II/4 21 mars 2008 <i>Décision sur la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary Concernant les Droits de Visite</i>	[Traduction Non-Officielle] <p>«[L]es affirmations des co-avocats peuvent être considérées comme une plainte contre une mesure coercitive prise par les co-juges d'instruction qui, dans ses effets, est susceptible ne pas totalement respecter la dignité humaine de la personne mise en examen. » (par. 9)</p> <p>« Etant donné qu'il s'agit d'une question touchant au droit au respect de la dignité humaine, et compte tenu de son devoir prescrit à la règle 21 1) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire considère que cet appel rentre dans le cadre de la règle 74 3) f) du Règlement intérieur. » (par. 10)</p>
----	---	---

- vi. *Appel contre les Ordonnances et Décisions rejetant une demande de Saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'Annulation d'un Acte d'Instruction (Règle 74 3) g) et 74 4) g) du Règlement Intérieur)*

Voir aussi [VII. C. Annulation](#)

1.	004/2 AO An PTC 43 D350/1/1/4 5 septembre 2017 <i>Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté</i>	[Traduction Non-Officielle] <p>« Confrontée à des appels interjetés selon la règle 74 3) g) contre des décisions du BCJI rendue conformément à la règle 76 2), la Chambre préliminaire a eu l'occasion d'introduire le critère de "l'argumentation raisonnable" [en anglais <i>arguable case</i>] pour définir le test que les CJI doivent satisfaire. Elle a considéré que "la détermination [par le BCJI] du caractère 'raisonnable' d'une argumentation revient ni plus ni moins à vérifier que la requête n'est pas 'manifestement infondée' au sens de la Règle 76 4) du Règlement intérieur. Une requête ne sera 'manifestement infondée' que s'il est particulièrement <i>évident</i> ou <i>très apparent</i> qu'elle n'a aucun fondement en droit ou en fait et donc aucune chance de succès. Par ailleurs, la Chambre rappelle que les co-juges d'instruction doivent seulement évaluer si la demande présente <i>prima facie</i> ou <i>extérieurement</i> un 'raisonnement argumenté' affirmant des vices de procédure et un grief, sans se livrer à l'appréciation des moyens présentés dans la requête en nullité". Ainsi, "l'appréciation de l'existence d'une 'argumentation raisonnable' suppose simplement que les co-juges d'instruction vérifient : (1) que la requête présente <i>prima facie</i> un raisonnement argumenté ; et (2) que la requête n'est pas manifestement infondée". » (par. 13)</p> <p>« Conformément à la jurisprudence de la Chambre préliminaire, les décisions du BCJI peuvent être infirmée si a) elles reposent sur une erreur de droit invalidant la décision ; b) elles reposent sur une erreur de fait entraînant un déni de justice ; ou c) sont si injustes ou déraisonnables qu'elles constituent un abus de la discrétion des juges. » (par. 14)</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

vii. Appel contre les Ordonnances et Décisions relatives à des Mesures de Protection (Règle 74 3) h) et 74 4) h) du Règlement Intérieur)

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 31 D100/32/1/7 15 février 2017</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Consolidée du Co-Juge d'Instruction International portant sur les Demandes de Communication de Documents tirés du Dossier N° 003 dans le cadre du Dossier N° 002 (D100/25 et D100/29)</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire note que, dans le cadre des décisions portant communication, s'agissant des communications autorisées, la fonction du co-juge d'instruction international se limite à donner une orientation éclairée à la Chambre de première instance, qui est seule compétente pour rendre les décisions concernant les dépositions à huis clos. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère que, en prenant les décisions relatives aux modalités des communications autorisées, le co-juge d'instruction international n'agit pas "conformément aux principes de la règle 29 du Règlement intérieur" [...]. La règle 29 prévoit pour les co-juges d'instruction la possibilité d'ordonner des mesures de protection à l'égard des victimes et des témoins. Ces "mesures de protection" ainsi que les "modalités de communication" visent à préserver des valeurs et intérêts sensiblement différents, les modalités de communication consistant à maintenir la confidentialité de l'instruction "afin de préserver les droits et les intérêts des parties", tandis que les mesures de protection tendent à protéger les victimes et témoins dont la comparution est susceptible de mettre leur vie ou leur santé, ou celles des membres de leur famille ou proches parents, en grave danger. Si les décisions du co-juge d'instruction international d'autoriser la communication de documents sont prises dans le cadre de son obligation légitime de coopérer avec un autre <i>organe judiciaire</i> des CETC dans l'intérêt de la manifestation de la vérité, la détermination des modalités les plus appropriées pour les communications autorisées reste, quant à elle, guidée par l'exigence de préserver la confidentialité de l'instruction, en application de la règle 56 du Règlement intérieur. Ainsi, le terme de "mesures de protection" énoncé à la règle 74 3) h) doit être interprété à la lumière des dispositions prévues par la règle 29 4) et 8) du Règlement intérieur. Toutes les demandes de "modalités de communication" présentées par le co-juge d'instruction international à l'intention de la Chambre de première instance doivent donc être dictées par l'obligation de préserver la confidentialité de l'instruction, en application de la règle 56 du Règlement intérieur, et ne sont pas susceptibles d'appel devant la Chambre préliminaire. » (par. 15)</p> <p>« Par conséquent, la Chambre préliminaire considère qu'il n'existe aucun "lien" entre les "mesures de protection" et les "décisions du co-juge d'instruction international" relatives à la communication des documents, ou les modalités visant cette communication, justifiant que les appels interjetés contre de telles décisions tombent sous le coup de la règle 74 3) h) du Règlement intérieur. » (par. 16)</p> <p>« La Chambre préliminaire a également rejeté l'allégation selon laquelle une ordonnance portant communication constituerait une violation irréparable du droit de la personne mise en examen à la présomption d'innocence. » (par. 18)</p>
----	---	---

viii. Appel d'Ordonnances ou de Décisions relatives à des Demandes de Constitution de Partie Civile

Voir aussi [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

1.	<p>004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013</p> <p><i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Nous constatons que le recours porte sur des ordonnances déclarant des demandes de constitution de partie civile recevables. En tant que telles, les Ordonnances peuvent faire l'objet d'un appel selon les règles 74 3) [...] et 74 2) du Règlement intérieur, par les co-procureurs et "la personne mise en examen ou l'accusé", respectivement. En vertu de la règle 76 4) du Règlement intérieur, une requête en annulation portant sur "une ordonnance susceptible d'appel" est irrecevable, indépendamment du fait que la partie demandant l'annulation ou les [co-procureurs] pourraient eux-mêmes ne pas avoir droit de faire appel de l'ordonnance. Cette règle de recevabilité s'explique par le fait que les régimes d'annulation et d'appel s'excluent mutuellement et s'appliquent à des catégories différentes d'actes juridiques pris par les co-juges d'instruction.» (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 2)</p>
----	--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

- ix. *Appels contre les Ordonnances ou Décisions Réduisant la Portée de l'Instruction en Application de la Règle 66 bis (Règles 74 3) j) et 74 4) i) du Règlement Intérieur*

Voir [IV. B. 1. IV. Décision Portant Réduction de la Portée de l'Instruction](#)

4. Recevabilité des Appels selon les Règles 11 5) et 6), 35 6), 38 3) et 77 bis du Règlement Intérieur

Voir [III. E. Décisions concernant la Section d'Appui à la Défense](#) ; [VI. Témoins, Victimes et Parties Civiles](#)

5. Recevabilité selon des Considérations d'Équité (Règle 21 du Règlement Intérieur)

Voir aussi [II. Droit au Procès Équitable](#) ; [III. A. 4. Compétence Inhérente](#)

i. Principe de Droit

1.	004 YIM Tith PTC 06 D192/1/1/2 31 octobre 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a jugé précédemment que les principes fondamentaux exprimés dans la règle 21 du Règlement intérieur, qui reflètent les conditions nécessaires en matière de procès équitable que les CETC sont tenues d'appliquer [...], peuvent justifier qu'elle adopte une interprétation libérale du droit d'appel afin d'assurer que les procédures sont équitables et contradictoires et qu'un équilibre est préservé entre les droits des parties. Lorsque les faits et circonstances spécifiques d'une affaire l'ont exigé, la Chambre préliminaire a reçu des appels soulevant des questions de droits fondamentaux ou des "question[s] sérieuse[s] d'équité", en adoptant soit une interprétation large d'une disposition spécifique accordant un droit d'appel ou même en se déclarant compétente pour des appels qui ne rentraient pas dans son champ de compétence explicite, sur la base de la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 30)
2.	004 YIM Tith PTC 10 D186/3/1/2 31 octobre 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a jugé précédemment que les principes fondamentaux exprimés dans la règle 21 du Règlement intérieur, qui reflètent les conditions nécessaires en matière de procès équitable que les CETC sont tenues d'appliquer [...], peuvent justifier qu'elle adopte une interprétation libérale du droit d'appel afin d'assurer que les procédures sont équitables et contradictoires et qu'un équilibre est préservé entre les droits des parties. Lorsque les faits et circonstances spécifiques d'une affaire l'ont exigé, la Chambre préliminaire a reçu des appels soulevant des questions de droits fondamentaux ou des "question[s] sérieuse[s] d'équité", en adoptant soit une interprétation large d'une disposition spécifique accordant un droit d'appel ou même en se déclarant compétente pour des appels qui ne rentraient pas dans son champ de compétence explicite, sur la base de la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 30)
3.	004 YIM Tith PTC 11 D205/1/1/2 13 novembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a précédemment jugé que les principes fondamentaux exprimés dans la règle 21 du Règlement intérieur, qui reflètent les exigences en matière de procès équitable que les CETC sont tenues d'appliquer en vertu de l'article 13 1) de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge, de l'article 35 <i>nouveau</i> de la loi relative aux CETC et de l'article 14 3) du PIDCP, peuvent justifier qu'elle adopte une interprétation libérale du droit d'appel afin de garantir que la procédure soit équitable et contradictoire et qu'un équilibre soit préservé entre les droits des parties. Lorsque les faits et circonstances particuliers d'une affaire l'exigeaient, la Chambre préliminaire a admis des appels soulevant des questions de droits fondamentaux ou des "question[s] sérieuse[s] d'équité", en se déclarant compétente sur des appels qui ne relevaient pas de sa

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		compétence explicite, sur la base de la règle 21. La Chambre préliminaire rappelle que la règle 21 ne fournit pas une voie de recours automatique pour les appels soulevant des arguments fondés sur le droit à un procès équitable. Pour que la Chambre préliminaire exerce sa compétence en appel en vertu de la règle 21, l'appelant doit démontrer que, dans les circonstances particulières de l'affaire en cause, l'intervention de la Chambre préliminaire est nécessaire pour prévenir un préjudice irréversible à l'équité de la procédure ou aux droits de l'appelant à un procès équitable. » (par. 7)
4.	004 YIM Tith PTC 14 D212/1/2/2 4 décembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Clarification du Co-Juge d'Instruction International sur la Validité d'une Convocation Émise par un Co-Juge d'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a précédemment jugé que les principes fondamentaux exprimés dans la règle 21 du Règlement intérieur, qui reflètent les exigences en matière de procès équitable que les CETC sont tenues d'appliquer en vertu de l'article 13 1) de l'Accord [...], de l'article 35 <i>nouveau</i> de la loi sur les CETC et de l'article 14 3) du [PIDCP], peuvent justifier qu'elle adopte une interprétation libérale du droit d'appel afin d'assurer que la procédure soit équitable et contradictoire et qu'un équilibre soit préservé entre les droits des parties. Lorsque les faits et circonstances particuliers d'une affaire l'exigeaient, la Chambre préliminaire a admis des appels soulevant des questions de droits fondamentaux ou des "question[s] sérieuse[s] d'équité" en vertu de la règle 21. Ceci étant dit, la règle 21 ne fournit pas une voie automatique pour les appels soulevant des arguments fondés sur le droit à un procès équitable. Pour que la Chambre préliminaire puisse exercer sa compétence en appel en vertu de ladite règle, l'appelant doit démontrer que dans les circonstances particulières de l'affaire, l'intervention de la Chambre préliminaire est nécessaire pour éviter un préjudice irréversible à l'équité de la procédure ou aux droits de l'appelant à un procès équitable. [...] La Chambre préliminaire a jugé que "[l]es droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas que les organes judiciaires règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, hors de leur contexte factuel et contextuel" et a conclu qu'elle "n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs". » (par. 6)
	004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015 <i>Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a précédemment jugé que les principes fondamentaux exprimés dans la règle 21 du Règlement intérieur, qui reflètent les exigences en matière de procès équitable que les CETC sont tenues d'appliquer en vertu de l'article 13 1) de l'Accord [...], de l'article 35 <i>nouveau</i> de la Loi sur les CETC et de l'article 14 3) du [PIDCP], peut justifier qu'elle adopte une interprétation libérale du droit d'appel afin de garantir que la procédure est équitable et contradictoire et qu'un équilibre est préservé entre les droits des parties. Lorsque les faits et circonstances particuliers de l'affaire l'exigent, la Chambre préliminaire a admis des appels soulevant des questions de droits fondamentaux ou des "question[s] sérieuse[s] d'équité" en vertu de la règle 21 du Règlement intérieur. Ceci étant dit, la règle 21 ne fournit pas une voie de recours automatique pour les appels soulevant des arguments fondés sur le droit à un procès équitable; pour que la Chambre préliminaire puisse exercer sa compétence en appel en vertu de ladite règle, l'appelant doit démontrer que, dans les circonstances particulières de l'espèce, l'intervention de la Chambre préliminaire est nécessaire pour éviter une atteinte irréversible à l'équité de la procédure ou aux droits de l'appelant à un procès équitable. La Chambre préliminaire a souligné que la règle 21 n'offre pas à la Chambre la possibilité de résoudre des questions hypothétiques ou de donner des avis consultatifs. » (par. 8)

ii. Appels Recevables sous des Considérations d'Équité

1.	002 IENG Sary PTC 05 A104/II/4 21 mars 2008 <i>Décision sur la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary Concernant les Droits de Visite</i>	[Traduction Non-Officielle] "[L]es affirmations des co-avocats peuvent être considérées comme une plainte contre une mesure coercitive prise par les co-juges d'instruction qui, dans ses effets, est susceptible ne pas totalement respecter la dignité humaine de la personne mise en examen. » (par. 9) « Etant donné qu'il s'agit d'une question touchant au droit au respect de la dignité humaine, et compte tenu de son devoir prescrit à la règle 21 1) du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire considère que cet appel rentre dans le cadre de la règle 74 3) f) du Règlement intérieur. » (par. 10)
2.	002 NUON Chea PTC 09 C33/I/7 26 septembre 2008	« Aux termes de sa [Décision A104/II/4] [...] la Chambre préliminaire a jugé précédemment : "[...] l'assertion faite par les co-avocats peut être vue comme une plainte contre une mesure de coercition [...] qui, dans ses effets, est susceptible de ne pas respecter pleinement le principe de la dignité humaine de la personne mise en examen. S'agissant d'une question concernant le droit au respect de

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

	<p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea concernant les Conditions de Détention Provisoire</i></p>	<p>la dignité de la personne humaine et eu égard à sa mission telle que l'énonce la Règle 21 1) du Règlement intérieur [...] cet appel entre dans le cadre de la Règle 74 3) f) du Règlement intérieur". » (par. 9)</p> <p>« Le présent appel est formé à l'encontre de ce qui, dans ses effets, équivaut à une ordonnance de séparation délivrée par les co-juges d'instruction. [...] La Chambre préliminaire estime, pour les raisons exprimées dans sa précédente décision, que l'appel relève de la Règle 74 3) f) du Règlement intérieur. » (par. 10)</p>
--	---	---

iii. Appels Irrecevables sous des Considérations d'Équité

1.	<p>002 IENG Sary PTC Spécial Doc. N° 3 22 septembre 2009</p> <p><i>Décision sur la Requête de la Personne Mise en Examen en Récusation des Drs Sephen HEDER et David BOYLE</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [La règle 34] ne s'applique pas au personnel. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire va examiner si la Règle 21 du Règlement intérieur nécessite d'adopter une interprétation large du droit de la Personne mise en examen de déposer une requête en récusation, afin d'assurer le caractère équitable des procédures pendant l'instruction. » (par. 18)</p> <p>« [L]es dispositions pour la récusation des juges, ainsi que la procédure en annulation, sont suffisantes pour protéger le droit à un procès équitable de la personne mise en examen. La Chambre préliminaire considère que la Règle 21 du Règlement intérieur ne l'oblige pas à interpréter le Règlement intérieur de telle manière à ce que la Requête soit déclarée recevable. » (par. 22)</p>
2.	<p>002 NUON Chea PTC 44 D253/3/5 6 avril 2010</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance du Bureau des Co-Juges d'Instruction sur la Seizième Demande (D253) et la Dix-Septième Demande (D265) d'Actes d'Instruction de NUON Chea</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire va examiner si les faits et circonstances du présent appel requièrent l'adoption d'une interprétation plus large du droit d'appel de la personne mise en examen afin de garantir le caractère équitable de la procédure. [...] [S]i la Défense avait revu elle-même les éléments contenus dans le dossier [...], l'appelant aurait pu demander au BCJI plus de détails [...] ou même d'autres actes d'instruction dans ce but. [...] [I]l est peu probable que cette possibilité reste ouverte [...] au stade de l'instruction étant donné que le BCJI a notifié les parties de la fin de l'instruction. [...] Toutefois, une fois l'Ordonnance de clôture rendue, [...] il pourrait contester l'authenticité des éléments en question devant la Chambre de première instance. Par conséquent, la Chambre préliminaire considère qu'elle n'a pas l'obligation d'admettre l'Appel sur le fondement de la règle 21 1) d). » (par. 11)</p> <p>« La Chambre de première instance ne considère pas que le caractère équitable de la procédure requiert d'admettre l'Appel sur le fondement de la règle 21 1) d) [...], si l'appelant venait à douter de l'authenticité d'éléments utilisés dans l'ordonnance de clôture, il lui serait permis de les contester devant la Chambre de première instance. » (par. 13)</p>
3.	<p>004 YIM Tith PTC 06 D192/1/1/2 31 octobre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un "Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. » (par. 31)</p> <p>« Étant donné que la Chambre préliminaire n'est pas parvenue à une décision sur l'appel, la règle 77 13) du Règlement intérieur impose que les Décisions attaquées demeurent. » (par. 32)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

4.	<p>004 YIM Tith PTC 10 D186/3/1/2 31 octobre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un "Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. Les juges de la Chambre préliminaire demeurent divisés dans leurs opinion et maintiennent leurs interprétations respectives sur ce point qui est crucial pour ces appels. Malgré leurs efforts, la Chambre préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre votes positifs pour arriver à une décision sur ces appels. » (par. 31)</p> <p>« Étant donné que la Chambre préliminaire n'est pas parvenue à une décision sur l'appel, la règle 77 13) du Règlement intérieur impose que les Décisions attaquées demeurent. » (par. 32)</p>
5.	<p>004 YIM Tith PTC 11 D205/1/1/2 13 novembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de YIM Tith à l'Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire constate que l'appelant n'a pas démontré en l'espèce que la Décision attaquée, en refusant de fournir des clarifications juridiques, met en péril son droit à un procès équitable. [L]e scénario envisagé [...] est hypothétique à ce stade. Quand bien même ce scénario devait se réaliser, il n'est pas clairement établi quel préjudice l'appelant subirait concrètement. Les droits à la sécurité juridique et à la transparence de la procédure n'exigent pas des organes judiciaires qu'ils règlent les questions juridiques avant qu'elles ne se posent réellement, en dehors de leur contexte factuel et contextuel. La Chambre préliminaire n'a pas compétence pour traiter de questions hypothétiques ou donner des avis consultatifs. » (par. 8)</p>
6.	<p>004 YIM Tith PTC 14 D212/1/2/2 4 décembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de YIM Tith contre la Clarification du Co-Juge d'Instruction International sur la Validité d'une Convocation Émise par un Co-Juge d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire note que, bien que la Demande de clarification cherche à obtenir un avis consultatif sur une question hypothétique, le CJII a choisi de l'examiner car elle considérait que les co-avocats de l'appelant interprétaient mal un "aspect important de l'instruction aux CETC". [...] Comme l'a rappelé le CJII dans la décision contestée, la Chambre préliminaire a précédemment jugé qu'une convocation délivrée par un juge d'instruction aux fins de mise en examen en vertu de la règle 57 du Règlement intérieur est valide si la procédure de désaccord prévue dans la règle 72 du Règlement intérieur a été respectée. [...] Dans ces circonstances, la Chambre préliminaire estime que l'argument de l'appelant selon lequel l'interprétation du droit faite par la CJII dans la décision contestée porte atteinte à son droit à la sécurité juridique, est sans fondement. » (par. 7)</p>
7.	<p>004 AO An PTC 16 D208/1/1/2 22 janvier 2015</p> <p><i>Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Pour commencer, la Chambre préliminaire estime qu'elle n'a pas compétence pour examiner la demande de l'appelant visant à clarifier le processus de désaccord en vertu de la règle 72 du Règlement intérieur. [...] La Chambre préliminaire note que l'appelant ne demande pas à la Chambre préliminaire d'infirmer ou d'annuler une décision spécifique dans laquelle cette procédure a été appliquée [...], mais cherche plutôt à obtenir un avis consultatif de la Chambre préliminaire sur la légalité de la procédure elle-même. Alors que le co-juge d'instruction international a jugé approprié d'expliquer son interprétation de la règle 72 du Règlement intérieur [...], la Chambre préliminaire estime que la contestation par l'appelant de cette interprétation, formulée en termes généraux, ne relève pas de la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 9)</p> <p>« La communication d'informations relatives aux désaccords des co-juges d'instruction relève donc strictement de leur pouvoir discrétionnaire. La Chambre préliminaire n'intervient pas dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire à moins qu'il ne soit démontré que, dans les circonstances exceptionnelles de l'affaire, l'absence d'information sur un désaccord porte atteinte aux droits de</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<p>l'appelant à un procès équitable, auquel cas la Chambre préliminaire pourrait examiner les recours appropriés. » (par. 10)</p> <p>« En l'absence de toute indication contraire, il est présumé que les co-juges d'instruction, à la lumière de leurs devoirs judiciaires et éthiques, s'assurent qu'ils agissent en conformité avec les exigences énoncées à l'article 5 4) de l'Accord, à l'article 23 <i>nouveau</i> de la loi sur les CETC et à la règle 72 du Règlement intérieur. Il n'y a pas d'indication dans la présente affaire révélant un manque de respect de ces exigences juridiques par le co-juge d'instruction international dans la délivrance des quatre Décisions, de sorte que l'argument de l'appelant selon lequel il ne fait pas l'objet d'une instruction par un tribunal établi par la loi, est sans fondement. » (par. 11)</p> <p>« L'Appelant n'a pas démontré que le fait de lui donner accès à des informations privilégiées concernant le désaccord sur ces décisions est nécessaire, à ce stade, pour se défendre contre les crimes allégués dans le Réquisitoire introductif. » (par. 12)</p>
8.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p> <p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L']élargissement de la portée de ce droit d'appel sur le fondement de la règle 21 du Règlement intérieur n'est pas justifié en l'espèce étant donné que la Chambre préliminaire a déjà énoncé le droit régissant la question et compte tenu du fait que le Moyen A vise en substance la correction d'hypothèses sans conséquences ne portant en rien atteinte aux droits de MEAS Muth. » (par. 74)</p> <p>« Par ailleurs, les co-avocats font grief au co-juge d'instruction international de ne pas avoir conclu que l'Ordonnance de non-lieu primait sur l'Ordonnance de renvoi en application du principe <i>in dubio pro reo</i>, dont il a déjà été déterminé que c'était là une question qui ne relevait pas de sa compétence. En outre, la Chambre considère que la situation dans laquelle deux juges indépendants rendent des décisions contradictoires quant à l'opportunité d'un renvoi en jugement n'empêche pas application du principe <i>in dubio pro reo</i>, dans la mesure où ce principe découle de la présomption d'innocence, au nom de laquelle MEAS Muth demeure innocent même après son renvoi en jugement, et le restera jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie. Par conséquent, la Chambre ne considère pas qu'elle ait à intervenir pour éviter une atteinte irréversible au droit de l'Accusé à un procès équitable, et elle conclut que l'élargissement de la portée du droit de MEAS Muth d'interjeter appel sur le fondement de la règle 21 du Règlement intérieur n'est pas justifié en l'espèce. » (par. 77)</p>

6. Recevabilité selon d'Autres Considérations

i. Considération des Intérêts de la Justice

1.	<p>002 IENG Sary PTC Spécial Doc. N° 3 22 septembre 2009</p> <p><i>Décision sur la Requête de la Personne Mise en Examen en Récusation des Drs Sephen HEDER et David BOYLE</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire n'est pas convaincue que la Requête ait été déposée dès que la Défense a eu connaissance des motifs de récusation [...], tel que requis par la Règle 34(3) du Règlement intérieur. Étant donné que les co-procureurs n'ont pas soumis d'observations sur cette question [...], la Chambre préliminaire estime qu'il est dans l'intérêt de la justice de se prononcer sur la recevabilité. » (par. 12)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de Ta An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Lorsque la Chambre préliminaire n'a pas pu se prononcer sur une question soulevée devant elle, le réexamen d'une question qui est substantiellement la même, en fait et en droit, par le biais d'une nouvelle requête ou d'un nouvel appel déposé par la même partie, serait contraire aux principes de sécurité juridique et d'économie judiciaire, et plus généralement aux intérêts de la justice car il ne ferait pas avancer la procédure mais risquerait plutôt de la retarder. » (par. 20)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

3.	004 YIM Tith PTC 15 D203/1/1/2 19 janvier 2015 <i>Considérations de la Chambre préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision concernant sa Demande de Clarification sur le Fait qu'il Peut Conduire sa Propre Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a également accepté des dépôts tardifs dans " <i>l'intérêt de la justice</i> " lorsque le droit à un procès équitable est en jeu. » (par. 20)
----	--	---

ii. Considération de l'Intérêt de Préserver le Temps et les Ressources Judiciaires

1.	002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010 <i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i>	« [L]es règles 74 3) a) et 89 1) permettent de soulever des contestations de compétence devant la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance. [...] [L]a Chambre de première instance a déclaré ne pas être liée par les décisions de la Chambre préliminaire. Le fait de statuer au stade actuel de la procédure sur les questions de compétence [...] n'irait donc pas forcément dans le sens de l'économie du temps et des ressources judiciaires. Ce nonobstant, l'importance de préserver les ressources judiciaires et de diligenter la procédure ne saurait l'emporter sur les motifs ci-dessus appelant le rejet des [...] objections préliminaires des co-procureurs. » (par. 35)
----	--	---

iii. Considération des Questions d'Intérêt Général

Voir aussi [III. A. 3. Détermination de Questions d'Intérêt Général](#)

1.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« [L]es CETC constituent une entité indépendante <i>au sein</i> de la structure judiciaire cambodgienne et qu'elles n'ont pas compétence pour juger les activités des autres instances. Les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire n'ont donc pas compétence pour statuer sur les décisions ou actions d'autres juridictions évoluant au sein du système judiciaire cambodgien. Il en résulte qu'en jugeant que les tribunaux cambodgiens de droit commun n'ont pas compétence pour statuer sur des affaires relatives à des faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges, les co-juges d'instruction ont outrepassé leur mandat. » (par. 72) « Ceci dit, la Chambre préliminaire juge nécessaire, en sa qualité de chambre d'appel, de considérer que la question soulevée est une question d'intérêt général pour la jurisprudence et l'héritage que laisseront les CETC. » (par. 73)
----	---	--

7. Renonciation et Désistement d'Appel

1.	<p>004 AO An PTC 03 D121/2/3 12 avril 2013</p> <p><i>Décision sur la Déclaration de Désistement de l'Appel contre le Refus Implicite de la Demande de TA An d'Accéder au Dossier</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire a déjà considéré, sur le fondement de la pratique cambodgienne et internationale, qu'une partie a le droit de se désister d'un appel sans en demander l'autorisation et ce, jusqu'à la clôture des débats. » (par. 2)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 04 C26/I/31 15 octobre 2008</p> <p><i>Décision Relative à la Notification de Retrait d'Appel</i></p>	<p>« [L]e Règlement intérieur ne traite pas de la question du retrait d'un appel, pas plus qu'il n'envisage la situation où une partie se désiste d'un acte de procédure. Le Code de procédure pénale cambodgien ne contient pas non plus de dispositions traitant spécifiquement de cette question. [T]outefois [...] les tribunaux cambodgiens ont pour pratique de reconnaître à un appelant le droit de se désister de son appel jusqu'à la clôture des débats entre les parties. Il semble que ce soit également la pratique suivie par les tribunaux internationaux et internationalisés. » (par. 10)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime qu'une partie a le droit de se désister d'un appel sans en demander l'autorisation et ce, jusqu'à la clôture des débats. » (par. 11)</p>

8. Rejet des Appels

i. Rejet Sommaire des Appels et Arguments Infondés ou Non-Etayés

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 47 et 48 D250/3/2/1/5 et D274/4/5 27 avril 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision Relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l'Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 Janvier 2010</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire estime que les arguments présentés par une partie qui ne sont pas de nature à entraîner l'annulation ou la révision d'une décision attaquée peuvent être rejetés immédiatement par elle sans être examinés au fond. S'agissant des exigences en matière de forme, une partie qui interjette appel est tenue de fournir les références exactes des pages ou des paragraphes des comptes-rendus d'audience dans la décision attaquée. La Chambre préliminaire n'examinera pas en détail les conclusions des parties si elles sont obscures, contradictoires, ou vagues, ou si elles sont entachées d'autres vices de forme flagrants. En principe, la juridiction d'appel rejettera donc, sans fournir de motifs détaillés, les conclusions qui sont manifestement mal fondées. » (par. 22)</p> <p>« La Chambre préliminaire est d'avis que cette branche d'appel n'est pas valable en ce que les Appelants ne font qu'énoncer une affirmation sans relever d'erreur spécifique, ni renvoyer à une conclusion précise de la Deuxième ordonnance attaquée ou du Réquisitoire introductif. À ce titre, cette branche ne permet pas que la décision attaquée soit annulée ou révisée, et elle sera rejetée sans avoir été examinée au fond. » (par. 43)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 08 D185/1/1/2 13 octobre 2014</p> <p><i>Décision sur l'appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant la Requête en Annulation</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Pour soutenir cette affirmation, la Défense réitère substantiellement les mêmes arguments que ceux avancés dans leur Appel contre la Décision sur l'accès et la participation pour lequel la Chambre préliminaire n'a pas pu atteindre la super majorité des votes nécessaires pour une décision sur l'Appel, la décision par défaut étant que la Décision du CJII demeure. De plus, le CJII a rejeté une demande de réexamen de la Décision sur l'accès et la participation. Dans ces circonstances, et considérant que les cinq juges de la Chambre préliminaire suivraient leurs opinions précédentes sur la question de la qualité pour agir puisque les questions sous-jacentes des opinions distinctes exprimées demeurent, le présent Appel aboutirait au même résultat pour l'appelant, à savoir que la décision contestée serait</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		<p>maintenue par application de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Comme il a déjà été noté dans la décision sur l'Appel PTC07, cette situation rend l'Appel inutile et crée un potentiel pour un litige sans fin. » (par. 14)</p> <p>« Adoptant les observations déjà formulées dans sa Décision sur l'Appel PTC07, la Chambre préliminaire décide de rejeter l'Appel, sans examen de sa recevabilité selon les règles 73, 74 et 21 du Règlement intérieur ou de son bien-fondé. » (par. 15)</p>
--	--	--

ii. Autorité de la Chose Jugée (Res Judicata) et Réouverture de Litiges

1.	<p>002 IENG Sary PTC 75 D427/1/30 11 avril 2011</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté Par IENG Sary Contre l'Ordonnance De Clôture</i></p>	<p>« [E]n droit romano-germanique, l'extinction de l'action publique par l'effet de la chose jugée, concept étroitement associé à celui du <i>ne bis in idem</i>, conduit normalement le juge d'instruction à rendre une ordonnance de non-lieu. En renvoyant Ieng Sary en jugement, les co-juges d'instruction l'ont implicitement débouté en sa demande tendant à ce que soit confirmée l'extinction de l'action publique à son encontre et ont, partant, confirmé que les CETC sont compétentes pour le juger. Faute de conclure dans ce sens, l'on empêcherait Ieng Sary d'exercer son droit d'appel relativement à une question de compétence valablement soulevée devant les co-juges d'instruction, mais sur laquelle ceux-ci se sont abstenus de statuer. » (par. 62)</p> <p>« [L]a Chambre a précédemment examiné, quoique de façon limitée, la question de l'amnistie et de la grâce [...]. Elle a donc entrepris de trancher ces questions à titre préliminaire [...] sur [la base d]es informations limitées disponibles à l'époque, sur les charges originelles et sur un critère d'examen nettement plus rigoureux [...]. En outre, [...] la Chambre a bien précisé que celui-ci ne serait pas empêché de les soulever ultérieurement. Dans ces circonstances, la Chambre ne saurait conclure, comme l'affirment les co-procureurs, qu'une décision définitive a été rendue sur la question de savoir si le Décret royal fait obstacle aux poursuites à l'encontre de Ieng Sary. Comme cette question n'a pas été définitivement tranchée, Ieng Sary peut en saisir à présent la Chambre sans heurter l'autorité de la chose jugée. » (par. 67)</p>
2.	<p>004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Bien que le présent appel conteste une décision du CJII rejetant trois demandes d'actes d'instruction spécifiques, l'argumentation y exposée concerne le "droit" de l'appelant de déposer des demandes d'instruction, indépendamment de leur contenu. [...] La Chambre préliminaire note que ces arguments sont de nature générale et purement spéculatifs car rien ne soutient que l'une des trois Demandes d'actes d'instruction concernées par le présent Appel visent à interroger des témoins pour lesquels il existe une raison concrète de craindre qu'ils ne deviennent indisponibles ou justifiant autrement un besoin pressant d'entreprendre l'acte d'instruction demandé. L'appelant ne soutient pas non plus que le refus du CJII de se prononcer sur les trois Demandes d'actes d'instruction, <i>à ce stade</i>, altère concrètement son droit à un procès équitable. La Chambre préliminaire note en outre que l'Appel ne soulève aucun fait ou circonstances nouveaux mais réitère plutôt des arguments qui étaient déjà mis en avant dans l'Appel sur la participation. Par conséquent, la Chambre préliminaire estime que l'Appel cherche à porter devant elle la même question, en fait et en droit, qu'elle a déjà examinée dans ses Considérations en appel (c'est-à-dire le droit de l'appelant de participer à l'instruction) et sur laquelle elle n'a pas pu atteindre une super majorité de quatre voix pour rendre une décision. » (par. 19)</p> <p>« Se référant aux règles de procédure établies au niveau international, conformément à l'article 12 1) de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume du Cambodge pour la création des CETC, aux articles 23 <i>nouveau</i> et 33 <i>nouveau</i> de la Loi sur les CETC et à la règle 2 du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire note, par analogie, qu'il est de pratique courante dans d'autres tribunaux de caractère international de rejeter les demandes ou requêtes au motif qu'elles soulèvent des questions qui ont déjà été tranchées par une décision finale liant les parties concernées (et qui ont en tant que telles l'autorité de la chose jugée), à moins qu'elles ne soient présentées dans le cadre de demandes de réexamen. Par conséquent, la Chambre préliminaire juge qu'elle peut rejeter un appel ou une requête, sans en examiner la recevabilité formelle selon les règles 73, 74 et/ou 21 du Règlement intérieur ou le bien-fondé, lorsqu'il ou elle soulève une question qui est substantiellement la même (en fait et en droit) qu'une question déjà examinée par la Chambre à l'égard de la même partie et sur laquelle elle n'a pas pu atteindre une majorité de quatre voix pour rendre une décision. » (par. 20)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

iii. Appel sans Cause

1.	003 MEAS MUTH PTC 16 D122/1/2 17 juin 2015 <i>Décision relative à l'Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International lui Refusant Accès au Dossier</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]e co-juge d'instruction international a mis en examen l'appelant <i>in absentia</i> pour un certain nombre de crimes allégués dans le Réquisitoire introductif. Le co-juge d'instruction international a conclu qu' "[a]vec la publication de cette décision, le statut de MEAS Muth va changer de 'suspect' à 'personne mise en examen' et, en tant que tel, il pourra exercer tous les droits dont les personnes mises en examen disposent selon le Règlement intérieur", y compris "le droit d'accès au dossier, à participer à l'instruction, à confronter des témoins ou à solliciter des [co-juges d'instruction] pour qu'ils saisissent la [Chambre préliminaire] de requêtes en nullité d'actes d'instruction". Ainsi, l'appelant a effectivement obtenu ce qu'il demandait à la Chambre préliminaire, à savoir d'"ordonner aux co-juges d'instruction d'autoriser à la Défense à accéder au Dossier et à participer à l'instruction". L'Appel est par conséquent sans objet et doit être rejeté comme tel, sans examiner sa recevabilité ou son bien-fondé. » (par. 4)
----	---	--

iv. Questions Soulevées pour la Première Fois en Appel

1.	002 NUON Chea/Parties Civiles PTC 01 C11/53 20 mars 2008 <i>Décision relative à la Participation des Parties Civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire</i>	« La participation des parties civiles à un appel à l'encontre de cette ordonnance de détention provisoire a pour effet que la personne mise en examen sera confrontée à des éléments qui pourraient ne pas avoir été déjà présentés au débat contradictoire devant les co-juges d'instruction. Ceci peut causer un déséquilibre concernant la procédure et le droit à un procès équitable [...]. » (par. 42) « Le Règlement intérieur donne à la Chambre préliminaire les moyens de voir à ce que toute apparence de déséquilibre, ou d'injustice, soit rectifiée. La personne mise en examen est autorisée à répondre à toute conclusion soumise par une partie civile. La règle 77(4) du Règlement intérieur dispose que toutes les parties, et cela comprend les parties civiles, déposent leurs réquisitions ou mémoires auprès du greffier de la Chambre préliminaire avant l'audience de l'appel. La Chambre préliminaire peut en tout temps permettre à la personne mise en examen de soumettre une réponse sous forme de conclusions écrites ou verbales lorsque les intérêts de cette personne sont en cause, même lorsque de nouveaux points sont soulevés à l'audience. Ainsi, les intérêts de la personne mise en examen peuvent être protégés sans que soit adoptée une procédure contraignante qui pourrait poser des problèmes [...]. La Chambre préliminaire s'appuie aussi sur les dispositions de la règle 21(1)a) du Règlement intérieur [...]. » (par. 43) « [L]e droit de la personne mise en examen d'avoir un procès équitable est par conséquent suffisamment protégé par le Règlement intérieur et qu'il est contrebalancé par les droits qu'ont les parties civiles de participer verbalement [...]. » (par. 44) « En l'instance, la personne mise en examen a été confrontée au fait que les parties civiles ont pu présenter des conclusions orales après que les co-avocats eurent soumis leurs conclusions initiales à l'audience. Les parties civiles n'avaient pas présenté de conclusions écrites avant l'audience. [...] La Chambre préliminaire a demandé aux avocats des parties civiles de faire parvenir des exemplaires des versions écrites de leurs conclusions orales. [...] La Chambre préliminaire a décidé de poursuivre l'audience de l'appel avec la participation des parties civiles, toutes les parties étant d'accord à ce sujet. Les conclusions des parties civiles montrent que celles-ci savaient qu'elles ne devaient traiter que des aspects pertinents de leurs intérêts dans les questions examinées. [...] Les droits de la personne mise en examen ont été protégés puisqu'elle a été autorisée à présenter des conclusions écrites additionnelles sur le droit des parties civiles de se faire entendre lors de l'appel [et elle] a profité du droit que la Chambre préliminaire lui avait reconnu et a répondu aux conclusions des parties civiles dans ses observations orales initiales. Son droit à un procès équitable s'est trouvé contrebalancé et protégé et non pas violé [...]. » (par. 46)
----	---	---

9. Effets des Appels

Voir aussi [II. C. Abus de Procédure](#)

i. Absence d'Effet Suspensif

1.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/14 11 février 2014 <i>Décision relative à la Demande des Co-Avocats de Suspendre l'Exécution de l'Ordonnance sur la Désignation d'un Avocat Temporaire pour MEAS Muth</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire rappelle que la règle 77 11) dispose que "[d]ans l'attente de la décision de la Chambre préliminaire, et à moins que celle-ci n'en décide autrement, les co-juges d'instruction poursuivent leurs investigations". Le Code de procédure pénale contient une disposition similaire à l'article 275. Une règle similaire s'applique également dans les autres tribunaux internationaux et internationalisés. Par conséquent, la Chambre préliminaire conclut que les ordonnances des co-juges d'instruction s'exécutent immédiatement sauf si la Chambre préliminaire en décide autrement, comme discuté ci-après, ou si une disposition statutaire prévoit expressément une suspension automatique. Le dépôt d'une demande de suspension ne fait pas exception à cette règle. Conclure autrement reviendrait à autoriser les parties à interrompre les procédures de leur propre initiative, contre les dispositions explicites de la règle 77 11) et contre les intérêts de la justice plus généralement. » (par. 14)
----	--	---

ii. Suspension Ordonnée par la Chambre Préliminaire

1.	003 MEAS Muth PTC 11 D56/19/14 11 février 2014 <i>Décision relative à la Demande des Co-Avocats de Suspendre l'Exécution de l'Ordonnance sur la Désignation d'un Avocat Temporaire pour MEAS Muth</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire rappelle que la règle 77 11) dispose que "[d]ans l'attente de la décision de la Chambre préliminaire, et à moins que celle-ci n'en décide autrement, les co-juges d'instruction poursuivent leurs investigations". Le Code de procédure pénale contient une disposition similaire à l'article 275. Une règle similaire s'applique également dans les autres tribunaux internationaux et internationalisés. Par conséquent, la Chambre préliminaire conclut que les ordonnances des co-juges d'instruction s'exécutent immédiatement sauf si la Chambre préliminaire en décide autrement, comme discuté ci-après, ou si une disposition statutaire prévoit expressément une suspension automatique. Le dépôt d'une demande de suspension ne fait pas exception à cette règle. Conclure autrement reviendrait à autoriser les parties à interrompre les procédures de leur propre initiative, contre les dispositions explicites de la règle 77 11) et contre les intérêts de la justice plus généralement. » (par. 14) « En l'absence de toute disposition légale dans le cadre juridique des CETC ou dans le droit cambodgien conférant expressément à la Chambre préliminaire la compétence de suspendre l'exécution d'une ordonnance rendue par les co-juges d'instruction dans l'attente de la résolution des procédures d'appel, les co-avocats sollicitent de la Chambre préliminaire qu'elle use de sa "compétence inhérente" pour faire droit à la demande de suspension, au motif qu'"elle est intrinsèquement liée à l'Appel imminent de la Décision attaquée". La Chambre préliminaire a déterminé antérieurement que, dans les cas où les dispositions légales ne prévoient pas de manière explicite ou implicite son pouvoir de statuer sur une question, elle dispose de la compétence inhérente de "trancher des questions juridiques incidentes découlant directement de questions dont [elle est] saisi[e] en rapport avec l'affaire relevant de [sa] compétence principale". La compétence inhérente est "le corollaire ou la conséquence de la compétence principale, [laquelle] est rendue nécessaire par le principe d'une bonne et équitable administration de la justice". [...] Concrètement, la Chambre préliminaire doit examiner si l'exécution immédiate de l'Ordonnance viderait de son sens le droit d'Appel de la Décision attaquée de MEAS Muth, si un tel droit existe, ou aurait des conséquences sur l'équité du processus d'appel. » (par. 16) « Bien que la désignation d'un avocat temporaire pourrait, pour un certain temps, restreindre le droit fondamental de MEAS Muth d'être représenté par un avocat de son choix, le co-juge d'instruction international a conclu que cette mesure est justifiée par le besoin d'éviter que MEAS Muth ne soit pas représenté au cours de la procédure d'instruction, compte-tenu de sa conclusion selon laquelle les co-avocats ne peuvent pas le représenter en raison de conflits d'intérêt. Cette décision relève de la compétence des co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire ne dispose pas de l'autorité pour
----	--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

		suspendre son exécution dans le contexte actuel, sauf à démontrer que le droit d'appel de la Décision attaquée serait vidé de son sens. » (par. 18)
2.	004 YIM Tith PTC 46 D361/4/1/3 19 juillet 2017 <i>Décision sur la Requête en Suspension de YIM Tith de la Date Limite de D361/4 dans l'Attente de la Résolution des Procédures en Appel</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire rappelle qu'elle peut utiliser sa compétence inhérente pour ordonner qu'il soit sursis à l'exécution d'une ordonnance rendue par le(s) co-juge(s) d'instruction de manière à éviter qu'un droit de recours soit vidé de son sens ou de manière à préserver le caractère équitable de la procédure d'appel. Toutefois, la Chambre préliminaire n'autorisera pas des requêtes en suspension provisoire d'une ordonnance fondées sur des demandes éventuelles ou sur des appels que les co-avocats ont l'intention de lui soumettre et la Chambre ne considérera pas le bien-fondé de telles requêtes. En l'espèce, seule une déclaration d'appel a été déposée auprès du Greffier du Bureau des co-juges d'instruction. La Chambre préliminaire n'est par conséquent pas effectivement saisie d'un appel et ne peut ni exercer sa compétence inhérente, ni examiner la Requête en suspension sur la base des raisons énoncées dans le futur appel. » (par. 4) « Par ailleurs, bien que la Chambre préliminaire reconnaisse l'existence de dates limites concurrentes, elle considère que le Requérant n'a pas démontré l'existence de circonstances exceptionnelles justifiant la suspension de la Décision attaquée avant de soumettre leur appel. En particulier, il n'est pas établi que le respect du délai établi pour les demandes d'actes d'instruction irait à l'encontre de l'objectif d'un éventuel appel ou causerait une situation irréversible, de sorte que l'exécution de la Décision attaquée aurait une conséquence directe sur l'efficacité ou le caractère équitable des procédures en appel. » (par. 5)

10. Portée et Critère d'Examen en Appel (Général)

Voir aussi [II. C. Abus de Procédure](#) ; [III. Pouvoirs de la Chambre Préliminaire](#) ; [IV. C. Demandes Particulières des Parties](#) ; [IV. D. 8. II. Portée et Critère d'Examen](#) ; [V. B. 3. Ordonnance sur la Détention Provisoire](#) ; [VI. D. Appels contre l'Ordonnance sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile](#)

i. Général

1.	004/2 AO An PTC 43 D350/1/1/4 5 septembre 2017 <i>Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté</i>	[Traduction Non-Officielle] « Conformément à la jurisprudence de la Chambre préliminaire, les décisions du BCJI peuvent être infirmée si a) elles reposent sur une erreur de droit invalidant la décision ; b) elles reposent sur une erreur de fait entraînant un déni de justice ; ou c) sont si injustes ou déraisonnables qu'elles constituent un abus de la discrétion des juges. » (par. 14)
2.	004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013 <i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]es décisions déterminant les droits et obligations des parties sont soumises à un examen en appel. Elles peuvent être annulées par la Chambre préliminaire lorsque les co-juges d'instruction ont "commis une erreur de droit ou de fait spécifique invalidant la décision ou [s'ils ont] pris en compte de manière déraisonnable des considérations pertinentes ou non pertinentes" ou ont commis une erreur perceptible dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire. En appel, la Chambre préliminaire décide sur les recours demandés et, même si elle est infirmée, la décision n'est pas expurgée du dossier de l'affaire. » (Opinion des Juges DOWNING et CHUNG, par. 4)

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

ii. Décisions Discrétionnaires

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 52 D310/1/3 21 juillet 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats des Parties Civiles contre l'Ordonnance Rejetant la Demande visant à Entendre les Personnes Nommées dans la Demande d'Actes d'Instruction Relative au Mariage Forcé et à la Disparition Forcée</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Dans ce contexte et après avoir analysé la jurisprudence des tribunaux internationaux, la présente Chambre a précédemment articulé le critère d'examen suivant applicable aux appels de décisions discrétionnaires. Elle a établi que de telles décisions peuvent être infirmées seulement si l'Appelant démontre que la décision attaquée :</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) Repose sur une interprétation erronée du droit applicable ; (2) Repose sur une constatation manifestement erronée ; ou (3) Est à ce point injuste ou déraisonnable qu'il y a eu erreur d'appréciation de la part des co-juges d'instruction. » (par. 15) <p>« Ces trois motifs constituent l'unique fondement pour lequel la Chambre préliminaire peut renvoyer une décision aux CJI pour qu'elle soit réexaminée. La Chambre préliminaire note que toutes les erreurs de droit ou de fait ne vont pas invalider l'exercice de discrétion et mener à l'infirmerie d'une ordonnance. Il revient à l'appelant de démontrer que l'erreur de droit ou de fait a effectivement invalidé la décision ou conduit à un déni de justice. » (par. 16)</p>
----	---	---

iii. Décisions Non-Discrétionnaires

1.	<p>002 IENG Thirith, IENG Sary, KHIEU Samphân et Parties Civiles PTC 35, 37, 38 et 39 D97/14/15, D97/15/9, D97/16/10 et D97/17/6 20 mai 2010</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Entreprise Criminelle Commune</i></p>	<p>« [L]'Ordonnance contestée porte sur des questions de compétence et qu'elle ne relève donc pas de la discrétion des co-juges d'instruction. Cela dit, les critères à appliquer aux recours portant sur une erreur de droit, c'est-à-dire sur "une interprétation erronée du droit applicable", s'appliquent également aux erreurs de droit alléguées en l'espèce. » (par. 36)</p>
----	--	--

11. Recours

i. Général

1.	<p>004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013</p> <p><i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]es décisions déterminant les droits et obligations des parties sont soumises à un examen en appel. Elles peuvent être annulées par la Chambre préliminaire lorsque les co-juges d'instruction ont "commis une erreur de droit ou de fait spécifique invalidant la décision ou [s'ils ont] pris en compte de manière déraisonnable des considérations pertinentes ou non pertinentes" ou ont commis une erreur perceptible dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire. En appel, la Chambre préliminaire décide sur les conséquences demandées et, même si elle est infirmée, la décision n'est pas expurgée du dossier de l'affaire. » (Opinion des Juges DOWNING et CHUNG, par. 4)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Appels (Général)

ii. Infirmer des Décisions

1.	002 KHIEU Samphân PTC 15 C26/5/5 24 décembre 2008 <i>Décision relative à la Requête Incidente aux fins de Mise en Liberté Déposée par KHIEU Samphân</i>	« Le Président fait observer qu'en application de la règle 77 13) du Règlement intérieur, une ordonnance des co-juges d'instruction ne peut être annulée ou infirmée que par un vote positif d'au moins quatre juges de la Chambre préliminaire. » (par. 13)
----	--	--

iii. Renvoi aux Co-Juges d'Instruction pour Réexamen

1.	002 NUON Chea PTC 46 D300/1/7 28 juillet 2010 <i>Décision sur l'Appel de NUON Chea contre l'Ordonnance sur les Directions sur le Réexamen des Requêtes D153, D172, D173, D174, D178 et D284</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre a appliqué ce critère en renvoyant initialement la question aux CJI après avoir décelé une erreur de droit. La Chambre est satisfaite que les CJI ont réexaminé la [...] requête tel qu'ordonné et ont appliqué le principe de droit international [...]. » (par. 19) « Compte tenu du fait que les CJI ont corrigé l'erreur de droit, ont conduit des investigations ayant fourni des preuves relatives à l'information recherchée, [...] la Chambre préliminaire rejette l'Appel qui est supplémenté par les Conclusions supplémentaires. » (par. 20)
----	--	---

iv. Substitution de Motivation

	002 NUON Chea PTC 13 C9/4/6 4 mai 2009 <i>Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea</i>	[Traduction Non-Officielle] « [C]onformément à la règle 63 7), les co-juges d'instruction doivent motiver leur ordonnance de prolongation. La Chambre préliminaire a déterminé dans [D55/I/8] que "les organes judiciaires doivent motiver toutes leurs décisions, conformément à la norme internationale existant en la matière". Une ordonnance des co-juges d'instruction prolongeant la détention provisoire doit dès lors être motivée. » (par. 21) « Les co-juges d'instruction ont prolongé la détention provisoire en invoquant de nouveau les motifs existants de détention mentionnés dans les décisions [...] précédentes et en présentant [...] de nouveaux éléments de preuve à charge. Les co-juges d'instruction rassemblent des preuves à charge et à décharge durant leur instruction. La Chambre préliminaire en conclut que les co-juges d'instruction n'ont pas rassemblé des preuves à décharge [...]. [L]es co-juges d'instruction ont dûment rempli leur obligation de motivation [...]. » (par. 23) « Les co-juges d'instruction n'ont pas motivé dans leur Ordonnance de prolongation en quoi les risques qui ont rendu nécessaire la détention initiale existent toujours. A cet égard, l'Ordonnance [...] n'est pas suffisamment motivée. La Chambre préliminaire va par conséquent conduire sa propre analyse pour déterminer si les conditions de la règle 63 3) b) sont toujours remplies. » (par. 30) « [L]es co-juges d'instruction aurait dû faire référence au fait qu'aucune circonstance nouvelle n'a été soulevée dans l'appel contre l'Ordonnance de prolongation de la détention provisoire et cela aurait été suffisant pour motiver leur rejet de cette demande. A cet égard, l'Ordonnance des co-juges d'instruction n'était pas suffisamment motivée et le raisonnement développé ci-dessus sera substitué dans l'Ordonnance de prolongation. » (par. 54)
--	---	---

C. Annulation

1. Compétence Exclusive de la Chambre Préliminaire

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	« La Chambre préliminaire est seule compétente pour statuer sur les requêtes en nullité. » (par. 16)
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p> <p><i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire est saisie d'une procédure en annulation soit par ordonnance des co-juges d'instruction, rendue <i>ex officio</i> selon la Règle 76 1) du Règlement intérieur ou sur requête des parties selon la Règle 76 2), soit par un appel interjeté en vertu de la Règle 74 3) g) contre une décision des co-juges d'instruction refusant de transmettre une requête en annulation. » (par. 20)</p> <p>« Parce que la Chambre préliminaire a compétence exclusive pour statuer sur les requêtes en nullité en vertu des Règles 73 b) et 76 4) du Règlement intérieur, l'examen dévolu aux co-juges d'instruction en vertu de la Règle 76 2) ne peut aller au-delà de l'examen de la recevabilité exercé par la Chambre elle-même. La nécessité d'assurer l'impartialité de l'instruction préparatoire justifie que l'appréciation des nullités affectant la procédure soit confiée à la Chambre préliminaire et non pas aux co-juges d'instruction, dont la tâche est précisément de diriger et de clôturer les instructions. » (par. 37)</p>

2. But de l'Annulation

1.	<p>002 KHIEU Samphan PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p> <p><i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction</i></p>	« [L]e Règlement autorise la Personne mise en examen à aborder tout sujet de préoccupation lié à la régularité de la procédure s'agissant de l'administration des preuves, en ce qu'il contient des dispositions permettant de soumettre une requête en annulation au stade de l'instruction et de contester la recevabilité d'un élément de preuve au cours du procès. Il s'agit en l'occurrence des règles 48, 76 et 87 du Règlement. » (par. 32)
----	--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

	Présentée par NUON Chea	
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 26 D130/9/21 18 décembre 2009</p> <p><i>Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture</i></p>	<p>« [L]a règle 76 du Règlement donne aux parties l'occasion de demander aux co-juges d'instruction l'annulation d'un acte d'instruction et que cette disposition prévoit l'exclusion de l'élément visé dans sa totalité. » (par. 22)</p>
3.	<p>002 IENG Thirith PTC 41 D263/2/6 25 juin 2010</p> <p><i>Décision sur l'appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Enquêtes (D263/1)</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Même si l'appel en annulation et l'appel pour abus de procédure sont chacun fondés sur des motifs d'appel similaires, les conséquences des demandes sont différentes, l'annulation entraînant l'expurgation d'éléments du dossier de l'affaire, alors que l'interruption permanente de la procédure est la mesure adaptée quand il est conclu à un abus de procédure. » (par. 1)</p> <p>« La Chambre préliminaire a jugé que la procédure d'annulation, telle qu'elle a été appliquée dans la décision Nuon Chea, "ne vise pas à annuler l'instruction en général [...] mais uniquement les parties de la procédure qui lèsent les intérêts de la personne mise en examen, qui doivent être précisément indiquées". » (par. 24)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que lorsqu'il est fait droit à une demande d'annulation, le(s) acte(s) d'enquête ou de justice déclaré(s) nul(s) et non avenue(s) est (ou sont) expurgé(s) des éléments du dossier de l'affaire. Par conséquent, si la totalité de l'enquête est annulée, tous les éléments seront expurgés du dossier de l'affaire, ce qui mène à une conséquence qui doit être différenciée de celle d'une suspension de la procédure pour abus de procédure. Les deux procédures appliquent des critères différents et aboutissent à des conséquences différentes. Si une annulation est prononcée, même de la totalité de l'enquête, rien n'empêche une nouvelle enquête de verser au dossier de l'affaire de nouveaux éléments, non entachés par ces vices. Dans le cas d'une interruption de la procédure, l'ensemble de la procédure cesserait parce que l'abus a été jugé si flagrant qu'il nuit à l'intégrité du processus dans son ensemble, il n'y aura plus d'affaire à juger. » (par. 27)</p>
4.	<p>004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013</p> <p><i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La procédure d'annulation, qui est propre au système inquisitoire, a été spécialement conçue pour remédier aux <i>vices de procédure</i> affectant les actes d'instruction accomplis par l'autorité d'instruction dans sa recherche de la vérité, c'est-à-dire impliquant généralement la collecte de preuves, lorsque ces irrégularités de procédure portent atteinte aux intérêts d'une partie. Par exemple, les actes d'instruction tels que les interrogatoires de la personne mise en examen, les auditions de témoins, les commissions rogatoires, les expertises, les perquisitions et saisies peuvent être annulés lorsqu'une condition de forme n'a pas été respectée ou lorsque l'acte a été exécuté en violation de la loi. Lorsqu'une irrégularité de procédure affecte leur validité, ces actes, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un appel, peuvent être annulés et, par conséquent, retirés du dossier de l'affaire afin que le tribunal de première instance ne soit pas entaché par les preuves recueillies ou l'acte d'instruction exécuté en violation des conditions procédurales. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 3)</p> <p>« En revanche, les décisions déterminant les droits et obligations des parties sont soumises à un examen en appel. Elles peuvent être annulées par la Chambre préliminaire lorsque les co-juges d'instruction ont "commis une erreur de droit ou de fait spécifique invalidant la décision ou [s'ils ont] pris en compte de manière déraisonnable des considérations pertinentes ou non pertinentes" ou ont commis une erreur perceptible dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire. En appel, la Chambre préliminaire décide sur les conséquences demandées et, même si elle est infirmée, la décision n'est pas expurgée du dossier de l'affaire. L'exclusion des décisions susceptibles d'appel de la procédure d'annulation signifie que les co-juges d'instruction ne peuvent pas utiliser la règle 76 du règlement</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

		intérieur pour demander à la Chambre préliminaire d'annuler les décisions déterminant les droits et obligations des parties, telles que les ordonnances relatives à la recevabilité des demandes des parties civiles, et par là même trancher à nouveau une question juridique de fond. Au contraire, si le co-juge d'instruction international avait été d'avis que les ordonnances étaient entachées d'erreurs substantielles de fait ou de droit, il aurait pu envisager la possibilité de les réexaminer, après avoir entendu les parties concernées. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 4)
--	--	--

3. Procédure d'Annulation

i. Droit Applicable

1.	003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016 <i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i>	<p>« La Règle 73 b) du Règlement intérieur établit la compétence exclusive de la Chambre préliminaire pour statuer sur les requêtes en nullité [...]. » (par. 32)</p> <p>« La Règle 76 2) du Règlement intérieur confère un rôle de filtre aux co-juges d'instruction en matière de contentieux des nullités :</p> <p>"[S]i les parties estiment qu'une pièce de la procédure est entachée de nullité, elles présentent une requête motivée aux co-juges d'instruction leur demandant de saisir la Chambre préliminaire aux fins d'annulation. Les co-juges d'instruction statuent par ordonnance dans les meilleurs délais [...]." » (par. 33)</p> <p>« Enfin, la Règle 76 4) du Règlement intérieur donne compétence à la Chambre préliminaire pour statuer sur la recevabilité des requêtes en annulation :</p> <p>"La Chambre préliminaire peut déclarer irrecevable une requête en annulation dans les cas suivants :</p> <p>a) La requête n'est pas suffisamment motivée ; b) Elle concerne une ordonnance susceptible d'appel, ou ; c) Elle est manifestement infondée [...]." » (par. 34)</p> <p>« La Règle 48 du Règlement intérieur dispose que :</p> <p>"Aucun acte ne peut être annulé pour vice de procédure s'il ne porte atteinte aux intérêts de la partie qu'il concerne." » (par. 35)</p>
----	---	---

ii. Général : Processus à Deux Etapes

1.	002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i>	<p>« Les parties qui estiment qu'il convient d'annuler tout ou partie d'une procédure doivent présenter une requête motivée aux co-juges d'instruction, en leur demandant de saisir la Chambre préliminaire. » (par. 16)</p> <p>« Rien dans le Règlement intérieur n'autorise la Chambre préliminaire à annuler un acte d'instruction de sa propre initiative. La Chambre est donc liée par la requête de la partie. » (par. 35)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

<p>2.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	<p>« La procédure d'appel est prévue à la Règle 74 3) g). La Chambre préliminaire a déjà jugé que les parties arguant d'une nullité doivent d'abord soumettre une demande motivée aux co-juges d'instruction tendant à saisir la Chambre préliminaire. » (par. 13)</p> <p>« La Chambre préliminaire constate que cette demande n'a pas été préalablement présentée aux co-juges d'instruction. Elle n'est par conséquent pas recevable. » (par. 14)</p> <p>« La Chambre préliminaire est seule compétente pour statuer sur les requêtes en nullité. » (par. 16)</p> <p>« Les requêtes en nullité sont adressées à la Chambre préliminaire soit par les co-juges d'instruction agissant d'office en vertu de la Règle 76 1), soit à l'initiative des parties, conformément à la Règle 76 2). » (par. 17)</p>
-----------	---	---

iii. Critère devant les Co-Juges d'Instruction

<p>1.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 28 D165/2/26 13 septembre 2016</p> <p><i>Décision relative (1) à l'Appel de MEAS Muth à l'Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d'Instruction International</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle que, en vertu de la Règle 21 1) a) du Règlement intérieur, la procédure des CETC doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties. Elle doit notamment garantir la séparation entre les autorités chargées de l'action publique et les autorités de jugement. Le rôle de la Chambre préliminaire est de veiller à cette séparation des autorités et au caractère équitable de la procédure. » (par. 36)</p> <p>« Parce que la Chambre préliminaire a compétence exclusive pour statuer sur les requêtes en nullité en vertu des Règles 73 b) et 76 4) du Règlement intérieur, l'examen dévolu aux co-juges d'instruction en vertu de la Règle 76 2) ne peut aller au-delà de l'examen de la recevabilité exercé par la Chambre elle-même. La nécessité d'assurer l'impartialité de l'instruction préparatoire justifie que l'appréciation des nullités affectant la procédure soit confiée à la Chambre préliminaire et non pas aux co-juges d'instruction, dont la tâche est précisément de diriger et de clôturer les instructions. » (par. 37)</p> <p>« Ainsi, selon la Règle 48 et la jurisprudence de la Chambre, les co-juges d'instruction doivent examiner les requêtes aux fins de saisir la Chambre préliminaire à deux égards : d'une part la présence d'un vice de procédure, et d'autre part le grief causé par ce vice à la partie requérante. Si ce critère est établi et communément admis par les parties, une difficulté subsiste quant à l'étendue de leur appréciation par les co-juges d'instruction. Le niveau de preuve requis pour justifier la nécessité de saisir la Chambre préliminaire d'une demande en nullité n'est en effet pas précisé dans le Règlement intérieur. En outre, si la Chambre préliminaire interdit aux co-juges d'instruction de se livrer à l'examen sur le fond de la requête en annulation, elle exige toutefois que leur ordonnance soit suffisamment motivée et qu'elle énonce "les raisons pour lesquelles elle saisissait ou refusait de saisir la Chambre préliminaire". » (par. 38)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire a précédemment introduit le critère de l'"argumentation raisonnable" (en anglais "<i>arguable case</i>"). Cette notion, interprétée largement par le co-juge d'instruction international dans la Décision contestée, nécessite aujourd'hui d'être précisée. » (par. 39)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime en effet que la détermination du caractère "raisonnable" d'une argumentation revient ni plus ni moins à vérifier que la requête n'est pas "manifestement infondée" au sens de la Règle 76 4) du Règlement intérieur. Une requête ne sera "manifestement infondée" que s'il est particulièrement <i>évident</i> ou <i>très apparent</i> qu'elle n'a aucun fondement en droit ou en fait et donc aucune chance de succès. [...] L'examen effectué par les co-juges d'instruction est donc distinct de celui effectué par la Chambre préliminaire, lequel implique un critère qualitatif à travers l'appréciation du caractère "suffisamment" motivé de la requête. » (par. 40)</p> <p>« La Chambre conclut ainsi, sur le fondement de la Règle 76 2) du Règlement intérieur interprétée à la lumière de la Règle 76 4), que l'appréciation de l'existence d'une "argumentation raisonnable" suppose simplement que les co-juges d'instruction vérifient : (1) que la requête présente <i>prima facie</i> un raisonnement argumenté ; et (2) que la requête n'est pas manifestement infondée. » (par. 41)</p>
-----------	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

		<p>« En ce sens, la Chambre n'est pas convaincue de l'interprétation par le co-procureur international de la Règle 76 2) du Règlement intérieur élargissant le "<i>screening role</i>" des co-juges d'instruction à une "<i>meaningful gatekeeping function</i>". Une telle interprétation va au-delà des textes et de la jurisprudence. La Chambre préliminaire n'est en effet pas une simple instance d'appel en matière de contentieux des nullités mais a compétence exclusive, comme rappelé précédemment, pour connaître des requêtes en annulation. » (par. 42)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère également que les termes employés dans la Décision contestée pourraient laisser entendre que le co-juge d'instruction international s'est aventuré au-delà de sa compétence en cherchant si le vice de procédure et le grief causé étaient identifiés "<i>with sufficient specificity so as to permit identification of the investigative acts to be annulled</i>" et si les arguments présentés étaient "<i>logically consistent, reasoned and raise an arguable contention</i>". L'interprétation par le co-juge d'instruction international de l'exigence d'une "argumentation raisonnable" comme impliquant la vérification de la logique ou de la cohérence des arguments apparaît ici plus restrictive que le critère retenu par la Chambre, en ce qu'elle pourrait conduire à porter une appréciation sur la valeur de l'argumentation. » (par. 43)</p> <p>« Par ailleurs, s'il incombe à la partie requérante d'établir la liste des documents dont l'annulation est recherchée, la vérification relève de la compétence exclusive de la Chambre préliminaire qui ne se livre au recensement des documents entachés de nullité qu'après avoir établi un défaut procédural et un grief. » (par. 44)</p> <p>« Pour toutes ces raisons, la Chambre préliminaire estime que l'approche adoptée par le co-juge d'instruction international dépasse son rôle de filtre en matière de contentieux des nullités. » (par. 45)</p>
2.	<p>004/2 AO An PTC 37 D338/1/5 11 mai 2017</p> <p><i>Décision relative à la Requête de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Audition Etablis par Trois Enquêteurs</i></p>	<p>« Conformément à la règle 48 du Règlement intérieur, l'examen d'une requête en nullité comporte les deux étapes suivantes : 1) déterminer s'il existe un vice de procédure ; 2) dans l'affirmative, déterminer si la partie requérante en a subi un préjudice. Par conséquent, un vice de procédure qui ne porterait pas préjudice à la partie requérante ne donnerait pas lieu à annulation. » (par. 15)</p> <p>« [U]ne distinction peut être établie entre, d'une part, les nullités textuelles (qui sont expressément prévues par une disposition légale), et, d'autre part, les nullités substantielles (qui ne sont pas expressément prévues par une telle disposition). Une nullité substantielle peut être prononcée quand l'inobservation d'une formalité considérée comme essentielle à l'acte de procédure a porté préjudice aux intérêts de la partie concernée, le soin étant laissé aux juges de statuer au cas par cas sur l'existence d'un tel manquement. Les formalités essentielles en question correspondent à des règles de procédure pénale, et notamment aux prescriptions de la règle 21 du Règlement intérieur et de l'article 14 du Pacte international visant à garantir un procès équitable et le respect des droits de la défense, ces règles étant fondamentales pour que les actes d'instruction atteignent le but visé. Une nullité substantielle vient donc sanctionner une grave irrégularité procédurale. » (par. 17)</p>

iv. Critère devant la Chambre Préliminaire

a. Général

1.	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux</i></p>	<p>« La Règle 76 4) prévoit que la Chambre préliminaire peut déclarer irrecevable une requête en annulation si: a) la requête n'est pas suffisamment motivée; b) elle concerne une ordonnance susceptible d'appel, ou ; c) elle est manifestement infondée. » (par. 21)</p> <p>« Ainsi, la Chambre préliminaire vérifie si la requête en annulation i) a spécifié les pièces de procédure portant préjudice aux droits ou intérêts de la partie appelante, ii) a clairement articulé le préjudice et, iii) le cas échéant, a présenté des preuves soutenant ses allégations. » (par. 22)</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

	<i>fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i>	
2.	<p>004 YIM Tith PTC 51 D370/1/1/6 20 août 2018</p> <p><i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Demandes d'Obtention et d'Utilisation de Renseignements Complémentaires de Parties Civiles et d'Éléments Connexes de l'Instruction dans le Dossier N° 004</i></p>	<p>« La règle 76 4) du Règlement intérieur confère à la Chambre préliminaire le pouvoir de statuer sur la recevabilité d'une requête en annulation, qu'elle peut déclarer irrecevable lorsque ladite requête concerne une ordonnance susceptible d'appel, lorsque la requête est manifestement infondée ou n'est pas suffisamment motivée. » (par. 7)</p> <p>« En outre, la Chambre préliminaire a récemment conclu, sur le fondement d'une lecture jointe des règles 66 1), 67 1) et 76 2) du Règlement intérieur et à la lumière de la règle 21 1) du Règlement intérieur, que l'instruction est officiellement terminée lorsque les co-juges d'instruction rendent une ordonnance de clôture, et non pas au moment où ceux-ci informent les parties de leur intention de la clore. Le fait d'exclure le dépôt de requêtes en annulation entre le moment où le dossier est transmis aux co-procureurs et celui où l'ordonnance de clôture est délivrée reviendrait à priver la personne mise en examen d'une voie de recours contre les vices de procédure qui pourraient survenir au cours de cette période. » (par. 8)</p>

b. Décision Susceptible d'Appel

1.	<p>004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013</p> <p><i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En vertu de la règle 76 4) du Règlement intérieur, une requête en annulation portant sur "une ordonnance susceptible d'appel" est irrecevable, indépendamment du fait que la partie demandant l'annulation ou les [co-procureurs] pourraient eux-mêmes ne pas avoir droit de faire appel de l'ordonnance. Cette règle de recevabilité s'explique par le fait que les régimes d'annulation et d'appel s'excluent mutuellement et s'appliquent à des catégories différentes d'actes juridiques pris par les co-juges d'instruction. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 2)</p> <p>« L'exclusion des décisions susceptibles d'appel de la procédure d'annulation signifie que les co-juges d'instruction ne peuvent pas utiliser la règle 76 du règlement intérieur pour demander à la Chambre préliminaire d'annuler les décisions déterminant les droits et obligations des parties, telles que les ordonnances relatives à la recevabilité des demandes des parties civiles, et par là même trancher à nouveau une question juridique de fond. Au contraire, si le co-juge d'instruction international avait été d'avis que les ordonnances étaient entachées d'erreurs substantielles de fait ou de droit, il aurait pu envisager la possibilité de les réexaminer, après avoir entendu les parties concernées. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 4)</p>
----	--	--

c. Motivation Suffisante de la Demande

1.	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/1/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i></p>	<p>« [L]a règle 76 2) du Règlement intérieur dispose qu'une partie qui présente une requête en nullité doit indiquer la pièce de la procédure dont elle demande l'annulation et motiver sa demande. » (par. 35)</p>
2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 22 D158/5/2/15 27 août 2009</p>	<p>« Selon ces règles [76 2) et 76 4)] l'existence de motifs suffisants est une condition préalable à la recevabilité et à l'examen d'une requête en annulation. Bien que le Règlement ne précise pas ce qu'il faut entendre par "requête suffisamment motivée", la Chambre préliminaire [...] a conclu que la partie qui présente une requête en annulation doit indiquer la pièce de procédure dont elle demande l'annulation et motiver sa demande. » (par. 34)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

	<i>Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphan contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea</i>	
3.	002 IENG Thirith PTC 41 D263/2/6 25 juin 2010 <i>Décision sur l'appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Enquêtes (D263/1)</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]a procédure d'annulation [...] "ne vise pas à annuler l'instruction en général [...] mais uniquement les parties de la procédure qui lèsent les intérêts de la personne mise en examen, qui doivent être précisément indiquées". Une demande d'annulation doit par conséquent être motivée, spécifique quant aux actes d'enquête ou judiciaires qui sont procéduralement viciés et, lorsqu'il y a lieu, prouver l'intérêt lésé. Dans cette dernière situation, si l'annulation de tous les actes d'instruction ou judiciaires est demandée, le demandeur doit prouver l'existence d'un vice de procédure qui a nui à ses intérêts dans l'ensemble de l'affaire. » (par. 24)
4.	004 Parties Civiles PTC 04 D165/1 12 novembre 2013 <i>Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 1) du Règlement Intérieur</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]e co-juge d'instruction international n'a pas démontré dans sa Requête en quoi les intérêts d'une partie ont été lésés par l'erreur prétendument commise par son prédécesseur dans sa décision d'admettre les demandes de constitution de partie civile dans le Dossier 004 avant de mettre en examen tout suspect. L'affirmation vague [...] selon laquelle "ne pas corriger ce vice de procédure pourrait avoir des conséquences négatives sur l'instruction en cours dans le Dossier 004" est insuffisante à cet égard. La conclusion du co-juge d'instruction international selon laquelle l'annulation des Ordonnances n'affecterait d'aucune manière la capacité des personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile à exercer les droits accordés aux parties civiles au cours de l'instruction suggère de plus que l'annulation n'a pas pour but de remédier à un quelconque préjudice qui aurait été causé aux suspects. Il apparaît plutôt, à première vue, que c'est l'annulation elle-même qui peut causer un préjudice aux parties civiles, puisqu'elle aboutirait à l'annulation de la décision admettant leur demande de constitution de partie civile. » (Opinion des Juges CHUNG et DOWNING, par. 7)

v. Divers

a. Qualité à Demander l'Annulation

1.	004 YIM Tith PTC 06 D192/1/1/2 31 octobre 2014 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d'Instruction Rejetant ses Demandes d'Accès au Dossier et de Prendre Part à l'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure prévue à la règle 57 du Règlement intérieur. Les Juges PRAK, HUOT et NEY jugent que l'Appelant, n'étant ni une "Personne mise en examen" ni un "Accusé" en vertu du Règlement intérieur, ne peut interjeter appel selon les règles 74 et 76. En revanche, Juges CHUNG et DOWNING ayant adopté une interprétation différente des règles 74 et 76 du Règlement intérieur, à la lumière de la règle 21 du Règlement intérieur, déterminent que l'appelant est habilité à soulever un tel appel, considérant que ce qui est remis en cause en particulier est l'interprétation de la notion de "Personne mise en examen" adoptée le CJII dans les décisions contestées, et font remarquer que, à ce stade de la procédure, les droits fondamentaux de l'appelant à procès équitable exigent que lui soient octroyés les mêmes droits procéduraux que ceux donnés aux personnes mises en examen. Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question qui est centrale à ces Appels. Malgré ses efforts, la Chambre Préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix favorables pour rendre une décision sur les Appels. » (par. 31)
----	---	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

b. Moment de la Demande

1.	004 YIM Tith PTC 51 D370/1/1/6 20 août 2018 <i>Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Demandes d'Obtention et d'Utilisation de Renseignements Complémentaires de Parties Civiles et d'Éléments Connexes de l'Instruction dans le Dossier N° 004</i>	<p>« En outre, la Chambre préliminaire a récemment conclu, sur le fondement d'une lecture jointe des règles 66 1), 67 1) et 76 2) du Règlement intérieur et à la lumière de la règle 21 1) du Règlement intérieur, que l'instruction est officiellement terminée lorsque les co-juges d'instruction rendent une ordonnance de clôture, et non pas au moment où ceux-ci informent les parties de leur intention de la clore. Le fait d'exclure le dépôt de requêtes en annulation entre le moment où le dossier est transmis aux co-procureurs et celui où l'ordonnance de clôture est délivrée reviendrait à priver la personne mise en examen d'une voie de recours contre les vices de procédure qui pourraient survenir au cours de cette période. » (par. 8)</p>
2.	003 MEAS Muth PTC 34 D257/1/8 24 juillet 2018 <i>Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d'Annulation de Procès-Verbaux d'Audition de Témoins Dérivés d'Éléments de Preuve Obtenus par la Torture</i>	<p>« Le Règlement intérieur ne prévoit aucun délai explicite pour le dépôt des requêtes en annulation après l'avis de fin de l'instruction. Contrairement à la règle 66 1) du Règlement intérieur qui dispose que les demandes d'actes d'instruction doivent être déposées dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'avis de fin de l'instruction, la règle 76 2) du Règlement intérieur prévoit que les requêtes en annulation peuvent être présentées "à tout moment de l'instruction" et doivent être tranchées "avant l'ordonnance de clôture". La Chambre préliminaire interprète les règles 66 1), 67 1) et 76 2) du Règlement intérieur au regard de la règle 21 1) du Règlement intérieur et estime que l'"instruction" prend officiellement fin à la délivrance de l'ordonnance de clôture, et non au moment où les co-juges d'instruction informent les parties de leur intention d'y mettre fin. » (par. 11)</p> <p>« [L]imiter le dépôt de requêtes en annulation entre le moment où le dossier est communiqué aux co-procureurs en application de la règle 66 4) du Règlement intérieur et le moment où est rendue l'ordonnance de clôture priverait la personne mise en examen d'une voie de recours pour les vices de procédure susceptibles de survenir pendant cette période. » (par. 12)</p>

c. Renonciation

1.	001 DOUCH PTC 01 C5/45 3 décembre 2007 <i>Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, alias « DUCH »</i>	<p>« [L]es avocats de la Défense ont indiqué qu'ils considéraient que les co-juges d'instruction avaient respecté l'obligation d'informer la personne mise en examen de son droit de garder le silence [...] cette personne s'est prévalu de ce droit durant ses audiences et entrevues et [...] a aussi volontairement remis des déclarations écrites aux co-juges d'instruction. En réponse à des questions de la Chambre préliminaire, les avocats de la Défense ont aussi indiqué clairement qu'ils ne requerront pas, sur cette base, l'annulation de la présente procédure. Par conséquent, nous concluons que la personne mise en examen a renoncé à demander l'annulation des procédures sur la base d'un vice de procédure. » (par. 10)</p>
----	--	--

d. Autres Considérations relatives à la Recevabilité

1.	004/2 AO An PTC 43 D350/1/1/4 5 septembre 2017 <i>Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO</i>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Une requête visant à annuler l'instruction dans son entièreté n'est pas une voie appropriée pour attaquer les erreurs de droit alléguées commises par le CJII dans ses décisions rejetant les demandes d'actes d'instruction. » (par. 18)</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

	<i>An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté</i>	
--	--	--

e. Réponse à une Requête en Annulation

1.	<p>004 AO An PTC 21 D257/1/8 17 mai 2016</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de AO An Tendrant à la Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction Concernant les Faits De Mariage Forcé</i></p>	<p>« La règle 76 du Règlement intérieur ne contient aucune disposition enjoignant expressément aux autres parties de présenter des observations en réponse à une requête en nullité. [...] [L]e droit d'interjeter appel au titre de la règle 76 2) du Règlement intérieur n'emporte ni droit ni obligation pour le Bureau des co-procureurs de répondre sur le fond à la requête. Enfin, la règle 76 du Règlement intérieur ne contient aucune disposition explicite concernant la démarche que la Chambre préliminaire doit adopter – en l'occurrence, s'il y a lieu d'informer les autres parties du dépôt de pareilles requêtes ou s'il y a lieu de leur permettre, voire de leur ordonner de déposer une réponse à une requête en nullité – après qu'elle a été saisie de la requête en nullité, par le co-juge d'instruction international, en application de la règle 76 2) du Règlement intérieur, à la demande d'une partie. Face à ce manque de précision et ayant cherché des indications dans les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC, la Chambre préliminaire a adopté les Instructions [...] par lesquelles 1) elle ordonnait à la Défense de AO An de déposer sa requête auprès de la Chambre préliminaire dans les dix jours suivant la notification desdites instructions et 2) informait les autres parties de ce que :</p> <p>"Une fois que la requête aura été déposée auprès de la Chambre préliminaire ou que le délai fixé pour ce faire aura expiré, la procédure d'examen de la requête sera régie par les dispositions générales de la règle 77 du Règlement intérieur. Comme d'habitude, les exigences relatives aux langues dans lesquelles les parties devront déposer leurs mémoires, aux délais impartis et au nombre maximum de pages autorisé sont régies par les dispositions de la Directive pratique relative au dépôt des documents auprès des CETC." [Traduction non officielle] » (par. 18)</p> <p>« De surcroît, le fait que la règle 77 2) du Règlement intérieur fasse expressément mention des décisions prévues par la règle 76 3) indique que, si la règle 76 définit la procédure d'annulation en général, la règle 77 est la disposition pertinente pour disposer des requêtes en nullité. Selon la règle 77, la procédure applicable aux appels et aux requêtes visées par cette disposition est une procédure contradictoire. En d'autres termes, le Règlement intérieur invite à la tenue de débats ou au dépôt de réponses et de répliques par les autres parties. » (par. 21)</p> <p>« Au surplus, la Chambre préliminaire n'a eu de cesse d'exprimer au moins son souhait d'entendre les autres parties en présence d'une requête en nullité ou de requêtes de même nature. » (par. 22)</p>
----	---	--

4. Bien-Fondé de la Requête en Annulation

i. Général

1.	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité</i></p>	<p>« [L]a version française de la règle 48 et les versions khmère, française et anglais de l'article correspondant du Code de procédure pénale [...] ne parlent pas d'une violation des droits de la partie concernée, mais bien d'une atteinte à ses intérêts. Se fondant sur le Code de procédure pénale, la Chambre interprétera l'expression "infringement of rights" [violation des droits] qui figure dans la version anglaise de la règle 48 comme voulant dire "intérêt lésé". » (par. 36)</p> <p>« Plusieurs dispositions du Règlement intérieur prévoient une annulation pour cause de vices de procédure particuliers. » (par. 37)</p> <p>« [U]ne violation avérée d'un droit de la personne mise en examen reconnu dans le Pacte constituerait un vice de procédure et porterait atteinte aux intérêts de la personne mise en examen. Dans pareil cas, l'acte d'instruction ou l'acte judiciaire peut être annulé. » (par. 40)</p> <p>« Quand un élément de preuve est obtenu en violation d'un droit, cet élément de preuve n'est pas automatiquement considéré comme irrecevable, pas plus en droit international que dans les législations nationales. "[M]ais son admissibilité sera déterminée en fonction de la manière dont il a été obtenu et des circonstances entourant cette obtention, ainsi que de sa fiabilité et de son effet sur</p>
----	--	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

		<p>l'intégrité de la procédure". La Chambre conclut qu'elle doit prendre ces facteurs en compte au moment de décider d'annuler un acte de procédure pour réparer une violation d'un droit. » (par. 41)</p> <p>« Enfin, si la règle applicable au cas d'espèce ne prévoit pas d'office la nullité en cas de vice de procédure, et si aucun droit inscrit dans le Pacte n'a été violé, la partie auteur de la requête doit démontrer que le vice de procédure a porté atteinte à ses intérêts. » (par. 42)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 41 D263/2/6 25 juin 2010</p> <p><i>Décision sur l'appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Enquêtes (D263/1)</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« En vertu de la règle 48 du Règlement intérieur, pour qu'un acte d'instruction ou judiciaire soit annulé, la personne inculpée doit prouver l'existence des vices de procédure allégués qui ont abouti à une atteinte à ses droits. La Chambre préliminaire interprétera "une atteinte aux droits", telle que mentionnée dans la règle 48 du Règlement intérieur, comme "un intérêt lésé". La Chambre préliminaire a précédemment considéré dans sa Décision Nuon Chea qu'en tant que telle, une violation des droits de la personne inculpée en vertu du PIDCP ou du Règlement intérieur est considérée comme un vice de procédure qui crée un intérêt lésé et peut ainsi conduire à une annulation. Alternativement, lorsqu'un vice de procédure n'est pas prescrit comme nul dans le Règlement intérieur et dans le cas où il n'y a pas eu de violation des droits en vertu du PIDCP, le requérant doit prouver l'existence d'un vice de procédure qui a porté atteinte à ses intérêts afin de satisfaire le seuil d'annulation. » (par. 21)</p> <p>« Dans cette dernière situation, si l'annulation de tous les actes d'enquête ou judiciaires est demandée, le demandeur doit prouver l'existence d'un vice de procédure qui a nui à ses intérêts dans l'ensemble de l'affaire. Lorsqu'une violation des droits de la personne mise en examen est prouvée en vertu du PIDCP ou du Règlement intérieur, le vice de procédure crée un intérêt lésé et entraînera l'annulation de cet acte d'instruction ou judiciaire spécifique, bien que la Chambre préliminaire ait la discrétion d'apprécier les conséquences de cette annulation sur l'ensemble de l'affaire. » (par. 24)</p>
3.	<p>004 Parties Civiles PTC 02 D5/2/4/3 14 février 2012</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel de la Décision Relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Robert HAMILL</i></p>	<p>« À notre avis, le fait que les co-avocats n'ont pas reçu notification de la Décision rendue dans le dossier n° 004 et qu'il n'est pas établi de manière concluante que ce document a été signifié à l'appelant lui-même constitue un vice de procédure qui porte atteinte aux droits fondamentaux de l'appelant. » (Opinion des Juges LAHUIS et DOWNING, par. 12)</p>
4.	<p>004/1 IM Chaem PTC 28 D298/2/1/3 27 octobre 2016</p> <p><i>Considérations concernant la Demande de IM Chaem aux fins d'Annulation de Procès-Verbaux et de Transcriptions d'Auditions de Témoins</i></p>	<p>« [L]e Procès-verbal [...] est un élément de preuve lié à l'enquête pour entrave et non aux accusations du co-procureur international dans le dossier 004/1. Il n'y a donc aucun grief au préjudice de la Requérante. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 51)</p> <p>« [L]a détermination de l'existence d'une entrave à l'administration de la justice exige la preuve d'une infraction criminelle, tandis que le test applicable en matière de nullités nécessite celle d'un vice procédural et d'un grief. La simple existence d'une enquête pour entrave n'est pas de nature à établir un tel défaut de procédure ou grief [...]. Par ailleurs, l'ouverture d'une telle enquête pour entrave, loin de violer les droits de la Requérante, vise plutôt à vérifier la loyauté de la procédure diligentée à son encontre. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 52)</p> <p>« Les co-avocats ne pointent aucun élément concret au dossier, autre que certaines suspicions d'entrave et de manque d'impartialité des enquêteurs, permettant de démontrer un quelconque vice procédural. En tout état de cause, les juges soussignés considèrent ces éléments insuffisants pour réfuter la présomption de fiabilité attachée aux procès-verbaux d'auditions de témoin. Ils soulignent que les circonstances entourant les auditions des témoins seront des éléments pris en compte à un stade ultérieur lors de l'évaluation des éléments de preuve par les co-juges d'instruction et, le cas échéant, par la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 54)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Annulation

5.	<p>004 AO An PTC 30 D292/1/1/4 15 février 2017</p> <p><i>Décision Relative à la Requête en Annulation Formée par AO An et visant les Décisions N° D193/55, D193/57, D193/59 Et D193/61</i></p>	<p>« Ainsi, le défaut de notification n’ayant été source d’aucun préjudice, la Chambre préliminaire conclut que le manquement aux prescriptions de la règle 46 du Règlement intérieur ne constitue pas un vice de procédure qui justifierait de prononcer la nullité des Décisions contestées. » (par. 35)</p>
6.	<p>004/2 AO An PTC 37 D338/1/5 11 mai 2017</p> <p><i>Décision relative à la Requête de AO An aux fins d’Annulation des Procès-Verbaux d’Audition Etablis par Trois Enquêteurs</i></p>	<p>« Conformément à la règle 48 du Règlement intérieur, l’examen d’une requête en nullité comporte les deux étapes suivantes : 1) déterminer s’il existe un vice de procédure ; 2) dans l’affirmative, déterminer si la partie requérante en a subi un préjudice. Par conséquent, un vice de procédure qui ne porterait pas préjudice à la partie requérante ne donnerait pas lieu à annulation. » (par. 15)</p> <p>« La Chambre préliminaire considère qu’une distinction peut être établie entre, d’une part, les nullités textuelles (qui sont expressément prévues par une disposition légale), et, d’autre part, les nullités substantielles (qui ne sont pas expressément prévues par une telle disposition). Une nullité substantielle peut être prononcée quand l’inobservation d’une formalité considérée comme essentielle à l’acte de procédure a porté préjudice aux intérêts de la partie concernée, le soin étant laissé aux juges de statuer au cas par cas sur l’existence d’un tel manquement. Les formalités essentielles en question correspondent à des règles de procédure pénale, et notamment aux prescriptions de la règle 21 du Règlement intérieur et de l’article 14 du Pacte international visant à garantir un procès équitable et le respect des droits de la défense, ces règles étant fondamentales pour que les actes d’instruction atteignent le but visé. Une nullité substantielle vient donc sanctionner une grave irrégularité procédurale. » (par. 17)</p>

ii. Annulation pour Motif de Partialité

1.	<p>004/2 AO An PTC 37 D338/1/5 11 mai 2017</p> <p><i>Décision relative à la Requête de AO An aux fins d’Annulation des Procès-Verbaux d’Audition Etablis par Trois Enquêteurs</i></p>	<p>« En ce qui concerne la première catégorie de nullités, la Chambre préliminaire constate que la Requête n’est fondée sur aucune disposition légale expresse. En effet, ni le Règlement intérieur ni les autres instruments applicables devant les CETC (y compris les législations cambodgienne et française) ne prescrivent à peine de nullité quelque exigence que ce soit concernant la nature et la forme des questions posées aux témoins durant leur audition. » (par. 18)</p> <p>« S’agissant de savoir si une partialité alléguée dans la conduite des auditions constituerait une violation d’une formalité essentielle, la Chambre préliminaire a déjà conclu qu’une violation avérée d’un droit de la personne mise en examen reconnu dans le Pacte international constituerait un vice de procédure et porterait atteinte aux intérêts de cette personne. » (par. 19)</p> <p>« [L]es actes d’instruction bénéficient d’une présomption de fiabilité. Cette présomption peut être renversée, et la véracité des propos rapportés peut être contestée, s’il est établi que le contenu du procès-verbal a été altéré et que la présomption de fiabilité ne tient donc plus. En outre, la Chambre préliminaire a défini le critère d’examen à appliquer aux requêtes en récusation [...] et elle a conclu que ce critère était également applicable lorsqu’un requérant invoquait le motif de partialité pour justifier une requête en nullité formée sur le fondement de la règle 76 2) dudit Règlement. La Chambre souligne que "le seuil à atteindre pour renverser la présomption d’impartialité est élevé" et qu’il appartient au Requêteur "de présenter des preuves suffisantes pour convaincre la Chambre" de "l’existence d’un vice de procédure et d’un parti pris réel (objectif) ou ressenti (subjectif)" [traductions non officielles]. » (par. 20)</p>
----	--	---

5. Portée de l'Annulation

<p>1.</p>	<p>002 IENG Thirith PTC 41 D263/2/6 25 juin 2010</p> <p><i>Décision sur l'appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Enquêtes (D263/1)</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« [L]a procédure d'annulation [...] "ne vise pas à annuler l'instruction en général [...] mais uniquement les parties de la procédure qui lèsent les intérêts de la personne mise en examen, qui doivent être précisément indiquées". [...] Dans cette dernière situation, si l'annulation de tous les actes d'instruction ou judiciaires est demandée, le demandeur doit prouver l'existence d'un vice de procédure qui a nui à ses intérêts dans l'ensemble de l'affaire. Lorsqu'une violation des droits de la personne inculpée est prouvée en vertu du PIDCP ou du Règlement intérieur, le vice de procédure crée un intérêt lésé et entraînera l'annulation de cet acte d'instruction ou judiciaire spécifique, bien que la Chambre préliminaire ait la discrétion d'apprécier les conséquences de cette annulation sur l'ensemble de l'affaire. » (par. 24)</p> <p>« Il appartient en effet à la Chambre préliminaire d'apprécier les conséquences sur l'ensemble de l'affaire d'un vice de procédure particulier, conformément à l'article 76(5) du Règlement intérieur [...]. » (par. 25)</p> <p>« [D]ans une affaire où une partie demande l'annulation d'une partie substantielle ou de plusieurs parties de la procédure, cela pourrait, en effet, conduire à l'annulation de toutes les investigations en fonction de l'étendue de l'intérêt lésé. De plus, l'annulation d'une "quelconque partie de la procédure" peut, lorsque l'intérêt lésé a des conséquences graves sur la procédure ou d'autres actes d'instruction ou judiciaires, avoir des conséquences sur l'ensemble de la procédure. La Chambre préliminaire déterminera au cas par cas le recours à appliquer suivant un vice de procédure avéré. » (par. 26)</p> <p>« La Chambre préliminaire note que lorsqu'il est fait droit à une demande d'annulation, le(s) acte(s) d'instruction ou de justice déclaré(s) nul(s) et non avenu(s) est (ou sont) expurgé(s) des éléments du dossier de l'affaire. Par conséquent, si la totalité de l'enquête est annulée, tous les éléments seront expurgés du dossier de l'affaire, ce qui mène à une conséquence qui doit être différenciée de celle d'une interruption de la procédure pour abus de procédure. Les deux procédures appliquent des critères différents et aboutissent à des conséquences différentes. Si une annulation est prononcée, même de la totalité de l'enquête, rien n'empêche une nouvelle enquête de verser au dossier de l'affaire de nouveaux éléments, non entachés par ces vices. Dans le cas d'une interruption de la procédure, l'ensemble de la procédure cesserait parce que l'abus a été jugé si flagrant qu'il nuit à l'intégrité du processus dans son ensemble, il n'y aura plus d'affaire à juger. » (par. 27)</p> <p>« Dans ce contexte, si la partialité alléguée est prouvée, elle pourrait conduire à un vice de procédure et la Chambre préliminaire devra examiner quels actes judiciaires ou d'instruction sont concernés par l'allégation de partialité et quelles sont les conséquences du vice, c'est-à-dire de la partialité, sur l'ensemble de l'affaire considérant que les enquêtes menées par le BCJI ont été approuvées, jusqu'à preuve du contraire, par le co-juge d'instruction national. » (par. 32)</p>
<p>2.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 20 D134/1/10 23 décembre 2015</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d'Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d'Annulation de Mesures d'Instruction</i></p>	<p>« [L]a Règle 76 5) dispose que "[l]orsque la Chambre préliminaire fait droit à une requête en annulation d'un acte d'instruction, elle décide si l'annulation porte sur d'autres actes ou d'autres pièces". Une dernière étape, le grief étant également avéré, porte sur l'identification des pièces de procédure à annuler. Si la réalité d'un de ces trois éléments successifs n'était pas établie, la procédure en annulation viendrait à faillir sans qu'il soit besoin de procéder à l'examen suivant. » (par. 27)</p>

6. Appels selon les Règles 74 3) g) et 74 4) g) du Règlement Intérieur

Voir aussi, [VII. C. Annulation](#)

i. Recevabilité

<p>1.</p>	<p>003 MEAS Muth PTC 26 D120/3/1/8 26 avril 2016</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d'Instruction International portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif</i></p>	<p>« La règle 74 3) g) dispose que la personne mise en examen peut faire appel des décisions des co-juges d'instruction rejetant une demande de saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'annulation "d'actes d'instruction". Il s'ensuit que la personne mise en examen ne peut faire appel que de ce dont elle peut demander l'annulation devant le co-juge d'instruction. La règle 48, qui régit les annulations pour vices de procédure prévoit qu'"[a]ucun acte ne peut être annulé pour vice de procédure s'il ne porte atteinte aux intérêts de la partie qu'il concerne". » (par. 30)</p> <p>« Quoique la Requête en annulation n'ait pas été déposée comme une demande de saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'annulation, la Chambre conclut que l'intérêt de la justice commande d'adopter une interprétation large de la procédure d'annulation en l'espèce, en application de la règle 21 du Règlement intérieur. » (par. 33)</p> <p>« La Chambre préliminaire conclut que la Décision contestée équivaut à une décision "rejetant une demande de saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'annulation" au sens de la règle 74 3) g) du Règlement intérieur, lorsqu'elle est interprétée largement en tenant compte tout d'abord de l'importance d'une telle requête et de ses conséquences potentielles sur l'instruction. [...] La Requête en annulation est une demande aux fins d'annulation d'une partie de la procédure. La Défense aurait dû se fonder sur la règle 76 2) du Règlement intérieur et en conséquence envisager la saisine de la Chambre préliminaire aux fins d'annulation. Comme l'a déclaré le co-juge d'instruction international, rien dans le Règlement intérieur n'autorise les co-juges d'instructions à annuler les réquisitoires introductif ou supplétif. La règle 73 b) du Règlement intérieur confère à la seule Chambre préliminaire le droit de se prononcer sur des requêtes en nullité. Si les co-juges d'instruction considèrent que telle ou telle partie de la procédure est nulle, ils peuvent présenter une requête motivée à ce sujet à la Chambre préliminaire en application de la règle 76 1) du Règlement intérieur. » (par. 34)</p> <p>« [C]ette interprétation élargie de la règle 74 3) g) est nécessaire, étant donné que la Décision contestée porte sur la validité du Réquisitoire supplétif et le cas échéant sur son annulation. Les faits et les circonstances exceptionnels et particuliers de l'espèce commandent donc que la Chambre préliminaire déclare l'Appel recevable en application de la règle 74 3) g) interprétée largement à la lumière de la règle 21. » (par. 35)</p>
-----------	---	--

ii. Critère d'Examen

<p>1.</p>	<p>004/2 AO An PTC 43 D350/1/1/4 5 septembre 2017</p> <p><i>Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Conformément à la jurisprudence de la Chambre préliminaire, les décisions du BCJI peuvent être infirmée si a) elles reposent sur une erreur de droit invalidant la décision ; b) elles reposent sur une erreur de fait entraînant un déni de justice ; ou c) sont si injustes ou déraisonnables qu'elles constituent un abus de la discrétion des juges. » (par. 14)</p>
-----------	---	---

D. Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

1. Transparence, Rapidité et Intégrité des Procédures

i. Pouvoir et Devoirs de la Chambre Préliminaire

1.	004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i>	« [T]oute juridiction de jugement est investie du pouvoir inhérent de contrôler le déroulement de l'instance. » (par. 28)
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/29 et D360/38 9 mars 2020 <i>Décision relative à la Demande de la Co-Procureure Internationale aux fins de Révision Intégrale des Transcriptions en Français de l'Audience en Appel Tenue devant la Chambre Préliminaire</i>	« La Chambre préliminaire rappelle en outre que la règle 21 1) du Règlement intérieur lui fait obligation de garantir la sécurité juridique et la transparence des procédures [...]. » (par. 10) « [C]ompte tenu [...] de l'obligation de la Chambre préliminaire de garantir l'intégrité et la transparence ainsi que l'équité des débats qui se tiennent devant elle, la Chambre conclut que [...] qu'il incombe à l'Unité d'interprétation et de traduction de procéder à une révision intégrale et à une correction des erreurs d'interprétation. » (par. 14)

ii. Audiences devant la Chambre Préliminaire

Voir aussi [III.C.6.i. Hearing in Disqualification Proceedings](#) et [V.B.3.i.b. Hearing before Order on Provisional Detention](#)

1.	002 IENG Thirith PTC 02 C20/I/27 9 juillet 2008 <i>Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire</i>	[Traduction Non-Officielle] « Avant l'audience, la Chambre préliminaire a demandé que des descriptions écrites de leur conclusions orales soient, dans la mesure du possible, fournies pour aider les interprètes. La Chambre préliminaire ne prendra en compte que ce qui a été effectivement énoncé à l'oral. Les documents susmentionnés ont seulement été utilisés pour assister les juges au moment d'écouter les conclusions orales. Les documents ne seront pas ajoutés au Dossier. » (par. 8) « [L]a Défense est autorisée à faire référence aux autorités afin de répondre aux arguments soulevés par les co-procureurs et les avocats des parties civiles, qui ont été déposés après le Mémoire d'Appel de la Défense. Les nouvelles autorités citées ont été fournies aux autres parties et aux juges lors de l'audience. Les co-procureurs et les parties civiles ont eu l'opportunité d'y répondre pendant l'audience [...]. » (par. 9) « [L]es co-avocats ont tenté de déposer [un document]. Ce document a été rejeté par le Greffier [...]. [L]e document a été déposé après l'audience, sans autorisation, et dans des circonstances où les parties n'auraient pas eu la possibilité de répondre ou commenter [...]. » (par. 10)
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

2.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/I/8 4 novembre 2008</p> <p><i>Décision relative à la Requête de KHIEU Samphân Demandant la Tenue d'une Audience Publique</i></p>	<p>« Il ressort du paragraphe 6 de la règle 77 que la publicité de l'audience est particulièrement indiquée lorsque la décision que la Chambre préliminaire est appelée à prendre au terme de cette audience est susceptible de mettre un terme à l'affaire. La règle 77 est fondée sur le postulat qu'il y a audience et que sa date a été fixée, mais elle est également utile pour déterminer les questions qui, en principe, requièrent un débat contradictoire. » (par. 7)</p> <p>« La Chambre préliminaire note qu'une des raisons premières justifiant la publicité des audiences est que celle-ci permet au public de se convaincre du caractère équitable de la procédure. Tant l'Appel (de la défense) que la Réponse (des co-procureurs) ont été publiés sur le site Web des CETC car il est dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice que la procédure d'appel soit publique. Les co-avocats de la personne mise en examen soutiennent qu'à l'issue de son examen de l'Appel sur le fond, la Chambre préliminaire devrait rendre une décision ayant pour effet de mettre un terme à l'affaire et de faire libérer la personne mise en examen. La publicité du débat contradictoire est donc également dans l'intérêt du public. De plus, la Chambre préliminaire estime que la publicité de l'audience pose peu de risque pour le secret de l'instruction. » (par. 8)</p>
3.	<p>002 IENG Thirith PTC 16 C20/5/10 29 janvier 2009</p> <p><i>Décision relative à la Requête des Co-Procureurs Visant à ce que l'Appel soit Tranché sur la seule base des Observations Écrites et Ordonnance portant Calendrier</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« Étant consciente de l'importance des appels, qui ont trait à la liberté de la personne mise en examen, et notant que la défense a demandé à être entendue oralement, la Chambre estime approprié de tenir une audience avant de statuer sur ces appels. » (par. 6)</p>
4.	<p>002 KHIEU Samphân PTC 15 C26/5/13 6 février 2009</p> <p><i>Décision relative à la Requête des Co-Procureurs Visant à ce que l'Appel soit Tranché sur la seule base des Observations Écrites et Ordonnance portant Calendrier</i></p>	<p>« Étant consciente de l'importance des deux appels, qui ont trait l'un comme l'autre à la liberté de la personne mise en examen, et notant que la défense a demandé à être entendue oralement, la Chambre estime approprié de tenir une audience avant de statuer sur ces appels. » (par. 7)</p>
5.	<p>004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014</p> <p><i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La règle 77 3) b) du Règlement intérieur prévoit que "[l]a Chambre préliminaire peut, après avoir consulté les parties, décider de statuer sur un recours en appel [...] sur la seule base des observations écrites des parties". Après avoir examiné les amples observations écrites de l'Appelant et en l'absence de toute réponse déposée par les co-procureurs ou toute partie civile, la Chambre préliminaire n'estime pas nécessaire d'entendre des arguments oraux en l'espèce et rend par la présente sa décision sur l'Appel. » (par. 17)</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

iii. Communication et Confidentialité

Voir aussi [IV.A.1.ii. Confidentiality of Preliminary Investigations](#) ; [IV.B.6. Confidentiality of Judicial Investigation](#) ; [VII.A.1.iii. Confidentiality of Disagreement](#) ; [VII.D.3.v. Publicity of Decisions](#)

a. Général

1.	003 MEAS Muth PTC 03 D14/1/3 24 octobre 2011 <i>Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003</i>	<p>« [C]onformément à la règle 54 du Règlement intérieur, le devoir des co-procureurs d'informer le public de l'instruction en cours se limite uniquement à i) rendre un compte-rendu objectif des réquisitoires introductifs, supplétifs et définitifs ; et ii) à rectifier toute information erronée ou de nature à induire en erreur, lorsque l'affaire se trouve toujours au stade de l'enquête préliminaire. » (par. 24)</p> <p>« De surcroît, la règle 56 du Règlement intérieur dispose que, au stade de l'instruction, les co-juges d'instruction ont seuls la responsabilité et l'obligation juridique de s'assurer que le public dispose des informations essentielles [...]. » (par. 25)</p>
2.	004 AO An PTC 25 D284/1/4 31 mars 2016 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative aux Réponses de AO An N° D193/47, D193/49, D193/51, D193/53, D193/56 et D193/60</i>	<p>« En particulier, la Chambre préliminaire trouve infondé l'argument de l'Appelant selon lequel les articles 83 et 121 du Code de procédure pénale cambodgien et les règles 21 et 56 1) du Règlement intérieur doivent être interprétés comme lui conférant un droit inhérent à une bonne administration de l'instruction, à une instruction secrète ou à la protection de sa réputation. La Chambre préliminaire souligne que le droit applicable aux CETC, en particulier les dispositions de la règle 56 du Règlement intérieur, attribue un large pouvoir d'appréciation aux co-juges d'instruction pour traiter les questions de confidentialité et communiquer certains éléments de l'instruction. L'Appelant n'a pas démontré qu'il existait des circonstances impérieuses justifiant l'intervention de la Chambre préliminaire en l'espèce. » (par. 23)</p>

b. Classification des Documents

1.	003 MEAS Muth PTC 24 D147/1 19 février 2016 <i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth de Classer Publics certains Documents Présentés à la Chambre Préliminaire</i>	<p>« [S]elon la règle 9 5) du Règlement intérieur, les informations contenues dans la base de données ne sont mises à la disposition du public que dans les conditions prévues par la directive pratique des CETC en la matière. Aux termes de l'article 5.1 h) de la Directive pratique relative au classement et à la conservation des pièces versées au dossier (la "Directive pratique relative au classement"), les documents déposés auprès de la Chambre préliminaire sont en principe confidentiels, jusqu'à ce que celle-ci se soit prononcée sur les questions qui y sont soulevées. Selon l'article 9.1 de la même directive, il n'est possible de modifier la classification d'un document qu'en exécution d'une ordonnance des co-juges d'instruction ou d'une Chambre, "selon le cas". Il ressort de l'article 3.14 de la Directive pratique relative au dépôt que la Chambre saisie de l'affaire peut décider de modifier la classification d'un document du dossier "lorsque l'intérêt de la justice le requiert". En conséquence, la Chambre préliminaire considère qu'il relève pleinement de sa compétence de décider, lorsqu'elle le juge approprié, de modifier la classification des documents dont elle est saisie, ce qui rend inutile le recours à sa compétence inhérente comme le propose la Défense. » (par. 5)</p> <p>« [L]'article 3.12 de la Directive pratique relative au dépôt et l'article 5 h) de la Directive pratique relative au classement disposent que les documents déposés auprès de la Chambre préliminaire par les parties sont classés "confidentiels" sauf si la Chambre préliminaire en décide autrement. [Dans la décision D56/19/20], la Chambre préliminaire a énoncé les conditions de publication des documents dont elle est saisie en cours d'instruction comme suit :</p> <p>"La Chambre a déjà indiqué qu'en décidant du classement ou de la modification de classement de documents déposés par les parties, elle tenait compte de 'l'intérêt de la</p>
----	---	--

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

		justice, de l'enquête préliminaire ou de l'instruction, du droit à bénéficier d'un procès équitable, de l'ordre public, de la transparence et toute mesure de protection ordonnée par le tribunal' [...]." » (par. 7)
2.	004/1 IM Chaem PTC 49 D309/2/1/7 8 juin 2018 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision concernant l'Expurgation ou, Subsidairement, la Demande de Reclassement de l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	<p>« [L]a Directive pratique relative au classement et à la conservation des pièces versées au dossier présente comme suit le principe justifiant le classement des pièces : "assurer un juste équilibre entre le souci de protéger le secret de l'instruction et le caractère confidentiel d'autres éléments de la procédure judiciaire qui ne sont pas divulgués au public et la nécessité de garantir la transparence et la publicité de la procédure et de satisfaire à la mission des CETC en matière d'éducation des générations présentes et futures". » (par. 27)</p> <p>« La Chambre préliminaire est consciente de la nécessité de trouver un juste équilibre entre les différents intérêts en jeu, en ce compris ceux de la personne mise en examen et des victimes, et la transparence des procédures telle que consacrée par la règle 21 1) du Règlement intérieur ainsi que l'intérêt de la justice. » (par. 28)</p> <p>« [L]e secret de l'instruction est maintenu pendant toute la durée de celle-ci, et ce, afin d'en garantir l'intégrité et de protéger les intérêts des parties. Il convient de trouver un juste équilibre entre ces intérêts et l'obligation de "garantir la sécurité juridique ainsi que la transparence des procédures". » (par. 36)</p>

c. Version Expurgée

1.	004/1 IM Chaem PTC 54 D304/6/4 8 juin 2018 <i>Décision relative à la Demande Présentée par IM Chaem Sollicitant le Reclassement de sa Réponse au Réquisitoire Définitif du Co-Procureur International</i>	<p>« S'agissant du caviardage de l'ensemble des éléments de preuve recueillis auprès des témoins ou des personnes ayant formé une demande de constitution de partie civile, la Chambre préliminaire estime qu'il est de la plus haute importance d'assurer la sécurité des victimes et des témoins. » (par. 23)</p>
----	--	---

iv. Transcription des Audiences

1.	004/2 AO An PTC 60 D359/29 et D360/38 9 mars 2020 <i>Décision relative à la Demande de la Co-Procureure Internationale aux fins de Révision Intégrale des Transcriptions en Français de l'Audience en Appel Tenue devant la Chambre Préliminaire</i>	<p>« La Chambre préliminaire rappelle en outre que la règle 21 1) du Règlement intérieur lui fait obligation de garantir la sécurité juridique et la transparence des procédures, et elle considère que la règle 97 du Règlement intérieur, aux termes duquel "[l]'audience fait l'objet d'une transcription complète et est enregistrée par tout moyen audiovisuel approprié, sous le contrôle du greffier" et "[t]oute demande de correction des transcriptions peut être adressée par écrit à la [Chambre]", est applicable aux débats qui se tiennent devant la Chambre préliminaire. » (par. 10)</p> <p>« [D]es transcriptions exactes des débats sont essentielles pour garantir l'intégrité du compte rendu des audiences devant les CETC et que des changements unilatéraux dans la transcription en français compromettrait son intégrité en tant que compte rendu officiel des débats en français. » (par. 13)</p> <p>« Cependant, compte tenu des moyens limités dont dispose chacune des parties pour entreprendre une révision intégrale, du nombre potentiellement élevé et de la gravité des erreurs d'interprétation dans les transcriptions en français de l'audience dans le dossier n° 004/2, et de l'obligation de la Chambre préliminaire de garantir l'intégrité et la transparence ainsi que l'équité des débats qui se tiennent devant elle, la Chambre conclut que la procédure en vigueur, qui impose à chacune des parties de présenter une demande de vérification pour chacune des erreurs, fait peser une charge excessive sur les parties, et qu'il incombe à l'Unité d'interprétation et de traduction de procéder à une révision intégrale et à une correction des erreurs d'interprétation. » (par. 14)</p>
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

v. Langues Utilisées à l'Audience

Voir aussi [II.B.1.xiv. Right to Translation of Documents](#)

1.	002 KHIEU Samphân PTC 11 A190/I/20 20 février 2009 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphân contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction</i>	<p>« Que la langue visée soit une des trois langues officielles des CETC ne constitue pas, en tant que tel, un droit dont peut se prévaloir la personne mise en examen pour exiger que tous les documents de son dossier soient traduits dans cette langue. » (par. 40)</p>
2.	004 AO An PTC 26 D309/6 20 juillet 2016 <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès</i>	<p>« Rappelant que toutes les décisions judiciaires doivent être déposées au moins en Khmer et dans une autre langue des CETC, et que la traduction de toutes les décisions et ordonnances doit être systématique dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, la Chambre préliminaire constate non sans préoccupation que le fait de rendre des décisions uniquement en anglais sans en déposer ensuite diligemment la traduction en khmer est source d'insécurité judiciaire. Dans le contexte particulier des CETC, où les décisions judiciaires doivent être notifiées dans la langue officielle pour que les délais commencent à courir, les parties peuvent se voir obligées de déposer leurs appels avant cette notification afin de sauvegarder leurs intérêts, ou risquer d'attendre indéfiniment qu'une décision soit traduite. Toutefois, la Chambre préliminaire interprète les règles 75 1) et 75 3) du Règlement intérieur de façon large, à la lumière de la règle 21 4) du Règlement intérieur disposant qu'il doit être statué dans un délai raisonnable. Par conséquent, quoique la Déclaration d'appel et l'Appel n'aient pas officiellement été soumis à délai, le délai prescrit n'ayant pas encore commencé à courir, la Chambre préliminaire considère que ces écritures ont été déposées conformément aux règles. » (par. 14)</p>

vi. Personnes, Questions et Autres Dossiers en Lien avec un Dossier Principal

a. Intervention des Tiers et d'Autres Personnes Mises en Examen

1.	001 IENG Sary PTC 02 D99/3/19 6 octobre 2008 <i>Décision relative à la Demande d'Autorisation de IENG Sary de Présenter des Conclusions en Complément de l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Clôture Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias Duch relativement à l'Application de la Théorie de l'Entreprise Criminelle Commune</i>	<p>« Ni le Règlement intérieur des CETC ni le Code de procédure pénale cambodgien ne confèrent à un tiers le droit de participer aux débats propres à un dossier déterminé ou de présenter des conclusions par rapport à des questions soulevées par les parties à ce dossier dans le cadre d'un appel. » (par. 9)</p> <p>« Le Règlement intérieur dispose que seules les parties à un dossier – à savoir "les co-procureurs, les personnes mises en examen/accusation et les parties civiles" – peuvent faire valoir leur droit à être entendues avant que la Chambre préliminaire ne se prononce sur un appel interjeté. C'est ce qu'il ressort de la lecture des dispositions des règles 77 3) et 10), aux termes desquelles la Chambre préliminaire peut statuer sur un recours en appel "sur la seule base des observations écrites des parties" ou, si elle tient une audience, autorise les co-procureurs et les avocats des autres parties à "présenter de brèves observations". » (par. 10)</p> <p>« La Chambre préliminaire estime qu'il s'agit d'une situation inhérente à tout tribunal ayant à connaître de plusieurs dossiers en cours simultanément, qui veut qu'une décision rendue dans un dossier déterminé sur une question de droit inspirera les juges lorsqu'ils auront à se prononcer dans le cadre de dossiers similaires, en l'absence de circonstances nouvelles et si aucun argument nouveau n'est avancé. Cette situation ne confère pas pour autant le droit à des personnes mises en examen d'intervenir dans un dossier auquel elles ne sont pas parties pour y faire valoir leur position sur une question particulière. » (par. 14)</p>
2.	002 IENG Sary PTC 31 D130/7/3/5	<p>« La Chambre préliminaire fait en outre observer qu'étant donné que l'Ordonnance est d'application générale et concerne, par là-même, toutes les personnes mises en examen dans le cadre du dossier n° 002, peu importe que les co-avocats de la personne mise en examen aient ou non déposé une demande</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

	<p>10 mai 2010</p> <p><i>Décision relative à la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary contre le Rejet Implicite, par les Co-Juges d'Instruction, des Demandes Formées par IENG Sary concernant l'Identification et l'Utilisation par les Co-Juges d'Instruction d'Éléments de Preuve Obtenus sous la Torture</i></p>	<p>en ce sens ou encore que la demande soit ou non visée dans l'Ordonnance, cette dernière a qualité pour interjeter appel contre l'Ordonnance. » (par. 18)</p>
3.	<p>004 AO An PTC 21 D257/1/8 17 mai 2016</p> <p><i>Considérations relatives à la Requête de AO An tendant à la Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction concernant les Faits de Mariage Forcé</i></p>	<p>« La Chambre souligne par ailleurs que la demande tendant à autoriser IM Chaem à déposer à présent les observations proposées se fonde en particulier sur la règle 21 1) a) du Règlement intérieur qui vise à garantir le droit à un procès équitable et contradictoire dans le cadre duquel toutes les parties sont placées sur un pied d'égalité. En ce sens, IM Chaem demande à être entendue dans une procédure dans le cadre de laquelle d'autres parties à l'instruction se sont déjà vu reconnaître ce droit. » (par. 28)</p> <p>« Par conséquent, la Chambre préliminaire a tenu compte des éléments suivants, comme militant en faveur de la demande de IM Chaem d'être autorisée à déposer des observations : 1) la Chambre préliminaire a déjà reconnu à d'autres parties au dossier n° 004 le droit d'être entendues dans cette procédure, à savoir les co-procureurs et les parties civiles ; 2) dans les observations qu'elle se propose de présenter, IM Chaem n'avance pas de nouveaux arguments ou des arguments distincts de ceux déjà avancés par AO An ; 3) les observations de IM Chaem n'ont pas été déposées dans les délais pour des raisons dont on ne peut lui tenir rigueur ; 4) IM Chaem a agi avec la diligence voulue dès qu'elle a eu connaissance de la procédure en cours ; 5) AO An ne s'est pas expressément opposé à la demande formulée par IM Chaem (dans le délai imparti pour présenter le cas échéant pareille réponse) ; et 6) le Bureau des co-procureurs ne s'oppose pas à la recevabilité des observations de IM Chaem. » (par. 29)</p> <p>« Par ces motifs, la Chambre préliminaire, se fondant sur les dispositions 1) de la règle 39 4) b) du Règlement intérieur, qui l'habilite à exercer son pouvoir discrétionnaire pour admettre la validité d'un acte exécuté après l'expiration d'un délai prescrit et 2) de la règle 21 du Règlement intérieur, selon laquelle la procédure des CETC doit être équitable et contradictoire, a décidé d'autoriser IM Chaem à présenter les observations proposées à l'appui de la Requête de AO An. » (par. 30)</p>

b. Jonction et Appels Consolidés

1.	<p>002 Parties Civiles PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171 D404/2/4 24 juin 2011</p> <p><i>Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile</i></p>	<p>« La règle 21 du Règlement intérieur fait obligation à la Chambre de veiller à l'équité de la procédure devant les CETC et, notamment, à ce que des personnes se trouvant dans des situations similaires puissent ester en toute égalité. Selon les principes fondamentaux régissant la procédure devant les CETC, tels que les consacre la règle 21 du Règlement intérieur, la loi doit être interprétée de manière à toujours "protéger les intérêts" de toutes les parties en présence, la procédure doit "préserver l'équilibre des droits des parties" et "[i]l doit être statué sur l'accusation portée devant les CETC dans un délai raisonnable". Compte tenu de ces préceptes et du nombre inhabituel de recours formés en l'espèce, la Chambre [...] a relevé un certain nombre d'erreurs fondamentales se rapportant à toutes les personnes dont la demande de constitution de partie civile a été rejetée. Pour éviter qu'il n'en résulte une grande injustice pour les demandeurs n'ayant pas soulevé ces erreurs, la Chambre a décidé [...] de joindre tous les recours ainsi intentés dans l'intérêt de la justice, de sorte à pouvoir aussi, dans ses décisions, considérer les erreurs fondamentales communes à toutes les ordonnances contestées et, sur la base des conclusions ainsi dégagées, procéder à un nouvel examen de toutes les demandes de constitution de partie civile dont le rejet a été porté en appel. » (par. 35)</p> <p>« Toutefois, vu i) les intérêts communs de nombreux Demandeurs, ii) le fait que les critères de recevabilité [...] s'appliquent de la même manière toutes les demandes, et iii) en particulier la pratique des co-avocats qui ont choisi incorporer par référence les arguments en appel développés dans autres Appels [...] je suis d'avis comme la Majorité qu'il est approprié de rendre une décision traitant de ces</p>
----	--	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

		motifs d'appel communs ainsi qu'une Annexe à ladite décision contenant pour le cas de chaque Appelant les raisons spécifiques tenant aux aspects juridiques et factuels de chaque Appelant, les raisons spécifiques tenant aux aspects juridiques et factuels de chaque demande. [...] Afin assurer une égalité de traitement à tous les Demandeurs ayant fait appel du rejet de leur constitution de partie civile ainsi qu'une approche cohérente dans la gestion du régime de recevabilité de ces demandes, j'ai examiné chacun des appels à la lumière de mes conclusions sur les moyens appel communs. » (Opinion de la Juge MARCHI-UHEL, par. 7)
2.	004/2 AO An PTC 60 D359/24 et D360/33 19 décembre 2019 <i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre Les Ordonnances de Clôture</i>	« Aux termes de l'article 299 du Code de procédure pénale cambodgien, "[l]orsque le tribunal est saisi de plusieurs procédures visant des faits connexes, il peut en ordonner la jonction". » (par. 25) « En l'espèce, la Chambre préliminaire n'est pas saisie de plusieurs procédures visant des <i>faits connexes</i> . Au contraire, elle est saisie d'une procédure qui a engendré des ordonnances de clôture contradictoires et donné lieu à un certain nombre d'appels différents concernant tous des <i>faits identiques</i> . Compte tenu de son pouvoir d'ordonner la jonction de plusieurs procédures connexes et de l'obligation qu'elle a de garantir l'administration rapide et équitable de la justice, la Chambre conclut qu'en l'espèce, une jonction des procédures d'appel est impérative. » (par. 26)

c. Disjonction

1.	004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018 <i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i>	« Les co-juges d'instruction peuvent également, en vertu de la règle 55 4) du Règlement intérieur, mettre en examen « toute personne [susceptible] d'avoir participé à la commission des faits visés dans un réquisitoire introductif ou un réquisitoire supplétif, même si cette personne n'est pas nommément désignée dans le réquisitoire ». En d'autres termes, les mêmes crimes allégués peuvent, dans le cadre d'un même dossier, être reprochés à un suspect nommément désigné dans un réquisitoire des co-procureurs, mais aussi à une personne non identifiée dont l'identité sera le cas échéant mise en évidence grâce à l'instruction menée par les co-juges d'instruction. En cas de disjonction, les mêmes faits allégués pourront être réitérés dans le dossier nouvellement créé à condition de concerner la personne dont le dossier a été "disjoint", tout en demeurant dans le dossier initial s'ils concernent d'autre(s) suspect(s) dénommé(s) ou personne(s) inconnue(s) qui, le cas échéant, seront identifiées en cours d'instruction. » (par. 38) « Pour résumer, seuls les faits peuvent faire l'objet d'une disjonction. » (par. 39) « La Chambre préliminaire estime par conséquent qu'en ordonnant « la disjonction de IM Chaem du dossier n° 004 », les co-juges d'instruction ont implicitement séparé les faits concernés plutôt que la personne concernée [...]. La Chambre en tire trois conséquences. Premièrement, tous les faits criminels qui sont reprochés à IM Chaem ont été dupliqués et réunis dans le dossier n° 004/1 sans qu'aucune allégation portée à son encontre ne subsiste dans le dossier n° 004. Deuxièmement, la décision contestée constitue bien une Ordonnance de clôture pour les CETC, au sens de la règle 67 3) a) du Règlement intérieur, et non simplement une décision d'incompétence. Troisièmement, tous les faits criminels allégués dans les réquisitoires introductif et supplétifs, incluant ceux dupliqués dans le dossier n° 004/1 à l'encontre de IM Chaem, demeurent également dans le dossier n° 004 visant d'autres personnes, identifiées ou non, et exigeront que les co-juges d'instruction se prononcent à leur sujet par une décision définitive dans l'ordonnance de clôture qu'ils rendront dans ce dernier dossier. » (par. 40)
----	---	---

vii. Amicus Curiae

1.	002 NUON Chea PTC 01 C11/29 4 février 2008 <i>Décision publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire conclut que la règle 34 prévoit un certain nombre d'options procédurales pour examiner une requête en récusation. En l'espèce, la Chambre préliminaire conclut qu'elle dispose d'informations suffisantes pour examiner la requête, et qu'il est dans l'intérêt de la justice de procéder sans délai à son examen sans tenir d'audience publique ou solliciter de mémoires d' <i>amicus curiae</i> . De plus, dans l'intérêt de la justice, la Chambre préliminaire ne va pas examiner la question des possibles vices techniques de la requête elle-même. » (par. 8)
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

	<i>l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea</i>	
2.	002 IENG Sary PTC 12 A190/II/6 10 septembre 2008 <i>Décision Relative à la Demande d'Autorisation de Déposer un Mémoire d'Amicus Curiae</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire estime qu'au vu des conclusions soumises par les parties, la Chambre dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir trancher l'appel. Dans ces circonstances, il serait indésirable de risquer de retarder la procédure en recevant un mémoire d' <i>amicus curiae</i> et des réponses des parties à ce mémoire. » (par. 3)

2. Décisions de la Chambre Préliminaire

i. Droit Applicable

1.	003 MEAS Muth PTC 37 et 38 D271/5 et D272/3 8 septembre 2021 <i>Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003</i>	« [L]a Chambre préliminaire rappelle qu'elle est une juridiction collégiale au sein de laquelle les décisions sont prises selon le droit formulé dans l'Accord, la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur. » (par. 68)
----	---	---

ii. Règle de la Majorité Qualifiée

1.	004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « Si la Chambre devait examiner le présent appel, il faut présumer que ses cinq membres suivraient leur avis précédent et parviendraient chacun à la même conclusion, ce qui entraînerait le même résultat pour l'appelant, à savoir que la Décision attaquée demeurerait en application de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Cette situation rend l'appel inutile et crée un potentiel de litige sans fin. La Chambre préliminaire souligne que la règle de la majorité qualifiée et la position par défaut envisagée par le Règlement intérieur sont des caractéristiques uniques des CETC, qui peuvent avoir pour conséquence que la Chambre ne soit pas en mesure d'aboutir à une décision sur une question spécifique. » (par. 20)
2.	004 AO An PTC 08 D185/1/1/2 13 octobre 2014 <i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant la Requête en Annulation</i>	[Traduction Non-Officielle] « Pour soutenir cette affirmation, la Défense réitère substantiellement les mêmes arguments que ceux avancés dans leur Appel contre la Décision sur l'accès et la participation pour lequel la Chambre préliminaire n'a pas pu atteindre la super majorité des votes nécessaires pour une décision sur l'Appel, la décision par défaut étant que la Décision du CJII demeure. De plus, le CJII a rejeté une demande de réexamen de la Décision sur l'accès et la participation. Dans ces circonstances, et considérant que les cinq juges de la Chambre préliminaire suivraient leurs opinions précédentes sur la question de la qualité pour agir puisque les questions sous-jacentes des opinions distinctes exprimées demeurent, le présent Appel aboutirait au même résultat pour l'appelant, à savoir que la décision contestée serait maintenue par application de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Comme il a déjà été noté dans la

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

		<p>décision sur l'Appel PTC07, cette situation rend l'Appel inutile et crée un potentiel de litige sans fin. » (par. 14)</p> <p>« Adoptant les observations déjà formulées dans sa Décision sur l'Appel PTC07, la Chambre préliminaire décide de rejeter l'Appel, sans examen de sa recevabilité selon les règles 73, 74 et 21 du Règlement intérieur ou de son bien-fondé. » (par. 15)</p>
3.	<p>004 YIM Tith PTC 13 A157/2/1/2 21 novembre 2014</p> <p><i>Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel de YIM Tith contre la Décision Rejetant sa Demande aux Co-Juges d'Instruction de Saisir la Chambre Préliminaire dans le But d'Annuler l'Instruction</i></p>	<p>[Traduction Non-Officielle]</p> <p>« La Chambre préliminaire est divisée sur la question de savoir si l'appelant est habilité à interjeter appel en vertu du Règlement intérieur, étant donné qu'il n'a pas été officiellement notifié des charges retenues contre lui conformément à la procédure énoncée dans la règle 57 du Règlement intérieur. [...] Les juges de la Chambre préliminaire restent divisés dans leurs opinions et maintiennent leurs interprétations respectives sur cette question qui est au cœur de ces appels. En dépit de ses efforts, la Chambre préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix favorables pour rendre une décision sur l'Appel. » (par. 22)</p> <p>« La Chambre préliminaire n'étant pas parvenue à une décision sur l'Appel, la règle 77 13) du Règlement intérieur impose que la Décision attaquée demeure. » (par. 23)</p>
4.	<p>004 YIM Tith PTC 61 D381/45 et D382/43 17 septembre 2021</p> <p><i>Considérations Relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>« [L]es juges internationaux considèrent comme inapplicable en l'espèce l'argument faisant état d'une possible lacune dans le cadre juridique des CETC en ce qui concerne les conséquences juridiques découlant de la délivrance d'ordonnances de clôture contradictoires. Quand bien même la Chambre préliminaire viendrait à conclure qu'une telle situation incongrue n'est pas envisagée dans les textes, le doute allégué serait dissipé par une lecture correcte des dispositions pertinentes, en particulier les articles 5 4) et 7 4) de l'Accord relatif aux CETC et les articles 20 et 23 (nouveau) de la Loi relative aux CETC, lesquels consacrent le principe de la continuation de l'instruction et des poursuites. Les juges internationaux précisent en outre que, conformément à la règle 77 13) b) du Règlement intérieur, lorsqu'une ordonnance de renvoi n'est pas annulée, elle reste valable, la procédure suit son cours et l'affaire est renvoyée en jugement. (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 174)</p> <p>« Par conséquent, les juges internationaux déclarent qu'en application de la règle 77 13) b) du Règlement intérieur, dès lors que la majorité requise d'au moins quatre votes positifs pour invalider une ordonnance de renvoi n'a pas été atteinte, la Chambre préliminaire est présumée avoir décidé que "la Chambre de première instance est saisie sur la base de l'ordonnance de clôture des co-juges d'instruction". » (Opinion des Juges BAIK et BEAUVALLET, par. 522)</p>

iii. Unanimité

1.	<p>004/1 IM Chaem PTC 50 D308/3/1/20 28 juin 2018</p> <p><i>Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs)</i></p>	<p>« La Chambre préliminaire n'a pas atteint la majorité requise de quatre voix pour rendre une décision fondée sur des motifs communs. Conformément à la Règle 77(14), les opinions des différents juges de la Chambre sont attachées ci-après. » (par. 81)</p> <p>« Par ces motifs, la Chambre préliminaire, à l'unanimité, [...] déclare que l'Ordonnance de non-lieu à l'encontre de IM Chaem demeure. » (Dispositif)</p> <p>« L'incapacité de cette Chambre de parvenir à un consensus sur la compétence personnelle des CETC pour juger IM Chaem ne doit pas faire obstacle à l'examen des allégations graves portées à son encontre par un tribunal cambodgien, le Cambodge ayant une compétence inhérente pour connaître de tous les faits criminels commis à l'époque des Khmers rouges dont les CETC ne sont pas ou ne peuvent pas être saisies. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 340)</p>
2.	<p>003 MEAS Muth PTC 35 D266/27 et D267/35 7 avril 2021</p>	<p>« La décision de la Chambre préliminaire relative à la recevabilité des Appels et à l'illégalité de l'accord entre les co-juges d'instruction de rendre deux ordonnances de clôture contradictoires est exposée dans les paragraphes précédents. Les juges ayant délibéré, la majorité d'au moins quatre votes positifs requise pour statuer, par des motifs communs, sur le fond des Appels n'a pas été atteinte. En</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

	<p><i>Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture</i></p>	<p>application de la règle 77 14) du Règlement intérieur, les opinions des divers membres de la Chambre sont jointes aux présentes Considérations. » (par. 110)</p> <p>« [L]a Chambre préliminaire est parvenue à une conclusion unanime <i>de facto</i> en l'espèce : en dépit des raisons distinctes énoncées dans les opinions individuelles jointes aux Considérations, les juges cambodgiens et internationaux de la Chambre ont simultanément conclu que l'Ordonnance de renvoi était valide. » (Opinion des Juges BEAUVALLÉ et BAIK, par. 342)</p> <p>« Par conséquent, les juges internationaux concluent qu'en application de la règle 77 13) du Règlement intérieur, la majorité qualifiée d'au moins quatre votes affirmatifs requise au sein de la Chambre préliminaire est atteinte dans le cadre des présentes procédures d'appel visant les Ordonnances de clôtures contradictoires et que la Chambre préliminaire confirme, en fait, l'Ordonnance de renvoi à l'unanimité. Par conséquent, la Chambre de première instance doit être saisie sur le fondement de l'Ordonnance de renvoi délivrée par le co-juge d'instruction international. Les juges internationaux précisent qu'en application de la règle 77 14) du Règlement intérieur, les présentes Considérations et les opinions qui y sont jointes doivent être notifiées aux co-juges d'instruction, aux co-procureurs, à l'accusé et aux parties civiles en l'espèce. En outre, le Bureau des co-juges d'instruction doit immédiatement procéder conformément à la présente décision – en l'occurrence, la Décision rendue à l'unanimité par la Chambre préliminaire. » (Opinion des Juges BEAUVALLÉ et BAIK, par. 343)</p>
3.	<p>003 MEAS Muth PTC 37 et 38 D271/5 et D272/3 8 septembre 2021</p> <p><i>Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003</i></p>	<p>« [L]a Chambre préliminaire rappelle qu'elle est une juridiction collégiale au sein de laquelle les décisions sont prises selon le droit formulé dans l'Accord, la Loi relative aux CETC et le Règlement intérieur. Autrement dit, à la différence des règles applicables au sein du Bureau des co-procureurs et du Bureau des co-juges d'instruction, il n'est fait nullement obligation à la Chambre de rendre une décision unanime. Au contraire, il est fait devoir à chaque juge de se prononcer, seul et en conscience, et de donner les raisons de son opinion personnelle. Aucun texte n'oblige la Chambre préliminaire à se prononcer à l'unanimité et la règle 77 14) du Règlement intérieur va à l'encontre des arguments présentés par les requérants. Dès lors, il est juridiquement inexact d'exiger une décision unanime de la part d'une juridiction collégiale sur le fondement d'une obligation juridique chimérique, alors que cette obligation incombait très exactement aux co-juges d'instruction. Leur manquement a mis en péril le fonctionnement des CETC, en particulier en ne mettant pas la Chambre préliminaire en mesure de régler le désaccord selon la règle 72 et, de ce fait, en faisant obstacle aux présomptions légales qui y étaient attachées, y compris les règles d'interprétation des décisions ou des considérations de la Chambre préliminaire. » (par. 68)</p>

iv. Motivation des Décisions

Voir aussi [IV.B.2.iii.f. Duty to Provide Reasoned Decisions](#) ; [IV.D.4.v. Reasons of Closing Order](#) et [VI.C.1. Reasoned Decision](#)

1.	<p>002 NUON Chea PTC 06 D55/I/8 26 août 2008</p> <p><i>Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance rejetant la Requête en Nullité</i></p>	<p>« [L]es organes judiciaires doivent motiver toutes leurs décisions, conformément à la norme internationale existant en la matière. » (par. 21)</p>
2.	<p>002 IENG Thirith PTC 62 D353/2/3 14 juin 2010</p> <p>[Version Publique Expurgée] <i>Décision relative à l'Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l'Ordonnance du</i></p>	<p>« La question à laquelle doit répondre la Chambre préliminaire est la suivante : quel degré de précision la règle 55 10) impose-t-elle aux co-juges d'instruction dans l'exposé de leurs motifs. Le Règlement intérieur donne quelques indications à ce sujet. Premièrement, pour que le droit de la personne mise en examen à interjeter appel sur la base de la règle 74 3) b) ait un sens, celle-ci doit savoir pourquoi les co-juges d'instruction ont rejeté sa demande. Les co-juges d'instruction doivent donc exposer les motifs de leur rejet de façon suffisamment détaillée pour faire connaître les fondements de leur décision et ainsi permettre à la personne mise en examen de décider d'interjeter appel ou non et, si oui, contre quel motif se pourvoir en appel et de rédiger un mémoire d'appel. Deuxièmement, la règle 77 14) impose à la Chambre préliminaire de rendre une décision "motivée[...]" s'il est interjeté appel de la décision prise par les co-juges d'instruction sur la base de la règle 55 10). La Chambre préliminaire ne saurait confirmer la décision de rejet des co-juges d'instruction si elle n'en connaît pas les motifs.</p>

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

15 mars 2010 relative aux Demandes d'Actes d'Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith	C'est également la raison pour laquelle les co-juges d'instruction doivent motiver leur rejet avec suffisamment de précision pour permettre à la Chambre préliminaire d'exercer un contrôle efficace en appel. » (par. 23)
--	--

v. Publicité des Décisions

Voir aussi [IV.A.1.ii. Confidentiality of Preliminary Investigations](#); [IV.B.6. Confidentiality of Judicial Investigation](#); [VII.A.1.iii. Confidentiality of Disagreement](#); [VII.D.2.iii. Communication et Confidentiality](#)

1.	002 Parties Civiles PTC 57 D193/5/5 4 août 2010 <i>Décision sur l'Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l'Ordonnance sur la Demande d'Actes d'Instruction des Parties Civiles concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire souhaite brièvement noter que les écritures des co-avocats des parties civiles et toutes les réponses qui y ont été faites, y compris les documents déposés par la suite en appel, sont classifiées comme "confidentiels". La Chambre préliminaire est consciente de la nécessité d'assurer un juste équilibre entre le souci de protéger le secret de l'instruction et le caractère confidentiel d'autres éléments de la procédure judiciaire qui ne sont pas divulgués au public et la nécessité de garantir la transparence et la publicité de la procédure et de satisfaire à la mission des CETC en matière d'éducation des générations présentes et futures".[...] Conformément aux principes notés ci-dessus et tenant compte des questions particulières posées par cet Appel, la Chambre préliminaire a considéré que malgré les classifications suggérées par les parties, la présente décision sera publique. » (par. 1)
2.	003 MEAS Muth PTC 24 D147/1 19 février 2016 <i>Décision relative à la Demande de MEAS Muth de Classer Publics certains Documents Présentés à la Chambre Préliminaire</i>	« En principe, la règle 78 du Règlement intérieur et l'article 4 e) de la Directive pratique relative au classement et à la conservation des pièces versées au dossier rendent donc obligatoire la publicité des décisions. Par conséquent, les informations figurant dans les décisions ou les opinions qui ne portent pas atteinte aux intérêts de l'instruction ne doivent pas être expurgées. » (Opinion des Juges BEAUVALLET et BAIK, par. 20)

vi. Réexamen des Décisions

1.	002 Parties Civiles PTC 03 C22/I/68 28 août 2008 <i>Décision sur la Demande en Réexamen du Droit de la Partie Civile de S'Adresser à la Chambre Préliminaire en Personne</i>	[Traduction Non-Officielle] « [L]a Chambre préliminaire a déclaré que la Demande de réexamen doit à ce stade être comprise comme une demande de réouverture de l'audience afin d'entendre la partie civile. » (par. 3) « La Demande de réexamen ne peut aboutir que s'il existe un fondement légitime pour que la Chambre réexamine ses décisions précédentes. La Chambre d'appel du TPIY a déterminé qu'une Chambre peut "toujours réexaminer une décision qu'elle a précédemment rendue, pas seulement dans le cas d'un changement de circonstances mais aussi lorsqu'il apparaît que la décision précédente était erronée ou a causé une injustice". Ceci a été décrit comme un pouvoir inhérent et est particulièrement important pour un organe judiciaire de dernier ressort comme la Chambre préliminaire. Un changement de circonstances peut inclure de nouveaux faits ou arguments. Le critère de réexamen a aussi été décrit comme suit : "une Chambre a le pouvoir inhérent et discrétionnaire de procéder au réexamen d'une décision interlocutoire précédente dans des cas exceptionnels 's'il est démontré qu'une erreur de raisonnement claire a été commise ou s'il est nécessaire d'y procéder afin de prévenir une injustice'". » (par. 25)
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

		« L'existence d'une Opinion dissidente ne justifie pas en elle-même un réexamen, pas plus que le fait que la partie civile préfère le raisonnement contenu dans cette Opinion dissidente. » (par. 28)
2.	001 IENG Sary PTC 02 D99/3/41 3 décembre 2008 <i>Décision sur la Requête de IENG Sary en Réexamen de la Décision sur le Dépôt d'une Requête dans le Dossier Duch</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire a déjà déterminé qu'elle peut réexaminer ses décisions seulement si un changement de circonstances, qui peut comprendre de nouveaux faits ou arguments, intervient ou s'il a été causé un résultat inattendu entraînant une injustice. » (par. 6)
3.	004 AO An PTC 07 D190/1/2 30 septembre 2014 <i>Décision sur l'Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d'Instruction Rejetant les Demandes d'Actes d'Instruction</i>	[Traduction Non-Officielle] « La Chambre préliminaire note en outre que l'Appel ne soulève aucun fait ou circonstances nouveaux mais réitère plutôt des arguments qui étaient déjà mis en avant dans l'Appel sur la participation. Par conséquent, la Chambre préliminaire estime que l'Appel cherche à porter devant elle la même question, en fait et en droit, qu'elle a déjà examinée dans ses Considérations en appel (c'est-à-dire le droit de l'appelant de participer à l'instruction) et sur laquelle elle n'a pas pu atteindre une majorité qualifiée de quatre voix pour rendre une décision. » (par. 19) « Si la Chambre devait examiner le présent appel, il faut présumer que ses cinq membres suivraient leur avis précédent et parviendraient chacun à la même conclusion, ce qui entraînerait le même résultat pour l'appelant, à savoir que la Décision attaquée demeurerait en application de la règle 77 13) du Règlement intérieur. Cette situation rend l'appel inutile et crée un potentiel de litige sans fin. La Chambre préliminaire souligne que la règle de la majorité qualifiée et la position par défaut envisagée par le Règlement intérieur sont des caractéristiques uniques des CETC, qui peuvent avoir pour conséquence que la Chambre ne soit pas en mesure d'aboutir à une décision sur une question spécifique. [...] Lorsque la Chambre préliminaire n'a pas pu se prononcer sur une question soulevée devant elle, le réexamen d'une question qui est substantiellement la même, en fait et en droit, par le biais d'une nouvelle requête ou d'un nouvel appel déposé par la même partie, serait contraire aux principes de sécurité juridique et d'économie judiciaire, et plus généralement aux intérêts de la justice car il ne ferait pas avancer la procédure mais risquerait plutôt de la retarder. Se référant aux règles de procédure établies au niveau international, conformément à l'article 12 1) de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume du Cambodge pour la création des CETC, aux articles 23 <i>nouveau</i> et 33 <i>nouveau</i> de la Loi sur les CETC et à la règle 2 du Règlement intérieur, la Chambre préliminaire note, par analogie, qu'il est de pratique courante dans d'autres tribunaux de caractère international de rejeter les demandes ou requêtes au motif qu'elles soulèvent des questions qui ont déjà été tranchées par une décision finale liant les parties concernées (et qui ont en tant que telles l'autorité de la chose jugée), à moins qu'elles ne soient présentées dans le cadre de demandes de réexamen. Par conséquent, la Chambre préliminaire juge qu'elle peut rejeter un appel ou une requête, sans en examiner la recevabilité formelle selon les règles 73, 74 et/ou 21 du Règlement intérieur ou le bien-fondé, lorsqu'il ou elle soulève une question qui est substantiellement la même (en fait et en droit) qu'une question déjà examinée par la Chambre à l'égard de la même partie et sur laquelle elle n'a pas pu atteindre une majorité de quatre voix pour rendre une décision. » (par. 20)

vii. Exécution des Décisions

1.	003 MEAS Muth PTC 37 et 38 D271/5 et D272/3 8 septembre 2021 <i>Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS</i>	« [L]e dispositif commun des Considérations de la Chambre préliminaire a été notifié aux co-juges d'instruction de sorte qu'il leur incombe la tâche de traiter le dossier, conformément aux règles 77 13) et 14) du Règlement intérieur. En ayant notifié ses Considérations, la Chambre préliminaire a rempli l'intégralité du devoir qui lui incombait. Il convient désormais aux co-juges d'instruction de s'y conformer immédiatement. » (par. 72)
----	---	---

Procédures devant la Chambre Préliminaire - Conduite de la Procédure devant la Chambre Préliminaire

	<i>Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003</i>	
--	--	--

LISTE DES DÉCISIONS CITÉES

DOSSIER 001 (DOUCH)

PTC01 – Décision sur l'Appel de l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de KAING Guek Eav, Alias « DUCH », 3 décembre 2007, C5/45 (DOUCH)

PTC02 – Décision relative à l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de renvoi Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias « DUCH », 5 décembre 2008, D99/3/42 (DOUCH)

PTC02 – Instructions aux Parties relatives à la Requête de la Chambre de Première Instance de se Voir Accorder l'Accès au Dossier Pénal, 11 septembre 2008, D99/3/5 (DOUCH)

PTC02 – Décision relative à la Demande d'Autorisation de IENG Sary de Présenter des Conclusions en Complément de l'Appel Interjeté par les Co-Procureurs contre l'Ordonnance de Clôture Rendue dans le Dossier KAING Guek Eav alias Duch relativement à l'Application de la Théorie de l'Entreprise Criminelle Commune, 6 octobre 2008, D99/3/19 (IENG Sary)

PTC02 – Décision sur la Requête de IENG Sary en Réexamen de la Décision sur le Dépôt d'une Requête dans le Dossier Duch, D99/3/41 (IENG Sary)

DOSSIER 002 (IENG Sary, IENG Thirith, KHIEU Samphân, NUON Chea)

PTC01 – Décision publique sur la Requête Urgente des Co-Avocats en Récusation du Juge NEY Thol dans le cadre de l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire dans l'Affaire contre NUON Chea, 4 février 2008, C11/29 (NUON Chea)

PTC01 – Décision relative à la Participation des Parties Civiles aux Appels en Matière de Détention Provisoire, 20 mars 2008, C11/53 (NUON Chea/ Parties civiles)

PTC01 – Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire, 20 mars 2008, C11/54 (NUON Chea)

PTC02 – Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire, 9 juillet 2008, C20/I/27 (IENG Thirith)

PTC03 – Décision sur les Questions Préliminaires Soulevées par les Avocats des Parties Civiles dans le Cadre de l'Appel de IENG Sary à l'Encontre de l'Ordonnance sur la Détention, 1 juillet 2008, C22/I/46 (Parties civiles)

PTC03 – Version Rédigée de la Décision Orale du 30 juin 2008 sur la Demande des Co-Avocats d'Ajourner l'Audience sur les Questions liées à la Compétence, 2 juillet 2008, C22/I/49 (IENG Sary)

PTC03 – Décision sur la Demande en Réexamen du Droit de la Partie Civile de S'Adresser à la Chambre Préliminaire en Personne, 28 août 2008, C22/I/68 (Parties civiles)

PTC03 – Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire de IENG Sary, 17 octobre 2008, C22/I/74 (IENG Sary)

PTC03 – Décision relative à la Demande de IENG Sary tendant à ce que des Mesures Appropriées Soient Prises à la suite de Certaines Déclarations du Premier Ministre HUN Sen Mettant en Cause l'Indépendance des Juges Katinka LAHUIS Et Rowan DOWNING, de la Chambre Préliminaire, 30 novembre 2009, Doc. N° 5 (IENG Sary)

PTC04 – Décision relative à la Demande d'Ajournement de l'Audience Consacrée à l'Examen de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance de Placement en Détention Provisoire, 23 avril 2008, C26/I/25 (KHIEU Samphân)

PTC04 – Décision Relative à la Notification de Retrait d'Appel, 15 octobre 2008, C26/I/31 (KHIEU Samphân)

PTC05 – Décision sur la Recevabilité de l'Appel Interjeté par IENG Sary Concernant les Droits de Visite, 21 mars 2008, A104/II/4 (IENG Sary)

PTC06 – Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea contre l'Ordonnance Rejetant la Requête en Nullité, 26 août 2008, D55/I/8 (NUON Chea)

PTC07 – Décision sur l'Appel de NUON Chea concernant la Désignation d'un Expert, 22 octobre 2008, D54/V/6 (NUON Chea)

PTC08 – Décision sur l'Appel de IENG Sary contre la Lettre concernant la Demande d'Information au sujet du Conseiller Juridique David BOYLE, 28 août 2008, A162/III/6 (IENG Sary)

PTC09 – Décision relative à l'Appel Interjeté par NUON Chea concernant les Conditions de Détention Provisoire, 26 septembre 2008, C33/I/7 (NUON Chea)

PTC10 – Décision sur l'Appel d'IENG Sary concernant la Désignation d'un Expert Psychiatrique, 21 octobre 2008, A189/I/8 (IENG Sary)

PTC11 – Décision relative à la Requête de KHIEU Samphân Demandant la Tenue d'une Audience Publique, 4 novembre 2008, A190/I/8 (KHIEU Samphân)

PTC11 – Décision Relative à l'Appel Interjeté par KHIEU Samphân contre l'Ordonnance Définissant les Droits et Obligations des Parties en Matière de Traduction, 20 février 2009, A190/I/20 (KHIEU Samphân)

PTC12 – Décision Relative à la Demande d'Autorisation de Déposer un Mémoire d'Amicus Curiae, 10 septembre 2008, A190/II/6 (IENG Sary)

PTC13 – Décision sur l'Appel contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire de NUON Chea, 4 mai 2009, C9/4/6 (NUON Chea)

PTC15 – Décision relative à la Requête des Co-Procureurs Visant à ce que l'Appel soit Tranché sur la seule base des Observations Écrites et Ordonnance portant Calendrier, 6 février 2009, C26/5/13 (Décision rendue par le Président de la Chambre préliminaire) (KHEU Samphân)

PTC14 et 15 – Décision relative aux Appels Interjetés par KHIEU Samphân contre l'Ordonnance de Refus de Mise en Liberté et l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire, 3 juillet 2009, C26/5/26 (KHIEU Samphân) **[Version Publique Expurgée]**

PTC15 – Décision relative à la Requête Incidente aux fins de Mise en Liberté Déposée par KHIEU Samphân, 24 décembre 2008, C26/5/5 (Décision rendue par le Président de la Chambre préliminaire) (KHIEU Samphân)

PTC16 – Décision relative à la Requête des Co-Procureurs Visant à ce que l'Appel soit Tranché sur la seule base des Observations Écrites et Ordonnance portant Calendrier, 29 janvier 2009, C20/5/10 (IENG Thirith)

PTC16 – Décision sur l'Appel de IENG Thirith contre l'Ordonnance de Prolongation de la Détention Provisoire, 11 mai 2009, C20/5/18 (IENG Thirith) **[Version Publique Expurgée]**

PTC16 – Décision sur l'appel d'IENG Thirith contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction rejetant la Demande de Saisie de la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de toutes les Enquêtes (D263/1), 25 juin 2010, D263/2/6 (IENG Thirith)

PTC21 – Décision relative à l'Appel contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Onzième Demande d'Acte d'Instruction Présentée par la Personne Mise en Examen, 18 août 2009, D158/5/1/15 (NUON Chea)

PTC22 – Décision relative à l'Appel de la Défense de KHIEU Samphân contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Onzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par NUON Chea, 27 août 2009, D158/5/2/15 (KHIEU Samphân)

PTC25 – Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant la Demande aux fins d'Actes d'Instruction tendant à la Recherche d'Éléments à Décharge dans le Répertoire Partagé, 12 novembre 2009, D164/3/6 (IENG Sary)

PTC26 – Décision quant à la Recevabilité de l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur l'Utilisation des Éléments Obtenus ou Susceptibles d'Avoir Été Obtenus sous la Torture, 18 décembre 2009, D130/9/21 (IENG Thirith)

PTC28 – Décision Relative à l'appel de IENG Sary contre l'ordonnance des Co-Juges D'instruction Relative à la Demande de Complément d'Expertise, 14 décembre 2009, D140/4/5 (IENG Sary) **[Version Publique Expurgée]**

PTC29 – Décision sur l’Appel de IENG Sary contre le Refus Implicite des Co-Juges d’Instruction de la Troisième Demande d’Actes d’Instruction de IENG Sary, 22 décembre 2009, D171/4/5 (IENG Sary)

PTC30 – Décision relative à l’Appel interjeté par KHIEU Samphân contre l’Ordonnance sur le Recours en Annulation pour Abus de Procédure, D197/5/8 (KHIEU Samphân)

PTC31 – Décision relative à la Recevabilité de l’Appel Interjeté par IENG Sary contre le Rejet Implicite, par les Co-Juges d’Instruction, des Demandes Formées par IENG Sary concernant l’Identification et l’Utilisation par les Co-Juges d’Instruction d’Éléments de Preuve Obtenus sous la Torture, 10 mai 2010, D130/7/3/5 (IENG Sary)

PTC32 – Décision relative à l’Appel Interjeté par M. IENG Sary contre l’Ordonnance portant Prolongation de sa Détention Provisoire, 4 mai 2010, C22/9/14 (IENG Sary) **[Version Publique Expurgée]**

PTC35 – Décision relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction sur l’Entreprise Criminelle Commune, 20 mai 2010, D97/14/15 (IENG Sary); PTC 37 – Décision relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction sur l’Entreprise Criminelle Commune, 20 mai 2010, D97/17/6 (Parties civiles); PTC 38 – Décision relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction sur l’Entreprise Criminelle Commune, 20 mai 2010, D97/15/9 (IENG Thirith); PTC 39 – Décision relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction sur l’Entreprise Criminelle Commune, 20 mai 2010, D97/16/10 (KHIEU Samphân)

PTC42 – Décision relative à l’Appel interjeté par IENG Thirith contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction rejetant la Demande de Suspension de l’Instruction pour Abus de Procédure (D264/1), 10 août 2010, D264/2/6 (IENG Thirith)

PTC44 – Décision sur l’Appel contre l’Ordonnance du Bureau des Co-Juges d’Instruction sur la Seizième Demande (D253) et la Dix-Septième Demande (D265) d’Actes d’Instruction de NUON Chea, 6 avril 2010, D253/3/5 (NUON Chea)

PTC45 – Décision relative à l’Appel Interjeté par IENG Sary contre l’Ordonnance relative aux Demandes D153, D172, D173, D174, D178 et D284 rendue par les Co-Juges d’Instruction, 5 mai 2010, D300/2/2 (IENG Sary)

PTC46 – Décision sur l’Appel de NUON Chea contre l’Ordonnance sur les Directions sur le Réexamen des Requêtes D153, D172, D173, D174, D178 et D284, 28 juillet 2010, D300/1/7 (NUON Chea)

PTC47 et 48 – Décision Relative aux Appels Interjetés contre l’Ordonnance Unique N° D250/3/3 et l’Ordonnance N° D250/3/2 sur la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, Rendues le 13 janvier 2010, 27 avril 2010, D250/3/2/1/5 (Parties civiles) **[Version Publique Expurgée]**

PTC50 et 51 – Seconde Décision sur l’Appel de NUON Chea et de IENG Sary contre l’Ordonnance des Co-Juges Internationaux sur les Requêtes en Convocation de Témoins, 9 septembre 2010, D314/1/12 et D314/2/10 (IENG Sary, NUON Chea) **[Version Publique Expurgée]**

PTC52 – Décision sur l’Appel des Co-Avocats des Parties Civiles contre l’Ordonnance Rejetant la Demande Visant à Entendre les Personnes Nommées dans la Demande d’Actes d’Instruction Relative au Mariage Forcé et à la Disparition Forcée, 21 juillet 2010, D310/1/3 (Parties civiles) **[Version Publique Expurgée]**

PTC55 – Décision sur l’Appel de IENG Sary contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction Rejetant sa Demande de Nomination d’un Expert **[Expurgé]** Supplémentaire afin de Réexaminer l’Objet du Rapport d’Expert Soumis par Mme Ewa TABEAU et M. THEY Kheam, 28 juin 2010, D140/9/5 (IENG Sary) **[Version Publique Expurgée]**

PTC57 – Décision sur l’Appel des Co-Avocats pour les Parties Civiles contre l’Ordonnance sur la Demande d’Actes d’Instruction des Parties Civiles Concernant toutes les Propriétés Appartenant à la Personne Mise en Examen, 4 août 2010, D193/5/5 (Parties civiles)

PTC58 – Décision sur l’Appel contre l’Ordonnance du BCJI sur la Dix-Huitième Demande d’Actes d’Instruction de NUON Chea, 10 juin 2010, D273/3/5 (NUON Chea) **[Version Publique Expurgée]**

PTC60 – Décision relative à l’Appel Interjeté par IENG Sary Contre l’Ordonnance des Co-Juges d’Instruction relative à sa Requête s’Opposant à l’Application devant les CETC de la Théorie de la Responsabilité du Supérieur Hiérarchique, 9 juin 2010, D345/5/11 (IENG Sary)

PTC62 – Décision relative à l’Appel Interjeté par la Défense de IENG Thirith contre l’Ordonnance du 15 mars 2010 relative aux Demandes d’Actes d’Instruction Présentées par la Défense de IENG Thirith, 14 juin 2010, D353/2/3 (IENG Thirith) **[Version Publique Expurgée]**

PTC63 Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'« Ordonnance sur Demande d'Intégration [au Dossier] de Documents Relatifs à l'Activité Réelle de Monsieur KHIEU Samphân », 7 juillet 2010, D370/2/11 (KHIEU Samphân)

PTC64 – Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant les Demandes d'Autorisation des Enregistrements Audio/Visuel des Réunions avec IENG Sary au Centre de Détention, 11 juin 2010, A371/2/12 (IENG Sary) **[Version Publique Expurgée]**

PTC66 – Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant une Demande de Contre-Expertise, 1 juillet 2010, D356/2/9 (NUON Chea) **[Version Publique Expurgée]**

PTC67 – Décision relative à l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction sur la Requête visant à Verser au Dossier des Preuves Supplémentaires tendant à Prouver la Connaissance des Crimes par les Personnes Mises en Examen, 15 juin 2010, D365/2/10 (NUON Chea)

PTC67 – Décision sur le Réexamen de l'Appel des Co-Procureurs contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à la Demande Visant à Placer au Dossier des Éléments Supplémentaires Servant à Prouver la Connaissance des Crimes par la Personne Mise en Examen, 27 septembre 2010, D365/2/17 (IENG Sary, NUON Chea, KHIEU Samphân)

PTC71 – Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre la Décision des Co-Juges d'Instruction lui Refusant l'Autorisation de Déposer sa Réponse et des Observations Supplémentaires au Réquisitoire Définitif soumis par les Co-Procureurs en Application de la Règle 66 du Règlement et rejetant sa Demande de Suspension de la Procédure, 20 septembre 2010, D390/1/2/4 (IENG Sary)

PTC72 – Décision relative 1) à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction Rejetant sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire en vue de l'Annulation de tous les Actes d'Instruction Conduits par ou avec le Concours de Stephen HEDER et David BOYLE ainsi que sa Demande Visant à Saisir la Chambre Préliminaire afin qu'elle Prononce la Nullité de tous les Éléments de Preuve Tirés des Documents Recueillis par le Centre de Documentation du Cambodge, et 2) au Recours Formé par le Biais d'une Procédure d'Appel Simplifiée contre le Refus des Co-Juges d'Instruction de Suspendre la Procédure, 30 novembre 2010, D402/1/4 (IENG Sary)

PTC75 – Décision relative à l'Appel Interjeté par IENG Sary contre l'Ordonnance de Clôture, 11 avril 2011, D427/1/30 (IENG Sary)

PTC104 – Décision relative à l'Appel de KHIEU Samphân contre l'Ordonnance de Clôture, 21 janvier 2011, D427/4/15 (KHIEU Samphân)

PTC145 et 146 – Décision relative aux Appels de NUON Chea et IENG Thirith contre l'Ordonnance de Clôture, 15 février 2011, D427/2/15 et D427/3/15 (IENG Thirith, NUON Chea)

PTC145 et 146 – Décision sur les Appels de IENG Thirith et NUON Chea contre l'Ordonnance de Clôture : Motifs de la Prolongation de la Détention provisoire, 21 janvier 2011, D427/3/13 et D427/2/13 (IENG Thirith, NUON Chea)

PTC152 – Décision sur l'Appel de IENG Sary contre l'Extension de sa Détention Provisoire par l'Ordonnance de Clôture, 21 janvier 2011, D427/5/10 (IENG Sary)

PTC 73, 74, 77-103, 105-111, 116-141, 143-144, 148-151, 153-156, 158-163, 166-171, Décision relative aux Appels Interjetés contre les Ordonnances des Co-Juges d'Instruction sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile, 24 juin 2011, D404/2/4 (Parties Civiles)

DOSSIER 003 (MEAS Muth)

PTC01 – Considérations de la Chambre Préliminaire sur l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par SENG Chan Theary, 28 février 2012, D11/1/4/2 (Parties civiles)

PTC02 – Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance Statuant sur la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Robert HAMILL, 24 octobre 2011, D11/2/4/4 (Parties civiles) **[Version Publique Expurgée]**

PTC03 – Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance des Co-Juges d'Instruction relative à sa Déclaration Publique concernant le Dossier N° 003, 24 octobre 2011, D14/1/3 (MEAS Muth)

PTC04 – Considérations de la Chambre Préliminaire relatives à l’Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision relative la Prorogation de Délai et aux Demandes d’Actes d’Instruction dans le Dossier n° 003, 2 novembre 2011, D20/4/4 (MEAS Muth)

PTC07 – Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l’Appel Interjeté contre l’Ordonnance relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile Formée par Timothy Scott DEEDS, 14 février 2013, D11/4/4/2 (Parties civiles)

PTC10 – Décision sur l’Appel de MEAS Muth contre le Refus Implicite des Co-Juges d’Instruction de Quatorze des Observations de MEAS Muth [auprès des Co-Juges d’Instruction], 23 avril 2014, D87/2/2 (MEAS Muth)

PTC11 – Décision sur les Demandes de Mesures Provisoires, 31 janvier 2014, D56/19/8 (MEAS Muth)

PTC11 – Décision relative à la Demande des Co-Avocats de Suspendre l’Exécution de l’Ordonnance sur la Désignation d’un Avocat Temporaire pour MEAS Muth, 11 février 2014, D56/19/14 (MEAS Muth)

PTC11 – Seconde Décision sur la Demande de Mesures Provisoires, 19 février 2014, D56/19/16 (MEAS Muth)

PTC11 – Décision sur l’Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction International Rejetant la Désignation de ANG Udom et Michael KARNAVAS en tant que Co-Avocats, 17 juillet 2014, D56/19/38 (MEAS Muth)

PTC13 – Décision sur l’Appel de MEAS Muth contre l’Ordonnance du Co-Juges d’Instruction International sur la Requête du Suspect concernant la Convocation Signée par un Co-Juge d’Instruction, 3 décembre 2014, D117/1/1/2 (MEAS Muth)

PTC16 – Décision relative à l’Appel de MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction International lui Refusant Accès au Dossier, 17 juin 2015, D122/1/2 (MEAS Muth)

PTC20 – Décision relative à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction HARMON concernant les Demandes de MEAS Muth de Saisir la Chambre Préliminaire de Deux Requêtes aux fins d’Annulation de Mesures d’Instruction, 23 décembre 2015, D134/1/10 (MEAS Muth)

PTC23 – Considérations de la Chambre Préliminaire de la Requête Urgente de MEAS Muth tendant au Sursis à Exécution du Mandat d’Amener Émis contre lui, 23 septembre 2015, C2/4 (MEAS Muth)

PTC24 – Décision relative à la Demande de MEAS Muth de Classer Publics certains Documents Présentés à la Chambre Préliminaire, 19 février 2016, D147/1 (MEAS Muth)

PTC26 – Considérations relatives à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Nouvelle Décision du Co-Juge d’Instruction portant Rejet de la Requête en Annulation du Réquisitoire Supplétif, 26 avril 2016, D120/3/1/8 (MEAS Muth)

PTC27 – Décision relative à la Demande de MEAS Muth visant à ce que la Chambre Préliminaire Retienne une Interprétation Large de la Recevabilité des Appels Interjetés contre l’Ordonnance de Clôture et Donne des Éclaircissements quant à la Procédure à suivre pour Présenter – le Cas Échéant – des Demandes en Annulation de Tout ou Partie de ladite Ordonnance, 28 avril 2016, D158/1 (MEAS Muth)

PTC28 – Décision Relative (1) à l’Appel de MEAS Muth à l’Encontre de la Décision sur les Neuf Demandes de Saisine de la Chambre Préliminaire aux fins d’Annulation et (2) aux Deux Requêtes en Nullité Transmises par le Co-Juge d’Instruction International, 13 septembre 2016, D165/2/26 (MEAS Muth)

PTC29 – Considérations Relatives à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction International de le Mettre en Examen pour Violations Graves des Conventions de Genève et Crimes Relevant du Droit Cambodgien et en Application des Théories Dites Entreprise Criminelle Commune et Responsabilité Pénale du Supérieur Hiérarchique, 27 avril 2016, D174/1/4 (MEAS Muth)

PTC30 – Décision relative à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision du Co-Juge d’Instruction International Concernant les Crimes contre l’Humanité et le Lien avec un Conflit Armé, 10 avril 2017, D87/2/1.7/1/1/7 (MEAS Muth)

PTC31 – Décision relative à l’Appel Interjeté par MEAS Muth contre la Décision Consolidée du Co-Juge d’Instruction International portant sur les Demandes de Communication de Documents tirés du Dossier N° 003 dans le cadre du Dossier N° 002 (D100/25 et D100/29), 15 février 2017, D100/32/1/7 (MEAS Muth)

PTC33 – Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d’Annulation de D114/164, D114/167, D114/170 et D114/171, 13 décembre 2017, D253/1/8 (MEAS Muth)

PTC34 – Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d’Annulation de Procès-Verbaux d’Audition de Témoins Dérivés d’Éléments de Preuve Obtenus par la Torture, 24 juillet 2018, D257/1/8 (MEAS Muth)

PTC35 – Décision relative à la Requête de la Co-Procureure Internationale Aux Fins de Dépôt de Conclusions Supplémentaires relatives à son Appel contre l’Ordonnance de Non-Lieu en Faveur de MEAS Muth, 3 novembre 2020, D266/25 (MEAS Muth)

PTC35 – Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture, 7 avril 2021, D266/27 et D267/35 (MEAS Muth)

PTC36 – Considérations relatives à l’Appel Interjeté contre l’Ordonnance du Co-Juge d’Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile, 10 juin 2021, D269/4 (Parties civiles)

PTC37 et 38 – Décision Consolidée relative aux Requêtes de la Co-Procureure Internationale et des Co-Avocats de MEAS Muth concernant la Procédure dans le Dossier N° 003, 8 septembre 2021, D271/5 et D272/3 (MEAS Muth)

DOSSIER 004 (AO An, IM Chaem, YIM Tith)

PTC02 – Considérations de la Chambre Préliminaire concernant l’Appel de la Décision relative à la Recevabilité de la Demande de Constitution de Partie Civile formée par Robert HAMILL, 14 février 2012, D5/2/4/3 (Parties civiles)

PTC03 – Décision sur la Déclaration de Désistement de l’Appel contre le Refus Implicite de la Demande de TA An d’Accéder au Dossier, 12 avril 2013, D121/2/3 (AO An)

PTC04 – Décision sur la Requête en Annulation selon la Règle 76 (1) du Règlement Intérieur, 12 novembre 2013, D165/1 (Parties civiles)

PTC05 – Considérations de la Chambre Préliminaire Relatives à l’Appel Interjeté par TA An contre la Décision Rejetant sa Demande d’Autorisation de Consulter le Dossier et de Participer à l’Instruction, 15 janvier 2014, D121/4/1/4 (AO An)

PTC06 – Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d’Instruction Rejetant ses Demandes d’Accès au Dossier et de Prendre Part à l’Instruction, 31 octobre 2014, D192/1/1/2 (YIM Tith)

PTC07 – Décision sur l’Appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d’Instruction Rejetant les Demandes d’Actes d’Instruction, 30 septembre 2014, D190/1/2 (AO An)

PTC08 – Décision sur l’appel de TA An contre la Décision du Co-Juge d’Instruction Rejetant la Requête en Annulation, 13 octobre 2014, D185/1/1/2 (AO An)

PTC09 – Décision relative à la Requête Urgente d’IM Chaem tendant au Sursis à l’Exécution de sa Convocation pour Première Comparution, 15 août 2014, A122/6.1/3 (IM Chaem)

PTC10 – Considérations de la Chambre Préliminaire sur les Appels de YIM Tith contre les Décisions du Co-Juge d’Instruction Rejetant ses Demandes d’Accès au Dossier et de Prendre Part à l’Instruction, 31 octobre 2014, D186/3/1/2 (YIM Tith)

PTC11 – Décision sur l’Appel de YIM Tith à l’Encontre de la Décision Rejetant sa Demande de Clarification, 13 novembre 2014, D205/1/1/2 (YIM Tith)

PTC12 – Décision sur l’Appel contre le Rejet Implicite de la Quatrième Demande d’Actes d’Instruction de TA An, 22 octobre 2014, A117/2/2 (AO An)

PTC13 – Considérations de la Chambre Préliminaire sur l’Appel de YIM Tith contre la Décision Rejetant sa Demande aux Co-Juges d’Instruction de Saisir la Chambre Préliminaire dans le But d’Annuler l’Instruction, 21 novembre 2014, A157/2/1/2 (YIM Tith)

PTC14 – Décision sur l’Appel de YIM Tith contre la Clarification du Co-Juge d’Instruction International sur la Validité d’une Convocation Émise par un Co-Juge d’Instruction, 4 décembre 2014, D212/1/2/2 (YIM Tith)

PTC15 – Considérations de la Chambre préliminaire sur l’Appel de YIM Tith contre la Décision concernant sa Demande de Clarification sur le Fait qu’il Peut Conduire sa Propre Instruction, 19 janvier 2015, D203/1/1/2 (YIM Tith)

PTC16 – Décision sur l'Appel Formé par TA An de la Décision Rejetant sa Demande d'Information concernant le Désaccord des Co-Juges d'Instruction du 5 avril 2013, 22 janvier 2015, D208/1/1/2 (AO An)

PTC18 – Décision de la Chambre préliminaire sur l'Appel de SON Arun contre la Décision du Bureau des co-juges d'instruction relative à l'accréditation d'avocat, 19 février 2015, D198/3/1/2 (Other Appeals)

PTC19 – Considérations relatives à l'Appel de IM Chaem à l'Encontre de la décision du Co-Juge d'Instruction International de la Mettre en Examen en son Absence, 01 mars 2016, D239/1/8 (IM Chaem)

PTC 20, D236/1/1/8, 9 décembre 2015, Décision relative à l'Appel Interjeté par IM Chaem contre la Décision du Co-Juge d'Instruction International relative à sa Demande de Réexaminer et Annuler la Convocation du 29 juillet 2014, (IM Chaem)

PTC21 – Décision relative à la Requête de MEAS Muth aux fins d'Annulation de Procès-Verbaux d'Audition de Témoins Dérivés d'Éléments de Preuve Obtenus par la Torture, 17 mai 2016, D257/1/8 (AO An)

PTC23 – Considérations relatives à la Requête formée par AO An aux fins d'Annulation des Actes d'Instruction relatifs à Wat Ta Meak, 15 décembre 2016, D263/1/5 (AO An)

PTC24 – Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Cinquième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An, 16 juin 2016, D260/1/1/3 (AO An)

PTC25 – Décision relative à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative aux Réponses de AO An N° D193/47, D193/49, D193/51, D193/53, D193/56 et D193/60, 31 mars 2016, D284/1/4 (AO An)

PTC26 – Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International concernant la Comparution de Témoins à Huis Clos au Procès, 20 juillet 2016, D309/6 (AO An)

PTC27 – Considérations relatives à la Requête de AO An aux fins d'Annulation de l'Instruction portant sur Tuol Beng et Wat Angkuonh Dei et des Accusations Relatives à Tuol Beng, 14 décembre 2016, D299/3/2 (AO An)

PTC29 – Décision relative à l'Appel Interjeté par YIM Tith contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative à ses Demandes (D193/76 et D193/77) de Réexamen Concernant la Communication de Documents et à la Demande du Co-Procureur International (D193/72) visant à la Communication de Documents et contre la Décision Jointe du Co-Juge d'Instruction International relative aux Demandes du Co-Procureur International visant à la Communication de Documents Tirés du Dossier N° 004 pour les Besoins du Dossier N° 002 (D193/70, D193/72 et D193/75), 15 février 2017, D193/91/7 (YIM Tith)

PTC30 – Décision Relative à la Requête en Annulation Formée par AO An et visant les Décisions N° D193/55, D193/57, D193/59 Et D193/61, 15 février 2017, D292/1/1/4 (AO An)

PTC31 – Décision relative à la Demande de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Auditions Non Enregistrées, 30 novembre 2016, D296/1/1/4 (AO An)

PTC38 – Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation de l'Information sur le Mariage Forcé dans le District De Sangkae (Secteur 1), 25 juillet 2017, D344/1/6 (YIM Tith)

PTC39 – Considérations relatives à la Requête de YIM Tith en Annulation des Actes d'Instruction et des Ordonnances concernant le Barrage de Kang Hort, 11 août 2017, D345/1/6 (YIM Tith)

PTC40 – Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Documents d'Enquête Établis par Paolo STOCCHI, 25 août 2017, D351/1/4 (YIM Tith)

PTC45 – Décision relative à la Requête Présentée par YIM Tith aux fins d'Annulation du Versement au Dossier N° 004 de Dépositions Orales Recueillies dans le cadre du Dossier N° 002, 26 octobre 2017, D360/1/1/6 (YIM Tith)

PTC46 – Décision sur la Requête en Suspension de YIM Tith de la Date Limite de D361/4 dans l'Attente de la Résolution des Procédures en Appel, 19 juillet 2017, D361/4/1/3 (YIM Tith)

PTC51- Décision relative à la Requête de YIM Tith aux fins d'Annulation des Demandes d'Obtention et d'Utilisation de Renseignements Complémentaires de Parties Civiles et d'Éléments Connexes de l'Instruction dans le Dossier N° 004, 20 août 2018, D370/1/1/6 (YIM Tith)

PTC53 – Décision relative à la Requête de YIM Tith en Annulation d'Éléments du Dossier Obtenus par la Torture, 27 septembre 2018, D372/1/7 (YIM Tith)

PTC61 – Considérations relatives aux Appels Interjetés contre les Ordonnances de Clôture, 17 septembre 2021, D381/45 et D382/43 (YIM Tith)

PTC62 – Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance du Co-Juge d'Instruction International sur la Recevabilité de Demandes de Constitution de Partie Civile, 29 septembre 2021, D384/7 (Parties civiles)

DOSSIER 004/1 (IM Chaem)

PTC28 – Considérations concernant la Demande de IM Chaem aux fins d'Annulation de Procès-Verbaux et de Transcriptions d'Auditions de Témoins, 27 octobre 2016, D298/2/1/3 (IM Chaem)

PTC49 – Décision relative à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre la Décision concernant l'Expurgation ou, Subsidiairement, la Demande de Reclassement de l'Ordonnance de Clôture (Motifs), 8 juin 2018, D309/2/1/7 (IM Chaem)

PTC50 – Considérations relatives à l'Appel Interjeté par le Co-Procureur International contre l'Ordonnance de Clôture (Motifs), 28 juin 2018, D308/3/1/20 (IM Chaem)

PTC54 – Décision relative à la Demande Présentée par IM Chaem Sollicitant le Reclassement de sa Réponse au Réquisitoire Définitif du Co-Procureur International, 8 juin 2018, D304/6/4 (IM Chaem)

DOSSIER 004/2 (AO An)

PTC34 – Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Décision concernant sa Septième Demande d'Actes d'Instruction, 3 avril 2017, D277/1/1/4 (AO An)

PTC35 – Décision relative à l'Appel Interjeté contre la Décision concernant la Douzième Demande d'Actes d'Instruction Présentée par AO An, 16 mars 2017, D320/1/1/4 (AO An)

PTC36 – Décision relative à l'Appel Interjeté par AO An contre la Décision concernant sa Dixième Demande d'Actes d'Instruction, 26 avril 2017, D343/4 (AO An)

PTC37 – Décision relative à la Requête de AO An aux fins d'Annulation des Procès-Verbaux d'Audition Établis par Trois Enquêteurs, 11 mai 2017, D338/1/5 (AO An)

PTC43 – Décision sur l'Appel contre la Décision d'AO An sur la Requête en Annulation visant à Annuler l'Instruction dans son Entièreté, 5 septembre 2017, D350/1/1/4 (AO An)

PTC44 – Décision relative à l'Appel Formé par AO An contre l'Ordonnance de Soit-Communiqué Rendue en Application de la Règle 66 4) du Règlement Intérieur, 6 septembre 2017, D351/2/3 (AO An)

PTC58 – Considérations relatives à l'Appel Interjeté contre l'Ordonnance relative à la Recevabilité des Demandes de Constitution de Partie Civile, 30 juin 2020, D362/6 (Parties civiles)

PTC59 – Décision sur la Requête Urgente de AO An aux fins d'Expurgation et de Mesures Provisoires, 5 septembre 2018, D360/3 (AO An)

PTC60 – Décision relative à la Demande de la Co-Procureure Internationale aux fins de Révision Intégrale des Transcriptions en Français de l'Audience en Appel Tenue devant la Chambre Préliminaire, 9 mars 2020, D359/29 et D360/38 (AO An)

PTC60 – Considérations relatives aux Appels Interjetés contre Les Ordonnances de Clôture, 19 décembre 2019, D359/24 et D360/33 (AO An)

AFFAIRES SPECIALES

Dossier 002 PTC Spécial – Décision sur la Requête de la Personne Mise en Examen en Récusation des Drs Sephen HEDER et David BOYLE, 22 septembre 2009, Doc. N°3 (IENG Sary)

Dossier 002 PTC01 Spécial – Décision relative à la Dessaisissement du Co-Juge d’Instruction Marcel LEMONDE présentée par IENG Sary, 9 décembre 2009, Doc. N° 7 (IENG Sary)

Dossier 002 PTC02 Spécial–Décision relative à la Demande de Récusation du Co-Juge d’Instruction Marcel LEMONDE Présentée par KHIEU Samphan, 14 décembre 2009, Doc. N° 7 (KHIEU Samphan)

Dossier 002 PTC04 Spécial – Décision relative à la Requête en Récusation du Co-Juge d’Instruction Marcel LEMONDE Présentée par NUON Chea, 23 mars 2010, Doc. N° 4 (NUON Chea) **[Version Publique Expurgée]**

Dossier 002 PTC05 Spécial – Décision sur les Demandes d’IENG Sary et d’IENG Thirith de Récuser le Juge Marcel LEMONDE en vertu de l’Article 34 du Règlement Intérieur, 15 juin 2010, Docs. N° 6 (IENG Sary) ; Dossier 002 PTC07 Spécial – Décision sur les Demandes d’IENG Sary et d’IENG Thirith de Récuser le Juge Marcel LEMONDE en vertu de l’Article 34 du Règlement Intérieur, 8 juin 2010, Doc. N° 8 (IENG Thirith)

Dossier 002 PTC06 Spécial – Décision relative à la Demande de Dessaisissement du Juge Marcel LEMONDE Présentée par IENG Sary en Application de la Règle 35 du Règlement Intérieur, 29 mars 2010, Doc. N° 5 (IENG Sary)

Dossier 002 PTC09 Spécial – Décision relative à la Demande de Récusation du Juge YOU Bunleng, 10 septembre 2010, Doc. N° 8 (NUON Chea) **[Version Publique Expurgée]**

Dossier 002 PTC15 Spécial – Décision relative à la Demande Incidente de KHIEU Samphan aux fins d’Interruption Définitive et Immédiate de la Procédure pour Abus de Procédure, 12 janvier 2011, Doc. N° 2 (KHIEU Samphan)

Dossier 002 PTC16 Spécial – Décision relative à la Requête visant à Obtenir la Traduction de l’Ensemble des Documents sur lesquels se Fonde l’Ordonnance de Clôture, 15 décembre 2010, Doc. N° 2 (KHIEU Samphan)

Dossier 003 PTC01 Spécial – Décision relative à la Demande de la Section d’Appui à la Défense Tendante à ce que la Chambre Préliminaire Suspende les Poursuites dont elle est Saisie dans le Dossier N° 003 afin que Puissent être Prises des Mesures Destinées à Garantir la Représentation Efficace des Suspects dans le cadre de ce Dossier, 15 décembre 2011, Doc. N° 3 **[Version Publique Expurgée]**

PTC 10-07-2013-ECCC/PTC Spécial – Décision sur l’« Appel contre le Rejet de la Demande de Richard ROGERS à Être Inscrit sur la Liste des Co-Avocats Étrangers », 6 février 2014, Doc. N° 8 **[Version Publique Expurgée]**

PTC 17-02-2015-ECCC/PTC Spécial – Décision relative à l’Appel Interjeté par Neville SORAB Contre la Décision de la Section d’Appui à la Défense En Réponse à sa Demande d’Inscription sur la Liste des Avocats Étrangers, 17 juin 2015, Doc. N° 2

DESACCORDS

Considérations émises par la Chambre Préliminaire touchant le Désaccord entre les Co-Procureurs Conformément aux Dispositions de la Règle 71 du Règlement, 18 août 2009, Désaccord N° 001/18-11-2008-ECCC/PTC

Opinion des Juges de la Chambre Préliminaire DOWNING et CHUNG relative au Désaccord entre les Co-Juges d’Instruction selon la Règle 72, 10 février 2012, Dossier N° 003/16-12/2011-ECCC/PTC **[Version Publique Expurgée]**